

Amadeo Bordiga

(1889- 1970)

Histoire de la gauche communiste

Tome I

1912 - 1919

De l'origine, à travers le premier conflit mondial, à l'immédiat après-guerre.



Un document produit conjointement en version numérique
par Simon Villeneuve, svilleneuve@cegep-chicoutimi.qc.ca

Dans le cadre de la collection : « Les classiques des sciences sociales »
Site web : http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée dans la tradition des traductions anonymes en Europe et mise en page par Simon Villeneuve, bénévole, professeur en physique au Cégep de Chicoutimi.

M. Simon Villeneuve : svilleneuve@cegep-chicoutimi.qc.ca

à partir de :

Amadeo Bordiga

Histoire de la gauche communiste

Tome I : 1912 – 1919. De l'origine, à travers le premier conflit mondial, à l'immédiat après-guerre.

Editions Il Programma Comunista, 1964.

Ouvrage traduit dans la tradition européenne anonyme.
[Le traducteur demande à conserver l'anonymat.]

Polices de caractères utilisées :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour PC.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 16 septembre 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Histoire de la gauche communiste, tome I

Table des matières

Présentation de l'oeuvre

PARTIE I La ligne historique de la gauche communiste des origines à la fin 1919 en Italie

Introduction

1 – Origines du mouvement prolétarien international

2 – Origines du mouvement prolétarien italien

3 – Crise de la Première Internationale : la déviation libertaire

4 – Premiers marxistes en Italie

5 – Gênes 1892 : le Parti Socialiste

6 – Le socialisme italien vers le réformisme

7 – Rome 1900, date de naissance officielle du réformisme

8 – Début de la lutte contre le réformisme : apparition de la fausse gauche
syndicaliste

9 – La gauche marxiste se dessine

10 – 1910 : première réaction des marxistes révolutionnaires

11 – Les intransigeants l'emportent

12 – L'apport du mouvement des jeunes

13 – Le dernier Congrès socialiste avant la guerre

14 – Les luttes socialistes à Naples et l'origine de la gauche

15 – Vers la guerre en Europe

16 – La première guerre mondiale

17 – Débats socialistes en temps de guerre

18 – Mai 1915 : la conférence de Bologne

19 – La conférence de Rome, février 1917, et autres manifestations de la
Gauche

20 – Caporetto et la réunion de Florence

21 – Le XV^{ième} Congrès socialiste : Rome, 1 – 5 septembre 1918

22 – Les jeunes socialistes pendant la guerre

23 – La grande révolte prolétarienne de l'après-guerre : les épisodes de Naples

24 – L'explosion de l'« après-guerre italien »

25 – Premiers pas incertains du Parti et réactions vigoureuses de la Gauche

26 – Escarmouches préélectorales

27 – Les grandes luttes prolétariennes et leurs reflets dans le Parti

28 – Les graves divergences d'orientation dans le Parti

PARTIE II Recueil de textes de la gauche pour les années 1912-1919

1-2- Une polémique de 1912 entre les jeunes sur « socialisme et culture ».

Introduction

1 - Conclusions des rapporteurs au Congrès de la jeunesse de Bologne

1.1 Motion du courant de droite sur « éducation et culture »

1.2 Motion du courant de gauche sur le même thème

2 – Lettres des représentants des deux courants à l' « Unità »

2.1 Lettre des représentants du courant de droite

2.2 Lettre des représentants du courant de gauche

3 – Pour l'intransigeance de pensée

4 – Du principe à la méthode

5 – Pour l'élaboration théorique du socialisme

6 – Le problème de la culture

I

II

7 – Contre l'abstentionnisme

8 – L'Unité prolétarienne

9 – Socialisme et religion

10 – L'Irrédentisme

11 – L'Équivoque régionaliste

Notes rédactionnelles de l'« Avanti ! »

12 – Discours du rapporteur de la gauche au congrès d'Ancône 1914

13 – Trêve d'armes

14 – Sur la question de la neutralité : A notre poste !

Notes rédactionnelles de l'« Avanti ! »

15 – Le socialisme d'hier face à la guerre d'aujourd'hui

I

II

III

16 – Vers l'avenir

17 – Les dogmes et la réalité

18 – Socialisme et « défense nationale »

19 – Socialisme, patrie et guerre de défense (pourquoi la discussion est opportune).

20 – La bourgeoisie et le principe de nationalité

21 – Du vieil au nouvel antimilitarisme

22 – La falsification

23-24 – A la veille de l'intervention

Introduction

23 – Solidement à notre place

24 – Le « fait accompli »

25 – Ce qui devient évident

26 – Les positions insidieuses des « indépendants »

Note de la rédaction de l'« Avanti ! »

27 – La position du parti face à la guerre et à la paix

28 – Rien à rectifier

Notes rédactionnelles de l'« Avanti ! »

29 – Encore plus en avant !

30 – Circulaire de la fraction intransigeante révolutionnaire du 23/08/1917 (5)

31 – Magnifique ascension

32 – Pour une discussion exhaustive

Notes rédactionnelles de l'« Avanti ! »

33 – La révolution russe

Préambule

I

II

III

IV

34 – Discussions au sein du Parti : Faits et principes de la dynamique socialiste

35 – La révolution contre le « Capital »

36 – La direction de la révolution russe dans une phase décisive

37 – Les directives marxistes de la nouvelle Internationale

38 – La constituante ?

39 – Guerre révolutionnaire ?

40 – Dans la rouge lumière du sacrifice

41 – Contre les équivoques et les insinuations du réformisme : l'illusion électorale

42 – Parmi les ardents problèmes actuels de la pensée et de l'action socialiste : contre l'intervention dans la bataille électorale

43 – Le bolchevisme, plante de tous les climats

44 – Le piège électoral

45 – Socialisme et anarchie

46 – La marée rouge

47 – La Confédération du Travail contre le « Soviet »

48 – Crise d'orientation

49 – L'erreur de l'« unité » prolétarienne, polémique sur plusieurs fronts

50 – Le « Front unique révolutionnaire » ?

51 – Réformisme et maximalisme

52 – Ou élection ou révolution

53 – La jeunesse socialiste et le Parti

54 – Le programme de la fraction communiste

55 – Pour l'affirmation historique de la dictature prolétarienne

56 – Préparation révolutionnaire ou préparation électorale

Note rédactionnelle de l'« Avanti ! ».

Histoire de la gauche communiste, tome I

Présentation de l'oeuvre

[Retour à la table des matières](#)

Edition originale : Editions Il Programma Comunista – 1964

Ce volume est le premier d'une série visant à reconstituer et à illustrer historiquement le processus de formation et de développement en Italie d'un courant de gauche communiste révolutionnaire et son importante action dans le domaine international, des origines jusqu'en 1926, l'année du Congrès de Lyon du P.C.d'Italie et du VI^o Exécutif Elargi de l'Internationale. Il part des origines du mouvement prolétarien à l'échelle mondiale et s'arrête aux premières polémiques préparant le Congrès de Bologne du Parti Socialiste Italien entre août et septembre 1919.

Ce volume se compose de deux parties. [La première](#), de caractère explicatif, rappelle sur la base d'une rigoureuse documentation historique le processus au travers duquel la gauche communiste – présente en Italie, bien que sous forme embryonnaire, depuis 1880 environ, mais bien définie par sa solidité théorique et par sa continuité d'action pratique surtout à partir de 1910 – émergea du sein du Parti Socialiste. Ce courant se continue au travers d'une incessante bataille conduite, avant et pendant la guerre, contre le réformisme sous toutes ses variantes et métamorphoses et, au cours du même conflit, et surtout dans l'immédiat après-guerre, contre le centre douteux des « maximalistes ». Cette bataille sera le nécessaire prélude à la constitution du Parti Communiste d'Italie, section de la III^{ième} Internationale, au Congrès de Livourne de janvier 1921.

Cette lutte a pour théâtre l'Italie, mais elle est inséparable de la vigoureuse offensive anti-révissionniste et anti-réformiste menée par l'aile révolutionnaire internationale, au cours d'une vingtaine d'années, comme cela sera souligné à chaque page du présent volume.

[La seconde partie](#) reproduit selon une stricte succession chronologique une masse importante de textes (surtout des articles, mais aussi des discours et des motions), parus de 1912 à l'Été 1919 et reproduits ici pour illustrer les thèses développées dans la partie explicative. Cette seconde partie confirme la continuité et l'«invariance» des positions théoriques et de lutte qui unissent indissolublement l'extrême gauche d'alors et celle qui aujourd'hui, sous le nom de Parti Communiste International, se bat pour la restauration intégrale du programme marxiste et de l'organisation du parti de classe du prolétariat.

Chaque texte, dont on a conservé (à de rares exceptions près, signalées par nous) le titre original, est précédé d'une note¹ qui le rapproche des événements décrits dans la première partie et à la ligne générale de la Gauche révolutionnaire marxiste.

Dans la série de ces textes – 65 en tout, auxquels nous avons ajouté les motions, programmes, extraits, ou des notes de journaux publiés dans les années 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919 -, sont aussi inclus, lorsqu'ils servent à illustrer la situation historique de l'époque, des textes de mouvements différents du notre ainsi que ceux d'adversaires.

La seconde partie est donc l'indispensable complément de la première : l'une ne peut pas être utilement lue sans l'autre.

Autant les textes d'aujourd'hui que d'alors sont anonymes : les uns et les autres parce que considérés par nous non comme expression d'idées ou d'«opinions» personnelles mais comme textes de parti, et les premiers pour la raison supplémentaire qu'ils sont le fruit d'un travail de recherche, de réorganisation et de compilation collectifs, auquel ne s'attache aucune étiquette personnelle, et qui non seulement ne comporte pas mais exclue la bourgeoise et mercantile revendication de la pire forme de propriété privée, la propriété « intellectuelle ».

Automne 1963.

Il Programma Comunista.

¹ Les notes de l'auteur sur les articles sont en caractère gras et suivent directement le titre de chacun des articles [SV]

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

PARTIE I

La ligne historique de la gauche communiste des origines à la fin 1919 en Italie

[Retour à la table des matières](#)

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Cette étude a pour but de suivre la formation, et l'influence sur les événements, du parti politique de la classe prolétarienne, au cours d'une période assez longue pour qu'on puisse opérer des confrontations utiles entre l'orientation du Parti et le développement des événements, en tirant les leçons de ses vicissitudes et même de ses crises, dans ses rapports avec l'ensemble de la société dans laquelle il agit.

Une telle étude, de même qu'elle tend à être la plus étendue possible dans le temps, doit se situer dans une vaste étendue d'espace, et considérer le jeu des forces internationales. On ne pourrait tirer de conclusions utiles du mouvement italien si on ne le considérait comme une partie inséparable du mouvement européen et même mondial au cours de ses diverses étapes.

Il existe d'autres histoires et chroniques du socialisme italien, également récentes, et utilisant d'autres méthodes. Il nous suffit d'y renvoyer le lecteur sans les citer, et de l'avertir que notre récit ne vise pas à être analytique et original, ni à aboutir à une chronique d'événements de détails concernant le parti et la société.

Il entend suivre une ligne ébauchée à grands traits, et parvenir à une synthèse générale sans faire référence à tout le matériel utilisé et compulsé, ou directement acquis, par le groupe qui a mené à bien ce travail.

Dans la première période de vie d'un mouvement socialiste en Italie, nous suivrons les vicissitudes du conflit entre deux formes qui se proposent de fixer des objectifs à ce mouvement. L'une est celle du parti politique déclaré, ouvert à tous ceux qui décident d'agir sur la ligne de son programme ; l'autre est la forme ouvriériste (dans le sens où cette forme, selon des formules diverses, adhère strictement à la qualité ouvrière de ses membres) et même exclusiviste – pour secondaire que soit un tel caractère – en ce sens qu'elle n'admet pas l'adhésion de ceux qui ne possèdent pas exactement cette caractéristique sociale.

Puisque nous devons nous occuper de cette opposition, il est nécessaire d'établir - pour prendre tout de suite la voie qui nous conduira jusqu'au terme - que ce phénomène est propre à tous les pays et domine l'histoire de tous les Partis Socialistes d'Europe au cours de plus d'un siècle d'histoire ; ce ne sera donc jamais à partir de l'expérience concrète d'un seul pays qu'on pourra en faire un bilan aboutissant à des conclusions générales. Pour nous, il est évident, à priori, que la forme historique propre à l'organisation prolétarienne révolutionnaire est la forme déclarée, dans laquelle un lien unique et uniforme relie au parti chacun de ses adhérents, sans stratification ni discrimination. Tout marxiste et dialecticien commence son exposé par des données de fait au moyen desquelles il doit convaincre, en ayant établi à l'avance sa propre conclusion formulée avec netteté et précision.

Il est banal d'observer que la forme d'association politique fondée sur la conviction et sur le militantisme dérive de la grande révolution bourgeoise avec ses fameux clubs, et que l'originalité du nouveau mouvement socialiste réside dans le fait qu'il s'adresse non à la société humaine en général, mais aux membres d'une classe donnée. Ce serait là une version froide et non dialectique de la fonction des classes dans l'histoire, sur laquelle se fonde notre doctrine.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

1 – Origines du mouvement prolétarien international

[Retour à la table des matières](#)

Si nous reprenons l’histoire de l’Internationale ouvrière, telle qu’elle se prépara dans la première moitié du XIX^{ème} Siècle, nous voyons que la première forme qui se dessine est précisément celle des **Sociétés de propagande**. En général secrètes, à l’imitation des **Carbonara**, celles-ci naquirent dans différents pays. Elles étaient reliées entre elles. Elles avaient comme programme celui de pousser à leurs limites extrêmes les principes idéologiques de la révolution libérale : égalité, justice, fraternité. Avant d’en arriver à la Ligue des Communistes, fondée vers 1847, à Paris, par des militants de divers pays, en grande partie ouvriers, mais aussi intellectuels, et à laquelle adhérèrent Marx et Engels, nous rencontrons des formes bâtarde dont les deux fondateurs du socialisme scientifique se détachèrent bien vite, comme les Ligues des Proscrits, des Justes, des Droits de l’homme, et ainsi de suite. Très vite on vit se creuser un abîme entre ces idéologies humanitaires, philanthropiques, rationalistes et aussi christianisantes, et la nouvelle théorie qui allait s’emparer du mouvement prolétarien anti-capitaliste. On eut le premier exemple de parti prolétarien non pas en Angleterre, première nation capitaliste développée (le chartisme, malgré ses liens indiscutables avec un prolétariat déjà nombreux, avait encore des caractères a-classistes), mais en France, avec le concours de réfugiés de divers pays. Ce fut précisément la Ligue des Communistes qui, la première, se pénétra du principe qu’il ne peut y avoir de mouvement social révolutionnaire sans une théorie révolutionnaire autonome. Elle tint son premier Congrès à Londres, où « s’était déplacé le centre de gravité », au cours de l’été 1847, puis en novembre-décembre un tint un second. Différents projets de manifestes y furent présentés. Après dix jours de débats, celui de Marx et Engels (qui devint « Le Manifeste du Parti Communiste ») fut adopté à l’unanimité, et c’est à lui que nous nous rattachons encore aujourd’hui, même si nous ne faisons pas ici l’histoire d’œuvres littéraires, mais de mouvements collectifs et sociaux, pour embryonnaire qu’en fût la première organisation.

Ce document contient une théorie complète de l'histoire sociale de l'humanité, et un programme défini de lutte pour la transformation de la société, dont il indique de manière positive les moyens et les voies. Il ne suppose pas un auteur ou un penseur destiné à éclairer les hommes de l'avenir, mais déclare déjà émaner d'une collectivité, le **parti politique**, né des faits et des possibilités historiques. Il ne se rattache ni à l'histoire ni à l'œuvre d'une seule nationalité et d'une seule langue, mais se situe explicitement sur une base internationale de luttes et de conquêtes.

Nous aussi nous tenons à affirmer que nous savons à l'avance où nous conduira la voie sur laquelle nous posons aujourd'hui les pieds, et que le résultat de la vaste démonstration que nous entreprenons n'est ni un produit original ni le fruit de spéculations sans limites, mais qu'il existait intégralement dès le début dans les notions propres à notre école internationale. Nous prendrons comme exemple de cette synthèse et de cette concomitance internationale du mouvement révolutionnaire anti-bourgeois le chapitre de la classique « Histoire de la social-démocratie allemande » de Franz Mehring, en la traduisant ici et là, pour plus de sécurité, d'après l'édition originale allemande de 1897¹.

L'Histoire de Mehring a toujours été considérée comme un texte orthodoxe du marxisme. Elle a été élaborée durant la vie de Marx et suivie par Engels de son vivant comme l'œuvre d'un proche disciple. Dans les dernières années de sa vie, son auteur lutta contre la dégénérescence du Parti allemand lors de la première guerre mondiale.

Cette œuvre contient entre autre un brillant résumé du premier livre du « Capital » de Marx, où se conjuguent, ce qui n'est pas facile, une présentation concentrée et suggestive, et une rigoureuse fidélité théorique : le chapitre VII de la section III, intitulé « L'œuvre fondamentale du communisme scientifique »².

¹ NdT : en français, traduit de l'italien.

² C'est un texte qui devra être reproduit, et nous ne résistons pas à citer un passage qui justifie l'assertion de nos jeunes collaborateurs que Mehring réduit en bouillie cent ans à l'avance sur les programmes russes !

« Le travail salarié se distingue des divers types précédents de travail non payé en ce que le mouvement du capital est démesuré et son appétit de surtravail insatiable. Dans l'organisation économique des sociétés dans lesquelles prédomine non la valeur d'échange mais la valeur d'usage des produits, le surtravail est limité par le cercle plus ou moins étroit des besoins, mais du caractère de la production ne provient pas un besoin illimité de surtravail. Les choses sont tout autres là où domine la valeur d'échange. Comme producteur de moyens de travail pour les autres, pressureur de surtravail et exploiteur de la force de travail, le capital dépasse en énergie, absence de mesure et efficacité, tous les processus de production précédents, fondés directement sur le travail forcé. Le capital s'intéresse non au processus de travail et à la production de valeur d'usage, mais au processus de valorisation, à la production de valeurs d'échange desquelles on peut tirer une valeur supérieure à celle qui y a été investie. L'avidité de plus-value ne connaît pas la satiété ; la production de valeurs d'échange ne connaît pas les limites de la satisfaction des besoins par la production de valeurs d'usage ».

Pour l'instant, cependant, nous ne recourons à Mehring que pour ce qu'il dit dans l'introduction à son « Histoire ». Il prévient, tout de suite, que le mouvement allemand eut dès le début un caractère **international**, et montre que les premiers socialistes allemands proviennent des luttes de l'Europe occidentale et de la littérature socialiste anglaise et française. Marx et Engels, quand ils écrivirent le « Manifeste », firent appel aux prolétaires du monde entier. Ils étaient passés à travers l'école « de la philosophie allemande, de la révolution française et de l'industrie anglaise », formule cardinale pour les marxistes.

Le communisme scientifique moderne qu'ils avaient fondé « fut cependant emporté par la croissance économique et par la décadence politique des années 50 ». Nous parlons, c'est bien clair, du XIX^{ième} Siècle, mais cela ne vaut-il pas non plus pour le XX^{ième} ?

Il s'y substitua alors l'agitation « concrète », dirions-nous, de Lassalle, qui ne put lui-même que copier le socialisme français contemporain. Les bourgeois ergotaient sur les différences entre socialisme et communisme. Dans la langue de 1840-50, le socialisme était un mouvement bourgeois, le communisme un mouvement prolétarien. Mehring dit aussi que la Parti conservait une trace de tout cela dans son nom de « social-démocrate ». Mais en France il s'agissait d'un socialisme réalisé avec l'aide des classes possédantes et d'une alliance avec la gauche démocratique bourgeoise ; en Allemagne, dans la mesure où le Parti s'inspira de Marx et non de Lassalle, on fit appel à la force du prolétariat, indépendant de toutes les autres classes, sur la base doctrinale du « Manifeste ».

A l'époque du « Manifeste des Communistes » et de la révolution européenne générale, qui devait consolider et de fait consolida l'avènement de la société bourgeoise, de grandes luttes des prolétaires contre la bourgeoisie industrielle ne s'étaient développées qu'en Angleterre et en France, mêlées à la lutte entre fabricants et propriétaires terriens, et elles culminèrent dans la gigantesque grève de 1842. Le prolétariat entrevit alors pour un moment la conquête autonome du pouvoir politique, mais fut ensuite emporté par l'alliance de toutes les classes possédantes et de leur État. En France, en 1830, le prolétariat de Paris fit ses preuves dans la révolution de juillet qui renversa les Bourbons mais fut exploitée par la seule bourgeoisie ; on se souvient de la lutte des canuts lyonnais, qui pendant des jours tinrent la ville conquise par leurs formations, avec leur drapeau noir sur lequel était écrit « vivre en travaillant ou mourir en combattant ». Leur mouvement laissait de côté croyances politiques ou religieuses.

En Italie (nous ne nous occupons pas ici de penseurs qui méritent le nom de précurseurs, comme le grand Filippo Buonarroti, héros de la conjuration de Babeuf, et de Carlo Pisacane), de 1848 jusqu'à l'accomplissement de l'unité nationale en 1861, on ne peut reconnaître de mouvement ouvrier autonome. Mais d'abord revenons en à

l'analyse de l'Allemagne, et rapportons la description que fait Mehring de la société allemande après 1860.

Cette brève description se trouve dans le chapitre I de la section III intitulé : « Le prolétariat allemand autour de 1863 ».

Les évènements de 1848-49 avaient été suivis d'un grand progrès de l'industrie allemande, mais en 1863 le prolétariat rural était toujours majoritaire. En Prusse, face à 3,5 millions de personnes employées dans l'agriculture, il n'y en avait qu'environ 750.000 dans l'industrie. Cependant ces chiffres ne rendent pas bien compte de la distinction entre salariés et paysans de l'agriculture ainsi qu'entre salariés et artisans de l'industrie. Au total, en additionnant aux chiffres de la Prusse ceux de la Hesse, de la Saxe, de la Bavière, du Bade et du Wurtemberg, on peut arriver pour l'Allemagne à plus de 2 millions d'artisans contre moins d'1,5 millions d'ouvriers « purs » d'usine. L'auteur lui-même prévient qu'il ne s'agit pas de chiffres sûrs et que beaucoup d'« artisans » étaient en réalité des travailleurs à domicile exploités par un patron capitaliste ; toutefois, il est certain que dans l'Allemagne de 1863 les artisans dépassaient en nombre les ouvriers industriels, et que les deux classes réunies étaient moins nombreuses que les travailleurs de la terre. Dans seulement deux régions il existait déjà une économie industrielle prépondérante : la Saxe et le district de Düsseldorf, complètement urbanisés et possédant une plus petite partie du territoire consacrée à l'agriculture.

Bref, l'Allemagne de 1863 ne peut encore être définie comme un pays industriel. Dans ce cadre, où les prolétaires industriels sont moins nombreux que les artisans, l'agitation de Lassalle n'aboutit pas encore à un véritable parti politique de classe, mais à la grande Association Générale Ouvrière allemande, qui ne deviendra que par la suite un authentique parti et fera sienne, à travers de nombreuses crises, la doctrine du marxisme.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

2 – Origines du mouvement prolétarien italien

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement italien ne suivra pas une autre voie, malgré de notables différences dans la situation intérieure et extérieure.

L'Italie avait, par rapport à l'Allemagne, l'avantage d'avoir effectué de manière plus complète la grande révolution libérale, même si on se trouvait toujours en monarchie et non en république. Sur le plan étatique et légal, toute forme de pouvoir des vieilles classes avait disparu. En outre, la violente revendication de l'autonomie de Rome par les papes jouait contre l'influence du clergé catholique. L'Allemagne, elle, était encore dominée par des formes étatiques de type féodal, que même les effets de la guerre franco-prussienne et de la révolution nationale par en haut à travers la lutte contre l'Autriche ne devaient éliminer radicalement.

En 1861 la situation économique italienne était en revanche plus arriérée que celle de l'Allemagne. La production de fonte, d'acier et de fer ne dépassait pas 125.000 tonnes, alors que la production du seul acier sera en 1914 de 846.000 tonnes, et en 1957 de 6,8 millions. En 1870 il y avait 9.000 entreprises industrielles avec moins de 400.000 ouvriers (alors que le chiffre de ces derniers s'élèvera à 1.275.000 en 1900, à 2.300.000 en 1914 et à 4.257.000 en 1951) contre environ 864.000 artisans. Il est évident qu'en 1860 et 1870 non seulement la proportion de la population paysanne sur le total était plus forte qu'en Allemagne, mais aussi celle des artisans par rapport aux prolétaires industriels.

Sans nous engager ici dans la confrontation des chiffres, nous nous rapportons au cadre social allemand décrit par Mehring pour 1863 et les années suivantes, qui

servit de base à l'organisation et à l'agitation de Lassalle, mi-économique et mi-politique, et où la forme du Parti socialiste de classe n'était pas encore bien délimitée.

A l'époque où se forma la première Association Internationale des Travailleurs (1864) – dans laquelle pourtant les éléments ouvriers proprement dit, sauf pour l'Angleterre et en partie pour la France, n'étaient pas encore des prolétaires d'industrie mais tout au plus de petits artisans – la composition de la société italienne était beaucoup plus arriérée que le « schéma » des classes dans le « Manifeste » de 1848. L'unité nationale s'était formée par l'assemblage de micro-états qui, politiquement, ne pouvaient être définis comme totalement féodaux, ayant été centralisé depuis des siècles et ne subissant qu'une influence limitée de l'aristocratie terrienne. Par contre, sur le plan économique, en raison même de leur petite étendue, ils avaient une structure hybride et ne jouissaient pas d'un véritable marché national. Dans les campagnes, une grande partie de la population vivait en économie fermée à peine sortie de l'économie directe et naturelle. Quant aux villes – très peuplées depuis de longs siècles (spécialement dans les régions que l'on considère généralement comme féodales, telles les Pouilles, la Sicile, etc.) – ce n'était pas le libre commerce bourgeois, mais une économie interventionniste d'État qui leur fournissait la nourriture.

L'imposition par en haut d'une législation copiée sur les législations bourgeoises, et qui n'était peut-être adaptée qu'au Piémont, à la Ligurie et aux provinces autrefois autrichiennes, fut à l'origine d'un surcroît de misère pour les classes inférieures, non prolétariennes mais petite-bourgeoises. Ceci provoqua des réactions de caractère informe - et non pas socialistes - en Romagne, en Toscane, puis dans le Sud.

Telle était la situation, sur laquelle nous ne pouvons nous étendre, de la société italienne, au moment où elle était représentée à Londres, parmi les prolétaires du monde entier, par Louis Wolff, secrétaire de Mazzini, dont la motion fut refusée au profit de celle de Marx. Les partisans de Mazzini avaient été les premiers à aller vers les paysans et les ouvriers, mais leur idéologie était piétiste et associationniste – au sens économique du terme – et l'opposition entre le système de Mazzini et celui de Marx était tout à fait criante, même si l'on tarda à en prendre conscience en Italie.

Dans les dix premières années de vie de l'Internationale, toutefois, ce ne furent pas les marxistes qui conduisirent la lutte contre les mazziniens, mais les partisans de l'anarchiste Michel Bakounine, qui vécut en Italie et y eut de nombreux disciples. Quand on fait l'histoire du mouvement italien, on ne peut parler, pour les premières décennies, que de bakouniniens. En revanche, le marxisme n'est pratiquement pas représenté, ou l'est seulement par quelques spécialistes et non par des mouvements de masse. Au contraire les bakouniniens conduisirent ceux-ci avec vigueur, dans la mesure même où leur idéologie reflétait mieux le caractère primitif du milieu social.

Après la Commune de Paris, une crise non moins grave que celle de 1848 succéda aux glorieuses manifestations révolutionnaires de l'Internationale de Londres, que l'on retrouve condensée dans les fameuses « Adresses » écrites par Marx pour le Conseil Général. Après des luttes violentes, ce fut la scission entre marxistes et bakouniniens. Les forces italiennes furent toutes du côté de ces derniers. La Fédération italienne qui, des années auparavant, avait expulsé les mazziniens de l'Internationale, décida à l'unanimité, au Congrès de Rimini d'août 1872, de boycotter le Congrès de La Hayes convoqué par le Conseil Général pour le 2 septembre.

Ce qui nous intéresse ici n'est pas la réalisation d'une chronique faite de noms, de personnes et d'accusations personnelles et scandaleuses, c'est la portée du désaccord de l'époque (si mal compris par la suite) qui montre que les marxistes, appelés **autoritaires** (et plus tendancieusement **légalistes**), étaient à gauche et représentaient le potentiel de la révolution prolétarienne, tandis que les libertaires étaient à droite et représentaient un mouvement petit-bourgeois confus, non classiste et non révolutionnaire, mais seulement parfois insurrectionnel et terroriste, au sens individuel du terme et non au sens historique qui est celui du marxisme.

Puisque nous entendons montrer que nous ne tenons pas à une version posthume des luttes d'alors, mais que notre appréciation est celle, classique, de la grande école marxiste dans sa continuité, nous aurons encore recours à une page de Mehring sur les luttes au Congrès de La Hayes (chapitre XII de la IIIe section).

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

3 – Crise de la Première Internationale : la déviation libertaire

[Retour à la table des matières](#)

La Première Internationale, fondée par Marx en 1864, était en 1872, quand se réunit à La Hayes son cinquième Congrès, en pleine crise. La section française avait été brisée par la réaction qui suivit la Commune de 1871. En Angleterre, les pesantes Trade-Unions sortaient de l'Association parce que le Conseil Général, à travers ses « Adresses » historiques rédigées par Marx, avait soutenu les héroïques communards parisiens. En même temps une opposition se formait dans des pays qui, comme l'Espagne, l'Italie, la Belgique, la Hollande et une partie de la Suisse, étaient alors aussi peu évolués socialement que la France et l'Angleterre d'avant 1848. C'est dans cette situation que trouvaient les racines d'un socialisme « qui ne veut pas entendre parler de politique, parce que dans les luttes politiques des classes possédantes les ouvriers ont toujours été trompés ». Ce socialisme là était une forme arriérée par rapport à la position dialectique qui indique au prolétariat que sa voie, au sein du développement historique de la société capitaliste, est une lutte politique ayant pour enjeu le pouvoir politique révolutionnaire.

Lors de la formation de l'Internationale, on avait pu admettre ce socialisme naïf pour l'amener à dépasser sa position insuffisante. Mais il devint un danger mortel quand Bakounine se mit à sa tête et le reprit sous le nom d'anarchisme.

Le texte de Mehring, en accord avec beaucoup d'autres textes du marxisme, indiquait que le mouvement anarchiste avait acquit une fausse considération de mouvement activiste et insurrectionnel, en séduisant les éléments « blanquistes » du mouvement socialiste, alors que les anarchistes refusaient tout pouvoir politique, et que les partisans du français Blanqui, quoique donnant une importance erronée à la méthode des coups de main d'une minorité conspiratrice, étaient pour l'instauration d'une véritable dictature révolutionnaire.

Cependant ce texte explique que Marx, prévoyant une longue période de stagnation après la défaite de la Commune, voulut éviter que l'Internationale ne se transforme en un réseau de cénacles de style petit-bourgeois, et en fit décider le transfert en Amérique, bien qu'il pût encore disposer de la majorité à La Hayes. La situation européenne de l'époque exigeait que l'on transférât les énergies sur le terrain du travail théorique, pour pouvoir conduire la lutte, ininterrompue et assidue, que le marxisme engageait contre les déformations dues à ce que nous avons appelé plus tard l'opportunisme, et dont l'anarchisme était l'une des premières versions.

En substance, nous donnons avec ces textes une preuve que la ligne de la gauche marxiste reprend à son compte les vigoureux désaveux de Marx et d'Engels à l'encontre des bakouninistes et des libertaires de 1872.

Le 15 septembre, les bakouninistes se réunirent en Congrès séparé à Saint-Imier, refusant explicitement de reconnaître l'autorité du Conseil Général, qui, de son côté, les expulsa. A partir de ce moment, nous aurons deux Internationales : celle influencée par Marx et celle d'orientation « anti-autoritaire ». Cette dernière représentait sous une forme modifiée, et avec l'apport de forces nouvelles, la poursuite de l'Alliance de la démocratie socialiste fondée des années auparavant par Bakounine, et que celui-ci avait feint de dissoudre (favorisé en cela par son caractère de type maçonnique, secret ou presque), pour pouvoir entrer dans l'Internationale contrôlée par Marx. Les congressistes de St. Imier proclamèrent de manière caractéristique : « 1) La destruction de tout pouvoir politique est la première tâche du prolétariat ; 2) L'organisation d'un pouvoir politique, même se prétendant temporaire et révolutionnaire, dans le but de promouvoir une telle destruction, ne pourrait être qu'une tromperie de plus ».

Avant d'en revenir au mouvement italien, qui, à St Imier, était unanimement contre Marx et le Conseil Général, arrêtons-nous brièvement sur le contenu du désaccord. Avant de rappeler sa profondeur du point de vue doctrinal – ce qui nous autorise à classer ce premier (historiquement) de nos adversaires dans la très longue série des opportunistes et immédiateismes, phénomènes pathologiques de la lutte de classe prolétarienne -, rappelons que, comme cela se produira chaque fois, il prit d'abord un caractère de désaccord organisationnel. On voit ici que les marxistes orthodoxes, de même qu'ils n'ont rien de commun avec les libertaires (ou avec les libéraux dont ceux-ci sont une variante), ne peuvent que combattre tout **fédéralisme** et tout **autonomisme**. Nous verrons, sur une longue période, la corruption et la décomposition opportuniste avancer toujours sous la forme des autonomies locales, régionales ou nationales et des règles d'organisation « centrifuges » ; tandis que sous tous les cieux et de tous les temps nous, marxistes radicaux, nous nous en tenons au centralisme et aux organisations « centripètes », également sur le plan international.

Quelle était la position des dissidents ? Que le Conseil Général de Londres ne devait pas avoir la faculté de diriger l'action des fédérations nationales : celles-ci

devaient se gouverner elles-mêmes, et ne devaient pas même prétendre diriger toutes leurs sections provinciales ou urbaines, qui étaient autonomes même dans l'action insurrectionnelle. Le Conseil Général ne devait être, comme le dit Marx avec sa terrible vigueur sarcastique, qu'une « boîte aux lettres », appelé « bureau de correspondance ». Qui ne voit pas que l'histoire de l'opportunisme se répète elle-même sans cesse, et que le terrible révolutionnarisme des libertaires ne fait que devancer les Russes – qu'ils détestaient – dans leur formule actuelle des voies plurielles au socialisme ? De même, sur cette longue voie, nous trouvons le crétinisme parlementaire quand il demandera que, dans chaque « collègue », l'organisation locale soit **autonome** pour la constitution d'alliances avec les partis bourgeois, et qu'ensuite la fraction ou groupe parlementaire soit autonome dans sa conduite au Parlement.

Le Conseil Général - qui par les grands actes historiques des **Adresses** à la Commune de Paris avait déjà montré l'importance primordiale d'un centre unique de la stratégie révolutionnaire mondiale, conquête qui survécut de beaucoup à la défaite, de même que, pour la IIIe Internationale, elle a survécu à ses honteux liquidateurs **kominformistes** - repoussa les prétentions des autonomistes et revendiqua le principe irrévocable du centralisme de l'organisation, point cardinal qui reste valide malgré la longue action destructrice des libertaires.

En ce qui concerne l'inconciliabilité de notre doctrine avec celle des anarchistes, qu'ils se disent individualistes ou communistes, qu'ils admettent l'association économique des travailleurs et les grèves, ou qu'ils aillent jusqu'à les nier comme dans le bakouninisme du début, il suffit de se reporter, entre autre, aux notes lumineuses de Marx sur le livre de Bakounine **État et Anarchie**. Bakounine proteste parce que les marxistes disent que le prolétariat aura besoin d'un État « nouveau » qui naîtra de la révolution. Il veut que celle-ci mette fin à toute forme d'État. Marx, qui écrira plus tard que l'expression **libre État populaire** n'est qu'« une fadaise » de son disciple W.Liebkecht, explique que le prolétariat, une fois le pouvoir bourgeois abattu, « doit utiliser des moyens violents, c'est à dire gouvernementaux ». En effet, il reste lui-même encore une classe (**dominante**, comme il est écrit dans le **Manifeste**, après le premier stade de son **organisation en parti** : qui gouverne, gouverne avec un parti) ; et, pour qu'on puisse supprimer toutes les classes, les classes non-prolétariennes doivent être « violemment éliminées ou transformées, et le processus de leur transformation violemment accéléré ». On voit ici que la bourgeoisie et les propriétaires fonciers s'éliminent par la violence, et que les petit-bourgeois se transforment également par la violence et non par la seule persuasion. Les anarchistes ont toujours été profondément **éducationnistes**, et on voit ici comment ils furent de faux bergers en prétendant que Marx avait été répudié par Bakounine parce qu'il ne croyait pas à la violence et à la terreur : lui, le **red terror doctor** des anglais !

Il ne serait pas utile de poursuivre davantage ; qu'il suffise de dire que Marx fait justice de la formule, propre aux populistes et aux communistes russophiles

modernes, de la transmission de la grande propriété aux familles paysannes, idée fixe de Bakounine.

Tandis que Marx est déterministe, Bakounine est volontariste : il voit dans l'État le mal suprême, le principe métaphysique du mal auquel non seulement les idéalistes bourgeois mais aussi les fidéistes réduisent tout. La polémique de Marx au sein de la première Internationale est un acte de la même lutte contre l'opportunisme contre-révolutionnaire que mènera dans la Troisième Internationale, à un demi-siècle de distance, le Lénine de **L'État et la Révolution**. L'anti-dialectique de Bakounine est celle-là même de tous les diffamateurs du bolchevisme russe, qui ne manqueront pas de s'en servir. Marx et Engels lui disent : tu vois dans l'État, base **éternelle** de tous les maux, la cause du capital et du patronat capitaliste ; tu ne comprendras donc jamais que c'est le capital qui est la cause de l'État moderne ; par conséquent, tu te tiens historiquement en deçà du vrai mouvement révolutionnaire, et avec toi, qui viens de Proudhon et de Stirner, tous les immédiatistes.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

4 – Premiers marxistes en Italie

[Retour à la table des matières](#)

Pour en revenir à l'Italie, nous utiliserons une lettre d'Engels sur **Le principe d'autorité**, qu'il adressa à un des premiers marxistes italiens, Bignami, qui la publia dans l'**Almanacco Repubblicano per l'anno 1874** (et nous le rapportons d'après les **Ecrits italiens** de Marx et Engels, éditions Avanti !, 1955). Elle contient le fameux passage : « Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit ; c'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en fut ; et le parti (NdR : **nota bene !**) victorieux, si il ne veut pas avoir combattu en vain, doit assurer cette domination par la terreur que ses armes (NdR : **les armes du parti**) inspirent aux réactionnaires ». Et la lettre conclut en accusant les **anti-autoritaires** ou bien de semer la confusion ou bien de trahir le prolétariat, dans les deux cas à l'avantage de la réaction.

Ces documents et cent autres établissent que cela a toujours été une erreur de considérer l'aversion de Marx, d'Engels et du mouvement socialiste international à l'égard des anarchistes comme une renonciation aux moyens insurrectionnels et révolutionnaires ; longue et dure illusion, surtout en Italie, que seule une autre situation historique, celle d'après la révolution russe, changera triomphalement.

Bignami est le premier nom que l'on trouve dans l'histoire du type chronique **des hommes célèbres**. Son périodique, « La Plèbe », commença à paraître en 1868. En vérité le sous-titre de « La Plèbe » était « périodique républicain, rationaliste, socialiste », mais on ne peut considérer comme justes les appréciations dérivées d'accusations anarchistes selon lesquelles son orientation était celle d'un socialisme « malonien », c'est à dire humanitaire et hostile aux moyens violents. La correspondance avec Engels en est une preuve suffisante. Le qualificatif de **républicain** est utile face à la tendance (qui naîtra peu après) selon laquelle les socialistes doivent être « agnostiques » en matière institutionnelle, c'est à dire

indifférents face à l'alternative monarchie ou république, grave maladie opportuniste qui fut toujours combattue par tout marxiste radical. L'adjectif **rationaliste** suffit pour indiquer qu'il ne s'agit pas d'une république à la Mazzini, laquelle est, avec sa formule « Dieu et le Peuple », nettement théiste. Populisme et théisme vont toujours bien ensemble.

D'autres journaux de l'époque sont clairement dominés par l'orientation libertaire ; nous laissons à d'autres chercheurs le soin de détailler leurs positions.

Le 1^{er} septembre 1873 se réunirent, à Genève, deux Congrès distincts : celui des marxistes et celui des bakouniniens. Au premier n'adhérèrent que deux sections italiennes : Lodi et Aquila, qui avaient scissionnées de la « Fédération italienne de l'Association internationale des travailleurs ». C'est lors de ce Congrès que s'établirent les liens entre Marx – Engels et la section de Bignami, liens qui eurent pour conséquence fondamentale l'article de l'**Almanacco 1874**, qui se situe à une place d'honneur dans les archives théoriques de la Gauche.

Les années suivantes sont remplies de vigoureuses tentatives insurrectionnelles des internationalistes italiens. Il n'est pas facile de vérifier l'affirmation selon laquelle les premiers socialistes non-libertaires condamnèrent ces mouvements ; ils défendirent les victimes de la persécution policière et judiciaire de la bourgeoisie en tant que ceux-ci étaient de valeureux camarades prolétaires. En 1874 ce furent d'abord les travailleurs de Romagne qui s'insurgèrent. A la suite de la défaite, Bakounine s'enfuit de Bologne, où il attendait l'issue du mouvement qui était parti d'Imola, vieille citadelle rouge. Ensuite, ces mouvements, qui se ressentaient évidemment de l'absence d'un centre dirigeant national, eurent lieu aussi ailleurs, mais surtout dans la région du Bénévent (1877). La leçon historique de cette période est que l'autonomisme local est toujours un facteur de défaite pour tout mouvement révolutionnaire : l'unité étatique bourgeoise doit être frappée dans ses centres vitaux, comme lors de la Commune de Paris.

Nous pouvons signaler à Bologne, en mars 1880, non pas un Congrès mais une première réunion qui se proposait de fonder un Parti socialiste ; l'initiative, toutefois, n'eut pas de suite immédiate.

Entre 1873 et 1880, le mouvement de l'Internationale bakouniniste, objet de violentes persécutions policières et judiciaires de la part du régime monarchiste italien, tint d'autres Congrès, mais à la fin de la décennie il s'éteignit et se transforma en mouvement anarchiste, qui préfère fonctionner par groupes locaux et admettait seulement un vague fédéralisme, au point que les Congrès nationaux et internationaux apparaissaient à ses partisans, encore nombreux, comme inutiles.

La Fédération italienne de l'Internationale bakouniniste, après le Congrès de Rimini en 1872, en tint un second à Bologne en 1873, un troisième à Florence en 1876 et un quatrième à Pise en 1878. Après ceux-ci, la Fédération de la Haute-Italie

se réunit à Chiasso en 1880 et ne vota pas d'orientations, en raison de la position anarchiste refusant la souveraineté des Congrès. Ensuite, à la veille de la scission définitive entre anarchistes et socialistes, mais sous la pression de la tendance générale qui poussait à la formation d'un parti politique national, les anarchistes se réunirent à Capolago en 1891 en tant que Fédération Italienne du Parti Socialiste Anarchiste Révolutionnaire. Parmi les tendances qui s'opposèrent, le seul organe central élu fût une commission de correspondance.

Pour pouvoir suivre dans les années 1880-1890, et jusqu'à 1892, la formation du parti politique socialiste, il faut suivre non plus les libertaires, mais la longue série des organisations ouvrières qui se constituèrent après la réalisation de l'unité nationale, avec des objectifs au début plus que limités.

Dès avant 1860, il y avait eu, dans le Piémont, différents Congrès des Sociétés Ouvrières. De telles sociétés étaient nées depuis longtemps sous la tutelle paternaliste des divers gouvernements en vue de la réalisation d'une assistance mutuelle. A l'époque, celle-ci était réalisée par les fonds des modestes versements des associés, dont on tirait des subsides pour les cas de maladie et d'accident, parfois avec de vagues buts éducatifs que l'Eglise faisait en sorte de s'approprier. Après la Constitution de 1848, la tendance de droite, se rattachant aux libéraux, soutenait que les ouvriers étaient appelés en tant que citoyens à obtenir le droit au suffrage universel, mais qu'en tant que catégorie sociale ils ne devaient pas traiter, dans leurs Congrès, de questions politiques. Une tendance de gauche, dans laquelle se situaient les libéraux radicaux, les mazziniens et les quelques premiers socialistes, accomplissait des efforts en sens opposé, et en 1859, à Novi, elle réussit à faire voter une souscription ouvrière pour l'achat d'un million de fusils à Garibaldi.

En octobre 1860 se réunit à Milan le huitième Congrès des Sociétés Ouvrières italiennes. Une première tendance à passer du terrain de la « mutualité » à celui de la « résistance » se manifesta dans la proposition voulant une organisation par secteurs de métiers, contre les Piémontais qui étaient pour une organisation indistincte ou, comme on disait, « cumulative », apte seulement à des fins d'assistance et non à celles qu'on devait appeler ensuite **syndicales**.

Au Congrès de Florence, en 1861, les mazziniens s'emparèrent du mouvement des Sociétés Ouvrières, dont se séparèrent celles de tendance modérée. A Rome, en 1871, le Congrès des Sociétés Ouvrières adhéra par un ordre du jour aux principes sociaux et politiques de Mazzini, provoquant la sortie de quelques délégués adhérents à l'Internationale libertaire comme Cafiero. Les Sociétés Ouvrières de type mazzinien se réunirent encore en 1874, à Rome, où elles se prononcèrent contre les grèves, jugées « en général dangereuses », et invitèrent les Associations régionales à les prévenir « de toutes leurs forces [...] en opposant comme remède aux injustes exigences du propriétaire, l'association du capital avec le travail », et la constitution d'« arbitrages mixtes d'ouvriers et de propriétaires » ! A Gènes, en 1876, toujours sous l'influence républicaine, un Congrès vota contre la participation aux élections

politiques tant qu'il n'y aurait pas de suffrage universel (il ne faut pas oublier que les purs mazziniens étaient et furent toujours abstentionnistes sous la monarchie).

A Bologne, en 1880, un Congrès national des Sociétés de Secours Mutuel, qui vit intervenir des républicains et des socialistes, s'opposa au projet gouvernemental (qui annonçait la tendance à intégrer le syndicat ouvrier dans la machine étatique) de reconnaissance par l'État des Mutuelles, et du contrôle par celui-ci de leurs caisses, et tint une conférence pour le suffrage universel.

L'exigence de réunir les associations ouvrières en un parti politique national s'était désormais dessinée, mais les programmes ne pouvaient être clairs dans un pays comme l'Italie ayant une stratification sociale ambiguë, et pris entre les influences de type petit-bourgeois des libertaires d'une part, des libéraux ou des semi-radicaux constitutionnels de l'autre. Nous sommes à la veille de la constitution d'un Parti Ouvrier, qui aura lieu à Milan.

Par ailleurs, la réunion, à Rimini, en Août 1881, du Ier Congrès du Parti Socialiste Révolutionnaire de Romagne, est d'un grand intérêt. L'âme de cette initiative fut Andrea Costa. En 1879, le grand agitateur s'était détaché des libertaires, dont il avait été l'un des plus grands représentants en Italie, et en 1881 il avait fondé à Cesena le glorieux « Avanti ! ». Notre propos n'est pas de développer de tels détails historiques, c'est un travail que pourraient faire des chercheurs qui ne s'arrêteraient pas aux polémiques et aux vicissitudes personnelles, faites de persécutions et d'exils, des agitateurs de l'époque, mais examineraient à fond leur apport à la précision des programmes de parti. Costa fut un propagandiste et un agitateur magnifique et aussi un excellent organisateur ; mais son œuvre de théoricien est restée peu connue alors qu'elle fut indubitablement remarquable. A la fin de cette décennie, le marxisme s'introduisit en Italie, il démolit à grand peine, et non totalement, les déformations polémiques des Mazzini et des Bakounine. Il ne nous semble pas très important qu'un grand anarchiste, Carlo Cafiero, avant de mourir, en 1882, ait envoyé à Bignami de « La Plèbe » une lettre où il approuvait la participation aux élections politiques. Il est très important en revanche que le même Cafiero ait publié en Italie le fameux résumé du **Capital**, quand il était intellectuellement en pleine vigueur.

Pour Andrea Costa, il était bien clair que l'adoption de la tactique électorale, si elle distinguait les socialistes des anarchistes (et même pas de tous ceux-ci), ne signifiait pas, comme tous l'ont cru pendant vingt ou trente années, qu'on admettait que le pouvoir politique put être conquis par le prolétariat à travers la voie légale et sans révolution armée.

Le préambule du programme du Parti Socialiste Révolutionnaire de Romagne (Rimini, 1881) est à cet égard d'une extraordinaire clarté et d'une formulation irréprochable (3bis) (en appendice au livre de G. Manacorda, **Il movimento operaio italiano attraverso i suoi congressi**, Rome, Editions Rinascita, 1953) :

« **Considérant** :

que la condition primordiale de l'émancipation humaine des classes travailleuses, et donc de tous les êtres humains, est l'émancipation économique,

que celle-ci n'est pas possible tant que les classes travailleuses des villes et des campagnes ne s'emparent pas, pour le bien de tous, de la terre et des capitaux et, par conséquent, de tout le pouvoir politique, militaire et social, que donne leur possession ;

que l'expérience historique démontrant qu'une classe privilégiée ne cède jamais pacifiquement ses privilèges séculaires, l'appropriation de la terre, des capitaux et de tout le pouvoir social ne peut se faire que par la révolution, si bien que **la révolution n'est pas seulement la meilleure manière, que nous proposons, de résoudre efficacement la question sociale et d'émanciper les masses, mais une fatalité historique inévitable, que nous ne faisons que formuler, rendre consciente et accélérer de toutes nos forces** ; pour toutes ces raisons :

le Parti Socialiste de Romagne est et ne peut être que **révolutionnaire**.

La révolution est, avant tout, une **insurrection matérielle violente** des multitudes contre les obstacles que les institutions existantes opposent à l'affirmation et à la réalisation de la volonté populaire,

La révolution est, de ce fait, avant tout, **une dictature temporaire des classes travailleuses, c'est à dire une accumulation de tout le pouvoir social (économique, politique, militaire) dans les mains des travailleurs insurgés, dans le but de démolir les obstacles que l'ancien ordre des choses oppose à l'instauration du nouveau, de défendre, de provoquer, de propager la révolution, de réaliser l'expropriation des personnes privées, et d'établir la propriété collective et l'organisation sociale du travail** ».

Le programme observe ensuite que la « transformation radicale de tout l'ordre social » à laquelle le socialisme aspire ne peut résulter « de conspirations, de ruses diplomatiques et de décrets », ni de « tentatives de révoltes de minorités audacieuses » (tentatives qu'il ne désavoue pas, mais laisse à « l'initiative individuelle ») ; elle réclame « non seulement la coopération des individus consciemment socialistes et révolutionnaires, **qui ne sont généralement jamais qu'une petite minorité**, mais [...] la coopération efficace et énergique des grandes masses de salariés agricoles et industriels ».

Il ne repousse pas les réformes et les revendications immédiates et contingentes, mais proclame que « pour nous [elles] ne sont qu'une occasion, un moyen de propagande et de lutte – **moyen passager** qui n'empêche pas que nous réalisions d'autres manifestations de l'activité populaire et révolutionnaire et que nous les

utilisations, particulièrement quand toute manifestation légale nous est rendue impossible ».

Il déclare que la révolution doit :

« Etre précédée d'une ample propagation des idées socialistes-révolutionnaires et avoir pour organe un **parti fortement organisé** [NdR : voilà un bond en avant très net par rapport à la conception anarchiste du parti comme réseau élastique de groupes autonomes, ou à plus forte raison de la négation du parti], **capable de la provoquer, quand existent les conditions nécessaires à sa réussite, de l'inspirer et aussi de la diriger, quand elle a éclaté.**

Par conséquent notre Parti a un double objectif : celui d'éveiller par la parole, les écrits, les exemples, et au besoin par d'autres moyens, les grandes masses assoupies des villes et des campagnes, en les préparant à la révolution qui s'accomplit inexorablement dans la société du fait de ces mêmes facteurs sociaux qui aujourd'hui nous tiennent opprimés ; et celui de profiter de l'occasion favorable pour dresser ces mêmes masses contre l'ordre existant, les inspirer et les diriger dans la lutte et faire tous les efforts pour que la révolution donne les fruits que les masses en attendent ».

Ce que nous savons de l'Andrea Costa des meilleurs moments, entre autre qu'il fut le précurseur de l'anticolonialisme le plus tranché, nous permet de l'inscrire dans le chemin de l'authentique gauche italienne.

Nous avons ici l'affirmation programmatique de la dictature marxiste du prolétariat, que les socialistes allemands tenaient cachée, comme Lénine le révéla. Elle n'était pas ignorée en Italie, quoique étouffée par le mensonge disant que les anarchistes étaient pour la violence et que les socialistes s'en étaient détachés par pacifisme social.

L'histoire d'Alfredo Angiolini (**Cinquant'anni di socialismo in Italia**), réformiste connu, et droitier solide, éditée à Florence en 1900, présente à toutes les pages les anti-anarchistes non seulement comme des autoritaires, ce qui est un terme acceptable et que nous revendiquons, mais aussi comme des légalistes, des « modérés » et des « évolutionnistes ». Ceci est une grosse bévue programmatique, du moins quand on ne prend pas en compte la tendance socialiste de droite qui, comme nous le verrons, naquit non pas en 1890 mais en 1900, pour dominer jusqu'en 1910 (et déborder honteusement jusqu'à aujourd'hui, depuis 1925).

Pourtant, Angiolini, qui revendique à sa manière le marxisme théorique, ne peut pas ne pas écrire : « Marx voulait comme but final l'association des producteurs basée sur la propriété collective du sol et des instruments de travail, et **comme moyen la dictature politique et transitoire de la classe ouvrière** » (p.61). C'est le passage où il s'oppose justement à Bakounine, qui voulait que l'Internationale « fût tout à fait indifférente à la question de la forme de gouvernement ».

Si il est donc vrai, comme nous l'avons cent fois dénoncé, que dans le second volume de l'édition de l'« Avanti ! » des œuvres de Marx, Engels et Lassalle, de 1914 (lettre de Marx sur le programme de Gotha) le mot **dictature** (le **Wörtchen** du renégat Kautsky) fut falsifié et transformé en « critique révolutionnaire du prolétariat », il n'en est pas moins vrai qu'à partir de 1900 il circulait sous une forme imprimée (comme il circule en Europe depuis 1848 dans **les Luttes de classe en France**) dans toute l'Italie.

Les philistins indigènes feignirent de le découvrir en 1917. Les philistins staliniens l'ont enseveli !

A partir de ce moment nous avons deux mouvements qui conflueront pour former le parti prolétarien de classe : l'un est celui du Parti Socialiste Révolutionnaire de Romagne, qui, à partir de son troisième Congrès, à Forlì, en 1884, et après que les anarchistes s'en soient définitivement détachés, prendra le nom de Parti Socialiste Révolutionnaire italien ; l'autre est celui du Parti Ouvrier, dont la première section naquit à Milan en 1882, et à l'activité duquel contribuera le jeune avocat Filippo Turati. Il est à noter que le Parti Ouvrier fut à ses débuts « ouvriériste » ou, pour le dire à l'anglaise, « labouriste » : il ne voulait pas avoir d'idéologie politique, il ne voulait organiser que des travailleurs salariés et manuels, et il était – comme les anarchistes – abstentionniste par horreur des intrigues corruptrices de la politique bourgeoise. Par rapport à de telles positions, ce sera un pas en avant que d'admettre dans le parti tous les militants ayant des convictions théoriques socialistes, de se donner un clair programme politique et de participer aux luttes électorales en opposition à tous les partis bourgeois. En 1885 se tint à Milan le Ier Congrès du Parti Ouvrier italien. On repoussa encore la lutte politique quoiqu'en saluant le Parti Socialiste Révolutionnaire et en souhaitant se fondre avec lui, et on définit le parti comme « économique ». Au Parti adhérèrent des associations ouvrières et de métier ; son instrument principal de lutte était la grève. A Mantoue, en décembre 1885, le Parti s'unifia avec la Confédération Ouvrière Lombarde, influencée par des radicaux démocrates, mais qui se développa ensuite dans un sens socialiste. A ce Congrès pris part Costantino Lazzari, authentique prolétaire marxiste. Sa solution agnostique du problème électoral était originale : le Parti « n'ayant aucun programme de gouvernement », laisse les sections libres de participer ou non aux luttes électorales. Qui connaît la pensée du brave Lazzari sait qu'il n'entendait pas dire que la bourgeoisie devait gouverner comme elle le voulait, mais, au contraire, que les socialistes ne devaient pas entrer dans les gouvernements bourgeois démocratiques, résultat de la tactique parlementaire que l'avenir démontra être quasi inévitable en Europe. Cette position fut reprise à Mantoue en 1886. Mais dans les élections de cette année-là le Parti Ouvrier, quoique réaffirmant sa propre « indépendance face à tous les partis politiques en tant qu'ils représentent les intérêts des capitalistes », entra en lice à Milan, sans succès, tandis que le Parti Socialiste Révolutionnaire faisait élire Costa à Imola et Moneta à Mantoue. Le Parti Ouvrier, objet de procès et de persécutions, tint son III^{ième} Congrès à Pavie en 1887, son IV^{ième} à Bologne en 1888,

son V^{ième} (qui fut le dernier) à Milan en 1890. Ce qui nous intéresse ici, c'est le remplacement des vieilles sociétés ouvrières de secours mutuel par les ligues de résistance et l'adoption ouverte de la méthode de la grève. Tandis que les Congrès des Fraternités de mutuelles, autrefois dominées par les mazziniens, se vidaient de tout caractère de classe, les conditions mûrissaient pour un Congrès d'unification de toutes les forces socialistes en un parti **politique** unique.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

5 – Gênes 1892 : le Parti Socialiste

[Retour à la table des matières](#)

Le célèbre Congrès de Gênes des 14 et 15 août 1892, qui donna le jour au Parti Socialiste italien, est connu non comme un Congrès d'unification mais comme le Congrès de la division entre anarchistes et socialistes. En effet les différents courants, romagnol du Parti Socialiste révolutionnaire et lombard du Parti Ouvrier, trouvèrent un terrain commun de nature pratique dans la participation aux élections, à laquelle s'opposaient les anarchistes et les ouvriéristes purs, quoique non sans quelques concessions (accord pour les élections municipales, candidatures agitatrices de condamnés, et autres). Le Congrès fut dramatique et tumultueux : ceux qui l'emportèrent furent les socialistes politiques qui s'étaient formés au marxisme et qui étaient pour la fondation d'un parti solidement uni et discipliné qui conduisit toute l'action du prolétariat italien. Du choc naquirent deux partis du même nom : Parti des Travailleurs italiens ; mais l'un avait des principes anarchistes, l'autre des principes marxistes. Dans le camp marxiste, comme cela se produit toujours à de telles occasions, on ne clarifia pas les différences entre la vision révolutionnaire et la vision, déjà apparue en Europe, du réformisme ou du révisionnisme. Il en sortit le fameux programme de Gênes de 1892 que le parti conserva jusqu'en 1921, quand les communistes en sortirent au Congrès de Livourne. Il faut rapporter ce programme dans son intégralité, parce qu'il justifia la critique que les révolutionnaires en firent après la guerre de 1914-1918, bien qu'ils n'aient pas demandé auparavant qu'il fût modifié.

Dans ce programme, la tactique de la participation électorale prend une formulation de principe, qui ne se concilie pas avec la théorie marxiste de l'État et du pouvoir, très claire déjà dans le **Manifeste** de 1848 et dans les **Statuts** de la Première Internationale de 1864, auxquels pourtant le Parti proclama toujours sa fidélité. Il n'est pas dit en effet qu'on n'entrera au parlement et dans les administrations locales

qu'à des fins de propagande et d'agitation, et on en arrive au contraire à dire que de tels organes, et l'État lui-même, sont à conquérir pour les « transformer » en instruments d'expropriation de la bourgeoisie capitaliste.

Voilà le texte de ce programme qui dura trente ans :

«Considérant :

que dans l'organisation actuelle de la société humaine les hommes sont contraints de vivre séparés en deux classes : d'un côté les travailleurs exploités, de l'autre les capitalistes détenteurs et monopolisateurs des richesses sociales ;

que les salariés des deux sexes, de toute catégorie et condition, forment en raison de leur dépendance économique le prolétariat, contraint à un état de misère, d'infériorité et d'oppression ;

que tous les hommes, pourvu qu'ils concourent selon leurs forces à créer et à maintenir les bienfaits de la vie sociale, ont le même droit à jouir de ces bienfaits, et en premier lieu celui de la sécurité de l'existence ;

Considérant :

que les actuels organismes économique-sociaux, défendus par le présent système politique, représentent la domination des monopolisateurs des richesses sociales et naturelles sur la classe travailleuse ;

que les travailleurs ne pourront réaliser leur émancipation que grâce à la **socialisation** des moyens de travail (terre, mines, usines, moyens de transport, etc.) et à la **gestion** de la production :

Estimant :

que le but final ne pourra être atteint qu'au moyen de l'action du prolétariat organisé en **Parti de Classe**, indépendamment de tous les autres partis, action se manifestant sous le double aspect :

1)de la **lutte des métiers** pour les améliorations immédiates de la vie ouvrière (horaires, salaires, règlements d'usine, etc.) lutte dévolue aux Bourses du Travail et aux autres Associations de catégorie et de métier ;

2)d'une **lutte plus ample visant à conquérir les pouvoirs publics** (État, Communes, Administrations publiques, etc.) pour les transformer, d'instruments d'oppression et d'exploitation qu'ils sont aujourd'hui, en un instrument pour l'expropriation économique et politique de la classe dominante ;

les travailleurs italiens, qui se proposent l'émancipation de leur propre classe, décident :

de se constituer en **Parti**, inspiré des principes exposés ci-dessus ».

Selon la tradition, les « principes » établis par le programme de Gênes étaient la lutte de classe, la socialisation des moyens de production, l'organisation du prolétariat en parti politique, l'indépendance par rapport à tous les autres partis. Il n'y a pas besoin de rappeler ici que de telles formules ne contiennent pas tout le marxisme révolutionnaire : depuis sa naissance celui-ci avait clairement parlé de conquête du pouvoir politique au moyen de la violence révolutionnaire, de destruction de l'État parlementaire bourgeois, de dictature du parti prolétarien pour la démolition du capitalisme. L'expression finale d'expropriation économique et politique de la classe dominante était particulièrement vague, et fut la cause d'une longue confusion. Peu claire également était la revendication de la « gestion de la production », ou il manquait le sujet : le syndicat ? L'État ? Et alors, l'État devrait donc durer éternellement ?

Ce n'étaient pas des doutes sur des formules littéraires : c'était le contenu réel d'une lutte longue et sanglante qui dura des dizaines d'années en Italie et en Europe.

Dans les cinq premiers Congrès du nouveau parti, jusqu'à celui de Bologne en 1897, il fut clair pour tous que la lutte de classe et l'indépendance par rapport à tous les autres partis signifiaient le refus des alliances électorales et parlementaires avec tous les autres partis, même radicaux.

Après les luttes de 1898, quand la monarchie italienne s'appuya sur des gouvernements de droite, ce principe fut ébranlé, et la sanction arriva à Rome en 1900 (VI^{ième} Congrès) avec la victoire du courant réformiste et de ses brillants représentants (Turati, Bissolati, Prampolini, Treves, Modigliani, etc.).

A Reggio Emilia en 1893 tous furent pour l'intransigeance et contre toute alliance. Dans les signatures de l'ordre du jour qui prévalut sur l'autre, également intransigeant, nous trouvons les noms de Lazzari, Serrati, Agnini, qui par la suite, et jusqu'à la crise de l'après-guerre, représentèrent avec d'autres le marxisme de gauche.

- **III^{ième} Congrès, Parme 1895.** La majorité adopte en matière d'organisation un clair ordre du jour centraliste contre un autre de type fédéraliste. C'est à partir de ce moment qu'on parle de **Parti Socialiste italien**. Sur la tactique, la majorité est pour l'intransigeance contre un ordre du jour qui admet de timides exceptions locales.

- **IV^{ième} Congrès, Florence 1896.** Il fait suite à la chute de Crispi qui avait réprimé les « **Fasci** » siciliens, et à l'amnistie accordée aux condamnés par le nouveau gouvernement. On peut noter qu'on vota contre l'admission au parti d'associations économiques et pis électorales, et pour la seule forme de **l'adhésion personnelle**. Sur la tactique électorale, à un ordre du jour d'absolue intransigeance, on en préféra un qui prévoyait quelques exceptions pour les ballottages.

- **V^{ème} Congrès, Bologne 1897**. Une tentative contre l'organisation centralisée du parti fut repoussée. Sur la question agraire, il fut voté un ordre du jour Agnini qui mettait en avant l'organisation des salariés et la constatation que la petite propriété tendait à disparaître. A ce Congrès, Turati mit en avant l'idée de l'autonomie de l'organisation locale dans les accords électoraux. Ferri – qui alors passait pour un marxiste de gauche – proposa la confirmation de la tactique de Parme. Les votes donnèrent : Ferri 97, Turati 90. L'intransigeance absolue, dans un ordre du jour Ciotti, avait été repoussée par 123 voix contre 66 : on allait vers la victoire des réformistes au Congrès de Rome.

Ce n'est pas seulement dans les Congrès, toutefois, que nous pouvons trouver trace de la lutte de la gauche radicale et marxiste, mais aussi dans d'autres manifestations de la lutte socialiste. L'une des plus ardues fut celle de la défense des militants traînés en justice à la suite de répressions policières, et qui ne serait-ce qu'aux fins de leur défense, et sous la pression des défenseurs envoyés par le parti, auraient eu toutes raisons d'émousser la formulation de leurs principes.

Après avoir cité Andrea Costa, nous évoquerons donc un autre authentique représentant de la gauche révolutionnaire : Nicola Barbato, médecin, jugé à Palerme après le mouvement des Fasci de 1894. Il avait 43 ans et fut condamné à 14 ans de prison. L'extrait de son discours - que nous tirons du petit volume des éditions *Avanti !*, **Autodifese di militanti operai (...) davanti ai tribunali** [autodéfense des militants ouvriers (...) face aux tribunaux], Milan 1958 - est admirable non seulement par le courage mais par la clarté théorique, qui caractérisa toute sa vie ce camarade modeste autant que valeureux, véritable exemple de marxiste authentique.

Barbato déplora avant tout que le socialiste de droite Montalto, son co-inculpé, ait désavoué les anarchistes enfermés dans le même box. Barbato ne nia pas les différences théoriques, mais avec des paroles éloquentes il salua ces généreux combattants de la révolution qui s'étaient mis à la tête des infortunés prolétaires et ouvriers agricoles de Sicile.

Il entra ensuite dans la partie de son discours qui répondait aux accusations du tribunal militaire. Nous rapportons ce texte admirable :

« Moi, militant obscur du socialisme, je m'honore d'appartenir à la phalange des révolutionnaires ; c'est à dire que je ne crois pas que le phénomène des insurrections à main armée puisse être évité lors de la plus grande et la plus humaine des révolutions de mon espèce. Ceci est le point crucial qui me sépare de Montalto, Bosco, Petrina et Verro : ils croient que la révolution s'accomplira sans insurrection armée. Selon moi les destructions violentes disparaîtront quand l'humanité commencera à exister.

L'humanité n'a jamais existé et n'existe pas encore : il y a eu des individus humains, c'est à dire des hommes qui dans la totalité ou dans la plus grande partie de leur vie, ont montré des sentiments altruistes solidement établis ; mais l'humanité, comme entité collective, commencera à exister le jour où l'homme ne sera plus contraint, pour les besoins de sa propre conservation, de mener une lutte à couteaux tirés avec son propre voisin.

Même en admettant que la plus grande partie des individus des nations civilisées soit aujourd'hui disposée par hérédité et par éducation à vivre humainement, il faut pourtant qu'elle s'adapte à vivre bestialement, ni plus ni moins que celle qui n'y est pas disposée, si elle ne veut pas s'exposer au danger de tomber parmi les vaincus et les affamés ; il faut donc que chacun d'entre nous s'adapte à enlever le pain de la bouche d'autrui sans pitié. Dans la société actuelle, les nations et les individus qui ne s'efforcent pas, avec la permission des lois, de voler quelque chose aux autres nations et aux autres individus, sont destinés à périr. Cette vieille vérité a déjà été reconnue par de nombreux conservateurs ; mais confondant la biologie avec la sociologie et appliquant mal les lois darwiniennes, ils finissent toujours par conclure que la lutte pour la vie est une loi naturelle, qui a dominé et dominera éternellement les rapports entre nations et entre individus de la même nation.

Nous, révolutionnaires, nous, socialistes, au contraire, nous fondant sur l'histoire et la sociologie, nous croyons que viendra le jour où l'homme ne sera plus contraint, pour les besoins de sa propre existence, de s'armer de fusils, de canons et de codes, pour voler de prétendus étrangers, ses propres concitoyens, et souvent ses parents, ses frères et ses sœurs. Nous sommes peut-être des utopistes : mais n'oubliez pas que la bête humaine s'est détachée des bêtes et en est arrivée au point où elle en est aujourd'hui en vertu d'utopies, qui, avant de se réaliser, excitèrent mépris, colères, haines et persécutions contre les pauvres rêveurs.

Depuis un certain temps c'est l'histoire qui prépare la réalisation de la plus belle des utopies du cerveau humain : le jour où, dans les codes, on affirma que, dans l'intérêt public, on pouvait enlever la propriété privée au citoyen, moyennant indemnisation, on fit un véritable acte de socialisme inconscient ; on peut considérer comme un autre acte de socialisme inconscient le service militaire obligatoire pour tous les hommes robustes, tandis que les faibles et les femmes en sont exemptés (...), et on pourrait citer beaucoup d'autres exemples. La répétition d'actes semblables et un ensemble complexe de facteurs, qu'il n'y a pas lieu d'examiner ici, ont produit la conscience socialiste. Aujourd'hui celle-ci n'est plus un rêve, mais la nette vision d'une tendance née depuis longtemps dans les sociétés humaines et arrivée à un degré de développement tel que nous pouvons espérer avoir bientôt les premières organisations consciemment socialistes.

Je répète ici ce que j'ai déclaré dans mon interrogatoire : en tant que socialiste, j'ai tenté de contribuer à la plus humaine, vraiment humaine, des révolutions, avec

tous les moyens que j'ai crû nécessaires et que le code de la bourgeoisie permet à tous les citoyens italiens.

Les moyens que le code appelle délits, je ne les ai pas utilisés, non que je les rejette à priori, en eux-mêmes, mais parce que j'estime simplement que le temps ou de tels moyens seront utiles et douloureusement nécessaires n'est pas encore arrivé. (...) La révolution nécessaire à l'obtention de nos idéaux n'est pas celle dont s'épouvantent les magistrats. Vous avez entendu ce qu'elle devait être et ce qu'elle sera.

Personne ne pourra la provoquer : l'insurrection armée est fatale. Je regrette que cette heure de l'insurrection armée n'ait pas encore sonné.

Je crois au contraire qu'elle est encore très éloignée ».

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

6 - Le socialisme italien vers le réformisme

[Retour à la table des matières](#)

Entre le Congrès de Bologne de 1897 et celui de Rome de 1900 s'insère une période cruciale pour l'Italie bourgeoise, que les renégats d'aujourd'hui appelleraient **un tournant**. Le **cours nouveau** ne pouvait pas ne pas arriver, même s'il fut indubitablement moins répugnant que ce qu'on donne en pâture aux naïfs travailleurs en l'an de grâce 1963, qui voit le succès du plan contre-révolutionnaire d'«ouverture à gauche», plan qui faisait rêver dès cette époque le capitalisme italien. Les chefs démocrates-chrétiens ne disent-ils pas la vérité, lorsqu'ils expliquent qu'on « ouvre à gauche » pour couper définitivement les jarrets à tout éventuel « danger » révolutionnaire ?

Mais reprenons le fil de notre histoire.

Dès avant les Congrès de Florence (1896) et Bologne (1897), la société italienne avait été troublée par les violentes répercussions de la crise économique de la fin du siècle, aiguës par les conséquences de la politique d'expansion africaine de l'État italien, qui, quoique l'un des plus faibles sur le plan productif, voulut s'engager sur la voie de l'impérialisme. Le 1^{er} mars 1896, la terrible défaite d'Adoua provoqua la chute du ministère Crispi, qui avait précédemment conduit la féroce réaction contre les mouvements siciliens de 1894. Ce fut alors qu'Andrea Costa lança à la Chambre son cri historique : **Hors d'Afrique !**, cri qui n'était pas un simple effet parlementaire mais un véritable camouflet à la face de la sordide bourgeoisie italienne. Costa affirma que le colonialisme était contraire à la liberté des peuples de couleur autant qu'aux intérêts du peuple métropolitain : thèse vraiment avancée, à cette date, si on pense à tous les événements ultérieurs qui ont conduit l'impérialisme italien à la fin la plus ignominieuse. Pendant ces défaites de la bourgeoisie nationale, le Parti socialiste, que Crispi en était venu à dissoudre, remportait de brillants succès parmi

les masses, même si l'on s'en tient à l'aune électorale. Dès le Congrès de Bologne, il enregistrait une puissante reprise.

Dans le courant de 1897 se développa, comme conséquence des défaites militaires, une grave crise économique, qui sévissait surtout dans les misérables régions méridionales. Le prix du pain avait beaucoup monté, et le prolétariat fut soumis à un régime de famine. De la fin 1897 au printemps 1898 se succédèrent de violentes révoltes, auxquelles le gouvernement Di Rudini répondit par de violentes mesures policières et même par des appels à la troupe. En mai 1898 les mouvements gagnèrent l'industrielle Milan et prirent de tragiques proportions : on parla officiellement de 80 morts, mais on a toujours estimé que le chiffre était supérieur, spécialement lors des heurts furieux qui eurent lieu dans le centre ville entre les ouvriers grévistes et les policiers armés. Comme en 1894, il y eut l'institution de l'état de siège et l'établissement de tribunaux militaires. Les condamnations tombèrent : Turati, qui avait pourtant cherché à éviter les émeutes, fut condamné à 12 ans de prison. Le roi Umberto appela au gouvernement le fameux général Pelloux (lors de la répression de Milan ce fut le général Bava Becaris qui s'illustra).

A cette vague de réaction répondit la formation d'une opposition populaire de gauche, dont les socialistes étaient la pointe extrême. La réaction sur le terrain électoral fut énergique : à Milan fut élu pour la première fois un conseil municipal hostile aux clérico-modérés, droite de l'époque. Aux élections nationales de juin, Pelloux fut renversé par 800.000 voix contre seulement 600.000 pour le gouvernement. Les pères de la génération qui était alors dans les langes, de dignes hommes, de vieilles convictions libérales démocratiques, se réjouirent de cette nouvelle : **quel coup pour le ministère !** Mais pendant ce temps l'habile bourgeoisie italienne montrait sa finesse politique, et un danger nouveau naissait pour le prolétariat : le réformisme. Le 29 juillet 1900, un anarchiste aux convictions solides, et qu'on dépeignit en vain par la suite comme un délinquant de droit commun, Gaetano Bresci, de Prato, tira les conclusions de sa propre idéologie, et, à Monza, tua à coup de revolver Umberto de Savoie. La réaction contre les socialistes, qui évidemment n'avaient rien de commun avec le régicide, recommença à se déchaîner. Mais cela ne pouvait empêcher le tournant à gauche de la bourgeoisie italienne, avec la participation de Giolitti et du jeune roi, tous deux non dépourvus de flair politique.

Le Congrès de septembre 1900 se trouva face à cet éternel problème non encore résolu : comment le parti prolétarien doit-il agir quand deux politiques de la bourgeoisie sont possibles, et quand le « choix » peut dépendre du fait qu'il jette ou non son propre poids sur le plateau de la balance.

Plus de soixante années sont passées et on soulève encore le problème des fameux **choix**. Il est clair qu'on ne peut poser ce problème que de deux manières : celle des armes et celle de la dispute constitutionnelle.

En 1898, les masses avaient lutté dans la rue avec courage, défiant non seulement les fusils mais aussi les canons mis en place à tous les carrefours de Naples et de Milan. C'est alors que la droite bourgeoise la plus réactionnaire (qu'il ne faut pas confondre avec la droite libérale classique, socialement conservatrice mais orthodoxe dans son légalisme constitutionnel) menaça de suspendre les **garanties constitutionnelles**, et même les enleva sans autre forme de procès. Mais elle ne parvint pas, comme devait le faire plus tard le fascisme, à passer outre le verdict parlementaire et électoral. La différence historique n'est, cependant, pas totale, 1898 étant plutôt absolutiste et 1922 plutôt constitutionnel ; la différence de jugement de l'opinion n'a pas d'autre origine qu'une appréciation non marxiste (dans laquelle est tombé le parti prolétarien dans les deux cas). Par contre l'argument des socialistes de droite est bien connu : il importe à la classe ouvrière que le pouvoir exécutif n'utilise pas la manière forte, et il est utile de faire pression dans ce sens par le moyen pacifique d'un vote des électeurs et des députés. La question une fois réduite à ce problème numérique, il serait logique de ne pas compromettre un résultat si utile (ou du moins si commode et si facile), par lubie de ne pas additionner nos voix avec celles des bourgeois bien-pensants, proches de la gauche... Dans ce cas, le parti prolétarien défend la liberté et la constitution, parce que les violer fait le jeu de la classe dominante.

Depuis lors et depuis toujours, nous, la gauche, nous répondons : cette ligne tactique serait convaincante si nous étions certains que les objectifs de notre classe pourraient se réaliser un jour sans briser la « liberté de tous », l'ordre légal et la structure constitutionnelle. Mais si cette possibilité est exclue, c'est une erreur de préparer les masses à sauver (Mais quoi donc ? Quelles prétendues conquêtes ? Des conquêtes faites avec la bourgeoisie contre des formes plus anciennes, ou des conquêtes déjà faites contre la bourgeoisie ?), ou plutôt à se sauver elles-mêmes de l'agression de l'ennemi de classe, en se réfugiant derrière des remparts historiques qu'il sera précisément nécessaire d'abattre car c'est la seule voie pour libérer le prolétariat de l'oppression capitaliste.

Il est possible que la bourgeoisie et son État prennent l'offensive, et l'histoire nous en donne des exemples continuels. Mais on ne peut réduire la réponse de la classe travailleuse à une défensive derrière des bastions qui sont ceux de la conservation des formes bourgeoises : la démocratie et le pacifisme. La riposte historique, pour laquelle notre parti est fait, est une future contre-offensive qui ne brandira pas, comme on le fait aujourd'hui sans vergogne, les drapeaux historiques tombés des mains de l'ennemi de classe, mais brisera les principes et les institutions qui se tiennent depuis des siècles derrière ces drapeaux.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

7 – Rome 1900, date de naissance officielle du réformisme

[Retour à la table des matières](#)

Le VI^{ème} Congrès socialiste s'ouvrit le 8 septembre 1900. Le rapport du Groupe parlementaire, qui, au cours des années suivantes, finira par devenir le point central des Congrès, reçut dans cette situation un accueil chaleureux. Il est facile de l'expliquer : les députés venaient, bien plus que du parlement, des rues, où ils avaient lutté avec les ouvriers, et des prisons bourgeoises. Leur rapporteur fut Andrea Costa. Il rappela les batailles du fameux obstructionnisme (un véritable illégalisme au sein du parlement : il suffit de rappeler que des **droitiers** du calibre de Bissolati en vinrent à briser les urnes !), le cri « ni un homme, ni un sou » lancé non seulement contre les expéditions en Afrique mais aussi contre l'expédition en Chine (révolte des boxers), quand les femmes prolétaires se couchaient sur les rails devant les trains militaires, et la courageuse conduite tenue après l'attentat contre le roi Umberto (De Marinis, qui était allé au Quirinal en habits de deuil, avait été mis à la porte : le Congrès, unanime, ratifia l'expulsion de celui-ci, décidée par la section de Naples).

Le Congrès discuta donc de la tactique électorale, qui était en ce temps là le vrai sujet politique. Nous ne nous étendrons pas sur l'intéressant débat concernant les campagnes des municipales. Il donna lieu à des remarques intéressantes, parmi lesquelles l'idée de ne participer à la gestion des communes qu'avec des majorités constituées du seul Parti socialiste, et dans le cas d'alliances lors d'élections victorieuses, de rester dans une opposition qui contrôle l'activité des conseils municipaux formés par les alliés non socialistes. Nous en parlons seulement pour montrer que le réformisme classique était plus sain que l'opportunisme effronté d'aujourd'hui.

Au sujet de la tactique dans les élections parlementaires, la droite triompha par 109 voix contre 69 et 2 abstentions. L'ordre du jour de Treves, Modigliani et

Prampolini, après avoir réaffirmé que dans la bataille électorale on devait faire la propagande pour les principes du Parti, ceux-ci étant réduits à « la lutte de classe et (à la) socialisation des moyens de production et d'échange », proclamait nettement « la pleine **autonomie** des organisations collégiales pour contracter des alliances avec les partis de l'extrême-gauche » en considération de la grande variété des conditions sociales et locales en Italie.

Nous commençons à tirer de ces données historiques deux caractères inséparables de tout **révisionnisme**. L'un est la fameuse autonomie des sections locales par rapport à l'ensemble du Parti – autonomie qui anéantit le fondamental centralisme marxiste - ; l'autre est la grande variété des situations locales qui, à l'échelle nationale, servait à justifier la méthode des alliances électorales et qui, à l'échelle mondiale, servira en 1914 puis en 1939 à briser l'unité révolutionnaire internationale.

Mais quel est le contenu de l'ordre du jour repoussé, œuvre du tranchant révolutionnaire Ciotti soutenu par diverses délégations de toute l'Italie ? Pas bien grand. On n'y trouve aucune question de principe, mais seulement la timide affirmation qu'à la base des décisions des précédents Congrès il y a « l'intransigeance dans les batailles municipales et législatives », en admettant toutefois des exceptions, en cas de ballottage, dans les luttes électorales, pour des républicains ou des radicaux, pourvu qu'ils soient inscrits régulièrement dans leur propre parti. On doit reconnaître que l'aile gauche ne sut rien dire de mieux par rapport aux maigres thèses de principe admises par les réformistes victorieux, portés au sommet du triomphe de la démocratie électorale et parlementaire.

La lutte de classe ? Le réformiste la conçoit comme un conflit d'intérêts entre les patrons capitalistes et le personnel ouvrier, entre lesquels l'État intervient selon l'influence réciproque des partis bourgeois et ouvriers en lutte dans le parlement. Nous ne trouvons pas un seul congressiste qui rappelle la thèse marxiste selon laquelle l'État démocratique et parlementaire défend par nature les intérêts du capital. Quand ensuite on admet la fameuse « socialisation », les réformistes n'excluent pas qu'elle soit réalisée par l'État actuel (nationalisation) ; tout au plus conçoivent-ils le passage futur comme accompli par les soins d'un État à majorité parlementaire **socialiste**, faisant écho à la formule de Gênes de 1892 sur la **transformation** des pouvoirs publics de moyens pour l'exploitation du prolétariat en moyens pour son émancipation.

Le problème historique fut abordé de plus près dans la délicate discussion sur le **programme minimum** du parti. Ce sujet scabreux s'était traîné de Congrès en Congrès, et à Rome encore le texte rédigé grâce à l'œuvre tout à fait appréciable de Turati, Treves et Sambucco ne fut approuvé qu'en tant que schéma provisoire à renvoyer à une commission. Le préambule est écrit d'une main non étrangère à la bonne doctrine marxiste. Il admet que le programme ne peut être une plate-forme d'accord avec d'autres partis et que le programme maximum a la valeur d'une **fin**,

tandis que le programme minimum n'est qu'un **moyen**. A noter dans la partie générale cette thèse : « préparer le prolétariat à assumer et à conserver la gestion de la société collectivisée » en accueillant « toutes les réformes et toutes les institutions qui, mettant un frein à l'exploitation capitaliste, améliorent les conditions économiques et politiques du prolétariat et l'initient à l'administration et au gouvernement de la chose publique, selon des lois qui soient l'émanation de sa classe ». On peut trouver ici un écho du « prolétariat classe dominante » de Marx et du **Manifeste**, et si on veut de sa dictature. Comment, sinon, les lois de la future société seraient-elles « l'émanation de sa classe » ?

Mais la partie spécifique, bien qu'elle ne prétende être qu'une énumération incomplète, vient contredire la partie générale et le programme maximum.

«Un État démocratique où le prolétaire se sente réellement l'égal, politiquement et juridiquement, du capitaliste ». On dira que cet État est un État de transition, c'est à dire qu'il précède la victoire du prolétariat, mais précisément, en présentant cette hypothèse, le Parti utilise un **moyen** qui détruit ses **fins** et ses **principes** (qu'on se rappelle Lénine au III^{ème} Congrès de l'Internationale et notre commentaire).

Pour le marxisme, il y a un État où le prolétaire est inférieur au capitaliste ; et on en prévoit un où le capitaliste est inférieur au prolétaire, et même où le premier n'est rien et le second tout. L'absurdité est d'estimer qu'on y arrive en passant par une forme d'État historique où le prolétaire et le capitaliste sont « juridiquement et politiquement égaux ». Là est le cœur de la démolition de la démocratie par la doctrine marxiste. Là est la découverte centrale de Marx : la dictature du prolétariat.

A Rome, la gauche n'avance aucun contre-projet. L'atmosphère lui est trop défavorable (comme après la victoire de l'anti-fascisme mille fois maudit sur le fascisme, maudit lui aussi dans la mesure où il engendra le premier, comme nous l'avions vu dès 1922).

Le court texte dont nous disposons contient quelques renseignements incomplets mais non négligeables. Soldi se prononça pour un programme unique et contre le dédoublement entre programme maximum et minimum, claire intuition de la thèse dialectique marxiste et léniniste. Le seul programme est le programme maximum : conquête violente du pouvoir, destruction de l'appareil d'état actuel et dictature de classe. **Après**, dans un sens économique et social, on peut et on doit formuler un programme minimum et concret. Labriola vit dans la revendication de la nationalisation le danger d'un socialisme d'État « se traduisant sous une forme de socialisme capitaliste ».

Lors de l'élection de la Direction il n'y eut pas d'affrontements de tendances. Furent élus cinq éléments de la gauche et six députés (parmi lesquels le directeur de l'« Avanti ! », Bissolati) en majorité de droite.

Sous le ministère Saracco, qui se situait à mi-chemin entre les réactionnaires de l'ancienne majorité et la nouvelle majorité parlementaire, il y eut de vigoureuses luttes pour la reconnaissance des syndicats (les glorieuses « bourses du travail » étaient déjà nées) et pour le droit de grève, et le gouvernement dut céder sur ce front bien plus à cause de la force des masses que des manœuvres parlementaires. En effet, en 1901, Saracco fut renversé par une majorité formée de l'extrême-gauche (socialistes inclus), du centre et de la droite (l'histoire ne se répète t'elle pas ?), et le nouveau roi appela au gouvernement le démocrate constitutionnel Zanardelli (Giolitti au ministère de l'intérieur).

Dans le Parti la discussion commença pour savoir si on pouvait appuyer le cabinet Zanardelli-Giolitti, et pour éviter qu'en votant contre (comme on l'avait toujours fait par principe jusqu'alors) la droite ne revienne au pouvoir.

Le VII^{ième} Congrès (Imola, 1902) se trouva face à ce problème. C'était déjà une bonne chose de reconnaître qu'il ne revenait pas au groupe parlementaire mais au Parti de le résoudre. Les opinions y étaient très discordantes. Il ne s'agissait pas encore du problème d'accepter des postes dans un cabinet bourgeois (méthode funeste du « millerandisme » français, désigné sous le vilain mot de **ministériabilisme**), mais du **ministérialisme** entendu comme participation à une majorité ministérielle. A cette époque, même un Turati faisait la grimace. Aujourd'hui, l'une et l'autre méthode constituent l'innocence même.

Il est de fait que, dès avant le Congrès, qui s'ouvrit à Imola le 16 septembre 1902, les voix du Groupe parlementaire, allant au ministère Zanardelli-Giolitti, en avaient plusieurs fois assuré la victoire contre la droite. Les critiques n'avaient pas manqué. Toutefois elles ne se manifestèrent pas sur la question du rapport entre le Groupe parlementaire et la Direction du Parti, dans la mesure où personne ne se sentait à même de proposer de blâme. La proposition du révolutionnaire Soldi de discuter, comme cela figurait à l'ordre du jour, tout d'abord de ces rapports, et ensuite de la tactique du Parti, fut repoussée. Les révolutionnaires n'étaient pas très résolus, à tel point que Rigola, qui le premier parla en leur nom (il fut ensuite un réformiste syndical notoire), admit que dans des cas exceptionnels on pouvait voter pour le gouvernement. Dans sa première intervention on peut noter qu'il défend les révolutionnaires de l'accusation d'être opposé à l'action au sein des syndicats, ce qui montre bien que les mêmes questions de tactique se présentent de manière cyclique dans l'histoire prolétarienne.

Les réformistes furent solidement représentés par Chiesa, Turati et Treves. Mais l'avenir devait montrer que, des trois représentants révolutionnaires, aucun n'était de trempe authentique : Rigola (Turati lui-même s'exclama : c'est un des nôtres !), Arturo Labriola et Enrico Ferri. Treves théorisa élégamment, non sans manier correctement la dialectique (une dialectique hégélienne plus que marxiste ; mais lui dire cela le faisait toujours sursauter, car on ne pouvait lui dénier une ample connaissance du marxisme), que le socialisme, selon ses principes, avance des

hypothèses solidement scientifiques sur l'avenir, et qu'il les teste ensuite par la méthode **expérimentale**, grâce à l'action réformiste, pour les confirmer. Treves était un champion de la méthode qui était déjà celle de Bernstein et qui sera plus tard celle de Gramsci, et de la fausse acceptation courante du léninisme, celle d'une philosophie de la praxis non marxiste mais pragmatique.

Labriola reprit la vieille critique du réformisme, qui demande des concessions pour le prolétariat mais ne le conduit pas à les arracher et à les conquérir « en luttant contre l'État ». Turati réfuta mal les positions de Labriola en les résumant par la formule suivante : le parti doit être politique et anti-légaliste, plutôt qu'économique et légaliste. Le très versatile Labriola évoluera vite vers le syndicalisme-révolutionnaire, qui sera anti-légaliste, certes, mais **économiste**. Dans ces formules d'il y a si longtemps on voit la parenté entre les deux opportunistes, réformiste et syndicaliste, qu'on définit improprement comme de droite et de gauche.

L'intervention de Ferri fut, comme toujours, vide de contenu. L'ordre du jour réformiste obtint 456 voix contre 279 à l'ordre du jour intransigeant. Celui-ci n'était pas solide : il affirmait le principe disant que « le but vers lequel tend le Parti doit être une conquête directe de la masse travailleuse, et doit se coordonner et se subordonner au but général de la transformation de la société politique et économique actuelle, à accomplir par l'œuvre du prolétariat organisé en parti de classe », formules valables mais qui n'arrivent pas au stade du **Manifeste** : « organisation du prolétariat en classe dominante », ce qui veut dire prise du pouvoir en dehors du parlement. Il demandait en conclusion de suivre sur tous les terrains (sans nommer le parlement) une orientation autonome par rapport à celle de tout autre classe et parti.

L'autre ordre du jour refuse les tendances (vieille obsession de la droite), affirme comme seuls principes « absolus » la **propriété collective** et la **lutte de classe**, conclut ensuite en faveur de l'« Action autonome du groupe parlementaire », en approuvant le vote pour les ministères bourgeois de gauche et en justifiant les coalitions dans la mesure où elles sont **transitoires** (il y a des renégats qui traitent de cette manière l'admission des **compromis** chez Lénine !).

Mais il y a un passage de cet ordre du jour, sommet de l'opportunisme en Italie, qu'il est significatif de citer à soixante années de distance : pour développer ses actions autonomes (collaborationnistes) le Groupe parlementaire doit, par l'intermédiaire du Parti (auquel on ne laisse qu'une fonction de **stimulant**), « se tenir continuellement à l'écoute de la conscience et de la volonté de la grande masse prolétarienne ».

Quand, vingt ans après, à Moscou, croyant le réformisme vaincu pour toujours, nous avons vu qu'on élevait cette espèce de consultation de la conscience et de la volonté des grandes masses au rang de clef des questions de tactique du parti de classe, nous avons eu raison de sentir une odeur de soufre ! Ceux qui nous dirent que c'était du léninisme ne purent nous convaincre. Lénine avait appris chez Marx, et

nous avait enseigné, à nous qui étions jeunes alors, que la conscience et la volonté sont le fait du **parti** et non des **masses**, et pas même de la **classe** prolétarienne, avant que le parti ne l'ait rendu capable de déployer non sa seule force physique, mais sa puissance révolutionnaire.

La droite mena grand tapage et n'hésita pas à abuser de sa victoire. Mais la tendance révolutionnaire reprit vite de la vigueur, et de vives critiques à l'adresse de l'« Avanti ! » conduisirent Bissolati à se démettre de sa direction, qui fut reprise par Ferri. Celui-ci ne fit que des gestes démagogiques, dont une grande **campagne** contre Bettolo, le ministre de la marine du gouvernement Zanardelli. Comme d'habitude, il ne s'agissait pas d'établir une norme tactique comme celle de n'appuyer aucun gouvernement, quels qu'en fussent les noms, mais de pousser de hauts cris sur des cas personnels et concrets, en **accusant** le ministre d'avoir favorisé des contrats nuisibles pour l'État avec les aciéries. Une histoire ancienne et toujours nouvelle...

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

8 – Début de la lutte contre le réformisme : apparition de la fausse gauche syndicaliste

[Retour à la table des matières](#)

Le Parti fut à nouveau convoqué en Congrès en avril 1904, à Bologne.

La scission entre marxistes et possibilistes était déjà survenue dans le Parti français. Une grave tension entre les deux tendances existait aussi dans le Parti italien, mais la tendance de l'unité à tout prix commença à s'organiser. Elle aussi est une « nouveauté » de plus d'un demi-siècle.

Ce fut un Congrès très mouvementé. Lors d'un premier vote deux ordres du jour opposés s'affrontèrent, qui obtinrent un nombre de voix à peu près égal, 12.000 inscrits chacun, avec environ 7.000 abstentions. Un second vote suivit, sur deux ordres du jour dits de centre-gauche (Ferri) et de centre-droit (Rigola). Ce fut le premier qui l'emporta. Il n'y eut pas de scission. L'ordre du jour Bissolati était pour l'adoption ouverte du possibilisme parlementaire, ou vote d'appuis aux ministères. Les deux ordres du jour intermédiaires ne méritent pas un long examen. Celui de gauche affirmait des principes anti-monarchistes, soutenait l'usage de la violence et excluait que « l'abolition de la propriété capitaliste soit obtenue dans les parlements ». Quelques rares formules sont exactes, mais on ne peut pas dire que ce texte traduise la position marxiste sur la question de l'État et de la révolution.

Après 1904, la lutte de classe se développa, en Italie, à travers des heurts violents. Dans les campagnes, les forces de l'État réprimaient systématiquement, par de sanginaires massacres, les révoltes du prolétariat rural, nombreux, disséminé,

agressif et instinctivement révolutionnaire. Le prolétariat des grandes villes, toujours mieux organisé par les Bourses du Travail, expérimenta souvent avec succès la grève générale. Mais la grande Confédération Générale du Travail tomba peu après sa fondation dans les mains des réformistes. Elle en constituera la base la plus solide, désavouant et brisant les actions de portée nationale (comme une grande grève des cheminots), qui posaient naturellement au prolétariat le problème du pouvoir.

Dans cette période de grande activité ouvrière, la bourgeoisie italienne tendait à revenir à la manière forte, et face au danger socialiste, l'Église assouplit le **non expedit** de Pie IX (interdiction aux électeurs catholiques italiens de participer à la vie de l'État libéral). Giolitti fut au cœur de cette manœuvre. Entrèrent ainsi à la Chambre les premiers catholiques, précurseurs de la démocratie-chrétienne d'aujourd'hui avec laquelle les socialistes et communistes de 1963 flirtent, au besoin au niveau des fameuses **grandes masses**, toujours trompées.

Le prolétariat réagit avec héroïsme, mais la vigueur des masses fut trahie par la déviation du Parti de la ligne révolutionnaire. Dans les rangs du Parti, l'indignation contre la droite parlementaire prit la forme erronée du syndicalisme-révolutionnaire, qui se donna alors sa forme définitive et sa doctrine historique, et attira sous son drapeau les forces de gauche. Au Congrès de Rome de 1906 éclata le conflit entre les deux puissantes ailes des réformistes et des syndicalistes. La voix de la gauche marxiste y sera timide et très faible.

Nous commenterons seulement les ordres du jour. Le réformisme se camoufla, comme il l'a toujours fait, sous les oripeaux du nouvel **intégralisme** d'Oddino Morgari (le seul mérite de celui-ci fut d'organiser une protestation, à base de sifflets, contre le tsar qui avait fait massacrer les prolétaires à Petersbourg en 1905, faisant ainsi annuler la visite officielle qui, ô ironie, constituait une étape des amours italiennes avec la... démocratie européenne de l'entente franco-anglaise, et donc de l'**alliance** franco-russe, au nom de la haine anti-allemande qui nourrit toujours cette tendance scélérate). Le réformisme l'emporta par 26.493 voix, contre 5.278 aux syndicalistes et 1.161 à l'ordre du jour Lerda (intransigeant). Morgari avait obtenu de Turati et Treves beaucoup de concessions, en admettant une **rupture de l'intransigeance** seulement **par exception**, mais en leur faisant cadeau de la défaite des syndicalistes.

L'ordre du jour syndicaliste est cette fois plus complet. Ceux qui liront entièrement le 2^{ème} volume du **Parti socialiste italien lors de ses Congrès**, ed. Avanti !, Milan 1959, pourront y étudier une de nos observations. Il annonce la théorie propre à Gramsci, que nous, gauches, combattons comme **ordinovisme**, et que nous avons dénoncé dès sa naissance, en 1919.

Les buts de la révolution sont ici au nombre de deux : expropriation de la classe capitaliste, décomposition du pouvoir politique. On ne comprend donc pas que l'on ne peut décomposer ce pouvoir qu'après avoir non seulement brisé l'État bourgeois

(et il tint bon) mais aussi avoir fondé historiquement sur ses ruines la dictature politique du prolétariat qui est lui-même un État. Suivons le texte : l'instrument de la révolution est la puissance de la classe ouvrière, concentrée dans son « organe syndical ». On voit se dessiner le procès contre le parti et sa fonction révolutionnaire.

Les organismes de métier doivent évoluer jusqu'à représenter la totalité des intérêts ouvriers, non seulement pour l'action révolutionnaire finale, mais aussi pour obtenir « les améliorations compatibles avec l'existence de la société actuelle ». Ceci n'est rien d'autre que le « contrôle ouvrier » des turinois 15 ans plus tard.

La tâche du parti est réduite à la fonction d'«éduquer et de promouvoir la constitution en syndicats, **c'est à dire en classe**, du prolétariat ».

L'action révolutionnaire se déploie avec la grève générale (c'est une vérité historique), mais « vise à enlever aux classes capitalistes les défenses matérielles de l'État, en en transférant les fonctions **aux organes syndicaux ou à l'individu** ». Il est clair que des gens du calibre de Treves, Modigliani, Turati, Mondolfo et autres, qui étaient politiquement de droite, mais connaissaient bien le marxisme, avaient beau jeu de combattre ces positions qu'ils raillèrent comme de la mythologie sorélienne, et de dire qu'on retournait aux aberrations bakouninistes par crainte des mots pouvoir et parti.

Nous ajoutons aujourd'hui que ce n'était rien d'autre qu'un nouveau type de gradualisme aux poses révolutionnaires, qui avait en commun, avec ses adversaires résolus de l'époque, de rendre graduelle même la seule chose qui ne peut être graduelle, à savoir l'assaut violent à la direction de l'**État**, cette arme que l'humanité doit empoigner, dans une direction opposée, pour l'éliminer. La même erreur se trouve à la base du gramscisme, qui voit comme une suite pragmatique le contrôle des conseils ouvriers d'entreprise, leur gestion, et leur substitution progressive à l'État capitaliste. Cette conception a fait retomber ses épigones dans l'erreur commune aux deux adversaires de 1906, et, pour finir, dans des formes honteusement inférieures à celles de la droite d'alors.

Nous ne citerons pas l'ordre du jour des intransigeants, qui est maigre, éducationniste en ce qui concerne la tâche du parti et agnostique pour ce qui est des formes dans lesquelles se réalisera l'abolition des classes, qu'il dit ne pouvoir être définie scientifiquement, faisant ainsi le jeu des falsificateurs du marxisme. Meilleur est le bref compte-rendu du discours de Giovanni Lerda, dont les mérites n'évitèrent cependant pas son élimination du Parti en 1914 pour « franc-maçonnisme » obstiné. Il a toujours été malheureusement difficile de vieillir en défendant la position du marxisme révolutionnaire authentique !

Lerda eut droit aux habituelles cinq minutes des Congrès fatigués, et il ne put en dire beaucoup plus que le résumé contenu dans le volume déjà cité (p.72) : « Les socialistes révolutionnaires refusent le syndicalisme comme conception théorique

seule capable de conduire à l'émancipation du prolétariat, mais acceptent quelques points de l'action pratique des camarades syndicalistes, notamment ceux concernant un accomplissement plus solide de l'action socialiste selon le principe de la lutte de classe. C'est pour cela qu'ils ne peuvent accepter ni l'ordre du jour syndicaliste ni celui des intégralistes, qui laissent ouverte la possibilité d'une collaboration avec les partis bourgeois ».

Cette position tout à fait claire répond pleinement à la ligne historique, que nous sommes en train de repérer, de la gauche marxiste révolutionnaire.

En substance, au Congrès de Rome, la tendance réformiste l'emporta encore car Prampolini annonça l'adhésion de celle-ci à l'ordre du jour des intégralistes, après que sa fraction les eut combattus pendant de longues séances. Même le peu rigoureux Ferri put alors déplorer que l'intégralisme fût devenu le bercail du réformisme, et que les réformistes n'eussent pas même la sincérité de voter leur propre ordre du jour.

En juillet 1907, dans un de leurs Congrès, à Ferrare, les syndicalistes-révolutionnaires décidèrent de sortir du Parti, bien que différents groupes, notamment celui de Lazzari, qui, à Rome, avait voté pour leur ordre du jour, et non pour celui de Lerda, aient refusé de les suivre.

Les deux années suivantes furent marquées par de très vives agitations ouvrières, non sans conflits violents avec la force publique et non sans victimes prolétariennes, phénomène récurrent de la démocratique Italie. Les syndicalistes-révolutionnaires (Michele Bianqui, ensuite fasciste, à Bologne ; Alceste de Ambris, ensuite interventionniste, à Parme) dirigèrent aussi de vigoureuses grèves des ouvriers agricoles, qui en sortirent cependant vaincus. Les refus opposés par la Confédération du Travail à la grève générale, dans chacun de ces cas, aiguïsèrent le heurt entre les deux courants : les syndicalistes fondèrent l'Union Syndicale Italienne (USI), et, à Modène, en 1908, les réformistes s'imposèrent au Congrès de la Confédération du Travail (CGL).

Mais le heurt était, plus qu'à l'extérieur, à l'intérieur du Parti. Le réformisme faisait de rapides progrès, avec comme bastions principaux le Groupe parlementaire et la Confédération du Travail. A Rome, déjà, Rigola avait défendu l'« Autonomie tempérée » du Groupe et, quant à la Confédération, l'engagement de la Direction, « quand il s'agirait de choses intéressantes non seulement le Parti socialiste, mais aussi et principalement le prolétariat », d'« écouter aussi les organisations de métier ». On vit le résultat en octobre 1907, quand la Direction du Parti et l'Exécutif de la Confédération rivalisèrent dans la décision de repousser la demande du Syndicat des Cheminots, qui réclamait une grève générale de protestation pour le meurtre d'un ouvrier à Milan durant l'agitation des gaziers. A l'autonomie toujours plus accentuée du Groupe parlementaire correspondait, d'autre part, une tendance à l'autonomie des sections. A Milan, en contradiction avec les Statuts, il y en eut même deux, sous le patronage de Turati.

C'est dans cette situation que s'ouvrit à Florence, en septembre 1908, le X^{ième} Congrès du Parti. La droite joua à cartes découvertes, forte de la victoire de Rome et de la fragilité de l'aile gauche intransigeante. Turati proclama, en défendant ouvertement la version évolutionniste du socialisme donnée par son courant contre les attaques de l'aile gauche, pour faible qu'elle fut : « Qu'on nous dise : vous devez partir ; et nous partirons, sans colère et sans rancœur ; autrement, qu'on nous accepte pour ce que nous sommes, pour les idées que nous représentons ». Rigola développa la thèse, ornée de pseudo références au marxisme, disant que « les organisations économiques ne peuvent plus être sous la dépendance du Parti socialiste », et défendit en fait une claire prépondérance de la Confédération sur le Parti, premier symptôme de ce qui fut justement appelé « syndicalisme réformiste ». La fraction intransigeante exprima, par la bouche surtout de Lazzari et de Ratti, la saine mais confuse réaction de prolétaires et de militants non-corrompus par cette vision. Le premier déclara : « Nous devons avoir un respect total pour les intérêts immédiats traités par la Confédération du Travail, mais nous sommes le Parti Socialiste, et la perspective que nous devons avoir pour guide dans notre action ne doit pas permettre que nos intérêts suprêmes soient subordonnés aux divers besoins transitoires, qui peuvent certes être nécessaires quotidiennement, pour la défense et la protection des intérêts immédiats des travailleurs ».

Face aux milanais il revendiqua la nécessité d'«un seul programme, un seul principe, une seule méthode, une seule discipline, qui doivent nous lier tous ». Ratti, lui, repoussa le mythe syndicaliste de la grève générale, mais en même temps le prétexte que les confédéraux en tiraient pour la rayer définitivement des méthodes de lutte du prolétariat : « Nous disons : la grève générale est une arme puissante : faisons de la propagande pour qu'elle devienne un instrument utile contre la bourgeoisie. Mais si nous commençons d'abord par détruire l'efficacité de la grève générale en disant que nous ne la ferons ni dans dix, ni dans vingt, ni dans cinquante ans, nous ne la ferons plus, et nous détruirons au sein des masses le sentiment de son utilité ». Le même Ratti devait proclamer que « le syndicalisme réformiste [...] est pire que le syndicalisme révolutionnaire », et Longobardi accusa la Confédération Générale du Travail d'être un « mouvement d'aristocratie » ouvrière. Comme à Rome, mais sous une forme plus accentuée, on commençait à laisser entrevoir la possibilité, même lointaine, d'une participation au gouvernement. La riposte des intransigeants fut résolue, mais ne brilla pas autant par la clarté théorique.

Au Congrès, les réformistes l'emportèrent encore par 18.000 voix environ sur un ordre du jour dit d'accord, tandis que les intégralistes en obtinrent un peu moins de 6.000, et les intransigeants presque 5.400 sur un ordre du jour portant les signatures de Lerda, Serrati, Musatti et autres. Ce dernier texte n'est pas des plus explicites, mais il revendique l'unité de l'organisation syndicale, et aussi la grève générale comme « instrument puissant de la révolution sociale, à mettre en œuvre seulement quand l'exigent de graves nécessités » ; enfin il affirme la nécessité de l'intransigeance électorale, avec des exceptions dans les ballottages, et nie toute

autonomie du Groupe parlementaire et tout appui au gouvernement. Les révolutionnaires s'abstinrent justement de participer à l'élection de la Direction, « considérant qu'il est utile que la fraction victorieuse assume exclusivement la responsabilité des fonctions directives du Parti ».

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

9 – La gauche marxiste se dessine

[Retour à la table des matières](#)

Notre revue d'histoire du parti socialiste en Italie en arrive au Congrès de Florence, en 1908, caractérisé par le fait que la tendance réformiste gagna la partie sur la « fausse gauche » des militants de l'école sorélienne parce que ceux-ci, sans attendre un autre congrès (après celui de 1906 à Rome où ils avaient été battus), avaient préféré déclarer à Ferrare qu'ils sortaient du Parti, sans toutefois en créer un autre, dans la mesure où, selon leur doctrine, le mouvement prolétarien n'avait pas besoin de parti politique, son organisation étant constituée par les syndicats, avec cependant, dans les diverses localités, des **groupes syndicalistes** sans organisation centralisée.

Désormais le dilemme réformisme-syndicalisme, au centre des débats du début de ce siècle, et qui ne devait pas résister à la première guerre mondiale, ne servira plus de toile de fond aux congrès du Parti. Cependant les réformistes, c'est à dire la droite, conserva le contrôle de celui-ci. A Florence, en 1908, elle obtint 26.000 voix (en comptant celles de l'intégralisme, inutile équivoque unitaire qui ne cesse jamais de ressurgir, toujours plus infecte). Les révolutionnaires en eurent un nombre plus grand qu'à Rome mais toujours exiguë. Absorbés par le problème de la délimitation par rapport aux syndicalistes ainsi que de leur expulsion, ils n'avaient pas élaboré une claire et solide plate-forme programmatique dans la ligne du marxisme.

La lutte pour battre les réformistes dans le Parti durera de 1906 à 1912. Mais toutefois la gauche marxiste, dont nous nous réclamons ici en en retraçant sa ligne historique, reconnaissable sur une longue période, ne se sera pas encore bien formée et délimitée. La lutte que nous sommes sur le point de décrire aura malheureusement, selon la méthode conventionnelle d'écrire l'histoire, un nom : celui de Mussolini. Comme nous suivons une méthode opposée à celle-ci, quoique sans pouvoir ignorer les noms, au moins des morts, nous tenons à montrer les dérives sociales et

collectives, et nous nous permettons à ce niveau historique de 1910 une brève récapitulation du développement déjà rappelé dans ce qui précède.

Pour la clarté de l'exposition d'un processus historique, il faut en suivre les étapes ou les phases en les distinguant les unes des autres, et avec quelque chose de moins misérable et de moins banal que l'apparition, le triomphe ou la défaite d'hommes aux noms célèbres. Ceci d'autant plus qu'il nous importe de mettre en évidence non ce que les phases ont de différent, mais précisément ce qu'elles ont de commun et même de constant dans le temps, seule raison pour laquelle il est nécessaire à un mouvement politique de les connaître. Un mouvement politique est la « fabrique du futur », mais notre doctrine affirme qu'il serait vain d'implanter cette étrange fabrique en ignorant le passé, ou seulement en le maudissant, et, pour reprendre la formule des imbéciles qui pullulent en cette époque bourgeoise, en le proclamant de phase en phase et d'étape en étape « dépassé ».

Il nous semble donc qu'on peut repérer les étapes ou phases avec une bonne approximation, et en modérant toute imagination inventive (quand, messieurs les bourgeois, nous ferez-vous cadeau d'une **histoire imaginaire** ?), en suivant la longue vie du mouvement d'une classe sociale donnée (pour nous le prolétariat), les séparations, ou, pour utiliser un terme que dans le langage commun on dirait plus **technique**, les **scissions** entre ailes, courants, tendances, qui, d'abord unies, ou même confondues, deviennent ensuite distinctes et enfin ennemies, en prenant des voies différentes et opposées. On pourra décrire ce parcours quand les forces réelles de ces mouvements (ce qu'on appela maintes fois par un abus de rhétorique leurs **âmes**), auront été ramenées à des figures **constantes dans le temps**, et non pas appréciées, d'évènements en évènements, comme des **nouveautés**, des **surprises** ou des **paroles nouvelles**. Au fond notre mouvement étudie depuis presque un siècle et demi le processus historique du mode de production capitaliste, et nous poussons la candeur jusqu'à déclarer que dans cette période, qui enjambe les vies de personnes et de générations entières, notre **école** n'a trouvé à enregistrer dans les chroniques **aucune** surprise ou nouveauté. C'est une fois pour toutes que nous avons découvert que le **mode de production** bourgeois est un mode transitoire, périssable, ennemi d'une partie de l'espèce humaine, et qui doit être combattu et détruit par une autre partie de celle-ci. La chaîne des **scissions** doit être regardée et évaluée avec un grand soin, mais elles ne sont pas advenues parce qu'on aurait « découvert », ou pis « inventé », que l'**âme** du mode capitaliste et son cycle céleste et infernal était interprétée et décrite comme une forme nouvelle par rapport à celle qu'il possédait naguère.

Nous nous excusons de cette déclaration qu'on nous reprochera, comme d'habitude, en la déclarant dogmatique ou talmudique, et qui ne s'avèrera exacte que si toute la chaîne historique des évènements, antérieurs et postérieurs, selon nos connaissances et nos observations, se laisse insérer de manière satisfaisante dans la trame que, sans aucun doute ni incertitude, nous posons en préalable à notre travail, qui n'est pas celui d'un juge mais d'un **parti** dans le cours de l'histoire. Quoiqu'il en soit de cette sottise suprême que sont les **auteurs**, il est certain que la vérification sera

d'autant plus utile qu'on aura eu plus longtemps le courage de la subordonner et de la lier au principe même de la méthode.

Depuis qu'il a été démontré, de manière plus ou moins claire, que le cadre du mouvement historique de la classe prolétarienne se place au sein et dans l'action de la classe elle-même, c'est à dire depuis que la critique du capitalisme est sortie de la phase utopiste, la doctrine a été dès le début révolutionnaire en déclarant que si une révolution dans la société, sous toutes ses formes, avait fait triompher les intérêts et les prétentions du tiers-état, de la classe bourgeoise, une révolution historique devait accompagner la transformation des conditions de vie de la classe prolétarienne.

La première scission à laquelle nous nous sommes référés est celle de la I^{ère} Internationale, après la Commune de Paris de 1871. Seuls les ignorants expliquent la scission de Bakounine et des anarchistes comme le détachement des partisans de la violence et de l'insurrection d'avec un courant socialiste évolutionniste et social-pacifiste, qui (du vivant encore de Marx) aurait abandonné la doctrine du catastrophisme révolutionnaire et de la guerre civile. Les points d'opposition furent autres et montrent que la tradition de gauche est bien celle de Marx, d'Engels et du Conseil Général. Sur la question du centralisme, l'erreur définitive des libertaires fut de dire que, partout où il existait un groupe de travailleurs et un patron ou un possédant, il serait possible d'attaquer par l'action violente et de vaincre localement. La vérité historique révolutionnaire est que ces heurts se développent au niveau de l'État bourgeois central et unique, qui protège de tout son poids le **droit** à toute exploitation locale et partielle.

Ensuite, sur la question de l'État, l'erreur fut de ne pas comprendre que pour abattre l'État bourgeois il ne fallait pas seulement une action et une organisation centralisées, donc un parti politique, mais qu'il fallait **prendre** et **garder** le pouvoir enlevé aux exploités (dictature de classe).

La scission, qui, comme toujours, prit momentanément une forme qui ne semblait pas toucher le fond du désaccord, fut utile et nécessaire. Parmi les autres importantes positions, de gauche seulement en apparence, des anarchistes, il y avait la négation de la nécessité des organisations économiques pour l'amélioration des conditions de vie des salariés. Cette position dérivait du préjugé selon lequel il ne faudrait pas s'associer parce que toute association est une négation de la liberté de l'associé. Cette dernière affirmation est **vraie**, et c'est bien pour cela que le mouvement prolétarien n'a pas le drapeau de la liberté, mais celui de la **destruction de la liberté d'oppression des bourgeois** : la révolution qui triomphe ne peut donc être qu'**autoritaire**. Nous nous disons autoritaires.

Seconde étape. En venant à l'Italie, nous avons vu que les forces de la I^{ère} Internationale y suivirent presque toutes la scission de Bakounine, et donc se vidèrent de toute force historique, en dépit d'actions et de luttes sanglantes et courageuses. Nous avons donc évoqué la scission de Gênes en 1892 entre socialistes et anarchistes,

en montrant combien ce serait une erreur de placer les socialistes à **droite** et de réduire le désaccord à la question de la tactique électorale et parlementaire, que les anarchistes refusaient. Dès 1889 la Seconde Internationale s'était constituée sur la base de la doctrine marxiste et sous la direction d'Engels.

La question **pratique** des élections domina la scission, et nous avons donc indiqué qu'on ne pouvait définir le programme de Gênes comme un texte de la gauche marxiste. Il affirmait l'existence de la lutte de classe et en distinguait deux terrains d'application : celui des associations économiques de résistance, qui s'étaient désormais imposées historiquement dans le monde entier, en dépit des réserves stériles de quelques anarchistes dits « anti-organiseurs », et celui de la lutte pour la **conquête des pouvoirs publics**. Mais la position de Marx, qui demande qu'on élève la lutte économique au niveau d'une lutte politique, n'est certainement pas toute contenue ici. Notre conception est que la lutte de groupes locaux, de catégories, d'entreprise ou de métier est un fait physique incontournable et est à la base de l'action socialiste, mais que **ce n'est pas encore** la lutte de classe ni la preuve que le prolétariat s'est organisé en classe. Le « Manifeste » de 1848 ajoute : **et donc en parti politique** ; nous avons vu plus haut que dans une motion syndicaliste on disait : **en classe et donc en syndicats**.

Une action seulement économique et seulement syndicale signifie une action qui accepte de rester dans les limites des institutions actuelles, de l'État parlementaire et démocratique fondé par la bourgeoisie libérale. Le marxisme enseigne que si l'on ne passe pas au plan politique (ce qui signifie rompre avec les limites de l'état démocratiques), l'action économique elle-même échoue, et que l'on ne peut alors pas parler de classe ni de **classe prolétarienne**. Il faut donc s'élever au niveau du parti qui pose la question du **pouvoir de classe**. Cette question n'est pas celle des élections et de la conquête des pouvoirs publics de 1892 ou de 1962 (voilà que la ligne mise en lumière se tient à cheval sur soixante-dix années, pour le moment ! [et... 110 en 2002 !]) mais la question marxiste-léniniste de la dictature et de l'« organisation du prolétariat en classe dominante ».

Si cette question était historiquement immature lors des mouvements de Romagne et du Sud de l'Italie, qui tendaient vaguement à faire vaciller l'état national savoyard de 1860, elle l'était aussi lors de la formation du Parti socialiste italien. Un des facteurs qui tendaient à cette formation était la présence des sains partisans des théories de Marx et Engels (Bignami) et du Parti révolutionnaire de Romagne (Costa), mais l'autre facteur était une poussée encore impure : c'était précisément le facteur qui venait des fameuses « masses », terme par lequel on n'entendait plus les foules en révolte, mais une main d'œuvre organisée et dans l'attente d'améliorations économiques immédiates.

En effet, dans le Piémont, en Lombardie, et dans le reste de l'Italie du nord, le Parti venait du mouvement des **Mutuelles** (défense de l'ouvrier face à la misère restant à la seule charge de ses camarades de travail et d'infortune). Celles-ci

s'étaient développées ensuite en **Ligues de résistance** (défense de l'ouvrier par les revendications salariales face à un capitalisme devenu plus prospère, en général aussi à la charge d'autres ouvriers misérables, au niveau national et régional, ou de masses sous-prolétariennes et pseudo-prolétariennes). Devenues importantes, les Ligues soulevaient des problèmes que le pouvoir devait et pouvait résoudre. Étant donné que, traditionnellement, celui-ci les résolvait toujours contre le « travailleur », l'exigence vint du parti politique. Voilà comment des révolutionnaires d'instinct, comme le jeune Lazzari, parlaient avant le Congrès de Gênes : non aux élections, parce que le pouvoir ne nous intéresse pas. C'était une grosse sottise, mais Lazzari voulait dire : cela ne nous intéresse pas d'influer pour que le parti au pouvoir soit de droite ou libéral de gauche, monarchiste ou républicain, de toute façon l'État est l'État des capitalistes. Seulement il n'en déduisait pas qu'il fallait le renverser et fonder l'État des prolétaires.

Il est donc indiscutable que l'exigence d'être représenté au parlement se liait à celle, qui toutefois n'était pas exprimée de façon tout à fait explicite, de posséder une influence sur les pouvoirs exécutifs de l'État, de sorte que, peu à peu, ceux-ci puissent favoriser au moins en partie les revendications des organisations prolétariennes. Là était l'origine du parti réformiste : en effet, il était facile d'en conclure que, pour atteindre de tels objectifs, il n'était pas indifférent d'accorder, éventuellement, son appui à un gouvernement parlementaire disposé à prendre quelques mesures en faveur du prolétariat.

On ne pouvait espérer arrêter ce développement en se basant sur la seule norme programmatique indiquant que le parti politique doit s'inspirer du principe de la lutte de classe et être **indépendant de tout autre parti**, tant qu'on ne déclarait pas que la véritable action politique est la lutte pour le pouvoir hors du parlement au moyen de la violence insurrectionnelle. Ceci ne fut par clairement dit par la Gauche du Parti entre 1892 et 1914. Se vantant à juste titre d'être le seul à comprendre les masses, à les mobiliser et à en satisfaire les revendications économiques, le socialisme parlementaire s'achemina donc résolument vers la collaboration au Parlement. De 1892 à 1906, la réaction à cette orientation prit la forme du syndicalisme révolutionnaire, c'est-à-dire soutint **l'action directe** des prolétaires contre la bourgeoisie. Action **directe** voulait dire action sans intermédiaires, c'est à dire sans députés, et aussi sans parti politique, dans la mesure où « politique » avait pris la signification d'« action seulement électorale ». On en arrivait donc à l'erreur de la tactique locale, périphérique, non centrale, qui revenait à laisser un énorme avantage « stratégique » à la défense conservatrice de l'ordre bourgeois, en vouant à la défaite les efforts du prolétariat et de ses organisations syndicales qui ne se dérobaient pas devant la nécessité de l'action violente.

La situation du prolétariat italien dans la période qui précède la première guerre mondiale fut donc de substantielle impuissance. Le Parti était dominé par la droite parlementaire, qui s'appuyait sur les organisations de la majoritaire Confédération Générale du Travail. La gauche du Parti ne jouissait pas d'une large audience, ayant

dans le Groupe parlementaire peu de députés, qui subissaient d'ailleurs peu à peu la force d'attraction du milieu, et peu d'influence dans les syndicats, dont une aile scissionniste était dirigée par les syndicalistes libertaires, désormais en pleine rupture avec le Parti et alliée aux anarchistes. A juste titre, le mécontentement était grand parmi les ouvriers socialistes, et le retour à une bonne clarté programmatique difficile et pénible.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

10 – 1910 : première réaction des marxistes révolutionnaires

[Retour à la table des matières](#)

En 1909 il y avait eu des élections politiques générales, avec un succès notable des socialistes et des gauches de l'époque (socialistes, républicains et radicaux d'inspiration maçonnique). Aux cabinets de Giolitti et de Sonnino succéda celui de Luzzatti, qui présenta un programme d'extension du suffrage, de réformes des impôts dans un sens progressif ainsi que de l'école dans un sens laïque, défiant la résistance des catholiques que Giolitti avait appelé à la Chambre.

Le Groupe Parlementaire se laissa entraîner par Turati à accorder, pour ces motifs, son appui à Luzzatti contre la droite, et la direction du Parti justifia la chose en se fondant sur la trop fameuse autonomie du Groupe parlementaire.

Entre temps, le mécontentement montait contre les réformistes d'extrême-droite, qui avaient pris courage par suite de la rupture avec les anarcho-syndicalistes, et par suite de leur victoire au Congrès de Florence. Bissolati, leur chef, en était arrivé à reprendre la thèse d'un ex-anarchiste, Comunardo Braccialarghe, qui reconnaissait la nécessité de la **défense de la patrie** en cas **d'agression étrangère**, auquel cas Bissolati avait été jusqu'à préconiser l'abandon du traditionnel vote socialiste contre les crédits militaires.

D'autre part, il se dessinait une aile de la même fraction réformiste, moins encline à des concessions de principe, représentée par Modigliani et par d'autres, qui, quoique pour des motifs non radicaux, proposait au Parti une plus grande intransigeance politique et parlementaire.

C'est dans cette situation que s'ouvrit, en Octobre 1910, le Congrès de Milan, qui fut marqué par de vifs désaccords, mais qui ne parvint pas encore à battre les réformistes.

Une première bataille, remportée par ces derniers, fut le refus de discuter l'action passée du Groupe et de la Direction avant la question générale de la tactique. Ils craignaient en effet d'être battus sur le terrain de la critique, comme cela devait arriver deux ans plus tard, et pensaient avoir meilleur jeu, contre un adversaire peu sûr de lui sur le plan théorique, en se situant sur le terrain des méthodes générales.

L'inversion de l'ordre du jour fut repoussée par 12.000 voix contre 6.000. Les forces numériques du Parti étaient, ces années là, en légère diminution. D'un maximum de plus de 40.000 inscrits, elles étaient descendues à 32.000 environ.

Durant la discussion, le toujours solide Turati se démarqua non seulement des révolutionnaires, que son ironie n'épargna jamais, mais aussi des réformistes de droite comme de gauche. En effet il se prononça contre la politique des « blocs » électoraux, qui selon lui n'était justifiable qu'en cas d'offensive de la réaction (d'où notre droit de flétrir comme turatienne, dans l'entre-deux-guerres, la politique du front **anti-fasciste**). Ensuite il développa un autre point important en repoussant l'accusation de soutenir une « aristocratie prolétarienne » du Nord, avide d'avancées en terme de législation sociale, contre les exigences des masses du Sud plus misérables, accusation portée par le groupe de Salvemini qui devait, par la suite, engendrer le méridionalisme (une version aggravée du réformisme pour laquelle le futur Parti communiste, après être tombé dans les mains du centrisme, aura de très lourdes responsabilités). Turati ne nia pas que le problème n'était pas un problème régional et concernait tout le Parti socialiste, mais il fit l'orthodoxe en affirmant que le prolétariat industriel était l'avant-garde naturelle du mouvement. Vaine orthodoxie, face aux positions déjà prises par Marx et Engels, et qui le seront ensuite par Lénine, vis à vis du gras prolétariat anglais.

Salvemini parla avec force contre le **réformisme officiel**, en l'accusant d'être un « socialisme d'État », et contre les dangers de corporatisme et de protection de groupes privilégiés. Mais il se déclara non moins vivement contre les révolutionnaires. En cela il était cohérent, dans la mesure où, nourri de solides études économiques, il exprimait la tendance, qui a une large influence sur le Parti communiste d'aujourd'hui, à dénier aux révolutionnaires, qui voient dans la chute de l'ordre capitaliste la condition de l'amélioration de la situation des travailleurs, une bonne connaissance des faits sociaux et des problèmes économiques. Ceci est la plus efficace et la plus scientifique des positions de la contre-révolution, et elle aura de longs et multiples développements en Italie (de ce point de vue on pourrait citer une longue liste de conservateurs progressistes, en unissant des noms qui semblent antithétiques à l'observateur vulgaire, comme Nitti ou Mussolini).

Restons-en à ce Congrès. Lazzari développa une critique solide de l'action parlementaire et extra-parlementaire des réformistes : sur ce point le vieux révolutionnaire, qui par la suite ne manqua pas de défauts, sera toujours clair. Il se déchaîna contre la tendance à sacrifier à l'action contingente de législation sociale les objectifs finaux et programmatiques du Parti, il dénonça en elle « une espèce de soumission face au grand appareil d'État de la classe dominante », et flétrit comme scandaleux le vote pour Luzzatti comme pour tout autre ministère. Enfin il stigmatisa la thèse turatienne de la participation croissante du prolétariat aux bienfaits du processus économique moderne, dont il était au contraire « la plus grande victime » ! Reina, réformiste de gauche, développa la défense des réformistes face aux différentes accusations. Et c'est à ce moment que Mussolini fit sa première apparition.

En « quelques déclarations télégraphiques », il rappela « à ceux qui ont glorifié le suffrage universel, que des nations avancées comme l'Autriche et l'Allemagne le possèdent, et qu'il n'est pas encore dit qu'on arrivera par là au socialisme ». Il rappela à ceux « qui ont glorifié la législation sociale, que dans les pays où elle est la plus forte, nous sommes encore bien loin du socialisme : à preuve l'Angleterre ». Il affirma que « si le prolétariat italien n'était plus représenté par des députés au Parlement, le mal serait léger », et enfin que « l'affaire de la patrie, ce vieux **cliché** de la patrie en danger, est le **cliché** idéologique de toutes les démocraties bourgeoises, avec lequel depuis trente ans on pompe le sang du prolétariat ». Il est clair que messieurs les **hommes politiques** ne songent jamais à relire leurs discours de Congrès !

Parlant au nom des gauches de Romagne il condamna avec efficacité la **trêve** conclue entre socialistes et républicains dans cette région. La violente lutte politique s'y déroulant, qui constitua une des pages glorieuses du socialisme italien, avait une sérieuse base économique et de classe : les **socialistes** et les **rouges** étaient les généreux et héroïques journaliers, vrais et authentiques prolétaires de la terre et soldats armés du socialisme, pour lequel ils ont versé leur sang sans ménagement ; les **républicains**, francs-maçons et **jaunes**, étaient les métayers gras et exploités, ceux-là même auxquels les communistes actuels font la cour. « Vous n'avez rien compris, dit Mussolini, avec votre trêve ; là-bas on vit en pleine révolution ! ». Ne pouvait-on dire la même chose en 1921 de la répugnante pacification et du pacte corrélatif entre républicains, socialistes et fascistes ? Alors aussi la rugissante Romagne fut trahie et châtrée. Elle rugissait encore quand, en 1914, Mussolini passa à la cause de la guerre démocratique.

L'ultra-réformiste Cabrini défendit ensuite les syndicats confédéraux, la Ligue des coopératives, la Banque du Travail, et toutes les **conquêtes** de la part du prolétariat de la vallée du Pô. Son apologie des syndicats fut sans vergogne : la Confédération du Travail fait la vraie « politique prolétarienne » (en donnant des ordres, disaient alors les révolutionnaires, aux députés du Parti, et c'était cela qui desséchait la vie des sections politiques). Il conclut – anticipant le cri des innovateurs

d'aujourd'hui - en invoquant une transformation radicale de l'édifice du Parti : « Ou se rénover, ou périr ! ».

Bissolati fut plus audacieux encore que Cabrini pour traduire de manière précise le programme de l'extrême-droite visant à se soumettre le Parti. Autonomie locale dans la tactique pour les élections. Autonomie du Groupe parlementaire face au Parti. Libre appui aux ministères si le Groupe le juge bon. Approbation de l'appui passé et futur au gouvernement Luzzatti dans le but d'obtenir le droit de suffrage pour deux autres millions d'électeurs. Enfin, dans un proche avenir, modification du Parti, qui, devenant le « parti des travailleurs » doit céder le terrain « à la représentation **directe** du prolétariat », c'est à dire « transmission du pouvoir » du parti politique à la Confédération syndicale : l'organisation du parti ne devait donc plus se faire sur la base d'adhésions personnelles. Aux dires de Bissolati, c'était là du vrai marxisme parce que le prolétariat devait interpréter ses propres besoins sans conseillers, apôtres ou interprètes auto-brevetés : il était temps que « la classe travailleuse formule elle-même les critères de sa propre tactique et trouve en elle cette conscience politique qui est en train de s'obscurcir en nous ».

Si nous prenons comme élément de jugement objectif l'évolution historique que suivra plus tard Bissolati, il nous est permis d'établir une conclusion sûre, tirée non de « dogmes » mais de la force matérielle des faits et des rapports de force historiques. Conclusion que nous tirâmes alors et dont une longue suite d'évènements devait démontrer le bien-fondé. Aucune différence dans l'argumentation des deux groupes, que les naïfs et les superficiels opposent, groupes d'**immédiatistes**, c'est-à-dire de ceux qui ne voient pas, entre le prolétariat et la révolution, la nécessité de la **médiation** du Parti, organe d'**opinion** qui, dans un sens **universel**, est la superstructure de l'antagonisme d'intérêts entre les classes - et non pas dans un sens vulgaire et cancanier, ou automatique. Ces deux groupes néfastes sont ceux des syndicalistes libertaires et des réformistes possibilistes et collaborationnistes : ils font exactement la même spéculation démagogique sur la formule marxiste disant que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ce qui est une très grande vérité historique, pourvu que l'immédiatisme ne la châtre pas.

De ces vicissitudes, les révolutionnaires, quoique encore immatures, tiraient leur force. Rappelons que Angelica Babanov, en réfutant une autre assertion banale de Maria Giudice, prenant position contre les discussions et pour un travail **pratique**, revendiqua la nécessité, plus que le droit, d'affronter les thèmes théoriques, et se dit solidaire des intransigeants, en leur reprochant toutefois à juste raison une insuffisante « cohésion théorique ».

Cette fois aussi le réformisme l'emporta, mais sous le nom de Turati, les bissolatiens ne voulant pas se compter : 13.000 voix contre 4.577 à Modigliani (intransigeance de principe) et seulement 6.000 environ à Lazzari. Encore une fois, l'ordre du jour de la gauche fut faible, et sa seule nouveauté fut de souligner la lutte

du Parti contre les institutions économiques et politiques de la société bourgeoise, indiquées comme « religieuses, laïques et militaires », avec une référence à l'Eglise, à la maçonnerie et au militarisme. Ce dernier passage devait avoir d'utiles développements politiques, bien qu'il ne fut pas basé sur une véritable clarté marxiste.

La direction de l'« Avanti ! » passa de Bissolati à Treves, mais les révolutionnaires représentés par Musatti, député de Venise, s'abstinrent. La question de la franc-maçonnerie fut renvoyée.

Nous retiendrons encore de ce Congrès que Lerda, qui devait ensuite s'excuser de son appartenance obstinée à la maçonnerie, eut un trait heureux pour réfuter Cabrini et Bissolati sur le labourisme et l'ouvriérisme de type syndical. Après s'être élevé contre ceux qui veulent « faire du vrai socialisme seulement en faisant des réformes », et soutiennent que « le socialisme est ce qui se produit jour après jour par la force des choses avec l'œuvre et l'action parlementaire », il dit que la nouvelle société socialiste ne pouvait naître que de « la force de la pensée qui coordonne et guide les énergies humaines et sociales vers de nouveaux horizons ». La formule pourrait être meilleure : il ne s'agissait pas de la force de la pensée opposée à celle du besoin à l'échelle de la personne individuelle, mais du passage de l'appétit matériel qui pousse l'individu (sans conscience) dans la juste voie, à la fonction du Parti, anticipation d'une humanité nouvelle, Parti qui lui possède doctrine, volonté et conscience. Telle est la position originale avec laquelle Marx rompit le charme des **millénaires énigmes humaines**, telle est notre généreuse réponse de toujours à la falsification du système grandiose du déterminisme dialectique, réduit aux basses dimensions d'un utilitarisme immédiatiste et bourgeois.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

11 – Les intransigeants l'emportent

[Retour à la table des matières](#)

Le Parti socialiste devait être violemment ébranlé par un fait historique d'une importance non seulement locale et italienne mais qui se rattachait au cours de l'impérialisme mondial, et les effets de cette crise furent favorables à la position que le Parti italien put prendre en 1914. Le 29 septembre 1911, Giolitti, revenu au pouvoir, déclarât la guerre à la Turquie, et la flotte occupât Tripoli. Par une manœuvre audacieuse, il avait tout fait pour avoir Bissolati dans son ministère, mais il n'y réussit pas, et peut être le plus sérieux obstacle se réduisit-il, dans la frivole Italie, à une question de port de veste et non de frac au Quirinal ! Il n'est pas superflu de noter que le prétexte de cette entreprise coloniale fut la victoire des **Jeunes Turcs**, accusés de « nationalisme ». N'oublions pas que cette révolution, populaire et non prolétarienne, contre le régime féodal turc, fut hautement appréciée par Lénine.

Le mouvement prolétarien s'était fièrement dressé contre l'entreprise nationaliste de Tripoli, selon ses vieilles traditions anti-coloniales. La grève générale n'eut pas un succès complet, mais les manifestations contre le départ des troupes furent très vigoureuses. Le Groupe socialiste vota un ordre du jour Turati contre la guerre, mais les droitiers de Felice, Bissolati, Bonomi, Cabrini et Podrecca furent en désaccord. Il est à noter que de nombreux « syndicalistes-révolutionnaires » se déclarèrent partisans de l'entreprise libyenne, en première ligne Arturo Labriola, Orano et Olivetti.

Le Congrès extraordinaire du Parti se réunit le 15 octobre 1911 à Modène sous l'influence de cette situation générale. Bussi, pour Treves et pour les **réformistes de gauche**, refusa la guerre et soutint le passage à une opposition résolue à Giolitti, sans renoncer pour autant au possibilisme sur le plan théorique. Lerda, encore une fois (et ici mieux qu'ailleurs) répliqua de façon heureuse sur la question de la guerre. Il ne s'agissait pas d'une quelconque conjoncture politique, la guerre avait son origine dans l'essence même du capitalisme. Quant à l'opposition au gouvernement, on ne pouvait

s’y arrêter, il était urgent de constater la faillite de la coupable illusion consistant à attendre des avantages pour le prolétariat et pour le socialisme de l’État bourgeois. Il fallait donc condamner la tendance à subordonner les buts finaux du mouvement aux intérêts immédiats de la classe ouvrière exprimés par ses organisations économiques : « Si nous voulions adapter l’idéal, ou ce que nous pourrions appeler **la doctrine du socialisme**, ainsi que les attitudes du Parti et des hommes du Parti, aux contingences de la vie des autres partis et à l’opportuniste qui existe nécessairement dans la pratique quotidienne, dans la lutte pour la vie, certainement nous aurions détruit en nous toute raison théorique du socialisme, et certainement Bissolati aurait raison, et Armando Bussi aurait aussi raison, quand ils considèrent l’évolution comme une force suffisante pour régler l’avenir social ». Comme toujours, Lerda, et en général les révolutionnaires intransigeants de l’époque, pénétrant quand il s’agissait de relever et de combattre le divorce entre action économique et action politique, pêcha ensuite par insuffisance théorique quand il s’agit de définir la nature du programme : celui-ci était « **l’idéal, la pensée, l’âme socialiste** », pour lequel il fallait « éduquer » les masses en les protégeant contre le danger coopérativiste. La conséquence pratique de cette insuffisance théorique apparaîtra en pleine lumière pendant la guerre, quand on « sauvera l’âme du socialisme », mais sans brandir le programme comme instrument d’attaque contre la société capitaliste et sa manifestation extrême : l’impérialisme.

Pour les révolutionnaires, Francesco Ciccotti soutint lui aussi que l’opposition à la guerre de Libye devait se fonder non sur des motifs contingents, comme les **dépenses** que l’on détournait de la réalisation de réformes, mais sur les principes internationalistes. Turati parla lui aussi de manière habile contre la guerre avec Tripoli. Lazzari dit, avec raison, qu’il n’était pas même content de l’ordre du jour (Lerda) de sa fraction. Celui-ci, très bref, disait qu’on peut attendre certains avantages de l’action parlementaire, mais qu’elle entretient chez les exploités l’illusion qu’on peut rénover les institutions sociales par la voie parlementaire. Il se terminait cependant par l’habituelle et faible allusion à la seule œuvre d’« éducation et d’élévation morale » prolétarienne confiée au Parti.

Il y eut donc lutte entre au moins cinq courants : réformistes de droite, avec un total de 1.954 voix ; de gauche (Treves et Turati), 7.818 ; idem Modigliani (qui omettait l’adverbe **systématiquement** dans l’alinéa interdisant au Groupe de soutenir par son vote « le Cabinet actuel » !), 1.736 ; intégralistes ou centristes de Pescetti, 1.073 ; enfin révolutionnaires, 8.646. Ceux-ci avaient finalement obtenu une victoire relative, et en leur nom le camarade Elia Musatti renonça avec raison au ballottage, de sorte que les organes du Parti restèrent aux réformistes turatiens (malheureusement, les deux députés de gauche, Musatti et Agnini, succombèrent, dans l’après-guerre, à l’influence morale de Turati et Treves). Hier, dit Musatti, nous étions la minorité de la minorité, aujourd’hui nous pouvons nous estimer satisfaits des résultats obtenus par notre lutte contre le « ministérialisme » et le « ministériabilisme » !

Le 23 février 1912 tout le Groupe socialiste, mais avec des intonations modulées dans les discours de Turati et de Bissolati, vota contre l’annexion de la

Lybie au Royaume d'Italie. A cette occasion on liquida définitivement le pantin Enrico Ferri, qui avait voté en faveur de l'annexion. Nous l'avions déjà, dans la rue, envoyé paître.

Mais le 14 mai il y eut un autre événement, quoique sans grand poids historique. Le maçon Antonio d'Alba tira sur le Roi. Tous allèrent au Quirinal sur la proposition du républicain Pantano, et Bissolati, Bonomi et Cabrini rompèrent la discipline du Groupe socialiste en y allant. L'indignation éclata dans le Parti. Mussolini, qui au moment de Modène était en prison pour avoir mené des actions contre la guerre, demanda à grands cris dans « La Lotta di Classe », de Forli (qui, en même temps que l'hebdomadaire national « La Soffitta » et d'autres journaux locaux, était avec les révolutionnaires), l'expulsion des trois hommes au Congrès prévu pour les 7-10 juillet 1912 à Reggio Emilia.

Lors de ce Congrès, on peut accorder une certaine importance aux réunions de la fraction intransigeante révolutionnaire, où les éléments les plus jeunes prirent des positions d'avant-garde, en rapport avec le développement ultérieur d'une gauche effective. Cette fois, la discussion sur les erreurs de la Direction et du Groupe parlementaire fut imposée tout de suite. En effet, le processus d'élaboration programmatique ne fut qu'une conséquence ultérieure de la bataille contre les dégénérescences de l'opportunisme et de la condamnation résolue des tactiques défaitistes. La gauche du Parti italien réalisa une expérience heureuse et particulière dans le vif de ces luttes, dont nous illustrerons les étapes entre 1912 et 1919.

Lazzari fut très résolu pour demander la condamnation des organes centraux du Parti, que Modigliani défendit faiblement, en attaquant la droite. Serrati regretta que les agitations contre la guerre aient été subies plutôt que dirigées et guidées par le Parti. Il dit que face à la grève générale la Direction s'était « démontrée froide, incertaine et hésitante et avait dû attendre que la Confédération du Travail la rappelât à ses devoirs », tandis que sa propagande contre la guerre « n'était pas inspirée par des critères généraux ni faite de manière précise et uniforme, mais par à-coups ».

Il y eut ensuite le fameux discours de Mussolini, soutenu par les énergiques résolutions issues des longues séances nocturnes de fraction, qui firent taire nombre d'hésitants. Toute autonomie du Groupe parlementaire par rapport au Parti fut enfin condamnée en toutes lettres. Mussolini développa une vive critique du parlementarisme et de la surestimation du suffrage universel offert par Giolitti en contrepartie de l'entreprise libyenne (« le ballon d'oxygène qui prolonge la vie de l'agonisant »). Il proclama que l'usage du suffrage universel devait seulement « démontrer au prolétariat qu'il n'est pas l'arme qui lui suffit pour conquérir son émancipation totale », et il dit sans ambages qu'il était temps de « célébrer solennellement par un acte sincère la scission qui s'était désormais accomplie dans les choses et dans les hommes ».

Le point fort de Mussolini ne fut jamais la théorie mais la lutte. Il se déchaîna contre la visite au Quirinal : nous ne sommes pas pour l'attentat individuel, mais les attentats sont les accidents des rois, comme les chutes des ponts sont ceux des maçons. Il lut enfin, au milieu d'applaudissements frénétiques, la motion qui expulsait du Parti Bissolati, Bonomi et Cabrini, mais dans sa hâte il oublia une partie des décisions de fraction de la nuit. Il fut nécessaire de lui crier : **et Podrecca ?** Alors il saisit un crayon et écrivit sur le feuillet qu'il tendait au Président : « la même mesure frappe le député Podrecca pour ses attitudes nationalistes et guerrières », soulevant de fortes acclamations à la consternation des droitiers et des centristes.

Une autre phrase fameuse est la suivante et elle s'applique bien au Mussolini ultérieur : « le parti n'est pas une vitrine pour les hommes illustres ! ». Moralisme, dirons-nous : les vérités ne sont pas telles par la vertu de celui qui les affirme, mais par leur vertu propre...

Cabrini tenta de parler et le Congrès lui chanta la Marche Royale. Bonomi, autre savoureux orateur, tenta aussi de se défendre : **nous ne voulons plus renverser l'État**, dit-il, au contraire nous nous sommes réconciliés avec lui dans la mesure où il est désormais « **perméable aux forces du prolétariat** ». Notre socialisme réformiste est un fait **concret** : il s'appuie sur le mouvement des travailleurs. C'est ensuite un mouvement **national**, car les besoins du prolétariat doivent s'entendre « en accord avec les besoins plus amples de la nation ». C'est enfin une « conception libre et éclectique du processus politique, économique et éthique, à travers laquelle se réalise le socialisme », qui n'assigne donc « **aucune voie préétablie** au mouvement prolétarien » (on trouve un clair écho de Bernstein dans cette phrase : « c'est du mouvement, du mouvement seul, que le socialisme doit tirer les règles de l'avenir »). L'orateur prophétisa que, même sans les exclus, le réformisme renaîtrait dans le Parti : ils ne faisait que tirer les conclusions des prémisses de Turati ; si donc il devait y avoir exclusion, ce serait la définitive « séparation de deux méthodes, de deux manières de comprendre le devenir socialiste, de sorte que dorénavant il n'y aura plus un seul socialisme italien, mais un socialisme révolutionnaire et un socialisme réformiste ».

Bonomi n'avait pas tort du tout ! Concret, populaire, national, force des classes travailleuses dans l'État, aucune voie préétablie : ne dirait-on pas un discours de Togliatti un dimanche, électoral ou non, de 1963 ?

Podrecca se défendit bien en invoquant Antonio Labriola, que beaucoup avaient la faiblesse de présenter comme le théoricien du marxisme en Italie, et qui avait défendu les conquêtes coloniales au nom d'une diffusion mondiale du capitalisme avancé, base du socialisme. Homme particulièrement habile, Podrecca, cria qu'il n'aurait pas signé un article de l'« Avanti ! » qui souhaitait voir flotter le drapeau tricolore sur les versants du Trentin. Nous ne sommes pas en mesure de dire si cette diabolique allusion visait Mussolini, qui avait travaillé dans le Trentin opprimé par

les autrichiens, lesquels ne faisaient peut-être pas de distinction subtile entre patriotes et socialistes. Quoi qu'il en soit, Mussolini ne répondit rien.

Berenini déclara, pour l'extrême droite du Parti, que celle-ci suivrait les expulsés. Reina et Modigliani présentèrent des ordres du jour sans mentionner le terme d'expulsion, mais qui constataient que les droites s'étaient mis en dehors du Parti. Le vote donna : Mussolini 12.556, Reina 5.633, Modigliani 3.250, abstentions 2.027.

Lerda présenta l'habituel ordre du jour sur la tactique électorale, que le Congrès approuva sans vote. Il n'était pas heureux, mais la bonne doctrine vient après les bonnes actions, et la bonne action avait été de défenestrer les traîtres. La formule théorique restait à affiner, celle ci n'allant pas bien : « le Parti socialiste ne peut être, de par son essence révolutionnaire, qu'un parti d'agitation et d'éducation, jamais un parti de gouvernement ».

Mais le Parti est précisément l'organe dont la fonction est de gouverner !

Dans les assemblées de fraction il y eut des controverses sur d'autres points tactiques à propos desquels on décida d'aller plus avant : intransigeance non seulement dans les élections politiques et dans les activités parlementaires (comme dans l'ordre du jour approuvé), mais dans toutes les élections administratives et dans les ballottages, et expulsion des francs-maçons. On dut renvoyer ces points au prochain Congrès. Les « spécialistes » expliquèrent que chaque Congrès ne pouvait vivre qu'une seule grande bataille.

En réalité, la majorité qui avait triomphé était à son tour divisée en deux ailes. Nous en trouvons cette trace dans la brochure déjà citée sur les Congrès du PSI :

« Suivit une longue querelle provoquée par l'accusation faite aux révolutionnaires, par Nino Mazzoni, d'avoir abandonné l'ordre du jour extrêmement intransigeant préparé par Ciocotti, **et voté à la majorité par l'assemblée de la fraction**, pour adopter l'ordre du jour Lerda qui, n'affrontant pas le problème des élections municipales, était moins intransigeant que celui de Modigliani. Sur ce sujet parlèrent Modigliani, qui exprima sa satisfaction devant le fait que, parmi les révolutionnaires, un courant plus extrémiste s'était rendu à l'autre moins intransigeant, ainsi que Ciccotti et Maffioli qui démentirent les affirmations de Mazzoni ». La vérité était celle de Mazzoni, et dans la réunion de fraction on avait nettement soutenu (entre autres, Serrati, dans la salle, dit être de cet avis) qu'il fallait éviter les alliances aux municipales, spécialité de l'influence maçonnique.

On approuva un ordre du jour anti-maçonnique de Zibordi et autres, et on repoussa une tentative de dissolution de la Fédération des Jeunes, qui avait été projetée par les réformistes à cause de son orientation d'extrême-gauche. Pour diriger l'« Avanti ! » on désigna Bacci, mais ce fut Mussolini qui y alla.

La longue lutte contre les réformistes se terminait par un succès.

En écrivant dans la « Pravda » du 28 juillet, Lénine, qui suivait depuis longtemps avec un très vif intérêt les vicissitudes internes du Parti italien, notait :

«Une scission est toujours pénible et douloureuse. Mais elle devient parfois indispensable, et dans de tels cas, toute faiblesse, tout sentimentalisme [...] est un crime [...]. Si on persiste dans une faute, si pour la défendre un groupe se constitue qui foule aux pieds toutes les décisions du Parti, toute la discipline de l'armée du prolétariat, la scission est nécessaire. Aussi le Parti du prolétariat italien socialiste, ayant exclu de son sein les syndicalistes et les réformistes de droite, a t'il pris le bon chemin ».

Lerda réitéra sa déclaration de démission du Parti. L'histoire de la gauche ne se tisse pas avec des noms d'individus : Ciccoti, cité tout à l'heure, fut, pendant la guerre, un centriste ; Lerda, Lazzari, Mussolini, authentiques représentants de la gauche jusque là, furent ensuite des déchets parfois bien mal recyclés.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

12 – L’apport du mouvement des jeunes

[Retour à la table des matières](#)

Les premières années du siècle, de nombreux cercles de jeunes socialistes étaient nés, en Italie, et épaulaient l’action du Parti. Ils avaient déjà formé une fédération nationale, qui tint son troisième Congrès en mars 1907.

Bien que l’on soutint que les jeunes ne devaient pas s’occuper des luttes entre tendances, il est notoire que, parmi eux, ce sont les tendances les plus vives et **extrêmes** qui recueillirent le maximum de sympathies. Dans ces années là, en raison d’une fausse appréciation, que nous avons expliqué précédemment, il semblait qu’au sein du mouvement socialiste la pointe la plus audacieuse fut celle du **syndicalisme-révolutionnaire**, proche des positions anarchistes. Une aile importante des jeunes s’orienta donc vers le syndicalisme, qui cette année là, comme nous l’avons rappelé, scissionna du Parti à Ferrare. Il en alla de même parmi les jeunes, et, peut-être en raison de la plus grande franchise des rapports au sein d’un mouvement frais et ingénu, la division fut voulue de part et d’autre, c’est à dire par la fraction syndicaliste et par ceux que l’**Almanacco Socialista** de 1919 désigne du nom de fraction « réformiste-intégraliste ». Nous savons en effet qu’en 1907 telles étaient les dénominations des courants de la majorité dans le parti adulte (comme on l’appelait), et que les révolutionnaires hésitaient encore entre le vote avec les syndicalistes et la séparation d’avec eux (Ferrare).

L’ordre du jour ne fut pas très explicite. Il disait : « Les jeunes socialistes, considérant les diversités de conceptions, de méthode et de doctrine qui concernent l’anti-militarisme, les rapports avec le Parti et les organisations économiques, et qui se sont révélées entre les fractions formées au Congrès, approuvent la séparation des syndicalistes, proposée par eux-mêmes ».

Les jeunes socialistes se réunirent en Congrès, le premier de la nouvelle Fédération, à Bologne, le 25 septembre 1907, et commencèrent à mieux définir leur position. Il fut répété qu'on mettait un « terme à l'équivoque, en se séparant des syndicalistes, qui ont un programme anarchiste », et on fonda la Fédération nationale des Jeunes, adhérant au Parti socialiste italien. Dans l'unanimité de ce Congrès furent adoptés quelques votes de première orientation. A propos de l'anti-militarisme, on affirma qu'il fallait faire de la propagande pour que, dans les conflits entre capital et travail, les soldats ne suivent jamais l'ordre de tirer sur les grévistes. Concernant l'action internationale, on se réclama de celle des Partis socialistes, tout en évoquant la possibilité d'une « action simultanée » des soldats des divers pays belligérants.

A propos de l'anti-cléricalisme, on se référa aussi à la politique du Parti, mais on ne passa pas sous silence le problème religieux, affirmant la nécessité de « faire de la propagande, spécialement dans la jeunesse, pour qu'elle ne devienne pas l'esclave des pratiques religieuses ». Forme naïve, mais contenu tranchant.

A propos des rapports avec les organisations économiques, on sanctionna l'obligation pour les jeunes socialistes d'être des militants syndicaux, toujours en accord avec le Parti.

Ensuite fut votée une motion programmatique un peu générale, qui répétait les idées déjà mentionnées.

Le II^{ème} Congrès eut lieu à Reggio Emilia en août 1908. Quelques positions sont intéressantes à noter. On décida qu'on ne pouvait admettre les « démocrates-chrétiens » et on décida de repousser les demandes de « catholiques militants » en invitant le Parti à en faire autant : premier exemple d'avance sur le Parti, encore dirigé par des éléments de droite. Dans une autre motion on parla de propagande « socialiste, rationaliste, anti-religieuse ». Concernant l'anti-militarisme, la meilleure formulation fut celle qui affirmait la nécessité d'un « travail préparatoire dans le prolétariat afin qu'il soit prêt à empêcher la guerre en recourant à tous les moyens [...] en conformité avec les décisions du Congrès de Stuttgart » de 1907. Ce rappel était d'autant plus remarquable qu'au Congrès de septembre de la même année, le Parti « adulte » ne trouva pas même le temps de discuter de la question « socialisme et anti-militarisme », et que Bacci dut donc retirer sa motion sur ce thème, motion qui ne faisait d'ailleurs pas mention des décisions de Stuttgart, où l'on appelait pas seulement le prolétariat à la lutte contre la guerre, mais où on liait indissolublement cette dernière à la lutte pour le renversement de la domination capitaliste.

Il est également à noter que, durant ce Congrès, l'on sentait encore combien le réformisme dominait le socialisme italien. Une des raisons était que l'on se trouvait à Reggio Emilia, où l'organisation des jeunes était tout autant répandue qu'influencée par la tendance de droite, à la différence du reste de l'Italie. Il y eut en effet deux ordres du jour sur l'orientation du journal « Avanguardia ». Celui de la droite voulait atténuer et minimiser le ton du journal, en le réduisant à une fonction d'éducation des

jeunes ouvriers encore immatures. Ce fut cet ordre du jour qui l'emporta par 131 voix de majorité. Celui de gauche, l'ordre du jour Consani, soulignait le caractère **politique et de combat** de l'organe de presse des jeunes. L'habile Arturo Vella, qui sentait qu'il n'avait pas une majorité sûre, proposa un additif sur les « rapports avec le Parti », dans lequel on disait, tout en ne contredisant pas la thèse selon laquelle le mouvement des jeunes ne voulait pas être un nouveau parti, que la pensée des jeunes recrues d'aujourd'hui « serait l'action du parti de demain ».

On savait déjà que la direction de droite du Parti tendait à liquider les sections de jeunes, trop révolutionnaires, et à les absorber dans les cadres « adultes », comme on le disait de manière plutôt philistine.

Le Congrès des jeunes de septembre 1910 à Florence eut une certaine importance. Il succédait à celui tenu dans la même ville par le Parti en septembre 1908, qui avait vu finalement les marxistes révolutionnaires se mesurer seuls au réformisme et à l'**intégralisme**, ayant su se débarrasser en même temps de toute sympathie pour le syndicalisme à la Sorel. Tandis que les révolutionnaires ne l'emportèrent dans le Parti qu'au Congrès de Milan en octobre 1910 et n'en conquirent le contrôle qu'à Modène en 1911, les jeunes montraient déjà clairement quelle était leur tendance à la veille du Congrès « adulte » de Milan, bien que cela ne fut visible que dans certains passages des nombreuses résolutions.

L'orientation de l'« Avanguardia », qui combattait depuis longtemps la droite réformiste, fut approuvée par 2.033 voix contre 944. L'ordre du jour adopté disait entre autres « que l'« Avanguardia » a souvent servi d'exemple et de stimulant utiles au Parti, en particulier pour le pousser à une action plus efficace dans le domaine de l'anti-militarisme et de l'internationalisme ».

Le vote sur l'organisation et la propagande du droitier Demos Altobelli ne fut pas très clair, et l'additif d'un brillant camarade, Sole, qui voulait que la jeunesse « ne s'épuise pas en polémiques de tendances », n'était pas très heureux.

De bonnes thèses furent énoncées sur l'anti-militarisme : « Le concept bourgeois de patrie n'est rien d'autre que la justification officielle des délits et des infamies commis par le militarisme à travers les siècles » ; et encore, quoique avec une certaine naïveté dans la formulation : « Intensifier la propagande anti-militariste et anti-patriotique dans les familles, afin qu'elles éduquent leurs fils, particulièrement les futurs conscrits, dans l'amour et non dans la haine, le fils du peuple qui tire sur le peuple étant infâme et fratricide » ; « combattre par tous les moyens la propagande irrédentiste, qui cherche à pousser à la guerre deux grandes nations, et recourir à tous les extrêmes afin d'empêcher l'assassinat légal de milliers d'êtres humains » ; « faire de vives pressions sur le Parti » afin de pousser le Groupe parlementaire « à mener une action vigoureuse pour la réduction des dépenses militaires et à réaffirmer les idéaux anti-patriotiques et internationalistes du Parti socialiste ».

Il y avait aussi des affirmations notables sur l'action anti-cléricale : « Les jeunes, sans se contenter de faire de l'anti-cléricalisme (qui est devenu une espèce de sport pour une partie de la bourgeoisie) doivent accomplir une action anti-religieuse assidue » ; « le sentiment religieux est un préjugé tendant à asservir les consciences à la résignation passive et à la renonciation aux biens de la vie [...] spécialement pour la femme [...] » ; « l'anti-cléricalisme des jeunes socialistes doit être inspiré par les authentiques principes de classe ». En conclusion, on décida d'expulser quiconque accomplissait « des pratiques religieuses, lesquelles sont en contradiction ouverte avec les idéaux suprêmes du socialisme ». Et on réitéra l'opposition aux chrétiens sociaux qui, à cette époque, combattus au plus haut point par l'église, faisaient leur apparition en Italie. Le vote fut clair sur le plan de la théorie, et celui sur la maçonnerie ne le fut pas moins ; il demandait que le Parti exclue les francs-maçons, et le décida sans attendre pour les jeunes.

Il est intéressant de reproduire les motions sur **Les jeunes socialistes et le sport**. L'ordre du jour prétendant exclure les sportifs fut repoussé. On protesta pour que les journaux socialistes donnent de la place à des rubriques sportives. A noter un texte qui, « considérant que le socialisme tend à infuser dans l'âme humaine l'amour pour la vie, pour la beauté et pour la jouissance, contre les conceptions religieuses qui s'inspirent de la renonciation et du désir de dissolution », invite les cercles de jeunes à organiser « avec sagesse et sérieux, des fêtes qui élèvent l'esprit et le reposent de l'âpre lutte quotidienne en un jour d'insouciance, de joie et d'instruction, en détournant les camarades des divertissements vulgaires qui alimentent le vice et pervertissent l'âme ; des fêtes qui rajeunissent et trempent le corps, dont les idées tirent en grande partie leur force et leur vigueur ». Une formulation heureuse sur un point qui n'est pas facile.

Un bel ordre du jour contre l'institution monarchique « déplore la reconnaissance tacite de la monarchie par de nombreux camarades », et un additif non moins heureux « déclare séparer toute activité de celle du Parti républicain, qui a une origine et un programme éminemment bourgeois, et en de récentes occasions a fait œuvre de division et de sabotage dans le mouvement ouvrier ». Voilà quelques phrases qui sont à leur place dans les **archives de la gauche**.

Un ordre du jour sur le mouvement ouvrier partait de l'affirmation correcte disant que « le mouvement économique est la base sur laquelle doit naître et se développer le mouvement politique, qui en constitue l'âme, le guide, l'inspirateur, pour que les deux mouvements s'intègrent et se complètent réciproquement ». Un additif sur le droit de grève dans les services publics se fondait sur la thèse suivante, selon laquelle « dans la société bourgeoise on ne peut estimer que l'État représente la collectivité ».

Terminons avec une bonne thèse dans l'ordre du jour sur la question féminine : « Le programme politique vide des féministes bourgeoises ne peut se confondre avec

notre féminisme, fondé sur les intérêts économiques » et « inspiré par les objectifs socialistes et par l'action de la lutte de classe ».

A ce Congrès de travail fit suite celui de Bologne, en septembre 1912, consécutif à celui du Parti tenu à Reggio Emilia en Juillet, et au cours duquel les réformistes de droite avaient été expulsés. Les jeunes étaient désormais à l'unisson avec la tendance révolutionnaire extrême. Au Congrès du Parti, on avait finalement fait justice de la propension à liquider l'organisation des jeunes. A cette occasion, les délégués des jeunes avaient dû se démener pour convaincre quelques gauches « adultes » d'abandonner cette lubie : on dut même faire une démarche auprès du revêche Serrati.

Nous étions cependant toujours en Emilie et les réformistes, quoique sans se déclarer, tentèrent de se battre contre la gauche. L'ordre du jour, qui approuva le rapport du Comité Central, passa à l'unanimité. Mais la bataille s'alluma au sujet de l'« Avanguardia », qui avait toujours ouvertement soutenu la gauche révolutionnaire. Les gauches battirent par 2.730 voix contre 2.465 l'ordre du jour du turinois Tasca. L'ordre du jour approuvé affirmait entre autre que le mouvement des jeunes « en plus d'une mission de propagande et de culture, a essentiellement un caractère politique, de bataille anti-bourgeoise [...] et de combat ». Sur les rapports avec le Parti, on eut une victoire plus nette et on prit acte de ce que « la proposition de la Direction passée du Parti pour la confiscation [sic] des cercles de jeunes a échoué » ; 3.412 voix contre 1.428. Les votes anti-militaristes et anti-maçonniques une fois reconfirmés, le Congrès n'aura plus de place pour un autre combat de votes, exercice auquel nous avons ôté toute valeur, même interne, depuis un bon demi-siècle.

Il y aura cependant un intense et vibrant débat sur le thème qui prit ensuite le nom resté fameux de **culturalisme et anti-culturalisme** (voir les textes 1–2 dans la seconde partie).

Ce fut Tasca qui se battit, soutenu par les Emiliens, pour la version culturelle du mouvement des jeunes (et aussi des non-jeunes). Ces positions du lointain 1912 sont de la plus haute importance. Avec elles, Tasca est le précurseur du gramscisme, ou ordinovisme¹, qui se manifesta après la guerre en 1919 et se fit passer pour un courant de gauche, alors qu'il en était l'opposé dès sa naissance.

La bataille des anti-culturalistes, pour reprendre un terme qui n'est pas très beau, ne fut pas facile. C'est alors que le marxisme matérialiste se détacha vraiment, en Italie, des terribles séductions du rationalisme démocrate-bourgeois. Nous reproduisons les deux motions dans la deuxième partie de ce volume, ainsi qu'une vive polémique qui suivit dans le journal de Salvemini, l'«Unita ». Salvemini était,

¹ C. f : N. Cilla, **Effets économiques du fascisme**, Bibliothèque du Comité syndical du P.C.d'I., Milan, 1925.

comme on sait, un réformiste, et donc lui aussi **culturaliste** et **problémiste**, peut-être même était-il le père spirituel de tous ces gens ; mais il n'était certes pas... inculte.

Parmi les énoncés de Tasca, les suivants sont à relever. Nous les tirons des conclusions du rapporteur Casciani : « Fonction préparatrice [...] d'éducation et de culture, ayant pour but d' [...] affiner et d'élever l'âme et l'esprit par une instruction générale littéraire et scientifique [...], de créer des organisateurs compétents et de bons producteurs [sic] au moyen d'une œuvre d'élévation et de perfectionnement technique et professionnel, sans lequel la révolution socialiste ne sera pas réalisable [...], et de veiller à l'inscription des jeunes socialistes dans les associations culturelles ».

Les conclusions du rapporteur de la gauche sont à l'opposé ; et il ressort de nombreux textes reproduits dans la seconde partie de ce volume que ce ne furent pas des conclusions occasionnelles ou contingentes.

En substance, à la série : étude, profession d'opinion socialiste, activité politique, est opposée la série qui répond vraiment au matérialisme déterministe : infériorité de classe et économique, révolte instinctive, action violente, sentiment et conviction socialistes, et, dans le parti qui rassemble les individus : doctrine consciente de la révolution. C'était les thèses que Lénine avait affirmées en 1903, et que nous ignorions alors.

L'école bourgeoise, même laïque et démocratique (aujourd'hui elle est catholique !), est la plus puissante arme de conservation. Notre but est opposé aux systèmes d'éducation bourgeois : former des jeunes libres de toute forme de préjugés, « résolus à travailler à la transformation des bases économiques de la société, prêts à sacrifier dans l'action révolutionnaire tout intérêt individuel » ; repousser toute « définition scolaire de notre mouvement et toute discussion sur sa prétendue **fonction technique** » (fonction typique de l'ordinovisme avant la lettre !).

Et encore : « l'éducation des jeunes se fait plus dans l'action que dans l'étude réglée par des systèmes et des normes quasi bureaucratiques ».

La conclusion finale est : éviter le milieu bourgeois, vivre dans un milieu révolutionnaire de classe et de parti, agir et lutter aussi dans les syndicats dans le but, politique, des conquêtes maximales.

Ce débat remarquable, qui même dans le courant d'extrême-gauche trouva d'abord quelque difficulté à être apprécié à sa juste valeur, eut un grand écho dans la presse du Parti, et joua un rôle important dans l'action pour ramener le mouvement italien sur la voie révolutionnaire¹.

¹ Le lecteur trouvera dans la seconde partie d'autres contributions notables de la jeunesse socialiste à la clarification d'importantes questions de doctrine – position face à la culture bourgeoise,

Nous reviendrons sur l'influence des jeunes, de leur Fédération et de leur journal, quand nous traiterons de la période de la première guerre mondiale : cette influence fut fondamentale et peut-être déterminante.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

13 – Le dernier Congrès socialiste avant la guerre

[Retour à la table des matières](#)

Ce fut celui d'Ancône des 26 – 29 avril 1914. La nouvelle attitude du Parti et de son journal batailleur, l'« Avanti ! », avait entraîné l'adhésion enthousiaste du prolétariat italien, qui réagissait aux prouesses impérialistes de la guerre de Libye par une vigoureuse activité de classe. En octobre-novembre 1913, il y eut des élections politiques, que le Parti affronta en menant une vigoureuse agitation socialiste, et non par un programme de nature parlementaire. La scission de Reggio avait réduit le Groupe de 33 à 26 députés, les sept autres ayant fait bloc avec le parti réformiste, ou « Parti du travail », en compagnie des quatre expulsés. 53 furent élus, dont 13 durant les ballottages, tandis que les réformistes, en grande partie du Sud, revenaient à la Chambre au nombre de 26. Naples était le foyer d'une situation gravement opportuniste, ce fut un des centres d'attention du Congrès. L'extrême-gauche, en grande partie formée de jeunes, se battait depuis longtemps contre elle.

Lazzari fit le rapport au nom de la Direction. Il emporta le consensus général, en soutenant sa formulation, traditionnelle depuis trente ans : l'objectif des socialistes est l'expropriation économique et politique de la classe dominante, et ils doivent dans toutes leurs actions battre en brèche « le régime politique qui maintient **l'ordre établi de la propriété et du capital** ». La formule était exacte, mais ne contenait pas le clair développement des tournants historiques de la lutte politique et économique, c'est-à-dire l'idée et le programme de fait de la dictature du prolétariat, organe de la transformation sociale. Mussolini fit le rapport au nom du quotidien. Le Parti atteignait 50.000 inscrits et l'« Avanti ! » avait triplé son tirage depuis Reggio.

Déjà lors des débats sur les rapports, les Napolitains s'affrontèrent. La gauche développa l'idée que, l'État bourgeois de Rome étant l'ennemi central à abattre, la méthode devait être unitaire, et même plus intransigeante encore là où les conditions

de la société locale semblaient exiger une ultime phase de développement du libéralisme. En effet, la masse des députés du Sud était une force de manœuvre de la bourgeoisie italienne au Parlement, et une position non-classiste du Parti dans le Sud aurait représenté le plus grand danger en permettant à la bourgeoisie de briser l'action des mouvements ouvriers dans les régions les plus riches. On niait donc radicalement que, dans le Mezzogiorno, on dût suivre une méthode socialiste « particulière », alors que dans tout le pays, l'ennemi à renverser était unique : l'État central.

Les rapports furent approuvés par acclamation, et la fraction qui attribuait les succès du Parti à la méthode révolutionnaire obtint une forte majorité, après les critiques presque sans écho de Treves contre le prétendu **néo-idéalisme** du courant de gauche.

Lors de ce Congrès, également, les réunions de la fraction majoritaire, dont nous ne possédons pas les procès-verbaux, eurent une grande importance. La première décision fut d'inverser l'ordre du jour pour discuter tout de suite et définitivement, compte tenu des précédents renvois, de la condamnation de la franc-maçonnerie. Ciarlantini porta la proposition au Congrès, qui l'approuva. Ici aussi on dut réagir à la faiblesse de l'ordre du jour, qui était défendu par deux rapporteurs, Mussolini et Zibordi : un révolutionnaire (alors) et un réformiste de gauche (qui le resta). Il contenait l'idée suivant laquelle socialisme et franc-maçonnerie sont incompatibles, mais il omettait le plus important, à savoir l'invitation faite aux sections d'expulser les francs-maçons. Dans son bref mais clair discours sur ce thème, Mussolini déclara : « Le socialisme est un problème de classe. Et il est même le seul, l'unique problème d'une seule et unique classe, la classe prolétarienne. Marx a dit que le socialisme est aussi un problème humain uniquement dans ce sens : la classe prolétarienne représente toute l'humanité et par son triomphe abolit les classes. Mais nous ne pouvons confondre notre humanitarisme avec l'humanitarisme élastique, vide, illogique, qui est défendu par la franc-maçonnerie ». Il disait qu'une chose était l'anti-cléricalisme maçonnique, de type rationaliste, et autre chose l'anti-cléricalisme de classe propre au Parti. Mais cette fois aussi, il oublia le codicille de la fraction : on dut le demander des bancs, et il le lut au milieu d'une tempête d'applaudissements et à la stupeur du brave Zibordi, qui dut faire bonne figure. En effet, l'ordre du jour qui s'en tenait à l'incompatibilité doctrinale obtint 2.296 voix et l'ordre du jour révolutionnaire 27.378, tandis que 2.185 furent pour un ambigu **désintérêt**, et seulement 1.819 pour la **compatibilité**. Malgré de très longues années d'intrigues, la peste maçonnique avait été extirpée. Il faut reconnaître que les purs partisans de Turati l'avaient condamnée depuis toujours.

Suivit la grande bataille des élections municipales. Il y eut surtout deux points soutenus par la gauche au Congrès¹. Avant tout, les conditions d'arriération du Sud, dans le processus de différenciation des classes sociales, non seulement ne justifiaient pas une tactique différente de la tactique générale du Parti, mais en imposaient une

¹ C.f : le texte 12 dans la seconde partie du présent volume.

seule commune à l'ensemble du Parti. Si en effet celui-ci « veut œuvrer à briser la clique bourgeoise qui, en se prévalant de l'inconscience politique du peuple méridional, maintient son exploitation sur **tout** le prolétariat italien, il doit établir une tactique unitaire et s'efforcer d'encadrer aussi les petites phalanges de l'armée socialiste méridionale à l'intérieur des limites précises d'un programme de classe ». En second lieu, il fallait réagir avec la plus grande vigueur contre une pratique introduite en contrebande dans le Parti à travers les élections municipales, à savoir la fameuse question morale : « Nous inverserions notre propagande – cria t'on des bancs de la gauche – si nous nous en prenions aux seuls bourgeois voleurs ou malhonnêtes, et si nous faisons oublier au prolétariat qu'il est quotidiennement victime d'un autre vol bien plus important que celui qu'on peut commettre dans les administrations locales : le vol que la bourgeoisie exerce sur lui en exploitant son travail dans les champs et dans les usines [...]. Quand on fait de la morale, cela absorbe toujours les autres questions et devient un préalable ; cela nous conduit à la **solidarité des gens honnêtes de tous les partis et de toutes les classes** [...]. Notre action n'est pas un processus de reconstitution patiente de l'organisme en décomposition de la société actuelle, c'est un processus de démolition de toute l'organisation sociale présente ».

Les méridionaux localistes se défendirent contre l'attaque par un habile discours du puissant orateur Lucci. Modigliani, habilement lui aussi, se dit ultra-intransigeant, mais proposa d'admettre des listes sur la base d'accords entre parti et syndicats confédéraux. Sur ce point, quoique brièvement, ce fut Serrati qui répondit, en s'y opposant « et dans l'intérêt de l'organisation économique, et dans l'intérêt de l'organisation politique », et en observant que, si la thèse de Modigliani était acceptée, le Parti risquait d'être « contrôlé par les incontrôlables, de devoir être jugé sur son propre programme [...] par ceux [...] qui ne sont pas dans nos rangs ». Derrière la barbe de Modigliani, il dit qu'il voyait la barbe de l'ex-camarade Bonomi, c'est-à-dire le spectre du coopérativisme, du Parti du travail, de l'ouvriérisme.

Nous pouvons faire aujourd'hui le bilan de la vie de Serrati, mais il est certain que lors de cette occasion il toucha un point essentiel de la vraie position des marxistes de gauche, point qui n'a pas toujours été clair pour tous. On en trouve une autre mention dans le discours du partisan de la gauche d'alors, Ciarlantini, dirigeant du syndicat des instituteurs, méritante organisation de catégorie, qui non seulement défendit la lutte des communes contre l'État capitaliste, mais condamna la formule démagogique et maçonnique du contrôle de l'école primaire par l'État et non par la commune, en réfutant le lieu commun selon lequel ce sont les prêtres qui veulent l'autonomie de l'école. Les opportunistes d'aujourd'hui confirment que cette erreur est encore vivace : ici aussi, tout est à refaire.

A Naples, par exemple, il y avait eu, sur la question de la politique de frontisme aux municipales, une preuve expérimentale de fait (autre chose que des dogmes !), par la confluence, dans le bloc populaire, qui devait l'emporter en juin, de francs-maçons, de réformistes de droite et de **syndicalistes révolutionnaires**. Tous sortis du Parti qui, couvert par eux de crachats, sut bien les chasser à coups de pieds. Le coup

de pied au derrière du traître est un fait physique qui marque le cours historique, et il est inutile de le railler en nous traitant de « théoriciens ». D'autres y goûtèrent par la suite. Le chemin de la révolution fut et sera marqué de tels faits. Mais une bonne règle, que nous avons tiré de plus d'un demi-siècle de pratique, est qu'il faut le faire sur le derrière d'un vivant, et non sur celui d'un mort.

Modigliani obtint 3.214 voix, Mazzoni (en faveur de quelques **dérogations**) 8.584, et Ratti (pour l'intransigeance absolue) 22.591. C'était la fin des alliances, également pour les municipales.

Ces deux batailles épuisèrent les énergies du Congrès, qui avait d'autres questions à traiter, comme l'attitude de la Confédération du Travail. Quoique mise sur le banc des accusés dans les trois Congrès précédents et aussi dans celui-ci, la CGL avait continué, avant, pendant et après la guerre de Libye, à agir de manière divergente du Parti, sans que la Direction, au nom de l'habituelle et fameuse unité, intervînt pour la rappeler à l'ordre. La gauche de la fraction intransigeante – comme cela ressort de l'organe central du Parti et de celui de la Fédération des Jeunes – s'était à plusieurs reprises insurgée contre cette habitude, et on peut citer par exemple l'article de l'« Avanti ! » d'août 1913 (**L'unité prolétarienne**), dans lequel on rappelait que :

« Le vote de Reggio Emilia a représenté non pas le lynchage de quelques hommes, mais la critique d'une méthode encouragée et voulue par tous ceux qui ont donné au prolétariat une âme réformiste et purement égoïste. Que les socialistes doivent favoriser le développement et l'ascension du mouvement de **résistance**, lequel ne peut être prospère et robuste s'il ne réunit pas dans ses rangs un nombre toujours plus grand d'organisés, personne ne le met en doute. Mais en favorisant le développement des organisations économiques, nous socialistes ne devons jamais les considérer comme une fin en soi, mais comme un moyen pour la propagande et la réalisation future du socialisme. Voilà pourquoi notre point de vue ne peut coïncider avec celui des dirigeants et des organisateurs du mouvement ouvrier, lesquels (les syndicalistes aussi du reste) voient le syndicat comme une fin ultime, se préoccupent seulement de son développement et donc aussi de sa **conservation**, et ne sont pas disposés à le compromettre dans des luttes qui transcendent les objectifs immédiats de sa catégorie ».

C'est un point qui devra être réaffirmé avec une extrême vigueur lors de l'après-guerre, et malheureusement cela ne suffira pas !

Le thème le plus important était toutefois celui de l'anti-militarisme. Personne ne pressentit que, peu de mois après, le sujet serait non seulement actuel, mais même tragique. Dans l'assemblée de la fraction, les jeunes de la gauche firent remarquer que les deux rapporteurs avaient été mal choisis par la Direction : le réformiste Treves (certes intellectuellement qualifié) et le napolitain Fasulo, un syndicaliste favorable aux alliances électorales et aux francs-maçons, et qui devait quitter le Parti à la suite

du vote sur les élections municipales. Il était facile de le prévoir, mais il n'était pas aussi facile de savoir que d'anti-libyen acharné il se muerait en social-patriote. Mais ceci a peu d'importance. Un fait bien plus grave est que les protestations de la fraction s'épanchèrent sur le sein de Mussolini, dans lequel les jeunes voyaient le guide suprême. On ne put que conclure que le problème de la guerre et de la patrie serait traité **lors d'un prochain Congrès**, et qu'on lui donnerait alors une orientation marxiste radicale, comme on l'avait fait pour les autres problèmes.

L'ordre du jour que la Fédération des jeunes ajouta à celui des deux rapporteurs contenait la condamnation de l'impérialisme, mais il était insuffisant sur la question de la défense de la patrie, mal posée, et à propos de l'abolition du service militaire permanent.

Mussolini avait promis, et les jeunes rouges partaient enthousiastes pour les luttes qui devaient venir, et qui en fait ne manquèrent pas, dans les rues.

Mais il n'y eut pas par la suite de **Congrès**, il y eut la **guerre**.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

14 – Les luttes socialistes à Naples et l’origine de la gauche

[Retour à la table des matières](#)

Si nous faisons l’histoire des Congrès, nous sommes toutefois convaincus que, pour la révolution communiste, il faudra quelque chose de plus et de mieux que des Congrès. Mais si, pour l’étude des exigences futures de la révolution, il est utile de tirer des conclusions des vicissitudes passées, sans en oublier les crises profondes, nous devons rappeler qu’en soumettant à la critique les décisions de Reggio Emilia et d’Ancône (dans la mesure où elles concernaient les questions traitées) nous étions sur le bon chemin. En effet, il est juste de dire que le Parti Socialiste Italien, section de la Seconde Internationale, a bien su, par son aversion pour la gauche bourgeoise, son intransigeance totale dans les élections, et sa rupture avec la franc-maçonnerie et la manie du prétexte des « situations locales », se mettre en meilleure position, quand à la fidélité à la doctrine et à la méthode marxistes, que beaucoup d’autres sections européennes de l’Internationale. Nous verrons que cela ne pouvait pas et ne devait pas suffire, dans le premier après-guerre et dans la formation de la Troisième Internationale, et ne devons pas exagérer ces mérites au point d’en oublier la droite réformiste d’avant-guerre, contre la résistance désespérée de laquelle ces succès furent justement obtenus.

Tout ceci sera illustré dans les chapitres suivants, qui traiteront du comportement du Parti socialiste italien durant la guerre de 1914-18 et des luttes qui se développèrent en son sein, avec un résultat nettement meilleur que de l’autre côté des Alpes, mais également avec l’apparition d’une nette fracture entre le courant social-démocrate et notre courant communiste.

Nous ne sommes pas les seuls à écrire l’« histoire de la gauche italienne » et des origines du Parti communiste (Livourne, 1921). Ce qui nous distingue de tous les autres chroniqueurs, c’est non seulement la stricte préoccupation de la vérité

historique et de l'utilisation des témoignages utiles, mais aussi la méthode. La nôtre (nous ne le répèterons jamais assez) ne se fonde pas sur des personnes et sur des noms plus ou moins connus ou fréquemment cités dans la « littérature », qui, ces dernières années, est devenue sur ce point plus dense et peut-être moins falsificatrice. Même quand nous devons faire usage de personnes et de noms pour indiquer des erreurs, de mauvaises positions théoriques, et aussi des épisodes et manœuvres critiquables, dont découle la « théorie de l'opportunisme » (qui en 1914 trouva de manière retentissante une nouvelle masse de matériaux), nous ne nous intéressons pas aux fautes des individus, mais aux causes sociales historiques.

Une série de lieux communs ne pouvait manquer sur les origines de la fraction de gauche dans le socialisme et dans le communisme en Italie. A ceux qui se repaissent de noms de personnes, de conflits de groupes ou, pis, de chefs de tendances ainsi que de têtes ou de cerveaux du parti, nous ne consacrerons même pas une ligne, et nous ne gaspillerons aucune place pour enrichir les anecdotes relatives aux grands personnages et aux noms célèbres. Nous pourrions contribuer à un seul type d'anecdotes, et elles ne seront pas même propres à exciter la curiosité du lecteur : celles concernant les idioties et les idiots, le plus souvent morts, et morts tels quels.

Mais nous ne pourrions passer sous silence ces lieux communs sur la gauche, traitée comme une légende, qui, même dans leurs niaiseries, se drapent de théorie, et quelquefois donnent à son existence une raison **géographique**.

La gauche, et spécialement celle qui, mis à part la paternité d'un brevet qu'aux dires des imbéciles son inventeur pourrait revendiquer, fut la fraction communiste « abstentionniste » (par la suite **battue** sur le terrain organisatif et politique, mais, que cela plaise ou non, jamais reniée par son groupe d'origine, toujours vivant), naquit dans le sud de l'Italie, à Naples. Et ici les spécialistes des lieux communs ont une bonne pâture : il s'agit d'une région et d'une ville où le capitalisme et le prolétariat n'étaient pas développés (parmi les termes de la mode ultra-stupide d'aujourd'hui, le **développement** est un de ceux qui « font des étincelles »), il ne pouvait donc y prendre racine qu'une théorie difforme, petite-bourgeoise, anarchisante, aux actions vides, insurrectionnaliste et barricadière : une expression de ce révolutionnarisme verbeux aurait été la fraction qui, en 1919, année de vitalité révolutionnaire jamais dépassée jusqu'aujourd'hui, chercha à empêcher à Rome, et ensuite à Moscou, le naufrage fatal dans l'ivresse des élections.

C'est, à notre avis, une question tranchée **a posteriori**, à la grande échelle historique qui a vu le Parti italien et l'Internationale de Moscou finir dans le déshonneur et dans l'impuissance révolutionnaire, et même pis, sous une puissante influence contre-révolutionnaire. Et l'histoire va rendre ce verdict encore plus évident. Mais au point où nous en sommes, il n'est pas mauvais de considérer la question dans la situation de 1914, à la veille de la première guerre, alors qu'au Congrès d'Ancône le groupe constitutif des marxistes révolutionnaires napolitains tirait les conclusions de sa longue et violente bataille contre les super-manifestations

de l'ignominie électoraliste, qui a une longue tradition d'infamies en tout temps et en tout lieux, mais a sans doute connu son apogée à Naples au début du XX^{ième} Siècle.

Nous nous contenterons donc de jeter un coup d'œil sur cette chronique en suivant le schéma d'une brochure de 1921 du Parti communiste né à Livourne, qui partait d'un texte de 1914 présenté à Ancône par le « Cercle socialiste révolutionnaire **Karl Marx** » de Naples. Pendant plusieurs années, celui-ci avait lutté en dehors du PSI, car le Parti reconnaissait à Naples une section que le Cercle jugeait non socialiste. Au Congrès, il eut l'occasion de mener à terme sa violente campagne contre les falsificateurs du nom du parti et du programme socialiste, nom et programme qu'il acceptait et défendait pleinement tout au contraire¹.

C'est donc un rapport de faits et de forces objectives et matérielles qui relie la réaction contre les anciennes formes petites-bourgeoises du mouvement prolétarien, la défense des valeurs nationales et internationales du socialisme telles qu'elles étaient dans le cadre historique de l'époque, et l'exigence, formulée par la gauche, que tout le mouvement mondial se libérât, après la guerre, de toutes les scories anti-révolutionnaires et prît la voie, malheureusement brisée dans le premier et second après-guerre, de rectifications et de sélections draconiennes.

En Italie, après 1860, avec le début de la forme parlementaire à peine née des guerres et des révoltes de libération nationale, il est clair que les premières forces ouvrières avaient pendant un certain temps soutenu la gauche libérale et radicale-démocrate bourgeoise, en commençant en partie à s'appuyer sur le Parti républicain, en raison de son contenu anti-institutionnel. Ceci annonçait l'attitude de l'«extrême-gauche» des décennies suivantes, nettement anti-cléricale. Suivant la volonté du Pape, les catholiques, on le sait, ne reconnaissaient pas le nouveau pouvoir de Rome et boycottaient les élections législatives, mais non les élections municipales où ils faisaient bloc avec la droite bourgeoise (clérico-modérés).

Naples, et le Mezzogiorno en général, à part les quelques partisans des Bourbons, furent tout de suite d'utiles appuis pour le fameux et peu organisé « grand » Parti libéral, forme littéraire plus que politique, et refuge des forces des classes moyennes et de l'**intelligentsia**. Si en Italie il y a depuis plus d'un siècle une peste, c'est bien l'intelligentsia, qui n'oublie jamais quand il convient de se faire entretenir par Rome et de mettre dans sa poche les délicieux « sous du gouvernement ». Ces rapports sociaux sont toujours valables aujourd'hui, et sont encore plus nauséabonds. Mais si, dans l'Italie du Sud, il n'a pas pu naître une bourgeoisie en mesure de se faire entretenir par son prolétariat indigène, c'est un travers qui ne se résout pas dans le cadre du Sud, mais qui est fonction de tout le cours de l'État capitaliste national et du capitalisme mondial. Il ne se résout donc pas non plus dans le cadre national. Peut-être une lutte de classe **autochtone** serait-elle

¹ C.f : Aux Socialistes d'Italie, le cercle Karl Marx pour le socialisme méridional et contre les dégénérescences de l'Union Socialiste Napolitaine, Naples, avril 1914.

née si le roi Bourbon était resté à la place du roi de Savoie et de la petite république d'aujourd'hui, à demi vaticane.

A Naples, le Parti libéral de gauche domina jusqu'en 1900. Mais les dix dernières années du siècle, en dehors de son jeu au Parlement, dont les places étaient marquées par un permanent panneau « à louer » (ou **si loca**, en bon napolitain), il fit son beurre dans les administrations locales, en se moquant largement de la loi communale, sous la protection des conciliabules et de la clientèle des agents électoraux.

Les opposants clérico-modérés à l'administration communale de Summonte (libéral) eurent beau jeu de soulever en préalable la **question morale** ! A Naples existait un petit mouvement prolétarien et socialiste, qui tirait ses origines de la première section de l'Internationale fondée à Naples par Michel Bakounine, en 1870, avec de rares et sporadiques pénétrations de la méthode marxiste dans la période postérieure. C'est ainsi qu'un groupe non négligeable de jeunes, qui étudiaient les questions sociales, ne tarda pas à se diriger, en y apportant des contributions réelles, vers la doctrine syndicaliste de Georges Sorel, clairement dérivée du proudhonisme et du bakouninisme.

Ce groupe, fortifié par les preuves données par les mouvements des masses travailleuses en 1898, au cours desquels le pouvoir de Rome eut du mal à maintenir l'état de siège dans Naples en révolte, fonda une feuille combative au titre bien choisi : « La Propaganda ».

Entre 1898 et 1900, la cible du journal socialiste fut l'administration libérale, et il se trouva donc du même côté de la barricade que les clérico-modérés dont nous avons parlé, et qui passaient alors pour le « parti des honnêtes gens ».

Pour qui en n'était alors qu'à l'ABC du marxisme, ce choix entre le parti des bourgeois honnêtes et celui des **malhonnêtes** devait déjà sembler stupide. Pourtant, après tant et tant de décennies, la formule est encore agitée et exploitée par les partis qui, comme alors, en tirent succès **auprès des masses**. Pauvres masses !

En venant à la critique du bloc « de gauche », qui était motivé par le même argument de la vieille question morale, nous voulons dire tout de suite que la politique des blocs est née, dans la belle Italie du Sud, comme un front unique entre la gauche et la droite contre le centre. En 1900, à Naples, le centre c'était le libéral Summonte (à Palerme, il y a quelques années, c'était la démocratie chrétienne, tout autant agrippée au pouvoir). Et au fond, après les dernières élections de 1962, la seule issue à Naples serait probablement une formule comprenant un peu de **néo-milazzisme**, étant donné qu'aucune des trois forces ne peut à elle seule tenir l'administration de la ville, et étant donné que, du point de vue **moral, local et technique** (seuls motifs en matière de politique municipale) le pire de tout est à attendre d'un gouvernement communal tenu par le parti du gouvernement central de

Rome, capitale italienne de la super-magouille, dévastant les villes sous-développées par le manège sordide des subventions d'État qui exhalent partout la même puanteur, que ce soit à la mairie ou au commissariat (ou encore de par sa forme démocratique).

Un gros bonnet du parti de Summonte, Alberto Agnello Casale – pour en revenir à nos napolitains du tournant du siècle - avait comme adversaire au conseil municipal Avvocata Carlo Altobelli, alors radical, ensuite socialiste, appuyé par « La Propaganda ». Celle-ci déclara que Casale était un voleur ; il y eut querelle, procès mémorable, absolution. Donc une victoire du socialisme, sanctionnée par le magistrat de l'État bourgeois.

La chose fit alors un bruit immense, et c'est sur cet élan que se déroulèrent les élections municipales de 1902, marquées par l'effondrement de l'administration libérale et maçonnique que Giolitti, à Rome, avait déjà décidé de traîner en justice, en ordonnant la célèbre enquête conduite par le très intègre Saredo, vrai Piémontais super-méticuleux qui mit au jour des myriades de fautes. Les élections de 1902 donnèrent la victoire à la majorité cléricale-modérée, avec une forte minorité socialiste.

Mais à partir de ce moment, le « parti des honnêtes gens » changeât de position géographique, et c'est la nouvelle administration cléricale de Del Carretto, Rodino et autres qui devint le centre de la corruption. La position de minorité est incommode pour tout ce qui n'est pas pratique de la vertu civique et respect du code pénal, et on commença donc à agiter un nouvel objectif, la conquête de la majorité dans la commune, chose qu'on n'aurait jamais pu faire avec les seules forces du Parti socialiste. La victoire du bloc anti-libéral étant donc assurée, on commença à planifier la construction d'une nouvelle alliance, cette fois anticléricale, dans laquelle devait s'ajouter aux forces socialistes celles des autres partis d'extrême-gauche. Mais ceux-ci étaient constitués des radicaux et des républicains, peu nombreux à Naples, et on dut ériger le bloc sur de bien plus larges fondations.

La brochure publiée par les communistes de gauche montre clairement quelles furent ces bases : d'abord la franc-maçonnerie, qui étendait son réseau et se distinguait par les manœuvres de son travail souterrain et perfide, notamment en corrompant par des promesses de carrière rapide les jeunes auxquels elle garantissait une mystérieuse protection ; ensuite le gouvernement Giolitti, qui, avec une complète et notoire absence de principes, flirtait dans de nombreuses régions avec les catholiques (qu'il récupéra finalement grâce au célèbre pacte Gentiloni de 1913), tandis que dans d'autres, comme à Naples, il favorisait le jeu des blocs anti-cléricaux.

Il convient ici de rappeler les étapes de la constitution du bloc qui, à Naples, après les élections de 1910, devait prendre la forme inouïe d'une alliance **permanente**, avec les mêmes questions de tendances que celles dont nous avons donné l'histoire pour le mouvement socialiste national de ces mêmes années.

Lorsque à Ferrare, en 1907, les syndicalistes sortirent du Parti socialiste, presque toute la section de Naples les suivit, et se constitua en groupe syndicaliste, en conservant le journal « La Propaganda » et la direction de la Bourse du Travail.

La section du Parti resta composée d'éléments réformistes. Au cours des années précédentes il y avait eu, lors des Congrès, des votes sur des positions intransigeantes, mais les délégués avaient ensuite violé leur mandat en votant pour la droite : élégant travail maçonnique. Cette section était une proie certaine pour la politique des blocs, mais on pouvait croire qu'il n'en aurait pas été ainsi du « groupe syndicaliste », qui, en raison de ses principes idéologiques, devait agir, sinon en anti-électorale, du moins, comme on disait alors, en « a-électorale ». L'incroyable se produisit cependant : le groupe, la Bourse du Travail, le journal, entrèrent à drapeaux déployés dans l'alliance. Il y eut un reste de réaction du chef théorique des syndicalistes, Arturo Labriola (futur maire dans un des blocs), qui se déchaîna au Congrès de Bologne contre ceux qui « en rangeant les organisations ouvrières à la queue d'une équivoque maçonnerie populaire en avaient tiré des avantages et des gains personnels ». Suivirent des lettres aux journaux, une amorce de procès, mais le bloc se maintint, et, en peu de temps, attira Labriola. La chronique serait longue, et il suffira de dire : il est facile de bien prêcher, mais difficile de bien agir !

En 1912, une fois le bloc permanent formé avec des partis et des individus de tout acabit, les socialistes-révolutionnaires, appuyés par des groupes de province, sortirent de la section, tout en déclarant appartenir au Parti Socialiste Italien et « croire en une victoire de la fraction intransigeante pour la solution définitive de la question » par l'entremise des organes directeurs du Parti. C'est alors qu'ils fondèrent le « cercle socialiste révolutionnaire Karl Marx » déjà cité.

Mais il nous faut entre temps, puisque nous avons parlé de Labriola, parler de la guerre de Tripoli. Malgré la farouche opposition conduite par tout le Parti, la section corrompue de Naples toléra que ses membres conseillers communaux fissent l'apologie de l'entreprise coloniale. Il en alla de manière toute différente, et même opposée, chez les syndicalistes : tandis que Labriola (en maniant les mêmes théorèmes de doctrine) applaudissait à la guerre de Libye, « La Propaganda » menait une violente campagne contre elle et subissait des procès retentissants : attitude qui aurait été louable si elle n'avait pas servi aux fins du bloc franc-maçon, et visé à tout embrouiller dans les questions d'organisation du Parti. Les syndicalistes de Naples fusionnèrent avec les socialistes de la section réformiste en une Union Socialiste étroitement liée au bloc et manœuvrée par les francs-maçons. Les syndicalistes de « La Propaganda », également partisans du bloc et francs-maçons, dirent que le Parti s'étant dirigé vers la gauche à Reggio Emilia, ils daignaient y rentrer !

En octobre 1912, les socialistes napolitains soutinrent un franc-maçon, Salvatore Girardi, au conseil municipal de Montecarvalo, contre un clérical, Marciano, et désavouèrent la candidature de Todeschini, proposée par le « Groupe Marx ». La Direction du Parti élue à Reggio intervint mollement. En 1913, il y eut

une agitation contre le décret établissant les octrois ; elle devait être dirigée contre Giolitti et fut au contraire asservie à une alliance pis qu'électorale, à savoir économique, et comprenant des associations bourgeoises commerciales ! Cette même année il y eut des élections législatives générales. Le Parti avait seulement deux députés « inscrits », Lucci et Sandulli, qui furent élus ; mais il n'eut pas le courage de répudier les « indépendants » Altobelli, Labriola et Ciccotti, qui furent même gratifiés par l'« Avanti ! » du titre de « solides auxiliaires napolitains », alors qu'ils étaient tout à fait – et ils le prouvèrent en 1914 – dans l'orbite du bloc local.

La préparation de ce dernier battait son plein tandis qu'on allait vers le Congrès d'Ancône, dont nous avons déjà rapporté les décisions pour l'intransigeance aux élections municipales et contre les francs-maçons.

Dans la brochure de 1921, on décrit aussi comment se comportèrent les Groupes du Parti et les individus, après le vote d'Ancône. Bien peu restèrent dans le parti national ; les plus nombreux suivirent la discipline de la section ou de l'« Union » !

D'autres évènements, qui trouvent leur place dans la suite de ce volume, étaient survenus : la guerre de 1914-18, qui vit une minorité de socialistes italiens, quoique numériquement négligeable, passer au social-chauvinisme ; ensuite, à la fin de la guerre, la division entre communistes et social-démocrates (parmi lesquels les **maximalistes**), qui conduisit à la scission de Livourne. Au sein du mouvement de Naples, dès la fin de 1918, cette division se manifesta avec le courant abstentionniste, dont le très vif désaccord avec les communistes « électoralistes » (comme Misiano) détermina une situation particulière au cours des élections législatives de 1919 (alors que le Parti socialiste était encore uni) et de celles de 1921.

Tirons seulement de nos archives l'histoire des cinq fameux députés napolitains : Lucci, Sandulli, Altobelli, Labriola et Ciccotti. En 1919, le PSI fit élire Misiano et Buozzi. Dans une liste indépendante fut élu le partisan du bloc, Lucci, resté par ailleurs toujours hostile à la guerre. Sandulli finit dans une autre liste indépendante dite « de l'Horloge » avec Bovio (caméléon dont nous n'avons pas voulu parler et qui retourna sa veste tous les deux mois pour finir fasciste). Labriola, ultra-interventionniste pendant la guerre, forma une liste de l'« Avanguardia ». Il y côtoya le prétendu neutraliste Ciccotti, qui en 1921 passera directement à la liste fasciste, en ramassant une veste. Altobelli n'eut pas une position claire pendant la guerre ; il mourut peu d'années après.

Si donc la genèse du Parti communiste, qui est le thème qui nous intéresse, fut complexe, en Italie, elle le fut plus encore à Naples, spécialement si nous la suivons lors des résultats des votes du Congrès, dans les résultats électoraux, et dans les vicissitudes des hommes et des représentants.

Mais si cette genèse nous intéresse, c'est dans la formulation de la méthode et du programme révolutionnaire, sur le plan national et international : aspect qui n'est pas séparable de celui de la guerre à fond contre traîtres et opportunistes.

Le mouvement de Naples put donner une contribution qui ne se mesura pas, par la suite, par des « succès politiques » et une suite avantageuse de majorités de partisans, mais resta fondamentale dans le domaine des questions de méthode les plus vitales du marxisme révolutionnaire. Cette contribution ne se mesura pas par l'apparition de personnages d'un relief exceptionnel, d'écrivains, d'orateurs et d'organiseurs remarquables, dont les noms ne nous importent pas, ni dans notre camp ni dans celui de l'ennemi.

Les graves déviations et erreurs du mouvement de classe du prolétariat purent être découverts, dénoncés, et même fustigés à fond, avec de réels résultats, même si le réformisme est une bête à la peau dure, qui renaît périodiquement de ses cendres, et réussit à se refaire une popularité autour de ses infâmes manœuvres. Il fut clair en effet qu'on ne trouverait jamais de défense et de garantie avec l'apparent gauchisme de la méthode libertaire de 1870 ou avec la méthode syndicaliste sorélienne de 1907. Ces formes « immédiatistes » (c'est à dire qui nient l'inévitable médiation, entre le prolétariat et la victoire révolutionnaire, de la forme politique du parti, du programme, du pouvoir et de la dictature) sont la vraie racine du faux extrémisme de gauche, que les super-traîtres de l'époque 1926-1963 osent faire remonter à la gauche italienne au sein de l'Internationale de Moscou, et au courant (ensuite fraction) communiste abstentionniste né à Naples en 1918.

L'histoire des faits réels démontre au contraire que la critique juste, menée contre les anarchistes en 1892 et les syndicalistes en 1907, quoique théoriquement encore imparfaite, sauva le socialisme italien du désastre en 1915, et que de même la formation d'une gauche au Parti socialiste, pendant et après la guerre, trouva dans les groupes marxistes de Naples et d'ailleurs la force de se situer sur la même ligne de doctrine et d'histoire que celle où se trouvaient les événements de l'Octobre russe et leur doctrine, appelée bolchevisme et léninisme.

Ces convergences, attentivement diagnostiquées dans une analyse historique, afin qu'elles aient encore une utilité demain, quand renaîtra la lutte contre un arsenal de chefs et de grands hommes pire encore que celui que nous avons présentés dans la Naples d'avant-guerre, exigent qu'on ne leur fasse pas l'offense de se servir de noms, surtout de ceux qui n'ont jamais renié, même dans de longues vies individuelles, la théorie, les principes et les méthodes qui servirent de guide à leur action.

Il n'est donc pas étrange que les méfaits de la méthode parlementaire, qui provoquèrent dans le Parti italien les sanctions draconiennes des Congrès de Reggio Emilia et d'Ancône, et qui, durant la première guerre mondiale, menacèrent de faire sauter à plusieurs reprises la politique correcte du Parti, rencontrèrent dans l'expérience collective de l'aile marxiste du Parti prolétarien, précisément là où ils

avaient déterminé les faits les plus honteux, la disposition à couper le mal à sa racine. Ce fut le cas en particulier dans cet après-guerre où l'histoire sembla vouloir poser, en Italie, de manière définitive, l'alternative entre la voie légale et la voie violente vers le pouvoir.

Il est plus important encore de relever que cette proposition, qui parut exagérée, partit d'un milieu où la méthode ultra-droitière de mise en avant d'intérêts locaux contingents et où les questions morales avaient montré leurs effets les plus désastreux, et par ailleurs où le faux immédiatisme de gauche avait déjà fait faillite, en retombant dans les erreurs des déviations et des traditions anarchistes ou des positions syndicalistes.

Le groupe prolétarien marxiste qui constata les effets de cette faillite et s'éleva contre elle réalisa une des premières critiques historiques de cet extrémisme de fausse gauche, dont les erreurs et hérésies théoriques ont pour racine le mépris du Parti, le culte des personnes, de leur démagogie et de leurs gesticulations bouffonnes, qui avaient facilement étourdis et devaient étourdir encore longtemps les « masses » embobinées et ingénues, prêtes à voir l'homme en oubliant les partis, les programmes et les principes.

On peut citer les principes qu'en manière de conclusion le groupe socialiste révolutionnaire napolitain exposait, en les soumettant au Congrès d'Ancône :

«1) Résolution définitive de la situation du Parti à Naples, qu'on ne peut obtenir qu'en donnant mandat à la Direction du Parti de dissoudre l'Union Socialiste Napolitaine, pour la reconstituer sur la base du programme et des statuts du Parti socialiste.

2) Dans la tactique aux élections administratives, refus de toute autonomie locale, même très limitée, demandée sous le prétexte de conditions locales particulières, et qui en réalité reviendrait à sanctionner le fait accompli de tout un système d'engagements pris dans certaines localités avant le Congrès.

3) Affirmation tranchée de l'incompatibilité entre franc-maçonnerie et socialisme, en rapport aussi avec le fait que la peste maçonnique a empoisonné la source, qui donnait de grandes espérances, du mouvement socialiste d'une grande partie du Mezzogiorno ».

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

15 – Vers la guerre en Europe

[Retour à la table des matières](#)

Le Congrès d'Ancône, XIV^{ième} du PSI, s'était terminé le 29 avril 1914. Le Parti se préparait à une épreuve de force, du reste sur un terrain tout à fait légaliste, avec les élections municipales de juin. Après de violents désaveux des blocs locaux, populaires et anti-cléricaux, et sur la toile de fond honteuse des intrigues maçonniques, chef d'œuvre de la politique servile de la classe moyenne et de l'intelligentsia, éternels lèche-bottes de leurs maîtres capitalistes, l'intransigeance résolue signifiait que le Parti, avec ses propres listes dans chaque commune, allait mesurer ses forces pour confirmer les résultats de la bataille de 1913, à laquelle l'ensemble des positions anti-bellistes, anti-coloniales, anti-dynastiques des Congrès donnerait sa force, tout en ayant également parmi ses adversaires les renégats expulsés à Reggio Emilia et Ancône.

Mais les événements de la lutte de classe devancèrent la lutte légaliste. Le dimanche 7 juin 1914, l'Italie bourgeoise célébrait la fête annuelle de la Constitution. Les gauches convoquèrent une série de meetings dirigés contre le militarisme et contre les fameuses « compagnies de discipline », contre lesquelles la Fédération des Jeunes bataillait depuis des années. La manifestation, à Ancône, se fit à la « Villa Rouge », siège des républicains, qui avaient de fortes positions dans cette ville, tout comme les anarchistes. Le républicain Nenni et l'anarchiste Enrico Malatesta avaient parlé à la foule d'un ton vivement anti-constitutionnel. La foule, après les discours, reflua vers le centre, quand les carabinieri ouvrirent le feu : trois jeunes ouvriers tombèrent et beaucoup furent blessés. A la nouvelle, une vague spontanée d'indignation déferla dans toute l'Italie. Avant même que les organisations aient décidé la grève, les travailleurs étaient déjà dans la rue, notamment dans les Marches et en Romagne. Quelques naïves républiques locales provisoires (notamment Spello, dans la région de Pérouse) furent proclamées. Parmi les grandes villes Turin, Milan, Parme, Naples et Florence se soulevèrent, et la foule affronta les coups de feu sans reculer. Ce fut la formidable « semaine rouge ».

A celle-ci l'« Avanti ! » avait contribué en première ligne. Commentant les périodiques massacres de prolétaires qui ont toujours distingué l'Italie démocratique (il n'y avait pas encore de fascisme, comme il n'y en a plus aujourd'hui, et Mussolini n'était pas encore passé de l'autre côté de la barricade, mais comme de règle les fusils du constitutionnalisme libéral et frontiste trouaient les poitrines de foules qui demandaient du pain), le journal socialiste avait maintes fois écrit : au prochain massacre, la grève générale ! Après les fusillades de la Villa Rouge, le prolétariat n'eut pas besoin d'**instructions** ni de **consignes** : il se mit en action.

En mai, la Confédération Générale du Travail avait tenu son Congrès, où les réformistes, battus dans le Parti, l'emportèrent encore (Mazzoni présenta un ordre du jour anti-maçonnique qui fut repoussé). Toutefois, en juin, les chefs de la Confédération durent proclamer – malgré eux – la grève générale nationale. Mais le 12 juin, alors que le pouvoir et la bourgeoisie étaient désemparés, la CGL leur rendit un de ses innombrables services : elle ordonna la fin de la grève générale. De très violentes polémiques firent suite, dans le Parti, à cette trahison. Il s'agissait d'un mouvement par excellence politique et non économique ; seul le parti politique aurait dû donner le signal du début et de la fin éventuelle de la grève. Mais les idées n'étaient pas claires, ce qui montre une fois de plus la nécessité de la vraie théorie révolutionnaire. La tradition anarchiste et syndicaliste sorélienne, selon laquelle le syndicat a pour fonction l'action directe et violente et le parti l'action légale, était toute fraîche. Le confusionnisme des orientations frustra le généreux courage de la classe ouvrière italienne.

Le 12 juin, en publiant le communiqué, qu'il qualifia de « félon », de la Confédération Syndicale, Mussolini écrivit le fameux article **Trêve d'armes**¹. Des commentateurs ou de prétendus historiens social-démocrates disent que ce violent article manquait d'idées théoriques. La critique peut être juste, mais il faut voir dans quel sens.

La position générale souleva un enthousiasme sans bornes. La partie, entre les classes en lutte, ne se joue pas avec des bulletins de vote, mais avec des armes. Elle n'était pas finie mais seulement suspendue ; la bourgeoisie reverrait en armes devant elle son adversaire historique, et le journal du parti de classe l'écrivait en toutes lettres, même si, à côté des chefs syndicaux pacifistes, les préoccupations électorales de la droite du Parti avaient joué, une droite qui se lamentait de ces positions extrêmes en disant : des électeurs nous abandonneront. Il n'en fut pas ainsi, au contraire, et peu après Benito écrivit un autre article : **Barberousse, maître de Milan**, au moment où les socialistes conquièrent la municipalité. Jeux de la rhétorique : Barberousse est une image teutonne, anti-nationale et anti-italienne par excellence : nous l'avons bien rappelé au loquace individu dans les polémiques qui éclatèrent quelques mois après.

¹ C.f : le texte 13 dans la seconde partie du présent volume.

Il n'empêche que, dans cet article, l'opposition entre guerre d'États et guerre de classes est clairement posée : vous croyiez, hurle le futur Duce aux bourgeois, qu'après l'union sacrée de la guerre de Libye vous ne verriez plus de grèves ? Vous voilà servis.

Les caractéristiques de la grève sont rappelées : offensive, non défensive. Et jusqu'ici il n'est pas possible de dénier à l'auteur une grande fidélité à l'idéologie marxiste, surtout si l'on pense au crime repoussant du mussolinisme seulement cinq (nous disons bien cinq) mois après, tout entier axé sur le plus échevelé **défensisme** : défense de la France, de la « petite Belgique », de la liberté, de la démocratie mondiale !... Mussolini donnait ainsi une juste formulation à une thèse vitale de la doctrine, que nous pouvons exprimer ainsi : la fonction de la révolution prolétarienne est l'**attaque** et non la **défense**, pour laquelle on prétend que les poitrines des travailleurs devraient encaisser du plomb dans les diverses « résistances » destinées à sauver les buts suprêmes des institutions capitalistes. C'est une « félonie » de travestir l'offensive en défense de conquêtes historiques mensongères : pour Marx le prolétariat est la classe qui n'a encore rien conquis, et qui doit tout conquérir, il est une masse de choc qui détruit non seulement toutes les institutions et forces historiques précédentes, mais surtout la plus infâme, sa nature même de classe et son propre esclavage. Ce fait historique, l'article **Trêves d'armes**, si on le met en relation avec cet autre fait, l'article issu de la même plume en octobre 1914 : **De la neutralité absolue à la neutralité active et agissante** – titre aussi tordu que le premier était droit comme une épée -, prouve seulement qu'il ne suffit pas de comprendre une fois le marxisme révolutionnaire, mais qu'il faut avoir le courage de le faire pendant au moins trois générations.

L'appréciation du mouvement de la « semaine rouge » est toujours tout à fait valide lorsque Mussolini met en relief son étendue et son intensité. Comme preuve de celle-ci l'intrépide journaliste relève, avec un indéniable courage, les batailles à coup d'armes à feu, l'assaut donné aux armureries, les incendies allumés, le refus de paiement des impôts, comme dans les révoltes des petits propriétaires du Sud, et enfin le grand cri : au Quirinal ! au Quirinal ! Mais, messire Benito, pouvez-vous nous dire, de votre tombe, si ce cri ne signifiait pas : au Quirinal en redingote et haut-de-forme ? !

En ce qui concerne l'**étendue** du mouvement le commentaire est encore meilleur : il se développe d'un bout à l'autre de l'Italie, des établissements industriels aux villages de campagne, des ouvriers qualifiés aux paysans et aux ouvriers agricoles, qui ne sont en retard sur personne ; et il est puissant, ce salut à la force de classe du prolétariat agraire italien, que fascistes et anti-fascistes travaillèrent ensemble à châtrer au cours de l'histoire. Nous espérons toujours, quoique jusqu'aujourd'hui en vain, que ces flammes renaissent un jour.

Une remontrance est adressée à la Confédération Générale du Travail pour avoir décrété « inopinément et arbitrairement », à l'insu de la Direction générale du Parti, la cessation de la grève après les 48 heures sacramentelles, et aux cheminots qui ne firent pas grève, ce qui aurait permis d'arrêter les mouvements des forces de défense bourgeoises. Cette dernière remontrance est justifiée, contre un esprit de catégorie qui les tenait enfermés, anarchistes ou socialistes, dans leur syndicat non confédéré, faisant le jeu des pompiers et des traîtres de la droite confédérale.

Nous pouvons faire grâce du reste de l'article, qui ne nous a jamais plu. Le personnalisme et l'esthétisme s'y donnent libre cours. Le mouvement a été un prélude, voire « un moment de la symphonie ». Laquelle, l'**Héroïque** ? Qui en est donc le héros : moi, Benito ? Notre théorie sur la beauté de ces héros est que, quand le Héros apparaît et que la masse croît en lui, la révolution est bientôt perdue.

L'article se termine par une attaque contre la gauche bourgeoise, un rapprochement des noms de Salandra et de Bissolati comme « ennemis de demain », et la revendication du mouvement pour le compte du Parti et de l'« Avanti ! », gâché seulement par sa conclusion. L'engagement (qui exigeait, lui, un vrai courage) de profiter de la trêve, « brève ou longue, nous ne le savons pas », pour le travail de préparation révolutionnaire du prolétariat ne devait pas, nous le verrons, résister cinq mois. Mussolini et Bissolati devinrent tous deux caporaux de l'armée royale !

Une fois terminée la phase de la semaine rouge, les élections municipales eurent lieu, et comme nous l'avons dit, le Parti ne perdit pas de voix du fait d'avoir utilisé la méthode de gauche et énergiquement refusé les voix des partis de la gauche populaire. Il est significatif que la même interprétation des élections de 1914 soit donnée par les écrivains de l'opportunisme type Seconde Internationale et par ceux qui émanent de l'actuel Parti communiste « officiel », vieil amateur de voix, de quelque côté qu'elles viennent. Si on adopte la méthode électorale, et si on n'a pas le courage de dire : « perdons toutes les voix et tous les succès électoraux, mais ne nous mettons pas en contradiction avec les buts politiques du Parti », il ne reste qu'à conclure que le vote d'un pur prolétaire vaut précisément autant que celui d'un petit-bourgeois merdeux ou même d'un patron capitaliste. La démocratie est le règne anti-marxiste de cette quantité éternellement impuissante à devenir qualité.

Les raisonnements de ces messieurs sont vraiment stupides. On remporta la victoire à Milan et à Bologne, mais la raison en fut que les noms des candidats réformistes (parmi eux il y avait des gens qui, comme camarades et comme marxistes, valaient beaucoup mieux que les petit scribes d'aujourd'hui) avaient attiré beaucoup de voix des couches moyennes. La preuve donnée par Milan est tout à fait amusante. L'avocat Maino, chef de liste, obtint 34.876 voix, tandis que le révolutionnaire Mussolini fut « battu » avec 34.523. Donc seulement 353 voix de moins, 1 % des forces de la liste ! N'est ce pas là une victoire du Parti de l'époque, qui obtenait des votes aussi **compactes** et impersonnels ? Aujourd'hui les chefs ont des millions de

voix, et les Tartempions zéro, parce qu'ainsi l'ordonnent les ignobles partis composés des « meilleurs ».

A Turin, au contraire, on perdit après une lutte généreuse et mémorable dans un conseil municipal où on ne voulut amener ni Mussolini ni Salvemini, mais le simple ouvrier Bonetto. Et voilà les commentateurs communistes d'aujourd'hui (en tant qu'ordinovistes, ils sont les derniers à pouvoir comprendre la Turin prolétarienne et son histoire) qui ironisent sur les malheurs de l'« intransigeance », coupable de ne pas avoir compris qu'à Turin prédominaient les petit-bourgeois (et les ouvriers embourgeoisés, ô diffamateurs du prolétariat turinois ?). Cela ne vallait-il pas la peine de perdre un siège à la Chambre et de proposer un simple travailleur (Mario Bonetto) contre le fumeux et odieux nationaliste Bevione ?

Même à propos de Lénine, nous devons dire que son idée de mesurer le rapport des forces à travers la participation aux élections était naïve. Lénine était certes l'homme qui sembla pouvoir soulever sur ses fragiles épaules cent années d'histoire en amenant l'immense Russie de la dernière à la première place, réalisant la dictature du prolétariat sans avoir toléré celle de la bourgeoisie, c'est-à-dire en l'amenant à faire la première ce qu'elle « aurait dû » faire la dernière. Un résultat qui ne fut pas payé très cher, la phase la plus venimeuse et vermineuse du pouvoir capitaliste, à savoir la pleine démocratie parlementaire, ayant été « mise entre parenthèse ». La Russie, dans l'épopée léniniste, but la coupe de la liberté bourgeoise en quelques mois. Vladimir, colosse de l'histoire, donna le signal d'en sortir en crachant et en vomissant le champagne aigri dans les rudes estomacs prolétariens ; et la peste parlementaire ne put proliférer.

Quand il s'agit de l'extirper, dans cet occident où elle avait proliféré à fond et où les ventres prolétariens avaient été apprivoisés par le désir engourdissant de l'électoratisme, le grand Lénine, convaincu que la chute du capitalisme en Europe et dans le monde n'était plus réversible, pensa qu'on pouvait défier le danger : il était plus facile de faire en Europe de l'Ouest, et même en Amérique, ce que l'on avait fait en Russie, où on avait gagné un siècle d'histoire. Et ceux qui prétendent aujourd'hui qu'il aurait fait au reste du monde le cadeau de ne pas subir la dictature rouge, qui disperse les assemblées démocratiques à coups de crosses, ne sont que des scélérats.

Marxiste colossal, il ne vit cependant pas qu'une cause sûre d'un point de vue déterministe – s'il y en a jamais – ne peut pas être défendue, même devant des gens de force dialectique moyenne, avec des arguments théoriquement non rigoureux, même pour accélérer la saisie d'occasions que l'histoire pouvait éloigner. Et pour renvoyer les révolutionnaires dans les parlements, il utilisa même des arguments auxquels il ne cachait pas qu'il ne croyait pas, comme celui radicalement néfaste du décompte numérique des opinions. Un grand effort fut réalisé pour lui montrer quelle était la puissance historique du parlementarisme bourgeois : il possédait tous les éléments du tableau, mais il jugea que notre force de subversion serait bien plus grande qu'elle ne l'a été. Trotsky aussi avait vécu à l'Ouest, et lui non plus ne vit pas

bien la question. On alla dans les parlements pour les saper. Ils sont encore sur pied, et ceux que nous y avons envoyés raisonnent comme si Lénine avait décrété cette règle : c'est seulement quand nous aurons prouvé, par le décompte des voix, que nous avons la majorité, qu'il sera temps de penser au pouvoir ! Ils sont donc retombés dans une théorie qui est celle des social-démocrates classiques. Et de toute la vigueur que Vladimir avait redonnée au marxisme, rien n'est resté. D'un point de vue marxiste, importe t'il de savoir à qui incombe la faute ? Non, certes, cela ne sert à rien. Mais lui aussi la partage.

Les nuages de la guerre qui s'accumulaient sur l'Europe de 1914, alors que les compétitions électorales battaient leur plein, pouvaient dénouer le nœud qui tenait à la gorge la classe ouvrière mondiale, et donner la parole aux armes, en l'enlevant aux bulletins de vote. Le moment fut manqué, et le nœud s'est fait plus étroit.

La bourgeoisie, qui a pris les armes deux fois comme État, et maintes fois aussi comme classe de la société, ne nous a rien fait apprendre, et nous lui avons remis en main la boucle du nœud.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

16 – La première guerre mondiale

[Retour à la table des matières](#)

Si, en Italie, la vigoureuse lutte contre la guerre de Libye de 1911 avait constitué une excellente épreuve pour les forces prolétariennes, qui avaient déjà une tradition de combat contre les entreprises éthiopiennes de la fin du XIX^{ième} siècle et contre les exploits du colonialisme, la première décennie du nouveau siècle se préparait à clore, dans l'ensemble du cadre mondial et par diverses manifestations, la période idyllique des dernières décennies du siècle précédent. Il y avait eu les conflits pour l'expansion en méditerranée occidentale, réglés momentanément lors de la conférence d'Algésiras, et de nombreuses périodes de tensions entre la Grande-Bretagne et la Russie, qui se heurtaient au Moyen-Orient et en Asie, sans parler de la sanglante guerre russo-japonaise de 1905, qui provoqua la première révolution russe. L'attaque de l'Italie contre la Turquie causa la rupture de l'équilibre balkanique laborieusement tissé au Congrès de Berlin après la guerre russo-turque de 1878, et ce furent les deux guerres balkaniques de 1912 : la ligue des États sujets contre la Turquie féodale, qui fut vaincue, et ensuite la nouvelle guerre entre les vainqueurs pour enlever à la Bulgarie la part du lion.

Les frémissements de tous ces conflits agitaient de façon toujours plus critique la politique extérieure des fameuses « grandes puissances », divisées entre deux alliances : la **double alliance** franco-russe, et la **triple alliance** entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie.

Les contradictions d'intérêts entre les différentes puissances, même alliées entre elles, étaient très complexes. Leur base se trouvait dans la conquête des marchés et dans le difficile partage des sphères d'influence coloniale, où la Grande-Bretagne et la France étaient à l'avant-garde. L'Angleterre s'était toujours tenue ostensiblement en dehors des alliances entre les États du continent, dans son fameux « splendide isolement », mais depuis plusieurs années l'écho de plus anciennes querelles, spécialement africaines, s'étant éteint, elle s'était alliée à la France par l'«entente

cordiale ». Au début du siècle, l'Italie, quoique liée par le traité de Triple Alliance aux Empires centraux, avait montré pour l'Entente une curieuse sympathie, et cette brillante politique extérieure chérie par les partis populistes et maçonniques était présentée aux lecteurs naïfs de la grande presse (mais ceux d'aujourd'hui valent-ils mieux ?) comme des « tours de valse », permis même aux dames qui ne se décident pas encore à cocufier leur mari. La menace d'une guerre, qui, on le comprenait, ne pourrait être que générale, était évidente, et elle le fut aussi pour les socialistes des différents pays. Le Congrès de Bâle de novembre 1912 lança son mémorable Manifeste contre la guerre, en s'appuyant sur le développement des guerres balkaniques, qui tenaient en particulier l'Autriche et la Russie toujours sur le pied de guerre. Les principes établis à Stuttgart n'avaient pas même besoin d'exprimer « l'interdiction pour les socialistes d'appuyer la guerre nationale », mais ils invitaient la classe ouvrière et les sections de l'Internationale à accomplir tous les efforts pour empêcher l'éclatement du conflit, et, au cas où celui-ci éclaterait, à agir pour le faire cesser « en profitant de la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes **et précipiter la chute de la domination capitaliste** ». La notion de prise du pouvoir politique est ici très claire, même si la formulation doctrinale pourrait être meilleure. On ne peut abattre le système social capitaliste sans renverser la domination politique de la bourgeoisie. Ceci est vrai en temps de paix. Le temps de guerre non seulement ne fait pas exception, mais présente aussi les meilleures conditions pour tenter d'atteindre ce résultat révolutionnaire.

Les mêmes idées avaient été confirmées non seulement durant le Congrès de 1912, mais aussi durant celui de Copenhague en 1910. Lénine souligna en 1915 que le manifeste de Bâle avait indiqué deux exemples historiques explicites : la commune de Paris de 1871 et la révolution russe de 1905, où, profitant des revers de l'État national dans la guerre, le prolétariat avait recouru à la guerre civile en s'insurgeant en armes, et dans le premier cas en conquérant le pouvoir (notion historique du **défaitisme** prolétarien). Dans les motions des Congrès mondiaux de la Seconde Internationale jamais n'avait pu prévaloir la formule insidieuse de la droite – condamnée pour toujours dans les écrits de Lénine comme révisionniste et opportuniste -, selon laquelle l'action des partis socialistes devrait être limitée dans les pays en guerre par la condition stupide de la simultanéité de l'action des deux côtés du front.

Si nous en revenons pour un moment au Parti socialiste italien, nous devons constater à nouveau que, malgré la longue lutte du courant révolutionnaire contre la droite, on n'était jamais parvenu à une formulation complète de la tactique du Parti en cas de guerre, et surtout en cas de guerre européenne générale. En matière d'anti-militarisme, de telles questions avaient été agitées les années précédentes par les anarchistes et les syndicalistes soréliens, avec des orientations faussement radicales, telles que le refus personnel d'obéissance, l'objection de conscience et autres. On ne pouvait pas même parler d'un travail parfait du mouvement de la jeunesse socialiste, qui pourtant avait su le premier se distinguer des libertaires et combattre le réformisme lorsqu'il dominait encore dans le Parti.

Le drame de l'Europe commença par quelques coups de revolver que tira à Sarajevo, capitale de la Bosnie, province slave sous domination austro-hongroise, le jeune Prinzip le 28 juin 1914, tuant l'archiduc François-Ferdinand, prince héréditaire de l'Empire.

Le gouvernement autrichien attribua cet acte à une conspiration serbe favorisée par le gouvernement de Belgrade et par la dynastie anti-autrichienne des Karageorgevitch. Après des semaines agitées de veille, il notifia le 23 juillet à la Serbie un ultimatum qui imposait de très dures conditions. Quelques-unes d'entre elles furent refusées, et la situation, malgré des tentatives d'arbitrage, devint très grave. Celui qui mit fin aux atermoiements fut le Tsar Nicolas de Russie qui, en soutien à la Serbie menacée d'invasion, ordonna la mobilisation générale le 30 juillet. Le 31 juillet le Kaiser suivit son exemple, et le 1^{er} août il déclara la guerre à la Russie. Le même jour, l'Autriche mobilisa, et les avant-gardes de ses armées franchirent le Danube. Partout les troupes obéissaient, les réservistes se présentaient, partaient et combattaient. Une sensation de froid planait sur l'Europe. Le 3 août, l'Allemagne déclara la guerre à la France et intima à la Belgique l'ordre de laisser passer ses forces armées. La Belgique mobilisa pour se défendre. Le 4 août est le jour qui reste dans l'histoire : la Grande-Bretagne déclara la guerre en arguant de la violation du traité qui garantissait la neutralité de la « petite Belgique ». Dans ses démarches hypocrites pour la paix quelques heures seulement auparavant, Londres avait déclaré en public et dans le secret diplomatique qu'elle ne se mettrait pas en mouvement. Si elle avait ouvertement annoncé le contraire, peut-être les autres auraient-ils hésité à faire les premiers pas irréversibles. La leçon de l'histoire est pour nous que, pour que la guerre éclate, il n'y a pas besoin de « provocateurs ». Mais si on voulait les repérer, on ne devrait les chercher que parmi les « pacifistes ». Aujourd'hui les choses ne sont pas différentes, et il en alla de même à la fin de l'été de cette autre année maudite, 1939.

Durant l'été de 1914, tout comme celui de 1939, nous autres observateurs italiens ne fûmes pas foudroyés sur l'heure par les télégrammes de la mobilisation, mais invités à une fenêtre d'où l'on observait l'incendie. Quelle chance ! Et quel enseignement il a pu en sortir !

Le 4 août fut aussi mémorable parce que les socialistes atteignirent le sommet de la honte. A Vienne, à Berlin, à Paris, à Londres, c'est à dire des deux côtés de la fulgurante déchirure à laquelle les bourgeois ne croyaient pas encore eux-mêmes, les Partis socialistes, à l'unanimité, non seulement ne trouvèrent rien à dire au prolétariat et à leurs adhérents du haut de la **tribune** tant vantée que la démocratie leur concédait, mais ils affirmèrent que les ordres de guerre des gouvernements étaient justes, ne trouvèrent pas un mot d'opposition, et votèrent l'approbation de la politique de guerre et les crédits militaires. Les pouvoirs des États capitalistes eurent les mains plus libres que ne les auraient eus les anciens pouvoirs absolutistes et non

constitutionnels, où le monarque avait le droit de déclarer la guerre sans le consensus ni le vote de personne.

Les socialistes parlementaires firent encore plus : ils entrèrent dans les gouvernements qui s'affublaient du nom ignoble d'**union sacrée**, comme Vandervelde, secrétaire belge de l'Internationale, et comme les français, indifférents à l'assassinat de Jaurès, pourtant droitier, tué le 31 juillet par le nationaliste Villain ; le seul qui mourut à temps dignement.

Les exceptions furent peu nombreuses mais glorieuses. Parmi les divers groupes à la Douma, celui de la gauche du Parti social-démocrate (les bolcheviks) prit une fière attitude d'opposition et se consacra à l'agitation dans le pays : il fut tout entier envoyé en Sibérie. Seule la pire partie des droites (menchéviks) et des socialistes-révolutionnaires et populistes vota les crédits de guerre : les groupes intermédiaires ne se salirent pas autant mais eurent une politique ambiguë.

En Angleterre, où les partis avaient aussi des positions différentes, le gros Parti labouriste appuya pleinement la guerre ; le Parti socialiste britannique se comporta mieux, et le Parti indépendant du travail (Mac Donald) fut courageusement hostile à la guerre. Les Serbes donnèrent un véritable exemple d'internationalisme conséquent. Dans quel pays, pourtant, le motif de la défense nationale pouvait-il jouer davantage ? Le seul camarade député, Laptchevitch, refusa le 1^{er} août le vote des crédits de guerre. Le Parti socialiste bulgare se tint dans l'opposition.

Dans la situation tout à fait particulière, comme nous l'avons signalé, de l'Italie, on peut dire que tous les partis et groupes parlementaires s'opposèrent à l'intervention dans la guerre, qui était dans un premier temps exigée diplomatiquement par les alliés de la Triple Alliance. Le 2 août le gouvernement Salandra annonça que, ne se trouvant pas en présence du **casus foederis** (cas extrême prévu dans le traité d'alliance), l'Italie resterait neutre. Il ne rencontra aucune opposition de la part des catholiques et des partisans de Giolitti, mais seulement de la part du jeune mouvement nationaliste, qui, dans les tout premiers temps, fut favorable à l'intervention aux côtés des Empires Centraux et, peu après, réclama à grands cris la guerre contre ceux-ci : ce qui, soit dit en passant, démontre que pour le grand capital industriel italien, qui finançait notoirement la presse des nationalistes, l'important était de faire la guerre à tout prix, peu importe de quel côté.

Ce qui nous importe nous c'est de dire ce qui se passa dans le Parti socialiste. Il est tout à fait clair que dès la première annonce du danger en Europe, qui signifiait formellement le risque d'une guerre aux côtés des Empires Centraux, gauches et droites se levèrent comme un seul homme contre la guerre, et cela dès la fin juillet. Pour les révolutionnaires, l'opposition à toute guerre était hors de discussion. La guerre en Italie aurait été si odieuse que même les réformistes et les « socialistes modérés » résolurent de manière radicale le problème qui se posait dans l'immédiat : comment empêcher la guerre si le gouvernement, par fidélité à ses engagements, la

déclare et ordonne la mobilisation générale pour attaquer la France sur les Alpes ? Les droites choisirent la solution révolutionnaire : on donnerait le mot d'ordre de l'insurrection armée ! Turati, qui avait mille fois théorisé l'action prolétarienne non sanglante, déclara que, malgré son âge, il serait le premier à descendre dans la rue avec un fusil pour inviter les citoyens et les soldats mobilisés à l'insurrection et à l'insubordination. On s'aperçut vite que, malgré la portée et même l'incontestable sincérité de sa position, il n'aurait pas besoin d'en faire tant.

Les droites d'alors, comme du reste celles d'aujourd'hui, ont pour devise : à toute situation **concrète**, une réponse **concrète**. Jamais le Parti ne doit se poser ce problème inutilement **abstrait** : si la situation était autre, quelle serait la réponse à apporter ? De telles velléités mettent les grands chefs politiques dans un grave embarras : pourquoi s'embêter à imaginer que toutes les forces en jeu se déplacent sur l'échiquier, les amis d'un jour se changeant en ennemis ? Cela change et gâche tout, et on repousse le problème avec dédain : doctrinarisme !

Il semblait alors vide de sens de demander : si nous savons **quoi faire** dans le cas d'une guerre contre la **France**, c'est à dire tirer sur les officiers italiens, pourrions-nous savoir **quoi faire** dans le cas d'une guerre contre l'**Autriche** ? Ceux qui pensent, comme nous, que les deux cas sont équivalents, peuvent avoir le droit de donner une seule réponse, mais ces messieurs qui voient entre les deux cas d'énormes différences **pratiques** ont précisément le devoir d'avoir **deux réponses** prêtes, si ils ne veulent pas escroquer leur propre parti et leur propre classe.

Ceci n'est qu'un exemple, et il est tiré du passé, mais il est tout à fait concret ; et la question éternelle de la tactique se pose toujours en ces termes, et s'y posera toujours à l'avenir. Il convient donc d'en tirer un bilan.

Entre août 1914 et mai 1915 tout, en effet, changea dans un sens diamétralement opposé, et l'autre guerre, la guerre en sens inverse, la guerre en faveur de l'Entente, fut discutée.

Celui qui le premier posa ce problème tactique ne fit donc pas étalage de doctrinarisme, mais démontra seulement une meilleure vision historique des faits pratiques.

S'il vous plaît d'appeler doctrinarisme l'attitude qui consiste à voir les faits non seulement alors qu'ils surviennent et après qu'ils soient survenus, mais aussi avant, faites-le. Ce qualificatif nous plaît et même nous réjouit.

Depuis le 26 juillet, Mussolini élevait dans les colonnes de l'« Avanti ! » le cri : à bas la guerre ! Et il écrivit en toutes lettres : si vous mobilisez, nous recourrons à la force ! Le 29 juillet, la direction du Parti lança un manifeste aux travailleurs après un vote du 27 en accord avec le Groupe parlementaire : on faisait allusion à la récente

grève générale et on invitait le prolétariat à se préparer à de nouvelles **épreuves de force**.

Mais, si le traité de la Triple Entente avait du jouer, ce n'aurait pas été seulement les Mussolini et les Turati qui auraient guidé les rebelles, mais aussi d'autres chefs politiques, et parmi ceux-ci les premiers à révéler leurs intentions furent ceux du Parti réformiste issu de la scission de 1912 : une lettre de Bissolati à Bonomi du 2 août révèle qu'ils avaient demandé la neutralité mais visaient la guerre, contre l'Autriche s'entend.

D'autres groupes et partis, dont nous parlerons, se portaient sur ce terrain, et parmi eux non seulement les républicains, les radicaux, les francs-maçons, beaucoup de transfuges du syndicalisme-révolutionnaire et de l'anarchisme, mais aussi, en belle compagnie avec cette engeance, les nationalistes exaltés, précurseurs du fascisme. Il fut évident que la fermeté du Parti socialiste dans la lutte contre la guerre pouvait être compromise si on ne clarifiait pas de telles confusions, et si on ne discutait pas ouvertement les deux perspectives possibles, d'autant que la perspective pro-autrichienne des premiers jours d'août s'éloignait désormais à l'horizon.

Nous voulons nous rapporter à un article de la tendance d'extrême-gauche du Parti, paru sous le titre **A notre poste**¹ dans l'« *Avanti !* » du 16 août, et écrit dix jours après l'éclatement de la conflagration générale. Cet article nous intéresse aussi en raison du « chapeau » qu'y accola le directeur du journal Mussolini, et qui annonce clairement la crise future.

La rédaction se déclara en effet d'accord sur le contenu de l'article, mais avança une distinction assez fragile entre socialisme **logique** et socialisme **historique**. Le révolutionnaire devrait être historique même s'il n'est pas logique. Le sens de cette palinodie était qu'il était logique de dire que, dans le cas de l'**autre guerre**, la position socialiste ne devait pas changer, mais que de fait cette autre guerre était... autre chose, que la France n'était pas l'Allemagne et que la défense n'était pas l'agression.

L'article était écrit, cela s'entend, précisément pour soutenir le critère opposé à celui de son chapeau.

Quelques citations suffiront pour éclairer l'exposition des thèses de la gauche, dans la mesure où elles n'étaient pas celles de tout le Parti italien (bien que celui-ci n'ait pas été emporté dans la ruine des autres partis européens), mais seulement de son aile la plus claire et la plus résolue².

¹ C.f : le texte 14 dans la seconde partie du présent volume.

² Il s'agit du reste seulement du premier d'une série d'articles, sortis entre août 1914 et mai 1915 et au-delà, et reproduits dans la seconde partie de ce volume, où les justifications courantes de l'appui prolétarien à la guerre sont systématiquement et une à une démolies – textes 13 à 28.

Le « sentiment de vive sympathie pour la Double Entente » que révélèrent beaucoup de camarades « ne répond pas aux principes socialistes dans le domaine des idées, et sert dans le domaine pratique à faire le jeu du gouvernement et de la bourgeoisie italienne, qui brûle d'intervenir dans le conflit ». Donc, la question de principe et la question historique étaient toutes les deux posées ; et toutes les deux correctement.

La justification des guerres de défense était niée grâce à l'exemple de l'Allemagne, qui, selon les funestes déclarations du député socialiste Haase, était contrainte de **se défendre** face au danger russe. Toutes les patries étaient en réalité en état de défense, l'agression était un fait, l'attaque en était un autre. La violence guerrière (voir la guerre franco-allemande de 1870) a vite fait de transformer un agresseur en un envahi qui se défend. Et depuis ces jours lointains la théorie de la « responsabilité » a été démolie par ces paroles : « en réalité la bourgeoisie de tous les pays est également responsable de l'éclatement du conflit, ou mieux encore le responsable en est le système capitaliste, qui en raison de ses exigences d'expansion économique a engendré le système des grands armements et de la **paix armée** ».

L'article développait ensuite la théorie du militarisme bourgeois opposée au militarisme féodal ; la démocratie électorale était le terrain de culture du premier. L'article rappelait, contre des thèses polémiques connues, que la France avait toujours envisagé de faire avec la Suisse ce que l'Allemagne fit avec la Belgique. A propos de tout cet informe bagage rhétorique de la civilisation contre la **barbarie**, il évoquait la présence de la Russie tsariste féroce et sanguinaire parmi les champions de la liberté...

S'agit-il de sensibilité doctrinaire ou d'un cri d'alarme pratique ?

« La tendance [à la guerre contre l'Autriche] couve dans l'ombre. Elle éclatera dans la rue si le gouvernement veut faire la guerre contre les allemands, et peut-être assisterons-nous aux scènes de septembre 1911 [Tripoli], spécialement si nous nous laissons désorienter par des sentimentalités francophiles [...]. Le gouvernement pourrait se sentir les mains libres, inventer une provocation allemande, agiter le drapeau du danger de la patrie et nous entraîner à la guerre sur la frontière orientale.

Demain, sous le poids de l'état de siège, nous verrons se répandre à travers le monde un autre mensonge officiel disant qu'en Italie aussi **il n'y a plus de partis** puisque tous sont confondus dans l'unanimité guerrière.

A notre poste donc, pour le socialisme ! »

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

17 – Débats socialistes en temps de guerre

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est évidemment pas possible de traiter ici de la lutte entre les deux alignements de partis qui se définirent en Italie, avec comme toujours des étiquettes à la mode : « neutralistes » et « interventionnistes ». L'interventionnisme en faveur de la Triple alliance disparut bien vite de la circulation et il resta en lice l'interventionnisme maçonnique, auquel les nationalistes s'adaptèrent tout de suite, au point d'en prendre la tête. Mais le grand public voyait dans les partisans de la neutralité dite **absolue** un prétendu front de socialistes (alors **officiels**), de catholiques et de libéraux giolittiens, tous opposés à la guerre contre les Empires Centraux.

Quelle était l'exacte position des révolutionnaires, telle que la répétaient divers hebdomadaires de gauche des fédérations (parmi lesquels « Il Socialista » de Naples) ?

Le sujet des propositions de neutralité ou d'intervention dans la guerre était l'Italie, l'État italien. Pour les démocrates poussifs, semblables à ceux qui aujourd'hui remplissent les sièges de la Chambre italienne en tant que délégués frauduleux du prolétariat, toute action et toute position politique se réduisent à une indication de ce que devrait faire l'État, comme si nous en faisons partie. Mais le parti de classe est l'adversaire, l'ennemi de l'État bourgeois, qu'il ne peut faire plier, et même détruire, que par sa pression et, dans des cas historiques extrêmes, par les armes. Nous, socialistes italiens, anti-bourgeois, anti-guerre et anti-état n'étions donc pas alors neutralistes **par rapport à l'État**, mais interventionnistes **dans la lutte de classe et demain dans la guerre civile**, qui seule aurait pu empêcher la guerre. C'étaient eux, les bellicistes, les interventionnistes, les patriotes, les chauvins, qui méritaient le nom de neutralistes dans la lutte de classe, de partisans du désarmement de l'opposition révolutionnaire.

Nous disions donc alors que nous ne tolérerions pas un front politique, comme on le préconisait, avec Giolitti et les catholiques, pour la seule raison qu'en allant au pouvoir ceux-ci ne feraient pas la guerre. Si notre groupe parlementaire avait donné un tel appui, nous l'aurions désavoué, pour les mêmes motifs qui nous faisaient déplorer l'attitude des français, des allemands, etc. Ces gens n'avaient opposé à la guerre que des moyens légaux (comme celui **in articulo mortis** des trois cent cartes de visite à la porte de Giolitti en ce « mai radieux » de 1915), jamais l'action des masses.

Mais le problème important se posait à **l'intérieur** de notre Parti. Bien peu allaient jusqu'à admettre le **défaitisme**, tel que Lénine le théorisa, non seulement pour la Russie absolutiste, mais pour tout État impérialiste bourgeois. Et moins que jamais la droite turatienne, qui avait elle-même menacé de saboter la mobilisation quand le petit roi donnerait l'ordre de partir (alors que celui-ci défiait la colère du grand Guillaume qui lui aurait télégraphié : vaincu ou vainqueur, je me souviendrai de toi).

Au centre, on était porté par le vent de ces temps difficiles, et on était en train d'élaborer la tactique châtrée de Costantino Lazzari, homme aux nombreux mérites et aux erreurs aussi nombreuses, qui fut synthétisée dans la phrase : « ni adhérer, ni saboter ». Peut-être la devise des charognes de 1963 vaut-elle mieux : « **en cas de guerre ou adhérer ou saboter** ». La mauvaise formule de Lazzari signifiait qu'après avoir conjuré de toutes les manières la bourgeoisie de ne pas faire la guerre, une fois les premières colonnes parties on devait dire : bien, nous avons fait notre devoir, maintenant nous ne pouvons couper les pattes à l'armée nationale parce que nous ferions le jeu (ce fameux **faire le jeu** qui revient toujours) des armées ennemies prêtes à envahir et à dévaster le pays, consacrons-nous donc à une œuvre de Croix-Rouge civile, de pansement des blessures.

La consigne de la gauche était la suivante : à l'ordre de mobilisation répondre par la grève générale nationale.

Aucun Congrès ou réunion ne put discuter de ces graves alternatives. Le Parti, dans l'ensemble, défendit de toutes les manières et en toutes occasions sa consigne d'opposition à la guerre, à toute guerre. Quand les socialistes partisans de la guerre des Empires Centraux et de l'Entente vinrent en Italie, ils furent dûment rabroués et invités à rentrer chez eux avec leurs propositions corruptrices (Südekum l'allemand, Lorand et Destrée les franco-belges).

La plus grave menace de crise vint de Mussolini, que les éléments de gauche essayaient en vain de retenir de commettre des erreurs fatales. Il existe une lettre autographe de lui (oh, elle n'est pas à vendre !) qui dit : « Vous devriez être à ma place... Tous les furoncles sentimentaux viennent à suppuration ! Je reçois chaque jour des lettres qui me disent : laisserez-vous égorger la France ? ».

Et il ajoutait qu'il ne plierait pas. « Pour moi une guerre contre l'Autriche serait une catastrophe pour le socialisme et pour la nation ». Mauvais serment, avons-nous dit : ce ne serait pas (et ce ne fut pas) une catastrophe nationale, mais que nous importe ? Nous étions là pour empêcher la catastrophe **socialiste**.

Mais ce n'étaient pas des furoncles : c'était un bubon, et il éclata, même si nous en fumes d'abord désespérés. Le 18 octobre 1914, l'« Avanti ! » sortit avec l'article : **De la neutralité absolue à la neutralité active et agissante**. C'était le prélude à la thèse de la guerre.

Pas une section du Parti ne vacilla. Un bel exemple, et spécialement pour la fraction de gauche, de manque d'attachement personnel à un chef même brillant. La section de Milan expulsa Mussolini pour indignité, disait-on alors, politique et morale. Morale en raison des sous de l'Entente apportés par Cachin, grâce auxquels quelques jours plus tard sortait le quotidien interventionniste « Il Popolo d'Italia ».

La Direction confirma l'expulsion, et nomma une nouvelle direction du journal : Lazzari, Bacci et Serrati. A la fin il ne resta que Serrati, homme d'une indubitable énergie.

Il se forma même une petite **fraction** disant que c'était ainsi que devraient être de toute éternité liquidés les traîtres. Il y eut des camarades, hommes et femmes, qui s'offrirent pour aller l'exécuter...

Il ne nous est pas possible de rapporter l'histoire de l'ensemble de la lutte politique qui se déroula en Italie, d'août 1914 à mai 1915, afin d'obtenir que le gouvernement du pays suive la ligne de la neutralité ou accepte d'intervenir en faveur de l'Entente. Les divers courants politiques traditionnels entrèrent presque tous en crise et beaucoup se divisèrent en deux camps opposés. Nous suivrons principalement les vicissitudes du Parti socialiste italien, qui ne connut pas de crise interne **ouverte** au cours de cette période. Nous avons déjà parlé de la désaffection de Mussolini, événement qui, pour employer un mot à la mode, fut spectaculaire, mais sans profondeur.

La caractéristique du mouvement interventionniste des fameux « faisceaux de combat », dont Mussolini devait garder le nom dans son mouvement d'après-guerre, fut de sortir du terrain de la simple pression parlementaire et légaliste, pour résoudre la question par une pression sur le gouvernement de l'État et sur la monarchie, et de faire appel résolument à un mouvement populaire, de masse, qui forcerait la main à Rome, y compris avec des méthodes violentes. La guerre est une violence, mais une violence légale et étatique. Les partisans de la guerre eurent beau jeu de camoufler leur conversion sous la formule de la « guerre révolutionnaire », une guerre non proclamée par les pouvoirs publics ou par le roi, comme le voulait la constitution, mais imposée par le peuple engagé dans un combat de type insurrectionnel.

Il fut facile à cette engeance de traiter les socialistes neutralistes de pacifistes par principe, et à l'injure de **bellicistes** d'opposer celle, alors classique, de « ventres à figues [lâches] ».

Un des pâles historiographes de cette période de l'histoire italienne a relevé, sur un ton pleurnichard, que ce fut le premier exemple de viol de la liberté du parlement, et que cela prépara les derniers outrages qui, dans l'après-guerre, devaient inaugurer les vingt années de la dictature fasciste.

Toutefois, parmi les héritiers avoués du mouvement de libération nationale et anti-fasciste, il ne manque pas de gens qui revendiquent la violence nationaliste du mai radieux, et sont prêts à la déclarer en accord avec la meilleure idéologie démocratique. Et en même temps, au cours du long chemin de leur dégénérescence, ils en sont arrivés à condamner la violence quand elle sert non à obtenir une guerre, mais à abattre le pouvoir du capitalisme, qui devrait tomber au contraire par des procédés constitutionnels et non sanglants !

Les deux idées, celle de l'apologie de l'intervention en 1915 et celle de la condamnation de la marche sur Rome en 1922, vont ensemble Pour en donner un seul exemple, dans la boîte crânienne (bien dure, mais à son avantage !) d'un Pietro Nenni. Elles vont ensemble comme on peut en juger après ce demi-siècle dans lequel de tels individus ont parcouru toute la gamme des positions possibles.

Mais dès avant mai 1915 il y avait dans le Parti socialiste des militants qui posaient correctement la question de la violence d'État et de la violence de classe. Une brève note du « Socialista » de Naples¹, qui fit le tour des hebdomadaires du Parti, développait la critique du terme de neutralisme. Nous n'étions ni neutralistes ni pacifistes, nous ne croyions pas possible que le point d'arrivée programmatique puisse être la paix permanente entre les États. Nous déplorions que la lutte de classe, la guerre de classe, ait été suspendue, pour faire place à la guerre nationale. Notre perspective n'était pas de poursuivre la lutte de classe légaliste mais de combattre pour aller vers la guerre révolutionnaire prolétarienne, qui seule extirpera un jour les racines des guerres entre les peuples. Nous étions les vrais interventionnistes de classe, les interventionnistes de la révolution.

Tout autre était, naturellement, la position de la droite du Parti, désormais en minorité, mais qui contrôlait encore le Groupe parlementaire et la Confédération du Travail, et avait dû seulement abandonner la Direction du Parti. Cependant la position de la Direction elle-même, qui passait pour l'expression de la fraction révolutionnaire intransigeante de Modène, Reggio Emilia et Ancône, était, elle, différente.

¹ C.f : le texte 23 dans la seconde partie du présent volume.

La droite et ce que nous pouvons désormais appeler le centre excluait tout appui à un gouvernement de guerre, tout vote de crédit militaire, toute déclaration disant que le Parti « suspendrait » son opposition en cas de guerre. Mais cela était peu, très peu, c'était une espèce de politique des mains propres, digne de pacifistes et de neutralistes, non certes de révolutionnaires classistes. Quand viendrait la guerre ils pourraient dire : nous avons fait notre devoir et mis nos responsabilités à l'abri. On disait alors : nous avons sauvé notre âme !

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

18 – Mai 1915 : la conférence de Bologne

[Retour à la table des matières](#)

Le 19 mai 1915, en raison de la précipitation des événements, une conférence entre la Direction du Parti, le Groupe parlementaire, la Confédération du Travail et des délégations de la périphérie du Parti fut convoquée à Bologne (Reggio Emilia, Rome, Turin, Bologne, Catane, Florence, Gênes, Milan, Pise, Venise, Parme, Modène, Naples, Ravenne). Il y avait 20 députés, 19 membres de la Direction, 14 confédérés.

Nous ne savons pas si quelqu'un possède les procès verbaux de cette réunion et des autres qui suivirent pendant la guerre. A la date du 16 mai il n'y avait pas encore de censure, mais le compte-rendu de l'« *Avanti !* » est tout à fait incolore. La motion publiée est faible et ne sort pas du ton de la séparation des « responsabilités ». Sans doute proclame t'elle « l'hostilité inébranlable du prolétariat » (qu'elle déclare pourtant « motivée par l'appréciation des intérêts nationaux et des buts suprêmes du socialisme ») à l'intervention. Elle déclare valable pour toujours sa décision de voter contre une quelconque demande de crédits de guerre ; mais elle se contente d'appeler les prolétaires à des manifestations et des meetings empreints « de discipline, de dignité et de puissance », après quoi les socialistes, conscients de « ne pouvoir être aujourd'hui les arbitres du monde capitaliste, sûrs d'avoir fait leur devoir pour eux-mêmes, pour le pays et pour l'histoire, face à l'Italie et à l'Internationale, diviseront et maintiendront séparées leurs responsabilités de celles des classes dirigeantes ». Dans des articles de l'« *Avanti !* », et dans le fameux discours de Turati à la Chambre pour refuser les pleins pouvoirs demandés par le gouvernement Salandra à la veille de la déclaration de guerre à l'Autriche, il revient une phrase malheureuse : que la bourgeoisie italienne fasse sa guerre ! La bourgeoisie italienne faisait sa guerre, oui, mais avec la peau des prolétaires italiens envoyés pour égorger les prolétaires autrichiens.

Selon les historiographes droitiers et centristes de cette période, c'est de la réunion de Bologne que serait née la célèbre phrase de Constantino Lazzari : « ni adhérer, ni saboter », phrase que le vieux socialiste aurait mieux fait de ne pas inventer. La formule et la politique pacifiste qu'elle exprimait rencontrèrent dès le premier moment une vive opposition dans le Parti. Serrati lui-même, directeur de l'« *Avanti!* », ne la partageait pas, quoique les diverses décisions de la Direction pendant la guerre aient toutes été faibles et hésitantes. Les apologistes de Lazzari dirent qu'il se consacra à sauver l'unité du Parti, et que son « honneur » fut de ne pas avoir **adhéré** au massacre.

A la réunion de Bologne, divers représentants de la fraction révolutionnaire intransigeante, parmi lesquels quelques membres de la Direction elle-même, et les représentants de diverses fédérations, prirent une position tout à fait opposée non seulement à celle des parlementaires et des chefs confédéraux, mais aussi aux hésitations de la Direction.

Nous pouvons reconstituer la position que prirent quelques délégués de la Lombardie, du Piémont, de la Romagne et du Mezzogiorno, bien qu'à tant d'années de distance il n'y ait pas de textes disponibles¹.

Avant tout ils affirmèrent que le problème éminemment politique de l'action à développer contre la guerre devait être affronté par les organes du Parti et accepté comme tel par les camarades ayant des fonctions parlementaires et syndicales. Ce grief se représentera dans tout le cours des luttes ultérieures et jusqu'à ce qu'on en arrive à la scission de Livourne.

Il y eut un heurt direct entre celui qui parlait pour la gauche du Parti d'un côté et les députés et dirigeants syndicaux de l'autre. Les députés voyaient la question sur le plan parlementaire. On savait que la majorité des députés était neutraliste, comme l'avaient prouvé les trois cent cartes de visite laissées à la porte de Giolitti quand le roi avait appelé Salandra. Giolittiens, catholiques et socialistes auraient pu « mettre la

¹ Il serait intéressant de suivre dans la presse régionale et provinciale socialiste des mois d'avril et de mai les réactions du Parti à la perspective toujours plus proche de l'intervention italienne dans le conflit européen et à la circonspection politique de sa direction. A cette fin il est utile de signaler entre autre la motion votée au VIIIème Congrès de la Section socialiste de la province de Forlì le 11 avril 1915 : « **Le Congrès Provincial Socialiste de Forlì, reconnaissant que l'affirmation de la neutralité est devenue aujourd'hui insuffisante, déplorant que la Direction du Parti n'ait pas su imaginer le moyen d'opposition efficace à la guerre, affirme la nécessité de la grève générale pour empêcher que le prolétariat, dans l'intérêt de la bourgeoisie, ne soit jeté dans l'effroyable massacre** » (de « La lutte de classe », 17-4-1915). On peut noter, à la lecture de cet hebdomadaire, que la gauche, notamment celle de la Fédération de la jeunesse, avait développé, en dépit de la défection de Mussolini, dans la période suivant août 1914, un actif travail de propagande dans les sections et les villes de Romagne, au milieu des hurlements interventionnistes et bellicistes des républicains. Concernant la motion votée le même mois et dans le même sens par la Fédération de la jeunesse socialiste voir le chapitre 22.

guerre en minorité à la Chambre ». La gauche se déchaîna contre cette perspective. Celle-ci transparaît malheureusement dans la motion votée, qui affirmait que la pression des interventionnistes du **rocher de Quarto** était « anti-constitutionnelle ». Dès cette époque nous fîmes cette observation évidente : et alors ? Nous sommes les premiers à aller contre la constitution bourgeoise !

La discussion avec les dirigeants de la Confédération ne fut pas moins tendue. Ils s'époumonaient à dire que la grève générale contre la mobilisation « ne réussirait pas », et défiaient les représentants des Bourses du Travail et des fédérations de métiers de donner des assurances de défaitisme. Nous leur lançâmes au visage : vous ne craignez pas que la grève ne réussisse pas, vous craignez qu'elle réussisse. Vous savez que les ouvriers sont furieux contre la guerre, mais vous n'osez pas donner le mot d'ordre de grève pour empêcher la mobilisation. Non que vous craigniez les conséquences de la répression, ce n'est pas de lâcheté que nous vous accusons, mais vous craignez de vous souiller par une trahison de la patrie. Vos préjugés bourgeois sont tels que vous pensez que même dans le cas d'une guerre non de défense du territoire, mais d'agression et de vraie conquête, comme celle où nous nous trouvons, le socialiste a le devoir de ne pas nuire aux opérations militaires de la patrie. Inutile de dire que la volonté de guerre du peuple italien est une ignoble mystification, provenant de la part de ceux qui considèrent comme coupable le fait de lever le poing contre une guerre qui est monstrueuse !

Quand Turati prit la parole pour répondre par des sarcasmes aux déclarations des « révolutionnaires » de la Direction, il posa en préalable que la position de l'extrême-gauche était cohérente et respectable dans sa logique, et que, sans la partager théoriquement, il prenait acte de son caractère conséquent.

Les commentateurs osent dire aujourd'hui qu'en Italie personne ne prit la même position que Lénine, pour le sabotage de toute guerre, même de défense. En réalité, comme cela ressort d'articles de l'« *Avanti!* » et de l'« *Avanguardia* » ainsi que de propositions faites dans les réunions de Parti, cette position fut prise par l'extrême-gauche italienne, avant même que les thèses de Lénine aient été connues. Nous le prouverons par des documents dans la seconde partie, où il apparaîtra clairement qu'entre 1914 et 1918, et malgré l'absence de liens internationaux, la gauche révolutionnaire développa en une martelante succession, dans la presse du Parti, les thèmes fondamentaux du combat léniniste contre les suggestions de la propagande belliciste (d'autant plus insidieuse qu'elle est revêtue d'oripeaux démocratiques) dans les rangs du mouvement ouvrier. Et c'est un fait (récemment rappelé par un historien non suspect de sympathie pour notre courant) que la Gauche apporta dans l'« *Avanti!* » précisément à la veille de la déclaration de guerre, la seule parole classiste et internationaliste sans équivoque :

« Encore une fois, ô tremblants serviteurs du fait accompli, qui voudriez nous faire lécher la main qui nous a abattus mais non brisés, les deux voies opposées se dressent nettes et précises : ou pour ou contre le préjugé national et les scrupules

patriotiques. Ou vers un pseudo-socialisme nationaliste ou vers une nouvelle Internationale. La position de ceux qui, en s'opposant à la guerre, ne cachent pas une duplicité misérable, ne peut être qu'unique, aujourd'hui que la guerre est un « fait accompli » : contre la guerre, pour le socialisme anti-militariste et international » (**Le « fait accompli »**, 23 mai 1915 ; cf : seconde partie textes 23-24)

La vigueur de la pression de la gauche fut telle qu'on décida de tenir le mercredi 19 mai des meetings prolétariens pour conjurer la déclaration de guerre. Mais le mécontentement de nombreuses régions représentées à la réunion imposa la décision, non proposée par les vrais marxistes de gauche, de laisser la grève à la libre appréciation des organisations locales. C'était ce que demandaient les délégués de Turin, où les masses prolétariennes étaient en ébullition. Comme en tant d'autres occasions, il y eut les « événements de Turin », précisément le 19, avec abandon de toutes les usines, manifestations violentes et heurts dans les rues. Le préfet donna tous les pouvoirs aux forces militaires et le siège de l'A.G.O (Bourse du Travail, dirigée par la gauche) fut bestialement saccagé tandis que la soldatesque faisait sauter le goulot de milliers d'excellentes bouteilles tirées de la cave de la fameuse Alliance Coopérative Turinoise.

Une fois encore, les faits démontrèrent le courage et la résolution des prolétaires de Turin, et même le bon esprit révolutionnaire de ces camarades. Mais en cette occasion une erreur de nature « cyclique » fut commise. Turin se mit toujours en mouvement au mauvais moment, c'est à dire qu'elle eut du mal à admettre que certaines décisions de lutte de classe devaient être nationales et non locales. Avec une Confédération et un Parti italien qui n'avançaient pas, on ne pouvait rien faire, même avec une Turin aux organisations et coopératives puissantes. Le bon vin était inutile dans tant d'eau fétide des pompiers sociaux. Il a été difficile de faire comprendre cela aux camarades turinois, même à ceux de la meilleure extrême-gauche ! Turin a été la capitale du Royaume, mais elle ne put réaliser la Commune.

Le déroulement du heurt fut celui de toujours. Les ouvriers des usines désertèrent le travail en blocs compacts et occupèrent les rues et les places. Quelques barricades se formèrent et la population des maisons appuya la manifestation et la lutte. Les dirigeants socialistes, syndicaux et parlementaires, s'employèrent à « calmer les esprits ». Le Préfet et le Ministère de l'Intérieur échangèrent quelques télégrammes, et la force armée intervint. Le siège ouvrier et socialiste de Corso Siccardi fut occupé. Un ouvrier fut tué. Beaucoup de blessés, beaucoup d'arrestations, même parmi les dirigeants, et ensuite les procès et condamnations en assises. Certes, le siège de Corso Siccardi dévasté fut restitué le 25 mai, mais entre temps les ouvriers avaient été écrasés par la force de l'État central, et les nationalistes interventionnistes, rares à Turin, purent faire le tour de la ville en célébrant la guerre radieuse... Un premier schéma de ce que sera l'après-guerre, l'illégalisme bourgeois du fascisme, l'erreur fatale de la classe ouvrière de répondre avec la formule stupide : nous sommes là pour défendre la légalité, au lieu de **relever le défi**, qui est toujours la meilleure des solutions historiques.

Turin donna une répétition générale de ces mouvements voués à l'échec. Le tout jeune Gramsci, comme le raconte un des siens, théorisa la chose. Il ne savait pas encore s'il était neutraliste où interventionniste, idéaliste ou marxiste (et c'était pardonnable), mais il était aveuglé par l'admiration d'un fils de la pastorale Sardaigne pour la métropole super-industrielle. Il écrivit : « Turin représente en petit un véritable organisme étatique ». L'observation est menée finement, « dans le concret », mais elle débouche sur une voie non-marxiste. Un organisme étatique peut s'appuyer sur Sassari et Turin, mais le problème à poser n'est pas communal, il est supra-national, européen, mondial. Celui qui a un regard « immédiatiste » ne le voit pas.

La terrible guerre de 1915 – véritable charnier dont la seconde guerre, malgré les souffrances des populations civiles, n'a été qu'une pâle répétition – avec ses 600.000 morts **officiels** sur le terrain et ses dix batailles sur l'Isonzo, exaspérait la haine du prolétariat vis-à-vis de la classe dirigeante, qui s'abreuvait de sang en levant le drapeau démocratique, encore plus que quand elle leva ensuite, avec le militarisme en sourdine, le drapeau nazi-fasciste.

Le Parti socialiste maintint son opposition, mais il avait des phrases malheureuses (ces quelques phrases n'entraînèrent que peu de mal, mais elles constituaient la position de toute une partie du mouvement, sous le couvert d'une unité que nous avons déplorée ouvertement dès avant mai 1915). Ainsi les gauches de Turin (qui s'appelèrent ensuite les rigides) stigmatisèrent celle de l'ultra-droitier Casalini : « le Groupe socialiste du Conseil [**ambition habituelle de piloter en sous-main la politique italienne**], face à l'irrévocable, se propose d'utiliser ses forces pour que l'Italie ne s'affaiblisse pas moralement ou matériellement face à l'ennemi ». Casalini concluait par le double cri : vive le socialisme, vive l'Italie ! Aujourd'hui, ce cri, même sous sa forme : vive le communisme, vive l'Italie !, ne scandalise même plus. Il n'y a plus de **rigides**, uniquement des mous.

Toutefois le Parti dans son ensemble tint un bon cap, au moins dans le domaine de la reprise des rapports internationaux. Il fut présent à Zimmerwald (5–8 septembre 1915) et à Kienthal (24–30 avril 1916). Nous ne pouvons faire ici l'histoire de ces rencontres internationales et d'autres points notables, mais il faut relever que les délégations italiennes, composées, de manière prévisible, presque seulement de députés, parmi lesquels il y avait de vrais pacifistes convaincus, mais non de vrais marxistes révolutionnaires, ne purent refléter les positions de la vigoureuse gauche du Parti.

Voilà pourquoi le manifeste de la Gauche de Zimmerwald signé par Lénine et Zinoviev ne porte pas de signature italienne. En effet, en raison de la guerre, les gauches italiens des années 1915 et 1916 ne possédaient pas de liens organisés en dehors de la Direction du Parti. Les signatures italiennes du manifeste général de Zimmerwald sont celles de Modigliani et de Lazzari. Lénine, on le sait, signa aussi ce

texte, ouvertement anti-belliciste et qui condamnait ouvertement le social-patriotisme, en le considérant comme un bon « pas en avant vers la lutte réelle contre l'opportunisme, vers la rupture et la scission ». Il avait été écrit notoirement par Trotsky et reflétait aussi la position des spartakistes allemands, des héroïques Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Plus loin¹, le lecteur pourra cependant trouver, à la date justement de 1916 (cf : surtout les textes 26 et 28), un exemple caractéristique de la bataille menée par la gauche pour « la plus farouche intransigeance » dans la conservation et dans la défense des « frontières idéologiques » du Parti contre toute position intermédiaire et de compagnonnage, la classique, insidieuse position des « indépendants » si âprement fustigée par Lénine.

¹ C.f : les textes 26 et 28 dans la seconde partie du présent volume.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

19 – La conférence de Rome, février 1917, et autres manifestations de la Gauche

[Retour à la table des matières](#)

Pendant la guerre il ne fut pas possible de convoquer le Congrès national du Parti, mais on réussit à tenir à Rome (non-clandestinement) une conférence les 25 et 26 février 1917. Tous les documents concernant cette réunion ne sont pas non plus disponibles, cependant elle démontra qu'il y avait dans le Parti deux positions ouvertement en conflit.

Trois points furent discutés. Le premier concernait les rapports entre la Direction du Parti et le Groupe parlementaire. Ce dernier fut l'objet de nombreuses critiques. De tous les côtés on dit que la responsabilité incombait à la Direction sur la base d'un principe fondamental : le Groupe, comme la Direction de la Confédération du Travail, ne pouvait avoir le droit de faire une politique propre qui ne fût pas en tout point celle du Parti. Mais après deux années de guerre, le Parti était haï et combattu de tous côtés, et l'idée sentimentale de ne pas se diviser sur le vote concernant le rapport d'activité l'emporta. Trozzi, de Sulmona, qui était de gauche, présenta un ordre du jour de félicitations à la Direction. L'autre gauche, Zanetta, de Milan, un ordre du jour semblable de simple approbation. Le premier obtint 23.841 voix, le second 6.295. La chose aujourd'hui ne semble pas claire : le fait est que les droitiers, c'est à dire les réformistes contraires à la Direction, ne voulurent pas se compter, si ce n'est dans les 2.690 abstentions.

Un deuxième point concernait une conférence des Partis socialistes des pays de l'Entente (Italie comprise), qui était convoquée à Paris. Il était juste de ne pas y aller quelles que soient les conditions. Mais, au contraire, on discuta sur un point secondaire, le fait que le parti français avait de sa propre initiative réparti les voix

internationales italiennes entre notre Parti et celui, ultra-interventionniste, des réformistes bissolatiens. A l'extrême-gauche, on ne manqua pas de relever que la II^{ème} Internationale et le Parti français étaient bien morts, mais on vota sur deux ordres du jour, presque semblables, de Bombacci et de Modigliani qui, également, ne disaient rien sur le principe. Finalement, on n'alla pas à Paris ; mais l'argument du nombre de voix était mauvais.

Sur le vital troisième point – « la paix et l'après-guerre » - il y eut, au contraire, une nette division. La gauche obtint plus de 14.000 voix contre 17.000 au centre-droit. Quant à la motion présentée par la gauche, et inconnue des « spécialistes » de l'histoire du mouvement ouvrier, l'« Avanti ! » put seulement affirmer qu'elle « développait une orientation théorique intransigeante sur les critères du Parti socialiste pour la paix et l'après-guerre ». Mais dans la sentence du procès de Turin, un an plus tard, avoir voté cet ordre du jour « proposant une action révolutionnaire pour mettre fin à la guerre » figurera parmi les circonstances aggravantes à la charge de l'accusé Rabazzana.

Les rares historiens auxquels nous avons fait parfois allusion se contentent, tout en ignorant le texte de la motion, d'exprimer leur stupeur sur le fait que la gauche ait recueilli autant de voix, sans abstentions, c'est à dire contre les forces de la droite et du centre (direction) réunies. Les maniaques du décompte des voix font une horrible grimace quand ce principe, appliqué comme il faut, les met dans leur tort.

Nous donnerons sur ce point les quelques lumières que nous possédons. On notera que le texte de la motion Rossi (centre droit), qui fut approuvée, ne dit rien, se contentant de répéter qu'on approuve la ligne de conduite du secrétaire du Parti, dont l'action ultérieure devait s'inspirer. Le débat fut au contraire très profond. La guerre – dit-on – est arrivée, même pour l'Italie, et on n'a pas pu l'empêcher (pour beaucoup, on n'a pas osé ou voulu essayer de le faire). Mais la guerre finirait bien un jour et viendrait la paix. Que dirait le Parti ? Et quelles seraient, dans cette période future de paix et d'« après-guerre » dont on parlait déjà, la politique et l'action du Parti ?

L'aile pacifiste ne soutenait que certains principes vains, d'ordre démocratique bourgeois, sur les caractéristiques de la paix que les gouvernements nationaux devaient conclure entre eux, et se nourrissait de formules connues : paix sans annexion (position particulièrement stupide en Italie, où la guerre était justifiée par le désir d'annexer Trente et Trieste et quelques autres territoires) et sans indemnités (souvenir de celles imposées par Bismark aux Français), droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et Société des Nations (ceci sera plus tard l'odieux wilsonisme, mais l'Amérique devait d'abord faire la guerre, avant de se mettre à diriger la paix). Naturellement, concernant les affaires internes, on demandait la démobilisation (belle invention !), le retour des libertés populaires, etc.

Les thèses soutenues par la gauche balayèrent toute cette vide idéologie archi-bourgeoise. Notre thèse était claire : la guerre était advenue parce qu'en régime capitaliste elle ne pouvait pas ne pas arriver (comme l'avait rappelé Zimmervald), et la question n'était pas de se prélasser dans une nouvelle ère de paix, mais de se poser le problème d'empêcher de nouvelles guerres. Quels moyens le prolétariat a-t-il à sa disposition ? Un seul : renverser le capitalisme. Donc, si le programme d'aujourd'hui (1917) n'a pas su arrêter la guerre au moyen du défaitisme, le programme de l'après-guerre devra être celui de la prise du pouvoir par le prolétariat et de la révolution sociale. Le prolétariat, durement éprouvé par une guerre désastreuse (encore victorieuse à l'époque, malgré le lent mouvement des fronts), accueillerait favorablement cet appel du Parti pour arracher par des moyens révolutionnaires le pouvoir à la bourgeoisie belliciste, et il n'avancerait pas la revendication inoffensive que cette même bourgeoisie devînt pacifiste.

L'objectif socialiste, après la guerre, ne serait pas la paix mais la révolution de classe : voilà ce qu'on disait à Rome, voilà la revendication de la Gauche dont les filous d'aujourd'hui ont tout dit quand ils la définissent comme « théoricienne ». C'est précisément parce que vous n'êtes pas des « théoriciens » que vous êtes devenus des traîtres pourris ! Et la meilleure preuve en est votre pacifisme, qui se répand partout, jusqu'à Moscou, et surtout à Moscou.

Dans le volumineux dossier des actes du procès de Turin cité plus haut (aujourd'hui à l'Archivio di Stato di Turin), se trouve entre autre une brochure clandestine intitulée **Memoria al Partito Socialista della Federazione giovanile italiana**, du 24-5-1917, dans laquelle est incluse la motion de gauche battue de justesse à Rome et qui avait été censurée dans toute la presse du Parti.

Le texte de la motion peut apparaître faible par rapport aux idées défendues à Rome par la Gauche révolutionnaire, et que nous avons exposé ci-dessus. Toutefois ce document supplémentaire servira à montrer que les idées de l'extrême-gauche du Parti étaient bien celles-là. Et il faut aussi tenir compte du fait que, indépendamment de la signature personnelle ou des signatures que portait la motion, elle fut indéniablement le résultat d'un accord entre les éléments les plus résolus et d'autres qui n'étaient peut-être pas complètement à leur niveau, comme le dénombre le score élevé de 14.000 contre 17.000. Il faut aussi relever que, d'un point de vue purement formel, on dut peut-être atténuer l'expression de la motion, dans l'espoir qu'elle put être publiée dans l'« Avanti ! » sans encourir les foudres de la censure. Voici donc le texte tel qu'il fut inséré dans le petit mémoire des jeunes et dont il n'est pas sûr qu'il soit totalement fidèle à l'original :

« La Conférence Nationale Socialiste se sent une sûre interprète du prolétariat italien et mondial quand elle invoque la fin de la présente guerre meurtrière, dont la poursuite est en opposition aux buts et aux aspirations des classes travailleuses.

Quelles que soient les situations militaires et politiques contingentes des États en conflit, la Conférence pense que le Parti socialiste doit faire tous ses efforts pour la cessation de la guerre, qui s'est avérée incapable d'arriver à une solution d'un point de vue militaire.

Estimant que le mécontentement qui se propage actuellement du fait des cruelles conséquences de la guerre doit être pris sérieusement en considération, et que le Parti doit se proposer de le canaliser dans une action consciente et généreuse de solidarité envers les victimes de la présente situation, éclairée par les raisons socialistes de l'aversion prolétarienne contre la guerre.

Mettant tous ses espoirs en une paix durable, sans nouveaux conflits armés, dans l'action de classe énergique du prolétariat international, libéré des entraves des préjugés bourgeois, elle souhaite que l'action pour la paix du Parti socialiste se concrétise par les mesures suivantes :

- Renforcement de l'activité de propagande et d'organisation du Parti dans les sections, dans les Fédérations provinciales et régionales et dans les rapports entre ces organismes et la Direction centrale, selon le plan de fonctionnement interne dont elle confie l'étude à la Direction, de façon à ce que le Parti lui-même soit prêt à remplir sa tâche en toute éventualité ;
- Renforcement du mouvement des femmes et des jeunesses socialistes, ainsi que des rapports avec les organisations syndicales sur la base des tendances anti-bourgeoises et anti-bellicistes des travailleurs organisés ;
- Travail énergique de reprise des relations internationales avec le mouvement socialiste contre la guerre dans les autres pays, suivant les délibérations déjà votées ;
- Action parlementaire qui soit un écho fidèle et explicite de la pensée socialiste, et réaffirme à toute occasion la revendication de la paix, avec une sûre intransigeance et sans contacts avec les courants pacifistes bourgeois ;

La Conférence fait appel à tous les camarades et à tous les organes du Parti, pour qu'ils sachent accomplir tout leur devoir contre les séductions et les menaces de l'adversaire, au nom de la solidarité internationale des travailleurs et pour l'avènement inévitable du socialisme ».

Peu après la conférence de Rome, la Direction du Parti continuera à s'en tenir à la politique hésitante et incolore qu'elle avait défendu contre de fortes résistances à la réunion de février. Entre temps étaient arrivées les nouvelles de deux importants événements : la première révolution en Russie et l'intervention des États-Unis dans la guerre. La droite du Parti tendait à les utiliser en sens opposé à l'opposition de classe résolue à la guerre, dans la mesure où l'Entente semblait avoir accentué sa coloration

démocratique de par la présence de la Confédération américaine et d'une Russie devenue démocratique, et dont les bourgeois croyaient qu'elle aurait continué activement la guerre anti-allemande. La Gauche du Parti ne manqua pas de réagir à cette orientation équivoque, en réaffirmant les positions internationalistes (voir, entre autres, le texte 28).

La Direction poursuivit selon sa mauvaise habitude de traiter tous les sujets lors de réunions communes avec le Groupe parlementaire et avec la Direction de la Confédération du Travail. Une première réunion eut lieu les 9 et 10 avril 1917, et, naturellement, en l'absence de représentants des organisations de base, il n'apparaît pas d'affrontements entre positions divergentes. Le communiqué fait allusion aux nouveaux événements que nous avons indiqué avec des phrases incertaines de ce genre : « On a envisagé [...] les différentes situations dans lesquelles pourrait se trouver le P.S.I., aussi bien pendant qu'après la guerre, et on a prévu dans les différents cas les diverses attitudes que le Parti devrait tenir pour conserver à son action son net caractère de classe, tout en tentant d'utiliser toutes les données objectives pour agir dans l'intérêt du prolétariat ». Le communiqué fait ensuite allusion à la nécessité de déjouer les pièges d'autres partis désireux de se refaire une virginité politique, en se référant clairement à l'exploitation électorale des mérites du Parti Socialiste durant l'après-guerre. Mais, pour arriver à l'habituelle unanimité, il continue : « Sans pourtant refuser de s'appuyer sur l'ensemble des forces favorables dans le pays afin que les aspirations du Parti [censuré] atteignent sûrement leur but ».

Le 25 avril eut lieu une réunion du Conseil de la Confédération du Travail, qui salua le peuple russe, souhaita la paix, proposa certaines mesures de caractère économique, d'assistance et réformistes, pour l'après-guerre, et invita « le prolétariat à veiller à ce que la bourgeoisie n'exploite pas la situation anormale pour briser les revendications auxquelles la guerre lui a donné un droit incoercible ».

Une autre réunion semblable eut lieu le 8 mai à Milan uniquement avec des représentants des sections de Milan et de Turin. A l'Archivio di Stato de Turin nous avons trouvé une circulaire du 20 mai qui reproduit les deux ordres du jour intégralement, c'est-à-dire avec la partie censurée dans l'« Avanti ! ». Le premier fait allusion à la lutte pour la paix du prolétariat international et aux caractères démocratiques de celle-ci tels qu'ils avaient été revendiqués par les socialistes russes (il s'agissait à l'époque des mencheviks et des populistes prédominants dans les Soviets). Un second ordre du jour se référait aux manifestations (contre la guerre) qui se déroulaient en différents endroits d'Italie et s'exprima d'une manière pour le moins équivoque : « Il remarque le caractère spontané, fatal et humain, de ces mouvements, et met en garde le gouvernement contre toute action qui n'en apprécierait pas toute la signification profonde et prémonitoire. Il déclare que le devoir des socialistes est d'assister le prolétariat, également [sic !] dans ces circonstances, et il les engage dès maintenant à cette défense fraternelle. Mais, en même temps, conscient du caractère délicat de la situation, [? !] et face à des tentatives tendant évidemment à rejeter sur le Parti socialiste des responsabilités qui ne sont pas les siennes, il avertit les

organisations et les militants : 1) que plus que jamais ils doivent comprendre la valeur matérielle et morale de la discipline [...] ; 2) que l'initiative d'agitations de caractère politique général incombe et doit incomber aux seuls organes directeurs du Parti. Il invite donc les organisations et les militants à ne pas prendre d'initiatives isolées et partielles, car elles pourraient compromettre la force que le Parti socialiste a indéniablement acquise face à la guerre, et qui servira au moment opportun à réaliser ce programme politique et social que le P.S. s'apprête à défendre vigoureusement ».

A la suite de cette réunion, le 16 mai fut publié un manifeste des trois organismes, intitulé : « Pour la paix et pour l'après-guerre : les revendications immédiates du P.S. ». Le manifeste rappelait les principes de Zimmerwald et détaillait les caractéristiques démocratiques de la paix. Il énumérait ensuite des revendications propres à l'Italie, qui sont celles dont on abusera largement dans l'après-guerre : République, suffrage universel, abolition du secret en politique étrangère, développement des autonomies communales et régionales et décentralisation générale (!), réformes de la bureaucratie et de la justice, politique du travail, répression de l'émigration, travaux publics, nationalisations, etc. Il ne manque pas de répéter la phrase usée : reconnaissance effective du droit à une existence digne et humaine pour tous les travailleurs, avec les habituelles références aux vieux réformistes de toujours. Pour la terre, il demande timidement la socialisation, à commencer par les œuvres pieuses (!) et par les terres incultes, puis il avance la formule : la terre exclusivement à ceux qui la cultivent directement. Et ainsi de suite, avec d'autres petites formules économiques qu'il ne vaut pas la peine de rapporter.

Entre temps, l'atmosphère sociale italienne était en train de devenir incandescente. De toutes parts les délibérations de la réunion et le manifeste, publiés par l'« *Avanti!* », suscitèrent de vives réactions. Celles des Jeunesses, qui reprenaient à leur compte la motion minoritaire à la réunion de février, fut très vive, et beaucoup de sections émirent des votes analogues. Les actes du procès de Turin rappellent les sections et fédérations de Vercelli, Novara, Alessandria, et surtout Turin, qui repoussèrent l'invitation à ne pas faire de manifestations pour obtenir la fin du conflit et affirmaient : « Une tâche de tout premier plan du Parti socialiste est de conduire le prolétariat à imposer la paix en utilisant tous les moyens que peuvent lui offrir les circonstances, et de préparer et d'organiser à cette fin les forces de la classe ouvrière ».

Mais le document le plus significatif de cette rébellion de tout le Parti contre la faiblesse des organes centraux fut l'ordre du jour voté par la section de Naples le 18 mai 1917, qui circula dans le Parti et qui peut être considéré comme représentatif de la position politique de la Gauche. En raison de son importance et de son caractère systématique, nous le reproduisons intégralement dans la seconde partie (texte 27).

Après avoir réaffirmé le rapport de principe entre capitalisme mondial et guerre, ce texte niait toutes les modalités de la paix dont on prétendait qu'elles pourraient en

assurer la perpétuité avant que le système bourgeois ne soit renversé. Il indiquait que le programme de l'après-guerre ne pouvait être que l'assaut contre le gouvernement bourgeois pour l'abattre. Il relevait le mécontentement des masses et affirmait qu'il devait être encouragé et encadré dans le Parti. Il déplorait l'habitude de la direction du Parti de subordonner ses décisions au Groupe parlementaire et à la Confédération du Travail, dont l'orientation devait venir au contraire du Centre du Parti. Enfin, il souhaitait que le Parti sache accomplir son devoir en se mettant à la tête du prolétariat en lutte. C'était précisément les thèses défendues dans le débat de la réunion de Rome, et elles sont exprimées ici avec une extrême clarté.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

20 – Caporetto et la réunion de Florence

[Retour à la table des matières](#)

L'été 1917, la guerre se déroulait encore dans la boue des tranchées. Ce fut Claudio Treves qui eut le malheur de prononcer la célèbre phrase : « cet hiver, plus un homme dans les tranchées ». Cette phrase, bien que résolue, n'était pas révolutionnaire. Au fond, elle exprimait la vieille idée réformiste selon laquelle la pression du prolétariat amènerait les classes dominantes à trouver le chemin de la paix. La gauche posait au contraire clairement l'autre solution : mettre fin à la guerre en renversant la bourgeoisie et sa domination. Treves voulait réellement la fin du conflit, mais justement pour éviter qu'il ne débouchât sur une guerre civile.

Il y avait eu une autre réunion de la Direction les 23–27 juillet 1917. Elle décida de participer à la réunion des socialistes de l'aile zimmerwaldienne convoquée à Stockholm pour le 10 août en prévision d'une autre réunion de tous les Partis socialistes de la II^{ème} Internationale convoquée par les socialistes russes, réunion pour laquelle les zimmerwaldiens n'avaient pas apprécié que les Russes (alors encore de droite) aient invité les socialistes coupables d'avoir appuyé la guerre. Ces réunions de Stockholm n'eurent pas lieu, comme on sait, et d'autres convocations eurent au contraire lieu dans le camp équivoque de la II^{ème} Internationale.

Il est probable que cette réunion de la Direction, les manifestations qui la suivirent et la tension générale qu'il y avait en Italie, où se dessinait une violente réaction contre le Parti, provoquèrent la réunion à Florence d'un comité de la fraction de gauche sur la constitution duquel nous ne pouvons donner de documents, mais seulement reproduire une importante circulaire du 23 août 1917 qui se réfère à la convocation du XV^{ème} Congrès national du Parti socialiste (ensuite renvoyé à l'automne de l'année suivante), et qui annonçait qu'à l'occasion de la dernière réunion de la Direction, certaines sections et fédérations, « de Milan, Turin, Florence,

Naples et d'autres plus petites, ont décidé de constituer le premier noyau de la **fraction intransigeante révolutionnaire** ».

Nous reproduisons dans la seconde partie (texte 30) le texte de cette circulaire qui, tout en n'ayant pas une orientation théorique précise, exprime bien une orientation tout à fait opposée à celle, insatisfaisante, de la Direction du Parti.

Lors les mouvements d'août 1917, ce furent encore une fois les ouvriers de Turin qui menèrent une véritable action de guerre de classe. La gravité de la répression et la violence du procès, devant un tribunal militaire, intenté à tous les chefs locaux du Parti, y compris Serrati lui-même, qui était courageusement accouru, étant donné que la censure remplissait de pages blanches tout le journal, sans compter les très vives discussions qui s'en suivirent au sein du Parti et la coïncidence historique de la défaite de Caporetto survenue peu après, formèrent autour de ces mouvements presque une légende. L'habile marxiste Treves put condamner l'erreur du « localisme », tandis que les turinois reprochaient justement au Parti de les avoir laissés seuls. Dans la polémique ils ne surent pas dire que le mouvement était resté local parce que, se trouvant sous la pression des Treves et de leurs traditions, et précisément parce que celles-ci n'avaient pas de caractère infâme, la proposition d'un mouvement « national-simultané » et non local aurait dû passer sur le corps des Turati et des Treves avant de triompher. C'est d'ailleurs ce que, dans tout le reste de l'Italie, la gauche répondit à la « Critica sociale », en posant ouvertement l'exigence de la scission du Parti comme condition pour prendre les armes lors d'une action révolutionnaire.

De plusieurs côtés on déformait la vérité sur le mouvement de Turin, même si c'était en faveur des ouvriers et de la vigueur de la direction socialiste à demi de gauche, et ceci provenait du fait que les bourgeois échafaudaient un rêve, celui d'une répression à l'échelle nationale des « défaitistes », que le fascisme réalisa par la suite. Il est exagéré de parler de centaines de morts, de milliers de blessés, mais il est de fait qu'il y eut une cinquantaine de morts, dont deux ou trois seulement du côté des forces de l'ordre. On partit d'une protestation pour le manque de pain, puis la foule et les organisations proclamèrent leur haine de la guerre. Les ouvriers prirent les armes qu'ils purent, et les soldats leur en donnèrent quelques-unes. Les femmes attaquèrent les blindés et il fallut un déploiement de forces énorme, des milliers d'arrestations de manifestants et de militants socialistes, et une pression morale inouïe sur les parlementaires et les chefs syndicaux ouvriers, pour désarmer le mouvement, avec l'habituelle invasion du Corso Siccardi, puis le procès fracassant avec de lourdes condamnations.

Il faut relever que les ouvriers de Turin ne manquaient pas plus de pain qu'ailleurs, et que la tranchée ne leur faisait pas peur car ils étaient exonérés du service par leur appartenance à des usines de production de guerre. Ils défièrent même le châtement d'être envoyés au front par la perte de leur « brassard bleu » si

envié. Comment nier que ce fut un fait politique, et non économique, qui poussa à la lutte une telle avant-garde ouvrière ?

Il fut facile de démontrer à de vrais militants ouvriers qu'il était faux de dire que les mouvements de Turin travaillaient à la victoire des autrichiens. Si la Turin ouvrière avait pu vaincre à elle seule, cela aurait été la meilleure invitation faite aux travailleurs de Vienne et aux combattants du front autrichien pour qu'ils se soulèvent. La campagne de la plus répugnante bourgeoisie d'Europe pour prouver que le « complot » de Turin avait préparé la déroute de Caporetto, plus que ne l'avait fait la phrase de Treves citée plus haut, était donc vaine.

Turin donna un grand exemple, avec un héroïsme de classe qui marqua une étape sur la voie de la préparation du mouvement communiste italien, jusqu'à d'autres événements, contraires eux, que nous trouverons sur notre chemin.

La défaite militaire, qui donna aux autrichiens une bonne partie de la Vénétie, provoqua de vives réactions. Les interventionnistes se jetèrent sur la revendication de la « défense du territoire national », en espérant faire s'écrouler la position des prolétaires et des socialistes, pour qu'on arrive, aussi en Italie, à **l'union sacrée** et à la **concorde nationale totale**, et ils pensèrent que le Groupe socialiste de la Chambre se prêterait au jeu. Il s'en fallut de peu, il est vrai. Si la Direction du Parti n'en était venue à résipiscence, et si tout le Parti ne s'était mobilisé, malgré les difficultés de la situation, pour la soutenir, le « désastre » serait arrivé. Au cours des années suivantes, avant et longtemps après la scission du Parti, nous nous sommes demandé si cela n'aurait pas été préférable !

Mais, en ces heures là, tandis que les **vrais italiens** opposaient (très platoniquement) le barrage de leurs poitrines aux « hordes » autrichiennes, beaucoup de militants du Parti couraient à Rome faire barrage à la trahison des députés socialistes. Nous pûmes la conjurer en les retenant presque physiquement sur la route du Quirinal, alors que, dit-on, Turati s'était déjà habillé afin d'y aller (en frac ou pas, peu nous importait). Sans donner de noms, un épisode est révélateur de la situation. Un bon camarade de la gauche arrive tout essoufflé à la Direction du Parti, où un groupe de la Fédération de la Jeunesse exhorte et conjure le brave Lazzari de tenir bon. Lui, arrivant avec les nouvelles fraîches de la salle de rédaction, halète : il paraît qu'on les a arrêtés à Piave, sans reculer davantage ! Nous, nous pensions arrêter le Parti sur la voie de la défaite de classe, et nous le regardâmes, ébahis : en lui parlait déjà le complexe de la défense de la patrie et des petits drapeaux tricolores sur la carte de géographie. Dans nos têtes et dans nos cœurs il y avait tout autre chose, et nous voyions, peut-être un peu ingénument, un drapeau rouge qui jusqu'alors avait été préservé, traîné dans la boue. Nous le lui criâmes au visage.

En octobre et novembre (la fameuse « déroute » et l'abandon des armes eurent lieu le 24 octobre 1917) continua dans le Parti ce véritable corps à corps qui plus tard devait servir à conférer un mérite indu à nos droitiers vacillants, celui de ne pas s'être

déshonorés. Le fait est que nous fûmes si décidés et actifs qu'ils ne purent se débarrasser de leur... honneur !

Lazzari et la direction étaient alors fermement décidés à empêcher ce qu'une forte majorité des députés voulait faire : sinon entrer dans un cabinet de « défense nationale », du moins ne pas refuser leurs voix à tel ministère et aux crédits pour la défense. C'était un résultat qui sembla important aux jeunes de l'aile marxiste d'extrême-gauche, et pour le moment on tut la divergence sur la question du sabotage de la guerre, que Lazzari avait désavoué. Dans la pratique, les prolétaires mobilisés avaient appliqué le défaitisme, bien que de manière insuffisante, en désertant le front. Ils avaient jeté leurs armes au lieu de les garder pour des actions de classe, comme cela se passait à la même époque sur le front russe ; et s'ils n'avaient pas tiré sur leurs officiers c'était parce que les officiers s'étaient enfuis avec eux au lieu d'empoigner les historiques pistolets de **l'Amba Alagi de 1895–1897** (autre grande époque italienne) dans la tentative d'arrêter leur fuite.

Les masses avaient compris ce qu'elles pouvaient comprendre tant que le Parti révolutionnaire ne les éclairait pas davantage.

Mais pour Lazzari et la direction il s'agissait maintenant d'empêcher que le Parti socialiste ne s'unisse au cri de : reprenez les armes et retournez-les contre l'ennemi !

En l'occurrence ce ne fut pas la gauche de la fraction intransigeante, mais toute la fraction qui se réunit pour lutter (nous avons déjà dit qu'il aurait peut-être mieux valu briser cette même fraction dès ce moment là, mais les événements ne se déroulèrent pas ainsi). La Direction adhéra au mouvement de la fraction et la convoqua quand nous le proposâmes, sans convoquer tout le Parti, les députés et les confédéraux. C'était une première victoire pour nous. La réunion fut tenue illégalement (puisqu'elle avait été interdite par la police) à Florence, la nuit du 17 au 18 novembre 1917. Elle était ouvertement dirigée contre les attitudes de la droite du Parti, c'est à dire contre les parlementaires, les chefs syndicaux et les maires de certaines communes comme Milan et Bologne, qui tous vacillaient gravement. De cette réunion non plus on n'a pas trouvé les procès-verbaux, mais seulement le texte de la motion qui, pour des raisons déjà exposées, devait être unanime. Il ne fut donc pas possible de le préparer de façon à ce que les scélérats crient au « théoricisme », mais on se mit d'accord. Gramsci (ceci contre les tentatives de reconstitution des historiens) ne tint aucun discours. Il écouta seulement, avec le regard étincelant des bons moments. Les qualités personnelles, pour nous, n'ont jamais beaucoup d'importance, mais on peut dire qu'un homme remarquable l'est peut-être davantage quand il apprend que quand il enseigne. Aujourd'hui nous sommes empoisonnés par trop de gens qui enseignent sans avoir jamais appris ; et nous pensons, on le comprend, non à l'enseignement de l'école, mais à celui de la vie, de l'histoire.

La motion est très brève. On notera la phrase selon laquelle : « l'attitude du Parti socialiste ne peut dépendre des hauts et des bas des opérations militaires ». Suit la condamnation résolue de toute manifestation qui aurait le sens d'« adhérer à la guerre, d'accorder une trêve à la classe bourgeoise, ou en tous cas de modifier l'orientation de la lutte prolétarienne ». Ces manifestations sont condamnées pour leur incohérence, leur indiscipline, et à cause du refus des responsabilités que l'ensemble du Parti avait déjà pris et dont il ne pouvait se dépouiller. On rappelle enfin la résistance à toute « séduction d'idéologies bourgeoises » et l'« irréductible opposition à la guerre » pour lesquelles tous les membres du Parti, et « en particulier ceux qui ont des charges représentatives », sont énergiquement appelés à tenir bon.

Il n'y a pas davantage dans ce texte, pas même d'injonction aux hésitants de quitter nos rangs. Mais la réunion marqua un point important et atteignit le but, qui alors sembla prioritaire, de freiner les mouvements équivoques des droitiers et d'ôter à la canaille patriotique la satisfaction de la concorde nationale. La perspective de l'avenir et ce que les charognes appellent une vision théorique existèrent bien dans les discours, que certains témoins, qui sont loin d'être morts en militants d'extrême-gauche, ont rapportés. Elles devaient laisser des traces indélébiles pour les luttes à venir.

Depuis ce moment, le groupe des plus résolus, qui se rassembla à l'occasion de cette réunion, s'organisa toujours mieux, et on vit se dessiner la plate-forme propre à la « gauche italienne », qui n'était pas la même chose que la vieille fraction intransigeante, mais bien davantage.

Les répercussions de ce sursaut décidé se firent d'ailleurs sentir jusque dans les organes de la Direction. De novembre à janvier se succédèrent des « circulaires » que l'on reprochera à Lazzari lors de son procès et qui visaient à empêcher l'action indépendante des députés et des confédéraux (le 1^{er} novembre Rigola avait écrit que « le peuple italien doit se rassembler dans un suprême effort de volonté pour repousser l'agresseur » !) et à maintenir tout le Parti, sans exception, sur la ligne établie centralement dans la plus rigoureuse « fidélité à la discipline socialiste ».

Dans la période suivante, la classe dominante italienne et le gouvernement, certains qu'ils ne parviendraient jamais à obtenir la solidarité du Parti socialiste, se mirent à réprimer durement toute critique à l'égard de la guerre et tout mouvement et agitation ouvrière. Le 24 janvier 1918, la police arrêta le secrétaire Lazzari et le vice-secrétaire Bombacci, et monta un procès pour complot et défaitisme. La presse du Parti, déjà étouffée par la censure de guerre, fut menacée d'être entièrement supprimée. A la Chambre, les députés réagirent au nom de la démocratie violée, mais c'est justement alors que Turati prononça le discours du 23 février où se trouvait la phrase : « **Pour les socialistes aussi, la patrie est sur la Grappa** », car c'était sur la ligne de la Grappa que se consolidait le front de l'armée italienne. Mais la gauche du Parti, malgré l'arrestation de nombreux dirigeants, sut à nouveau se dresser et protester contre cette déviation par rapport à la politique d'opposition à la guerre.

Forte de son appui, la Direction put intervenir en mai avec énergie contre le Groupe parlementaire et la Confédération (celle-ci fut de plus désavouée en juillet, bien qu'avec une formule ambiguë, par son conseil national), qui avaient décidé d'accepter l'invitation du gouvernement à participer aux commissions réunies pour étudier les mesures susceptibles de faciliter en temps voulu le passage de l'état de guerre à l'état de paix. En juin elle put désavouer ouvertement le discours par lequel Turati, méritant l'accolade de Bissolati, avait salué la résistance italienne sur le Piave, en rappelant tout le groupe au respect des critères fixés lors de la réunion de novembre 1917 (on remarquera que Turati avait été le seul à refuser de se démettre de la « grande commission » gouvernementale). L'ordre du jour du 17 juin de la Direction est, en fait, une réaffirmation explicite des thèses de Zimmerwald et de Kienthal.

En mai 1918, on arrêta également Serrati, et en juillet eut lieu son procès, en même temps que celui des camarades de Turin : les condamnations allèrent jusqu'à six ans de réclusion pour Barberis.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

21 – Le XV^{ième} Congrès socialiste : Rome, 1 – 5 septembre 1918

[Retour à la table des matières](#)

La bourgeoisie italienne était encore en train de jouer son sort sur le front et dans les honteuses joutes entre futurs vainqueurs, dans l'éventualité où les choses tourneraient à son avantage. Elle faisait au Parti socialiste l'honneur de croire que, si elle l'avait provoqué, il aurait su faire naître un Caporetto d'un autre ordre. Elle avait peur de nous, et pour freiner la colère révolutionnaire elle comptait, comme aujourd'hui, plus sur l'illusion démocratique que sur les coups de bâtons. Elle permit la convocation à Rome du Congrès du Parti, qu'elle avait interdit en 1917. Après l'arrestation et la mobilisation de nombre de nos militants, nos rangs s'étaient raréfiés et étaient sérieusement éprouvés, et nos adversaires comptaient sur l'action de la droite parlementaire et syndicale pour mettre de l'eau dans notre vin. Mais, en Italie, tout le monde en avait assez de la guerre, même la droite du Parti, qui pensait que, si la guerre ne finissait pas, même les pierres seraient passées du côté de l'extrême-gauche, sa bête noire.

Le Congrès déçut tous les gens. 365 sections y étaient représentées. Le Parti était solide, justement grâce à sa dure lutte contre la guerre, et le débat fut animé grâce à la contribution de divers militants prolétariens du Nord et du Sud, aussi rudes et expéditifs que mécontents – avec mille raisons ! – des manœuvres de la droite parlementaire et confédérale, et indignés aussi bien par Turati défendant le caractère « sacré » de l'indépendance nationale que par les subtils « distinguos » intellectuels de Graziadei.

Repossi, vieux militant de gauche, tint le discours le plus résolu en faveur de Lénine et de la dictature du prolétariat (significativement, les droitiers avaient évité de faire la moindre allusion à la révolution bolchevique, qui suscitait l'enthousiasme des congressistes), et pour la mise en accusation du roi et du gouvernement : « Trêve de

modération, concluait-il. Classe contre classe : d'un côté la bourgeoisie, toute ensemble, contre nous ; de l'autre nous seuls, contre le monde entier : voilà la tâche des socialistes ».

La thèse de l'extrême-gauche fut développée par Salvatori, qui avait été à Bologne en 1915 et à Florence en 1917. Il déplora qu'il n'y eût pas eu de rupture ouverte du Parti dès le début de la guerre et que celui-ci se fut installé dans la formule : « ni adhérer, ni saboter » : « Vous - dit-il en s'adressant aux droitiers – vous auriez dû adhérer à la guerre ; nous, nous aurions dû la saboter dès le début ». C'est lui qui prépara avec Trozzi la motion d'extrême-gauche. Encore une fois, ce qui y prédominait était la question de la politique du moment. Non seulement on y désavouait le Groupe parlementaire, mais on déplorait même la faiblesse de la Direction du Parti. La discussion fut déviée par un tumultueux incident : Modigliani se leva pour dire que si une telle motion était votée, tous les députés présenteraient leur démission. Alors Trozzi eut la faiblesse de retirer sa signature et ce n'est qu'après de longs débats que Lo Sardo, homme habile mais qui ne fut jamais très rigoureux, rédigea une formule atténuée que même Modigliani accepta.

Mise aux voix, la motion Salvatori en recueillit 14.015, la motion centriste de Tiraboschi 2.507 et celle de Modigliani 2.505. La motion victorieuse dit ceci :

« Le XV^{ième} Congrès du Parti socialiste italien :

- 1) applaudit l'œuvre de la Direction du Parti sur le terrain de la politique internationale et approuve son attitude en politique intérieure **tout en observant l'excessive tolérance de cette Direction envers certains groupes, organisations et personnes, par attachement à l'unité de toutes les forces socialistes ;**
- 2) il désigne à la reconnaissance du prolétariat l'« Avanti ! », qui a signé dans cette période de guerre une page glorieuse de classisme, **notamment en jetant l'alarme contre la possibilité de collaboration**, et en mobilisant ainsi autour de lui toutes les énergies socialistes ;
- 3) en ce qui concerne le Groupe parlementaire socialiste [...], tout en prenant acte de son action jusqu'à la Réunion de Rome de février 1917, il déclare que bien qu'il ait été invité à une plus énergique opposition à la guerre, et à un plus grand contact avec les masses, le Groupe, tant par ses manifestations individuelles que par les décisions de sa majorité, n'a pas répondu aux décisions de cette réunion et aux directives des Congrès de Reggio et d'Ancône, rappelés par la Direction du Parti et par les masses organisées, et ce plus particulièrement lors du dernier discours de Turati et le vote de solidarité du Groupe qui le suivit ; il invite le Groupe parlementaire à s'en tenir

strictement à la volonté du Parti et à l'orientation donnée par ses organes responsables ;

- 4) ...il réaffirme que le Groupe parlementaire socialiste doit, dans chacune de ses manifestations politiques publiques, être discipliné aux décisions de la Direction, **à laquelle incombe la responsabilité de donner au Parti ses directives** ; dans cette perspective, modifiant à juste titre les statuts, il confie à la Direction elle-même le mandat de discipliner ce rapport à toutes les occasions, **même en ce qui concerne des évènements parlementaires inopinés, et avec les sanctions qui s'imposent, y compris l'exclusion**. Le recours possible du militant frappé d'exclusion, recours à présenter à la Direction, sera examiné par **referendum** par les Sections ou le Congrès si il a déjà été convoqué ».

Nous avons rapporté la motion ainsi atténuée pour montrer comment, encore une fois, l'affirmation de principes valides et toujours soulignés par la gauche ne se traduisait pas ici par une coupure nette et radicale dans la pratique, et comment le scrupule de l'unité amenait à une régularisation de fait, sinon de principe, du passé. Il suffira de quelques mois pour que le Groupe parlementaire recommence à n'en faire qu'à sa tête, et pour que la Direction... laisse courir.

Le fait est que le Congrès avait éludé les questions de fond pour se concentrer sur une joute d'accusations et de contre-accusations concernant des actes individuels. Un an auparavant, quand on avait parlé pour la première fois de Congrès, l'extrême-gauche avait demandé que le débat fût exhaustif et qu'on n'évitât pas les discussions « théoriques » qu'on craignait tant par peur de conflits susceptibles de compromettre l'unité du Parti. C'était précisément sur le terrain de la pratique que le débat sur l'action à développer dans le pays et sur les méthodes à suivre dans les rapports internationaux se dessinait, et étant donné le désaccord pratique sur ce qu'on appelait « aller à droite où aller à gauche », la meilleure manière de l'envenimer était de le laisser en suspens « en confiant la solution au hasard, à Messieurs les Evènements... » (**Pour une discussion exhaustive** dans l'« Avanti ! » du 13.10.1917 ; c.f : dans la seconde partie les textes 32 et 34).

Dans les faits, la nouvelle Direction sortie du Congrès de Rome ne pourra pas ne pas se perpétuer, précisément du fait de l'absence d'éclaircissement sur les questions de fond et donc de redressement administratif, des hésitations et des errements du passé, pour la plus grande honte des « praticiens », des « concrétistes » et des « contingentistes », aussi bien que des partisans de l'unité à tout prix.

On dit que ce qu'on devait appeler plus tard le **maximalisme** naquit lors de ce Congrès. Les plus acharnés auraient été Gennari et Bombacci : le plus grand mérite des « assises » de Rome reviendrait au vrai révolutionnaire Salvatori, qui ne mérite certes pas qu'on l'accuse d'avoir tenu le maximalisme sur les fonds baptismaux. L'ordre du jour sur la situation nationale et internationale de Gennari affirmait que,

sous le socialisme, le concept de patrie était dépassé, et que, dans l'action pratique, on devait hâter la paix et canaliser le mouvement général vers le programme maximum, celui de l'expropriation de la bourgeoisie. Ce n'est que plus tard que l'on put soumettre des phrases de ce genre à un meilleur crible, à la lumière du marxisme, lorsque le « maximalisme » révéla la pauvreté de son contenu et de son appréciation de l'après-guerre.

Cependant, la guerre approchait de sa fin, avec la victoire, tant glorifiée par la bourgeoisie italienne, de la bataille de Vittorio Veneto et l'entrée des troupes dans les campagnes et les villes « libérées ». Mais les problèmes tant attendus « de l'après-guerre » se dressaient à présent dans toute leur dureté.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

22 – Les jeunes socialistes pendant la guerre

[Retour à la table des matières](#)

Avant de passer à l'après-guerre, il est utile de revenir brièvement sur les vicissitudes du mouvement de la Jeunesse socialiste, dont nous avons rappelé le remarquable appui à l'aile gauche révolutionnaire du Parti jusqu'à la veille du conflit de 1914-18.

Dès août 1914, la Fédération de la Jeunesse avait accueilli l'éclatement du conflit européen en prenant la même position résolue contre la trahison social-nationaliste que la gauche du Parti, position que nous avons illustrée par des références à des articles fondamentaux de l'« *Avanti!* ». Elle n'échappa malheureusement pas à une légère crise lorsque Mussolini, en octobre 1914, accomplit sa honteuse défection.

Le journal « *L'Avanguardia* » était alors dirigé par Lido Gaiani, qui suivit malheureusement le futur *duce*, ce qui ne manqua pas de provoquer un certain désarroi dans les rangs de l'organisation. Une conférence du Comité national fut réunie d'urgence à Bologne le 25 octobre, c'est-à-dire peu de temps après le fameux article qui marquait la volte-face mussolinienne. Il y fut voté un ordre du jour résolu qui mettait fin à toute hésitation interventionniste, en présence du transfuge Gaiani. Peu de jours après, celui-ci devait passer avec armes et bagages du côté des traîtres, sans pour autant être suivi ne serait-ce que par une infime minorité des jeunes. Il édita une feuille de chou dissidente, à laquelle il donna le titre du fameux éditorial du premier numéro du « *Popolo d'Italia* », (**Audacia**), en embrassant impudemment la thèse de l'intervention immédiate. Voici le texte de l'ordre du jour voté à Bologne, tel que le rapporta « *L'Avanguardia* » du 8.11.1914, n° 361 :

« Le Comité National des jeunes socialistes italiens, discutant de l'actuelle situation politique internationale et de l'attitude prise à l'égard de l' « Avanguardia », estime que le mouvement des jeunes doit continuer à s'inspirer de la même orientation d'aversion idéologique et pratique à l'égard de toute guerre. Les très graves et très vastes événements actuels, et précisément l'échec de l'action des socialistes dans les États belligérants, enseignent en effet que toute concession des socialistes aux factions du militarisme étatique conduit seulement à entraîner le prolétariat dans la duperie sanguinaire des guerres fratricides. Conséquence fatale de la structure économique et sociale profonde du capitalisme moderne, dont le socialisme est l'antithèse théorique et agissante, ces guerres sont entièrement soustraites au contrôle et à l'influence du prolétariat dans leur motivation, dans leur initiative et dans leur déroulement, et constituent le monopole unilatéral des États modernes, même démocratiques. Il décide que la Fédération de la Jeunesse doit développer son action politique en accord avec le Parti socialiste italien et avec toutes les organisations du prolétariat, en faisant appel en cas de guerre aux masses ouvrières pour qu'elles développent l'opposition la plus tranchante. Il désapprouve l'attitude face à la guerre de l'« Avanguardia » qui a porté des jugements manifestement partiels et prématurés sur certains socialistes étrangers, a fait preuve de sympathie sentimentale pour une des parties belligérantes et a fait des propositions belliqueuses inopportunes en des circonstances particulières du conflit, sortant de la saine conception socialiste des faits [...] ».

Après cette décision, l'orientation de l'« Avanguardia » fut complètement redressée, et le journal prit position pour la ligne la plus radicale en matière d'action contre la guerre. Il y eut une très importante confirmation de ce redressement au Congrès de la Fédération de la Jeunesse tenu à Reggio Emilia les 10 et 11 mai 1915, c'est-à-dire à la veille de l'intervention de l'Italie dans la guerre. La motion proposée au vote, très importante parce qu'elle contenait le principe défaitiste de la grève générale en cas de guerre, fut ensuite défendue par les délégués de l'extrême-gauche et de la Fédération de la Jeunesse elle-même à la Conférence du 16 mai 1915 des organismes du Parti à Bologne. 107 délégués étaient présents, représentant 305 sections avec environ 10.000 membres. Sur le rapport du Comité central et du journal fut approuvé l'ordre du jour suivant :

« Le Congrès, ayant constaté que le Comité Central et la direction de l'« Avanguardia », après le rappel à l'ordre de la Conférence nationale tenue à Bologne le 25 octobre 1914, ont suivi une ligne de conduite adaptée aux aspirations du mouvement des jeunes, en approuve l'action et passe à l'ordre du jour ».

Sur l'action contre la guerre, l'ordre du jour suivant fut approuvé à une large majorité :

« Les jeunes socialistes italiens affirment qu'il est nécessaire de rendre toujours plus sensible en ce moment l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat. Ils croient et espèrent que la grève générale en cas de guerre sera le signe vraiment efficace de

cette opposition, et donnent mandat aux représentants qui se rendront à la conférence nationale de Bologne pour défendre leurs convictions et leur volonté d'affirmer au prix de tous les sacrifices l'intention de sauver les idéaux et les intérêts de la classe des travailleurs ».

Le journal prit une orientation de gauche aussitôt après que le Parti eût repoussé la proposition de grève générale, et un article que nous donnons en appendice, d'octobre 1916, développa les mêmes idées, la même direction que celle que l'extrême-gauche affirma avec force à la conférence de Rome de février 1917. En prévision des manifestations du 1^{er} mai 1917, la Fédération de la jeunesse se tourna vers le Parti pour obtenir que la manifestation elle-même s'inspirât de directives plus nettes et plus énergiques que celles dont s'était contentée la majorité lors de la conférence de février avec la vague formule : « conformer l'action ultérieure du Parti à l'action développée jusqu'ici ». Dans un article postérieur, de juillet 1917, intitulé **Encore plus de l'avant**, l'organe des jeunes affirma résolument qu'après la guerre l'Internationale socialiste devait être scindée en deux, et que les anciens chefs, qui avaient trahi en 1914, devaient être repoussés au-delà du véritable abyme qui séparait les marxistes révolutionnaires de tous les transfuges dans le camp social-patriote (c.f. les textes 29 et 31).

Des informations plus détaillées sur les prises de position des jeunes dans la période cruciale de février-juin 1917 se trouvent dans le **Mémoire au Parti socialiste** de la Fédération de la jeunesse socialiste italienne, déjà cité, daté du 24.5.1917, à Rome, et signé par le secrétaire de l'époque, Nicola Cilla, un élément de gauche. C'est une vive critique des organes dirigeants du Parti, qui n'ont pas tenu la promesse de prendre sérieusement en considération l'ordre du jour présenté par la gauche à la conférence de février, et qui, dans les conférences d'avril et de mai à Milan, ont eu une attitude fondamentalement pacifiste et gradualiste. Deux propositions d'additifs – ou mieux d'éclaircissement – de la Fédération de la jeunesse à l'ordre du jour de la gauche à la conférence de Rome y sont rapportées.

La première demande d'

« imposer à la Confédération Générale du Travail une orientation nettement classiste ; dans toutes les occasions adéquates (événements importants, procès politiques, crises parlementaires, provocations internationales, etc.) proclamer la grève générale et convoquer des meetings, en s'affirmant pour ce seul programme : « la paix, non la victoire » ; tenir mobilisées et prêtes les forces prolétariennes, et, au cas où elles se mettraient en mouvement en dehors de notre initiative, intervenir en les éclairant et en les défendant face à la réaction bourgeoise ».

La seconde invite :

« le comité central à se tenir davantage en harmonie avec le mouvement de la jeunesse socialiste internationale, pour s'accorder au sujet de mouvements futurs

éventuels, et pour maintenir en éveil et vivante cette union internationale qui est une grande partie de notre force ».

Du même fascicule il ressort qu'en vue de la conférence déjà mentionnée des 9-10 avril à Milan, la Fédération de la jeunesse avait envoyé à la Direction l'appel suivant :

« Considérant qu'il serait de mauvaise politique et irréaliste de ne pas tenir compte du mécontentement populaire qui est la conséquence fatale de la guerre, ou de se fier à une vague formule du genre « conformer l'action ultérieure du Parti à l'action développée jusqu'ici » ; considérant que le mécontentement populaire actuel risque d'être exploité comme planche de salut de l'interventionnisme pseudo-démocratique et républicain afin de l'orienter vers une action insurrectionnelle non socialiste, voir anti-socialiste, qui conduirait l'Italie à la réalisation d'un programme essentiellement républicain-bourgeois ; la Fédération émet le vœu que la Direction du Parti, s'inspirant des événements de Russie et d'Amérique et de l'état d'esprit créé par la guerre, adopte une ligne de conduite qui dirige, coordonne et unifie l'esprit et l'action du prolétariat italien ».

Les 23-24.9.1917, la Fédération de la jeunesse socialiste italienne réussit à tenir un nouveau Congrès à Florence, avec plus de 150 délégués représentant 300 sections avec environ 9.000 inscrits. Pour ce qui est de l'orientation politique, le Congrès exprima son accord avec la circulaire de la fraction intransigeante révolutionnaire, qui s'était constituée pour réagir à l'orientation centriste trop faible de la Direction, tout en soutenant cette dernière contre la menace social-patriotique d'une défection du Groupe parlementaire.

De l'ordre du jour sur l'Internationale, nous rapportons la partie la plus remarquable :

«Le Congrès de la jeunesse socialiste italienne,

considérant que les événements historiques de Russie confirment brillamment la rationalité des principes de la lutte de classe que nous propageons, salue fraternellement la Russie révolutionnaire et voit dans son triomphe le triomphe des idées révolutionnaires ;

considérant que, de même que la révolution russe ne peut vaincre de façon pleinement socialiste [nous sommes à un mois environ de la révolution d'octobre, NdR] que par la lutte contre le gouvernement bourgeois et contre le social-patriotisme, de même dans tous les autres pays la tactique révolutionnaire ne peut triompher que par la lutte la plus âpre contre le social-patriotisme ;

décide qu'une des tâches de la Jeunesse socialiste est d'œuvrer au sein du mouvement prolétarien en attisant la lutte révolutionnaire pour le triomphe de nos principes ».

Durant ce Congrès on déplora également vivement l'attitude incertaine du Parti adulte et sa tentative de créer de fausses unanimités, en rappelant qu'à la conférence de Rome de février 1917 on avait voulu trouver un accord entre deux ordres du jour qui semblaient comparables, mais qui « étaient, au contraire, séparés par une opposition inconciliable ». Lazzari lui-même voulut répondre aux critiques en revendiquant le respect du concept de patrie. Cependant le vote donna plus de 7.000 voix pour l'orientation de gauche, contre 700 pour les groupes de la région de Reggio, qui toléraient la position falote du secrétaire du Parti.

Dans la période suivante, toujours en 1917, l'organe de la Fédération de la jeunesse se montra très sensible aux nouvelles de la révolution russe et à la victoire d'Octobre. Une série de notes intitulées **Tandis que Lénine triomphe, La lumière vient de l'Orient** et d'autres, soulignent avec assurance et promptitude l'accord complet entre l'œuvre des bolcheviks et les préceptes fondamentaux du marxisme : on notera surtout l'article fondamental de février 1918, **Les enseignements de la nouvelle histoire**. La Fédération commença même à agiter de manière toujours plus nette le problème de la création d'une nouvelle Internationale, comme on peut le déduire, parmi de nombreux autres textes, d'un article de mai 1918 intitulé **L'orientation marxiste de la nouvelle Internationale**. Malgré les mutilations de la censure de guerre, cet article exposait clairement la question de la conquête révolutionnaire du pouvoir, de la condamnation de la démocratie parlementaire, et de la centralisation de l'action communiste.

Jusqu'à la fin de la guerre, malgré la rotation vertigineuse parmi les dirigeants et dans la rédaction de l'« *Avanguardia* », rotation due aux incessants appels sous les armes des militants les plus jeunes, le mouvement des jeunes s'orienta par des manifestations explicites vers la future bataille entre l'aile gauche du Parti socialiste et les forces résiduelles encore nichées dans ses rangs, et dont il fallait se débarrasser. Nous laissons la parole, pour le confirmer, aux pages reproduites par nous dans la seconde partie pour la période 1917-1918.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

23 – La grande révolte prolétarienne de l’après-guerre : les épisodes de Naples

[Retour à la table des matières](#)

Suivant la logique de notre exposé nous devrions trouver maintenant la critique des premières manifestations du Parti socialiste et de sa Direction après la fin de la guerre (4 novembre 1918) et la présentation des prises de positions simultanées de l’aile révolutionnaire extrême.

Nous considérons toutefois utile de nous arrêter auparavant sur une série d’évènements qui se prêtent à préciser au mieux les rapports entre le mouvement syndical ouvrier et le mouvement politique socialiste. Problème qui n’a pas seulement une grande importance, y compris aujourd’hui, d’un point de vue de doctrine, mais aussi sur le plan de l’action pratique, alors que les premières années d’après-guerre, en Italie (1919–1922), vivaient une lutte historique vibrante, et dont les enseignements ne peuvent être oubliés en dépit des échecs et surtout à cause de la très grave dégénérescence du mouvement italien et international qui suivit.

Sortant des souffrances de la guerre, la classe ouvrière fut vite assaillie par la crise économique aiguë provenant de la démobilisation des travailleurs en livrée militaire qui retournaient sur le marché du travail. La lutte économique syndicale, pour laquelle le prolétariat italien avait de puissantes traditions, se ralluma sans délai. Cette rapidité ne serait pas explicable si l’on ne tenait pas compte de la vive opposition que tout le prolétariat avait menée contre la guerre, de manière plus énergique que son Parti, dont nous avons mis en lumière les incertitudes et les hésitations, et de sa décision d’en faire payer les conséquences à la classe dominante, avec un élan dépassant les simples revendications de concessions économiques à valeur immédiate. En fait, c’était toute la classe travailleuse qui

sentait que se posait le problème, une fois dissipé le fantasme belliciste, de transformer totalement le sous-sol social. Les masses se trouvaient de fait sur le terrain sur lequel, au milieu d'infinies difficultés, avait su les porter l'aile la plus décidée de son organisation politique. Leur mouvement fut spontané, entonné d'un bout à l'autre du pays, et toutes les couches de la bourgeoisie tremblaient de ce début de l'avancée prolétarienne.

Si, au lieu de la seule histoire du courant de la gauche, on devait faire l'histoire de la lutte de classe en Italie dans l'immédiat après-guerre, le cadre à dépeindre serait immense, tant les mouvements furent vastes, nombreux, les conquêtes et le mouvement des forces en lutte impatients et fréquents, la reprise des luttes suivant immédiatement chaque pause. On ne criait pas seulement dans chaque épisode de lutte même restreint et local, ou, comme on dit aujourd'hui, sectoriel : **Du pain, ou : Justice sociale, mais : A bas la guerre et mort à la bourgeoisie qui l'a voulue.**

Nous pouvons commenter ces positions sur le plan historique en nous servant d'un livre à l'objectif restreint, intitulé **Naples entre l'après-guerre et le fascisme**, de R.Colapietra (Editions Feltrinelli, Milan 1962), qui n'a pas d'autre intérêt que d'avoir puisé dans un matériel qui épouse notre thèse.

L'auteur a surtout suivi la collection des journaux napolitains de l'époque – de toutes nuances politiques – et entre autres de celle de l'hebdomadaire socialiste « Il Soviet » qui fut l'organe de la Fraction Communiste Abstentionniste du parti, organisée dans de nombreuses régions d'Italie. L'hebdomadaire sortit immédiatement après la fin de la guerre, précisément le 22 décembre 1918. Le vieil hebdomadaire de la Fédération était, nous avons eu l'occasion de nous y référer, « Il Socialista », mais on était, lors d'une réunion, à la recherche d'un titre exprimant mieux l'adhésion de tout le mouvement napolitain aux thèses de la tendance révolutionnaire, quand parmi les applaudissements de tous un camarade (qui quitta ensuite la fraction) s'exclama : « Comment hésiter ? : « Il Soviet » ! ».

Nous avons déjà parlé, précédemment à l'histoire des événements du temps de la guerre, du mouvement socialiste à Naples, et des vives luttes en son sein contre les graves problèmes posés par le courant ultra-opportuniste des partisans des blocs, les « bloccardi », et par les pro-maçons. Ceux-ci avaient été battus au Congrès d'Ancône en 1914, mais, comme nous l'avons expliqué, le bloc auquel participaient les sortants du parti avait bruyamment vaincu aux élections communales contre le « faisceau » des clérico-moderés. Nous ne parlerons pas ici de la division, au sein de la fraction « socialiste » du bloc, entre les interventionnistes et quelques rares neutralistes. Le livre dont nous parlons en fait mention, et cite en note un article de notre « Soviet » paru dans le premier numéro que nous reproduisons :

« On laisse croire que le socialisme se résume à la bonne administration d'une commune ou d'une région, à la solution à donner aux mille problèmes concrets, à la défense de l'honnêteté mesurée à l'aune du code bourgeois et de la lutte contre les voleurs. Cette manie des questions morales [**ici l'historien raffiné d'aujourd'hui ajoute un sic, montrant sa stupeur devant le fait que toute question de morale ne peut être envisagée qu'en fonction de son irréprochabilité !**] conduit à valider la méthode de la collaboration avec les bourgeois **honnêtes**, comme s'ils n'étaient pas d'authentiques exploiters du prolétariat... Un trait caractéristique de la situation à Naples a toujours été celui-ci : alors qu'ailleurs les opportunistes n'ont jamais fait mystère de leurs positions, ici, la compromission la plus éhontée s'accompagne d'une mise en scène révolutionnaire alliée à l'exubérance du tempérament et du geste... Le bloc napolitain est donc pour nous un épisode instructif ».

Et de fait le sabbat opportuniste, à Naples, avant guerre, servit à la lutte conduite jusqu'en 1914 pour remettre le parti socialiste sur des positions de classe, évitant la totale ruine lorsque la seconde Internationale se dissolvait dans le social-chauvinisme. Les exemples de cette période, vieille de 45 ans, peuvent servir à se garder des petits bouffons qui réapparaissent régulièrement, du type « fausse gauche », tandis que la juste position sur la question syndicale, dans cette période de fervente activité que fut celle de l'Italie de 1919, sert toujours aujourd'hui pour la liquidation de certaines déviations du marxisme, de même que la juste voie fut alors trouvée en se réappropriant le résultat des luttes précédentes, contre le syndicalisme anti-parti et « immédiatiste ».

Dans la chronologie historique dont nous nous servons comme témoignage documentaire, on peut noter que l'auteur, manifestement de type « centriste » et « anti-gauche », bien que faisant place aux références critiques d'alors (et ultérieures) au mouvement du « Soviet » et de la gauche (que certains imbéciles aiment appeler napolitaine), c'est-à-dire la rendant incapable de sortir de la théorie abstraite pour se rapprocher des masses en mouvement, reconnaît toutefois que le mouvement de 1919 donna vie à « un net éclaircissement des questions syndicales », et le définit comme **son œuvre exclusive**. Il rappelle que la salle de rédaction du « Soviet » était située dans la Chambre du Travail (plus exactement à la Fédération de la métallurgie, jouxtant la Chambre confédérale bâtie sur les ruines de la « Chambre du travail » syndicaliste et bloccarde), et il passe en revue les ligues de métiers et leurs organisateurs, qui se trouvaient au sein du fort groupe politique du « Soviet ». L'acceptation de la juste tactique syndicale en Italie dans les rangs révolutionnaires fut donc naturelle, tactique identique à celle des russes et de Lénine (avec lequel il n'y avait pas alors de liens) selon laquelle on devait travailler dans la Confédération et non la scinder, même si elle était dirigée par les réformistes et si la partie technique des grèves était prise en main par les Buozzi et Colombino, contre lesquels le parti se battait chaque jour.

Le narrateur ne manque pas, c'est vrai, de faire peser sur le groupe du « Soviet » la responsabilité de la défaite des mémorables grèves de la métallurgie du printemps 1919 sans voir que la tradition de ces 50 journées de lutte acharnée reste une page glorieuse et une confirmation de tout ce que la gauche communiste soutenait quant à la nécessité de la scission du parti et à la formation du parti communiste pour lequel elle lutta jusqu'à Livourne en 1921.

Mais c'est à nous de citer les références à la vaste activité que le groupe du « Soviet », pendant qu'il se postait à l'avant-garde du parti révolutionnaire, conduisait depuis le premier jour sur le terrain de la lutte économique prolétarienne. Colapietra fait une critique des méthodes de la gauche, disant justement que, d'un côté, celle-ci tendait à préparer un parti sévèrement sélectionné qui fasse de l'avant-garde l'état-major de la révolution, et objectant, d'autre part, qu'elle ne clarifiait pas la méthode pour faire la révolution. C'est vrai : encore aujourd'hui, nous admettons ne pas avoir une recette pour la réaliser, ni pour **construire** un tel parti ; il est juste de dire que la révolution est un résultat de la crise du régime capitaliste et que « l'important est que ce résultat ne se présente pas devant un parti non préparé ». Il est exact que le parti n'était pas préparé dans le premier après-guerre, et qu'il avait franchement disparu ou agissait dans un sens contre-révolutionnaire dans le second après-guerre. Si ceci prouve que les gauches étaient des imbéciles, nous préférons accepter cet adjectif plutôt que de nous mettre, nous aussi, à la recherche de recettes (il est de la plus haute importance de **reconnaître ses propres erreurs**) pour rattraper le succès qui nous a tourné le dos.

Monsieur Colapietra voudra bien nous excuser si nous le prenons en tant que source de témoignages historiques et si nous le laissons désormais à son travail de critique. Nous lui devons d'autres remerciements pour une autre citation, toujours dans le même numéro du « Soviet ». Elle établit la justesse de notre position face à Bombacci défendant une assemblée constituante, position à laquelle les bolcheviks avaient déjà donné justice. Voici le passage :

« La révolution socialiste se réalisera quand le pouvoir politique sera dans les mains des travailleurs, non seulement parce que les travailleurs constituent la majorité, mais parce que la minorité bourgeoise se verra retirer toute ingérence dans la formation des organes du pouvoir ».

Le texte narre ensuite la tenue d'une vaste convention méridionale dans laquelle Bombacci intervint. Les camarades du « Soviet » présentèrent (29 décembre 1918) un ordre du jour – sur lequel nous reviendrons – pour l'abstention absolue lors des luttes électorales ; celui-ci, malgré ceux qui appuyaient Bombacci, fut voté à l'unanimité moins la seule section d'Avellino. Suivit une série d'articles dans le « Soviet » avec les titres **L'ambiguïté et l'insidiosité du réformisme ; L'illusion électoraliste ; L'inutilité du Parlement**. Le 17 mars 1919 la section de Naples pris une courageuse décision pour un congrès du parti en délibérant sur l'abstention dans la lutte électorale afin de consacrer toutes ses forces à la

propagande. Notre texte dit que la formule était faible mais en donne une explication bienveillante. Il était prévisible que la nouvelle pratique abstentionniste soulève les objections d'anarchisme, de syndicalisme, d'économisme. Il y avait une polémique dans le périodique confédéral ultra-droitier « Battaglie sindacali », et comme d'habitude la Confédération essayait d'écraser le parti. Mais le groupe du « Soviet », s'il était pour l'abstention, était pour la **politisation** et pour le renforcement du parti. Voici une nouvelle et utile citation :

« On ne peut abattre le pouvoir bourgeois sans abattre ses organes, parmi lesquels, en tout premier, l'assemblée législative. Entre la conquête révolutionnaire du pouvoir de la part du prolétariat, au moyen de l'action de son organe politique, qui est le parti socialiste, et la fonction électorale, il y a une rigoureuse antithèse : l'une exclue l'autre ».

Nous ne sommes pas au centre de l'histoire de la fraction abstentionniste, mais ce que nous voulons pour l'instant montrer c'est que les gauches et les abstentionnistes étaient en première ligne de la lutte syndicale sur la meilleure ligne marxiste et « léniniste ». Relevons un seul autre fait sur la question des élections : le congrès régional socialiste du 20 avril 1919, qui souleva l'attention de toute la presse bourgeoise (et se montra complaisante, selon notre brave chroniqueur) : 274 pour la motion abstentionniste, 81 pour l'ordre du jour pur et simple, 58 abstentions.

Il est intéressant que notre auteur lie l'hostilité du « Soviet » envers les économistes (ou syndicalistes réformistes) de « Battaglie sindacali » aux dissensions, déjà claires alors, d'avec l'« Ordine nuovo » de Turin (nous avons rappelé et rappellerons encore le « salut » très réservé du « Soviet » à la sortie de l'« Ordine nuovo » et l'avertissement contre la manie des « problèmes concrets », antique Circée du pire réformisme). Mais voici une autre bonne citation :

« Le soviétisme n'est pas un méli-mélo de syndicats [dit le « Soviet » du 15 avril 1919]. Dans la période révolutionnaire, et dans la conception communiste, le syndicat a sa part, qui est tout autre que prééminente ; mais le caractère de l'organisation est politique... Le développement de la révolution rejette la vision de l'ouvriérisme réformiste et du syndicalisme. Et confie à l'action politique de la classe ouvrière la praxis de la révolution ».

En ce temps peu nombreux en Italie étaient ceux qui avaient compris ce qu'étaient les soviets russes ; ils les confondaient avec une nouvelle formule miraculeuse d'organisation, retombant dans la vieille erreur existant encore aujourd'hui dans certains journaux **immédiatistes** et consistant à croire que la lutte de classe est un fait économique et non politique.

Nous ne voulons pas ici faire la démonstration, par une série de faits provenant de la chronique historique, et de témoignages certes utiles venant

d'autres auteurs, de la validité d'une thèse dialectique que nulle formulation théorique ne pourrait rendre digeste : le parti plus révolutionnaire que le syndicat. Le parti politique plus proche de la classe que les syndicats. Le parti véritable organe de la dictature du prolétariat et non le syndicat, ou d'autres organismes économique, **et pas plus les soviets**, qui peuvent devenir la proie des opportunistes petit-bourgeois, et dont il faudrait alors nier le pouvoir (Lénine). Scission du parti socialiste traditionnel pour former le parti communiste apte à la dictature. Et – en toute cohérence – travail dans les syndicats en toute situation comme premier devoir du parti. Pas de postulat indiquant la nécessité de scinder les syndicats, mais travail dans ceux qui sont dominés par les réformistes et les traîtres. **Participation active aux grèves, en parlant chaque jour aux masses de politique, de prise du pouvoir, de dictature, de destruction du parlementarisme bourgeois.** En ceci, Lénine n'était pas en opposition avec nous, mais il voulait nous faire travailler **dans le Parlement** pour amener la ruine **du Parlement**. Nous avons dit à Lénine que nous ne le comprenions pas : si cela venait du fait que nous étions des crétins, que vienne expliquer cette tactique non celui qui l'a compris mais celui qui l'a appliqué et réalisé, et nous lui montrerons alors un Parlement en lambeaux !

Suivons nos propres sources pour montrer que la relation dialectique entre les propositions et les thèses établies jadis cheminent bien ensemble, et collent à la perfection avec ces messieurs les **faits**. Toutefois nous placerons encore une citation du « Soviet » sur le thème, pardonnez-nous, de la pure politique. Un camarade, maintenant doyen mais toujours à nos côtés, écrivit alors ce qui suit, et ceci montre depuis quelle époque nous détestons cordialement le plus fétide impérialisme, celui des États-Unis. La presse de 1919 soufflait déjà le feu sur la rivalité entre l'Italie et la Yougoslavie, comme du reste dans ce plus récent après-guerre avec les « communistes » pro-russes actuellement en phase d'amour avec Belgrade. Voici le passage :

« La question Adriatique n'existe pas, sinon à travers un conflit d'appétits entre la bourgeoisie italienne et yougoslave... Pour nous la question nationale n'a aucune signification et aucune importance... Le prolétariat ne doit pas s'intéresser à cet individu (le Président américain Wilson) sinon en tant qu'authentique représentant de la plus authentique bourgeoisie, un adversaire à combattre et un adversaire dangereux ».

Paroles qui peuvent sonner comme une claque sur le visage des demi-jeunes ou demi-vieux qui, lors du second après-guerre, idolâtrèrent puis vitupérèrent la capitaliste Amérique et peu à peu fraternisent dignement avec elle par un baiser entre les deux K [Kennedy et Kroutchev, NdR], prestement transmis par Telstar ou par la « ligne directe ».

Mais venons en aux grandes grèves. Lors d'une première épreuve de force des métallurgistes du 18 janvier au 2 mars, les industriels avaient dû capituler en donnant quelques avantages matériels aux ouvriers napolitains très mal payés.

Relevons-en les épisodes politiques. Le 23 janvier, une grande assemblée tenue au théâtre San Ferdinando commémora les morts prolétariens de la guerre. Les orateurs du « Soviet » proposèrent un vote pour la république socialiste et la dictature du prolétariat. La foule acclama et s'affronta à la police en sortant. A Torre Anunziata éclata la grève générale ; à Naples un meeting de protestation réunit 15.000 métallurgistes. La presse bourgeoise jeta son poison ; les patrons organisèrent le lock-out le 10 mars, mais le 11, après un meeting colossal sur la vieille place de Santo Agnello, Buozzi alla voir le préfet et le lock-out fut annulé.

En mai 1919, une nouvelle grève colossale de 40.000 métallurgistes commença à l'ILVA de Pozzuoli, avec les objectifs habituels : salaire minimum, règlement interne, retrait des licenciements. Buozzi vint le 19 mai, et il se fit siffler par la foule. Il repartit pour Rome et signa un compromis avec l'ILVA. Le 29 mai nouvel immense meeting à Santo Agnello. Sur proposition du « Soviet » le compromis Buozzi fut repoussé. Le 2 juin, les métallurgistes, par quatre meetings, votèrent la grève générale, mais la Chambre du Travail la suspendit car l'ILVA se dit prête à négocier. Lors du vote sur la poursuite de la grève on dénombra seulement une cinquantaine de vote contre sur 13.000 votes !

Le 12 juin, dans une situation défavorable due à la crise de l'industrie qui manquait de charbon et de minerai de fer, après 45 jours de lutte à l'ILVA, 36 dans toute la métallurgie et 6 de grève générale, et après que, comme d'habitude, les députés opportunistes soient apparus dans les meetings, sous les sifflets, pour offrir leur médiation, Buozzi dut mouiller de nombreuses chemises pour rendre l'accord moins ruineux. Les journaux bourgeois purent ironiser sur les trois millions de journées de travail perdues¹, mais les ouvriers ne se sentirent pas battus car dans leur majorité ils furent convaincus que la lutte devait devenir générale et politique. Il y eut des mouvements et des désordres à Naples et dans les villes environnantes (comme dans toute l'Italie) contre la vie chère pendant le mois de juillet. Le mouvement fut violent mais désordonné, et les opportunistes tentèrent de le prendre en main. Le 13 juillet ils tentèrent de contrôler la Chambre du Travail mais ils furent battus par 436 voix contre 5.687 aux socialistes. Notre chroniqueur trouve vain le commentaire du « Soviet » : « La solution de la très grave crise économique présente ne peut être donnée par les institutions politiques actuelles mais seulement par la classe travailleuse moyennant la prise du pouvoir politique ». Ceci serait du délire abstentionniste ! Entre autres événements, la grève en soutien de la Russie des 20 et 21 juillet 1919 n'eut pas un grand succès en Italie, ni dans le reste de l'Europe. Il n'est pas étrange que nous, gauches, en ayons déduit que le prolétariat avait besoin d'un organe de direction bien plus mûr : ce qui voulait dire demander la scission du parti socialiste.

Entre autres événements, on se dirigea vers le Congrès de Bologne d'octobre 1919, que nous traiterons en profondeur. Le congrès régional de Naples se tint le

¹ Non payées, NdT.

14 septembre. Les abstentionnistes vainquirent, mais notre auteur se complait à dire qu'il y eut une forte opposition (sans donner de chiffres) et il recherche avec zèle à démontrer que dans le « Soviet » on ne parlait pas de scission mais d'abstentionnisme. Nous prouverons que ce n'est pas vrai (Lénine le savait par sa lecture du journal) mais avant cela nous ne pouvons pas ne pas nous arrêter sur le texte indiquant que cette forte opposition, qui se déclarait « électoraliste », bien que se battant contre le « Soviet », avait accepté de « proposer l'incompatibilité d'appartenance au parti de ceux qui niaient l'usage de la violence et la dictature prolétarienne ». Comme nous le prouverons pour d'autres questions, la fraction abstentionniste donna à Bologne une importance plus grande que celle de la tactique abstentionniste à la scission du parti ; mais les fameux « maximalistes électoralistes » ne voulaient pas l'entendre de cette oreille («Ordine Nuovo » inclus).

Une des thèses préférées du rassembleur de ces textes est que le groupe du « Soviet » ne fit qu'accumuler d'énormes erreurs tactiques, mais que ses textes montraient une vision historique juste et puissante. Les imbéciles peuvent donc avoir une vision prophétique du devenir historique ? Si c'est le cas nous avons trouvé une autre bonne raison pour nous retrouver heureux parmi les imbéciles.

Nous nous servons d'une autre citation. Le 4 janvier 1920, à brève distance des élections générales et de l'apparition sur la scène politique du nouveau parti populaire (d'abord catholique ou clérical, puis démocrate-chrétien), le « Soviet » écrivit :

« Il est possible que le pouvoir passe aux mains d'un vaste parti formé d'un agrégat social-réformiste formé des restes du parti radical, du socialisme autonome, du parti populaire – qui constitue un nouveau parti démocratique à mille lieues du programme antédiluvien d'une restauration théocratique – et d'une partie des forces encadrées actuellement par notre propre parti. Ils constituent l'adversaire de demain ».

Le texte de la chronique attribue un sens historique élevé aux auteurs du « Soviet » et relèvent que l'allusion à « une partie de notre parti » se réfère au groupe de l'«Ordine Nuovo» : mais le rapprochement que nous tentions d'établir n'est pas celui que réalise le texte. Le jugement que nous faisons il y a 43 ans sur le parti catholique n'était-il pas prophétique de la honte de 1963, de la politique d'«ouverture à gauche » dans lequel convergent démocrates-chrétiens, socialistes réformistes et partis dégénérés du mouvement communiste du premier après-guerre ?

Le chroniqueur rapporte cependant en quoi nous critiquions l'«Ordine Nuovo» :

« Soutenir que les conseils ouvriers, avant la chute de la bourgeoisie, sont déjà des organes non seulement de la lutte politique mais aussi de la préparation économico-techniques du système communiste, est un pur et simple retour au gradualisme socialiste. Celui-ci, qu'il s'appelle réformisme ou syndicalisme, est défini par la fausse position indiquant que le prolétariat pourrait s'émanciper en gagnant du terrain dans les rapports économiques alors que l'ennemi détient encore, avec son État, le pouvoir politique ».

D'autre part :

« On ne peut voir que jusqu'à un certain point les germes des Soviets dans les Commissions Internes d'entreprises. Ou mieux, nous pensons que si celles-ci sont destinées à devenir des conseils d'entreprise chargés de fonctions techniques et de discipline durant et après la socialisation de l'entreprise, le Soviet politique citadin quant à lui pourra être élu là où ce sera le plus facile et sans doute lors de réunions peu différentes de celles des sièges électoraux actuels ».

Ces passages sont cités à propos de la polémique avec Misiano. Celui-ci ne s'intéressait à ce cas que dans la mesure où, revenant d'Allemagne, il avait apporté la nouvelle de la scission entre parti communiste et parti communiste ouvrier, et la condamnation par Lénine de ce dernier, qui ne voulait ni des élections au Parlement, ni du travail dans les syndicats « jaunes ». Nous, de la gauche, avons clarifié le fait que ces deux positions n'avaient pas le même poids, et que le K.A.P.D se trompait sur la question syndicale et se plaçait sur cette question en opposition avec les principes marxistes. Il n'est pas juste de dire que Misiano et Lénine nous plaçaient sur la même ligne, nous gauche italienne, et les **kaapédistes** et **tribunistes** hollandais. Ici notre narrateur est efficace. Misiano énonça ce qui (à son dire) était un postulat fondamental : « la tactique varie suivant les contingences des situations particulières ». Et le « Soviet » **bondit** : « Tel a été l'erreur de la seconde internationale, mais ce ne doit pas être celle de la troisième. Pour les communistes, principes et tactique forment un tout ».

Aujourd'hui, en 1963, il n'est pas difficile de faire le bilan. La troisième Internationale a eu la fin de la seconde. Ceci n'épuise pas la question de la tactique et des principes, question que nous avons souvent développée. Le parti doit imprégner ses militants tant des thèses de principe que de celles de la tactique, et ni l'une ni l'autre ne doivent être laissées à l'improvisiste sous le prétexte d'un nouveau **tournant**.

Nous aurons beaucoup à dire sur la Russie, l'Allemagne et la troisième Internationale, mais pour l'instant revenons en à Naples sur quelques autres épisodes qui éclairent la dynamique de l'action syndicale communiste. Prenons acte d'un autre compliment sur la solidité de la vision historique de la gauche par cette citation : « En Italie la tradition parlementaire est solidement établie, depuis longtemps, et enracinée dans la conscience et les habitudes du prolétariat lui-même,

à la différence de la Russie où il a été possible de convoquer les élections pour la Constituante, et dissoudre ensuite celle-ci par la force. Ici la préparation est plus complexe et sera bien plus longue ». C'était un rapport à Moscou, et il manquait une bonne raison que nous ne pouvions indiquer en 1920 : même vingt ans de Mussolini n'ont pas éradiqué le vice puant de l'électoratisme...

De nouveaux mouvements syndicaux eurent lieu au début de 1920. Le 24 mars le sang coula lors de l'expulsion des usines Miani et Silvestri qui étaient occupées par les ouvriers ayant déployés le drapeau rouge. Par un vil stratagème, après avoir laissé passer les parlementaires avec un sauf-conduit et une civière avec un blessé grave, les carabiniers firent irruption et jetèrent dehors les rebelles entre des cordons de soldats derrière lesquels hurlaient les femmes prolétariennes. Le soir on frémit d'indignation à la Chambre du Travail. Notre chroniqueur se moque d'un ordre du jour des gauches, jeunes et adultes, qu'il qualifie de doctrinaire et inopportun parce qu'il disait : « Nous présageons prochaine la conquête des instruments de production de la part du prolétariat à travers la conquête de sa dictature politique et le système soviétiste ». Mais la leçon du fait tragique n'était-elle pas celle-ci : l'illusion de pouvoir prendre l'usine sans avoir pris, pour le briser, l'État des carabiniers et des soldats au service de la tyrannie patronale ?

Le véritable événement de cette soirée fut tout autre, et il termine bien notre étude sur la manière dont le parti agit dans les syndicats. La masse des milliers de travailleurs hurlait : grève générale ! On objectât que n'étaient présents ni les membres du Conseil général de la ligue ni ceux de la commission exécutive. Et alors ?, avons-nous répondu. Les militants révolutionnaires ne sont-ils pas membres du parti socialiste ? Ne sommes nous pas ici des ouvriers de toutes les catégories et de toutes les usines ? Nous avons décidé la grève et répartis les piquets de grève.

Le matin suivant, bien que de manière non complètement réglementaire (par rapport aux directions syndicales), Naples ne travaillait plus !

Est-ce du doctrinarisme ou la manière pratique de combattre en posant le parti à sa place : **à la tête** du prolétariat ?

Trente années s'étant passées, à l'endroit même où nous avons été de piquet, nous avons demandé à un ouvrier ferroviaire : vous faites grève aujourd'hui ? Celui-ci leva les bras : **nous attendons les décisions** dit-il. Phrase digne du temps du fascisme, et du fait que le fascisme, avec la « nouvelle renaissance » des renégats, s'était consolidé au pouvoir.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

24 – L’explosion de l’« après-guerre italien »

[Retour à la table des matières](#)

Une fois fermée ce que nous pouvons appeler non une digression mais une utile anticipation, venons en à la question de l’après-guerre en Italie.

L’armistice avec l’Autriche fut signé à la date « fatidique » du 4 novembre 1918 et les hostilités cessèrent sur le front italien.

Évidemment, les harnachements de la guerre restèrent encore de longs mois en vigueur, et parmi ceux-ci la censure politico-militaire sur la presse. Toutefois le mouvement de la classe ouvrière et son parti socialiste, qui avait déjà du s’occuper selon ses possibilités des problèmes de l’après-guerre et des fameux problèmes de la paix, entra dans une activité fiévreuse, mais avec de lourdes incertitudes et contradictions. Notre courant, celui de l’extrême-gauche du parti, avait une vision nette et claire des tâches de l’heure (que l’on pense à ce qu’il a été dit sur le Congrès de Rome de février 1917) et les avait développées et opposées à toutes les positions banales qui voulaient voir dans cette date seulement celle d’une grande joie et d’une grande fête. Le chemin du prolétariat fut semé de fêtes de ce genre, jusqu’à la chute du fascisme et jusqu’à la présente situation de ruine et de honte du prolétariat italien.

Certes les places des villes trépidèrent ces premiers jours de novembre, non pas tant pour chanter des louanges à la victoire nationale bourgeoise, mais parce que nous prolétaires et socialistes descendions sur ces places illuminées pour crier au visage des fauteurs et bénéficiaires de guerre que l’heure des comptes avait sonnée.

La droite nationaliste et bourgeoise sentait notre haine et avait peur de nous, et elle faisait taire pour un moment son insolence. Deux forces ennemies, deux armées de classe se mesuraient dans une guerre sociale que tous sentaient venir. Pour les révolutionnaires qui n'étaient pas d'opérette, il ne s'agissait pas de jubiler et de railler l'adversaire, mais de l'étudier correctement et de bien jauger les coups à lui porter afin de le laisser définitivement au sol, comme il le faisait de son côté à notre égard.

Nous ne voulons pas exposer le lourd calendrier des événements, mais la première date que nous ayons sous les yeux est celle d'un mouvement du camp ennemi et d'une solide riposte de notre part, riposte que nous allons suivre pendant tout son cours. Une critique qui n'est ni posthume ni facile, à tant d'années de distance, mais que nous suivrons comme nous l'avons formulée alors, dans le vif des événements.

13 novembre 1918. Les anti-socialistes, c'est à dire les fauteurs de l'intervention et de la guerre, qui avaient tremblés à une époque devant la perspective de la défaite, et qui maintenant ne pouvaient pas renoncer à l'exploitation de la victoire, organisèrent une campagne contre certaines administrations locales de couleur socialiste, comme les communes de Milan et de Bologne. Le lecteur qui a suivi notre récit, sommaire mais sûr, se rappellera que ces communes étaient aux mains de la droite du parti, que celle-ci n'avait pas pêché par excès d'anti-bellicisme et que nous l'avions à plusieurs fois harponnée pour son indulgence d'abord, sa main tendue à la bourgeoisie ensuite, main destinée à adoucir ses blessures de guerre et surtout l'exaspération des blessures que sa guerre avait portée dans les chaires prolétariennes.

Mais la bourgeoisie dominante et politicarde, surtout lorsqu'elle part en campagne en faveur d'une démocratie mondiale, ne sait pas ce qu'est la gratitude et aurait volontiers broyé ses ingénus serviteurs. Elle couvait déjà ses incursions, ses expéditions punitives contre la presse, contre les organismes et les bureaux d'organisations rouges, et nous étions peu alors à dire que le seul remède à sa soif de destruction n'était pas l'invocation de la démocratie mais la préparation **par nous** d'expéditions punitives et d'incursions en armes pour la jeter au sol : et non pas pour venger six cent mille prolétaires massacrés pendant la guerre, mais pour sauver les générations et l'humanité future d'autres guerres capitalistes. La révolution est un moyen sérieux ; la vengeance une fin imbécile.

Nous citons un manifeste, lancé après les manifestations contre les interventionnistes, qui avait « provoqué » la campagne contre les communes socialistes. Naturellement il fut facile à la presse jaune, dès ces premières manifestations, de commencer à dénoncer nos provocations. En fait, quand les masses qui protestaient rencontrèrent les jeunes patriotes qui exhibaient leurs citations de guerre, et parfois quelques médailles, ceux-ci furent accueillis par des sifflets et des grimaces et quelques bonnes gifles calleuses trouvèrent les visages

des vrais ou faux héros. La stupide histoire de **qui** avait commencé la provocation débuta : elle n'est toujours pas finie. La tactique en cette matière est claire : il vaut mieux être le provocateur que le provoqué.

Le manifeste fut signé par Caldara du syndicat de Milan, Mariani pour la Chambre du Travail, Interlenghi pour la section socialiste, d'Aragona pour la Confédération, Turati et d'autres pour le Groupe parlementaire. Le bref prologue faisait appel aux formes de lutte civiles (c'est à dire à celles qui reniaient la guerre civile, que l'on devait être anxieux de substituer à la guerre militaire) ; il invitait « au sérieux, à la conscience et à la force organisée », hors de toute « violence inutile », et, alors qu'il saluait les premiers symptômes du développement des « germes jetés en un demi-siècle par les maîtres du socialisme », il retentissait des thèmes de la propagande de l'entente parlant de l'écroulement en Europe des « survivances impériales, féodales, autoritaires et réactionnaires ».

Les simples signatures justifiaient notre critique de base, faite avant, durant et après la guerre. C'est le parti, et le parti seul, qui doit conduire ces actes de lutte politique : les députés et les bonzes confédéraux ne doivent pas donner mais **recevoir** des consignes d'action.

Dans quelques documents ultérieurs que nous verrons de suite, on tenta de classer les revendications entre « minimales » et « maximales », ne sachant pas dire lesquelles étaient « immédiates ». On trouva des formules qui se voulaient être de principe mais étaient impropres comme : « à qui travaille, le fruit intégral de son travail », d'autres de caractère contingent de la période d'après-guerre telles que : restauration de toutes les libertés, abolition de la censure, amnistie, d'autres pacifistes tel que : désarmement total et permanent, auto-décision du peuple, retrait des expéditions contre la Russie, suppression des barrières douanières, d'autres économiques très vagues comme le contrôle ouvrier dans les usines, la terre et les travaux publics confiés à des coopératives, enfin d'autres de politique interne confuse : abolition de tout pouvoir arbitraire à la direction suprême de l'État (la monarchie ?), suffrage universel, etc. Nous ne dressons pas une liste ordonnée et faisons grâce des huit heures, de l'impôt progressif, de la confiscation des profits de guerre.

On ne pensa pas à une formule simple : à la guerre suit un affrontement entre les forces politiques bourgeoises et prolétariennes – et de cette confrontation sortira la lutte violente, en notre faveur si elle est bien organisée, sans oublier que la seule défense est l'offensive. La confusion sur ces questions vint du désir de concilier les formules plaisant au bon révolutionnaire de parti (on n'en manquait pas à Milan), au député et à l'organisateur de droite. La première **entrave** aux pieds du prolétariat italien était la fausse unité du parti, qui se vantait de son opposition totale à la guerre récente et à la concorde nationale.

Les manifestations de la Confédération du Travail précédèrent celles, toujours sur un terrain hybride, du parti. La Confédération réunit son conseil de direction le 30 novembre. Ni le parti ni ses organes ne furent invités. Son petit chef, avant de se réclamer de la lutte de classe et du socialisme international, réclama... la réalisation des promesses faites par la classe dominante au prolétariat pour **le décider** au grave sacrifice, et donc que la lutte de classe se réduisit à un affermage du sang prolétarien, ce que du reste la « nation » avait affirmé être son droit sacré, et **gratis**. De là on invitait le prolétariat à être vigilant et à faire pression pour obtenir **un programme de réformes immédiates**. La liste n'était pas différente de celle de Milan : il n'y était donc pas question de révolution mais de réformes radicales et immédiates.

En tête il y en a une bien bonne : Convocation de la Constituante !! Puis viens la fameuse abolition de tout pouvoir arbitraire, c'est-à-dire la question institutionnelle de la république ; mais le terme de république était traître : socialiste ou bourgeoise ?

A l'énumération désordonnée que nous avons d'abord indiqué s'ajoute un alinéa vraiment brillant. Nous avons récemment défini cette revendication social réformiste de 1919 à l'égal de celle fasciste-hitlérienne de 1922 et 1933, et kroutchévienne de 1962. Ecoutez et ravissez-vous :

« Transfert du pouvoir délibératif du parlement aux corps consultatifs syndicaux, dûment transformés, pour la partie technique des lois sociales et des règlements qui y sont relatifs ».

En queue on trouve les vieilles frusques du programme minimum d'avant-guerre : école laïque pour le prolétariat. Aujourd'hui, en 1963, après 45 années, nous faisons avec l'ouverture à gauche un fameux pas en avant : école de la démocratie catholique pour le prolétariat !

Nous voyons ici les partis progressistes peu à peu au travail. Et la Constituante a déjà bénéficié d'un ordre civil moderne, n'est-ce pas miraculeux !

Il semble que le manifeste que nous allons examiner soit sorti le 7 novembre, c'est-à-dire avant le texte que nous venons d'examiner. Mais il n'a été rendu public que le 7 décembre, soit bien après. Celui-ci émane de la Direction du P.S.I. qui se joint à la Confédération du Travail, au Groupe parlementaire et à la Ligue des Coopératives ! La conclusion est vraiment déconcertante : « La liberté est le présupposé d'un après-guerre qui ne soit pas fait exclusivement [?] d'exploitation de la part de la classe patronale. Ceux qui ont exploité la guerre veulent exploiter la paix et tentent de s'accaparer la domination de l'État... ». En fait, ils essayaient d'avoir ce qu'ils avaient déjà : « Vous, travailleurs, ne pouvez rester les mains liées. Ayez un programme immédiat, que votre organisation a par avance préparé. Debout donc ! La guerre est finie. Reprenons le travail ».

Bien. Le parti jette de la poudre aux yeux en suivant les autres organisations. Il n'en dit pas moins que le « fruit du travail » doit avoir une nouvelle destination, comme indiqué précédemment.

C'est seulement dans l'« *Avanti !* » du 14 décembre 1918 qu'il y a un bref compte-rendu de la réunion de la Direction du parti du 7 au 11. On doit tenir compte qu'existait encore la censure et l'on a la trace de 11 paragraphes censurés. Une partie notable de la discussion se réfère aux rapports internationaux. La partie regardant les rapports avec les partis de la seconde internationale, comme le parti français, entaché des plus graves trahisons, et avec le Bureau International de Bruxelles, disqualifié depuis longtemps par les socialistes révolutionnaires non seulement de Russie mais d'Italie, n'est pas satisfaisante. Par contre l'opposition résolue à l'annexion par l'Italie de territoires de l'empire ex-autrichien de nationalité slave, ainsi que le compte-rendu des contacts avec les socialistes de cette région, pour l'organisation d'une protestation commune contre les effets du tristement célèbre pacte secret de Londres sur le partage de l'Empire austro-hongrois en cas de victoire, est remarquable. Dans ce début d'après-guerre le parti italien refusa de telles annexions, réclamées par les nationalistes extrémistes qui rejoignirent le fascisme. Mais il ne se passera pas beaucoup de temps avant que ne soit prononcée la phrase célèbre de Filippo Turati lors de la préparation de la position à prendre en vue du prochain congrès de la Paix, qui repoussait la « paix des couillons ». C'était un premier symptôme de la fracture dans le parti, dans lequel la Direction eut une position de faiblesse lors des premiers votes portant sur la reconstruction de l'Internationale, à quelques mois du premier Congrès de la troisième Internationale à Moscou, reconstruction qui avait déjà été annoncée par Lénine dans ses thèses d'avril 1917.

L'ordre du jour politique avait la même faiblesse. Il semble que son seul objectif ait été d'adopter le programme « d'action politique immédiate » pour faire siennes les revendications, revendications pour lesquelles le parti s'était laissé précéder par les autres organisations. En préambule on introduisit la requête de République socialiste et de Dictature prolétarienne en précisant, de manière peu heureuse, les « buts » en quatre points, desquels on passa de suite aux quatre autres du programme immédiat, ou **minimum** comme il l'était vraiment. C'était la première voix officielle du « maximalisme », tant exalté, paroles peu heureuses que nous aussi avons utilisé, dans un premier temps, dans la mesure où on considérait être à un tournant historique au sein duquel la lutte avait pour objet les conquêtes maximum, c'est-à-dire la prise révolutionnaire du pouvoir, laissant de côté les conquêtes minimum qui pouvaient s'obtenir aussi du pouvoir bourgeois traditionnel avant sa chute.

Voici ce document :

« La Direction, délibérant d'un programme d'action immédiat, constate avant tout que les éléments responsables de la présente situation cherchent à refaire leur réputation perdue en prenant dans le patrimoine des revendications prolétariennes quelques-unes des revendications les plus connues, qui ne sont plus suffisantes aujourd'hui pour satisfaire les aspirations ardentes du prolétariat durement touché par les maux de la guerre et aspirant à l'émancipation sociale de sa propre classe, et à répondre au devoir de solidarité avec les socialistes de Russie et d'Allemagne ;

déclare que le parti socialiste, prompt à soutenir les revendications que les circonstances imposeront et qui seront réclamées par les organisations prolétariennes, se propose comme premier objectif l'institution de la République Socialiste et de la Dictature du prolétariat avec les buts suivants :

- 1 – Socialisation des moyens de production et d'échange (terres, mines, industrie, chemins de fer, flotte marchande) avec gestion directe par les paysans, ouvriers, mineurs, ouvriers ferroviaires et marins ;
- 2 – Distribution des produits réalisée exclusivement par la collectivité au moyen des organisations coopératives et communales ;
- 3 – Abolition de la conscription militaire et désarmement universel à la suite de l'union de toutes les Républiques prolétariennes dans l'Internationale Socialiste ;
- 4 – Municipalisation des habitations civiles et des services hospitaliers ; transformation de la bureaucratie, confiée à la gestion directe des employés ».

Et voici le programme immédiat :

- « 1 – Démobilisation immédiate de l'armée ;
- 2 – Retrait immédiat des soldats du territoire de la Russie révolutionnaire ;
- 3 – Droit aux libertés civiles fondamentales ;
- 4 – Amnistie de tous les condamnés pour faits politiques ou militaires ».

Nous ne commenterons pas les quatre points **minimalistes**, mais ceux indiqués comme « buts » de la dictature prolétarienne.

Dans le premier la « socialisation », qui est posée de manière correcte dans le temps, soit après la conquête du pouvoir, est présentée de manière non-marxiste mais corporatiste et « immédiatiste », c'est-à-dire comme remise de la gestion des moyens de production à la catégorie économique concernée, poussant la farce jusqu'à spécifier ouvriers ferroviaires et marins. Marx avait vainement mis en

garde durant des décennies, et ceci concernait même les travailleurs de la terre, contre le danger de chantage d'une partie de la société sur la société tout entière.

Dans le second point on fait appel, pour la réalisation de la distribution, aux organisations déjà existantes et qui sont aux mains des plus vulgaires réformistes. Nous verrons plus loin la distinction entre programme économique immédiat et final de la dictature ; pour l'heure la confusion des idées est totale quant à la succession dans le temps des programmes. Dans le programme maximum, c'est la doctrine qui doit en premier lieu être sauvée, et il va de soi que, dans un pays complètement sous domination bourgeoise, le but de la dictature en matière de distribution des biens est l'abolition du mercantilisme et du monétarisme. Toutefois cette mesure contingente pourrait être admise à condition d'établir le contrôle suprême du parti et des conseils politiques (soviets) – desquels, comme nous le montrerons, rien ou presque n'avait encore été compris.

Le troisième point comportait le problème de la conquête internationale du pouvoir, étant entendu que la conquête devait se réaliser dans tous les pays pour pouvoir passer en plein à la socialisation économique. Cependant, dans la succession des phases, l'armement militaire du prolétariat précède le désarmement universel.

Le quatrième point est d'un radicalisme certain sur la question de la propriété immobilière urbaine (question peu facile), mais infantile en ce qui concerne la réforme de la bureaucratie : la dictature des gens en col dur et culotte de cuir, peste de l'époque bourgeoise !

Le parti, dirigé officiellement par les **révolutionnaires**, parla bien tard, et de plus il parla mollement et fausement.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

25 – Premiers pas incertains du Parti et réactions vigoureuses de la Gauche

[Retour à la table des matières](#)

La Direction devait convoquer le Parti, et le Parti **seul**. Mais elle hésita devant le vide et mit en place pour les 22 et 23 décembre une autre de ces réunions hybrides dans laquelle elle se laissa attaquer à fond par la droite, sans savoir réagir, et accepta une proposition... obscène, celle de la célèbre constituante du prolétariat !

Nous rapportons plus loin la motion votée ainsi qu'un article décisif de commentaires du « Soviet » de Naples du 29 décembre 1918 afin de montrer que nos critiques ne sont pas nées aujourd'hui. Nous aurons ainsi un cadre exact de la situation en Italie à la fin de la dernière année de guerre.

L'« Avanti ! » du 22-23 décembre 1918 donna un compte-rendu de la réunion socialiste tenue à Bologne avec la présence de la Direction, de la C.G.L., du Syndicat Ferroviaire, de la Ligue des Communes Socialistes et du Groupe parlementaire. Les points à l'ordre du jour furent les 4 du programme immédiat – sur lesquels il n'y eut pas de désaccord – ainsi qu'une première étude en vue de la réalisation du programme maximum, ou, comme c'est indiqué ici, « maximaliste », selon un ordre du jour que l'on lira en partie dans la motion Turati-Prampolini du 14 janvier 1919. Dans la motion finale on lit que les organes convoqués :

« Alors qu'ils reconnaissent la nécessité d'une agitation immédiate pour les objectifs indiqués aux points 1, 2, 3 et 4 de l'ordre du jour [le programme minimum] de la Direction, retiennent que la décision sur la possibilité et sur les moyens d'agitation pour les buts maximalistes indiqués dans le même ordre du jour et mieux spécifiés dans un autre ordre du jour de la Direction, et jugés par elle immédiatement réalisables, **est de la compétence du prolétariat organisé**

politiquement et économiquement, et, invoquant la convocation du congrès des organisations intervenant à la présente réunion, suivant les modalités de leurs statuts respectifs, passent à la discussion des moyens pour effectuer l'agitation pour atteindre les objectifs évoqués aux points 1, 2, 3 et 4 [le programme minimum] de l'ordre du jour cité ».

Suivirent des réunions et des congrès des différentes organisations, politiques et économiques, sur les problèmes du programme maximum.

Et voici, dans le « Soviet » du 29 décembre 1918, la réponse opportune et vigoureuse de la gauche :

« Dimanche 22 décembre les représentants de la Direction du Parti Socialiste, du Groupe Parlementaire Socialiste, de la Confédération Générale du Travail, de la Ligue des Communes Socialistes et du Syndicat Ferroviaire Italien se sont réunis à Bologne dans le but de discuter les moyens de réalisation du programme de revendication immédiat formulé par cette même Direction à la réunion des 7-11 courant et comprenant les points suivants :

- 1 – Démobilisation immédiate de l'armée.
- 2 – Retrait immédiat des soldats de la Russie révolutionnaire.
- 3 – Droit aux libertés civiques fondamentales.
- 4 – Amnistie pour tous les condamnés politiques.

Du compte-rendu paru dans l'« Avanti ! » du 25 courant, il résulte que les participants ont aussi voulu discuter des délibérations de la Direction sur le programme maximum d'action, lequel dit que le Parti se propose d'instituer la république socialiste et la dictature du prolétariat.

Nous ne nous attarderons pas à contredire les affirmations anti-révolutionnaires des députés et organisateurs réformistes qui n'ont rien de nouveau.

Nous protestons cependant contre l'ingérence des différentes organisations, qui ont leurs propres tâches bien délimitées, sur le terrain des tâches du Parti Socialiste, qui est de tracer les grandes directives de l'action politique du prolétariat.

Précédemment, lors du dernier Congrès, on a critiqué à diverses reprises le fait que la Direction soumette ses délibérés à l'accord du Groupe parlementaire et de la Confédération. Nous, de l'extrême gauche, avons toujours été des adversaires résolus de la proposition Treves pour la création d'un Comité de ces trois

organisations, qui aurait d'après elle dû assumer depuis la fin de la guerre la direction de la politique ouvrière.

Cette proposition a été faite sous diverses formes, et nous la voyons réapparaître dans l'ordre du jour voté à la réunion de Bologne pour une espèce de Constituante du Prolétariat.

Ces assises ouvrières devraient être élues par les Congrès Nationaux des différentes organisations réunies à Bologne (pour éviter une possible confusion entre les termes, nous prévenons nos lecteurs de ne pas confondre cette proposition de Constituante du Prolétariat avec l'Assemblée Nationale Constituante dont on parle par ailleurs et dont nous nous occuperons dans un autre article de fond du prochain numéro).

Nous sommes nettement opposés à cette délibération et à cette proposition. Avant tout nous ne saurions pas dire de quels Congrès peuvent prétendre obtenir **un mandat** le Groupe Parlementaire Socialiste et la Ligue des Communes, tous deux étant des **organes du Parti Socialiste**, dont le congrès s'exprime à travers sa Direction élue par la majorité.

Ce que pensent collégalement la majorité des Députés ou des Maires socialistes, en s'exprimant à travers leurs votes, a une valeur **nulle** dans la détermination de la politique socialiste.

Quant aux organisations syndicales, elles peuvent réunir leurs Congrès, mais ceux-ci n'ont pas la valeur **de consultation** des Congrès du Parti, pour lesquels chaque Section discute et nomme ses propres délégués ; alors que les ligues de métiers **ne sont pratiquement jamais convoquées pour discuter**, et que leur représentation est assurée par les organisateurs qui, par définition, ne reflètent pas la pensée des masses.

Que la Direction ait le courage de déclarer explicitement que le Parti Socialiste Italien, organe politique de Classe, représente bien mieux que les Réunions des Députés, des Maires ou des Organisateurs de profession, la volonté du Prolétariat Italien, qu'elle l'encourage de son soutien et de sa sympathie lors de ces tristes heures où l'adversaire semble pouvoir crier victoire, et que le prolétariat s'accroche d'autant plus à celle-ci que l'heure de la rescousse et de notre victoire est proche ».

Plus significatif encore est l'ordre du jour voté à la réunion méridionale déjà mentionnée du 29 décembre 1918 émanant de la section de Naples :

« Les représentants de la section socialiste réunis à Naples,

saluent les travailleurs du monde entier en lutte contre la domination capitaliste qui, vaincue en Russie, s'effondre en Allemagne et chutera successivement dans tous les autres pays ;

déclarent que la doctrine marxiste et les expériences socialistes contemporaines convergent toutes dans la détermination du développement historique conduisant au socialisme : **lutte du prolétariat organisé en parti de classe contre la bourgeoisie ; conquête révolutionnaire du pouvoir politique ; organisation du prolétariat en classe dominante ; intervention du gouvernement socialiste dans tous les rapports de l'économie pour réaliser la socialisation des moyens de production et d'échange, dans le but de supprimer les classes et d'instaurer le régime de la solidarité et de l'égalité sociale ;**

retiennent que, à l'exception de ces buts historiques spécifiques, le P.S. ne doit pas s'employer à la réalisation de buts minimaux tendant à rendre plus supportable et donc plus durable le régime bourgeois ;

affirment qu'il est du devoir urgent du P.S. d'intensifier le travail de propagande et d'organisation interne pour se trouver en mesure de guider le prolétariat dans les conquêtes de la révolution ;

pensent que les organisations syndicales participeront d'autant plus à ces grandioses événements qu'elles s'y préparent fermement, répudient tout compromis avec la classe bourgeoise et reconnaissent la valeur politique de la lutte de classe, donnent à leur travail un caractère socialiste et poussent l'avant-garde des travailleurs organisés dans les rangs du Parti ;

repoussent la proposition d'Assise prolétarienne ou de Constituante ouvrière votée à Bologne le 22 décembre, contestent que le Groupe Parlementaire et la Ligue des Communes puissent délibérer et suivre une direction contraire de celle sanctionnée par le Congrès du Parti, dont ils sont de simples organes exécutifs ;

s'affirment certains que la Direction saura revendiquer pour le Parti la tâche de tracer la voie de l'action politique révolutionnaire du prolétariat ; et que celle-ci répondra à l'appel du Parti, avec lequel elle partage en frémissant les heures de l'adversité et des persécutions, quand sonnera l'heure de l'épreuve suprême, que les desseins et le travail des socialistes doivent hâter au travers de tous les efforts et sacrifices ».

Dans une réunion inter-provinciale à Milan, le même 29 décembre, les directives de la gauche prévalurent et Interlinghi présenta une motion, qui fut approuvée, concluant sur les objectifs de république socialiste et de dictature du prolétariat.

Ainsi, pendant que dans toute l'Italie les organisations de base du Parti et sa vivace presse hebdomadaire s'orientaient vers les thèses de la gauche, les réformistes prévalurent dans le Groupe parlementaire, s'agitèrent et se réunirent à Milan les 12 et 13 janvier, suite aux délibérations de Bologne qui lui avaient conféré un pouvoir illégitime.

A cette réunion étaient également présents la Ligue des Communes socialistes et la Confédération Générale du Travail. On déclara que la réunion faisait suite à celle de décembre et aux décisions de la Direction du parti, orientées vers l'obtention des moyens de lutte pour les quatre points du programme immédiat, et on se référa à la motion politique de la Direction pour en faire une critique catégorique. A porter au mérite de la Direction on trouve une phrase reportée dans cette critique et que l'on ne trouve pas dans les textes précédents : « la paix internationale n'est réalisable qu'après la démolition du régime capitaliste bourgeois ».

Après quelques observations des représentants de la Direction, l'assemblée reconnut n'avoir qu'un rôle consultatif dans la détermination de la politique du parti. Quand on en vint aux votes, seuls les députés votèrent avec la répartition suivante : 9 pour la motion Turati-Prampolini, 7 pour une motion de Bussi, un peu moins à droite, et 4 abstentions de membres les plus à gauche : Caroti, Maffi, Morgari et Basaglia.

Un ordre du jour de Treves fut voté à l'unanimité sur la politique internationale, d'une rédaction habile mais d'un ton totalement réformiste. Les appétits impérialistes des puissances victorieuses de l'Entente y étaient déplorés, ainsi que les excès des minorités nationalistes fermentant dans toute l'Europe à travers des heurts sanguinaires. On invoqua l'action du Bureau International plus que putréfié pour organiser une défense socialiste, et on finit avec l'éloge de l'« idéalisme wilsonnien » (Treves, qui critiquait l'idéalisme de la gauche, l'exalta dans le répugnant quaker qu'était le président américain !) par une formule exécrationnelle : la convergence dans un autre système des intérêts politico-capitalistes en harmonie avec les buts les plus immédiats du Prolétariat... (!!). On devançait ainsi, en soulevant les invectives contemporaines de Lénine, la **coexistence** pourrie de 1960 et des années suivantes.

Mais il y eut encore pire dans la motion Turati-Prampolini. Rappelant le programme maximum de la Direction et ses quatre points mal posés, elle a beau jeu de faire son propre jeu en observant « que – en faisant abstraction de l'étrange mélange de socialisme maximaliste abstrait et de syndicalisme corporatiste concret, et donc antisocialiste, contenus dans l'énonciation susmentionnée – la formulation d'un tel programme d'ensemble, indivisible dans ses parties comme dans son esprit, révèle une irrémédiable contradiction théorique, tactique et pratique entre les objectifs qu'elle met en avant, et impliquerait l'abdication de l'action socialiste, tant par rapport à ses buts immédiatement ou rapidement réalisables que – par

nécessaire conséquence – par rapport à ses objectifs plus lointains... ». Et, en continuant, on condamna l'affirmation de l'impossibilité de la paix avant la chute du capitalisme pour exalter un pacifisme démocratique. On déplora l'illusion que le socialisme puisse vaincre par un acte de volonté **instantané** et **prodigieux** de la part de minces minorités. On exorcisa le recours à des « tentatives de violence ». On condamna « l'allusion imprécise et équivoque à une **dictature du prolétariat** sur la majorité nationale » comme destinée à provoquer une réaction de droite. On qualifia la grève générale de provocatrice et capable d'entraîner des désastres prolétariens. On encensa les conquêtes graduelles du pouvoir et l'éducation des grandes masses à son exercice (quand donc ces conquêtes ne remplissent-elles pas les panses des contre-révolutionnaires et des traîtres au socialisme ? ?). On renouvela la litanie des revendications minimum. Et ainsi de suite. Finalement on invita les travailleurs à se rapprocher non du parti socialiste mais de ses **représentants** parlementaires et de leurs efforts, ainsi que des représentants syndicaux et communaux.

Cette motion fut un vrai manifeste de provocation des forces contre-révolutionnaires, bien installées dans le parti. Il nous convainquit, nous, de la gauche, que pour espérer une issue favorable à la classe ouvrière et au socialisme des luttes de l'après-guerre ces forces devaient être battues et expulsées.

Il faut noter que le même d'Aragona qui présentait pour la Confédération les points programmatiques indiqués ci-dessus, dit entre autre approuver « les affirmations maximales [sic !] de la Direction du parti quand elles indiquent l'aspiration à une conclusion définitive du processus historique que la guerre a accéléré ». Les députés socialistes se sont donc montrés plus audacieux dans leur poussée à droite que les tristement célèbres bonzes syndicaux...

Le 30 janvier, au milieu de cette véritable mobilisation des forces de la droite, le conseil national de la Confédération se réunit encore à Bologne et développa le programme de novembre. Le 2 février l'« Avanti ! » rapporta la motion finale et divers discours.

Le quotidien du parti, s'il protesta contre le sabotage politique de son travail, n'en rendit que peu responsable la droite : la réunion parlementaire apparaît sous le titre : **Les députés socialistes contre la dictature impérialiste**, et la réunion confédérale est présentée simplement sous le titre : **Les directives de la Confédération du Travail fixées par la réunion nationale**.

Nous trouvons ici, plus que lors de la réunion des députés, des traces des réactions de la gauche. Le député Cagnoni fit de sérieuses observations aux orateurs de droite. Polano, qui représentait la Fédération des jeunes, déclara ne pas voter l'ordre du jour à cause du peu de clarté de la rédaction sur la différenciation entre programme minimum et maximum. La première motion approuva huit des points de détail des revendications immédiates. On passa ensuite aux quatre de

nature politique. Cagnoni intervint encore pour laisser la responsabilité de ces questions au parti. Le réformiste Bianchi (Giuseppe) défendit à fond l'orientation confédérale. Cet habile polémiste, dont nous montrerons à diverses reprises la duplicité, prétendit citer Marx à l'encontre de la dictature du prolétariat. Selon lui (dommage qu'il soit mort et qu'on ne puisse plus le narguer en lui fournissant les preuves) les paroles suivantes seraient de Marx : « Ce qui importe au prolétariat est de se préparer par le développement de ses organisations économiques et politiques – quoi qu'il puisse advenir – à être à la hauteur des événements. Plus cette organisation autonome de la classe ouvrière se développera, plus la conception primitive et simpliste de la dictature du prolétariat devra subir de profondes modifications. Avec un prolétariat puissamment organisé on peut admettre qu'il ne s'agira pas d'utiliser l'État bourgeois à d'autres fins, mais de lui substituer le nouvel État qui est déjà en formation à travers des vastes organisations syndicales et coopératives » (! ! ? ?).

Il s'agissait d'un faux grossier, et il y aura bien un camarade qui trouvera, dans la presse de l'époque, comment on le fit régurgiter au super-droitier orateur. Il le présenta en conclusion de la motion confédérale, qui fut vivement discutée. Le député Nino Mazzoni, néanmoins homme de foi et de courage à toute épreuve, fit un puissant discours contre la partie concernant la transformation corporatiste du parlement. Il montra que cette tendance néo-corporatiste, voulant un retour vers des formes du moyen-âge, était puissante dans nombre de sphères capitalistes, et blâma les dégénérescences du labourisme et de l'ouvriérisme vulgaire. En tant que social-démocrate, Mazzoni affirma que « la désignation de la souveraineté des masses ne peut se faire qu'à travers une compétition d'intérêts généralisée sous la bannière de l'idéalisme politique ». Ce n'était pas une formulation doctrinale de marxiste révolutionnaire mais le signal d'un grave danger déviationniste que dans les années suivantes nous pourrions nommer sous les noms de Mussolini, de Gramsci et de Kroutchev.

On vota par sections. Le point sur lequel s'opposa Mazzoni n'obtint qu'une faible majorité : 88.481 contre 75.773 voix. Mais les représentants ne se prenaient pas pour rien ! L'ignoble motion fut donc approuvée à l'unanimité. Le vrai parti politique et l'organisation des socialistes italiens errait avec une pernicieuse incertitude.

Le 9 février se réunit à Bernes une conférence internationale socialiste. Les invités italiens, Morgari et Casalini, se retirèrent sagement après avoir constaté qu'il ne s'agissait pas de redonner vie à l'Internationale sur la base de la lutte de classe, mais de faire une nouvelle tentative de réunion des socialistes des seuls partis des pays victorieux. D'autres sections d'orientation classiste se retirèrent également.

Les camarades bolcheviques russes, pendant ce temps, travaillaient à la fondation de la troisième Internationale Communiste. Finalement la Direction se

réunit du 18 au 22 mars 1919 à Milan, avec un esprit plus décidé, et par 10 votes contre 3 décida l'adhésion à l'Internationale révolutionnaire.

L'extrême-gauche avait depuis longtemps demandé l'adhésion à Moscou et fait comprendre que c'était un problème à résoudre par la Direction et le Congrès national, sans avoir à demander l'avis des organisations économiques ou du groupe parlementaire. La section socialiste de Naples s'était prononcée dans ce sens, comme il ressort de l'extrait suivant du n° 14 du « Soviet »¹:

« La III^{ème} Internationale va bientôt être un fait accompli. Il y a une proposition formelle du gouvernement des Soviets de Russie pour sa constitution.

[censure]

... A ce propos la section de Naples a voté l'ordre du jour suivant : « La Section Socialiste de Naples invite la Direction du Parti à accepter intégralement la proposition du Parti Communiste Russe pour la constitution d'une nouvelle Internationale, et à couper toute relation avec le Bureau International Socialiste de Bruxelles ». ».

La Direction du parti accepta formellement, à Milan, la proposition russe, avec le vote de la délibération suivante, qui – écrivit le « Soviet » - « a notre accord inconditionnel » :

« La Direction du P.S.I.,

prenant acte du fait que le « Bureau Socialiste International » est désormais un instrument de la politique de guerre de la bourgeoisie pseudo-démocratique, tendant à la mystification du prolétariat, n'éprouve que de la gêne à la perspective de la reprise d'activité de l'Internationale socialiste révolutionnaire ; constatant que tous les efforts réalisés pour redonner vie au prolétariat socialiste moyennant l'action du B.S.I., qui s'est transformé en otage de la bourgeoisie impérialiste de l'Entente, ont été vains ; que l'alliance constituée à Berne entre les tendances social-patriotiques des impérialismes de l'Entente ainsi que les tendances social-patriotiques des impérialismes des Empires Centraux, met en pleine lumière le caractère réactionnaire de toutes les fractions qui n'ont pas tenus les engagements de l'Internationale contre la bourgeoisie capitaliste qui a lancé les peuples dans la guerre ;

- constate de ce fait inconcevable la permanence d'un organisme unique ou se retrouveraient ceux qui ont été fidèles aux principes de l'Internationale et ceux qui l'ont trahi et s'opposent à la réalisation du socialisme ;

¹ C.f : pour le « Soviet » de 1918-1919 voir les textes 38-54.

- tenant compte du fait que le Bureau, au lieu de pourvoir, aussitôt arrêté le conflit mondial, à la convocation des Partis et Organisations adhérents, se hâta de tenir la conférence de Berne qui ne fut rien d'autre qu'un travestissement de Conférence internationale socialiste ;

- décide de cesser toute relation avec le B.S.I., de travailler à la constitution de l'Internationale socialiste révolutionnaire sur la base et sur les principes exposés par les camarades russes, et à une Conférence internationale socialiste contre les traîtres au prolétariat ;

- décide par ailleurs d'œuvrer activement pour obtenir que les socialistes de tous les pays restés fidèles à l'Internationale socialiste adhèrent à cette idée, soit en les convoquant en réunion préliminaire, en dépit de toute prohibition, soit en accomplissant toute action apte à arriver à la réalisation des buts délibérés ».

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

26 – Escarmouches préélectorales

[Retour à la table des matières](#)

La réunion de la Direction eut lieu du 18 au 22 mars 1919 à Milan. L'ordre du jour, rapporté avec de légères différences dans le « Soviet » et l'« Avanti ! » (il faut penser à la censure) porte les signatures de Gennari, Serrati et Bombacci. Il obtint dix votes contre trois. Nous ne savons pas qui furent les trois adversaires, ni si Lazzari fut parmi eux.

La Direction ne pouvait pas ignorer les protestations qui venaient de toutes parts après les réunions insatisfaisantes du Groupe parlementaire et de la Confédération du Travail, dont nous avons parlé plus haut.

Parmi d'autres hebdomadaires du parti, le « Soviet » rédigea un vigoureux article, dans son numéro du 2 février, contre l'attitude du groupe parlementaire, et critiqua âprement le conseil national de la Confédération du 31 janvier, dans son numéro du 9 février, avec un article sous le titre **L'accouchement du labourisme italien**, soulignant l'accord du fascisme mussolinien à cette orientation pernicieuse, qui, insensiblement, et sans trouver d'autre résistance que celle des forces de la batailleuse gauche italienne, se propagera pendant des décennies sous les formes de l'ordinovisme et du krouchtévisme. On y lit :

« La Confédération travaille de cette manière contre le Parti et contre la Révolution à travers un accord significatif avec la classe industrielle qui se révèle par divers indices sur lesquels nous porterons notre attention, et prépare avec le consensus des Mussolini ce Parti du Travail qui, faisant sienne une politique corporatiste et réformiste, se fera le bouclier de la bourgeoisie italienne contre le bolchevisme du Parti.

Face à cette situation nous pensons qu'il faut organiser des manifestations des masses confédérales contre ces dirigeants confédéraux et

pour la politique du parti, auquel elles doivent remettre la direction de la lutte politique plutôt qu'aux quelques secrétaires et fonctionnaires propres aux organisations syndicales. Mais que fait la Direction au lieu de cela ? Et comment l'« Avanti ! » peut-il publier les prolixes comptes-rendus confédéraux sans les commentaires nécessaires à protéger le prolétariat des fausses positions qui y sont contenues ?

On verra avec quelle détermination on marchera résolument vers une sélection, que les réformistes accélèrent pour leur part de par leur indiscipline, et on en terminera avec le spectacle d'incertitude et de contradictions qui ronge les nerfs et détruit l'énergie du prolétariat socialiste ».

La Direction, donc, lors de la séance dont nous parlons, revint sur la question. On trouvait à l'ordre du jour la question de l'action pour les « quatre points immédiats » (démobilisation, libertés, retrait des troupes de Russie et de Hongrie, amnistie générale et complète) : la Direction confirma la proposition d'organisation d'une grève de soutien à ce programme, grève dont « la proclamation sera faite dès que le travail d'organisation et de cohésion des forces prolétariennes et socialistes donnera confiance en son plein et complet succès ». Au cours de la réunion, de vives critiques furent faites au Groupe parlementaire et à la Confédération du Travail. Au premier pour avoir introduit au détriment du susdit programme minimum « la diversion de la réforme électorale », et à la seconde pour sa proposition de Constituante. Sur ces critiques l'ordre du jour suivant est voté :

« La Direction... constate encore une fois que l'activité des représentants politiques dans et hors du Parlement n'est pas à même de satisfaire à l'action réclamée par la gravité du moment présent et les exigences que celui-ci impose au Parti [Repossi s'abstint sur cette partie « parce qu'il est nécessaire de condamner de manière plus précise le travail du Groupe, plus particulièrement la réunion des députés à Milan et ses délibérations, ainsi que sa conduite lors de la présentation du projet de loi pour la proportionnelle »], il réclame des sections concernées une vigilance attentive sur le travail effectué par leurs députés, dans le but d'en obtenir un meilleur accord avec les organes directeurs du Parti, et la réalisation de leur mandat selon les volontés expresses du dernier Congrès National, et pour l'heure, réclame qu'elles assurent en priorité leur devoir de solidarité internationale, que le Parti a toujours mis en avant, afin d'assurer la liberté et le triomphe de la République Socialiste de Russie ».

Rappelons que les partis parlementaires de la gauche bourgeoise avaient approuvé la réforme faisant passer du scrutin uninominal (le suffrage universel avait déjà été donné par Giolitti pour faire passer la « pilule » de la guerre de Tripoli) au scrutin de liste par provinces, avec représentation proportionnelle. Les partisans de Giolitti, de Nitti et les catholiques, en se parant de leur qualité d'ex-neutralistes, faisaient le jeu des responsables de la guerre en offrant ce jouet au prolétariat. Le camp socialiste devait lui affirmer bien autre chose : que la fin de la

démocratie électorale c'était la dictature du prolétariat. Mais messieurs les députés de la droite avalèrent la pilule amère sans sourciller et magnifièrent cette conquête démocratique : d'où la juste colère de Luigi Repposi. Cette situation se répètera dans le second après-guerre avec l'élargissement du suffrage aux femmes malgré les sempiternelles plaintes des prêtres. Quant à nous, nous criions avec Marx depuis un siècle : assez de démocratie ! – ceci contre toutes les générations de charognes qui glapissent : plus de démocratie !, se faisant ainsi les apôtres de la contre-révolution.

Ce qui entraînait le parti n'était pas la vision radieuse d'une Europe rouge mais celle obscène d'une vaste orgie de victoires électorales.

La Direction fut vite contrainte de s'occuper de cette question, dont discutait tout le parti. La section de Naples avait été la première à se prononcer pour l'abstention aux élections générales qui s'approchaient, et le « Soviet », organe de la fédération napolitaine, évoluait vers sa seconde fonction, celle d'organe d'un mouvement national, la Fraction Communiste Abstentionniste du P.S.I. De toutes parts en Italie provenaient au « Soviet » les adhésions non de camarades isolés, mais de groupes et de sections entières du parti. La polémique commençait à s'accroître et la droite du parti s'alarmait. A peine vaut-il dire que les premiers arguments lancés dans cette polémique par les « électoralistes » invétérés furent de nous traiter d'extrémistes enragés, d'éléments anarchistes qui retournaient aux positions d'avant 1892, et bien sûr de bakouninistes. Nous verrons plus loin comment le courant du « Soviet » non seulement n'avait aucune position anarchiste ou syndicaliste, mais au contraire était caractérisé par la plus rigide condamnation, sur une base marxiste, de l'anarchisme et du syndicalisme à la Sorel, et était loin d'un insurrectionnalisme aveugle et barricadier.

Aucun des membres de la Direction ne se fit le porte-voix de la position abstentionniste, il n'y eut qu'une vague allusion de Gennari, dont nous reparlerons, et l'ordre du jour sur la participation aux élections fut voté à l'unanimité.

La prise de position des abstentionnistes se retrouva dans les réunions méridionales de Campanie, les réunions de section à Naples, ainsi que dans les articles : **L'illusion électorale** du 9.2.19, **Contre l'intervention dans la bataille électorale** du 16.2, **Élections ou conquête révolutionnaire du pouvoir, Contre le préjugé électoral**, du 23.2 et se retrouve peu ou prou dans chaque numéro. Il faut dire qu'il est faux d'indiquer que le « Soviet » ne s'occupait que de la question de la tactique électorale. Dans le numéro susnommé on traite de : **Le bolchévisme, plante de tous les climats**, qui est une réponse préventive aux trahisons staliniennes postérieures, et, sans vouloir tout citer, dans le numéro du 27.4 : **L'utopie de la paix bourgeoise**, où l'on prend position contre cet autre futur chancre de la politique révolutionnaire, l'infâme pacifisme.

Voici le texte du vote de la Direction, dans lequel nous signalons la timide réserve initiale indiquant que la révolution politique pourrait précéder la convocation des élections ! Ce que nous revendiquions était au contraire de sauver le prolétariat et son parti du naufrage et de la noyade dans l'orgie légaliste, situation dans laquelle la bourgeoisie avait intérêt à l'attirer. Quand le « Soviet » écrivait : **Ou élections, ou révolution**, il voulait dire qu'on ne devait pas se jeter dans les élections mais se consacrer au contraire à la préparation de l'action illégale pour la prise du pouvoir, dont on ne prétendait pas, comme nous le verrons, préfigurer la date - comme il était au contraire possible de le faire pour la journée de la folle courses aux urnes.

« La Direction, confirmant à toutes les sections et tous les organes du Parti le devoir de rendre plus intense et plus tranchée l'agitation en vue de l'action immédiate et pour les objectifs qui constituent l'orientation de la politique actuelle du Parti,

- face à la possible convocation des élections avant que l'effort libérateur du prolétariat n'aie porté aussi en Italie la classe travailleuse à la possession du pouvoir exécutif ;

- rappelle que la méthode électorale pour la conquête des pouvoirs publics est une partie constitutive du programme fondamental et de l'histoire du Parti, lequel ne peut y renoncer sans perdre son authentique caractère ;

- retient que les délibérations des derniers Congrès Nationaux indiquent clairement et suffisamment la tactique parlementaire que le Parti doit suivre pour maintenir également sur le terrain parlementaire l'indépendance et la séparation de l'action socialiste de celle de tous les courants politiques de la classe dominante ;

- décide d'employer toutes les Sections du Parti à la préparation du travail parlementaire, adoptant pour le choix des candidats la méthode du scrutin par larges circonscriptions régionales qui seront déterminées par la Direction du Parti, avec représentation proportionnelle (méthode que le Parti réclame énergiquement de l'État pour les élections) et suivant les critères suivants : une inscription au Parti pour une période non inférieure à cinq ans et l'acceptation de la discipline du Parti hors et dans le Parlement ;

- établit qu'en cas de ballottage aucun appuis ne sera donné aux candidatures extérieures au Parti, et que les candidatures se trouvant en minorité numérique évidente seront retirées ;

- détermine que, dans la lutte électorale, les lignes directrices suivantes doivent servir de base à l'agitation dans la présente période de luttes politiques :

- soutenir face au système législatif parlementaire de la bourgeoisie le système de représentation politique au moyen des Conseils de Travailleurs ;

- révéler les mensonges de la démocratie bourgeoise en condamnant les responsables de la guerre, pour opposer à la dictature des exploités celle des exploités ;

- démontrer la nécessité qu'à la conquête du pouvoir politique le prolétariat doit ajouter celles du pouvoir économique pour créer les nouvelles organisations adaptées à la gestion collective pour la production et la distribution des richesses ».

A noter que Gennari avait proposé d'insérer un préambule indiquant qu'on aurait participé aux élections que dans le cas où « n'advindraient pas de nouveaux événements rendant possible la réalisation de notre programme d'action » et à la condition que soient assurés la liberté maximum de propagande et de vote, la démobilisation générale et l'amnistie complète : « Si de telles conditions ne sont pas assurées et respectées, les élections devront être empêchées par tous les moyens ». La proposition n'eut pas de suite.

En commentant ce vote, le « Soviet » du 30.3.1919 exprima sa désillusion devant le fait que la Direction « maximaliste » ait décidé la participation du Parti aux élections. Il confirma l'acceptation de la discipline aux décisions mais releva que :

« pendant que la Direction approuve l'action maximaliste et accepte les élections, il existe dans le parti d'autres éléments qui acceptent les élections mais nient l'action révolutionnaire. Avec ces derniers il ne peut ni ne doit y avoir de collaboration, ni de notre part à nous abstentionnistes, ni de la part des camarades maximalistes favorables aux élections ».

Et en conclue qu'il était **nécessaire de convoquer le Congrès National Socialiste** pour parvenir à l'irrévocable « coupure » d'avec la droite opportuniste – coupure qu'en automne, au Congrès de Bologne, l'extrême-gauche proposera de nouveau, prête à sacrifier à cet effet la position abstentionniste, mais que les creux défenseurs du maximalisme repoussèrent.

Parmi les incertitudes évidentes des organisations de lutte de la classe ouvrière, à qui il manquait une claire vision des directives à suivre, et pendant que s'affrontaient les ordres contraires et incompatibles entre eux, se développèrent irrésistiblement les premiers mouvements prolétariens, dont nous ne pouvons dresser le tableau qu'à grands traits.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

27 – Les grandes luttes prolétariennes et leurs reflets dans le Parti

[Retour à la table des matières](#)

Toutes les catégories réclamaient les huit heures et le salaire minimum, poussées par la rapide perte de valeur de l'argent rendant dérisoires les salaires restés fixes depuis le début de la guerre, sauf pour quelques travailleurs spécialisés. Les graves problèmes et luttes économiques surgissaient des effets de la démobilisation militaire, des exigences des invalides et mutilés, des veuves et orphelins de guerre, auxquels l'administration étatique ne pourvoyait que de manière inadaptée et avec une grande lenteur. En opposition aux associations patriotiques d'anciens combattants se forma la grande Ligue Prolétarienne des Mutilés qui se montrera puissante et combative.

La catégorie des métallurgistes, qui se débarrassait des obligations semi-militaires de la guerre, était particulièrement combative. Nous avons déjà parlé de la lutte des métallurgistes de la région de Naples, où cette catégorie de travailleurs était pourtant à l'état naissant.

Les premiers jours de février 1919 éclata à Trieste une grève des cheminots qui paralysa les opérations de déplacement des troupes occupant la Vénétie Julienne. La répression de la « grève politique » fut énergique : le tribunal accusa les grévistes « d'avoir abandonné de manière improvisée le travail auquel ils étaient astreints auprès des Chemins de Fer de l'État » et condamna au maximum : 5 ans et 2.000 liras d'amende pour 5 cheminots, 3 ans et une amende pour près de 40 autres accusés. Ce furent les premiers des « irrédentistes ».

Le 5 février les huit heures furent reconnues aux 500.000 métallurgistes, après une longue lutte. Pour les mêmes objectifs les cheminots, ouvriers du textile, employés administratifs, etc., étaient en lutte dans toute l'Italie.

En mars les métallurgistes ligures furent en grève pendant 11 jours, les ouvriers agricoles de Novare 8 jours, les métallurgistes de Brescia se mirent aussi en grève. Les cheminots de Trieste luttèrent sept semaines jusqu'à ce qu'ils obtiennent leur réintégration aux conditions reconnues par l'administration autrichienne.

Mais il est pratiquement impossible de faire une chronique de toutes les luttes syndicales, où de détailler celles qui durèrent le plus longtemps, eurent le plus grand nombre de participants, les conquêtes les plus grandes ou encore la répression étatique la plus violente.

En avril eurent lieu les luttes revendicatives des métallurgistes, des imprimeurs, des employés administratifs, des journaliers agricoles, etc. Le 23 mars fut fondé le parti fasciste, prenant une position ouvertement anti-socialiste. Le 15 avril eurent lieu les premiers affrontements de rues entre ouvriers et groupes fascistes. La salle de rédaction de l'« Avanti ! » fut assaillie et dévastée – avec la pleine solidarité, comme dans tous ces épisodes, des forces publiques, sans lesquelles de telles actions n'auraient jamais été possibles, ce qui en rend responsable à la fois l'engrenage bourgeois de l'État et les partis démocratiques qui étaient à sa tête. La riposte fut la grève générale qui surgit dans toute l'Italie de manière imposante. Mais la direction du parti s'exprima et se comporta mollement. Le « Soviet » du 20 avril indiqua : « A Naples la grève se déroule de manière imposante et totale. A la Chambre du Travail, où siègent en permanence le secrétariat de la Chambre et le Comité de la section socialiste, il y a un afflux continu d'ouvriers et de camarades organisés en groupes de vigilance qui rapportent avec enthousiasme des nouvelles sur la splendide réussite de la grève dans les diverses localités et de la part des diverses catégories ». Les dockers, qui n'étaient pas confédérés, se mirent également en grève. Un télégramme fut envoyé à la Direction, comme de toutes les villes italiennes, augurant de la rescousse prolétarienne.

A l'approche du premier mai la tension était grande entre le prolétariat et les forces ennemies. Nombreux étaient ceux qui disaient vainement que le premier « Premier Mai » d'après-guerre devait signer la date de la révolution. Pour démolir la vieille mais également nouvelle légende voulant que les camarades de la gauche soient des insurrectionnalistes aveugles, il est utile de rapporter ce qu'écrivait le « Soviet » daté du 29 avril :

« Mais pour nous, pour tous les prolétaires qui n'ont pas encore réussi à s'émanciper de l'esclavage capitaliste, ce Premier Mai a une autre signification : la ferme et définitive résolution du peuple travailleur de s'emparer avant tout du pouvoir pour substituer à l'économie capitaliste exploiteuse le communisme, fondé sur l'égalité et la liberté des travailleurs. Notre bourgeoisie a compris la signification qu'aura cette manifestation, et elle fait ses préparatifs de répression

armée. Elle conserve la mentalité de 98 et espère qu'encore cette fois le prolétariat se laissera tromper par des provocations, savamment organisées à l'avance, et effectuera des mouvements de rue qui permettront un massacre souhaité par les lansquenets de la classe dominante, et l'arrestation de ses dirigeants. Vaines illusions ! Le prolétariat a beaucoup appris entre 98 et aujourd'hui : plus particulièrement il a appris le sens de la discipline et de l'action méthodique, comme il l'a démontré dans les récentes grèves de protestation contre les agressions de Milan. Il descendra dans la rue lorsque, et seulement lorsque la volonté révolutionnaire l'aura complètement envahi, et que le seul déploiement de sa masse armée d'une volonté indestructible suffira à rendre vaine, impossible, irréalisable toute résistance bourgeoise. Et ce sera aux travailleurs de choisir le moment. Il serait certes plus commode pour la classe dominante que la révolte se réalise à court terme et à date fixe. Mais précisément parce que la chose serait commode pour la bourgeoisie, le prolétariat l'évitera. Donc, le Premier Mai ne sera pas la date de la révolution, mais seulement une autre manifestation pacifique destinée à intensifier et à élargir dans les couches toujours plus profondes du prolétariat la conscience de la maturation de son destin...»

Au printemps 1919 la précipitation de la crise économique conduisit par la force des choses le prolétariat sur un autre terrain de luttes. Le prix des biens de première nécessité, de la nourriture aux vêtements, augmentait de manière vertigineuse et insoutenable pour les plus démunis, pendant que l'on ressentait l'impossibilité de suivre l'effondrement de la valeur d'acquisition de l'argent avec l'obtention d'augmentations de salaires toujours plus dérisoires.

De violents mouvements éclatèrent, dans les principales villes, qui prirent le nom de « mouvement contre la vie chère ». Des foules menaçantes devant les magasins et les marchés imposèrent la diminution des prix. Les commerçants terrorisés subirent la fixation des prix par les Chambres du Travail ou, par peur du pire, apportèrent leurs marchandises aux sièges des organisations ouvrières qui accomplissaient des distributions sommaires. Les journaux bourgeois et bien-pensants parlèrent de saccages, de rapines et autres, mais le fait essentiel est que ce mouvement n'avait pas d'issue du fait du rapide épuisement des réserves. Les incidents, souvent graves, ne manquèrent pas, ainsi que les heurts avec la police, qui avait l'ordre de rétablir l'ordre et la liberté du commerce mais finit par laisser courir.

Il en sortit des comités inspirés par l'idée de défense du consommateur qui ne pouvaient rien avoir de révolutionnaire même si il y eut des cas de violence apparemment « expropriatrice ». On prétendait que toutes les couches de la population avaient intérêt à un retour illusoire au « bon marché » et il s'en fit tout un tintouin. Les révolutionnaires ne pouvaient que blâmer cette forme d'action absurde, et ils le firent en affrontant l'impopularité. Nous trouvons dans le « Soviet » du 29 juin un bon article d'un de nos valeureux camarades qui sera reproduit intégralement. On y dénonce courageusement l'hypocrisie des fauteurs

de guerre et de la Confédération patronale qui entrent en lutte contre la vie chère parce que... les patrons ont intérêt à ce que les ouvriers mangent à prix réduits. On y démontre la vanité de vouloir obscurcir la conscience des antagonismes de classe qu'on ne peut supprimer, et on stigmatise la Confédération du Travail qui se fait l'écho de l'appel des patrons. Et encore une fois on condamne l'envahissement par la confédération d'un terrain qui est de la compétence du Parti.

Après avoir mis en évidence que le renchérissement des prix, particulièrement pour les biens alimentaires, était inévitable en régime capitaliste, et spécialement après les guerres, l'article conclut : « Quand nous aurons démontré que les coûts élevés sont indissolublement liés à tout le système capitaliste de production et d'échange, il sera facile de conclure que c'est seulement avec l'élimination de ce système que l'on aura un remède efficace aux maux qui travaillent l'humanité ».

De fin mai à début juin se déroula une grande grève des cardeurs de laine. Toutes les catégories ouvrières entrèrent en lutte. Les femmes se distinguèrent particulièrement, la police procéda à des arrestations de masse, la troupe fut appelée contre les chômeurs. L'agitation se développa chez les gaziers, les travailleurs de l'hôtellerie, les conducteurs de tramway et les cheminots. Les 8 et 9 juin se déroula à Naples la grève de solidarité, que nous avons décrit, avec les métallurgistes.

Le 10 juin le mouvement contre la vie chère explosa à La Spezia. La foule assiégea le marché et lors des heurts avec la police il y a deux morts et 25 blessés. Suit une grève générale très violente qui fit accourir comme **pacificateurs** les députés et chefs confédéraux, accueillis par la foule, comme toujours à l'époque, aux cris de « pompiers ! ». Le 12 se déroulèrent des mouvements analogues à Gênes et à Turin, où, durant la grève générale, la Maison du Peuple fut assaillie par la police et les groupes fascistes. Le 16 juin éclata la grève des métallurgistes de Dalmine où ceux-ci occupèrent les usines. C'est alors que Mussolini fit son fameux discours. L'habile politicard s'affirma favorable aux revendications ouvrières, approuva la grève, fit l'apologie d'un mouvement syndical lié au parti fasciste. Seul un « expert » du mouvement ouvrier pouvait être utile à la bourgeoisie afin de conjurer la menace rouge et établir sa propre dictature.

Le discours illustre le nouveau syndicalisme noir et développe le programme de San Sepolcro du 23 mars. Non seulement celui-ci vaut bien celui de la Confédération réformatrice, mais il revendique des points qui seront ceux des faux courants de gauche, comme celui de l'«Ordine Nuovo» : suffrage universel, suppression du Sénat, constituante (éventuellement républicaine), journée de huit heures, participation des ouvriers à la gestion des usines, impôt progressif ayant le caractère d'expropriation des richesses, et la célèbre phrase démagogique : « que payent les riches ! ».

Il y eu plus : Mussolini devança alors la débauche de la politique opportuniste avec son ignorance rhétorique et sa légèreté intrigante mortifère. Il déclara se

moquer des étiquettes et définitions idéologiques. Les fascistes n'étaient ni socialistes, ni anti-socialistes et suivant les moments ils se déclaraient prêts à se porter sur le terrain « de la collaboration de classe, de la lutte de classe et de l'expropriation de classe ». Ils étaient, comme le dit leur Duce, des « problémistes », et leur parti était un **antiparti** qui n'avait pas de principes fixes et pour norme seulement l'action du moment. En 1919 Mussolini ne pouvait pas encore démentir les polémiques qu'il avait conduit contre le révisionnisme local et international caractérisé par la formule de Bernstein : « le but n'est rien, le mouvement est tout ». Les chefs dégénérés du faux parti communiste contemporain, qui ont comme seul motif d'orgueil le fait d'avoir tué le fascisme et son chef, ne voient pas qu'ils ont grandi à son école. Quand, après la seconde guerre, nous en avons trouvé quelques-uns autour de nous et que nous avons eu le malheur d'échanger quelques répliques avec eux, la phrase avec laquelle ils ont tourné les épaules à toujours été la même : « Il n'est pas encore temps de ramener les questions de principes devant les masses ! ». Après de nombreuses années, lorsque nos voies divergèrent, ils en étaient arrivés à tenir le même langage que celui de Mussolini à Dalmine : principes, buts, solutions générales de la lutte sociale, nous n'en parlons plus et les laissons aux « dogmatiques ». Ils sont, comme Benito voulait l'être, des « problémistes » - et des problèmes « concrets » comme le voulait Gramsci, étant donné que sa thèse était la suivante : nous vous laissons les abstractions, quant à nous, notre « problématique » couvre chaque matin le champ clos où se conduit la basse agitation des fauteurs de réformes de **structure** de la société bourgeoise, ce qui sortant de la bouche d'un Turati aurait provoqué des vomissements. Nous faisons allusion, on le comprendra, au petit parti qui a pour duc Palmiro [Togliatti]. Quand à l'autre chef célèbre, Nenni, il ne lui a pas fallu faire un si long tour pour en venir à Mussolini : il quitta le parti avec lui en 1914 pour se joindre aux faisceaux interventionnistes de combat. Ce fut un champion de la cohérence.

Tous ces gens, comme Benito Mussolini, Palmiro Togliatti et Pietro Nenni, ne pourraient pas naviguer même s'ils avaient une boussole. Ils ont en commun de ne se lier les mains par aucun acte de foi, parce qu'au cours de leur vie ils ont renouvelés cent fois la doctrine suivant leurs besoins, mettant toujours la voile sous le vent.

Problémistes : nous donnons le brevet à Benito de ce terme qui définit tous les malotrus et les charlatans d'aujourd'hui. Une autre preuve de ce que la méthode fasciste a vaincu en profondeur lors de la seconde guerre mondiale, la fin tragique de Mussolini et Hitler n'étant qu'un fait superficiel. Les leçons de l'histoire sont toujours dialectiques car « **Graecia capta ferum victorem coepit** », c'est à dire : la culture de la Grèce vaincue a subjugué et guidé le belliqueux vainqueur romain.

On n'aurait pas pu détruire Benito sans faire fi des principes, c'est votre obscène excuse. Mais, avec votre ignoble tactique du front antifasciste, le résultat c'est que c'est vous que Benito a subjugué et humilié ! Le principe socialiste a été

jeté dans la fange, le « problémisme » que Benito a enseigné a triomphé en vous comme dans le monde bourgeois dont vous êtes désormais une partie bien digne.

En juillet 1919 la violence de l'agitation contre la vie chère, dont nous résumerons les phases, atteint un degré extrême. Il y avait entre autre un projet de grève internationale fixé au 20 juillet pour arrêter les opérations militaires contre la Russie et la Hongrie.

La délicatesse de la situation de la bataille prolétarienne et les dangers qui résultaient des directives indécises de tant de comités de lutte contre la vie chère, qui fit parler dans certaines villes de journée de gouvernement prolétarien, alors que dans d'autres villes la foule mettait en déroute des bataillons entiers de carabiniers, et que l'État envoyait l'aviation en renfort de la police, rendit nécessaire une nouvelle réunion de la Direction du parti.

La discussion ne fut pas bien clarificatrice, comme on le voit dans la résolution votée sur proposition de Gennari et dans laquelle :

La Direction reconnaissant « justifiée l'accentuation de l'ire populaire contre tous les affameurs et les spéculateurs », citant en exemple « les camarades et travailleurs organisés qui ont guidé et discipliné en les coordonnant les agitations... les transformant de simple et aveugle exaspérations en formes ordonnées et plus efficaces, plus conscientes des graves problèmes d'alimentation du peuple », invite le parti à éclairer les masses sur les causes et les remèdes de la situation actuelle, à refuser « toute forme de collaboration » dans des comités mixtes, et à constituer « des conseils de travailleurs formés seulement de représentants directs du Parti, des organisations économiques et de la Ligue prolétarienne des Mutilés » pour « discipliner et coordonner les mouvements contre la cherté de la vie... Leur action sera menée uniquement sur le terrain de la lutte de classe, et affirmera la détermination de ce qu'une prochaine lutte finale du prolétariat le porte à la conquête du pouvoir économique, et que celui-ci, sur la base de la dictature, sera entièrement confié aux organisations de la classe travailleuse ».

On décida aussi de convoquer au plus vite le conseil national du Parti avec l'intervention des délégués de la Fédération. Celui-ci se réunit le 13 juillet.

Les délégués de la gauche prirent une vive part aux discussions sur tous les arguments. Concernant la grève internationale, ils soutinrent que l'on devait la soutenir à outrance pour obtenir que les forces de l'Entente se retirent réellement du front russe et de Hongrie, faute de quoi on appuyait l'action réactionnaire déchaînée des roumains. La Direction opposa qu'il n'était pas possible d'obtenir l'accord tant des socialistes français qu'anglais, qui avaient accepté de participer à la grève non sur une position de solidarité avec les républiques soviétistes mais sur la base d'une vague formule bourgeoise de non-intervention dans les affaires d'autres pays. La

position de la gauche peut être déduite de cet extrait du « Soviet » du 13 juillet à Bologne :

« Les camarades ont pu déduire par la lecture de l'« Avanti ! » le développement des discussions à la Réunion Socialiste de Bologne à laquelle les sections de la région de Naples ont été représentées.

De nombreux côtés la décision de la Direction de faire une grève purement démonstrative limitée à 48 heures a été vivement discutée. On a par contre seulement survolé les questions de l'organisation internationale dont nous avons amplement débattu dans les numéros précédents, et les buts que donnent à celles-ci les socialistes anglais et français.

La réunion de Bologne, qui n'avait pas de pouvoir délibératif, une fois examinée la situation politique, conclue unanimement pour la réalisation disciplinée des modalités établies par la Direction du Parti.

Il ne reste aujourd'hui rien d'autre à faire que de travailler pour que la grève réussisse complètement et que la démonstration de force soit puissante.

Le prolétariat socialiste italien réaffirmera sa force et sa foi en s'abstenant de travailler le 20 et le 21 en signe de solidarité avec les républiques Soviétiques communistes des Soviets de Russie, de Hongrie et de tous les autres pays où le communisme a triomphé, contre la politique d'agression militaire, de sabotage et de blocus économique des gouvernements bourgeois.

Nous n'avons pas besoin de rappeler aux camarades qu'ils doivent accomplir tous leurs devoirs pour la pleine réussite du mouvement, et pour l'instant se conformer avec la plus stricte discipline aux décisions des organes dirigeants du Parti ».

La grève n'eut pas un succès complet en Europe, surtout à cause du sabotage du parti et de la confédération française. En Italie il y eut aussi la très grave défection du Syndicat des cheminots. On peut tirer le bilan du louable Manifeste de la Direction du Parti lancé le 22 juillet à peine terminé le mouvement, adressé « aux camarades des Gouvernements communistes de Russie et de Hongrie » :

« Au lendemain des manifestations prolétariennes de solidarité pleine et complète avec vos Républiques Communistes, nous sentons le besoin de réaffirmer et d'expliquer ce que les masses travailleuses ont voulu signifier en ces jours, et vous envoyer, par notre intermédiaire, le salut ému de tout le Prolétariat d'Italie.

La grève générale des 20 et 21 courant ne devait pas, pour nous, avoir d'autre signification que celle de solidarité avec vous, camarades, qui par l'instrument de la dictature prolétarienne traduisez en acte notre Idéal de rédemption humaine. Nous

voulons que cela constitue un avertissement, une menace envers la bourgeoisie qui tourne ses armes contre vous, ou par un blocus inhumain tente de vous affamer, ou organise, incite, encourage, protège les menées contre-révolutionnaires dans vos pays. En somme contre les bourgeoisies qui, de toute les façon, agissent au mépris de leurs propres lois internationales et interviennent dans d'autres pays pour suffoquer violemment la volonté des peuples. Ceci n'a pas été le début de notre bataille. Ce devait tout au plus en être le préambule. Ce devait, en somme, exprimer l'âme de nos foules qui ont l'intention de manifester toute l'admiration qu'elles ont pour votre travail, toute leur solidarité et leur intention de suivre le sillon que vous avez ouvert et tracé, et, dans le même temps, veulent s'interposer entre vous et l'arme posée sur votre poitrine par la bourgeoisie capitaliste exploiteuse internationale. C'était l'objectif proposé : c'est pour cela que nous tissons des liens avec les prolétaires des autres pays.

Malgré toutes les manœuvres, les insinuations, les mensonges, les intimidations du Gouvernement et de la bourgeoisie ; malgré la mobilisation de toutes les forces gouvernementales et capitalistes qui agissent comme si elles devaient soutenir le heurt suprême avec les énergies prolétariennes ; malgré la faiblesse coupable de quelques dirigeants d'une catégorie de travailleurs des services publics ; malgré l'inexplicable et inexcusable défection de la C.G.T. française – défection annoncée et diffusée par le gouvernement au dernier moment, alors que le Prolétariat français était pour la mobilisation et l'action -, malgré tout ceci, le Prolétariat italien des usines et des campagnes répondit dans l'union et de manière compacte à notre appel : la vie économique et civique fut suspendue dans toute l'Italie. La bourgeoisie, pleine de crainte, trembla devant la voix puissante, la menace de notre Prolétariat.

Le Prolétariat d'Italie sent désormais que ses luttes ne sont qu'un aspect, qu'une fraction des luttes qui se déroulent dans chaque coin du monde ; que celles-ci doivent se coordonner et se diriger vers un but unique, celui de la révolution mondiale pour la destruction de la domination capitaliste et pour l'instauration de la dictature prolétarienne. Il ne juge pas de la nécessité et du résultat de ses batailles dans le strict cadre national mais à la lumière des nécessités de la révolution prolétarienne mondiale. Il est convaincu que n'existent dans le monde que deux seules races irréconciliables : celle des exploités et celle des exploités. Il se sent, pour cela, toujours plus strictement lié, solidaire du prolétariat du monde entier, il voit chaque jour s'approfondir plus l'abîme qui le sépare de la bourgeoisie de son propre pays comme de la bourgeoisie internationale. Il est convaincu chaque jour plus et mieux de la nécessité et de l'urgence de s'apprêter pour les ultimes batailles afin d'écraser, d'anéantir le système d'exploitation capitaliste bourgeois.

Le souffrant Prolétariat d'Italie, exaspéré par les mille blessures, par les deuils, par les douleurs, par les misères, par la honte procurée par le monstrueux fouet de la guerre n'entend pas, ne veut pas être enseveli avec la bourgeoisie dans l'écroulement économique et moral que celle-ci prépare aveuglément. Il sait que,

en régime bourgeois, sa paix est toujours précaire, toujours menacée ; qu'il se prépare de nouveaux et plus sanguinaires massacres ; que les conflits économiques, la féroce lutte impérialiste de concurrence industrielle, de tarifs douaniers, d'accaparement de matières premières aggravera toujours plus – le rendant incurable – le marasme, la paralysie économique qui envahie déjà tout le monde bourgeois et qui sera fatale, mortelle pour des pays économiquement faibles et pauvres comme le nôtre. Il veut et aspire à l'égalité et à la paix entre tous les peuples : paix civile et paix économique. Il déclare par contre la guerre sans quartier à tous les exploiters, à tous les oppresseurs. Il réunit toute son énergie, toutes ses forces pour la sauvegarde de l'Humanité, sauvegarde qui ne peut se réaliser que dans l'ordre nouveau : par la conquête révolutionnaire du pouvoir politique de la part du Prolétariat, par la substitution de sa dictature à celle de la bourgeoisie, par le travail de reconstruction économique socialiste.

Tout ceci, camarades des Gouvernements Communistes de Russie et de Hongrie, le Prolétariat d'Italie vous le dit et en prend l'engagement solennel. Le Parti Socialiste Italien s'en rend garant, lui dont les vœux et les augures vont à vous et convergent vers la victoire finale du Socialisme International ».

Les débats sur l'agitation contre la vie chère ne furent pas moins vifs, lors de la réunion du 13 juillet, et là aussi la gauche s'opposa vivement non seulement à la droite réformiste mais aussi aux multiples positions désordonnées des fameux « maximalistes ». Pendant que le parti était entièrement dominé par les projets d'une triomphale campagne électorale, auxquels avaient donné bien sûr un décisif soutien les forces de la droite ouvertement contre-révolutionnaire, le centre maximaliste parlait d'ordres à donner au mouvement révolutionnaire comme d'une chose qui pouvait s'effectuer d'un moment à l'autre. Et de divers côtés retentissait la phrase démagogique et peu heureuse de « grève expropriatrice ». L'« Avanti ! » rapporta de manière non conforme l'intervention du représentant de Naples sur ce point, et on relève une lettre de rectification du « Soviet » du 20 juillet :

« Cher « Avanti ! »,

Le compte-rendu de ce que nous avons brièvement dit à Bologne mérite un éclaircissement. Nous voulions indiquer le danger contenu dans la formule « grève expropriatrice » trop synthétique et inexacte, en rappelant que l'acte et le fait révolutionnaire revêtent un caractère politique et consiste dans le passage violent du pouvoir de la bourgeoisie au prolétariat.

La grève n'est que la mesure tactique indispensable pour la mobilisation dans ce but des forces prolétariennes.

Le passage du régime économique capitaliste au régime économique communiste ne commence qu'immédiatement après par la réalisation d'une série de

mesures selon lesquelles les nouveaux organismes politiques procèdent graduellement à l'expropriation économique.

Dans ce sens on ne doit pas parler **de révolution politique mais d'évolution économique**, même si c'est à un rythme accéléré, qui s'effectue **après** avoir brisé les freins que les vieilles institutions politiques posent au développement des formes de production.

Il en est ainsi dans le langage marxiste et dans le développement des révolutions communistes auxquelles nous assistons.

Le concept d'expropriation simultanée à l'insurrection et effectuée suivant les caprices d'individus ou de groupes, implicite dans la phrase de « grève expropriatrice », est un concept anarchoïde qui n'a rien de révolutionnaire.

Merci et salutations ».

De ce que nous rappelons émergeait d'un côté la position nettement contre-révolutionnaire de la droite, très forte dans le Groupe parlementaire et chez les cadres de la Confédération du Travail, et de l'autre le peu de clarté des positions de la Direction du parti et de sa majorité qui, cependant, s'était déclarée, avant que la guerre ne finisse, solidaire de la grande révolution bolchevique, et adepte d'une action d'attaque contre le régime bourgeois en Italie.

La tâche de la gauche communiste fut de lutter contre des deux dangers, c'est-à-dire l'action de torpillage ouvert que conduisaient les réformistes parlementaires et confédéraux et le désordre de programme et de méthode des maximalistes. Les deux périls s'ajoutaient pour n'en former qu'un seul : que la phase objective d'élan prolétarien vers la lutte finale ne se termine avant qu'un parti capable de diriger la révolution italienne ne se soit formé, en se libérant de ces deux graves déficiences et hésitations et en rompant pour toujours avec le courant social-démocrate que les bolcheviques, en Russie, avaient su battre avant la victoire finale d'octobre 1917.

Nous cherchons ici à suivre parallèlement la pression de classe des travailleurs et la lutte entre les orientations divergentes au sein de leurs organisations et dans le parti. La fertilité, la chaleur et l'ardeur de la situation transpirent des chiffres statistiques sur les mouvements syndicaux.

La Confédération du Travail, qui avait toujours rassemblé la majorité des travailleurs organisés, eut le maximum d'adhérents en 1911 avec un chiffre de 384.000. Il y eut ensuite une légère baisse, accentuée en 1916, jusqu'à 234.000. Et en 1918, dernière année de guerre, les adhérents furent 201.000. L'élan de l'après-guerre fut tel qu'on arriva à un chiffre de 1.159.000, et pendant le flamboyant 1920 on arriva au maximum de 2.150.000. La descente commença dès 1921 où les adhérents ne furent plus que 1.076.000. En 1922, année de naissance du fascisme,

le chiffre tomba à 400.000, restant à ce niveau médiocre jusqu'en 1925, après quoi les organisations de classe furent pratiquement détruites.

Quant aux grèves dans l'industrie, de 27 en 1880 elles sautèrent à 810 en 1913, et les grévistes de 22.000 à 384.700. L'année de l'éclatement de la guerre il y eut seulement 539 grèves et 132.100 grévistes, chiffres qui baissèrent constamment jusqu'à la fin de la guerre. Et l'on arrive au formidable chiffre de 1919 rouge : 1.663 grèves et 1.049.000 grévistes. En 1920, la situation était encore fiévreuse : 1.881 grèves et 1.268.000 grévistes, bien que les journées de grève chutent de 18.888.000 à 16.398.000.

Ensuite l'intensité de la lutte baissa : en 1921, 1.045 grèves, 645.000 participants, 7.773.000 journées. En 1922 les chiffres montrent une position de défense : seulement 552 grèves et 443.000 grévistes, mais toujours 6.586.000 journées : durée moyenne de chaque lutte de 12 à 15 jours. Ensuite les chiffres baissent fortement.

La part des travailleurs agricoles dans ces luttes fut impressionnante. En 1908, 286 grèves avec 173.000 grévistes. En 1918 (guerre) seulement 10 avec 657 participants. Mais en 1919 on eut 208 grèves avec 505.000 grévistes. En 1920 on eut le maximum avec 208 grèves mais 1.046.000 grévistes, soit plus des trois quarts des effectifs ; le rapport fut encore plus fort pour les journées de grève. (12)

A partir de 1921 les chiffres baissèrent ; cette année un peu plus d'un dixième des grèves et grévistes furent d'origine agricole : il est connu que l'action des fascistes commença dans les campagnes (avec ce bref exposé nous ne voulons pas dire que le fascisme fut la seule cause du recul prolétarien ; la principale cause ce furent les néfastes opportunistes).

Dans une situation aussi objectivement favorable les erreurs et les fautes du mouvement organisé et du parti furent très graves.

Nous allons montrer que, dès les premiers signes, la Gauche les dénonça et anticipa la prévision de leurs effets délétères.

Pendant qu'en juillet 1919 la Direction et le Conseil national du parti discutaient des difficiles problèmes tactiques et que prédominait une grande confusion sur les perspectives, on peut tenir une chronique des mouvements par le dépouillement de l'« Avanti ! ».

3 juillet : à **Forli** la foule assaille les commerces et transporte les marchandises réquisitionnées à la Chambre du Travail. Le « Conseil des ouvriers réunis » reçoit la clef des boutiques par les négociants.

4 juillet : à **Imola** les policiers tirent à vue sur la foule ; 4 morts.

5 juillet : grève générale à **Florence** : réquisitions comme ci-dessus. « A midi la masse ouvrière est maîtresse de la ville ». Constitution de « Soviet d'approvisionnement » en Emilie, Romagne, Marche, Toscane. A **Prato** et **Pistoia** grève générale.

6 juillet : « L'insurrection contre les affameurs s'étend dans toute l'Italie ». La grève générale paralyse **Florence**, ou des groupes de « commissaires rouges » font rouvrir les boutiques ; les soldats et les carabinieri patrouillent en ville et tirent sur la foule ; deux morts et de nombreux blessés. La nuit du 6, les organisations politiques et syndicales suspendent la grève. A **Empoli** le ravitaillement est dirigé par un comité populaire ; à **Sienna** les ouvriers organisés de la Chambre du Travail procèdent à la réquisition de denrées alimentaires auprès des usines.

A **Palerme**, grève générale proclamée par les métallurgistes ; réquisition de nombreux négoce ; arrestations en masse de la part de la police qui « rétablit l'ordre ».

A **Brescia** grève générale et réquisitions ; la cavalerie et les carabinieri tirent sur la foule. Fermentation à **Ancône**.

7 juillet : Malgré la suspension de la grève l'agitation continue à **Florence** ; les carabinieri attaquent (2 morts, 8 blessés, 200 arrestations ; avec les précédentes, celles ci se montent à près de 700). A **Milan** la foule réclame la diminution des prix de l'alimentation de 50 pour cent ; après de premiers heurts sporadiques sur les marchés de quartier, des boutiques sont prises d'assaut et les rideaux de fer baissés sont arrachés. Des membres du P.S et de la Chambre du Travail interviennent pour « calmer » les manifestants ; quelques commerçants affichent un écriteau indiquant : « marchandises à la disposition de la Chambre du Travail ».

8 juillet : à **Gênes**, tumultes et affrontements avec les forces de l'ordre : 1 mort et de nombreux blessés. A **Naples** les ouvriers proclament la grève, qui s'étend aux autres catégories. Un cortège qui se dirige vers le centre ville est attaqué par des charges massives de la police.

9 juillet : à **Brescia** l'agitation atteint des sommets. La foule rassemblée devant la Chambre du Travail demande la libération des détenus. Un escadron de carabinieri tire sur la foule qui réagit et les contraint à fuir. Intervient alors un contingent de soldats, et dans la soirée arrivent les chasseurs alpins armés de mitrailleuses. Des avions survolent la ville qui est pratiquement en état de siège.

6-10 juillet : à **Barletta** le Conseil des Travailleurs assure ouvertement la réquisition et la répartition des biens alimentaires : l'« Avanti ! » parle de « deux jours de gouvernement socialiste ». Dans la soirée du 10, la citadelle est assiégée et finalement soumise.

9 juillet : 4 morts et de nombreux blessés parmi les ouvriers à **Tarente**.

10 juillet : arrestations en masse à **Foggia**.

13 juillet : affrontements à **Luchera** (8 morts et 30 blessés dans la foule) et à **Rio Marina** sur l'île d'Elbe (1 mort et de nombreux blessés). Une partie du Syndicat des cheminots [S.F.I.] rejette la décision du comité central de la S.F.I. de révoquer l'ordre de grève pour la journée de solidarité internationale.

20-21 juillet : pleine réussite de la grève générale de solidarité avec les républiques soviétiques de Russie et de Hongrie malgré la défection d'une partie des cheminots (employés, etc.) ; sévère condamnation de la non participation à la grève de la C.G.T. française.

28 juillet : grève des métallos à **Milan** qui s'étend le sixième jour aux sidérurgistes et devient générale le 9 août en Lombardie, Ligurie et Emilie en plus des villes de Toscane.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie I

28 – Les graves divergences d'orientation dans le Parti

[Retour à la table des matières](#)

Pour donner une idée de la manière dont le heurt entre les positions opposées devenait toujours plus âpre au sein du parti socialiste, alors que la dynamique de la lutte prolétarienne était particulièrement intense, nous allons nous référer à un communiqué du secrétariat de la Confédération du Travail, en date du 17 juin, qui fut étrangement diffusé sans commentaires dans l'« Avanti ! ».

Le texte justifiait les « explosions irréfrenables » des masses indignées par les privations matérielles mais passait tout de suite à la dénonciation, sous la juste raison de la nécessité pour le mouvement d'avoir une direction unique et commune à toutes les villes, du travail de groupes « sécessionnistes » mal définis qui affirmeraient assumer la responsabilité des actions locales extrémistes, et qui se poseraient ainsi en opposition aux buts du parti et des organisations syndicales unitaires. Il n'était pas précisé qui étaient ces « organisations sécessionnistes intentionnelles [?] » qui étaient accusées d'être « très faiblement suivies par les masses organisées », avec comme seul argument l'expédient de ce que la représentation des « masses » était toujours réalisée par les forces de la droite.

On fit hypocritement allusion aux liens internationaux qui étaient en train d'être discutés, à Paris, pour la défense des républiques soviétiques (nous savons que par la suite les organisation françaises trahirent), et là aussi il est étrange que l'« Avanti ! » ne protestât pas contre ces allégations sous les seuls prétextes de la discipline et de l'unité. L'article concluait sur la nécessité de « déjouer toute tentative d'abus de la part des organismes sécessionnistes ».

Qui étaient les sécessionnistes ? Du point de vue syndical, les sécessionnistes étaient les anarcho-syndicalistes de l'Union Syndicale Italienne, sortis de la

Fédération avant guerre et séparés par la guerre en deux tronçons : celui des interventionnistes, dit de Parme, et celui de gauche, dit de Bologne. Il s'agissait d'une sécession effectuée depuis des années ainsi que de forces déjà en dehors de l'unité confédérale. On faisait aussi allusion au Syndicat des cheminots, n'adhérant pas lui non plus à la Confédération, et il est vrai qu'il avait été peu actif pendant les grèves de juillet, et qu'il n'avait pas eu une attitude combattive dans les mouvements de rue, mais il est aussi vrai qu'il fut conquis plus tard par les tendances de gauche.

L'allusion prenait pour cible l'extrême gauche du parti, qui était très active au sein des organisations syndicales. Nous étions face à une première attaque des ultra-droitiers, qui abhorraient avec raison la gauche puisque celle-ci voulait les jeter hors du parti. Ils commencèrent à dire que l'abstentionnisme électoral n'était qu'un retour aux positions anarchistes et syndicalistes d'avant-guerre et attribuèrent à la nouvelle gauche marxiste la tactique de la scission dans les syndicats, que celle-ci n'avait jamais proposée, de la même manière qu'elle ne s'alliait pas aux anarchistes qui diffamaient alors dans toute l'Europe la dictature prolétarienne à la fois dans son application en Russie et dans son principe. Les pompiers confédéraux ignoraient également notre position sur la formation du parti de la dictature, qui devait déblayer les sociaux-démocrates avec le maximum d'énergie avant l'heure de l'affrontement suprême.

Il est vrai que, dans le parti, il existait parmi les « maximalistes » des éléments extrémistes qui se montraient favorables à une entente avec les groupes anarchistes et syndicalistes-révolutionnaires dans les mouvements de rue. Ceci n'avait rien de pernicieux dans l'action, mais avait les pires conséquences sur le terrain des principes et du programme politique, substituant à la vision historique de la lutte en Europe pour la révolution prolétarienne une banale position de rébellion petite-bourgeoise héritant d'un localisme stérile et d'une apologie creuse de la violence individuelle. Nous avons déjà montré dans ces pages comment la vision marxiste de l'authentique gauche, qui se confrontait fréquemment, par la polémique, y compris avec les bons anarchistes, était loin de cette position. Il suffira de rappeler notre condamnation des agitations informes contre la vie chère, notre position sur le Premier Mai et notre mise au point sur le fameux **slogan** de Bombacci sur la « grève expropriatrice » pendant cette période.

Il faut cependant donner acte à la direction de l'« Avanti ! » d'avoir à ce moment réagi aux manœuvres de la droite parlementaire du parti. Celle-ci ébauchait déjà, en 1919, une tactique de trahison qui était au fond la même que celle que nous verrons réaliser ensuite par le Parti Communiste quand, malheureusement, commencera l'irréparable processus de dégénérescence, seulement cinq à six ans après sa formation.

On voyait s'avancer le mouvement de Mussolini et on prévoyait qu'il tenterait de prendre la direction de l'État. Francesco Ciccoti, appartenant autrefois à la

gauche intransigeante, défendit une « voie nouvelle » que le parti aurait dû prendre par l'intermédiaire d'une alliance parlementaire avec les partis de Nitti et Giolitti et avec le nouveau parti catholique, qui avaient tous été « contre la guerre ».

Le numéro du 26 juillet de l'« Avanti ! » avait une tonalité peut-être naïve, mais louable par son indignation, dans un article intitulé **Notre voie immuable**. Il suffit de citer la première réplique : combien de « voies nouvelles », depuis que le prolétariat s'est organisé en parti, ses amis lui ont tour à tour conseillé !

En fait, peu avant son expulsion au Congrès de Reggio Emilia en 1912, Bonomi avait écrit un livre : **Les voies nouvelles vers le socialisme**. Après un demi-siècle les traîtres d'aujourd'hui n'impriment-ils pas la revue « Voie Nouvelle » ? L'article de 1919 explique qu'il s'agit, comme toujours, de l'ignoble impasse habituelle qui conduit à la ruine, et que le parti prolétarien ne s'en est sorti que lorsqu'il a su, dans la tempête, rester solidement sur la « vieille voie » de la lutte de classe. L'article rappelait avec justesse les étapes du transformisme de la sordide bourgeoisie italienne, dont l'incorrigible songe est encore aujourd'hui de s'« ouvrir vers les socialistes », avec des ressources bien plus pernicieuses que la dictature proclamée, et stigmatise le confusionnisme avec lequel la « Stampa » de Frassati avait applaudi Ciccoti. Cette formule était le précurseur de formules modernes plus honteuses : les Comités de Libération de 1945 ou le centre-gauche des élections de 1963 !

Le directeur de l'« Avanti ! » de l'époque était parmi ceux qui n'ont jamais compris que la tactique électorale et parlementaire a des conséquences inexorables auxquelles il est vain de vouloir se soustraire et qui historiquement sont immuables.

De ce que nous venons de voir on peut noter les points cardinaux de la politique de la tendance de gauche : la lutte mise en route contre l'aile réformiste du groupe parlementaire et la direction confédérale se développa jusqu'à sa conséquence logique de demande de division du parti qui ne pouvait plus tolérer en son sein des éléments opposés à la perspective révolutionnaire. La question des élections fut posée dès les premiers numéros du « Soviet ». Par exemple dans le numéro 27 du 29 juin 1919 le premier article fut **Ou élections ou révolution**. S'ensuivit la revendication d'un congrès national pour décider de ce point vital. L'article partait de phrases de Lénine, citées dans la « Riscossa » de Trieste et largement censurées. Lénine établissait qu'il « fallait en finir avec le parlementarisme bourgeois » et rappelait que l'utilisation de l'action parlementaire par les socialistes se faisait « dans un but de propagande, tant que la lutte se développe par nécessité au sein de l'ordre bourgeois ».

Pour le « Soviet », appeler le prolétariat aux urnes signifiait donc proclamer que la lutte devait se développer « nécessairement au sein de l'ordre bourgeois », et contredisait donc toute préparation révolutionnaire pour la prise du pouvoir dans sa forme dictatoriale et soviétiste.

Les maximalistes avaient l'habitude de répondre : la révolution sera mûre lorsqu'on n'aura plus le temps d'aller jusqu'aux élections ! Le « Soviet », abhorrant toute légèreté gauchisante, répondit (et il s'agissait d'une prophétie facile !) :

« Pendant que la bourgeoisie se prépare à juguler les républiques soviétiques... chers amis du concret, nous arrivons aux élections ! Et pendant que le sacrifice et l'honneur de sauver la révolution reste en totalité aux prolétaires russes et hongrois qui versent sans regrets leur propre sang, qui ont confiance en nous, nous allons conduire au Parlement une centaine de députés, héros de la pacifique lutte électorale, dans le joyeux oubli de toute dignité et de toute foi que donne l'orgie du bulletin de vote. Réussirons-nous à le conjurer ? »

Dans le même numéro on indiquait les nombreuses adhésions aux positions abstentionnistes de sections et fédérations des jeunes, dont celle obtenue lors du congrès d'Emilie-Romagne.

On s'entendit rapidement sur la nécessité d'organiser la fraction à l'échelle nationale. Le « Soviet » du 13 juillet indiqua la tenue d'une première réunion de camarades venus de toute l'Italie à Bologne, et de la première rédaction d'un programme « qui sera présenté au prochain Congrès pour le substituer à celui de Gênes de 1892 ». On indique aussi que la Direction se réclame déjà de ce programme.

Dans la seconde partie nous donnerons le texte complet du programme de la fraction. Nous en citons un passage : « **Lorsque la période historique de la lutte révolutionnaire entre prolétariat et bourgeoisie est ouverte, le but du parti prolétarien est d'abattre par la violence la domination de la bourgeoisie et d'organiser le prolétariat en classe dominante. A partir de ce moment l'envoi de représentants du Parti dans des organismes représentatifs du système bourgeois devient incompatible avec ce but...** ».

Dans ce texte on explique clairement la participation des communistes aux syndicats ouvriers ainsi que le travail de formation des Soviets et des comités de vigilance du développement du heurt révolutionnaire.

Après cette première exposition des positions bien nettes et organiques des communistes abstentionnistes, et après avoir donné un aperçu de leurs rapports avec la fraction maximaliste favorable à la méthode électorale, il est temps de donner un aperçu sur le groupe qui était en train de se former à Turin autour de l'hebdomadaire « Ordine Nuovo » et qui, comme l'admettent même les historiens d'aujourd'hui qui lui sont favorables, commit l'erreur de ne pas comprendre à temps qu'il fallait se donner une organisation nationale.

Nous reviendrons largement sur la méthode proposée par l'«Ordine Nuovo» afin de distinguer l'apport de ce groupe et de celui du «Soviet» dans la formation du Parti Communiste à Livourne en janvier 1921.

Les deux méthodes se distinguent nettement l'une de l'autre sur les questions de théorie comme sur les questions de principe, notamment ceux de la création du parti, donnant lieu à d'utiles leçons sur la méthode de fondation du parti basée sur la «convergence» de «forces» politiques qui apparaissent analogues mais en fait ne le sont pas.

Nous citons ci-dessous le texte du «salut» avec lequel le «Soviet» du 15 juin 1919 annonça la sortie du journal turinois car il s'y reflétait l'importance des doutes qui s'élevaient dès le début, bien que ce soit sous la forme la plus cordiale :

«L'Ordine Nuovo est un nouvel hebdomadaire des camarades de Turin sorti le 1^{er} juin et auquel nous envoyons nos vœux fervents.

Le but de cette nouvelle publication, dont le secrétaire est Antonio Gramsci, sera principalement, si nous avons bien compris, l'étude des réalisations générales concrètes imminentes de l'Ordre Socialiste.

Lourd et grandiose but qui reçoit nos applaudissements, avec une seule observation, qui ne constitue pas une réserve.

L'imminence de la période de mise en pratique du programme Socialiste ne doit pas être considérée sans tenir compte de la barrière qui nous en sépare nettement dans le temps, et sans la détermination d'une condition préalable, c'est-à-dire la conquête de tout le pouvoir politique par la classe travailleuse, problème qui précède l'autre et sur le processus duquel il y a encore tant de problèmes à résoudre et définir.

L'étude concrète des réalisations socialistes vitales pourrait entraîner loin de l'oxygène qui les alimentent, celui de la dictature du prolétariat, pour les considérer compatibles avec les institutions actuelles, les faisant glisser vers le réformisme.

Le maximalisme voit sous une lumière parfaitement réaliste le cours complexe de la transformation de l'économie capitaliste en économie communiste, et il le pose aussi sur une base concrète et réelle, celle de la révolution politique, refusant d'avoir, avant la victoire ce celle-ci, d'autre but concret que celui d'y préparer les masses prolétariennes.

C'est un danger possible que nous avons voulu montrer du doigt plus par... scrupule d'orthodoxie que par peur que les camarades de l'«Ordine Nuovo» y tombent ».

Août et septembre 1919 furent marqués par des grèves aussi étendues que celles des mois précédents.

Signalons les imposantes grèves des **ouvriers du textile** (30.000 à Comasco les 30.07 et 1.08), des **typographes** et des **marins**. Et surtout la grève des **métallos de Lombardie, d'Emilie et de Ligurie** qui se poursuivit compacte du **9 août au 27 septembre** (signature de l'accord de Rome sur le salaire minimum), et donnât lieu à des manifestations de solidarité d'une rare puissance, entraînant dans la lutte 200.000 autres ouvriers d'industrie.

Pendant cette période la direction de la grève n'eut ni incertitude ni vacillement. Les communiqués avaient la saveur de bulletins de guerre (aux grévistes, aux non-grévistes, aux travailleurs des autres catégories, à la population ; organisation de ravitaillement pour les grévistes ; meetings et cortèges de solidarité). On ressentait les premiers symptômes de positions qui se concrétisèrent les années suivantes. A Milan, le 6 septembre, le « comité des métallurgistes... déclara que la classe ouvrière était disposée et prête... **à assumer la gestion de l'industrie** non plus dans le sens du profit patronal et individuel mais pour le bien-être du Pays et de la collectivité ».

Un épisode d'attaque des cercles socialistes et syndicaux par les gardes blanches eut lieu à **Trieste** le 4 août. Carabiniers, arditi et policiers assaillirent et dévastèrent les bureaux des organisations ouvrières, procédant à 420 arrestations et blessant 20 personnes. La grève générale fut déclarée.

A mi-septembre eut lieu une grande grève victorieuse des **travailleurs de la terre**, dans les provinces de Pavie et Novare, pour les huit heures et un nouveau contrat de fermage.

Cette phase fut le prologue du congrès socialiste de Bologne et constitua une période de vives polémiques dans tout le parti. Nous ne pouvons pas rapporter les innombrables articles de l'« Avanti ! » et du « Soviet ».

Le quotidien du parti du 21 août 1919 rapporta un débat dans un article intitulé : **Préparation révolutionnaire ou préparation électorale ?** A cet article, écrit par un camarade de la fraction abstentionniste, répondit pour le journal Luigi Salvatori. Précisément parce qu'il s'agit d'un élément incontestablement révolutionnaire, bien que partisan de l'électoralisme, il est intéressant de donner un aperçu sur les arguments qu'il opposa. Salvatori, qui était un homme loyal et dépourvu de démagogie, fut un des meilleurs témoins de ce que les abstentionnistes n'étaient pas des barricadiers extrémistes, des hystériques violents et convulsifs, mais étaient des révolutionnaires qui suivaient le cours de l'histoire de manière satisfaisante et comprenaient le déterminisme. Salvatori se dit plus volontariste : il est certain que nous ne l'avons jamais été. La volonté ne peut pas faire les révolutions et le parti ne peut les créer, il peut ou doit les favoriser, par son action

consciente, en bloquant à temps les fausses directions dans lesquelles l'opportunisme tire la généreuse foule et force prolétarienne. La solution que l'histoire offrait et que le parti laissa fuir, de par sa déplorable absence de maturité théorique marxiste, était de barrer la route aux manœuvres ennemies, ennemis qui savaient qu'en ouvrant la voie des urnes on conjurait le heurt avec la masse révolutionnaire. Si le prolétariat, se libérant des illusions démocratiques, avait brûlé derrière lui le vaisseau parlementaire, la lutte se serait terminée bien autrement. Le parti révolutionnaire avait le devoir de tenter cette voie grandiose, en se mettant en travers de l'autre. Mais le parti n'était pas révolutionnaire.

L'auteur développa ce concept :

« Même si le fait de rester sans représentants, au lieu d'être un avantage – comme nous le croyons, soutenus par une longue expérience – est un danger, ce danger n'en serait pas moins comparable à celui de compromettre ou même de seulement retarder la préparation révolutionnaire du prolétariat à la conquête de sa propre dictature » (c.f : seconde partie, texte 56).

Le commentateur dit :

« Ce n'est pas que nous voulions éloigner la révolution (en cette matière nous avons des concepts plus simples, plus casse-cou, plus volontaristes [sic] que ceux froidement et rigidement théoriques de l'auteur de l'article), mais si la révolution, étant une **chose** [il aurait été plus juste de dire **fait**] et non une **volonté**, se trouvait encore à l'état potentiel, sans avoir encore abouti à sa phase dynamique... serait-il propre à la sereine objectivité marxiste de lancer le parti dans le négativisme électoral ?»

Analyser la personnalité des révolutionnaires et des marxistes est stupide. Nous qui sommes aujourd'hui dans la salle d'étude de l'histoire et d'évaluation des mouvements collectifs, peu nous importe d'accepter le qualificatif de froids et de renoncer à celui de casse-cou. Le parlementarisme a ajouté à une révolution manquée quarante années de dévastations infâmes.

La faute des maximalistes électoralistes est lourde, même si, par objectivité marxiste, nous l'avons fait parler par la bouche de l'un de ses plus loyaux partisans.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

PARTIE II

Recueil de textes de la gauche pour les années 1912-1919

[Retour à la table des matières](#)

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

1-2- Une polémique de 1912 entre les jeunes sur « socialisme et culture ».

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Au Congrès de la Fédération de la jeunesse socialiste tenu à Bologne, en 1912, que nous avons traité dans le texte qui précède, une vive lutte se développa entre deux courants : le premier subissait l'influence de la droite du parti qui avait peur de la vivacité de l'action des jeunes et voulait les réduire à des cercles « d'études », condition pour acquérir le droit à discuter les grandes questions du mouvement et leurs différentes solutions ; le second portait les jeunes à la hauteur des luttes politiques militantes ouvertes et voyait en ceci la seule préparation de nature révolutionnaire. Le courant le moins tranché soutenait la liquidation d'un mouvement des jeunes ayant sa propre autonomie d'orientation, et voulait en terminer avec la très vive polémique du journal de la Fédération, « L'Avanguardia », qui avait résolument défendu le courant révolutionnaire : ceci se passait en Emilie, berceau de l'organisation réformiste qui, bien que se situant sur une ligne sérieuse et obtenant de premiers résultats organisationnels, s'opposait à toute vision révolutionnaire des tâches du prolétariat.

Une première bataille, avec vote nominal, donna la victoire à la gauche. Le courant qui voulait contenir l'ardeur des jeunes sous la tutelle d'une minorité politique, et prétendait qu'on ne devait pas parler de « tendances », chercha, sans succès, à faire désapprouver l'orientation de la Fédération et du journal, et se trouvait déjà battue lorsque, à la fin du Congrès, on en vint au thème de la « culture ». Il est vrai que l'on décida de ne pas procéder à un second vote mais ce fut pour de claires raisons d'ordre pratique et pour ne pas mettre en doute la signification du premier vote. Il n'est donc pas exact que les thèses minimalistes aient rencontré une majorité de sympathie.

Nous reproduisons les textes suivants :

[1\) Conclusions des « culturalistes » et conclusions du courant de gauche :](#)

2) Lettres au journal florentin « L'Unità », dirigé par Gaetano Salvemini, de deux défenseurs des thèses opposées, provoquées par un article de P.Silva paru dans le n° 44 du 12 octobre du même journal sous le titre Les jeunes socialistes.

Salvemini, socialiste notoirement de droite, fait suivre ces lettres d'un commentaire soulignant l'importance du thème et de ses possibles développements futurs, ne se solidarissant pas véritablement avec une position marxiste mais diagnostiquant courageusement la corruption du parti dans des termes qui pourraient encore être valides aujourd'hui.

Le lecteur pourra noter la thèse du courant de droite (« culturaliste »), indiquant que le mouvement socialiste doit tendre à avoir dans ses rangs de jeunes prolétaires non seulement instruits dans un sens « générique » mais aussi dans celui du « perfectionnement professionnel » pour en faire de bons producteurs. Nous voyions alors dans cette exigence de culture technique une propension à la collaboration de classe et la réfutations avec énergie : des révolutionnaires qui préparaient au patronat un prolétariat facile à exploiter. C'était une réaction digne de la générosité de la jeunesse.

Aujourd'hui, outre la confirmation de ce que l'argumentation portait d'authentique positions marxistes, nous avons la confirmation de ce qui était alors une manifestation avant la lettre de l'ordinovisme d'origine turinoise (les régions avancées : Piedmont, Reggio Emilia, Parme... sont à la source des différents immédiatismes) et du système qui voit la construction du socialisme au sein de l'entreprise et de l'état capitaliste – nouvelle version de l'opportunisme et du collaborationnisme de toujours.

L'« invariante » doctrine de Marx a permis de voir l'aboutissement de cette position au milieu de ce siècle. C'est ce que tous les textes que nous reproduisons convergent à prouver.

Gramsci a donc reconnu en Tasca (représentant du courant « culturaliste ») le précurseur de son système en dépit de leur désaccord ultérieur.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

1 - Conclusions des rapporteurs au Congrès de la jeunesse de Bologne¹

1.1 Motion du courant de droite sur « éducation et culture »

[Retour à la table des matières](#)

« Le Congrès :

retient que, spécialement dans la période actuelle que traverse le mouvement socialiste, il revient à la Fédération des jeunes d'accomplir surtout une fonction de préparation, en développant un travail d'éducation et de culture voué à un triple but :

- 1) d'affiner et d'élever l'âme et l'esprit de la jeunesse prolétarienne par une instruction générale, littéraire et scientifique ;
- 2) de donner au Parti des militants conscients et sûrs ;
- 3) de créer des organisateurs compétents et de bons producteurs moyennant un travail d'élévation et de perfectionnement technique professionnel sans lesquels il ne sera pas possible de réaliser la révolution socialiste ;

décide que l'action des organes des jeunes doit se conformer à ces critères directifs et dans ce but délibère transformer l'« Avanguardia » en organe essentiellement culturel, en confiant la rédaction à des camarades jeunes et adultes de forte compétence ;

invite les cercles de jeunes :

- 1) à s'occuper de l'inscription des jeunes socialistes dans les associations culturelles ;

¹ « L'Avanguardia » n° 257 du 15/09/1912 (le titre est de nous).

- 2) à mettre en œuvre régulièrement, dans les villes importantes, en accord avec le Parti, des cours qui aient pour objet, outre la culture strictement socialiste, la diffusion de notions historiques, économiques et sociologiques, et le développement des problèmes inhérents à l'organisation ouvrière ;
- 3) à établir et à développer des bibliothèques sociales ;
- 4) à adopter, comme efficace moyen d'instruction réciproque, le système de conversations et de lectures ».

1.2 Motion du courant de gauche sur le même thème

[Retour à la table des matières](#)

«Le Congrès :

considérant qu'en régime capitaliste l'école représente une puissante arme de conservation aux mains de la classe dominante, laquelle tend à donner aux jeunes une éducation qui les rend soumis et résignés au régime actuel, et les empêche d'en voir les contradictions essentielles, montrant ainsi le caractère artificiel de la culture actuelle et de l'enseignement officiel, sous leurs différents aspects, retient qu'aucune confiance ne doit être attribuée à une **réforme** de l'école dans un sens **laïque** ou **démocratique** ;

reconnaissant que le but de notre mouvement est de s'opposer au système d'éducation de la bourgeoisie en créant des jeunes intellectuellement libres de toute forme de préjugés, décidés à travailler à la transformation des bases économiques de la société, prompts à sacrifier dans l'action révolutionnaire tout intérêt individuel ;

considérant que cette éducation socialiste, s'opposant aux différentes formes d'individualisme dans lesquels se perd la jeunesse moderne, partant d'un ensemble de connaissances théoriques strictement scientifiques et positives, arrive à former un esprit et un sentiment de sacrifice ;

reconnaît les grandes difficultés pratiques de donner à la masse des adhérents à notre mouvement une base aussi vaste de notions théoriques qui exigerait la formation de véritables instituts de culture et des moyens financiers disproportionnés par rapport à nos forces ; et, bien que s'employant à donner l'appui le plus enthousiaste au travail qu'entend développer en cette matière la Direction du P.S., retient que l'attention des jeunes socialistes doit plutôt être tournée vers **la formation du caractère et du sentiment socialistes** ;

considérant qu'une telle éducation ne peut être donnée que dans le milieu prolétarien quand celui-ci vit de la lutte de classe aiguisée comme préparation aux plus grandes conquêtes du prolétariat, repoussant la définition scolastique de notre mouvement et toute discussion sur sa soi-disant fonction technique, croit que, de même que les jeunes trouveront dans toutes les agitations de classe du prolétariat le meilleur terrain pour le développement de leur conscience révolutionnaire, les organisations ouvrières pourront tirer de la collaboration active de leurs éléments les plus jeunes et les plus ardents cette foi socialiste qui seule peut et doit les sauver des dégénérescences utilitaristes et corporatistes ;

affirme en conclusion que l'éducation des jeunes se fait plus dans l'action que dans l'étude réglée de systèmes et de normes quasi bureaucratiques et en conséquence exhorte tous les adhérents au mouvement de la jeunesse socialiste :

- a) à se réunir bien plus souvent que ne le prescrivent les statuts pour discuter entre eux des problèmes de l'action socialiste, se communiquant les résultats des observations et des lectures personnelles et s'habituant toujours plus à la solidarité morale du milieu socialiste ;
- b) à prendre une part active à la vie des organisations de métiers, en faisant la propagande socialiste la plus active parmi les camarades organisés, et en défendant spécialement la conscience de ce que le Syndicat n'a pas pour unique fin les améliorations économiques immédiates mais est un des moyens pour l'émancipation complète du prolétariat à côté des autres organisations révolutionnaires ».

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

2 – Lettres des représentants des deux courants à l' « Unità »¹

2.1 Lettre des représentants du courant de droite

[Retour à la table des matières](#)

Turin, le 15 octobre 1912.

Monsieur le Directeur,

Je me permets de soulever quelques points à propos de l'article de monsieur Pietro Silva sur le Congrès de la Jeunesse Socialiste de Bologne. Je répondrais une autre fois à la question « s'il y a encore dans le Parti Socialiste, en nombre suffisant, des forces capables de se rénover et de le rénover » ; pour l'heure je note quelques inexactitudes dues au fait que Silva recueille ses impressions des comptes-rendus des journaux qui, y compris ceux du Parti, ont été de véritables... traîtres envers le Congrès. Il est vrai que l'« Avanguardia Socialista » menaçait de ses foudres ceux qui voulaient un mouvement de la jeunesse de préparation, qu'ils appelaient (ô savante insulte !) surveillants d'étude. Mais il faut cependant noter deux choses : 1) que cet entrefilet était l'expression personnelle d'une minorité abîmée dans l'ambiance romaine, trop englués de politique, et pas de la meilleure ; 2) que personne au Congrès, vu le sérieux de nos intentions, ne s'est hasardé à vouloir rabaisser une question, qui concernait l'orientation globale du mouvement de la jeunesse, par des formulettes de droite ou révolutionnaires.

Je dois déclarer que jamais mes paroles, ni celles de nombreux autres qui avaient les mêmes convictions, ne furent accueillies par ces sifflets dont parle erronément la « Giustizia ». L'ordre du jour « pour la culture » a obtenu 2465 votes contre 2730 : vote qui, il me semble, est suffisamment significatif lorsqu'on considère qu'influèrent sur lui l'affection qui lie les jeunes à Vella, des préoccupations qui n'ont pas disparues dans les tendances et d'autres éléments étrangers à la question.

¹ « L'Unità » n° 46 du 16/10/1912 (le titre est de nous).

La discussion du 22 au matin sur la culture, passée quasi inobservée dans les comptes-rendus, démontra qu'il y avait de nombreux jeunes à qui ne manquaient pas la claire vision des exigences que les temps dans lesquels nous vivons imposent au mouvement de la jeunesse. Les discours de Casciani et de Barni, entre autres, en réponse à celui du rapporteur [de la gauche] (le seul entre les jeunes ou vieux congressistes qui ait su donner une position théorique logique en opposition au travail culturel) eurent une telle efficacité de persuasion que le rapporteur lui-même déclara en acceptant les critères bien qu'il n'en ait pas voté l'ordre du jour. Le consensus du Congrès aux idées exprimées par les jeunes qui désiraient porter notre mouvement à la hauteur des temps actuels fut tel que, s'il y avait alors (nous étions au troisième jour du Congrès) eu un vote, notre courant aurait nettement prévalu.

Mais ce qui nous importe n'est pas l'«ordre du jour» mais l'adhésion consciente de ces jeunes qui, retournant dans leurs sections, auront ramené du Congrès une vision plus ample et plus élevée de leurs devoirs et de leurs responsabilités.

J'ai écrit ces points pour contrer l'impression, qui apparaîtrait nettement à la lecture de l'article de Silva, que les défenseurs du « travail culturel » n'étaient qu'une petite minorité isolée qui avait parlé parmi l'hostilité de la majorité ; ils trouvèrent un courant favorable et des votes positifs dans les régions où le mouvement des jeunes était le plus développé et le plus mûr : Piémont, Reggio-Emilia, Parme. Nous ne nous sommes pas sentis isolés au Congrès : nous avons eu l'occasion (et ce fut le plus intéressant, que les comptes-rendus journalistiques ne purent naturellement noter) de nous connaître et de nous entendre mieux pour défendre parmi les jeunes nos convictions.

2.2 Lettre des représentants du courant de gauche

[Retour à la table des matières](#)

Naples le 14 octobre 1912.

Monsieur le Directeur,

Nous pensons que vous voudrez bien nous accorder un peu d'espace pour répondre à un article de commentaires sur le récent Congrès national des jeunes socialistes apparus dans votre périodique.

Les remarques de monsieur Pietro Silva, peu favorable à la tendance qui, non seulement par les effets de discours ronflants, mais par la conviction des camarades

qui sont intervenus, a prévalu au Congrès, donne à croire qu'il a suivi très superficiellement nos discussions et ne connaît pas les considérations qui nous ont amenés à nous déclarer opposés au courant d'idées du camarade A.Tasca, sans le siffler aucunement, mais en opposant à ses opinions des arguments qui sont le fruit de l'étude et de l'expérience du mouvement et sont non moins sérieux que les siens. Nous n'avons pas déclaré la guerre à la culture, nous ne nions pas que le socialisme traverse aujourd'hui et parmi nous une période de crise, nous ne nous cachons pas la nécessité d'en étudier les causes et de trouver les moyens adaptés pour les éliminer, nous suivons sur ces questions un chemin différent.

Nous sommes plus que jamais d'accord avec Silva pour reconnaître les causes de la crise dans le localisme et le particularisme, dans les tendances de catégories qui se dessinent dans le mouvement ouvrier, dans le manque d'unité de buts des socialistes.

Mais nous ne pouvons pas être d'accord avec Tasca et son rédacteur pour résoudre ce vaste problème avec la formule simpliste de « crise culturelle ». Bien plus, nous sommes en opposition ouverte avec cette position.

Comment ne pas voir que le **particularisme** a en fait donné lieu à une véritable crise de la foi et du **sentiment** socialiste ? Si les masses cèdent aux pulsions des intérêts de catégorie, si les groupes locaux suivent des directives différentes, c'est parce que ceux-ci – de par l'excessive importance donnée aux problèmes **locaux, corporatistes, égoïstes** – oublient la vision intégrale des finalités du socialisme. Et cet autonomisme, que Silvia critique justement, est venu et a été soutenu et provoqué non par les prolétaires mais par les intellectuels qui ont des conceptions trop restreintes de l'action socialiste dérivant de leur spécialisation dans l'étude des problèmes immédiats et pratiques, poussés par des intérêts locaux et égoïstes qui les empêchent de **sentir** les nécessités collectives, universelles, de la classe ouvrière.

Ainsi posée la question nous voyons la nécessité de donner au mouvement des jeunes une direction qui remédie à cette crise de sentiment. Il s'ensuit que nous devons réaliser un mouvement solidement anti-bourgeois, un vivier d'enthousiasme et de foi, et que nous ne voulons pas perdre de précieuses énergies dans la tentative de remédier, selon des méthodes scolastiques, à ce qui est un caractère essentiel, ineffaçable, du régime du salariat : l'insuffisant niveau de la culture ouvrière. Le parti catholique, qui dépense des millions pour cela, n'a pas pu former une culture catholique populaire.

Nous sommes évidemment en désaccord sur ce point avec la tendance représentée par votre journal. Nous retenons que la culture ouvrière peut figurer dans les programmes démocratiques mais qu'il n'a qu'une faible valeur sur le terrain de l'action subversive du socialisme.

Ceci ne veut pas dire que nous reniions la culture socialiste. Au contraire, nous croyons que l'unique moyen de l'encourager est de la laisser à l'initiative individuelle, sans l'enfermer sur l'odieux terrain de l'école. Et cette initiative ne peut être avivée qu'en portant les jeunes prolétaires dans le vif de la lutte et des contrastes sociaux, qui développe en eux le désir de se rendre plus apte à la bataille.

Si notre « Avanguardia » prenait une direction culturaliste, les ouvriers ne la liraient plus après quatre numéros. Mais nos jeunes camarades le recherchent et l'aiment car ils y voient aujourd'hui un signal de lutte, qu'ils retrouvent dans nos campagnes d'agitation, avec toute l'âme prolétarienne, avec ses élans et ses révoltes.

On pourrait dire que l'enthousiasme sans la conviction n'est pas durable. Ceci est toujours vrai, même en dehors du champ des mouvements de classe. Chez l'ouvrier socialiste la conviction est fille de l'enthousiasme et du sentiment, et il y a une chose qui empêche que s'éteigne ce sentiment : la solidarité instinctive des exploités. Celui qui n'a pas confiance en celle-ci et qui veut lui substituer la théorie scolaire, l'étude, la conscience des problèmes pratiques, se trouve, à nous croire, se trouve tristement hors du socialisme.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

3 – Pour l'intransigeance de pensée

[Retour à la table des matières](#)

« L'Avanguardia » n° 269 du 5/01/1913

L'article que nous reproduisons est clairement lié aux questions du Congrès de la jeunesse de Bologne en 1912. Il part de la position indiquant que les bases de l'activité du parti ne sont pas les élections (suprême mirage pour les « adultes ») mais la propagande et l'agitation parmi les masses, et relève que celles-ci se font toujours mal lorsqu'elles sont liées à la détestable norme de prendre la voie la plus courte pour obtenir le meilleur résultat avec le minimum de peine.

C'est toujours la consigne, immuable depuis cinquante ans, des bourgeois, des petit-bourgeois et des opportunistes. Pour les révolutionnaires la voie la plus dure est la meilleure. Celui qui, au contraire, devant un auditoire, cède facilement à la tentation de le conquérir par des effets de discours facile, le trompe. Il est normal que l'âme des jeunes réagisse contre ces mauvaises méthodes, et c'est de ceci dont ces pages anciennes parlent.

Nous nous sommes limités, pour des raisons pratiques de brièveté, à trois exemples : la lutte contre les prêtres, la lutte contre le militarisme et la lutte contre le maçonnerie démocratique.

Y est stigmatisée la manie de vouloir convaincre des adeptes des prêtres en leur disant : ils ne croient pas en Dieu, les vrais chrétiens c'est nous ! De s'opposer aux militaristes en les appelant faux patriotes et en se présentant comme les vrais. De réagir à la corruption de la peste maçonnerie et des partisans des blocs en disant : vous êtes de faux démocrates, les vrais démocrates ce sont les socialistes !

Le texte, s'il peut sembler ingénu, est clair. La norme n'est pas facile à accepter, aujourd'hui pas plus qu'hier. Pour une bonne agitation révolutionnaire il faut combattre l'adversaire en le supposant ayant ses papiers en règle : un bourgeois soutenant son code civil et pénal, un prêtre qui croît sincèrement à sa théologie, un patriote qui ne crache pas sur sa patrie, un démocrate qui ne répudie pas sa philosophie. Des positions propres mais pour nous erronées...

Les jeunes, et en général tous les camarades qui travaillent pour la propagande socialiste, devraient ajouter à leur esprit de sacrifice un sens plus exact de leurs propres responsabilités face au mouvement. On sent trop souvent chez les orateurs, les conférenciers qui se disent socialistes et parlent au nom du socialisme, que leurs démonstrations se trouvent sur des bases équivoques et qui n'ont rien à faire avec l'idée socialiste, cherchant à arriver à celle-ci par des voies plus ou moins tortueuses, où tenter de faire des effets sous le prétexte qu'ils correspondent au contexte de ceux à qui l'on s'adresse, en indiquant qu'ils ne se trouvent pas sur le terrain de la pensée socialiste, faisant presque toujours des concessions par peur de **heurter** la foule par des affirmations trop tranchées.

La cause de cette erreur commune n'est pas en général le manque de culture mais plutôt son manque de clarté et l'influence qu'exerce sur la mentalité des propagandistes les théories et les idées de la pensée bourgeoise mal réfutée par la critique socialiste. Mais la plupart du temps la cause est, comme nous l'avons souligné, la peur de heurter les sentiments des masses, le désir de **s'insinuer** dans l'âme des auditeurs, d'en vaincre les défenses. En somme, tout un opportunisme qui transforme ce qui devrait être un apostolat en quelque chose qui rappelle plus le métier de charlatan.

Nous croyions que le socialiste ne doit cacher aucune partie de sa pensée puisqu'il soutient que ses théories sont le reflet des conditions d'existence réelle du prolétariat. Si les choses que dit le propagandiste ne trouvent pas de sympathie dans les masses ceci veut dire soit qu'il n'a pas la notion exacte des intérêts de celle-ci, soit que la masse a été abreuvée et impressionnée par les idées anti-socialistes des partis politiques bourgeois.

Nous disons que c'est une grave erreur **pratique** que de remédier à sa propre inexpérience ou à l'hostilité de l'assistance en s'adaptant à ses goûts et en atténuant la physionomie de la pensée socialiste. Le résultat immédiat que l'on obtient du consentement aux goûts de l'assistance est toujours vain et passager, tandis qu'un résultat durable ne peut être obtenu qu'en affirmant franchement les principes du socialisme et en cherchant à montrer aux travailleurs le piège dans lequel ils tomberont en écoutant ceux qui les y poussent et à s'en méfier.

Nous reconnaissons cependant que les intérêts d'un milieu ouvrier déterminé – intérêts locaux ou **de catégorie** – peuvent diverger un peu, ou même beaucoup, des tendances socialistes, c'est-à-dire des intérêts collectifs de tout le prolétariat. Mais même dans ce cas le propagandiste ne doit pas céder. Si le socialisme est né de la somme des tendances isolées des groupes ouvriers, des organisations de résistance, unies par des intentions communes – qui seul peut résoudre définitivement tous les problèmes particuliers du prolétariat, et qui ne pourra se réaliser qu'avec l'accord de tous les travailleurs -, la mission du parti socialiste est bien de combattre l'**égoïsme** qui existe dans les tendances particulières des groupes et des catégories ouvrières, et contre ces égoïsmes il faut être impitoyable, car le respect et l'acceptation de ceux-ci peuvent être la cause de grandes désillusions futures. Le réformisme monarchiste italien et **l'état de notre organisation** ouvrière en sont la preuve.

L'objection réformiste est connue, et est au fond toujours la même : l'organisation est question de **nombre**, être nombreux ou ne pas être, toute division tue, la politique est ainsi (et les syndicats disent et surtout **font** de même). L'apolitisme triomphe et devient manque de pensée, de conscience, de directives.

Et le réformisme ouvrier, se reflétant sur l'attitude politique du parti, l'adapte à ses besoins particuliers... auxquels pourrait remédier de manière quasi universelle un ministre socialiste. Nous qui nous y opposons serions, au contraire, des visionnaires sans expérience, des ennemis de la pratique, etc... Mais, pardieu, sous le règne de Sa Majesté la Pratique, y a t'il possibilité d'abattre, de transformer si nous voulons être plus doux, le régime bourgeois ? Si on croit à la finalité révolutionnaire – même lointaine – du mouvement prolétarien, on ne doit pas la déformer ou la renier pour les intérêts de quelque coopérative ou de quelque ligue. Si l'on n'y croit plus, alors il vaut mieux renoncer à l'étiquette de socialiste et confesser que l'on a découvert un nouveau métier confortable : celui d'avocat ou de chargé des intérêts du particularisme ouvrier !

Les réformistes diront qu'ils veulent arriver au socialisme, mais peu à peu. Qui va doucement... Et, dans leur théorie de la marche lente, il paraît que la marche arrière est également prévue.

Mais, retournant à notre argument sur la propagande de manière stricte, nous voulons défendre **l'intransigeance de pensée** du socialisme, condition nécessaire à l'intransigeance d'action, dont un cas particulier est l'action électorale. Et nous allons rentrer, pour être plus clair, dans l'analyse de certains cas où les propagandistes déforment le plus habituellement nos idées, prêtent le flanc à l'équivoque et – alors qu'ils croient déconcerter nos adversaires – offrent à ceux ci une revanche certaine à l'avenir.

Nous voulons parler de la propagande contre le cléricanisme, le nationalisme et le maçonnerie **partisan des blocs**.

Dans le premier cas (celui de l'anticléricisme) nous pouvons dire : la plupart, sinon tous les propagandistes, attaquent les prêtres en disant qu'ils ont trahi le christianisme et renié ses principes, faisant une apologie implicite et parfois explicite du christianisme en admettant même la compatibilité avec le socialisme.

Cette manière de sauver le sentiment religieux est une grave erreur parce qu'elle laisse dans la conscience de l'ouvrier le substrat auquel le prêtre pourra faire appel pour le reconduire sur son terrain, alors qu'en fait il est évident que nous devons détruire le sentiment religieux qui n'est rien d'autre qu'un moyen dont se sert la classe dominante pour justifier sa domination sur les humbles avec l'intervention d'une volonté supranaturelle. Quoi qu'il se dise sur le communisme du Christ, il est pour nous certain que la croyance dans le monde de l'au-delà est un puissant instrument pour endormir la lutte de classe qui vise à résoudre les problèmes de ce monde. A quoi bon combattre le prêtre en respectant le dogme, et en le défendant même lorsque le prêtre s'en éloigne ? En faisant cela on démontre subir l'influence du sectarisme maçonnique qui bien qu'étant athée n'ose pas éliminer le dogme dans le peuple car il spéculé sur l'apathie des masses, comme tout mouvement bourgeois, comprenant bien que, si l'athéisme bourgeois peut être conservateur, l'athéisme prolétarien devient toujours révolutionnaire.

Quand nous parlons de détruire le sentiment religieux nous ne voulons pas dire qu'il s'agit d'entreprendre la réfutation philosophique des dogmes ou de se mettre à démontrer que dieu n'existe pas. Discuter d'un dogme signifie lui reconnaître quelque droit à l'existence logique. Est métaphysique ce qui ne trouve pas de place dans le socialisme. Il faut au contraire affronter le problème sur le terrain social et montrer comment, dans les faits, le prêtre et la religion font le jeu du capitalisme. C'est le point de vue, facile à développer et à être compris par les ouvriers, de l'« anticléricisme socialiste spécifique » que le député Podrecca ne reconnaît pas (« Asino » [L'âne] du 24 novembre). C'est ainsi que la masse devient a-religieuse et le prêtre inoffensif. Si le prêtre est notre ennemi, il l'est parce qu'il sert les fins de la bourgeoisie. Si par ailleurs celui ci est également l'ennemi d'une fraction bourgeoise quelconque, nous pouvons nous frotter les mains en voyant la discorde dans le camp adverse, mais nous ne pouvons pas accepter d'alliance **imbécile** contre l'ennemi commun.

En conclusion nous ne pouvons pas chercher de motifs anticléricaux ni au **radicalisme maçonnique**, ni à la **démocratie chrétienne**, lesquels sont deux réels dangers pour le socialisme. Ce dernier est en soi anticléric et athée, face au Christ comme face au Grand Architecte.

Dans le cas contraire nous courrons le risque de nous « préparer » non à un mouvement socialiste et de classe mais aux manœuvres rusées de quelque conservateur travesti en moderniste, ou de quelque démocrate en habits d'Arlequin.

Passant à la question de l'antimilitarisme, nous nous trouvons face à un fait analogue. Comme le clérical est un « faux chrétien », le nationaliste est un « faux patriote ». Dans l'absolu ce peut être vrai, mais ça ne doit pas être dit de manière à faire croire que nous aspirons à être les « vrais » patriotes.

Nous pouvons bien démontrer – et nous le devons – que tout « idéalisme » bourgeois souffre de profondes contradictions entre les principes philosophiques et l'action politique, en se prévalant pour ce faire des résultats de l'histoire et de la vie quotidienne. Mais nous devons développer la véritable critique de ces idéalismes en nous basant exclusivement sur les principes socialistes, et en démontrant de quelle manière tant l'action pratique que les tendances théoriques de tout parti bourgeois s'oppose aux conquêtes du prolétariat exploité.

Ces contradictions fatales entre la théorie et l'action servent à démontrer le caractère **artificiel** de la philosophie bourgeoise, qui est l'instrument politique d'une **défense de classe**, mais non à débusquer chez nos adversaires des cas de mauvaise foi personnelle, en les accusant de « faux patriotisme » et autre.

Ainsi la propagande contre la guerre ne doit pas viser à dépeindre les impérialistes fauteurs de guerre comme des « ennemis de la patrie », mais se baser sur le nécessaire internationalisme du mouvement ouvrier. Montrer que le capitalisme pratique le militarisme en exploitant le sentiment patriotique et national des masses, et que donc la lutte de classe a une physionomie antimilitariste et antipatriotique.

Le troisième exemple est donné par la lutte contre les partis soi-disant proches, contre la politique démocratique des blocs. La propagande pour l'intransigeance socialiste est ici mal orientée. On dit que les partis de la démocratie ont renié leurs programmes pour se jeter dans les bras de la réaction giolittienne, etc. On laisse ainsi entendre que le « vrai » républicain, le « vrai » radical pourraient être d'accord avec les socialistes, alors que dans ce cas il s'agit de soutenir que ces idéaux sont à l'opposé des nôtres. On ne doit pas dire : rompons le bloc parce qu'ils sont devenus de « faux » démocrates, mais : rompons pour être, nous, de « vrais » socialistes. Il ne s'agit pas ici de répéter les raisons théoriques et politiques connues qui montrent l'opposition de tendance entre la démocratie bourgeoise et le socialisme.

Nous avons cité ces questions non pour les développer complètement mais comme une preuve de ce que nous avons posé comme principe : il faut augurer que les propagandistes de notre parti vont s'efforcer d'acquiescer une meilleure intégrité et indépendance de pensée et nous n'avons pas peur de le dire avec lucidité et simplicité aux masses ouvrières. Autrement nous ferions céder la grande force d'idéal du socialisme, qui est le plus grand levier de l'histoire actuelle parce qu'il reflète les nécessités de ses lois, aux positions équivoques de politiciens qui s'asservissent le peuple en brouillant la notion réelle de ses propres intérêts. Et ils veulent la brouiller parce qu'ils savent, au fond, comme nous le savons, que lorsque ces notions seront libérées de tout préjugé, elles deviendront action, et action révolutionnaire.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

4 – Du principe à la méthode

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 3/02/1913

L'article suivant de l'« Avanti ! » n° 34 du 3/02/1913 sert à illuminer la polémique du premier après-guerre entre révolutionnaires et réformistes, même lorsqu'il s'agit des meilleurs d'entre eux, qui reconnaissaient l'erreur de se limiter à des objectifs trop modestes et à des expédients fugaces et contingents.

Encore une fois, dans les colonnes de la « Critica Sociale », Zibordi dénonce auprès des socialistes le danger d'une politique « au jour le jour » à laquelle on ne peut opposer qu'une réaffirmation de la « force et de la consistance des principes et des idéaux ».

Nous comprenons et partageons les appréhensions de Zibordi et faisons notre ses conseils et ses avertissements. Avant que ne s'établisse la ligne de démarcation entre la fraction du parti qui est sortie victorieuse du congrès de Reggio et les autres fractions, ce fut la fraction intransigeante qui insista toujours sur la nécessité de mettre en avant, face au prolétariat et face à l'opinion publique en général, le côté idéal, c'est-à-dire révolutionnaire, de la théorie et de la tactique socialiste. La division en réformistes et révolutionnaires – division qui en toute logique ne devrait pas exister entre socialistes, puisqu'il est absurde de supposer qu'un socialiste puisse ne pas être révolutionnaire : être socialiste signifie reconnaître implicitement que l'actuelle organisation sociale doit subir une profonde révolution –, cette division porte justement sur la plus ou moins grande importance que l'on attribue au moyen, qui est la réforme, ou à la révolution, qui est le but.

Ainsi chaque fois que les réformistes constatent et font constater aux autres la nécessité de mettre en avant le côté idéaliste du socialisme, ceux ci se pressent de se

différencier des « révolutionnaires » et du « verbalisme impuissant » de ceux ci. Ou est donc la logique, ou est la ligne de démarcation entre les vrais révolutionnaires, les révolutionnaires dans les faits et ceux en... paroles ? L'opposition, l'antagonisme entre le travail quotidien, pratique, et les aspirations idéales du prolétariat n'existe pas, sinon dans l'imagination de ceux qui, ne comprenant pas ou déformant le mouvement socialiste, ont voulu la créer. Jamais les révolutionnaires, c'est-à-dire ceux qui par leurs études ou par leur tempérament sont portés à donner une plus grande importance aux buts finaux qu'aux réformes, n'ont négligés ou dépréciés les conquêtes quotidiennes du prolétariat. Inutile de revenir sur ce qui, dans ces mêmes colonnes, a été écrit sur la considération dans laquelle les socialistes tiennent et doivent tenir toutes les manifestations de la lutte de classe du prolétariat, y compris bien sûr celles qui regardent les améliorations immédiates de la classe, celles qui donc servent à préparer la psychologie révolutionnaire des masses. **Toutes les améliorations que le prolétariat conquiert dans les limites de la société capitaliste doivent servir à mieux lui faire sentir les antagonismes de classe**, doivent servir à l'animer par une aspiration toujours plus consciente et concrète à transformer l'actuelle organisation sociale en abolissant la propriété privée. Le « Manifeste des Communistes » dit : « De temps en temps les ouvriers gagnent, mais c'est une victoire passagère. Le véritable résultat de leurs luttes n'est pas le succès immédiat mais la solidarité toujours croissante des travailleurs ».

L'erreur fondamentale, impardonnable des réformistes est d'avoir fait croire aux travailleurs que les petites et très limitées améliorations qu'ils ont obtenues pourraient représenter quelque chose de stable, de définitivement acquis, quelque chose qui représente une **fin** et non un moyen.

On comprend intuitivement que les conditions économiques des couches sociales – pas toutes franchement prolétariennes, et encore moins appartenant toutes au prolétariat industriel – sur lesquelles ont été effectuées, en Italie, les expériences d'organisation de classe socialiste, aient contribué à donner une telle importance à la propagande et à l'organisation. La vision nette et précise des antagonismes de classe, la possibilité d'embrasser par la pensée « les grandes étapes de l'histoire » est accessible au prolétariat industriel, bien moins au prolétariat agricole, et seulement de manière exceptionnelle et individuelle aux artisans, aux petits propriétaires, aux petits bourgeois, raison pour laquelle le mouvement socialiste italien – malgré la tendance originelle de ses chefs – a pris l'habitude de considérer les conquêtes immédiates comme le but, les substituant peu à peu dans les mentalités et dans l'action des militants organisés à l'aspiration à la totale émancipation du capitalisme.

On pourrait bien objecter que, les choses étant ce qu'elles sont, les réformistes ne pouvaient pas agir autrement, et que donc le réformisme est né et s'est imposé par les faits, la tactique réformiste n'en étant que le reflet.

Pour éviter de telles objections, qui nous obligeraient à revenir sur des choses déjà dites, relevons que le tort des réformistes est d'avoir fait surgir chez leurs

militants – organisés dans les syndicats ou les coopératives – des illusions. Il faut, à côté des efforts certes louables et nécessaires pour les améliorations immédiates ou pour la constitution de noyaux sociaux de résistance, de production ou de consommation, tenir haut levé, même dans ces mouvements, la conscience de la relativité de tout ce que, dans les limites imposées par l'économie bourgeoise, ceux ci peuvent conquérir. Il faut tenir toujours présent à leur esprit les grandes difficultés, les multiples luttes, les conflits qui se développeront dans la société avant que puisse s'instaurer un système social basé sur l'égalité et sur la liberté. Il faut leur faire comprendre que, suivant leurs intérêts et idéaux de citoyens, ils doivent seconder les prolétaires d'autres régions et d'autres pays dans l'assaut que ceux ci donnent à la société bourgeoise. Il faut profiter de chacune de leurs tentatives d'améliorer leurs propres conditions pour démontrer comment, même en les ayant améliorées, ils restent des esclaves, des déshérités, et comment la société réserve aux fils de ces soi-disant « privilégiés » un avenir d'incertitude économique et d'humiliation politique et sociale. Il faut susciter et maintenir en eux le sentiment du plus vif mécontentement, et ce mécontentement créera un sentiment de solidarité avec tous les exploités et tous les opprimés, ce qui est la première et fondamentale stimulation pour la pensée et l'action socialiste. Les réformistes ne l'ont pas fait et non seulement ils ne l'ont pas fait avec les couches les plus difficilement convertibles au socialisme mais ils ont eu le tort d'appliquer les critères petit-bourgeois de vie tranquille également aux éléments révolutionnaires, c'est-à-dire à l'organisation du prolétariat industriel. Ce n'est pas la méthode de la lutte de classe rigide qui a failli mais la méthode même qui a été dénaturée. C'est de là que provient l'embarras des réformistes. Ils ne pourront pas éliminer ou amoindrir le mal qu'ils regrettent parce qu'il s'agit d'un mal trop profondément enraciné.

L'utilitarisme ne se combat ni ne s'éradique en réclamant de temps en temps l'observation des principes, mais on observe et on inculque le principe de ne pas tolérer que l'utilitarisme puisse surgir et se développer.

Les intérêts du prolétariat coïncident avec l'altruisme le plus large et le plus élevé parce que ceux-ci coïncident avec les intérêts de l'humanité entière à l'exclusion des exploités – faire surgir cette conscience dans toutes les circonstances de la vie sociale veut dire rendre les masses révolutionnaires, c'est-à-dire animées du plus sain, du plus efficace idéalisme, de la plus forte intention de transformer à son heure la société bourgeoise en société socialiste.

Et pour ce faire, il n'y a pas besoin de « sortir des nuages des vides idéologies verbales », il suffit de nourrir la propagande et l'action des masses de la réalité des choses. Parce que c'est bien la réalité – les antagonismes de classe existants – qui rendent révolutionnaires les masses.

Des réformistes et des révolutionnaires, lesquels sont le plus dans les « nuages » ? Qui est le plus proche de la réalité ?

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

5 – Pour l'élaboration théorique du socialisme

[Retour à la table des matières](#)

« L'Avanguardia », n° 280 du 13/04/1913

Il est intéressant de faire paraître les deux articles suivants parus sous le titre « Pour l'élaboration théorique du socialisme » dans l' « Avanguardia ». Le but est de faire comprendre de quelle manière les jeunes révolutionnaires, adversaires des conceptions culturalistes et scolastiques du mouvement de la jeunesse, étaient ceux qui donnaient le plus d'importance aux positions théoriques du parti de classe prolétarien, distinctes et opposées à celles de tous les autres partis.

De manière élémentaire, cet article clarifie la manière dont le parti révolutionnaire n'est affilié à aucune école philosophique courante. Il s'agit de se libérer de deux opinions vulgaires : l'une, que le marxisme se réduise à une sous-école de l'idéalisme philosophique hégélien, l'autre, à une sous-école du matérialisme bourgeois français et de l'utilitarisme anglais devenant, au début du siècle, celui encore plus banale du positivisme bourgeois. Et d'une autre erreur fréquente, celle que la rupture des révisionnistes avec le réformisme puisse se réaliser en embrassant de nouveau un idéalisme ou un volontarisme à base idéaliste.

L'esquisse de la juste position du déterminisme économique est utile pour établir que la gauche communiste, il y a un demi siècle, développait déjà les mêmes affirmations contre les positions religieuses et spiritualistes et contre la triviale et bourgeoise apologie de la « Science » et de la « Technique ».

I

[Retour à la table des matières](#)

Le problème de la recherche des bases théoriques du socialisme passionne actuellement non seulement ceux qui étudient les phénomènes sociaux mais aussi nombre de militants de notre parti et des autres, de sorte qu'en traiter n'est pas œuvre de vaine académisme mais répond désormais à une nécessité de notre action et de notre propagande.

D'autant plus qu'au lieu de suivre nos contradicteurs bourgeois dans le champ nébuleux de l'abstraction nous cherchons à simplifier et consolider les vérités élémentaires qui constituent le noyau de la pensée socialiste, et à réaffirmer, pour nous et nos camarades, cette conscience et cette « orientation » théorique qui est nécessaire pour donner une direction ordonnée à notre action et savoir la défendre des attaques de l'adversaire.

La pensée des socialistes est trop envahie de mille formes d'opinions et de sophismes bourgeois pour qu'il ne soit pas indispensable d'en discuter entre nous pour l'améliorer, la clarifier et la purifier toujours plus, tout en n'ayant pas l'intention de l'enfermer sous une forme scolastique de quelques vérités universelles, ce qui serait un catéchisme insuffisant pour les militants socialistes ; et d'autre part sans accabler sous l'encombrement d'une préparation théorique pédantesque la nécessité immédiate de l'action qui se manifeste dans la jeunesse militante socialiste.

Ce qu'il faut ce n'est pas tellement une analyse profondément détaillée de l'histoire des sociétés humaines, des défauts de son organisation présente et de la manière dont on arrivera à la transformer, mais au moins une vue générale qui permette à nos propagandistes de répondre aux éventuels contradicteurs et de ne pas tomber dans les trappes que ceux ci peuvent leur tendre. Rappelons-nous toujours que nous ne devons pas être des philosophes mais des hommes d'action et que nos raisonnements ne doivent pas abandonner le terrain de la politique pour suivre les charlatans de la bourgeoisie dans leurs acrobaties philosophiques destinées en général à vendre des mensonges sous l'apparence de vérités incompréhensibles.

On ne doit pas croire que le déferlement des polémiques de tendance est une conséquence de la manie de discuter de quelques intellectuels socialistes. La divergence est plus profonde et existe, même si c'est de manière moins précise ou moins visible, dans toute la vie prolétarienne et dans la vie réelle de l'organisation. Le prolétariat est encore à la recherche de son programme et ne le trouvera

définitivement qu'après une longue série de luttes et d'inévitables erreurs commises dans l'action. Ceux qui ont peur des tendances et se qualifient de socialiste sans « adjectif » sont des gens qui ne comprennent rien ou qui veulent éviter des ennuis. L'adjectif est pourtant nécessaire, ne serait-ce que pour se distinguer de certains « socialistes » qui pullulent et qui prétendent mettre le socialisme en accord, par exemple, avec la religion ou le monarchisme. Et la discussion sur les méthodes d'action ne peut se réaliser s'il n'existe pas un guide de la pensée tiré, bien entendu, de l'examen passionné des faits. Mais il existe - selon nous - une manière erronée de satisfaire à ce besoin d'«orientation théorique». Et c'est celle de ceux qui veulent prendre la question d'un point de vue trop « philosophique », cherchant la place du socialisme dans le champ de la pensée philosophique bourgeoise et de ses différentes écoles, acceptant certaines discussions abstraites qui ne servent qu'à perdre du temps et s'éloignent de la mentalité ouvrière.

Parce que nombreux sont ceux qui retiennent que la « philosophie » n'est ni socialiste ni bourgeoise, ni d'aucun parti, mais est quelque chose en dehors et au-delà de la vie sociale et politique, un terrain sur lequel tout le monde peut se rencontrer et raisonner. Et qui cherchent sur ce terrain la justification théorique du socialisme et des aspirations de classe du prolétariat. La pensée bourgeoise moderne est entièrement orientée vers l'idéalisme et représente une réaction contre l'athéisme que professait la bourgeoisie sortie de la Révolution française, et contre le matérialisme au nom duquel le prolétariat se prépare à la nouvelle révolution qui devra changer l'organisation économique de la société bourgeoise. Les différents néo-idéalismes se répandent et nous étouffent de toutes parts : nous voyons resurgir le rationalisme et même le christianisme dans certaines formes philosophiques que sans doutes Voltaire et Diderot croyaient, il y a plus de cent ans, dépassés pour toujours. Cet idéalisme s'acharne particulièrement sur les théories matérialistes les plus modernes qui, qu'on le veuille ou non, ont formé la base de la pensée socialiste. Nous croyons que c'est une erreur de se laisser porter par ce courant idéaliste et de permettre qu'il se reflète sur notre pensée de militants socialistes. Précisément parce que nous nions que soit nécessaire pour l'opinion socialiste la reconnaissance des philosophes selon les théories à la mode du monde intellectuel.

Et parce que nous ne croyons pas dans la philosophie, dans la mesure où nous sommes convaincus qu'il n'a aucune influence sur les événements et sur le cours de l'histoire humaine, et que si il en a une, c'est une influence indirecte et négative contre laquelle nous devons lutter.

La pensée marxiste, dont l'importance, y compris actuelle, ne peut être d'aucun point de vue mise en doute, avait déjà dépassé la philosophie et développé la critique la plus complète de l'idéalisme. Le marxisme porte le socialisme sur le terrain scientifique. Nous parlerons une autre fois de ceci. Mais nous voulons relever ici que la pensée socialiste s'était mise avec Marx hors du terrain philosophique et donc à l'abri de toute critique philosophique. Le matérialisme historique posait à la base de

toutes les manifestations intellectuelles de la société humaine les conditions matérielles de la production.

Les progrès de l'humanité sont un effet du développement toujours supérieur des moyens de production et d'échange dont dérivent toute l'évolution des institutions politiques et juridiques ainsi que les manifestations de la pensée humaine. Sans nier l'importance ni l'existence de ces phénomènes d'ordre complexe, le marxisme met en lumière le rapport de causalité qui fait dériver des faits économiques transportés dans la science économique l'origine des sciences sociales. Le matérialisme de Marx n'exclut néanmoins pas – comme nombreux le croient par erreur – que ces phénomènes dérivés puissent agir sur l'organisation économique de la société, et ne détruit pas la valeur de la pensée et du sentiment humain. Il y voit seulement un produit du cerveau et donc du corps humain, un ordre de phénomènes qui suit les phénomènes économiques et dont il ne peut être séparé. L'idéalisme sous toutes ses formes prétend inverser ce phénomène et pose à la base de tous les faits historiques et humains la mystérieuse action de l'idée dans le cerveau des hommes, admettant que cette Idée préexiste d'une manière ou d'une autre aux choses et aux faits du monde réel. Cet idéalisme philosophique prétend être l'expression d'un « besoin de l'esprit humain »...

Mais nous ne pouvons pas les suivre plus loin sur ce terrain sans entrer dans des discussions oiseuses. Nous observons avec Marx que chaque époque a eu la « philosophie » qui convenait à la classe dominante. La philosophie, du rôle de moteur de l'histoire humaine, est réduite à celui moins honorable de flagorneur des classes au pouvoir, but qu'elle se partage avec les religions de toute nature. C'est de ce point de vue que nous observons et critiquons le retour actuel de la philosophie officielle vers des fantaisies idéalistes. La classe bourgeoise s'est rendu compte que, lors de sa période révolutionnaire, elle avait abattu trop rapidement les idoles et les autels de toute nature. La philosophie rationaliste et le programme d'égalité et de liberté avec lesquels la bourgeoisie a fait son entrée dans l'histoire ne tardèrent pas à s'opposer violemment aux lois de développement de l'économie capitaliste, qui créait ses nouveaux esclaves sous la forme des travailleurs salariés, après avoir proclamé en théorie la libération de l'humanité. Pour justifier cet état de choses la bourgeoisie a dû battre en arrière et reconnaître qu'il ne pouvait pas y avoir de domination de classe qui renonce, pour se légitimer, à la mystérieuse intervention d'une religion, même évoluée ; et la bourgeoisie, face à l'action et à la pensée impitoyablement destructrice du prolétariat, est redevenue « idéaliste ».

Nous, socialistes, ne pouvons être idéalistes au sens théorique de ce mot. Nous devons avoir le courage d'affronter le problème social dans sa véritable essence économique et réelle, découvrant les profondes contradictions qui se cachent dans les mécanismes de l'économie présente. C'est dans ce sens, totalement réaliste, que le socialisme est et doit être matérialiste, quoique disent les professeurs de philosophie et les amoureux de certaines simagrées intellectuelles de la bourgeoisie, de la mort de ce matérialisme. Il existe une contradiction profonde entre socialisme et idéalisme.

La thèse idéaliste, en tant qu'elle met à la base des actions humaines un concept abstrait, une force mystérieuse qui, qu'on le veuille ou non, échappe à la critique de l'esprit humain, reconnaît le concept de la « révélation », c'est-à-dire l'existence d'un individu ou d'une minorité privilégiée moralement, qui communique à l'humanité la volonté de cette force mystérieuse, « supérieure », et, quand c'est nécessaire, l'impose. Ce sont les assemblées d'augures des païens, les prophètes hébreux, les apôtres chrétiens, les prophètes mahométans et aussi les modernes écoles philosophico-politique, toute prédication idéaliste ayant ses prêtres. Tout idéalisme divise la société en deux classes, la minorité qui donne la norme et la masse qui doit la subir sans discuter. La conception idéaliste exclut la liberté de pensée...

Ces diverses conceptions religieuses et philosophiques, qui prétendent être inspirées par les besoins réels et moraux de **tous** les hommes, étant en vérité le fait d'une minorité, finissent par refléter les intérêts immédiats, économiques, de cette minorité. Le « besoin supérieur de l'esprit humain » se transforme ainsi en avidité insatiable de toutes les castes de prêtres de tout genre qui au cours de l'histoire humaine ont toujours appuyé les dominateurs et les tyrans.

On ne peut exclure qu'un programme idéaliste ou religieux puisse être la plateforme d'une révolution. Nous pouvons aussi reconnaître que, par exemple, le christianisme reflétait les besoins réels d'une grande masse d'opprimés et d'exploités.

Mais ces revendications, quand elles sont poursuivies à travers un programme idéaliste et donc sous la direction autoritaire des « révélateurs » de la nouvelle vérité, préparent fatalement la transformation des libérateurs d'aujourd'hui en tyrans de demain. C'est ce qui advint pour l'église romaine et pour toutes les autres confessions « révélées ».

Le programme socialiste, le programme révolutionnaire de la classe prolétarienne, ne peut et ne doit être un programme **idéaliste**. Nous n'avons pas besoin d'inscrire dans celui ci des paroles abstraites qui ne signifient rien et n'ont jusqu'à présent signifié qu'une sanguinaire ironie : Justice, Liberté, Égalité... La révolution socialiste s'accomplit de manière consciente et n'a pas besoin de masquer son programme par des formules abstraites. Le problème de la Rédemption sociale est affronté pour la première fois en termes réels, la solution ne descend pas du ciel ou des élucubrations des philosophes, mais elle est recherchée pour la première fois sur les bases logiques de l'organisation sociale, les conditions économiques de la production et de l'échange. Nous avons un programme **de fait** : l'abolition de la propriété privée et du régime du salariat.

Ceci ne veut pas dire que les buts du socialisme se restreignent aux limites des faits économiques. Au contraire ils absorbent tout le champ de l'activité humaine jusqu'aux plus complexes et n'oublient pas la solution des problèmes d'ordre intellectuels et « moraux ».

Portant sur le terrain de l'économie collective et du problème du bien-être social, le socialisme n'entend pas poser, à la base des actions humaines, l'individualisme économique et le vulgaire utilitarisme de personnes ou de petits groupes. La solution universelle que le socialisme poursuit, obtenue pour la première fois dans l'histoire à travers l'examen direct des conditions de fait dans lesquelles vit la société, examen accomplis avec la méthode du déterminisme économique et non au moyen de prédications mystérieusement abstraites et accessibles à une minorité, exige pour être réalisée le renoncement des individus aux solutions partielles, immédiates, égoïstes des problèmes économiques singuliers et isolés.

Car le matérialisme socialiste n'exclut pas ce que l'on entend communément par « altruisme ».

Alors qu'en fait la bourgeoisie, qui est idéaliste et religieuse, organise toute la vie économique actuelle sur la base des appétits individuels, et adore en réalité un seul dieu : le profit. Toute conception idéaliste est en conclusion une erreur colossale voulue par une minorité dominante ou qui cherche à dominer.

C'est pourquoi la révolution prolétarienne ne doit pas se revêtir de ce caractère idéaliste. Même si celle-ci n'est voulue que par une minorité, elle s'accomplira **néanmoins** dans l'intérêt de la classe qui représente l'énorme majorité du genre humain, et au lendemain de celle-ci les classes disparaîtront de l'histoire. Dans la puissante conception de Marx, la période actuelle conclut la période de la préhistoire de l'humanité et des révolutions inconscientes. Pour la première fois, le problème de pouvoir soumettre à la raison humaine les énormes forces productives dont on dispose est posé.

Une fois résolu le problème de base, fondamental, dans sa partie économiques, on reconstruira sur de nouvelles bases une société dans laquelle le développement intellectuel et « éthique » de l'homme pourra véritablement s'accomplir, après avoir rompu les chaînes qui y posent aujourd'hui obstacle. Posé dans la réalité, le problème de la réalisation du socialisme n'est pas une conception idéaliste. Quoiqu'en disent certains critiques venimeux, le socialisme n'est le monopole de personne, le socialisme qui n'a pas d'églises ni de prêtres, n'est pas, ne doit pas, ne veut pas être une religion ni un idéalisme philosophique.

Il faut cependant résoudre une question : on donne habituellement au terme **idéalisme** un sens très différent de celui que nous avons adopté jusqu'à présent. Nous avons critiqué l'idéalisme compris comme tendance ou école philosophique, comme méthode de concevoir l'activité et l'histoire humaine.

Mais certains entendent par idéalisme la condition psychologique de celui qui lutte et se sacrifie pour un but non personnel et non immédiat mais lointain et collectif. Dans ce sens, qui n'est pas exact, même le socialisme est un idéal, c'est-à-

dire un but que l'on ne peut pas toucher des mains ; et même les matérialistes peuvent être appelés « idéalistes » !

Mais adopter ce sens, pour ce terme, signifie se mettre hors de l'antinomie existante entre les termes matérialisme et idéalisme, comme le dit Friedrich Engels, dont nous rapportons pour conclure, et pour démontrer que notre vision n'est pas une interprétation arbitraire de la théorie du matérialisme historique, un vif passage polémique :

«Le philistin, par le terme matérialisme, entend l'avidité de richesses, l'ivresse, la luxure, la soif d'or, la manipulation des profits, le boursicotage, en bref tous les vices crapuleux auxquels il s'adonne en cachette ; par idéalisme il entend la foi dans la vertu, dans l'amour du prochain, dans une société meilleure, c'est-à-dire tout ce qu'il dit aimer en présence de monde mais auxquels il ne croit pas en fait, autrement que dans les moments de banqueroute et de maladie, qui fatalement suivent ses habituels excès **matérialistes** ».

II

[Retour à la table des matières](#)

L'article précédent, dans ces mêmes colonnes, affirmait la nécessité d'une orientation théorique des militants socialistes, soutenant que cette orientation théorique doit s'établir en dehors et contre les préceptes de la culture officielle bourgeoise, se basant sur les notions de la vie économique générale de la classe travailleuse et sur une interprétation réaliste de celle-ci, se gardant des ruses de la pensée bourgeoise et particulièrement des formes **idéalistes** de celle-ci, destinées en général à distraire l'attention du prolétariat des problèmes économiques qu'ils tendent à résoudre par la suppression violente de la domination de classe. Ces idéalismes – la signification de ce terme, que nous utilisons de manière répétée, est désormais claire – sont le culte de Dieu, de la Patrie, de la Justice, et de mille paroles de ce genre écrites avec la première lettre en majuscule. Nous disons également que le socialisme scientifique de Marx contenait déjà la critique de toute cette philosophie dont la bourgeoisie se rengorge, et que dans le programme du prolétariat, se basant sur l'explication matérialiste de l'histoire, il assume un caractère de fait et se développe sur le terrain de la lutte économique.

La grande conception de Marx a été calomniée par ses adversaires et aussi par ses partisans. On a voulu soutenir que reconnaître, dans les facteurs économiques,

l'origine de la vie sociale de l'humanité équivalait à limiter la question sociale à un seul de ses aspects. On a prétendu que le marxisme réduisait tout à l'action des égoïsmes utilitaires et que dans ce processus l'individu devenait un automate, un des poids de la machine qui transformait automatiquement les conditions économiques dans l'histoire sociale. Que les bourgeois donnent cette drôle d'interprétation du déterminisme socialiste au nom de la « dignité de l'esprit humain » et de pareilles histoires n'est pas d'un grand danger. Il est facile de démontrer que ceux-ci font cette critique pour garantir leur portefeuille et qu'ils parlent au nom d'un prétendu idéalisme alors qu'ils sont plus que jamais sous la pression des forces économiques. Tout ceci constitue un nouvel élément de démonstration de nos thèses.

Mais il est fâcheux que ce soient des socialistes qui, pour n'avoir pas bien compris la signification du matérialisme socialiste, par un besoin morbide de singer l'intellectualisme bourgeois, par une fausse attitude psychologique qui leur fait chercher une opinion qui comporte à la fois la fragile élégance du paradoxe et la force ascétique de la réalité – et parce qu'ils ne **sentent** pas la synthèse universelle des souffrances et des rébellions prolétariennes – se trouvent gênés par les puissantes conceptions anti-idéalistes de Marx, et prétendent que celles-ci limitent l'esthétique de la pensée socialiste.

Nous pouvons laisser l'esthétique de la pensée à ceux qui possèdent le visage rond de l'homme bien nourri et ignorent les déformations physiologiques auxquelles le travail excessif condamne l'humanité qui produit. Notre pensée de révolutionnaires est un grand **acte de sincérité** contre toute la pensée de la bourgeoisie constituée de falsifications et de spéculations. Contre la pensée vendue des prêtres qui s'engraissent en disant à l'affamé : attend ta prochaine vie ; contre la pensée vendue du nationaliste qui vole l'affamé en lui disant : rendons la patrie forte et ta situation s'améliorera ; contre la pensée tortueuse et vendue de la démocratie qui veut « l'élévation des classe pauvres lorsqu'elles seront éduquées et éloignées de l'ignorance », sachant qu'ainsi cette élévation est reportée **sine die** ; contre ce colossal travail de mensonges nous opposons l'étendard de la vérité. Nous devons arracher au prolétariat le bandeau de l'idéalisme et lui dire non pas « écoute » mais « garde t'en ».

Il s'en gardera et verra quelle est sa place dans la lutte de classe ; et la faim, quand il saura que ni dieu ni la patrie ni la bonne volonté intéressée des « démocrates » n'y porteront remède, le poussera à chercher et à étreindre la main du camarade...

Sa culture socialiste s'effectuera rapidement et il arrivera vite à sa complète synthèse : la solidarité et, si nécessaire, le sacrifice pour la cause commune. Le même développement se réalise dans la théorie marxiste, là où tous veulent voir la contradiction : les bourgeois pour pouvoir en nier les conséquences qui leur sont défavorables ; certains socialistes pour pouvoir se servir d'autres prémisses plus... élégantes.

Si l'on veut, le prolétariat, après l'examen de son problème économique qui le conduit à se convaincre que celui-ci s'identifie au problème collectif, devient le défenseur de l'utilité collective y compris contre l'utilité personnelle dont il est parti. Il devient un héros. Mais pas à la manière traditionnelle. Les héros de la religion et du patriotisme sont des êtres anormaux : fanatiques, hystériques, ivres, narcissiques...

Les victimes de la lutte de classe ne tombent pas pour la beauté du geste mais par... la consciente nécessité de résoudre le problème économique et de se remplir le ventre. Les chevaliers de l'idéal au tant pour cent peuvent toujours en revenir aux traditions du passé et trouver des formules plus élégantes : « Dieu le veut », ou « pour la Patrie et pour le Roi » !

Mais nous et le prolétariat ne donnerons jamais dans la culture des manuels historiques et littéraires écrits sur le modèle officiel... Il faut se défaire d'une montagne d'insanités rhétoriques et littéraires qui nous infectent et qui fleurissent bien trop souvent dans les discours de nos propagandistes. Il faut se convaincre que toutes ces phrases « nobles » sont l'étiquette de ceux qui veulent faire passer l'avidité de classe de la bourgeoisie, son « idéal du tant pour cent ».

• • •

Le socialisme est donc théoriquement en opposition à la philosophie idéaliste. Avec Marx, celui ci est devenu scientifique...

Mais il y a un autre côté de la question à développer. Nous acceptons le point de vue marxiste suivant lequel il peut exister une « science » sociale basée sur l'économie (**basée sur**, pas **réduite à**). Nous croyons possible de tirer des lois suffisamment exactes, ainsi que de formuler des prévisions très générales.

Mais nous reconnaissons que les disciples de Marx ont été trop avant. Non par manque de méthode mais par défaut d'éléments sur lesquels l'exercer. Engels disait que la base de la science du socialisme avait été jetée et qu'il restait à la développer dans les détails... La pensée prolétarienne peut-elle assumer le poids énorme de ce développement théorique complet ?

C'est le problème. En répondant oui nous retomberions forcément dans la philosophie et la métaphysique « positiviste » après avoir réussi à se soustraire à l'idéalisme. Nous ferions alors dépendre l'action prolétarienne de l'intellectualisme bourgeois, ou pour le moins demanderions à ce dernier la reconnaissance formelle de la première. Nous demanderions l'absurde.

Car nous retenons que la « science » actuelle ne mérite pas plus de foi que nous n'en avons attribué à la philosophie. Nous croyons qu'il manque au développement scientifique du socialisme la possibilité d'avoir les authentiques éléments scientifiques parce que la « science » bourgeoise pense à les falsifier à temps.

Avons-nous outragé une autre déesse, la déesse Science ? Ceci n'a pas d'importance. Nous pouvons croire à la véritable science comme somme des effets, des recherches et de l'activité humaine, nous pouvons croire mais ne pensons pas possible son existence dans la société actuelle minée par le principe de la concurrence économique et de la chasse au profit individuel.

Nous heurtons ainsi un autre préjugé commun, celui de la supériorité du monde scientifique. Nous croyions aujourd'hui indiscutables les décisions des académies, comme nous croyions, au moyen-âge, à celles des sacristies. C'est un livre et non un article qu'il faudrait pour dévoiler un peu les coulisses misérables et mercantiles de la science ! Le dilettantisme le plus inconscient, les plus audacieuses manigances, les plus viles violences des minorités dominantes trouvent facilement la garantie de l'étiquette scientifique. Il serait bien trop long de tout exposer. Indiquons à la volée les milliers de brevets industriels étouffés par la concurrence parce que dangereux pour les monopoles affairistes, alors qu'ils représentent souvent un allègement de la peine des ouvriers ; rappelons le système de travail « scientifique » de l'ingénieur bourreau Taylor dont on parle ces jours ci ; l'anthropologie scientifique du professeur-policier Ottolenghi.

La science bourgeoise est, à parité de la philosophie, un amas d'histoires. Le socialisme scientifique ne peut respirer dans cette atmosphère de mensonges.

Ses déductions peuvent faillir et même céder aux potins de la critique parce qu'elles sont par force tirées de statistiques falsifiées par les États bourgeois et doivent demander à la science officielle tous les éléments de faits nécessaires.

Mais la conception socialiste ne cède pas pour autant dans ses grandes lignes. Les diatribes scolastiques des philosophes et des scientifiques ne l'ont pas tué. Les faits, même récents, le rappellent.

Les grèves colossales en Angleterre, en Amérique, en Belgique, en Hongrie, les dernières affirmations magnifiques de l'Internationale...

Il peut se faire que le prolétariat n'ait pas toujours le temps de se soustraire au travail qui l'opprime pour démontrer, par la plume et la parole, la vérité de fer de la pensée socialiste, mais il fait voir de manière mémorable comment il peut abandonner ce travail quand il veut donner la preuve de sa **force** dans l'action unanime qui le conduira au socialisme.

Karl Marx l'avait dit : « les philosophes n'ont fait qu'**expliquer** le monde, maintenant il s'agit de le **changer** ».

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

6 – Le problème de la culture

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 5/04/1913

L'article suivant paru dans l'« Avanti ! » est l'écho, dans les rangs du Parti, de l'important débat en cours entre les jeunes, et exprime à nouveau l'aversion à l'idée que les syndicats économiques soient réduits à des écoles de culture générale et pire à des écoles d'apprentissage professionnel pour les nouvelles générations d'exploités.

Il est rappelé que le concept de pleine éducation culturelle ne peut être le but d'une société divisée en classe et qu'il ne pourra être atteint qu'après la révolution.

Il est surtout indiqué l'erreur grossière consistant à croire que l'on peut faire un travail culturel parallèle à celui des autres partis et donc des autres classes, ce qui représenterait une position purement contre-révolutionnaire.

L'opposition de toujours, entre prolétariat et démocratie, est aussi proclamée, et la maladie, la peste de la manie des « problèmes techniques concrets », est aussi furieusement dénoncée.

La récente polémique qui s'est développée dans les colonnes de l'« Avanti ! » entre le professeur Fabietti et Adelino Marchetti, secrétaire de la Chambre du Travail de Milan, à propos de la « culture », a à peine effleuré ce très important problème en reproduisant la profonde divergence de méthodes et de conceptions qui constitua, lors de l'ultime Congrès National des jeunes socialistes, le noyau central de toutes les discussions, s'étendant jusqu'à la question générale de la méthode de préparation et de la mission revenant au parti socialiste.

Il ne sera pas inutile de remettre le problème sur son vrai terrain en le reprenant brièvement dans les colonnes de l'« *Avanti !* » pour réclamer sur celui-ci l'attention de tous les camarades. Avant tout il est nécessaire de rectifier une interprétation erronée donnée à la thèse de ceux qui, comme nous, ont quelques défiances envers le travail de préparation culturelle comme on l'entend communément, défiances que nous allons motiver et expliquer.

Personne – et moins encore le camarade Marchetti – n'accepterait l'épithète d'« ennemi de la culture » au sens absolu, et personne ne pense désirable, pour l'avenir du socialisme, l'état actuel d'ignorance du prolétariat. Nous voulons seulement indiquer jusqu'à quel point et avec quelles valeurs il est possible d'insérer, au sein de l'action subversive du socialisme, la préparation culturelle des masses, parce que nous retenons que, tout en reconnaissant les avantages inégalables, certaines formes de cette préparation, spécialement lorsque l'on tente de donner à celle-ci une importance fondamentale, finissent par trop sortir des lignes caractéristiques du programme révolutionnaire du socialisme. Le parti socialiste a la mission, outre la défense de ses intérêts économiques, de prendre soin du développement intellectuel du prolétariat. Nous ne discutons pas cette position des défenseurs de la culture. Et nous la poussons jusqu'à soutenir que le parti doit énergiquement s'opposer aux dégénérescences corporatistes et localistes en s'opposant aux intérêts immédiats de certains groupes ouvriers si ceux-ci compromettent la finalité ultime de toute la classe – le socialisme.

Mais nous invitons les camarades à ne pas oublier que cette finalité collective (que l'on pourrait appeler « idéale » si l'on veut employer ce terme), possède sa base, selon la conception marxiste, dans le fait « matériel » de l'opposition qui existe entre les intérêts de la classe prolétarienne et les formes de production présentes.

Cet idéal est ressenti par les ouvriers dans la mesure où ils vivent sous l'étreinte de ce contraste économique réel. Le développement intellectuel de l'ouvrier est la conséquence directe de son statut économique. Et dans ce sens le socialisme veut s'intéresser à l'émancipation intellectuelle de l'ouvrier en même temps qu'à son émancipation économique, en retenant toujours que la première est une conséquence de la seconde, et que si le progrès et la culture des masses lui tient à cœur il ne doit pas déprécier mais accepter à son plus haut degré le programme de sa libération « matérielle ».

Il est donc bien clair que, peu à peu, de par l'évolution de la société capitaliste, la force et la cohésion économique du prolétariat s'accroissant, il doit également accroître sa conscience de l'idéal et sa préparation intellectuelle. Le Parti Socialiste indique au prolétariat dans quel sens diriger les forces résultant de ses besoins économiques pour atteindre au plus vite la finalité de classe, c'est-à-dire l'abolition du salariat.

Ainsi donc le parti peut et doit guider l'éducation et la « culture » ouvrière. Et aucun socialiste révolutionnaire ne peut être contre cette seconde partie du programme sans entrer en contradiction avec ses conceptions anti-égoïstes et anti-réformistes du mouvement ouvrier.

Mais le « réformisme » et la « démocratie » voient le problème de la culture d'un point de vue bien différent, et même exactement opposé. Dans la culture ouvrière ceux-ci aperçoivent, plutôt que la conséquence parallèle de l'émancipation économique, le moyen nécessaire et la « condition nécessaire » de cette émancipation.

Il ne faut pas de grands discours pour montrer combien un tel concept est réactionnaire et anti-marxiste. Si nous croyons que l'idéologie d'une classe est la conséquence du rôle qui lui est assigné dans une époque déterminée de l'histoire du système de production, nous ne pouvons pas « attendre » que la classe ouvrière soit « éduquée » pour croire possible la révolution parce qu'alors nous admettrions en même temps que la révolution n'aura jamais lieu.

Cette prétendue préparation culturelle éduquant le prolétariat n'est pas réalisable dans les limites de la société actuelle. Au contraire, les actions de la classe bourgeoise – y compris la démocratie réformiste – « éduquent » les masses dans un sens anti-révolutionnaire, par un ensemble de moyens avec lesquels aucune institution socialiste ne pourra jamais longtemps rivaliser. Mais ce n'est pas sur ce point que nous insistons. Si il se forme des écoles socialistes, ou si il faut former des propagandistes socialistes, ce sera réalisé... par la classe intellectuelle, particulièrement ignorante en matière de socialisme. Et on court le risque de défendre, même sans le vouloir, le critère réformiste de la « nécessité » de la culture.

Ce serait un puissant moyen d'endormissement des masses, et c'est en fait le moyen par lequel la minorité dominante persuade la classe exploitée de laisser entre ses mains les rênes du pouvoir.

Nous savons que les écoles socialistes sont souvent dirigées dans un sens révolutionnaire, et que nombre de camarades qui les défendent n'acceptent pas ces critères, dont nous disons qu'ils sont dangereux. Très bien.

Mais il reste le danger. L'ouvrier est logiquement rétif à fréquenter assidûment une école qui lui impose un effort intellectuel important, vu ses conditions de travail excessif et sa maigre nourriture. Il faut donc des incitations très vives pour le décider à un tel sacrifice, et les moyens avec lesquels ces incitations sont réalisées finissent par être équivoques.

On dit au prolétaire qu'il n'a pratiquement pas le « droit » d'être militant sur le terrain syndical, et encore plus politique, parce que son instruction est trop faible. On veut le faire rougir de sa propre ignorance alors qu'il faut le convaincre que celle-ci est une des nombreuses conséquences infâmes de l'exploitation bourgeoise, et que

l'infériorité intellectuelle de l'ouvrier, qui devrait être un ressort pour le faire s'insurger, devient une cause d'hésitations et de lâcheté.

Là est le danger. C'est le danger de l'excès, non de la chose en soi, car la direction théorique de cette école de culture peut être clairement révolutionnaire. Mais ce danger devient inévitable si l'école suit les théories réformistes. Zibordi dit explicitement que l'ouvrier, avant de « pester contre la société bourgeoise », doit s'instruire et « pas seulement » sur le terrain de la culture socialiste, mais bien sur celui d'une instruction dans générale... Giolitti a pu se congratuler, avec nos représentants au parlement, du travail d'«éducation» pacifiste faite parmi les masses. Le socialisme, au lieu de faire des prolétaires les rebelles indomptables se battant contre les conditions actuelles, finirait par en faire des moutons dociles, domestiqués, « coupés » et... prompts à se faire tondre.

Mais le réformisme va plus loin et en arrive à exiger du prolétariat une « préparation technique » et une « culture des problèmes concrets ». Il est bien connu que le réformisme, qui est entièrement positif, « économiste », mécaniste, arrive à des exigences bien plus irréalisables que celles dont nous sommes accusés. C'est l'utopisme de la pratique, de la technique, cataloguées dans le programme minimum, gonflées de propagande électorale, qui demanderaient pour se réaliser plusieurs siècles de plus que celui auquel ses partisans – gens pratiques qui ne pensent pas à leurs petits-enfants ! – assignent du haut de leurs chaires l'avènement de la révolution sociale.

C'est contre ces exagérations qu'il faut réagir. Le camarade Marchetti a bien raison d'avoir peur de celles-ci à cause de leur possible influence sur la solidité et le caractère subversif des organisations de résistance, de même que la majorité du Congrès de la Jeunesse a retenu qu'une orientation de préparation exclusivement culturelle aurait totalement affadi le mouvement de la jeunesse socialiste.

La mission du Parti Socialiste est de subvertir, de pousser à la révolte les masses, en agitant certes une « idée », mais une idée qui s'accroche par des racines profondes à la réalité.

L'intransigeance du parti doit devenir une profonde différenciation de la méthode démocratique. Pour la démocratie, le problème économique est le sous-sol, qu'il faut explorer à la lumière de la « culture » provenant du domaine des philosophes, des maîtres, des **penseurs**.

Mais le socialisme marxiste inverse, en théorie et en politique, la position démocratique. Celui-ci montre que le sous-sol est en fermentation et trouvera de soi-même la manière de faire sortir de leurs prisons les forces latentes qui l'agitent.

La pensée, l'idéologie ouvrière se déterminent hors de la philosophie guidée par la classe qui a le monopole des moyens de production et le monopole de la

« culture ». L'action du Parti Socialiste réussit à accomplir un travail de synthèse de ces forces latentes, à donner au prolétariat la conscience de « tout » ce qu'il est, et le courage de ne pas chercher en dehors de lui-même les moyens de son ascension. Toute notre propagande et nos instigations se heurtent quotidiennement à la défiance que les travailleurs ont en leurs propres forces, et contre le préjugé de l'infériorité et de l'incapacité à la conquête du pouvoir ; erreurs induites par la démocratie bourgeoise qui voudrait l'abdication politique des masses entre les mains de quelques démagogues. C'est le danger de favoriser ce jeu – tenté dans l'intérêt de la conservation des institutions présentes – qui fait que l'on doit se défier des exagérations du travail sur la culture.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

7 – Contre l’abstentionnisme

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 13/07/1913

L’article suivant, paru dans l’« Avanti ! » du 13 juillet 1913, bien avant la guerre mondiale, et qui a pour titre Contre l’abstentionnisme, est utile pour prouver, en matière historique et doctrinale, qu’il n’y avait rien de commun entre la méthode anarchiste et celle des socialistes révolutionnaires de gauche, comme on l’affirma erronément dans la nouvelle situation créée par l’après-guerre, lorsque la Gauche communiste italienne proposa la tactique d’abandon, dans la nouvelle Internationale Communiste, de la tactique de la participation aux élections parlementaire.

Dans la prochaine bataille électorale notre parti, qui l’affrontera seul contre tous, au nom de l’intégralité de son programme, ne devra pas oublier de se garder et de se défendre d’un danger non moins sérieux que tous les autres, le danger abstentionniste. Bien que les mouvements anarchiste et syndicaliste ne soient pas aujourd’hui parmi nous très florissants, les socialistes, et les socialistes révolutionnaires en particulier, ne doivent pas rester indifférents aux tentatives de sabotage tentées par les anti-électoralistes contre le Parti, et à leur campagne de dénigrement contre l’orientation sincèrement révolutionnaire assumée par le socialisme, en Italie, après les derniers événements. Toute la campagne développée par les révolutionnaires contre la dégénérescence réformiste du parti et de son action parlementaire devait rester et est restée parfaitement immune de toute faiblesse envers un rapprochement des positions abstentionnistes anarchistes ou syndicalistes. Ce sont donc les révolutionnaires qui doivent confondre les argumentations abstentionnistes, argumentations basées sur les erreurs et les faiblesses d’une fraction du parti qui avait gravement dévié et qui est aujourd’hui pratiquement éliminée de celui-ci.

Les révolutionnaires ont réaffirmé la valeur politique de la lutte de classe révolutionnaire, en suivant les conceptions marxistes, contre toutes les formes équivoques d'apolitisme et de neutralisme, formes qui avaient retiré au parti sa physionomie subversive. Donc ceux-ci doivent plus que jamais soutenir la nécessité révolutionnaire du parti politique de classe, la nécessité de « colorer » politiquement toute l'action de la classe travailleuse pour la diriger vers ses finalités communistes. Ce concept s'oppose au neutralisme opportuniste des organisations ouvrières, soutenu par le réformisme dans sa plus mesquine et vulgaire conception, qui dément de la manière la plus formelle toute tendance organique pour aller vers un objectif qui ne soit pas immédiat et limité. Syndicalisme et réformisme se sont désormais alliés dans le concept d'apolitisme syndical, qui a démontré pour ainsi dire que le prolétariat ne pourra jamais accomplir la révolution avec la seule force de ses organisations économiques. La révolution sociale est un fait politique et il se prépare sur le terrain politique. Dans le concept de l'action politique générale du parti, la lutte électorale n'entre que comme un des côtés de l'activité socialiste. On ne doit y exclure aucune autre forme d'action. Mais il est nécessaire, selon nous, que le parti exige de tous ses militants l'affirmation tranchée et positive de leurs opinions et de leurs décisions.

On peut avoir de très élégantes discussions sur l'influence de l'ambiance parlementaire et sur la « corruption » quotidienne des élus socialistes. Nous retenons que si tous les électeurs, selon notre point de vue intransigeant, étaient de vrais « socialistes », les erreurs commises par leurs représentants ne devraient avoir aucun effet. Mais si les électeurs se rattachent aux autres partis, sont appâtés par les promesses de toute une série de favoritismes réformistes et d'avantages immédiats, alors il n'est pas extraordinaire que l'élu devienne un renégat.

Cette accusation, que nous faisons au réformisme, veut être adoptée à son tour par les abstentionnistes comme argument contre la participation aux élections.

Nous ne nous cachons pas les graves difficultés de donner à la politique de classe du prolétariat, développée par le Parti Socialiste, un caractère profondément différent de celui des politicards bourgeois. Mais les vrais révolutionnaires doivent s'efforcer de travailler dans ce sens et ne pas désertier la lutte. L'abstentionnisme n'est pas un remède, c'est au contraire la renonciation à l'unique méthode qui puisse donner au prolétariat une conscience capable de le défendre de la politique opportuniste des partis non socialistes. Le neutralisme électoral devient neutralisme de conscience et d'opinion face aux grands problèmes sociaux, qui, bien qu'étant construits, comme nous, marxistes, le soutenons, sur l'ossature économique, revêtent toujours un caractère politique.

• • •

Nous n'avons pas la prétention de développer en quelques lignes un problème aussi complexe. Nous voulons seulement jeter l'alarme contre les propagandistes de l'anti-électorisme qui chercheront à saboter notre travail de propagande dans les réunions électorales. Nous entendons cimenter la conscience politique du peuple d'Italie dans une grande bataille anti-bourgeoise. Notre parti est le seul qui descendra

lutter contre la dictature clérico-monarco-démocratique. Nous attendons la période électorale non pas parce que nous sommes des fétichistes du parlement, mais pour secouer les consciences prolétariennes endormies par tous les neutralismes de toutes les écoles. Nous pensons accomplir un travail profondément subversif et proposons de lutter avec énergie contre toute forme de collaboration de classe.

Les syndicalistes – qui font une mixture de positions de politiques de blocs pour servir une médaille à De Ambris -, les anarchistes – qui se noient dans le lit miellé démocratique de la culture, de l'école et de l'éducation populaire en parfait accord avec les intellectuels bourgeois – tenterons de nous inculper de partisans des transactions, en posant comme seuls révolutionnaires authentiques, parce que nous recourrons à l'arme du vote.

Nous devons être prêts à répondre afin de ne pas se faire soustraire le vote d'un seul vrai révolutionnaire, auquel nous tenons plus qu'à cent votes équivoques non-socialistes. Ces champions de l'abstentionnisme attendent anxieusement que Giolitti ouvre la campagne électorale pour lancer leurs harangues échevelées, farcies de lieux communs, principalement contre nous qu'ils appellent leurs « cousins ». Mais le Parti Socialiste n'a pas plus de parenté à droite qu'à gauche ! Ces messieurs les anti-parlementaristes donnent plus d'importance que nous, en dernière analyse, à l'action dans le parlement. Nous tenons au fond plus à la rue et au bureau de vote qu'à la salle des séances de Montecitorio. Ils sont en fait les fervents agents électoraux du candidat **Personne**. Et ce monsieur **Personne** n'est que le représentant du « bloc » le plus informe : anarchistes, syndicalistes, mazziniens et... catholiques intransigeants.

C'est le candidat de l'immense parti de l'indifférence. Tous gens à qui nous ne voulons pas avoir à faire. Et nous nous attendons à ce que les révolutionnaires ne plaisantent pas devant les urnes. De même que nous les attendons demain sur les barricades !

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

8 – L'Unité prolétarienne

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 1/08/1913

Cet article, paru dans l'« Avanti ! » du 1^{er} Août 1913, peut être considéré comme l'anticipation opportune de l'opposition à une formule devenue depuis par la suite malheureusement à la mode. On y trouve une caractérisation du mouvement français au sein duquel, à cause du fétichisme de l'unité, les socialistes du parti, peu estimables comme révolutionnaires et comme marxistes, renonçaient à leur devoir de critique des tendances syndicalistes prévalant dans la confédération syndicale.

Ce texte suffit à établir que la gauche communiste italienne, avec une continuité indiscutée, suivant les enseignements de Marx et avant ceux de Lénine, a renié l'appel démagogique et opportuniste à la banale unité.

Une des intéressantes « lettres parisiennes » paru dans l'« Avanti ! » du 28 juillet, après s'être occupée des rapports entre le Parti Socialiste et la Confédération Générale du Travail, concluait par ces paroles significatives : **le fétichisme de l'unité prolétarienne étouffe la liberté de critique socialiste.**

C'est une observation pleine de vérité et qui a une forte valeur, y compris pour les socialistes italiens. En fait la question des rapports entre le parti et les organisations économiques est à l'ordre du jour dans les réunions et dans la presse socialiste, mais la conclusion de toutes les discussions est toujours la même : l'unité prolétarienne. Les formules ont peu de signification, en général, et elles servent surtout à cacher le désir de ne pas affronter sérieusement et en profondeur le problème et à ne pas soutenir une solution moins vague et moins ambiguë.

Quand on n'est pas décidé à passer au crible une question, on adopte alors une de ces expressions qui voudrait condenser un ensemble de visions mais qui en réalité ne signifie rien. Ainsi, dans le cas de l'unification des forces des cheminots, après l'échec de l'accord, les deux parties n'ont fait que s'accuser chacune leur tour d'avoir trahi l'unité prolétarienne. Et, si l'on prend un problème de nature différente, durant la première guerre balkanique, les socialistes, qui étaient encore partisans du principe de nationalité, ne sachant s'il fallait condamner ou approuver la guerre, concluaient en se déclarant les auteurs de la formule : **les Balkans aux peuples balkaniques !**

On peut voir aujourd'hui quel magnifique résultat a donné l'application de cette formule, qui était l'aspiration de toute la démocratie européenne, et des partisans enthousiastes, plus ou moins anglophiles, de « chasser les Turcs d'Europe »...

De même que le Parti Socialiste français a laissé fuir l'occasion de surprendre l'organisation syndicaliste en pleine faillite quant à ses finalités révolutionnaires tant vantées, de même, **mutatis mutandis**, il nous semble que les socialistes italiens, par peur d'attaquer la fragile **unité**, sont trop tendres envers le corporatisme dont est remplie notre Confédération Générale du Travail. Que les socialistes doivent favoriser le développement et l'ascension du mouvement de résistance, lequel ne peut fleurir et devenir robuste s'il ne réunit pas en son sein un nombre toujours supérieur d'adhérents, personne ne le met en doute. Mais tout en favorisant le développement des organisations économiques, nous, socialistes, ne devons pas les considérer comme des fins en soi, mais bien comme des moyens pour la propagande et la réalisation future du socialisme. C'est pourquoi notre point de vue ne peut coïncider avec celui des dirigeants et des organisateurs du mouvement ouvrier, lesquels (les syndicalistes aussi, du reste) voient dans le syndicat une fin ultime, ne se préoccupent que de son développement et donc aussi de sa **conservation**, et ne sont pas disposés à le compromettre dans des luttes qui transcendent les objectifs immédiats ou de catégories. Et si l'on peut y opposer le fait que presque tous les organisateurs et les chefs de la Confédération Générale du Travail sont socialistes, nous croyons que ceci constitue bien plus un danger pour le parti qu'autre chose, et que ceux-ci laissent cette appartenance de côté lorsqu'ils soutiennent l'indépendance syndicale dont se lamentait l'« *Avanti !* » il y a quelques temps.

Le danger est d'en arriver à se retrancher derrière des formules et de ne pas dénoncer un mal aussi grave. Pouvons-nous faire semblant d'oublier que les organisations ouvrières qui rapportent triomphalement qu'un député, expulsé du parti, est admiré par la C.G. du Travail pour ses « mérites » envers le prolétariat, en oubliant que son attitude politique de transaction, si elle a obtenu quelques avantages limités à quelques régions ou à quelques catégories de travailleurs, a cependant compromis toute la camaraderie de classe du prolétariat italien ? Ceci peut sembler ne constituer que des phrases pour les réformistes et les ouvriéristes enthousiastes qui mesurent les résultats de la... lutte de classe d'après les statistiques de bureau du Travail et se croient en régime quasi-socialiste lorsque – un cas bien rare – le bilan des coopératives est positif. Mais les socialistes, et particulièrement la majorité

révolutionnaire du parti, doivent se rappeler que les votes de Reggio Emilia représentaient non pas le lynchage de quelques hommes mais la critique d'une méthode encouragée et voulue par tous ceux qui ont donné au prolétariat italien un esprit réformiste et mesquinement égoïste.

Bissolati et compagnie ont été poussés sur les marches du Quirinal par les exigences d'organisations ouvrières mal préparées à la véritable lutte de classe. Ils sentaient le prolétariat derrière eux et ont été étonnés quand le **Parti** les a désavoués. Pour ne pas perdre la valeur de ce désaveu, le parti a le devoir, aujourd'hui, de retourner à la propagande parmi les masses pour leur redonner une conscience socialiste. Il doit réagir à l'indépendance proclamée de la plus grande organisation prolétarienne, et défendre résolument la méthode intransigeante de l'action politique du prolétariat, mais aussi une tactique plus **socialiste** et moins corporatiste de l'organisation économique. Autrement notre attitude révolutionnaire restera suspendue dans l'air, elle manquera de ses bases logiques.

Nous n'en faisons pas une question d'appui électoral mais de conscience prolétarienne. Nous ne nous préoccupons pas du fait qu'il manque aux candidats du parti les votes des organisations ; nous voudrions même que le parti refuse de partager ces votes avec les socialistes de Sa Majesté, et qu'il retrouve sa propre voie sur le terrain syndical, sans acquiescer tacitement aux directions anti-révolutionnaires dominantes dans la C.G. du Travail. Nous ne disons certes pas que le parti doit s'opposer à la fameuse **unité**, mais nous voulons que la fraction révolutionnaire ne change pas, à cause de cette formule, sa conception de l'organisation, organisation qui devrait être carrément étrangère tant de la conception syndicaliste que de la conception réformiste, toutes deux dominantes dans la confédération.

Une **unité** qui signifierait se condamner à subir en silence toutes les oscillations de la tactique confédérale et l'éclectisme politique de la Confédération, qui signifierait renoncer à la **liberté de critique** face au mouvement syndical, une **unité** qui signifierait ne pas avancer dans l'action et la propagande sinon lorsque l'on est bien sûr de ne pas déchirer les minces toiles d'araignée des coopératives et des corporations ouvrières, une telle **unité** ne constitue pas la manifestation d'un programme systématique mais seulement une expression ambiguë et équivoque que les socialistes révolutionnaires devront étudier à fond et approfondir avant de l'accepter les yeux fermés.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

9 – Socialisme et religion

[Retour à la table des matières](#)

« L'Avanguardia » n° 315 du 14/12/1913

L'article intitulé Socialisme et religion, que nous tirons de l'« Avanguardia » du 14 décembre 1913, sert à démontrer que le faux positionnement des problèmes fondamentaux du Parti est un problème de tous les temps.

Aujourd'hui, dans les rangs des partis socio-communistes ultra dégénérés, on n'hésite pas à tendre la main à des catholiques et des déistes pratiquants.

Il y a cinquante ans, la presque totalité de l'opinion était fièrement anticléricale, mais même alors on tombait dans de très graves erreurs. La première était de réduire le comportement des socialistes face à l'église à de banales positions de bourgeois de gauche et maçonnais, tombant en plein dans une forme désastreuse de collaboration de classe.

L'autre était d'avoir une position de faiblesse face au fait religieux, le définissant comme l'affaire privée des individus, et non comme une question de classe et de parti.

Ce bref article renie les positions des bourgeois anticléricaux et des athées (aujourd'hui pratiquement disparus), ainsi que les positions, qui pullulent encore bien trop, des socialistes renonçant à toute action contre l'influence des croyances religieuses au sein de la classe prolétarienne, croyances déplorablement tolérées aussi bien dans les pays capitalistes que dans la prétendue Russie socialiste.

Il est désormais établi que notre profonde divergence d'avec les méthodes des anticléricaux bourgeois, et l'ensemble de la vive campagne développée dans ce sens depuis quelques années par la presse socialiste, et spécialement dans le mouvement des jeunes, ne signifie pas et ne doit pas signifier une diminution d'intensité de l'action anticléricale des socialistes, comme ceci a parfois été insinué par nos adversaires.

Les derniers événements politiques ont donné le loisir de démontrer que l'anticléricisme des partisans des blocs n'est que l'étiquette avec laquelle on voudrait couvrir une marchandise avariée, celle des unions sur le terrain électoral, terrain sur lequel les partis de la démocratie sont en état de faiblesse telle qu'ils en arrivent à contracter avec désinvolture des alliances avec les cléricaux pour s'opposer à la montée des socialistes, et en même temps tentent, ou conviennent, au mieux de leurs intérêts d'arrivistes, de redonner vie aux idées surannées du populisme, pleurant des larmes de crocodile à propos de l'intransigeance socialiste.

Laissons maintenant ces mesquines manœuvres de politicards et occupons-nous de notre action anticléricale spécifique, particulièrement au regard de la question religieuse.

Notre fondamentale divergence d'avec les anticléricaux bourgeois n'est pas toujours bien comprise par tous les camarades. On reconnaît, en général, que notre anticléricisme, basé sur le terrain de la lutte de classe, est lié à la raison d'être économique de celle-ci. Et bien qu'étant d'accord pour juger comme une grave erreur tactique l'alliance avec des partis qui, s'ils se disent adversaires du cléricisme, sont bien loin d'accepter la lutte de classe, on n'arrive pas toujours à bien préciser les termes et la méthode de notre tactique envers le parti clérical, l'église et la religion.

Nombreux sont ceux qui retiennent que, attaquant les concepts religieux de manière abstraite pour faire ostensiblement étalage d'un athéisme théorique incompris des masses ouvrières, causant en leur sein une réaction de fanatisme, nous, socialistes, devons soutenir que la religion est une affaire de conscience privée et ne pas choquer le sentiment religieux, en se limitant à dénoncer auprès des prolétaires le préjudice économique, qui dérive de l'aveugle dévouement au prêtre et à son esprit de soumission, sur le terrain strictement spirituel.

On entend dire par d'autres camarades que, en fait, les anticléricaux bourgeois se limitent à réveiller une vieille aversion contre la caste sacerdotale, l'accusant de laideurs et d'infamies, mais sans se pénétrer de la raison d'être fondamentale, et que les socialistes doivent conduire une vigoureuse campagne contre les conceptions religieuses et les pratiques du culte, tirant profit des meilleurs arguments, qui ne sont pas les actes répugnants de quelques membres du clergé.

Cette disparité d'opinions s'explique par le fait que, pendant qu'il existe une catégorie d'anticléricaux qui aiment faire propagande d'athéisme fanatique à base de grands mots et de lieux communs, catégorie principalement constituée par les étudiants, que nous pouvons appeler des anticléricaux... dilettantes, il existe des anticléricaux politiques, « de profession », qui cherchent seulement à s'accaparer des votes et ont besoin d'arracher les masses à l'influence des prêtres dans le seul but de les convaincre de ne pas voter pour le candidat des cléricaux, et n'ont aucune intention de réveiller une vraie conscience anticléricale – chose bien plus difficile, et dangereuse pour les élections.

Nous devons rester aussi éloignés des méthodes des uns que des autres, évitant les étalages imbéciles comme les acquiescements opportunistes. Et nous devons suivre les directives précises de l'anticléricisme socialiste.

Pourquoi le socialiste est-il anticléric ? Il l'est parce qu'il soutient que l'esclavage économique et social d'une classe, comme l'histoire le démontre, est toujours assuré par la diffusion du préjugé religieux qui, trouvant un terrain facile dans l'ignorance, conséquence logique de la misère, tente d'empêcher la révolte des opprimés contre les oppresseurs, obscurcissant chez les premiers la conscience de leur propre force latente. Et il a toujours existé, au côté des castes dominantes, une caste sacerdotale stipendiée pour maintenir le joug, pour faire face aux frémissements de révolte causés par les privations et le mécontentement. En exhortant la classe exploitée à se soustraire à l'oppression économique qu'elle subit, le socialisme, se basant sur les conditions économiques, doit effectuer la critique de toutes les fausses conceptions avec lesquelles la bourgeoisie défend ses privilèges.

Le socialisme ne se base pas exclusivement sur les questions économiques, comme le répètent les critiques désœuvrés, mais il voit en elles la cause première de tous les autres faits sociaux et en fait un sûr chemin pour affronter tous les autres problèmes.

Nous ne pouvons donc pas accepter que la religion soit une question privée sans prêter le flanc à des objections trop faciles et sans commettre une grave imprudence. De même que nous combattons, par exemple, le militarisme, non seulement parce qu'il aggrave les difficultés économiques des classes non-possédantes, mais surtout parce que celui-ci est par essence un puissant instrument de domination de la classe bourgeoise et de diffusion de tendances anti-révolutionnaires ; de même nous devons voir dans la religion un des moyens de défense de la bourgeoisie, et donc un très important facteur de la vie sociale collective plutôt qu'une question privée pour chaque individu. Nombreux sont ceux qui aiment considérer la religion comme un phénomène purement intellectuel, quasi inhérent à l'âme humaine, une sorte de besoin de s'expliquer avec certitude les phénomènes du monde extérieur et de se conforter dans les moments de douleurs et de souffrance, et veulent donc respecter ce besoin.

Mais nous ne pouvons pas partager cette conception du phénomène religieux. Nous ne pouvons pas séparer la religion, comme une chose abstraite, de son application à la vie sociale et même politique. Disons aussi, même si c'est par une phrase trop simpliste, que les religions ont été « inventées » pour servir la réalisation des intérêts d'une classe sociale. Ce ne sont donc pas les masses qui sentent l'hypothétique besoin de connaissances et de réconfort abstraits, mais ce sont les minorités dominantes, intéressées à faire en sorte que les exploités ne comprennent pas les « vraies » causes de leur infériorité économique et ne s'emploient pas à mettre en valeur les « vrais » moyens susceptibles de soulager leur propre douleur, qui créent une diversion en défendant les idées religieuses.

Pourquoi n'y a-t-il pas de religion sans prêtres ? Pourquoi nombre d'anecdotes historiques montrent-elles que tous les prêtres ne croient pas à ce qu'ils prêchent au peuple ? Pourquoi tous les dominateurs, les tyrans, les dirigeants adoptent-ils et changent-ils de religion en choisissant les plus opportunes pour renforcer leur pouvoir ?

L'actuelle bourgeoisie était athée et brisait les autels lorsque la religion constituait l'ultime défense du régime féodal et de la monarchie absolue, celle des rois de « droit divin », et représentait un obstacle à son ascension. Mais, aujourd'hui, la bourgeoisie renonce à son bagage philosophique et redevient philo-chrétienne parce qu'à son tour, ébranlée par les mouvements révolutionnaires du prolétariat, elle sent le besoin de s'agripper à toutes les bouées de sauvetage. Quel meilleur exemple ?

Pour nous, socialistes, qui voulons lutter contre les effets de cette alliance entre capitalisme et cléricisme, il est nécessaire de mettre hors jeu la religion.

Il est absurde de prétendre que le prêtre ne s'occupe pas de politique et prend une position neutre dans les conflits économiques. Il faut tendre à détruire l'institution catholique non seulement dans ses manifestations « temporelles » mais aussi dans son essence religieuse et spirituelle, parce qu'il est impossible de séparer ces deux exercices de l'activité des prêtres.

Giolitti et son roi peuvent y croire, tout comme les anticléricaux démocrates et radicaux. Mais les socialistes doivent comprendre que la force des prêtres est dans la diffusion des concepts superstitieux au moyen desquels ils s'imposent toujours à l'esprit des masses tant que de tels concepts auront prise sur elles.

Notre action anticléricale doit donc comprendre une efficace et assidue propagande antireligieuse, déployée sans dissertations philosophiques idiotes et sans négations abstraites qui ne sont pas moins absurdes que les fables que débitent les prêtres, mais indiquant le strict lien existant entre les croyances religieuses et l'infériorité économique du prolétariat, montrant comment la religion consacre et défend les privilèges des puissants et veut la résignation des humbles, les

embrouillant par la vision d'une autre vie pour les détourner des conquêtes essentielles qu'il s'agit d'accomplir dans « celle-ci ».

Il faut soutenir que cette prédication n'est pas une manœuvre des prêtres mais constitue l'essence même de la religion, et qu'il y a donc une opposition absolue entre religion et socialisme. Il fait enfin réagir énergiquement aux motifs imbéciles de propagande du socialisme chrétien qui nous empestent. Le prolétariat socialiste et révolutionnaire ne peut se laisser bercer par un mouvement dont le séparent deux mille ans d'histoire, alors qu'il a senti le besoin de rompre avec des institutions et des idéaux qui lui sont cependant plus proches.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

10 – L’Irrédentisme

[Retour à la table des matières](#)

«L’Avanguardia » n° 319 du 11/01/1914

Cet article écrit sous le titre L’irrédentisme, paru dans l’« Avanguardia » du 11 janvier 1914, quand on ne parlait pas encore de l’éclatement de la guerre européenne, a une certaine importance. Prenant le démarrage d’une campagne agressive contre le courageux député socialiste Todeschini, qui travaillait depuis Vérone solidairement avec les organisations prolétariennes du Trentin autrichien voisin, on réagit contre la condamnation des prolétaires et socialistes italiens qui luttèrent sur les terres soumises à l’Autriche, ainsi que, naturellement, contre la police autrichienne, et contre les capitalistes locaux qui se donnaient des airs tricolores de philo-italiens.

Avant les discussions qui auront lieu à la veille et dans le cours de la guerre, la critique du fétichisme de la patrie et la dénonciation du danger, qui se révéla irrépessible, de l’unité et de la concorde nationale, sont ici anticipées.

Il est sans intérêt de s’occuper de la vile et imbécile campagne nationaliste contre le camarade Todeschini. Mais celui-ci a mis d’actualité une position vraiment importante, celle du mouvement socialiste dans les régions italiennes de l’Autriche, et, en général, dans les régions où existe un problème d’irrédentisme. Le camarade A.Storchi a montré, dans un article lucide de l’« Avanti ! », la nécessité pour le parti socialiste d’exprimer ouvertement ses opinions, et se rapproche, en partageant leurs positions, du travail effectué par les socialistes de la Vénétie Julienne, qui a été continuellement mis à mal, et avec quelle bassesse de méthodes, par la bourgeoisie locale et royaliste.

Storchi se plaint opportunément de ce que certains camarades ont changé de position sur cette question et montrent des hésitations face aux récriminations patriotiques des irrédentistes qui affirment que le mouvement socialiste de ces régions se développe au détriment de la lutte pour l'autonomie nationale et l'«italianité».

C'est un point faible de notre propagande, comme toutes les questions qui nient, de façon subversive, le caractère absolu des principes, des idées et des dogmes les plus chers à la société actuelle, et qui sont fondamentaux pour les institutions actuelles. Les accusations d'ennemi de la patrie, d'anti-italiens, épouvantent même les socialistes les plus convaincus, et beaucoup reculent lorsque les hurlements patriotiques recourent à ces phrases retentissantes.

La bourgeoisie, dans son intellectualisme ramolli, se montre plus que jamais attachée à cette forme de sentimentalisme national. Les fibres intimes du bon bourgeois d'aujourd'hui peuvent désormais supporter les blasphèmes contre le père éternel et la religion, ils peuvent aussi ne pas frémir en entendant miner le saint principe de la propriété privée ou offenser la majesté du roi, mais ils entrent en convulsion et vibrent comme un fil agité par l'ouragan quand ils voient s'écrouler sans égards les autels du Patriotisme.

La grandeur, l'extension, l'avenir de la Patrie (P majuscule) devraient être des dogmes acceptés par tous, le principe devant lequel tous s'inclinent, et devraient être mis – selon la phrase la plus imbécile qui sorte des bouches des bipèdes humains – au-delà de toutes les opinions et de tous les partis.

Quand on égratigne un tant soit peu l'autel d'une telle divinité, le feu sacré de l'indignation incendie l'âme des bourgeois ; ils se sentent – pour le dire vulgairement – marqués sur le cul au fer rouge.

Les socialistes doivent en fait proclamer hautement que leurs discussions se développent en dehors de tout dogme, et que leurs idées, qui nient et cherchent à démolir le monde actuel, ne tolèrent pas de restrictions et n'observent aucune limite de genre. Mais ceci ne se fait pas toujours, et la critique socialiste des institutions bourgeoises est souvent « indirecte », et se situe sur le fond des idées sacrées et inviolables chères à la société d'aujourd'hui, dont on indique les contradictions et les insuffisances partielles, mais sans en attaquer à fond l'ossature. Ainsi, même les députés socialistes au parlement, qui ont mandat de parler et d'agir au nom et pour l'intérêt de la « classe » prolétarienne, se font presque toujours l'écho du bien du « Pays », de la « Nation » (quand ce n'est pas du « collège parlementaire » !), reconnaissant au fond que les intérêts du prolétariat et de la nation entière peuvent être parallèles – à une exception, près comme le dit Giolitti par un sophisme : **le prolétariat d'un pays vaincu ne peut pas être heureux.**

La bourgeoisie est heureuse de ces petits actes de reconnaissance parce qu'elle y voit une toute autre inspiration que celle qui se répandra dans les masses lorsqu'il s'agira de briser toutes les idoles et de pousser à bas les divinités des autels.

Mettons nous donc hors de l'irritabilité irrédentiste des bourgeois – en la fouettant jusqu'au sang – et considérons, en tant que socialistes, en tant qu'internationalistes, le problème de la « lutte de classe dans les pays où existe une lutte de nationalités ».

Nions-nous que les luttes de nationalités et de races aient à présent une importance notable ?

Certainement pas. On ne peut pas fermer les yeux devant ce phénomène. Dans de nombreux pays la bourgeoisie s'est formée à travers les luttes d'indépendance nationale, et, une fois celle-ci conquise, le capitalisme industriel typique s'est développé, permettant la manifestation de la lutte de classe et les tendances socialistes du prolétariat.

Mais, comme on l'a été indiqué précédemment dans ces colonnes, cette succession historique de deux phénomènes, lutte de classes pour l'indépendance et lutte de la classe ouvrière pour le socialisme, n'empêche pas que, même si l'on veut reconnaître dans le premier une cause ou une des causes du second, les idées et les tendances de l'un sont antagonistes de celles de l'autre, et que, du jour où apparaît la lutte sociale entre les classes, l'idée nationale devient une arme de défense de la classe dominante contre la propagande révolutionnaire.

Les révolutions nationales sont advenues à des époques éloignées l'une de l'autre suivant les pays, elles ont eu des caractères et des phases très diverses, elles ne représentent pas un fait universel et commun à presque tous les peuples civilisés (comme, par exemple, la disparition de féodalisme et des monarchies absolues...) et c'est pourquoi, dans nombre de régions, l'autonomie nationale ne pourra pas se réaliser, pour un ensemble de raisons historiques et ethnographiques. Le mouvement ouvrier et socialiste a par contre une grande uniformité de caractère, une communauté de finalité indéniable, et la tendance la plus marquée à s'internationaliser. Ceci, au fur et à mesure de son développement, compense les lacunes laissées par la révolution bourgeoise, et tend à surpasser les luttes entre nationalités cohabitantes, à diriger les aspirations des grandes masses vers une voie bien différente de celle de la libération nationale. Accélérer cette substitution de buts est un devoir et la mission des socialistes de chaque pays.

La propagande inverse, nationaliste, est employée par la bourgeoisie pour s'opposer au déploiement des idées socialistes. Après l'excommunication du prêtre, qui invoque les foudres de dieu, la dernière défense de la société bourgeoise est l'invocation à la solidarité nationale des classes pour obtenir le désarmement du prolétariat dans la guerre sociale.

Il en est ainsi à Trieste où l'organisation de classe se développe, où le parti socialiste réalise une bonne propagande, et où la bourgeoisie voudrait invoquer l'irrédentisme comme diversion pour arrêter le mouvement qui lui nuit sur le terrain économique. On crie à ces socialistes : Halte-là ! : « d'abord » c'est un problème que nous tous, italiens d'Autriche, patrons ou ouvriers, devons résoudre : la conquête de l'économie nationale, « ensuite » pourra avoir lieu la lutte de classe (**après** voulant dire : la solidarité invoquée pour l'indépendance nationale sera aussi réclamée pour les luttes impérialistes et le brigandage colonial). Mais la lutte de classe est une étape tellement avancée par rapport aux aspirations de nationalités que céder à cette invitation signifierait faire machine arrière, et faire un travail non pas révolutionnaire mais réactionnaire.

Qu'est donc le ridicule **irrédentisme** bourgeois face à notre postulat mondial : la libération des travailleurs ? Qu'importe à l'ouvrier, rejeté de la société, si on lui suce le sang sous les auspices de l'une ou de l'autre dynastie que divise l'Isonzo¹ et qu'unit... la potence ? Ceci, ô philistins bourgeois, n'est pas de la propagande bassement utilitariste. Ce ne sont pas des exhortations à faire passer les aspirations aux grandes idées après celles au bien-être économique. Nous voudrions bien que chaque ouvrier soit tellement rempli de sain « idéalisme » qu'il aille jusqu'à renoncer à son bien-être et même à sa propre vie pour la cause de la libération commune. Mais pour sursauter de ses épaules trempées de la sueur du travail il faut un bien autre poids que celui de votre sentimentalité quand vous souhaitez, le ventre plein et les yeux luisants, une « plus grande Italie ».

Dire, comme le « Giornale d'Italia », que le parti socialiste d'Istrie est animé de peu de sentiments d'italianité n'est pas une accusation mais seulement une sottise. Qu'importe aux socialistes l'italianité ou l'austrianité ? Et si nos camarades de là-bas ont encore quelques scrupules de ce genre, nous les invitons à les mettre de côté, et nous leur disons : En avant, **pour le socialisme !**

¹ NdT : frontière italo-autrichienne

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

11 – L'Équivoque régionaliste

[Retour à la table des matières](#)

« L'Avanti ! » du 6/03/1914

Nous reproduisons, de l'« Avanti ! » du 6 mars 1914, un article intitulé L'équivoque régionaliste, suivi de la [note de la rédaction](#). Les réformistes de droite, que le Parti avait expulsé, particulièrement dégénérés en Sicile, alimentaient le vieux ressentiment régional des travailleurs du Sud contre leurs camarades du Nord, travesti sous la forme hypocrite d'une critique du gouvernement de Rome du moment : celui de Giolitti, qui n'avait pas fait soutenir le prince socialiste Tasca di Cuto par ses préfets. Nous laissons au lecteur le soin de confronter la situation d'alors et celle d'aujourd'hui, ou les renégats du marxisme trouvent de bon jeu, faisant commerce des principes, comme toujours, de réclamer la séparation de l'état unitaire bourgeois en régions, état unitaire contre lequel tout l'effort prolétarien devrait être lancé.

Après les discours parlementaires de Labriola, Arca et Tasca, la presse bourgeoise de tous les partis – spécialement la presse méridionale – ne cache pas sa plus vive satisfaction. Nous trouvons les mêmes phrases : « ... guerre de famille », « courageuse réaction des indépendants méridionaux aux positions du socialisme officiel », etc., aussi bien dans le « Mattino » que dans le « Roma » de ce jour, ces deux journaux représentant à Naples les deux extrêmes opposés de la politique locale.

En fait, aucun des deux défenseurs bourgeois de l'entreprise libyenne n'ont trouvé la désinvolture suffisante pour remettre en selle la plus éreintée des excuses éreintées à la participation à la guerre, c'est-à-dire le prétexte de la sauvegarde d'hypothétiques intérêts du Mezzogiorno. Mais lorsque les divers Tasca di Cuto ont mis en avant cette position, prétextant faire disparaître les dissensions entre l'immense majorité du socialisme italien, opposé à la guerre de Libye, et une

négligeable minorité d'intellectuels défendant cette guerre, ex-socialistes plus ou moins en cours d'involution et qui ont une supposée divergence régionaliste sur les intérêts du prolétariat en Italie, il n'a pas semblé possible à ceux qui ont exalté à outrance la geste nationaliste et insulté le socialisme qui en était l'adversaire inexorable, de voir leur mensonges recevoir une nouvelle virginité de la part « des bancs de l'extrémité socialiste ».

Le prince Tasca di Cuto, rendu amer par le manque d'appui de Giolitti au réformisme en Sicile, s'est réjoui d'accuser de ministérialisme larvé les socialistes **de l'autre Italie** [l'Italie du nord, ndt], les accusant de favoriser le développement de catégories privilégiées d'ouvriers au détriment du prolétariat méridional, dont il se préoccupe par la défense des raisons politiques des conquêtes... en Afrique. Le député-prince di Cuto n'a pas peur des contradictions ; et il a oublié que c'est par réaction contre la tendance à la collaboration au Gouvernement et au corporatisme ouvrier que le socialisme « officiel » a mis dehors ses amis de parti Bissolati, Cabrini et Cie, au milieu des hurlements de ces mêmes journaux philistins qui lui font aujourd'hui une réclame gratuite. Mais il ne nous importe pas de dépouiller le processus d'involution qui se développe sous le crâne de quelques individus. Intéressant sans doute par l'originalité des attitudes qui en découlent mais sans intérêt face aux exigences de notre mouvement. Il est au contraire important de réagir à la tentative imbécile de créer un socialisme « méridional » opposé au « septentrional », tentative qui fait sourire la bourgeoisie du Mezzogiorno pour les raisons que nous allons voir.

L'oligarchie gouvernementale régnante exploite du mieux qu'elle peut, au profit des minorités affairistes du Nord et du Sud, le pays qui a le malheur de lui être soumis. Une « répartition inéquitable » existe sans doute au détriment du Sud, qui est plus mal gouverné que ne l'est la Haute-Italie parce que la bourgeoisie, faisant le minimum de concessions possibles, doit être logiquement plus généreuse envers le prolétariat disposant des plus fortes organisations économiques, prolétariat que le gouvernement bourgeois cherche à apaiser par des concessions opportunes – ou par des promesses de concessions –, tandis que des millions ont été donnés pour la guerre de Libye, aux adjudicataires et aux fournisseurs italiens de toute région, au lieu d'aller à l'Italie travailleuse du Nord ou du Sud. Mais c'est la bourgeoisie du Mezzogiorno qui est responsable de cette « répartition inéquitable », et qui, pendant qu'elle jacasse sur la défense des intérêts régionaux, les trahit pour que soient conservées les protections douanières existantes au bénéfice des latifundistes – ou pour les vendre, en échange d'un appui électoral au Gouvernement de la mafia organisée. Dans la défense de cette tactique les partis conservateurs et cléricoides sont à égalité avec les partis conservateurs, eux qui ont donné le plus gros contingent de « gentilonizzati » [partisans du Pacte Gentiloni. Gentiloni était président de l'Union Catholique Italienne, et le pacte promettait le soutien de l'Union aux candidats libéraux qui ne feraient pas mention d'anticléricalisme, NdT]. Les intérêts du Mezzogiorno ont toujours constitué un véritable miroir aux alouettes aux mains de tous les partis, et ils

ont toujours servi à ébaucher les combines les plus grossières, parmi lesquelles celui de la justification de l'entreprise libyenne.

Et ce fameux problème du Mezzogiorno, objet de profondes élucubrations de la part des spécialistes ou d'un complet désintéressement de la part de ceux qui devraient s'en occuper sérieusement (nous ne faisons pas allusion... au ministre Nitti), devrait pouvoir servir à semer les germes de la division au sein du travail unitaire des socialistes et de leur lutte anti-capitaliste. C'est au moins ce qu'espèrent les bourgeois du Mezzogiorno qui, dans leur lâcheté et leur ineptie, pensent avec terreur à la possibilité de se voir cernés, dans un avenir proche, par un prolétariat imprégné de socialisme qui sera moins facile à envoyer, résigné, de l'autre côté de l'atlantique pour ne pas mourir de faim, où de l'autre côté de la Méditerranée, pour se faire massacrer dans les sables de Libye. Et c'est bien une propagande systématique du socialisme parmi les masses du Mezzogiorno (que les indépendants, satisfaits d'assurer le bonheur de la bourgeoisie grâce à leurs finesses intellectuelles, ne font pas) qui peut rompre le jeu des forces soutenues par le gouvernement-camorra qui sévit en Italie. Il est vrai que ce gouvernement a presque réussi, avec quelques millions de travaux publics sagement distribués aux solliciteurs, à domestiquer quelques députés socialistes de Vénétie, Lombardie et Emilie, et espérait ainsi pouvoir domestiquer le parti. Mais il est aussi vrai que le parti a su réagir à ces pièges et marche sur une route nettement opposée. Si les coopératives font au mieux pour défendre leurs propres intérêts, il n'y a pas de quoi s'en émerveiller, et ceci ne nous intéresse que bien peu. Si un député s'associe trop souvent aux commandes passées aux coopératives dans le but de monter l'escalier ministériel, nous nous en occuperons par contre en temps et en lieu opportun. Il importe par contre de respecter les caractéristiques et les directives du parti socialiste contre certaines manœuvres et contre certains bluffs qui se basent sur les intérêts prétendument **particuliers** de certaines régions. Un socialisme « ad usum delphini », dans le Mezzogiorno, peut parfaitement être soutenu par les bourgeois, prompts à profiter de certaines occasions pour exalter le courage de ceux qui se rebellent contre les « **excommunications** » [des députés de droite, ndt], ainsi que celui des **libres travailleurs** [les jaunes, ndt] qui trahissent leurs camarades en grève ; mais ce socialisme adultéré ne peut pas ne pas être contrecarré par ceux qui ont à cœur les intérêts et l'avenir du prolétariat méridional.

La falsification du socialisme provient des intérêts de conservation de la bourgeoisie et n'a comme prétexte que certains sophismes régionaux. L'antigiolittisme bruyant des Tasca di Cuto s'est soldé par le cycle continu des visites au Quirinal des Bissolati, la défense de l'intervention en Libye des De Felice donnant la main à celle des Podrecca. Mais contre ces phénomènes de dégénérescence peut et doit réagir le prolétariat qui sent au-delà des commérages de clocher, au delà de toute frontière, son unité de classe dans le socialisme.

Note rédactionnelle de l'« Avanti ! ».

[Retour à la table des matières](#)

Le discours du député Tasca di Cuto – doucereux réformiste palermitain – a ressuscité le régionalisme. Nous disons ressuscité parce que le régionalisme est bien mort dans la conscience du pays, au moins dans la partie du pays qui suit le parti socialiste. Il est donc plutôt étrange que le cri du régionalisme surgisse dans ce parlement qui devrait être l'expression la plus pure et la plus complète de la nation entière (messieurs les députés s'appellent justement les « représentants de la nation ») et que ces stridulations soient modulées par un de ceux qui se disent socialistes. Un ton faux ne peut donner qu'une fausse note. Le député Tasca di Cuto démontre ne connaître que superficiellement le mouvement prolétarien du Nord. Beaucoup s'étonnent qu'il ne sache pas que l'émigration du Nord de l'Italie soit au moins aussi importante que celle du Sud (dans les pays d'Europe centrale : Suisse, Bade, Luxembourg, départements du centre de la France, vivent et travaillent un demi million d'italiens du Nord), ils s'étonnent – pour ne pas dire plus – que le prince Tasca di Cuno reprenne par le licou un cheval ou une bourrique de retour sorti des écuries des Pantaleoni, Bellonci, Caronci et autres ultra-réactionnaires selon lesquels les prolétaires de la vallée du Pô seraient des « parasites » du Trésor public. Fable particulièrement stupide dont l'inconsistance a été établie de nombreuses fois et de manière répétée. S'il est sûr que les prolétaires du Nord se trouvent dans de meilleures conditions que ceux du Sud, ceci n'est pas dû à la paternelle bienveillance du Gouvernement. Le Gouvernement a été le même, au Nord et au Sud. La vallée du Pô a un martyrologe tragique de partisans des ligues prolétariennes, et il a aussi connu les grandes grèves qui ont amélioré la situation des travailleurs de la terre. Milan a eu son 1898. Les fameux privilèges des coopératives n'existent pas. Le député Tasca di Cuno – à moins qu'il ne tienne à défendre la thèse des adjudicataires – peut consulter les publications des ingénieurs du Bureau du Génie Civile et il trouvera que l'État, en concédant tels ou tels travaux aux Coopératives, n'a pas dilapidé l'argent du Trésor public. Bien au contraire. Certaines catégories de travailleurs du Nord sont accusées d'« exclusivisme particulariste », et accusées d'attaquer l'attitude actuelle de la Fédération Nationale des Travailleurs de la Terre, inspirée de préoccupations de caractère générales, nationales. Et nous pourrions continuer.

Pendant ce temps la presse bourgeoise se divertit de la boutade imbécile du député sicilien. Laquelle crée un régionalisme socialiste. On parle d'un socialisme du Nord en opposition à celui du Sud. Le point culminant du grotesque est atteint par l'officieuse « Tribuna ». Lire, pour le croire, l'article : « Nord et Sud socialiste ». Il s'y fait l'éloge de la manie du duel en Sicile dans les termes suivants : « Le Sicilien

qui jette ou reçoit une injure met la main à l'épée et exige ou offre la réparation ; et il ne s'agit pas de se réfugier, avec son collègue de la vallée du Pô ou de Milan, dans une position anti-duelliste, qui a théoriquement ses propres raisons, mais qui ne peut servir de refuge ou de substitut à l'asile médiéval pour les pourvoyeurs d'insulte ».

Veut-on faire passer pour du « courage » cette bouffonnerie anachronique qui se conclue régulièrement par une égratignure de l'épiderme ?

Nous ne voulons pas porter préjudice l'article [qui suit] par une trop longue introduction, d'autant plus que nous nous réservons de revenir sur la question. Nous avons quand même le plaisir de constater que le premier à protester contre cette manœuvre régionaliste est précisément un méridional. C'est aussi de cette manière que le bluff régionaliste, plus vulgaire que les autres, est éventé.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

12 – Discours du rapporteur de la gauche au congrès d’Ancône 1914¹

[Retour à la table des matières](#)

Nous reproduisons le discours, tenu au 14^{ème} congrès du P.S.I. à Ancône, en avril 1914, par le représentant des socialistes révolutionnaires de Naples et du Mezzogiorno. Le texte de notre Histoire a clairement présenté la situation dans laquelle se déroulait le Congrès et décrit comment celui-ci signalait la complète victoire du courant intransigeant révolutionnaire, y compris sur la question des élections administratives dans toute l’Italie.

Du point de vue de la tendance intransigeante, la question de la tactique générale à adopter par notre parti aux élections administratives pourra être développée par d’autres camarades. Si Benito Mussolini veut bien venir parler à cette tribune, il pourra développer le point de vue révolutionnaire selon lequel notre fraction peut donner une appréciation moderne de la conquête des communes de la part des organisations politiques prolétariennes.

Mais si vous me concédez un moment d’attention, je soutiendrai la thèse de l’intransigeance en rapport avec les **conditions spéciales** du Mezzogiorno qui sont invoquées par le rapporteur favorable à la liberté de décision comme la motivation essentielle, principale, qui devrait induire le congrès à laisser une fenêtre ouverte à la conclusion d’accords avec la démocratie. Je crois que cette question a une certaine importance et je voudrais donner quelques éléments de jugement pour faire en sorte que, s’il sort un vote intransigeant de ce congrès, comme c’est désormais assuré, ce ne puisse pas être bêtement interprété par la presse bourgeoise, qui a intérêt à accréditer la légende de deux socialismes, un socialisme du Nord et un du Sud, comme un écrasement des intérêts de la région méridionale. Je veux vous démontrer que les

¹ Du « Rapport dactylographique », Rome, 1914, pp. 171-177.

intérêts du Mezzogiorno seront sauvegardés au mieux par le parti socialiste si celui-ci décide d'affronter la prochaine bataille électorale avec une tactique d'intransigeance absolue.

Nous ne parlerons pas de la question sociale dans le Mezzogiorno, cette question ne pouvant être développée pendant ce congrès. Nous indiquerons seulement les éléments que l'on peut tirer des conditions spéciales du Mezzogiorno en les mettant en rapport avec la tactique du parti socialiste. Aucun de nous ne songe à nier que la différenciation des classes dans le Mezzogiorno est incertaine : si la bourgeoisie en Italie se trouve dans une phase de développement historiquement arriérée, celle-ci n'a pas totalement accompli, particulièrement dans le Sud, son évolution. Par conséquent, nous n'avons pas un prolétariat au sens marxiste du terme. Nous voyons cependant l'influence que doit avoir sur cette situation la tactique du parti socialiste. Si la bourgeoisie méridionale n'est pas socialement développée, celle-ci a néanmoins réalisé ses conquêtes de classe en même temps que celle du reste de l'Italie, ayant obtenu simultanément à celle-ci le régime démocratique, qui est le régime politique de la classe bourgeoise. De même, si, en considérant le développement du prolétariat comme classe, ainsi que celui de ses organisations économiques, on peut déployer une tactique d'une certaine manière accommodante et qui prenne directement en compte les conditions sociales, par contre, lorsque l'on en vient à parler de l'attitude du Parti Socialiste, représentant du prolétariat, la chose est toute différente. L'influence des conditions économiques des travailleurs sur l'orientation du parti n'est pas, comme le voudrait le marxisme du député Treves, suffisamment immédiate et mécanique pour enlever au parti socialiste son esprit de réaction sur les conditions ambiantes et de stimulation du développement de la classe, que le marxisme lui-même reconnaît de par sa double conception des faits sociaux.

Le Parti Socialiste ne peut s'arrêter devant le cadavre d'une bourgeoisie impuissante qui se tient inerte au milieu de notre route. Le parti socialiste a des objectifs et des directives précises du moment où il surgit jusqu'à son triomphe, sans quoi il n'aurait pas de raison d'être.

Si un développement quantitatif et numérique insuffisant peut être mis en relation avec la formation arriérée du prolétariat, la position politique de notre parti, pour le triomphe de notre idéologie révolutionnaire, doit avoir le caractère de continuité nécessaire sous faute d'être condamné à l'impuissance.

Passons au développement de notre thèse d'un point de vue plus pratique et spécifique : le résultat qui pourrait être obtenu par la politique des blocs dans le Mezzogiorno italien. Permettez d'abord que je vous fasse voir, d'un point de vue encore général, de quelle manière la question du Mezzogiorno intéresse l'ensemble du parti socialiste, parce que c'est bien sur l'inconscience politique des masses électorales du Mezzogiorno que la bourgeoisie capitaliste italienne fonde sa domination de classe et que la monarchie savoyarde trouve sa force et son appui. Si donc vous entendez trop parler des habituelles chambres administratives locales du

Mezzogiorno, pensez que l'ensemble de ces petites chambres constitue la grande chambre de l'affairisme bourgeois italien, personnalisée par les propriétaires fonciers dans le Sud, et par les sidérurgistes et les sucreries dans le Nord. Pour rompre avec cette équipe bourgeoise, le parti socialiste ne peut renoncer à l'adoption d'une tactique unitaire pour le Nord et le Sud, d'une politique de lutte systématique contre la bourgeoisie ! Le parti socialiste a un processus révolutionnaire qui inclue un caractère de grande simultanéité. La révolution bourgeoise commence à se développer avant la création d'une quelconque nation, puis elle se répercute au sein des autres ; mais au fur et à mesure que le processus historique se développe, les phases de ce bouleversement social deviennent contemporaines dans les différentes nations. La révolution de 1848 a eu un écho immédiat dans toute l'Europe. La propagande du parti socialiste pour l'Internationale prolétarienne s'universalise aujourd'hui toujours plus, s'étendant à tout le monde habité malgré la diversité des conditions de vie ; et si nous renonçons à cette simultanéité du processus révolutionnaire, nous aurons renoncé à la principale raison d'être de notre parti.

J'évite les questions théoriques parce que d'autres les traiteront mieux que moi, et aussi parce que nous, qui soutenons que l'intransigeance doit être permanente, constante, sommes accusés d'être des théoriciens, de ne pas avoir les pieds sur terre. Et bien, descendons sur terre si cela vous plaît, et nous verrons quelles sont les conditions pratiques dans lesquelles se pourrait se développer l'éventuelle politique d'accords avec la démocratie dans les pays du Mezzogiorno. Le rapport Lucci reflète particulièrement les conditions de vie à Naples, mais nous pouvons les reconnaître comme généralisables dans la mesure où la thèse soutenue à de nombreuses occasions par Lucci et d'autres de ses camarades de tendance sont communes au reste du Mezzogiorno. Son argument principal est le suivant : il faut résoudre certaines questions préliminaires au développement d'une vraie lutte de classe sur le terrain politique. Et bien, ceci n'est pas exact : que, sur le terrain économique de la lutte de classe, le prolétariat méridional se trouve dans des conditions arriérées, nous ne pouvons, comme nous l'avons déjà dit, l'expliquer sans relever l'étrangeté du fait que Lucci et ses amis sont des vétérans des illusions syndicaliste-révolutionnaire qui veulent les transplanter précisément dans ce milieu qui justifierait selon eux le refus de l'intransigeance politique, alors que ce n'est pas l'organisation économique mais bien le parti politique qui peut réagir sur les conditions ambiantes et se remplir de l'énergie révolutionnaire du prolétariat.

Une fois fermée cette parenthèse, examinons quels seraient les résultats pratiques de la transformation qui devrait se réaliser dans le Mezzogiorno. Résolution de la question morale dans le Mezzogiorno, disent-ils, parce qu'on ne respecte pas là-bas le minimum de moralité qui est le présupposé nécessaire à la vie sociale. C'est une erreur parce que les épurations morales ne se font pas dans la confusion mais dans la différenciation des classes et des partis. On ne pourra résoudre la question de la moralité du Mezzogiorno qu'en accélérant la séparation des classes, et, ce que nous pouvons faire plus directement, en accélérant la séparation des positions politiques des partis qui sont les représentants des différentes classes. Nous n'y arriverons pas

par d'autres voies. Nous tournerions le dos à notre propagande en tonnant contre les seuls bourgeois voleurs et malhonnêtes et en faisant oublier au prolétariat qu'il est quotidiennement victime d'un autre vol bien plus grave, qui ne s'effectue pas dans les administrations locales, c'est-à-dire le vol continu que la bourgeoisie exerce sur lui en exploitant son travail dans les champs et les usines. En exerçant cette propagande moraliste, distinguant trop entre le bourgeois voleur et le bourgeois honnête, nous inversons le principe de la propagande qui est à la base de notre prosélytisme et qu'aucune condition spéciale ne doit faire oublier. Cette propagande devient préjudiciable, elle conduit à la solidarité des honnêtes gens de tous les partis et de toutes les classes, ce qui détruit ou fait pâlir notre physionomie de manière absolument indigne.

Mais admettons cependant qu'il soit possible de rendre possible cette théorie, c'est-à-dire faire cette différence entre les bourgeois voleurs et les bourgeois honnêtes du Mezzogiorno ; admettons aussi que ce découpage laisse d'un côté les cléricaux et de l'autre les soi-disant démocrates. C'est nourrir une grande illusion que de croire que la majorité ne peut surgir que de blocs voués à un travail de moralisation ! Avec cette tactique on ne fait que remettre indéfiniment l'affirmation vraiment politique du prolétariat qui seule peut mettre fin à certains désordres d'ordre administratif. Parce que l'expérience des faits, messieurs de la tendance réformiste, nous enseigne comment le prolétariat méridional, aussi bien dans la ville de Naples que dans d'autres plus petites villes, a fait, en participant aux blocs, tantôt le jeu des noirs¹, tantôt le jeu des rouges². Ces premiers, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, étaient moralistes et dénonçaient les autres comme voleurs, mais lorsqu'ils ont grimpé les marches tentatrices du pouvoir ils sont devenus encore plus voleurs que les autres ! Dans la ville de Naples, qui sert de référence principale à l'argumentation du député Lucci, la question morale a été posée en 1900 contre l'administration démocrate-maçonnique. L'action morale des socialistes a déterminé la dissolution et la chute de cette administration, la dissolution du parti libéral, la défaite de la maçonnerie, et, indirectement, le triomphe du parti catholique. Parce qu'on se dit que les catholiques sont au pouvoir depuis maintenant dix ans, on se trouve confrontés au fait que les catholiques sont maintenant les voleurs, les administrateurs malhonnêtes et incapables, et que les voleurs d'hier sont devenus les moralistes d'aujourd'hui : voici les coulisses du bloc napolitain ! Aujourd'hui le parti socialiste de Naples devrait faire le jeu de ceux qu'il a déjà fait sauter une fois, en facilitant le retour du parti libéral, organisé par la maçonnerie, qui porte visiblement les traces de l'héritage de Casale et Summonte, il devrait envoyer ces gens au pouvoir au nom de la moralité, tournant en un cercle vicieux perpétuel. Nous pourrions vous citer de petites villes du Mezzogiorno où la manœuvre a été faite, je n'exagère pas, cinq fois ou plus, au détriment d'hommes de droite ou de gauche, vérifiant le fait que ceux qui étaient dans l'opposition ont revêtu presque systématiquement, particulièrement dans les petites villes, l'habit de la démocratie, pour que nous sachions désormais que le passage de

¹ Les cléricaux, NdT.

² Les libéraux, NdT.

conservateur à démocrate est si facile et si simple que l'ascension au pouvoir et le désir de popularité suffisent à inverser la position de ces deux tendances.

Mais, dit-on, il y a sur la table mille problèmes administratifs. La bourgeoisie méridionale est impuissante à résoudre quantité de questions qui ont été résolues depuis longtemps par la bourgeoisie du Nord : toutes questions dont on parlera ensuite dans les questions du programme administratif qui succéderont à celles sur la tactique, comme l'école, les services publics, l'assistance publique, etc. Toutes ces questions municipales que la bourgeoisie méridionale est incapable de résoudre, sans distinctions de partis : les cléricaux et les démocrates étant sur ce point à la même hauteur. L'administration clérico-moderée de Naples, on en a de nombreuses preuves, n'a pas donné de pires résultats que l'administration libérale-maçonnique. Avec qui donc s'allier pour affronter la résolution de ces problèmes administratifs ? La solution à ces problèmes peut-elle être la même pour le prolétaire socialiste et pour le commerçant radical ? Non, je le nie. Ces problèmes ne sont pris en considération par la soi-disant démocratie du Mezzogiorno que pour trouver une base à ses combinaisons électorales ; la bourgeoisie elle-même, quand elle est arrivée au pouvoir avec notre aide, s'est ouvertement désintéressée de leur résolution. Parce que le prolétariat du Mezzogiorno ressent bien moins que le prolétariat du Nord le besoin d'améliorations de ses conditions de vie civile ; il a certes des moments de révolte contre ses mauvais administrateurs, mais il ne persévère pas et se désintéresse même de la résolution des problèmes administratifs, n'étant ni conscient ni organisé ; ce dont le parti amené au pouvoir profite pour abandonner presque complètement son pompeux programme.

Mais, de toute manière, pouvons-nous adapter les directives de notre parti à l'aménagement du cimetière ou des édicules de Roccacannuccia¹ ? Notre processus n'est pas un processus patient de reconstruction de l'organisme en décomposition de la société actuelle. C'est un processus de démolition de toute l'organisation sociale présente. Les blocs qui se réalisent sous le prétexte de la question morale, que ce prétexte soit d'ordre pratique ou anticlérical, sont, en général, spécialement de la part des partis de la démocratie, constitués dans un but unique et qui n'est pas moral, politique ou administratif, qui n'est pas positif mais négatif : descendre l'administration de X pour mettre à la place l'administration de Y. C'est le but, le caractère profond, essentiel, pour lequel on renonce à toute question préalable afin de réussir la politique de bloc en Italie du Sud. Si nous pouvions faire une comparaison nous dirions que, de même que l'association de différents métaux présente très souvent une température de fusion inférieure à la plus faible de celle des métaux entrant dans sa composition, de même la température politique des blocs est inférieure à la température politique des partis politiques les moins subversifs qui en font partie. Parce que lorsque le socialiste, le républicain, le radical ont renoncé à certains postulats de leurs propres idéologies pour parvenir à un succès électoral, il renonce en même temps au prétendu commun dénominateur minimum démocratique et moral, et

¹ « Trifouilly-les-oies », NdT.

il cherche aussi les votes des malhonnêtes et des prêtres, parce qu'il veut seulement **gagner**. Une preuve en est dans la manière dont se justifient habituellement les blocs, disant que si l'on ne les réalise pas ce sont les cléricaux et les voleurs qui vont revenir. On perd alors la tête, et pour éviter le triomphe des adversaires on n'hésite pas à s'allier avec quiconque, y compris avec des éléments qui, comme à Naples, ne donnent aucune preuve ni de moralité ni d'habileté administrative.

Nous soutenons en conséquence que, si le parti veut faire un travail de rupture avec les groupes bourgeois qui, se servant du manque de conscience politique du peuple méridional, maintiennent l'exploitation sur tout le prolétariat italien, il doit établir une tactique unitaire et doit s'efforcer d'encadrer même les petites phalanges de l'armée socialiste méridionale dans les limites précises d'un programme de classe. Que la classe soit en formation, ceci est une bonne raison pour ne pas devoir détruire le peu qui s'est déjà formé. Le rapporteur dit que les blocs ont été réalisés en Haute-Italie dans une période que le parti socialiste a traversé récemment ; et que les socialistes méridionaux ne demandent que la répétition de l'expérience. Mais pourquoi vouloir répéter une expérience qui s'est révélée désastreuse partout où elle a été faite ? La période des blocs n'a pas été une phase nécessaire du développement socialiste : elle n'a été qu'un mouvement de régression, un phénomène de dégénérescence et non pas de conquêtes prolétariennes. Le parti socialiste l'a dépassé et les résultats de cette expérience doivent être appliqués pour que ne se répètent pas les mêmes conséquences dans le Sud de l'Italie. Elles y seraient encore pires parce que, là où nous avons un parti bien précis et délimité comme dans certaines régions de la Haute Italie, le bloc présentait des dangers mineurs, parce que l'ouvrier socialiste se trouvait bien à côté du radical ou du républicain, mais ne perdait pas de vue la différence qui l'en séparait, ne compromettait pas sa conscience politique ; mais là où le socialisme est en formation, ou le travail de prosélytisme est incomplet, si nous envoyons les ouvriers à peine venus au socialisme au contact d'une certaine démocratie, nous aurons un effet bien plus désastreux, parce que les travailleurs croiront que socialisme, radicalisme et démocratie sont une seule et même chose.

En conclusion, nous ne contestons pas que les conditions spéciales du Mezzogiorno soient différentes de celles du reste de l'Italie, de même que nous ne pouvons pas nier la profonde diversité existante entre celles de la Lombardie et celles du Latium, du Piedmont et de la Vénétie ; mais, sans contester ces diversités, nous disons que le parti socialiste doit affronter la question de l'administration avec une direction et une conscience politique unitaires. Nous ne devons pas nous proposer de boucher les brèches des administrations bourgeoises salies, mais faire des communes socialistes des armes contre l'état capitaliste et bourgeois qui s'en sert. C'est la valeur que le socialisme doit attribuer à la conquête des communes. D'autre part, même sur la question des problèmes pratiques, nous nions, comme nous l'avons suffisamment prouvé, que leur résolution soit réalisée par les blocs et disons que ceux-ci ne sont qu'une pure étiquette électorale dans le Mezzogiorno. Donnons donc des principes précis de conscience politique et de rectitude électorale y compris dans les sections du Mezzogiorno d'Italie en notant que de nombreuses sections du

Mezzogiorno sont venues ici pour soutenir la thèse intransigeante. Nous invitons ces camarades à éprouver les méthodes de la lutte de classe, à vraiment marcher vers la lutte contre toutes les chambres et tous les partis, et surtout contre la plus grande chambre, celle de l'ordre capitaliste et bourgeois : nous aurons fait un sain travail, un travail socialiste dans l'intérêt du Nord et du Sud, pour les travailleurs de toutes les régions.

J'invite donc le congrès, y compris au nom de mes amis intransigeants du Mezzogiorno, à voter sans scrupules la thèse intransigeante et à se rappeler que croire pouvoir affronter la lutte pour les administrations communales aux côtés d'une certaine démocratie et pouvoir ensuite maintenir l'intransigeance politique est une illusion. Non. C'est un mensonge éhonté. Lorsqu'il y a eu des contacts, lorsque se sont créés des ponts artificiels de communauté d'intérêts, les positions et les différences de notre parti se sont compromises, toutes choses reconquises à travers un effort de courageuse réaction contre la tendance anti-intransigeante que nous avons finalement étouffée. Et je suis sûr que le congrès couronnera le travail de Reggio Emilia, et celui accompli pendant la séance d'hier, en votant pour l'intransigeance absolue et pour la lutte de classe dans les élections administratives !

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

13 – Trêve d'armes

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 12/06/1914

Le texte suivant est l'article bien connu de Mussolini Trêve d'armes qui, comme nous l'avons indiqué dans la première partie, est paru dans l'« Avanti ! » du 12 juin 1914, à la fin de la fameuse « semaine rouge ».

Nous avons déjà donné au lecteur le cadre de la situation, qui se trouve à cheval entre le congrès d'Ancône et la première guerre mondiale, ainsi que notre jugement, nécessairement sévère, servant à illustrer l'étrange évolution de l'homme Mussolini, dans les limites où les vicissitudes d'une personne même très connue intéressent la reconstruction marxiste dans le cours du développement des mouvements collectifs.

Vous rappelez-vous ? L'année dernière – à cette même période – après la conclusion de la grève générale de protestation de Milan contre la sentence inique du juge Allara, nous écrivions que celle-ci n'était que le prélude d'une future symphonie plus vaste et puissante. A une année de distance notre prédiction s'est réalisée. La grève générale s'est déroulée de lundi à hier soir et a presque totalement paralysé la vie sociale italienne – si les cheminots, les marins et les ouvriers de l'État s'étaient unis au mouvement, la paralysie aurait été absolue. La grève générale de protestation contre le massacre d'Ancône a été, plus que le prélude, « un mouvement » de la symphonie. On comprend donc bien l'effroi qui semble parcourir l'opinion publique, on comprend les préoccupations des sphères dirigeantes face à une aussi violente explosion de l'indignation prolétarienne ; on comprend aussi la position incertaine, anodine, ambiguë d'une certaine démocratie et d'un certain réformisme psalmodiant, d'un ton fastidieux et monotone, les formules surannées de la collaboration de classe, pendant que resurgit de l'esprit prolétarien un instinct batailleur et agressif.

Quel triste réveil pour les classes dominantes italiennes ! Elles croyaient ou faisaient semblant de croire que la guerre de Libye avait créé une « unanimité nationale » à l'étranger et à l'intérieur. Plus de classes et de luttes de classes – disait-on – et plus de grèves générales. Il n'y a plus qu'une réalité : la Nation, au sein de laquelle s'annulent les classes et leurs antagonismes. La guerre de Libye devait signer la fin du socialisme italien. C'était ce qu'on espérait, même sans le dire ouvertement, mais jamais espérance plus folle ne fut suivie de désillusions aussi amères. Nous nous rappelons qu'au lendemain de la grève de Milan de juin 1913, un journal turinois, la « *Gazzetta del Popolo* », indiquait que quelque chose de nouveau fermentait et mûrissait parmi les multitudes populaires, que l'émigration, le chômage, les difficultés économiques aggravées par la guerre pouvaient conduire à de violents affrontements de rue. Il ne se trompait pas. La grève générale qui s'est achevée hier soir a été, de 1870 à aujourd'hui, le mouvement populaire le plus grave qui ait secoué l'Italie. Il y a eu – par rapport à 1898 – un nombre de morts moins élevé, mais la grève actuelle dépasse en ampleur et en profondeur les révoltes du mai tragique. Le prolétariat existe encore, dans et contre la Nation des nationalistes, et le Parti Socialiste est l'expression unique et prédominante de ce prolétariat. Au mot d'ordre lancé par la Direction du Parti Socialiste, un million au moins de prolétaires – le chiffre est sous-évalué d'au moins un tiers sinon d'une moitié – sont descendu occuper les rues. Deux éléments essentiels distinguent la récente grève générale de toutes les précédentes : l'extension et l'intensité. La grève a été effectuée d'un bout à l'autre de l'Italie : dans les grandes villes et les petites bourgades ; dans les centres industriels et les régions agricoles, où paysans et journaliers se sont serrés derrière leurs remparts de classe ; toutes les catégories d'ouvriers y ont participées, y compris dans les services publics.

Et c'est ce qui confère une signification exemplaire au mouvement et à son intensité. Ca n'a pas été une grève défensive mais offensive. La grève a eu un caractère agressif. Les foules qui n'osaient pas à une époque se trouver en contact avec la force publique ont cette fois su résister et se battre avec une violence inespérée. Ici et là les multitudes en grève se sont retrouvées derrière les barricades que les rabâcheurs d'une phrase d'Engels avaient, avec une peur qui traduisait d'obscur préoccupations, sinon la peur, reléguées parmi les reliques quarante-huitardes. Ici et là – en regardant les tendances du mouvement – les armuriers ont été pris d'assaut ; ici et là des incendies ont été allumés, et pas seulement des Centres des impôts comme dans les premières révoltes du Mezzogiorno ; ici et là les églises ont été occupées et – surtout – un cri a été poussé, suivi d'une tentative, le cri de : au Quirinal !, qui donne par lui-même un étrange relief aux événements. Lors de ces journées de feu et de sang une seule page blanche a été signée, elle l'a été par la Confédération Générale du Travail qui a décrété inopinément et arbitrairement, à l'insu de la Direction du Parti, la cessation de la grève à la fin des sacramentelles quarante huit heures. Nous avons défini cet acte comme un acte de « félonie » et maintenons notre jugement, nous réservant de revenir prochainement sur cette question. Une autre page blanche a été celle des cheminots qui ne se sont mis

d'accord pour la grève qu'au bout de trois jours puis se sont mis d'accord pour... ne pas la faire. Nous reviendrons également prochainement sur cet épisode. Mais ceci ne perturbe pas la beauté du mouvement dans ses lignes grandioses.

Nous le constatons avec un peu de la joie avec laquelle l'artisan contemple sa création. Si le prolétariat d'Italie – aujourd'hui – se forme une nouvelle psychologie ; si le prolétariat d'Italie – aujourd'hui – se présente sur la scène politique avec une nouvelle individualité plus libre et moins douloureuse ; si un mouvement – comme le mouvement actuel – a été possible avec une rapidité et une simultanéité qui ont terrifié l'opinion publique bourgeoise, on le doit – ce n'est pas pêché d'orgueil de l'affirmer – à notre journal qui apporte sa parole aux exploités d'Italie, et à la totalité du travail de tout le Parti Socialiste. Nous savons bien qu'il y a d'autres facteurs qui rendent possible de telles explosions, mais il serait absurde d'éliminer du nombre des facteurs nos prévisions et notre action. Nous revendiquons ouvertement notre part de responsabilité dans les événements et dans la situation politique qui se profile. Nous comprenons, face à une situation qui deviendra toujours plus difficile, les peurs et les peines du réformisme et de la démocratie. L'hypocrisie des uns et des autres nous font pitié. Les réformistes et les démocrates auraient du voter contre la motion Calda et avoir la pudeur de se ranger derrière Salandra. Si les radicaux et les réformistes, avec leur manque de sincérité, croient pouvoir attirer notre sympathie, ils se trompent. S'ils croient nous désarmer par leur tentative de formation d'un bloc de gauche, ils se trompent encore plus. S'ils croient réhabiliter subtilement la politique de Giolitti, ils ne font que découvrir leur jeu. Le député Salandra, libéral-conservateur, et le député Sacchi, qui vote contre lui, se valent parfaitement selon nous. Une politique de réalisation de réformes – dont rêvent les nouveaux et anciens postulants au pouvoir – serait impuissante, même en admettant qu'elle se réalise dans des conditions favorables, à atténuer les antagonismes de classe, et notre fonction et notre objectif sont d'accélérer autant que possible le rythme de ces antagonismes, de les exaspérer jusqu'à ce que la contradiction fondamentale de la société bourgeoise se résolve, à travers l'acte révolutionnaire fondamental, par la synthèse libératrice du socialisme. Si – admettons – au lieu du député Salandra à la Présidence du Conseil on avait eu le député Bissolati, nous aurions cherché à ce que la grève générale de protestation soit encore plus violente et nettement insurrectionnelle. Notre position est donc claire et notre logique implacable. Depuis hier soir a commencé une autre période de trêve sociale. Brève ou longue, nous ne le savons pas. Nous en profiterons pour continuer notre activité socialiste multiforme, pour renforcer nos organes politiques, pour recruter de nouveaux ouvriers dans les organisations économiques, pour atteindre des positions dans les Communes et dans les provinces, pour préparer en somme un nombre toujours plus fort de conditions matérielles et morales favorables à notre mouvement ; ainsi, quand sonnera à nouveau la diane rouge, le prolétariat sera réveillé, prompt et décidé aux plus grands sacrifices et à la plus grande et décisive bataille.

Aux victimes qui sont tombées en ces jours dans les rues d'Italie, aux prolétaires qui ont manifesté pour montrer leur solidarité avec les victimes et crier

leurs protestations contre les assassins, nous envoyons – de ces colonnes – notre fraternel salut au cri de : Vive le socialisme ! Vive la révolution sociale !

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

14 – Sur la question de la neutralité : A notre poste !

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 16/08/1914

Dans la première partie de ce volume nous avons déjà parlé de cet article et du commentaire que l'« Avanti ! » (alors dirigé par Mussolini) en avait réalisé.

Il suit de très peu l'éclatement de la première guerre mondiale et démontre comment la gauche prit très rapidement une position identique à celle de Lénine sur les causes de la guerre et sur la condamnation de tout « défensisme ». Le commentaire, tortueux et équivoque, fait semblant d'appuyer l'article mais fait une large place aux thèses opposées, établissant une distinction (classique pour les opportunistes de tous les temps) entre positions logiques et positions historiques, distinction que l'on retrouvera à chaque pas et qui constitue le symptôme d'un proche passage du Rubicon.

La jeune gauche aurait du renier au plus tôt Mussolini. Il est indéniable qu'il y avait des antécédents historiques à cette situation. La réaction ne vint cependant que tard. Un des aspects néfastes de l'admiration des grands hommes ! Nous renvoyons au texte explicatif de la première partie ; nous publions ci-dessous l'article puis la note de la Rédaction.

L'éclatement de la guerre européenne nous ayant trouvés, nous socialistes italiens, dans une position passagère de spectateurs, ce que nous pouvons juger des événements aujourd'hui, même si ce n'est qu'à travers des articles tronqués et tendancieux, nous permet indubitablement de guider nos actions d'aujourd'hui et de

demain contre la guerre, même si les discussions sur le déroulement des événements dans les autres pays a actuellement un parfum d'académisme.

Divers courants au sein de notre mouvement prennent des chemins dangereux, qui pourraient être compromettant, sur la question des aspirations à la neutralité italienne. De nombreux camarades, en s'exprimant lors de réunions et dans la presse, expriment une vive sympathie pour la Triple Entente, et non seulement **justifient** mais **exaltent** la position des socialistes français jusqu'à soutenir que les socialistes italiens devraient s'empresse d'aller se battre pour défendre la France. De cette conception à celle disant que la neutralité italienne de doit pas être rompue pour soutenir l'Autriche et l'Allemagne mais pourrait l'être pour soutenir la France, il n'y a qu'un pas. Une telle position ne correspond ni aux idéaux ni aux principes socialistes et ne sert en pratique qu'à faire le jeu du gouvernement et de la bourgeoisie italienne qui frémit de l'impatience d'intervenir dans le conflit. Voyons en les raisons.

On dit que, face à des événements de l'importance de ceux auxquels nous assistons et qui renversent toutes les valeurs politiques et sociales d'une manière imprévue, il faut se détacher des schémas mentaux et des « formules » habituelles et s'inspirer de critères tirés de la réalité pour prendre position. Ainsi, renfermant dans l'arrière-boutique des affirmations platoniques les positions sur l'antimilitarisme et l'internationalisme socialiste – sinon mis à la retraite, du moins mis en disponibilité – il faudrait se rendre compte que, dans cette période historique, ce sont les conquêtes sociales sur la liberté et la démocratie, que l'on croyait assurées pour toujours, qui sont mises en cause. Et que le militarisme austro-allemand, qui voudrait répéter l'époque des invasions barbares, et qui a agressé brutalement les nations qui étaient plus libérales, civilisées et pacifiques, met en danger ces conquêtes.

Il ne faudrait en revenir à penser au socialisme qu'« après le cataclysme ». Pour le moment il faudrait défendre la cause de la civilisation en s'opposant aux dévastations causées à la France et à ses alliés par les teutons.

C'est en pensant ainsi, disent-ils, que l'on sort courageusement des « formules ». Ces formules étaient bonnes en « **temps de paix** », comme déclarations pendant les réunions publiques et comme piment de la foire électorale. Personne ne disait alors aux nigauds que l'on nierait ces « formules » aux moments critiques. Les « schémas mentaux » étaient alors des convictions inébranlables, des idéaux auxquels on aurait sacrifié même sa vie, la reconstitution fidèle de la réalité sociale élaborée par une foi qui ne se serait jamais démentie. Ceux qui pensaient que ce n'était que des schémas vides de sens, des formules inutiles, n'auraient pas dû, par respect pour la vérité, la sincérité, l'honnêteté du socialisme, attendre la dure épreuve de ces heures sinistres pour les jeter au feu.

Nous, socialistes, sans nous clore les yeux ni cultiver des illusions obstinées dans l'abstraite solitude de notre conscience, pouvons et devons soutenir que le

socialisme n'a pas été tué, et que, s'inspirant des directives suivies jusqu'alors, nous devons agir dans la situation actuelle de manière directe et assurée.

Ceux qui croient abandonner **nos** vieilles formules ne sont pas conscients qu'ils ne font que se rabattre sur celles **des autres**, et acceptent donc des directives qu'ils ont eux-mêmes dénoncé comme fausses. C'est un phénomène qui arrive lors de grands événements historiques : les partis reculent et se placent sur des positions moins avancées. Ce sont les révolutionnaires républicains qui, pendant la révolution italienne, créèrent la monarchie. En 1871 les internationalistes français sauvèrent la nation. Ce sont des indices d'immaturation des partis représentant l'avenir. Le socialisme est-il aujourd'hui immature et ses forces doivent-elles se replier pour défendre les principes de la démocratie et de la nation, que nos idéaux ont dépassés ? C'est possible. Cependant on peut encore aujourd'hui agir en Italie en tant que socialistes. Demain, chacun prendra position suivant ses propres instincts. Mais nous avons aujourd'hui une bataille à mener, et il ne faut ni la compromettre ni la salir. Le Parti Socialiste peut – peut-être – éviter que le massacre ne s'étende aux travailleurs italiens, que des centaines de milliers d'êtres humains ne viennent grossir les rangs des massacreurs et des massacrés pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Nous nous trouvons donc sur le solide terrain du socialisme, terrain qui n'a pas encore cédé sous nos pas.

C'est donc une erreur que de se livrer au sentimentalisme francophile. Il ne constitue pas une exigence toute nouvelle du moment mais le vieux bagage de la démocratie italienne. Conservons notre plate-forme. Si le nationalisme renie ses positions jusqu'à faire les yeux doux à l'Autriche, si les démocrates s'émasculent jusqu'à commander au peuple de se taire et de suivre aveuglément le gouvernement, ce ne sont pas des raisons pour que nous, oubliant le socialisme, devions courir pour remplir les vides laissés par les patriotes et les démocrates de profession.

Nous devons donc et nous pouvons garder notre position, contre toutes les guerres, en défense du prolétariat qui dans cette guerre a tout à perdre, rien à gagner ni à conserver.

•••

Dans la mesure où l'homme a la capacité de penser avant d'agir, les hésitations qui se nichent dans chaque être pensant ont recours, pour échapper à leurs obligations et aux conséquences concrètes de leurs positions abstraites, aux distinctions. Ainsi oppose-t-on aujourd'hui guerre offensive et guerre défensive, invasion de la patrie des autres pays et protection du territoire national. Et les anti-patriotes d'hier veulent par une seule lettre détruire dix volumes, mille discours et mille articles précédents et marcher vers la frontière. La politique socialiste a-t-elle donc, elle aussi, le goût du beau geste et des vrais sacrifices ? La France a été agressée et se défend contre le péril allemand. Mais avez-vous lu la déclaration du député Haase au Reichstag allemand ? L'Allemagne se défend contre le péril russe. Toutes les patries sont en danger à partir du moment où elles se jettent les unes contre les autres. Ce qui arrive est en réalité

ceci : la classe dominante de chaque pays réussit à faire croire au prolétariat qu'elle est animée de sentiments pacifiques et qu'elle a été **entraînée** dans la guerre pour défendre la patrie et ses **intérêts suprêmes**, alors qu'en réalité la bourgeoisie de tous les pays est également responsable du déclenchement du conflit, ou, pour mieux dire, que le système capitaliste en est responsable. Celui-ci, de par ses exigences d'expansion économique, a généré le système des armements massifs et de la **paix armée**. Et celle-ci s'écroule en se transformant en crise effroyable.

La position indiquant que la guerre a été voulue par le militarisme austro-allemand n'est pas seulement formelle et scolastique. De même qu'est superficielle la position voulant assimiler le caractère militariste des deux empires¹ à des traditions féodales surpassées par l'époque moderne. Les armements massifs de l'Allemagne correspondent au développement de son industrie et aux **très modernes** exigences de son commerce. L'Allemagne moderne, mise en première ligne du monde capitaliste par la qualité et l'intensité de sa production, n'ayant pas comme l'Angleterre et la France de vastes empires coloniaux, dont la nation a été formée **bien après** celles de ses rivales, s'est lancée par nécessité dans une préparation militaire à même de lui assurer une bonne position dans le monde. Ecrasée il y a un siècle par le pouvoir napoléonien qui disposait d'un militarisme moderne issu de la France démocratique, bien supérieur aux vieilles armées rassemblées par les barons allemands, l'Allemagne bourgeoise s'est relevée en se libérant des survivances médiévales de l'empire autrichien et en se lançant sur la voie moderne de l'impérialisme capitaliste et – il faut l'ajouter – démocratique. En 1866 le militarisme allemand n'était pas dépeint sous de si sombres couleurs par le patriotisme italien, et ceux qui épargnèrent à l'Italie les conséquences des défaites de Lissa et de Custoza ne furent pas traités de suppôts d'Attila.

D'autre part les états modernes tendent au militarisme pour d'autres raisons que la conquête de l'hégémonie commerciale. Ce sont des raisons de politique interne qui sont en opposition directe aux intérêts de la classe ouvrière et de ses aspirations au socialisme. Par ailleurs la suprématie de l'une ou de l'autre des bourgeoisies intéresse peu le prolétariat qui, suivant les exigences en main d'œuvre des différents marchés, passe et repasse les frontières à un rythme toujours plus rapide.

Pour prouver l'agressivité allemande on dit que la neutralité de la Belgique et du Luxembourg a été violée, détruisant ainsi les canons du droit international. Imbécillité ou ironie ? Que vaut un droit qu'aucune autorité ne peut garantir, dans une guerre sans précédents où se déchaîne sauvagement la férocité humaine ?

L'État-major français aurait-il eu des scrupules à violer la neutralité suisse si ceci avait correspondu à ses plans ?

¹ Allemand et autrichien, NdT

Quelle comédie nous jouent les gouvernements ! Après avoir préparé la guerre de toutes les manières possibles, par un armement massif, en attisant de nouveau les rivalités nationales, en se posant réciproquement des pièges diplomatiques, par l'espionnage, par la corruption, ceux-ci posent aux candides et disent au prolétariat qu'il doit courir prendre les armes parce que les autres ont violé le « droit des gens » en les attaquant traîtreusement.

•••

On recourt aussi au célèbre argument de la démocratie en danger. On dit que la victoire de l'Allemagne serait un « retour à la barbarie » parce que la civilisation moderne **émane** de la France. Faut-il de longs développements pour démontrer que cette position est vide de sens et spécifiquement anti-socialiste ? Nous n'admettons pas la civilisation comme une progressive « irradiation » d'idées, de concepts et de tendances. Nous laissons cette position aux anticléricaux de tout poil. Nous voyons dans le développement historique l'alternance des classes due à la succession des formes sociales, développement qui ne s'effectue pas de manière évolutive mais par crises successives. Les saturnales militaires dans lesquelles est plongée l'Europe ne sont-elles pas une de ces grandes crises ? Qu'il en ressorte la « civilisation » ou la « barbarie » ne dépend pas de la victoire des uns ou des autres mais des conséquences qu'aura cette crise sur les rapports entre les classes et sur l'économie mondiale. Et d'ailleurs, qu'est ce qui sépare la civilisation française de la civilisation allemande ? Sortons-nous des formules qui ne servent qu'à la plus vulgaire interprétation des faits ! L'industrie, le commerce, la culture allemande ne peuvent pas être stupidement comparés aux hordes barbares. Le militarisme allemand n'est pas une survivance d'un autre temps mais un phénomène très moderne comme nous l'avons démontré. Si nous marchons vers la barbarie militaire c'est parce que toute la civilisation bourgeoise – et démocratique – a préparé cette solution à la résolution de ses contradictions internes, solution qui apparaît aujourd'hui comme un retour en arrière... Et encore, n'est ce pas bien la France qui s'est alliée à la Russie tsariste ?

Finissons en pour conclure. Les conclusions démontrent que les principes théoriques du socialisme ne nous font pas sortir de la réalité, comme le dit Giovanni Zibordi dans son article. Il court un vent guerrier contre l'Autriche. La bourgeoisie italienne désire la guerre, l'encourage, voudrait prendre les armes – ou plutôt les faire prendre aux prolétaires -, pour s'aligner avec la Triple Entente. Cette tendance couve dans l'ombre. Si le gouvernement veut faire la guerre avec les allemands il y aura des manifestations de rue et nous assisterons aux mêmes scènes qu'en 1911, en particulier si nous nous laissons désorienter par des sentiments francophiles.

Ne faisons nous pas le jeu de Salandra en criant « vive la France » pour conjurer la guerre contre celle-ci ?

Le Gouvernement pourrait se sentir les mains libres, inventer une provocation allemande, agiter le spectre de la patrie en danger et s'orienter vers la guerre aux frontières orientales.

Demain, sous le poids de l'état de siège, nous verrons se répandre cet autre mensonge officiel disant que, dans cette humanité belliciste, **il n'y a plus de partis**, même en Italie.

A notre poste, donc, pour le socialisme !

Note rédactionnelle de l'« Avanti ! ».

[Retour à la table des matières](#)

L'article dense et puissant que nous publions défend bien ce qui pourrait être défini comme la « position mentale » du socialisme face à la guerre. Nous avons à peine besoin de dire qu'en dehors de quelques affirmations nous sommes substantiellement d'accord avec le camarade [qui a rédigé l'article] et nous reportons à ce que nous avons écrit en polémique avec l'«Unità» de Florence. Nous voulons rester – jusqu'à la fin – fidèles à nos idées de socialistes et d'internationalistes : la tourmente pourra emporter nos personnes, elle n'emportera pas notre foi.

Cependant la « position mentale » du socialisme est une chose, la « position historique » en est une autre. La première est déterminée par la pure logique pour laquelle certaines positions doctrinales entraînent certaines conséquences dans un rapport dialectique de cause à effet. La position « historique » du socialisme est le résultat de l'action complexe de divers facteurs et circonstances. L'homme n'est pas seulement un être pensant : parfois la raison est dépassée par les sentiments et la logique ne résiste pas à l'empire de la passion.

Nous ne pouvons pas penser, sinon sur le terrain de la « logique pure », à un socialisme totalement étranger et réfractaire au jeu des influences du milieu. Il faudrait le supposer une création miraculeuse, « de toutes pièces », sans racines avec le passé, sans contacts avec la réalité présente... et donc avec quelle probabilité de survie dans l'avenir ? Aucune. Une construction merveilleuse mais absurde. Mais l'absurde peut être merveilleux. Nous pensons à l'«Unique» de Stirner. Ainsi, selon l'inexorable « logique » pure des principes la position des socialistes français et allemands serait incompréhensible et injustifiable (Marx n'a t'il pas crié : prolétaires de tous les pays, unissez-vous ?). Mais si nous ne nous renfermons pas dans « la solitude abstraite de notre conscience », comme le dit justement [l'auteur], notre jugement sera nécessairement différent. Il faudra « comprendre » avant de condamner.

Ceci étant nous maintenons notre position qui est de rester jusqu'au bout sur le terrain « logique » du socialisme. Ceci parce que les motifs guerriers modulés ces derniers jours sur fond d'irréductibilité, de démocratie à sauver, de frontières à rectifier, d'«équilibres» plus ou moins célèbres et plus ou moins instables à maintenir, etc., nous laissent indifférents. Nous avons quelques autres considérations à faire sur certaines affirmations de l'article [ci-dessus]. Qu'il soit « idiot » de parler de « barbarie allemande » est tout à fait exact. Nous avons toujours distingué la race allemande de l'organisation militaire de l'empire allemand. La race allemande a apporté sa contribution faite d'œuvres immortelles au patrimoine de l'esprit humain.

Mais nous ne pouvons nier d'un autre côté que l'ossature, modelée sur celle de la Prusse, de l'empire allemand soit féodale et arriérée, et qu'elle présente un caractère barbare dans nombre de manifestations de son militarisme. Les sévices portés aux soldats le prouvent. Rappelons-nous qu'en Prusse (et la Prusse, avec ses 42 millions d'habitants, est la colonne vertébrale de l'empire) le droit de vote n'existe pas pour la classe ouvrière.

[L'auteur] voudra bien admettre qu'il y a une différence non négligeable entre le régime des Junkers et celui de la démocratie française. Que la guerre déchaînée par l'Allemagne soit une guerre « d'agression » ne fait aucun doute.

Le « Blue Book » anglais l'explique de manière exhaustive. Certes la guerre était inévitable, étant donné la mise en place par le capitalisme européen du système de la « paix armée ». Il faut cependant reconnaître que l'on doit à l'Allemagne l'anticipation de l'ouragan.

Quelques autres observations d'ordre secondaire seraient à faire. Nous ne voulons cependant pas démolir l'article dont nous partageons, comme nous l'avons dit, les affirmations fondamentales.

Il est plus que jamais nécessaire de rester socialistes, d'abord et surtout socialistes.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

15 – Le socialisme d’hier face à la guerre d’aujourd’hui

[Retour à la table des matières](#)

« L’Avanguardia » n° 359, 360 et 362
des 25/10, 1/11 et 16/11/1914

Il s’agit d’un article en trois parties, sorti immédiatement après la bruyante volte-face de Benito Mussolini dans le journal des jeunes. Ce dernier, comme nous l’avons exposé, fut menacé par la défection de son directeur, qui fut ensuite très rapidement expulsé. La longueur de ce texte nous a fait un peu hésiter, mais nous le publions en entier car il expose dans l’ordre les termes de cette grave question, et constitue la preuve de la contribution des jeunes au travail du parti dans cette difficile période.

La première partie réfute la position obstinée indiquant qu’un capitalisme s’orientant vers la démocratie pouvait mettre fin à la guerre. Non seulement il était utopique de penser que la guerre serait devenue impossible («La grande illusion»), mais celle ci était même, pour le marxisme, inévitable (question toujours d’actualité). Et plus de démocratie ne veut pas dire moins de guerre mais plus de militarisme, position que nous avons établi il y a plus d’un demi-siècle.

La seconde partie réfute le sophisme selon lequel le socialisme de 1914 aurait du admettre la guerre. Il s’agit des guerres de défense, des guerres de nationalité et d’indépendance et des guerres démocratiques, et pour chacune de celles-ci on remet sur pied sans la moindre hésitation la position historique marxiste. On démontre que les graves trahisons d’août n’ont pas tué le socialisme international.

La troisième partie s'oppose à la proposition de suivre aussi, en Italie, le chemin des traîtres en défendant l'intervention de l'état contre l'Autriche. On conteste, au sein de la vive réalité du temps, la déformation de l'interprétation de la guerre dans un sens anti-allemand. Enfin on lance des invectives contre les partisans de la guerre qui ne défendent pas l'insurrection populaire mais les sombres manœuvres de l'État bourgeois et de la monarchie italienne. Invectives particulièrement violente contre les renégats à l'origine de cette offre faite avec le sang de la jeunesse prolétarienne.

Ces invectives sont lancées sur une saine base théorique car elles ne traitent pas de l'horreur de la violence et du sang ou de la peur de sacrifier sa propre vie mais affirment quelle est l'orientation révolutionnaire nécessaire pour que la jeunesse offre son sacrifice sans hésitations. Ainsi le mouvement de la jeunesse rouge accomplit-il sa tâche de combattre le militarisme et de soutenir le parti contre toute menace de corruption opportuniste et social-patriotique.

I

[Retour à la table des matières](#)

C'est au moment où le militarisme se déchaîne sur la majeure partie du monde que la propagande antimilitariste subit les plus violentes tentatives de démolition de la part de ceux qui en étaient les défenseurs les plus résolus. Une condamnation aussi évidente des conceptions et de la tactique socialiste acceptées jusqu'ici émerge t'elle des événements qui se déroulent ? Les « cadres » théoriques de notre mode de penser l'avenir social et le processus de l'histoire sont-ils cassés au point que notre action pratique doive s'orienter précipitamment vers d'autres directions ? Un certain nombre de camarades semblent le penser et se débarrassent d'un bagage qu'ils jugent aujourd'hui inutile alors qu'ils le considéraient hier comme le contenu de leurs pensées et le guide de leur action. Naturellement ceux-ci ne se considèrent pas moins socialistes qu'avant et disent n'avoir apporté à leurs convictions – avec quelle admirable sollicitude ! – que des rectifications imposées par l'éloquente leçon des faits. Nous voyons donc, au nom du socialisme révolutionnaire, du syndicalisme, de l'anarchisme, l'exaltation de la guerre en tant que phase et épisode d'un processus historique d'où jaillira la société nouvelle, et qui pourra, en fonction de la victoire des uns ou des autres, en accélérer le rythme ou lui infliger un délai d'une durée imprévisible. Il manque cependant aux partisans de cette position un terrain d'accord pour évaluer la direction que prend cette colossale crise historique, certains voyant le salut de l'Internationale et de la démocratie et de je ne sais quoi d'autre dans la

victoire de la triple entente, d'autres le voyant dans la victoire des allemands, et les uns et les autres, de tous les coins d'Europe, incendiés ou prêts à l'être, se moquant de la fossilisation du faible nombre de ceux qui osent demeurer sur la vieille plate-forme du socialisme anti-militariste et pensent et agissent en conséquence. Südekum et Hervé suffirent comme exemple.

Et bien, même si nous devons être traités de réactionnaires, nous demandons la parole en défense de l'anti-militarisme « ancien style ». Comprenons bien que nous n'exposons pas des cas de conscience personnelle et que nous n'en discuterons pas. Analysons seulement, de manière nécessairement sommaire, les événements. Et permettez-nous de montrer pourquoi ceux-ci ne nous ont pas surpris ni n'ont ravagés notre pensée socialiste. Obstination aveugle ! Mais obstination qui doit exposer, modestement, ses arguments.

La guerre était-elle « impossible » ?

Il paraît que nous faisons tous une solide propagande anti-militariste justement parce que... nous étions sûrs qu'il n'y aurait plus de guerres entre les grandes puissances européennes. La guerre ayant éclaté, il serait logique d'envoyer en l'air ce type d'anti-militarisme, et tout socialiste aurait le droit de dire : c'est la guerre, et il n'y a plus qu'à choisir le moindre mal et à prendre position pour l'un ou pour l'autre. Partant des socialistes des pays plongés dans la guerre depuis le début, ce raisonnement s'est étendu à celui des pays neutres. Mais quand et comment le socialisme a-t-il prophétisé qu'il n'y aurait plus de guerre ? Et dans ce cas quelles raisons y avait-il à réaliser une propagande anti-militariste dans la presse, dans les réunions, à réaliser le « Sou du soldat », et l'organisation des jeunes socialistes ?

En vérité la thèse de l'impossibilité de la guerre a été formulée de la manière la plus claire dans un célèbre livre de Norman Angell – un bourgeois – expliquant la monstrueuse conception bourgeoise de la paix armée, un concept spécifiquement antisocialiste, en indiquant que la civilisation procédait de manière évolutive et éducative, et qu'il fallait ouvrir les yeux aux gouvernants et aux gouvernés sur l'erreur énorme et la folie évidente qu'aurait constitué une déflagration européenne compte-tenu des « moyens modernes de destruction ».

Puisque la bourgeoisie des différents États ne pouvait pas ne pas être consciente des énormes maux qui proviendraient de la guerre, y compris pour les vainqueurs, on pensait que les classes dominantes et les gouvernements qui en sont l'expression auraient évité l'épouvantable choc à n'importe quel prix. On avait aussi beaucoup attendu des grands mécanismes de l'économie moderne, de la complexité des vastes entrelacs d'échanges et de rapports internationaux, joints à un développement jamais enregistré dans l'histoire, et constitué de fils tenus que la guerre aurait déchirés, causant ainsi la ruine de toutes les classes sociales. On était donc confiant dans le fait que les différentes bourgeoisies n'auraient pas couru au suicide. Mais la clef de la conception socialiste est au contraire celle indiquant que la classe dominante, en

régime capitaliste, ne peut en gouverner et en régir les forces, prisonnières des rapports des formes de production actuelles, et en est à son tour victime à travers les inévitables contradictions du régime économique, lequel ne répond pas aux exigences de la grande majorité des hommes. Le grand cadre marxiste de la production capitaliste met en lumière ces contrastes et l'impuissance de la bourgeoisie à les dominer. Puisque les instruments de production et d'échange ne sont pas encore socialisés leur utilisation rationnelle n'est pas possible, il n'y a pas de juste rapport entre les besoins et la production, cette dernière étant basée uniquement sur l'intérêt du capitaliste. De tout ceci s'ensuit de colossales et coûteuses crises économiques qui ravagent les marchés, d'absurdes surproductions par lesquelles l'abondance se transforme en chômage des salariés et en misère. Et comme ultime conséquence la ruine de quelques-uns de ces capitalistes dans l'intérêt desquels la monstrueuse machine de l'économie actuelle est montée. De ceci s'ensuit – nous récapitulons – que la vie moderne n'est pas une évolution continue vers une civilisation supérieure mais le parcours d'une parabole fatale qui, à travers une exaspération de la lutte de classe et des difficultés économiques des travailleurs, se résoudra dans l'écroulement final du régime bourgeois.

Parallèlement à ce processus par lequel la classe dominante prépare son suicide historique sans pouvoir l'éviter, nous assistons à une autre situation absurde. Le développement des moyens de production, sur le terrain économique, la diffusion de la culture, sur le terrain intellectuel, la démocratisation des États, sur le terrain politique, au lieu de préparer la cessation des guerres et le désarmement des armées fratricides conduisent à une intensification des préparatifs militaires. Est-ce une survivance d'autres temps – par exemple de l'époque féodale –, un retour vers les siècles barbares, où n'est-ce pas plutôt une caractéristique essentielle du régime social actuel, bourgeois et démocratique ? Notons, en attendant, que ces bourgeoisies étatiques, qui sont en temps de paix incapables de maîtriser la production et de conjurer les catastrophes financières, sont également impuissantes, même si elles le voulaient, d'empêcher l'éclatement de la guerre qui représente l'unique et fatale voie de sortie des situations économique-politique dans lesquelles les États se trouvent pris.

D'autre part, les dommages ressentis par la bourgeoisie et dus à la guerre sont-ils aussi grands ? La guerre effectue certes une destruction de capital, mais la bourgeoisie en tant que classe est plus intéressée par la conservation des rapports sociaux, qui lui permettent de vivre du travail de la grande majorité, que par la possession matérielle de capitaux. Ces rapports, au cœur des nations, consistent dans le droit de monopoliser les instruments de travail qui sont eux-mêmes le fruit du travail de la classe prolétarienne. Pour être plus clair, à condition que le droit de propriété privée sur les terres, les bâtiments, les mines, reste intact, le prolétariat reconstruira après la guerre les machines, les usines, etc., et les restituera à ses exploités, en ressentant toutes les conséquences du manque de biens de consommation mais en reconstituant les capitaux nécessaires à la vie de tous pour en faire à nouveau le monopole de quelques-uns. De nombreux bourgeois seront naturellement emportés par la guerre, en tant qu'individus, mais d'autres les

remplaceront. Pendant la guerre on observe que l'organisation complexe des rapports financiers et bancaires, de la circulation de l'argent, est désorganisée. Mais les gouvernements bourgeois y suppléent en partie en suspendant la vie économique ordinaire et en partie en comptant sur les indemnités revenant au vainqueur. En conclusion, la guerre, désastreuse sous tous ses aspects pour le prolétariat, est malheureusement possible aujourd'hui. Et si la bourgeoisie voit sa richesse matérielle entamée, elle conserve et même renforce les rapports potentiels pour la reconstruire puisque la lutte de classe s'assouplit et s'éteint dans l'exaltation nationale. Il est difficile de prévoir les complications dues à une vague de révolte provenant de tant de souffrances. Révolte qui aurait cependant peu de chances de succès en étant conduite par un peuple épuisé, exsangue et obnubilé par la haine sanguinaire envers les prolétaires des autres pays.

Guerre et démocratie.

En fonction des progrès de la technique, les canons, explosifs, navires construits aujourd'hui sont d'une puissance sans comparaison avec les anciens moyens d'offensive. Le développement de l'économie bourgeoise et l'énorme importance assumée par les organisations étatiques qui centralisent tant de fonctions vitales, permettent à celles-ci d'investir des ressources financières pour la préparation de la guerre qui étaient impossibles pour les vieilles monarchies et les chefs de guerre de toutes les époques précédentes. En outre, les liens des individus avec l'état moderne, sous le vernis de la civilisation démocratique, sont devenus si étroits que l'État peut disposer de masses énormes de soldats, suçant jusqu'au dernier homme valide à la population. L'État militarisé dispose d'un grand nombre de soldats instruits au maniement des armes grâce à la conscription obligatoire, systématiquement introduite après la révolution française (qui fut établie en France par la Convention). L'immense réseau ferroviaire à la disposition des états modernes permet de mobiliser en quelques heures d'énormes masses d'hommes qui sont recrutés, armés et transportés aux frontières par millions avec une rapidité impressionnante. Arrêtez-vous en pensée sur ce spectacle de la mobilisation moderne ! Quelle plus grande insulte à la liberté individuelle peut-il y avoir que celle-ci, rendue possible par les toutes dernières ressources de la soi-disant civilisation ainsi que de la constitution et des directives démocratiques des états bourgeois ?

Les guerres antiques ne présentaient rien de semblable. Les armées étaient beaucoup moins nombreuses, elles étaient constituées, pour des raisons techniques, de vétérans tous volontaires ou de mercenaires, et les recrutements forcés étaient limités, épisodiques, et bien plus difficiles qu'aujourd'hui. Une grande partie des travailleurs étaient laissés à leurs champs ou leurs outils. Être soldat était une profession ou une libre décision – on ignorait les énormes masses d'aujourd'hui et la boucherie des batailles utilisant les armes modernes. Les fameuses invasions barbares étaient des migrations de peuples qui se déplaçaient avec leurs familles, leurs armes et leurs instruments de travail pour voler des terres riantes et fertiles pour le plus grand bien être de tous – même si c'était réalisé par la force brutale – alors que le soldat

moderne, s'il survit lors d'une guerre victorieuse, retourne à son habituelle vie d'exploitation et de misère, probablement aggravée, après avoir laissé sa famille que l'État soutient... de quelques centimes.

Les guerres de l'époque féodale étaient aussi différentes. C'était les barons qui revêtaient personnellement l'armure et risquaient leur propre vie, suivis de quelques milliers d'hommes d'armes pour qui la guerre était un métier avec les risques inhérents à tout métier. La guerre à laquelle nous assistons n'est donc pas un retour à l'époque barbare ou féodale, mais un phénomène historique propre à notre temps, qui arrive **non pas malgré** la civilisation actuelle mais **précisément à cause** du régime capitaliste qui cache sous le terme de civilisation une profonde barbarie. La possibilité et la fatalité de la guerre sont inhérent à la constitution des états modernes qui, en régime de démocratie politique, maintiennent l'esclavage économique et étendent leur propre puissance, apparemment basée sur le consensus de tous, jusqu'à ce qu'un ordre du ministre, représentant de la classe dominante, puisse en 24 heures envoyer sur la ligne de feu et à la mort des millions d'hommes qui ne savent pas ou, pourquoi et contre qui ils sont envoyés : fait impressionnant qui atteint au maximum de **l'arbitraire tyrannique** qui a opprimé les multitudes humaines au cours des siècles passés.

II

[Retour à la table des matières](#)

La « faillite du socialisme ».

L'unique force s'opposant sérieusement au militarisme de tous les grands états européens a été la tendance socialiste du prolétariat. L'éclatement de la guerre constituerait donc pour certains la banqueroute pratique et théorique du Socialisme.

Celui-ci ne s'est jamais posé comme but d'améliorer radicalement le monde présent en restant au sein des institutions bourgeoises, mais de transformer ses bases comme condition unique pour mettre un terme aux souffrances de la classe exploitée (il s'entend que nous traitons cette question du point de vue du socialisme révolutionnaire). C'est seulement par le socialisme, avec le communisme comme moyen de production et d'échange, que l'humanité pourra dominer les forces productives, éliminant l'oppression sociale et la misère (Marx) et ce n'est que dans la société sans classes que les guerres deviendront impossibles. Nous rejetons l'antimilitarisme réformiste qui rêve de la nation en armes et ne se rend pas compte

que l'évolution des états bourgeois, surtout les plus démocratiques, se dirige dans le sens opposé.

C'est la révolution sociale qui mettra fin à la guerre. Nous n'acceptons pas du tout le dilemme exposé par Mussolini sur la grève générale en cas de mobilisation, et pensons qu'une tentative révolutionnaire a toujours plus de possibilités de succès en temps de paix qu'à la veille de la guerre.

Le prolétariat a déjà fait quelques tentatives révolutionnaires communistes qui ont échoué. D'autres failliront certainement encore sans que la condamnation du socialisme n'en surgisse. Ce que les événements actuels ont fait s'écrouler c'est le rêve d'une Europe bourgeoise, démocratique et pacifique.

L'échec indiscutable du Socialisme est que, outre l'absence de toute tentative sérieuse d'opposition à la guerre, les partis socialistes nationaux aient adhéré presque universellement à celle-ci. Ceci est certainement très grave. Nous, socialistes italiens, dans notre position actuelle – facile si l'on veut – de spectateurs, pouvons en discuter les causes, peut-être aussi en chercher les remèdes, et peut-être tenter d'appliquer les remèdes à la situation actuelle, transformant la théorie en pratique. La conviction socialiste, qui est l'arme idéale des intérêts prolétariens, est le résultat des conditions économiques que vivent les grandes masses prolétariennes. Dans le cas des intellectuels c'est le résultat d'un processus psychologique et mental dont l'étude est plus difficile. Comment les directives des différents partis socialistes ont-elles pu vaciller sous la pression des courants militaristes ?

Il n'est pas difficile de l'expliquer.

Le militarisme est l'adversaire le plus redoutable de notre propagande parce qu'il ne se sert pas de la persuasion mais se base sur la mise en place d'une vie forcée et artificielle dans laquelle les rapports sociaux sont complètement différents de ceux de la vie ordinaire.

Transformé en soldat, le travailleur, soustrait à ses amis, à ses parents, à ses connaissances, enlevé à sa vie de travail, voit son droit de discussion supprimé, son individualité écrasée, sa liberté annulée, et se transforme fatalement en automate, en jouet aux mains de la discipline militaire.

Le rappelé, en revêtant l'habit militaire, retourne automatiquement sous l'influence de la vie militaire. La désertion est pratiquement impossible. La rébellion collective exigerait une concertation et une entente irréalisables.

D'autre part le militaire est transporté en quelques heures dans des régions qu'il ne connaît pas, avec des compagnons d'armes qu'il voit pour la première fois, il manque de toute information qui ne provienne pas de ses chefs. Une seule alternative pour sa sauvegarde : obéir aveuglement et se battre contre l'ennemi en espérant la

victoire... Sa mentalité est si violemment forcée et altérée de tous côtés qu'il n'est pas étonnant qu'il finisse par trahir ses convictions socialistes qui, dans la plupart des cas, consistaient à donner son vote à un candidat socialiste. Pour les chefs, les dirigeants du parti, c'est différent. Mais eux aussi sont victimes de l'ambiance créée. Leur plus grande culture en fait souvent des socialistes imparfaits. Ils ont trop de liens intellectuels avec l'idéologie bourgeoise. Peu ont répudié toute sentimentalité patriotique et presque tous se sentent, plus que les représentants de la classe ouvrière, des **représentants de la Nation**. Leur programme de démolisseurs laisse trop de place aux responsabilités de ceux qui participent à la sauvegarde de l'État. Ainsi, alors que les gouvernements bourgeois, quel qu'ait été leur travail avant la guerre, assurent être entraînés dans celle-ci malgré eux, pour la défense des intérêts nationaux suprêmes, et demandent la confiance unanime du pays comme le plus important facteur de succès... les députés socialistes vacillent et se laissent emporter par le courant d'enthousiasme. En ce moment critique de l'histoire, les parlements, orgueil de la démocratie, n'ont fait que ratifier sans discuter la politique bestiale et assassine des gouvernements. Admettre une catégorie de guerre au nom du socialisme facilite toujours, pour la classe dominante, qui seule connaît les éléments de la situation, la démonstration de ce que sa guerre rentre dans cette catégorie, et permet d'en arracher l'adhésion socialiste, appelant les leaders à participer au ministère de la défense nationale. C'est ainsi qu'ont été embobinés les socialistes français, autrichiens, allemands, etc. Faut-il le démontrer ?

Le socialisme devra tirer des enseignements de ces graves défaites : mettre sur de plus saines bases l'action antimilitariste, revoir dans un sens plus révolutionnaire son action parlementaire, riche d'amères désillusions jusqu'à aujourd'hui. Plutôt que de s'adapter – nous y reviendrons – à un socialisme national, le prolétariat devra être demain plus ouvertement antimilitariste et définir sa position face au patriotisme, vieux piège tendu par ses pires ennemis. Nous socialistes italiens – en tirant une première conclusion – devons nier notre solidarité à l'état dans la défense nationale, faute de quoi nous serons victimes d'une autre colossale manœuvre comme celle de la guerre de Libye.

La guerre que le socialisme « devrait admettre ».

Nombre de socialistes affirment contre la position anti-guerrière : 1) que les socialistes doivent participer à toute guerre de défense nationale lors d'une agression étrangère ; 2) que les socialistes ne peuvent pas se désintéresser des guerres de nationalités parce que le fait que toutes les nationalités se retrouvent dans leurs frontières naturelles constituerait un préalable nécessaire à l'avènement du socialisme ; 3) que les socialistes devraient, lors d'une guerre de nations organisées de manière plus démocratique contre d'autres moins démocratiques, prendre parti pour les premières contre les secondes. La position pro-guerrière proviendrait dans ces deux derniers cas de la simple sympathie pour l'intervention personnelle afin de faire pression sur son propre État pour qu'il intervienne dans le sens désiré.

Ces trois positions contre l'antimilitarisme se basent sur des dégénérescences sentimentales qui sont la négation absolue du socialisme. Avant tout elles se contredisent entre elles de manière évidente. Si la France avait agressé l'Allemagne pour reprendre l'Alsace-Lorraine (par exemple), les socialistes allemands auraient-ils dû défendre la patrie ou... marcher contre elle au nom du principe de nationalité et de la démocratie ? Et dans les guerres coloniales qui sont des guerres d'agression et d'oppression, mais aussi d'... extension de la civilisation démocratique, que doivent faire les socialistes ? Ces sophismes découlent d'une erreur fondamentale qui est de vouloir trancher entre les torts et les droits des uns et des autres sur la base de questions de justice et non sur celles de la violence brutale. Par ailleurs ce sont des distinctions que ne pourrait faire que celui qui dispose d'une force décisive dans le conflit, et non celui dont l'intervention ne pourrait que changer les probabilités des résultats de la guerre, augmentant probablement ainsi son territoire, avec ses conséquences de haine et d'esprit de **revanche**.

La guerre de défense.

Nous ne rappellerons pas en détail les concepts selon lesquels les prolétaires n'ont aucun intérêt à défendre la patrie et les frontières nationales. Disons seulement que dans toutes les guerres l'offensive et la défensive sont réciproques et simultanées. Le terme d'agression est élastique. S'entend-il par la violation des frontières ? Mais – militairement – il est imprudent d'attendre un tel fait. Et il est nécessaire de le prévenir en organisant une contre-offensive préventive. S'entend-il par la rupture des relations diplomatiques ? Mais, si l'on en croit les livres de tout bord aucun gouvernement ne manque d'arguments pour rejeter sur l'autre la responsabilité. S'entend-il par la préparation de la guerre ? Alors tous les états modernes sont des agresseurs puisqu'ils construisent sans cesse bateaux et canons et accroissent constamment les effectifs de leurs armées. Sans aller plus loin il en résulte que l'adhésion à l'éventuelle défense nationale est un chèque en blanc signé par les socialistes et remis aux mains des gouvernements bourgeois qui pourront en faire l'usage qu'ils en veulent. Pour justifier l'intervention en Libye on avait dit que les Turcs avaient déshonoré une jeune italienne. C'est la vieille histoire du loup et de l'agneau.

Les guerres de nationalités et d'indépendance.

Venons en au problème de nationalité.

Est-il vrai qu'avant de parler d'une action socialiste internationale il faille résoudre tous les irrédentismes et donner à tous les peuples une organisation politique suivant leur nationalité ?

La chose mérite que l'on y regarde plus à fond. Lorsque le régime féodal a cédé la place à la bourgeoisie moderne, celle-ci a écrit en majuscules dans son programme d'idées de classe révolutionnaire le postulat de la revendication nationale.

La révolution bourgeoise apparaissait faite non dans l'intérêt d'une nouvelle oligarchie mais dans celle du peuple parce qu'elle en revêtait les caractères politiques et économiques. Les philosophes bourgeois faisaient croire que tout esclavage disparaîtrait avec l'élimination de la domination d'un peuple sur l'autre et avec l'égalité politique des citoyens face à la loi. Le socialisme a ensuite montré qu'il y avait un motif plus substantiel aux difficultés des masses, l'oppression de classe, y compris à l'intérieur d'un groupe national. Sans vouloir enlever son importance historique au problème des nationalités, notons qu'il y a eu une solution partielle et néanmoins étendue au moyen des guerres-révolutions de la bourgeoisie pendant son époque héroïque. Quand le militarisme n'était pas aussi développé qu'aujourd'hui on abattait les Bastilles et on libérait les nations par le regroupement de quelques milliers d'hommes armés. Cette époque historique a conduit à la formation et à l'organisation des grands États modernes grâce auxquels la bourgeoisie, moins idéaliste qu'alors, exploite largement le prolétariat et fait un travail de conservatisme social.

Aujourd'hui ce sont les États qui font les guerres et non les « Nations ». Celles-ci aboutissent à la domination de l'une ou de l'autre puissance qui, loin d'être préoccupée de préjugés romantiques, accroît son influence économique et politique sur des peuples de toutes races et de toutes couleurs. Sans aller plus loin nous devons dire que la réalisation totale du principe de nationalité est devenue irréalisable. Les mobiles des guerres sont tout autres. Leurs résultats dépendent de facteurs économique-militaires, et puisque la richesse et les forces armées sont aux mains des États les plus solidement constitués, les solutions aux conflits sont étatiques et non nationales. Le fameux principe des nationalités est donc quelque chose d'insaisissable. En dehors de quelques cas classiques, les questions d'indépendance nationale sont controversées. Des raisons historiques, géographiques, ethnologiques, permettent les solutions les plus contradictoires. Même en admettant la concorde et la bonne volonté de tous les états européens, la résolution des problèmes des nationalités, qui permettrait ensuite de s'employer à mettre bas la bourgeoisie, n'en serait pas plus possible pour autant. Et on voudrait confier un problème aussi difficile à résoudre pacifiquement aux aléas de la guerre et au sort hasardeux des armes ! Mais chaque guerre créera autant de problème d'irréductibles qu'elle n'en aura résolus. Et les rivalités, les alliances se tresseront de manière toujours plus absurde et compliquée. Le prolétariat socialiste devrait-il participer à ce jeu sanguinaire ou se consacrer dès maintenant et sans compromis d'aucune sorte à l'effort révolutionnaire ?

Après la guerre nationale classique des Balkans contre la Turquie, les populations locales se sont massacrées entre elles. Le Japon est aujourd'hui l'allié de la Russie. Les Boers se battent sous le drapeau anglais. Toutes les guerres de ces dernières années cadrent très mal avec le vieux **cliché** des nationalités. Le nationaliste qui se pose le problème du rachat, du triomphe et de l'hégémonie d'une nationalité est plus logique que le socialistoïde qui veut remédier à tout et tout concilier mais à travers une série de guerres sanguinaires qui devraient être singulièrement bien menées pour arriver à ce but.

Les guerres démocratiques

Reste l'autre prétexte de la participation des socialistes à la guerre : la nécessité de favoriser le triomphe des nations les plus civilisées, les plus évoluées et les plus démocratiques contre les nations arriérées historiquement et socialement. On évoque toujours la même nécessité d'accélérer l'achèvement de l'évolution bourgeoise, principal argument pour toute sorte de compromis. Ceci amènerait à approuver tout court les guerres coloniales en tant que guerres de civilisation, contre l'opinion partagée par tous les socialistes, et contre le principe des guerres d'agression sur lequel tous sont du même avis. Nous, socialistes italiens, n'aurions pas du nous opposer à la guerre italo-turque parce que l'Italie plus ou moins démocratique était face à la Turquie infra-féodale.

Mais l'erreur fondamentale est de penser que les tendances politico-sociales des divers états prévalent les unes sur les autres et se répandent sur l'univers selon le sort des armes. Ces tendances dépendent des conditions économiques et sociales d'ordre interne ainsi que des rapports entre les classes au sein de chaque État, elles se modifient suivant le développement de la lutte de classe et de partis, et les résultats en sont les révolutions et les guerres civiles.

Lors des guerres extérieures les États ne prennent pas le soin de combattre pour faire prévaloir dans le monde un principe plus ou moins académique ou philosophique de démocratie ou d'absolutisme... Les États, dans leurs rapports internationaux, vivent dans une ambiance d'immoralité et ne s'inspirent que de l'égoïsme. Les États, qui imposent à leurs sujets de se conformer à certaines règles pour rendre la vie sociale possible, ne reconnaissent aucune loi dans les relations internationales, et usent même en temps de paix envers les autres états des armes de la ruse, des stratagèmes, de la corruption, de l'espionnage, et recourent en temps de guerre à l'**ultima ratio** de la violence qui ne connaît pas de loi. Le soi-disant droit international n'existe que tant qu'il ne convient pas à une nation de le violer. Appliqué aux grands états modernes il constitue une utopie car il n'y a pas de droits là où manque une autorité dotée de forces suffisantes pour en imposer l'observation. Tout gouvernement ne voit et ne peut voir que les intérêts cyniques de son propre État (c'est donc avec raison que nous disons toujours État et non « nation ») et tend à les défendre contre ses ennemis internes et externes. A quelque parti ou école philosophique qu'appartient l'homme de gouvernement, il agit toujours comme un féroce conservateur. La liberté qu'il concède à ses sujets sert à conserver l'équilibre interne entre les forces économiques et politiques des classes et des partis. Il existe différentes écoles de gouvernement, mais ce ne sont que des méthodes différentes pour assurer le maximum de puissance à l'État, et en dernière analyse à l'oligarchie économique qu'il personnalise. Les gouvernements ne tendent donc pas à faire triompher un principe à l'intérieur d'une nation donnée – et encore moins à le défendre par les armes contre l'extérieur – mais seulement à consolider l'État et à prendre soin de ses intérêts de la manière la plus appropriée. On comprend que cette

tendance soit cachée sous les belles phrases de la civilisation, de la démocratie, du progrès – ou bien de l'ordre, de la religion, du loyalisme monarchiste, etc. Le but est cependant le même. Les croisades, les guerres napoléoniennes, celles de restauration, toutes les saintes alliances étaient inspirées de causes tout autres que de mystiques ou philosophiques raisons de propagande universelle...

Les nations modernes, adeptes de la démocratie, oppriment et tyrannisent les colonies en raison de la moindre force de leurs sujets. L'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Italie ont toutes une honteuse histoire coloniale. On ne peut donc s'attendre à la diffusion de certains principes modernes à travers le triomphe militaire des pays dans lesquels ceux-ci existent, particulièrement à l'époque actuelle qui n'est plus l'époque héroïque dans laquelle se formait la bourgeoisie, qui pouvait encore avoir une certaine générosité.

D'autre part, le triomphe d'un régime démocratique constitue-t'il toujours un pas vers le socialisme ? Si nous refusons d'aider la démocratie bourgeoise aussi bien lors de ses conflits avec les classes féodales et les partis cléricaux que lors de ses conflits ultérieurs – base des raisons de notre intransigeance – pourquoi devrions nous favoriser ses succès militaires, moyen plus que discutable de faire de la propagande pour nos principes et donc de progresser ?

Avant tout donc, la « démocratie » ne se défend pas, de par le monde, avec les baïonnettes. Secondairement, celle-ci ne mérite plus depuis longtemps notre sympathie et notre appui.

Ce phénomène – qu'on exprime tellement ces jours ci comme étant une vérité indiscutable – se réalise dans un sens précisément opposé. Les victoires militaires sont un facteur de **retournement** politique. Après l'épopée napoléonienne la France subit la restauration. Après Sedan nous avons au contraire la république et une tentative socialiste : la Commune. Toute guerre, entraînant la fameuse unanimité politique des partis et des classes, relevant le prestige des institutions et de l'armée, quelle qu'en soient les raisons et les résultats, ne constitue-t'elle pas un pas en arrière par rapport à nos aspirations révolutionnaires, dont le moyen naturel est la lutte de classe ?

III

[Retour à la table des matières](#)

On dira que les considérations précédentes sont d'ordre général et que les événements actuels les ont entamées. Voyons comment et pourquoi. Les soi-disant socialistes partisans de l'intervention de l'Italie en faveur de la Triple Entente disent que celle-ci représente la démocratie contre l'absolutisme et le militarisme (?) et que la victoire de celle-ci assurera la résolution des problèmes nationaux. Face à un aussi décisif moment de l'histoire, le Parti Socialiste devrait laisser ses dissertations abstraites et soutenir l'intervention armée de l'État italien.

Il ne s'agit donc pas du problème de la guerre de défense puisqu'on propose l'intervention, donc l'agression. Restent les deux autres motifs, la guerre de nationalité et de démocratie.

Selon ce courant, l'Allemagne, État encore semi-féodal, dominé par des cliques militaristes et un empereur songeant à l'hégémonie du monde, aurait attaqué la France et la Russie en réalisant un plan élaboré depuis longtemps, entraînant avec lui l'Autriche et prenant le prétexte de l'attentat de Sarajevo pour faire éclater le conflit slavo-germanique. L'Angleterre serait intervenue à cause de l'émotion causée par la violation de la neutralité de la Belgique, et le but actuel des puissances de la Triple Entente serait d'affaiblir la puissance allemande afin de résoudre les problèmes de nationalités, d'assurer le triomphe de la démocratie sur le militarisme, et – selon un certain comité subversif romain – de préparer, pour les peuples, une anticipation du socialisme sous la forme d'un système de travail et de justice sociale (? !). Cette représentation de la situation actuelle, qui devrait nous rendre partisans de la guerre, et se voudrait l'expression ultime de l'objectivité la plus lumineuse, n'est que très partielle. Elle provient de nombreux préjugés et sentimentalismes, s'efforce de faire rentrer la réalité dans un cadre conventionnel, tout en prétendant se moquer des positions des socialistes qui ne vacillent pas sous la poussée de la marée de rhétorique, les accusant de vouloir clore le cycle historique par quelques formules préconçues...

Il faut au moins entendre l'autre son de cloche avant d'exprimer un jugement. Selon les Allemands et l'opinion commune des pays neutres qui sympathisent avec elle, la situation est complètement renversée. L'Allemagne moderne, industrielle,

riche de ses forces d'expansion commerciales, en tête pour toutes les questions scientifiques et culturelles, réagit contre le danger de l'absolutisme russe qui veut l'étouffer sous la pression des masses slaves, absolutisme incité en sous-main par l'Angleterre qui voit se dresser face à sa domination maritime un nouveau rival. L'Allemagne se défend et fait barrière à l'extension du tsarisme... Hérésie ? Oui, hérésie **des uns autant que des autres**, parce que chaque État se désintéresse totalement de ce que la démocratie se répande ou de ce que le socialisme se hâte... Mais chaque État doit, par nécessité, pour conjurer les troubles internes, tromper le peuple en lui présentant la guerre comme la seule voie pour sauver la patrie du danger, en soutenant être pris à la gorge.

Nous ne discuterons pas longtemps sur les causes de la guerre. Tous la préparent depuis des décennies. A l'avidité de l'Empereur Guillaume fait pendant la monstrueuse alliance franco-russe, les toasts guerriers de monsieur Poincaré et la lutte de la bourgeoisie française pour obtenir le service militaire de trois ans.

La politique philanthropique de l'Angleterre a été taxée d'hypocrisie en pleine Chambre des Communes par Keir Hardie après l'éclatement de la guerre. Les socialistes russes abandonnèrent la Douma en signe de protestation contre les déclarations belliqueuses du tsar. Les Allemands, Autrichiens et Français ont été unanimement pour la guerre. Tous sont convaincus de lutter pour la justice. Tous sont victimes du daltonisme national.

Dire que l'Allemagne d'aujourd'hui est féodale est une énorme exagération. Si certaines formes politiques n'ont pas évoluées, ceci n'autorise pas à ne pas reconnaître le stupéfiant développement économique-social de l'Allemagne pendant cette dernière génération.

Il y a, autour de l'Empereur, une aristocratie agraire. Il y a un ensemble de courtisans d'un autre âge. Le prestige de l'armée y est élevé. Mais alors, de grâce, que dire de l'aristocratie agraire anglaise qui entoure le roi en faisant survivre le moyen-âge dans le tourbillon de la vie moderne anglaise ? Que dire du fanatisme français pour l'**armée** ?

Et comment effacer du tableau rose la tache noire du despotisme russe ?

En Prusse le suffrage est restreint. Mais le vote censitaire qui existe en Belgique n'empêche pas qu'on la classe au sommet de la démocratie du seul fait qu'elle ait été envahie. Et, par une convention imbécile, lorsqu'on parle de l'Allemagne, c'est de celle du Kaiser. Si c'est de la France, on parle de « la France de 89, de la Commune ». Si c'est de la Russie, on parle de « la Russie révolutionnaire de 1905 ». Eh bien, c'est un peu trop ! Ne pourrait on pas se rappeler l'Allemagne de la réforme et du marxisme, la Russie autocratique et liberticide, l'Angleterre et la France ploutocratique dont les coffres ruissellent de sang humain... ?

Mais en dehors de ce fatras d'observations et de réminiscences qui peuvent être celles de tout élève de collège, il reste, du point de vue socialiste, le fait indéniable qu'il n'y a pas d'opposition entre militarisme et démocratie, et que la préparation militaire de l'Allemagne est fonction de son développement industriel moderne et non de traditions d'autres temps. Le militarisme est international.

D'autre part, seuls des ingénus peuvent croire que les États de la Triple Entente combattent pour les « États Unis d'Europe » et pour rétablir les nationalités dans leurs frontières. Déjà, les classes dirigeantes de France et d'Angleterre songent à la partition de l'Allemagne – nous ne parlons pas de l'Autriche ! – et, de même que le Kaiser aspire ardemment à marcher sur Paris, le Tsar est impatient de déverser son immense armée sur Berlin. Il n'y a de place que pour la violence et il n'y a d'autre désir que l'anéantissement de l'ennemi. Les peuples en sont les outils, tout comme la poudre et le plomb des munitions. Les cabinets et les États-majors étudient l'offensive sans épargner le matériel humain. On économise par contre les unités de la flotte, qui coûtent des millions et ne peuvent être construites qu'en un grand nombre d'années... En marge de cette monstrueuse tragédie, les Sudekum et les Hervé concilient le bestial égoïsme étatique des monarchies et des républiques avec les grands principes de la démocratie et de l'Internationale. Ils sont prisonniers de situations qui les dépassent. La parole est au canon et l'autorité à l'épée. Le droit des gens figure dans les pages de la « Guerre Sociale » ou de l'« Arbeiter Zeitung », complices de plus ou moins bonne foi des mensonges faits au prolétariat, mais sur les champs de bataille rugit un droit unique, le droit du plus fort ; tous les coups y sont bons.

Est-ce, comme le disent certains, la survivance des vieilles rivalités de races, qui nous obligerait à revoir les plans et les voies de l'Internationale ? L'histoire démolie t'elle le vieux « Manifeste » de Marx ? Non. Ces pages, qui datent de 1848, alors que bouillonnaient les revendications ethniques et nationales, sont encore plus vraies aujourd'hui. Ou sont les races et les nationalités ? Elles luttent sous le même drapeau dans de nombreuses armées étatiques. Peu de socialistes ont refusé de combattre, c'est vrai. Mais combien d'hommes appartenant à des races et des nationalités opprimées ont refusé de porter le fusil qui devait défendre l'opresseur ? Quelle région marquée par des problèmes d'irréductibilité s'est-elle insurgée ?

Toute conscience et tout sens de liberté et de fierté humaine ont du ployer sous le joug de cette tyrannie moderne. Il n'y a plus que des soldats. Les soldats ne savent pas pourquoi ils combattent : ils doivent combattre. Ils sauront, après, l'inutile infamie du sacrifice. Les conditions de l'horrible conflit peuvent difficilement changer aujourd'hui. Mais aucun avantage ne saurait compenser l'énorme dilapidation de vies humaines et de richesses. Nous même, révolutionnaires convaincus, ne saurions souhaiter une libération du prolétariat qui coûterait la vie à la moitié des opprimés qui prendraient les armes pour s'insurger. La vie est le bien suprême. Et pourtant de nombreux révolutionnaires qui sont aujourd'hui pour la guerre s'arment de pacifisme !

Nombreux sont ceux qui, aujourd'hui favorables à la guerre, réformistes et démocrates, refusaient à la sainte cause du Socialisme la vie de quelques travailleurs tombés au champ de la lutte de classe, et voudraient aujourd'hui les sacrifier par milliers pour une action qui, même si elle allait vers l'obtention de plus de libertés, prendrait les voies les plus étrangement indirectes pour y arriver !

De la guerre nous n'attendons que l'exaltation du militarisme. Après un tel exemple, les démocrates, républicains et réformistes franchiront le Rubicon et seront les partisans de la préparation de la guerre des nations. Les grandes unités militaires étatiques seront difficilement brisées, et nous devons réactiver la lutte de classe dans une situation plus difficile – mais aussi plus âpre et décisive.

Intervention ?

Mais venons-en aux socialistes partisans de l'intervention italienne. Leur position indiquant la nécessité d'assurer la victoire de la Triple Entente n'a rien à voir avec le socialisme. Le possible **moindre mal** qui proviendrait d'une telle solution du conflit n'est pas comparable avec l'avantage que les socialistes tireraient en tenant tête, en profitant de circonstances spéciales, à au moins un des grands États et à la marée belliciste. En prenant acte de leur inguérissable francophilie et en admettant leur étrange conception de la guerre (en demandant seulement à ces socialistes à quelle guerre ils s'opposeraient s'ils sont favorables à une intervention italienne sans provocations ni nécessité) regardons quelle est la portée de leur folle propagande belliciste. Que des volontaires partent, nous le comprenons. Ce sont des gens encore convaincus que le destin du monde se décide en massacrant les travailleurs en uniformes de Uhlan.

Essayons de nous mettre dans leur peau. C'est sans doute vain en fonction de l'évidente inutilité pratique de leur geste. Observons la difficulté que nous avons à obtenir, pour l'action socialiste **elle-même**, un sacrifice bien moindre que celui de sa propre vie, et demandons-nous si, face à des cas d'héroïsme conscient, nous n'assistons pas à l'enivrant hypnotisme du sang. Nous n'avons pas de paroles assez dures face aux responsables criminels demandant l'intervention de l'État. Demander que soient envoyés à la frontière et exposés à la mitraille ceux qui le veulent et ceux qui ne le veulent pas, demander que la jeunesse, austrophobe ou austrophile, ou indifférente parce que trop occupée par les tourments de sa misère quotidienne, aille au massacre sans discuter, voilà ce qui est fou, antisocialiste et inhumain. Déchaîner les ignobles valeurs du militarisme d'État, renoncer à l'autonomie de parti et de classe pour confier toute direction à ces autorités militaires que nous avons toujours rêvé briser et détruire, se transformer de libres pionniers de la Révolution en prétoriens de Sa Majesté, eh bien non, même si la cause pour laquelle on devait mourir était juste et sainte, ce qui n'est pas le cas.

Pacifisme ? Non. Nous sommes partisans de la violence. Nous sommes des admirateurs conscients de celui qui s'insurge contre l'oppression du plus fort, ou de la violence anonyme des masses qui se révoltent pour la liberté. Nous voulons la force qui brise les chaînes. Mais la violence légale, officielle, disciplinée à l'arbitraire d'une autorité, l'assassinat collectif irraisonné qu'accomplissent automatiquement les troupes de soldats au premier commandement venu pendant que de l'autre côté sortent d'autres masses de victimes et d'assassins vêtus d'un autre uniforme, cette violence qui dépasse celle des loups et des hyènes est répugnante et horrible. L'application de cette violence militaire à des masses de millions d'hommes arrachés de toutes les parties des États ne peut avoir d'autres effets, dans les terribles errements de la guerre actuelle, que d'étouffer l'esprit de sacrifice et d'héroïsme auquel nous devons appeler demain les champions de l'insurrection prolétarienne – et qui est totalement différent de la tendance bestiale à la destruction, aux meurtres de masse, les yeux voilés de fumée et de sang.

Nous des pacifistes ? Nous savons qu'en temps de paix les victimes de l'injuste régime actuel ne cessent de tomber. Nous savons que les enfants des ouvriers sont fauchés par la mort à cause du manque de pain et de lumière, que le travail comme la bataille a son pourcentage de morts violentes, et que la misère fait, comme la guerre, des hécatombes.

Et face à cela, ce n'est pas la passive résignation chrétienne que nous proposons mais la riposte par la violence ouverte à la violence hypocrite et cachée qui est le fondement de la société moderne. Pour ne pas être un sacrifice inutile, la violence sacrée de la rébellion doit frapper juste et s'attaquer au centre. Les milliers de communards morts sous le plomb des versaillais sont morts pour un bon combat. Mais envoyer au massacre au nom de la révolution un million d'hommes, en les laissant sous le joug des dominateurs parce que ceux-ci sont engagés dans une entreprise au sort incertain, sous les prétextes d'une rhétorique irresponsable et contradictoire, ne se justifie pas par le fait de se dire non contaminé par la faiblesse pacifiste, non pardieu, c'est un travail dément de bouchers fous.

Contre tout ceci, nous restons à notre poste, pour le socialisme, antimilitaristes hier comme demain comme aujourd'hui, parce que nous désirons donner au sacrifice de notre vie, lorsque que ce sera nécessaire, une **direction** totalement différente.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

16 – Vers l’avenir

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 5/11/1914

Ce bref article de l’« Avanti ! » tend à expliquer que la ligne prise par le Parti Socialiste n’est pas, comme le disent ses adversaires, une ligne négative et passive, mais vaut comme consigne d’action. C’est-à-dire poursuivre la lutte antibourgeoise malgré la guerre incendiant l’Europe.

Le Parti ne doit donc pas écouter les pharisiens qui ne voudraient pas expliquer quelle attitude découle des principes socialistes mais penser à l’avenir.

Cet article anticipe les suivants sur la critique des explications bellicistes provenant des principes bourgeois : démocratie, liberté, nationalité, etc.

La guerre démontre au contraire que la prévision marxiste, indiquant que la société bourgeoise sombrerait dans la barbarie, est toujours vivante.

Il est temps pour le Parti Socialiste Italien de tracer un plan d’action et de le suivre sans céder à des tentations dangereuses. Il n’est pas nécessaire de continuer à prendre au sérieux ces adversaires qui prétendent à chaque moment décisif de la vie politique venir nous enseigner le socialisme. Parce que l’habitude est établie, dans les rangs de nos multiples ennemis plus ou moins intellectuels, de nous combattre en soutenant que nous – socialistes officiels comme ils aiment nous appeler – sommes de faux interprètes du socialisme et en altérons le contenu et le programme, c’est-à-dire refusons de les peser soigneusement et de les rectifier à la mesure des événements. Nos insignes critiques amplifient, comble d’une ironie imbécile, leurs leçons et leurs réprimandes en ayant l’air de regretter que le drapeau du socialisme soit tombé dans nos mains impures, ce socialisme avec lequel, dans la meilleure hypothèse, ils n’ont

d'autres rapports que de l'avoir trahis hier et d'être aujourd'hui payés pour le saboter. Accepter quel que soit le moment cette invitation intéressée à réexaminer de fond en comble la raison d'être de notre Parti est une faiblesse impardonnable, spécialement lorsqu'il est nécessaire d'agir et que tout retard peut compromettre l'action. Nous devrions désormais avoir appris le but de certaines manœuvres et avoir compris que, lorsque les politicards intellectuels de la bourgeoisie hurlent d'indignation contre notre « dogmatisme aveugle » c'est parce qu'ils ont peur de notre compacité résolue et décidée et non parce qu'ils se préoccupent des pérégrinations de la philosophie ou de l'hypercritique du socialisme. Enfin nous n'avons pas pour but la recherche de la pierre philosophale et l'analyse des problèmes transcendants mais l'explication d'un programme politique réel sur lequel nous devons concentrer nos saines énergies et dont la preuve lumineuse de la justesse est l'acide irritation des estomacs de nos adversaires.

L'excessif doute sur sa propre vérité, s'il est un facteur de réussite pour celui qui cherche dans le champ des idées une conclusion abstraite plus minutieuse, est indiscutablement un facteur de faiblesse pour les mouvements collectifs qui agissent sur le terrain de la réalité vers un résultat concret. Dans sa conception théorique le socialisme est le résultat des analyses de l'histoire les plus réalistes qui aient jamais été réalisées, mais dans les moments les plus décisifs de la lutte les militants du socialisme doivent plus croire que savoir parce qu'il est urgent de ne pas laisser se désagréger nos phalanges sous la critique corrosive et préméditée d'adversaires qui, d'autre part, associent la plus crasse ignorance à la plus complète mauvaise foi.

•••

On hurle contre nous, qui nous opposons à la guerre, au nom du socialisme, en disant que nous avons oublié Marx et que nous n'avons d'yeux que pour les événements qui se déroulent aujourd'hui. Nous, sacristains du socialisme officiel, qui ne voulons pas nous rendre compte que l'Internationale a failli et qu'on ne peut plus parler d'antimilitarisme prolétarien, ne savons pas – impayable intonation doctorale de nos mentors ! – que le « socialisme n'est pas pacifiste », qu'il s'accorde avec toute une série de guerres : celles de « défense », celles de « nationalités », et les « démocratiques ». Ceux-ci, qui se moquent chaque jour de notre dogmatisme, prétendent que nous sommes assujettis à un décalogue sans qu'ils nous expliquent lequel. Dans notre impuissance, nous devrions implorer les lumières de tous les renégats pour diriger notre travail. Imaginez une commission hautement autorisée, composée de Malagodi, Monicelli, Labriola, et présidée par Bissolati, voulant se substituer à la Direction déficiente de notre Parti ? Elle voudrait se régaler du magnifique plat que constituerait un socialisme domestiqué, qui laisserait se développer les idéologies les plus contradictoires, qui ne heurterait la susceptibilité sentimentale de personne, qui se laisserait couper les griffes et modifier son identité au point de pouvoir se retrouver dans le monde des gens de biens, qui ont dépassé, l'ayant résolu, le vulgaire problème des ventres vides et exigent que l'on ne perturbe pas leur lourde sieste.

Décidons-nous plutôt à suivre notre chemin. Tenir les yeux bien ouverts est notre affaire et nous n'avons besoin d'aucune charité intéressée de la part de ceux qui voudraient nous guider dans les dédales. Débarrassons-nous des suggestions prétentieuses sans faire trop de philosophie.

Nous des pacifistes, des tolstoïens ? Pauvre manie des définitions sommaires ! Le socialisme est la condamnation de la **paix** bourgeoise, c'est la théorisation de la violence avec laquelle les exploités devront détruire l'ordre présent. Nous savons que la « paix » fait comme la guerre des victimes, a ses hécatombes et ses batailles... Et ce n'est pas avec des prédications de résignation chrétienne soumise que nous nous proposons de les dépasser, tout au contraire ! On nous dépeint comme des gens apathiques qui se bouchent les oreilles pour ne pas entendre le fracas des canons puisque nous sommes adversaires de la guerre et partisans de la neutralité italienne. On nous accuse de vouloir rester inactif pendant ce grand et décisif drame de l'histoire. Mais nous voulons au contraire lutter, travailler, galvaniser notre activité sur un terrain de parti et de classe, contre l'État, contre la bourgeoisie, pour leur lier les mains, ces mains qui se préparent à prendre les armes. Transporter notre action sur un terrain différent signifierait prendre acte de la mort du socialisme, alors qu'il y a tant à faire pour lui...

Le conflit actuel pourrait-il régler les problèmes de démocratie, de liberté, de nationalité ? On nous accuse de nous enfermer dans une négation monastique quand nous disons que, sans contester les multiples possibilités des divers effets de la guerre, dont il est impossible aujourd'hui de prévoir les répercussions directes ou indirectes de demain, nous voyons surtout, dans l'actuelle conflagration, l'explosion des égoïsmes d'États et la lutte de monstrueuses organisations militaires complètement insensibles aux sentiments et qui ne se battent pas pour le luxe de faire triompher des principes académiques mais pour assurer leur propre hégémonie et conserver leur propre puissance.

Le socialisme devrait-il atténuer sa condamnation face à ce spectacle bestial, se transformer en gérant de faillite de toutes les idéologies pourries dont la bourgeoisie, passée du romantisme au calcul effréné, se désintéresse totalement ?

Le socialisme a-t-il enregistré un échec cinglant ? Peut être... Mais le socialisme n'a jamais eu la tâche de conjurer les maux et les désastres provenant du régime actuel, et que la classe dirigeante n'a pu éviter. Le socialisme voit la fin des conflits sociaux actuels dans la crise révolutionnaire qui emportera l'ordre bourgeois. C'est pourquoi c'est aussi de l'impuissance de l'Internationale ouvrière à arrêter la guerre qu'est mis en relief une tout autre faillite : celle de la « civilisation bourgeoise » étatique et démocratique dont ressort, comme un reflet de l'orgie de sang, la fatale condamnation marxiste.

Où sont donc les « irrédentistes » qui ont su ou pu faire ce que n'a pas fait le prolétariat socialiste : refuser l'arme qui devait défendre la cause de l'opresseur ?

Nous battant contre l'État italien pour empêcher son entrée en guerre, nous nous sentons sur la route du socialisme de demain qui achèvera, de par sa sanguinaire expérience, les caractéristiques de sa conception et de son action. Parce que ce ne sera pas, contrairement à ce que prévoient les renégats et les incertains, un socialisme convertit aux séductions de la société bourgeoise, mais que, comme un papillon sortant de sa chrysalide, il prendra son vol vers l'avenir, libéré des entraves des préjugés qui tendent à en paralyser l'efficacité subversive.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

17 – Les dogmes et la réalité

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 24/11/1914

Cet article répond à l'accusation de dogmatisme et aux spéculations sur le terme de « neutralité absolue ». Un tel terme ne signifie pas que l'on ait atteint les absolus philosophiques sur lesquels jacassent nos détracteurs. Il est évident que le sujet de cette neutralité est l'État et que la consigne donnée au prolétariat est de continuer à renforcer la lutte contre l'État, même s'il est envoyé à la guerre et va s'associer à un des deux groupes en conflit. Une consigne aussi claire que pratique.

Ce bref article montre que ce sont les partisans de l'intervention qui expliquent la réalité de manière confuse et contradictoire, et ne sont unis par rien d'autre que par le... cri fascinant de : Guerre ! Cri qu'avait lancé en octobre 1914 Mussolini en faisant volte-face. On montre les contradictions des différents partisans de l'intervention comme Labriola et Salvemini. Certains d'entre eux soulevèrent une menace en disant que, si l'Italie était absente du congrès de la paix, on pourrait en revenir au pouvoir temporel du Pape !

Le chœur de blâmes et de déplorations qui s'établit à l'intérieur du Parti socialiste, lorsque celui-ci délibère de ses propres positions par rapport à une question donnée, est d'une impertinence écœurante. Des gens qui ignorent la portée et la vie du mouvement socialiste, des gratte-papier vides et bruyants provenant de l'éclectisme ignorant du journalisme de métier, tous se sentent autorisés à monter en chaire pour émettre des jugements à tort et à travers sur les directives de notre Parti. Trois ou quatre phrases niaises font le tour de tous les articles critiques qui, après avoir mis en évidence la cécité intellectuelle et la faiblesse politique des socialistes, se terminent par l'habituelle élégie et l'encore plus habituel **De profundis**.

Ceci n'arrive pas seulement maintenant mais est déjà arrivé lorsque le parti penchait vers le réformisme royaliste, lorsqu'il passait à l'intransigeance, lorsqu'il s'opposait à l'aventure libyenne, lorsqu'il se libérait du cancer maçonnique... C'est une évidence enfantine que pour satisfaire tous ses adversaires – même sous le camouflage de souffleur opportun de conseils désintéressés ! – le Parti devrait... ne pas exister. Alors qu'en fait il vit et prospère toujours plus – la logique limpide de ces messieurs en déduisant l'incompétence et l'inaptitude de ceux qui en font partie et le dirigent.

Il est aujourd'hui établi sans détours, pour les philistins, que nous sommes à l'écart du droit chemin. Nous ne sommes que des rabâcheurs de formules, et notre obstination à les observer ferait pendant à notre bêtise consistant à ne pas nous apercevoir que madame la « réalité » les ont démolies, pour le plus grand bien des fossoyeurs du socialisme. Par ailleurs seule notre stupidité congénitale pourrait expliquer notre orgueil d'avoir le monopole de la vérité... En fait, nous, socialistes partisans de la **neutralité absolue** et opposants de **toutes les guerres**, prétendrions être parvenus à la notion de l'**absolu**, excluant toutes les philosophies des bonnes gens qui, sur la base d'un « relativisme éclairé » abstrait... ont besoin de construire leur « opportunisme confortable » dans la vie et la politique. A califourchon sur ces métaphysicalleries inouïes, accréditées par quelques fortes cervelles désormais dédiées à de morbides exercices, il n'y a pas le moindre âne qui ne se sente la force de nous enterrer sous le poids de sa supériorité, nous assimilant à un troupeau de croyants fanatiques guidés par une bande de sacristains... Histoire de fous, tout simplement !

Mais pourquoi ne cherchent-ils pas à comprendre un peu mieux les motivations de notre position ? Pourquoi se limiter à la critique de quelques phrases dans lesquelles nos directives sont résumées en temps opportun pour des nécessités, oserais-je dire, techniques, de l'action du Parti ? Targuer de simplisme et de dogmatisme ses propres adversaires est une feinte polémique par trop facile qui sert la plupart du temps à éviter la réfutation de tous les arguments exposés. Et dans nos rangs, vraiment, on discute, on examine, on passe au crible (bien trop) toute décision de nos organismes dirigeants, et le **credo** que l'on nous prête par un artifice dialectique n'est ni dans l'esprit ni sur les lèvres du plus modeste de nos militants !

La phrase « neutralité absolue » sert désormais à désigner, dans le langage politique à la mode qui se crée et se défait continuellement, la tendance soutenue par la Direction du Parti socialiste et par la majorité de celui-ci par rapport à la situation internationale, tendance qui se rattache à des motivations complexes et se répand sous de très différentes nuances. Nous ne sommes pas partisans du simplisme, ceux qui le sont ce sont ceux qui discutent ou critiquent « dans l'air », sans fondements, fabriquant les accusations gratuites d'« impuissance », de « lâcheté », de « négation de la réalité », etc.

Nous ne songeons pas être parvenus à ce « formidable absolu » de la philosophie qui en alarme tant. Notre position politique s'établit bien plus facilement, sans avoir besoin de quitter cette terre pour s'accrocher aux nuages.

Le socialisme, mode de penser la réalité du développement de la vie s'étant déroulé jusqu'à nous dans le courant de l'histoire, méthode d'action directe pour la réalisation des finalités réelles du prolétariat, avait jusqu'alors, dans sa doctrine, dans son expérience pratique, prenant en compte un grand nombre de faits, déduit et affirmé une opposition générique face aux institutions et aux fonctions du militarisme, et commencé à mener une action contre les manifestations de celui-ci. Cette action peut aujourd'hui être plus ou moins écrasée par les événements dont nous sommes les témoins, mais – c'est notre position qui est tout autre qu'un à-priori – ces événements n'ont pas détruit cette opposition générique. Et, sur le terrain politique, les socialistes italiens ont raison de retenir que **les deux** guerres aujourd'hui possibles pour l'État italien, revêtent les caractères qui sont à la base de la cause pour laquelle le socialisme proclame son aversion pour les guerres en général.

Inversement, les socialistes interventionnistes retiennent qu'**une** des **deux** guerres possède une physionomie qui mérite l'encouragement du prolétariat parce que l'État hésite à la commencer. Où est donc l'absolu monstrueux de nos positions ? La divergence existe plus que jamais au sein de la réalité et de la vie. Le socialisme, doctrine déduite de la réalité, n'est jamais sorti de celle-ci, car autrement sa dialectique s'effondrerait comme un chapeau de cartes.

La position dialectique que nous, socialistes neutralistes, affirmons, après avoir considéré ce qui advient aujourd'hui, est la suivante : l'aversion des classes travailleuses aux entreprises militaires peut se déduire, de la manière la plus ample, des faits et des éléments de la guerre actuelle et de la situation présente du prolétariat de tous les États, qu'ils soient belligérants ou neutres.

C'est notre position sur le vaste terrain de l'examen et de l'évaluation des derniers événements, terrain sur lequel chacun peut errer en donnant plus ou moins de poids à tel ou tel facteur, chacun peut être entraîné par ses positions à renforcer certains aspects de la question, chacun peut faire appel à l'efficacité rhétorique d'arguments basés sur des sentiments plus ou moins diffus mais aussi sur de solides raisons. Sur ce terrain la question est très ouverte. Mais croyons-nous que les interventionnistes, qui depuis trois mois nous bombardent de leur rhétorique, qui font appel à tous les sentimentalismes surannés, sont plus sereins et objectifs que nous ? Nous – accusés d'apriorisme, de dogmatisme, etc. – demandons obstinément une exposition claire des avantages réels de l'intervention italienne du point de vue de la classe travailleuse. Et nous sommes déçus. Parce que, face à notre interprétation du cataclysme, inspirée par les lignes fondamentales du socialisme marxiste (duquel nous ne partons pas les yeux fermés, mais auquel nous nous voyons reconduits en restant les yeux bien ouverts), nous n'avons pas trouvé, chez les partisans d'une position aussi pleine de responsabilités que celle de l'intervention, une argumentation

solide et plausible dont il ressorte que la guerre en faveur de la Triple Entente pourrait servir le prolétariat d'Italie et la cause du socialisme. Car les interventionnistes, enfoncés jusqu'au cou dans un écheveau inextricable d'arguments contraires, ne sont en fait pas d'accord entre eux, sauf pour pousser le cri... fascinant de : guerre !

Citons-en un (A.Labriola, « Propaganda » de Naples du 15 novembre) :

« Il n'y a aucune raison de **fantasmer** sur le conflit entre le monde germanique et le monde occidental, en le prenant pour un conflit entre démocratie et militarisme, pour rendre plausible une sorte de prise de position du socialisme pour la cause du monde occidental. Car même l'occident démocratique est militariste et le devient toujours plus ».

La guerre actuelle est, selon certains, le heurt historique des grandes nationalités. Mais Salvemini soutient au contraire à la conférence de Milan que l'on ne doit pas croire que ceci soit le principal motif de la guerre, due à un ensemble de causes parmi lesquelles la plus importante est l'intérêt de la classe dominante... Certains veulent la guerre par haine des allemands, certains pour les « libérer » du Kaiser. Tel socialiste révolutionnaire s'est ému du danger que court la démocratie bourgeoise, tel autre des accents des irrédentismes nationaux... On a même agité un retour du pouvoir temporel du pape si l'Italie était absente du congrès de la paix ! Et nous pourrions poursuivre...

Conclusions ? Nous demandons tout d'abord un peu d'impartialité pour nos opinions et notre mission, sinon de nos adversaires dont nous connaissons les activités, du moins des camarades d'hier qui sont aujourd'hui les partisans de la guerre. Parce que, sans prétendre connaître les ultimes secrets de l'être, nous croyons que notre position est confortée par une vision consciente de la réalité et un sens de nos responsabilités tels qu'ils ne permettent à personne de nous traiter de but en blanc d'idiots et de lâches.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

18 – Socialisme et « défense nationale »

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 21/12/1914

Cet article affronte la justification, répandue, d'un appui des socialistes à la guerre, celui de la défense contre l'agresseur.

Il est clair que ce n'était pas l'argument principal des interventionnistes italiens qui se proposaient d'attaquer l'Autriche. Mais l'argument était fondamental par rapport à la crise dramatique qui avait traversé les socialistes français et allemands, et l'importance de cet article réside dans la totale analogie avec la position que prenait Lénine lors de ces mêmes mois, stigmatisant toute « défense de la patrie ». L'article analyse les motivations du courant défensiste et les réfute une à une, démontrant que l'acceptation de cette position mettrait le parti prolétarien dans une situation de total désarmement pour la réalisation de ses propres actions.

On y démontre que la question de l'agression et de l'invasion territoriale ne coïncident pas avec l'autre question, banale, de la faute et de la responsabilité du déclenchement de la guerre.

Admettre le sophisme de la guerre de défense ferait disparaître toute possibilité d'action contre la guerre de la part du prolétariat, et l'on tomberait dans le fameux piège de la simultanéité obligatoire de l'action socialiste dans les différents pays. En son temps cet article souleva de très vives discussions et mobilisa toute la gauche des socialistes italiens. Le lecteur pourra en suivre aisément les déductions et l'analyse.

Parmi les formules dogmatiques bien faites... et qui voudraient, comme le joug, nous serrer le cou, reprises par ceux qui, depuis longtemps ou depuis peu, du fait de leur fortune ou du fait de la société, vivent en dehors de notre communauté, la « défense nationale » occupe la première place.

Le joug est accepté sans discussion par nombre d'entre nous. Un fait consacré est que les socialistes qui, en tant qu'hommes et membres du parti, se solidarisent avec la bourgeoisie nationale dans la défense du sol de la patrie quand celui-ci est menacé par un envahisseur, ont raison.

Pour consoler la plupart, disons que c'est une position désormais solidement enfoncée par notre... horripilante neutralité à n'importe quel coût. Eh bien ! Discutons un peu plus à fond cette question en en surpassant l'aspect schématique, en l'éprouvant par l'analyse du doute et de la critique, que nous adopterons pour une fois, contre la **Vérité** qui a déjà eu l'approbation officielle... des représentants socialistes.

De la même manière que les religieux entendant blasphémer, les bourgeois, les nationalistes, les démocrates bellicistes sentent se dresser les cheveux sur la tête lorsqu'est mise en cause la **sainteté** d'une « guerre de défense ». Parce que l'opinion communément acceptée dit, à la bonne vieille manière des prêtres, par la citation d'un quelconque dicton latin ou par l'utilisation d'un exemple sans queue ni tête – **vim vi repellere licet** -, que si je suis agressé, je dois avoir recours à la violence pour me défendre.

Cette manière de couper la tête du serpent – peu digne de têtes pensantes qui ont découvert et diagnostiqué notre déficience collective et notre idiotie – fait oublier les facteurs dont on doit tenir compte si l'on veut éviter les habitudes mentales du dogmatisme le plus crasseux.

Il y a quelques mois l'ex-directeur de l'« Avanti ! », après avoir fait de la question dont nous nous occupons la pierre angulaire séparant les socialistes des anarchistes (? !), l'exposait du point de vue prolétarien à peu près de la manière suivante : les travailleurs étant des gens qui, ne possédant rien, n'ont rien à perdre, ce sont cependant eux qui sont en réalité les principales victimes d'une invasion étrangère, ne pouvant pas fuir face à l'armée ennemie comme peuvent le faire ceux qui disposent de moyens financiers. Les ouvriers sont donc les principaux exposés aux représailles, aux atrocités, à la répression de l'ennemi, le parti socialiste ne peut pas se désintéresser de ce fait, et il a dans une telle situation le devoir de participer de toutes ses forces à la guerre contre l'envahisseur, renonçant à son opposition politique sans conditions à l'État bourgeois.

D'un point de vue plus général on pourrait dire que le prolétariat a intérêt à ce que l'intégrité territoriale de la nation soit conservée pour éviter qu'à sa sujétion de

classe ne s'ajoute une oppression étrangère. Face à un danger qui menace le degré de liberté politique et le bien être économique déjà atteint, les travailleurs devraient faire cause commune avec la bourgeoisie, ouvrant une parenthèse dans la lutte de classe jusqu'à ce que les frontières soient garanties...

Il est vrai que la menace d'une invasion entraîne une coïncidence d'intérêts entre toutes les classes sociales d'un État, et que le triomphe de l'ennemi constitue un dommage matériel et politique pour le prolétariat. Mais une telle menace, à cause du militarisme qui se diffuse dans tous les pays et qui augmente continuellement, pèse en permanence en temps de paix sur tous les prolétaires, et devient réalité dès la rupture des relations diplomatiques entre deux ou plusieurs gouvernements bourgeois au détriment des classes travailleuses de tous les pays qui entrent en guerre.

Dans de tels moments de fébrilité, le Parti Socialiste devrait étudier s'il existe des preuves qu'il s'agit bien d'une défense nationale afin de décider si sa position doit être un accord complet avec les autres partis politiques et le gouvernement ou si elle doit être un désaccord explicite – lequel peut prendre de très diverses formes, du vote platonique à la proclamation de l'insurrection ouvrière. Une telle étude est de toute manière rendue impossible par le fait que, dans les États modernes, la politique extérieure constitue le monopole strict des sphères dirigeantes, et que toute l'action diplomatique est tenue secrète et est même soustraite au contrôle parlementaire. Comment donc établir à quel gouvernement bourgeois revient la responsabilité de la guerre, tous les gouvernements déclarant être entraînés de force alors qu'ils travaillaient à assurer la paix. Et comment décider du moment où il y a urgence à réaliser ses propres actions ?

Mais ce n'est pas le point central de la question. Même si l'on peut clairement indiquer quel est l'État qui a provoqué la guerre on n'a pas pour autant établi une différence substantielle entre les conditions des différents pays du point de vue des risques que l'invasion fait courir aux régions frontalières. Alors que la mobilisation des armées adverse se réalise en peu d'heures d'intervalle, alors qu'on ignore quels États feront cause commune avec l'agresseur ou avec l'agressé, toutes les nations intéressées se trouvent exposées au danger d'une invasion, courent le risque d'une future oppression, toutes les patries sont en danger et, en dernière analyse, les conditions de la défense nationale se réalisent pour toutes. Quand, en 1859, la France et le Piémont déclarèrent la guerre à l'Autriche, la province de Novara fut immédiatement envahie par l'armée autrichienne. En 1870 l'État français, qui se proposait d'écraser la Prusse, se retrouva très rapidement dans les conditions d'une désastreuse défensive. Il est évident que, dans les guerres entre états **frontaliers**, le plus ou moins grand danger que courent les différents pays ne l'est pas en raison de l'origine de la guerre mais de la plus ou moins grande efficacité militaire ou de la fortune des armes. Et ceci parce que toutes les armées ont à tout moment des projets de mobilisation et des plans stratégiques, offensifs ou défensifs, à suivre contre les éventuels ennemis.

Ce n'est que dans les guerres coloniales que ceux qui tiennent à faire certaines distinctions juridiques sur le terrain de l'emploi de la violence peuvent établir avec certitude, en fait et en droit, l'existence et la provenance d'un écrasement. Mais, cas étrange, ce sont précisément les guerres coloniales qui provoquent l'adhésion des démocrates, partisans du droit des nationalités. Parce qu'alors ceux-ci sortent d'une autre case de leur cerveau évolué un autre prétexte : celui de la diffusion de la civilisation démocratique !

Revenant à notre sujet, notons que, au début de la guerre, en admettant la responsabilité d'un des États face à l'« Histoire » ou au « Droit » - ce qui sera toujours, pour nous, marxistes, une abstraction vide et inutile -, et mettant en rapport la différence de responsabilité des bourgeoisies avec une différence de devoir des prolétaires socialistes, selon qu'ils appartiennent à l'état agresseur ou à l'état agressé, nous n'aurons fait que faire retomber sur le prolétariat et le parti socialiste de l'État qui a voulu la guerre les conséquences de la politique néfaste des classes dirigeantes, les obligeant à développer une action contre la guerre pendant que le prolétariat de l'autre État est **autorisé** à marcher dans les rangs de l'armée étatique, aux ordres d'un ministre de la guerre socialiste, en en dépassant, si possible, dans leur élan généreux, les frontières menacées...

Ce sont les conséquences auxquelles conduit logiquement l'absurde concept de la légitimité socialiste de la guerre de défense. Passant de la théorie à la pratique, cette restriction de l'activité antimilitariste du prolétariat a conduit à la faillite de l'Internationale prolétarienne face à la guerre en Europe. Disons entre parenthèse que, parlant de l'action du Parti Socialiste contre la guerre, nous nous contentons de nous référer à la volonté minimum de maintien de l'opposition politique de classe contre l'état, y compris en temps de guerre, les actions ultérieures dépendant des possibilités contingentes du moment.

Le Parti Socialiste se trouve donc dans tous les cas face à un choix : ou sacrifier sa propre physionomie et en grande partie son propre avenir sur l'autel de la patrie, ou affaiblir, en suivant sans aucun scrupule son activité spécifique, la nation à laquelle il appartient.

Face à cette responsabilité, dont la gravité ne dépend pas du fameux concept de guerre défensive ou offensive, le socialisme ne devrait jamais hésiter afin de ne pas se renier lui-même.

Selon la théorie de Mussolini, développée à une époque considérée comme non suspecte de déviations, et selon d'autres considérations tout à fait justes, cette trahison du Parti Socialiste face à l'ennemi a comme conséquences un sanglant sacrifice prolétarien. C'est cette manière équivoque de poser le problème qui trompe de nombreux socialistes.

Tout d'abord nous ne savons pas comment la situation guerrière créée par la bourgeoisie pourrait ne pas avoir comme conséquences un sanglant sacrifice prolétarien, et nous ne croyons pas que les larmes des mères des soldats tués seront moins amères à la pensée qu'ils sont tombés en envahissant les terres des autres. Toute action socialiste a comme conséquence des souffrances prolétariennes. Notre programme est un programme de négation qui ne tend pas à rendre justes et utiles les institutions actuelles mais à en briser les contradictions épouvantables sous le choc de la marée révolutionnaire. Le prolétariat épargnera le sang de ses fils au prix de son propre sang. Le socialisme ne peut trouver d'autres voies pour dépasser les iniquités et les infamies du monde capitaliste. L'histoire contemporaine des revendications syndicales, qui se développe par la méthode de la grève, dans laquelle les ouvriers se condamnent à la faim et à la misère pour arracher une relative augmentation du bien être, semblera t'elle absurde aux hommes de l'avenir ? Ces contradictions proviennent du cœur du régime que nous combattons et se reflètent nécessairement sur toute notre bataille, qui restera dans l'histoire comme un héroïque mais triste martyr dans lequel les mouvements en conflit avec les intérêts de la classe dominante se résolvent toujours dans le massacre des opprimés, des grévistes, par des sbires, prolétaires transformés en soldats sous la bannière de l'une ou de l'autre bourgeoisie.

Le dilemme et le choix sur le chemin à suivre, devant lequel se trouve le Parti Socialiste, est le même que celui du shakespearien « être ou ne pas être ».

En aucun cas le socialisme ne peut, sans se renier lui-même, se résigner à la concorde nationale. Celle-ci est partagée et exaltée par tous les autres partis tant que la patrie est en danger, même si c'est par la faute ou la volonté du gouvernement. Nous ne pouvons pas partager une telle concorde, même si la cause de l'horrible phénomène de la guerre est la volonté des gouvernements ennemis, et même si c'est avec la complicité naïve de leurs peuples.

Le sacrifice demandé par les autres partis est totalement différent de celui que nous demandons. Les autres voient dans la concorde nationale et dans la paix sociale le but de leur idéologie hypocrite, qui masquent les tendances inavouables des minorités dominantes à conserver le monopole de l'oppression. Nous sommes au contraire le parti de la discorde nationale, de la lutte proclamée entre les classes, et emmener le socialisme en dehors de cette voie sous des prétextes empruntés à l'adversaire signifie le tuer.

Ceux qui cherchent un possible point de rencontre entre socialisme et problèmes nationaux, en seront réduit à constater que la seule manière de comprendre la mission historique des nationalités constituées en organismes étatiques est le **nationalisme** pour lequel il y a **une** nation et une seule qui a toujours raison. Et qu'elle a d'autant plus raison que sa force armée est plus forte et que la discorde intérieure entre les classes est plus faible.

On peut, de toute manière, conclure sûrement que la solution la moins heureuse, la moins marxiste, la moins socialiste du problème des rapports entre socialisme et nationalité est celle qui s'exprime vulgairement par la phrase toute faite de la « défense nationale ».

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

19 – Socialisme, patrie et guerre de défense (pourquoi la discussion est opportune).

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 6/01/1915

Cet article est né des discussions soulevées par l'article précédent ainsi que d'un commentaire de l'« Avanti ! » à un article du réformiste Zibordi, lui aussi adversaire de l'intervention, mais préoccupé par la position anti-défensiste qui correspondait à celle que Lénine avait puissamment appelé « défaitisme ». Le commentaire de l'« Avanti ! », bien que niant le défensisme, semblait vouloir se clore par la juste observation contingente indiquant que le cas de l'Italie aurait été non pas un cas de défense mais d'agression. L'article qui suit développe la thèse que chaque concession faite au principe de la défense de la patrie équivaut à la destruction de l'internationalisme socialiste. L'article démontre, avec de nombreuses références à la situation historique réelle de la guerre et de ce temps en Europe, à quels dangers graves la tentative de non-défaitisme exposerait le parti prolétarien. Cette analyse anticipe sur la situation pratique et future de Caporetto en 1917.

Du fait que le commentaire rédactionnel au second article de Zibordi sur la « Défense nationale » correspond au mieux aux idées que j'ai soutenu dans le précédent article paru dans l'« Avanti ! » du 21 décembre, je demande encore un peu d'espace pour exposer quelques objections à la dernière partie de ce commentaire. La discussion sur la défense nationale est aujourd'hui exclusivement académique puisque la guerre qui se dessine à l'horizon est une guerre d'«agression», c'est-à-dire d'initiative de l'État par qui nous sommes gouvernés, et qu'il ne s'agit aujourd'hui

que de serrer les rangs de tous les socialistes qui seront les ennemis avérés d'une telle guerre – c'est le point de vue exprimé par l'« Avanti ! ».

Eh bien, je pense que la question est tout autre qu'académique, et j'ai écrit mon modeste article justement en vue des actions contre la guerre, que nous devons tous réaliser demain, et qui sont attaquées jusque dans nos rangs par mille équivoques de l'idéologie bourgeoise.

Qu'il me soit permis d'éclaircir la portée de la discussion actuelle sur la « défense nationale » qui aurait dû, c'est vrai, avoir lieu avant la guerre, mais qui peut plus facilement se faire aujourd'hui en tenant compte de certains aspects du conflit européen.

Est-il vraiment certain aujourd'hui que la guerre de demain sera une guerre d'« agression » ? C'est la question. Je soutiens à ce propos dans l'article cité que la distinction nette entre les deux espèces de guerre est gratuite et **irréelle** et ne peut servir de plate-forme à l'antimilitarisme prolétarien. J'ai cherché à démontrer comment les gouvernements bourgeois pouvaient toujours affirmer ne pas avoir voulu la guerre, ayant le monopole de tous les éléments de jugement politico-diplomatique qui sont normalement soustraits au contrôle populaire. J'ai surtout soutenu que, même dans l'État qui initie volontairement la guerre, les conditions de la « défense nationale » constituées par la menace d'une invasion étrangère et de perte de l'indépendance nationale, peuvent advenir pour le prolétariat. Le camarade Zibordi voit en ceci une application de « dédoublement » logique de la réalité.

Je m'expliquerai donc de manière plus pratique. Quand l'État italien aura décidé, demain, la guerre, le Gouvernement exposera surtout les mille dangers qui menacent l'Italie. Il ne sera pas difficile, face aux masses, de forcer les caractères de la guerre jusqu'à en faire une guerre de défense, comme ceci s'est fait partout.

Il suffira d'un télégramme... (même faux comme celui de 1870) du Kaiser au roi d'Italie. Et il y aura mille autres preuves de la nécessité de la guerre.

Croyez-vous que tous les arguments interventionnistes ne portent pas au fond sur le plan idéologique et sentimental de la défense nationale ? Le « danger » de la victoire allemande est la clef de voûte de la mythologie belliciste. Tout comme le « danger » d'étouffement économique et politique a conquis à la cause nationale les socialistes allemands. Et ce serait nous, internationalistes, qui devrions distinguer entre la défense de l'Italie et celle de la Belgique et de la France, qu'achèverait indirectement l'armée italienne ? Tout ceci est la petite monnaie de la propagande guerrière qui fera de la guerre de l'Italie une guerre juste et nécessaire. Ne vous rappelez-vous plus de l'entreprise de Tripoli ?

Mais délaissant tout ceci, car voici le point important : une fois déclarée la guerre, qu'on admettra appeler guerre d'agression de l'Autriche et de l'Allemagne,

les armées autrichiennes prépareront de leur côté leurs actions. Les flottes anglaise et française de Méditerranée évacueront très probablement l'Adriatique pour laisser le champ libre à la revanche de l'honneur italien – et pour avoir la joie de voir les deux flottes rivales se débarrasser réciproquement de nombreuses grosses unités. Les corps d'armée austro-bavarois feront pression sur la frontière Nord-orientale et en résumé la côte Adriatique et la Vénétie seront placées sous une grave menace de l'ennemi. Et la possibilité ne sera pas alors exclue, ô camarade Zibordi, d'une invasion de la toile d'araignée prolétarienne de la région du Reggiani, même si celle-ci est défendue par la ligne du Pô. Cette situation aurait une certaine probabilité de se réaliser si tout le socialisme italien était, comme dans ta province, numériquement puissant, et comme toi indigné par la guerre d'agression et en tentait le sabotage. **C'est la portée de la responsabilité qui attend notre Parti.** Celle-ci serait-elle différente dans le cas où la déclaration de guerre viendrait de l'autre côté de la frontière ?

En appuyant notre propagande sur une distinction privée de contenu socialiste notre action de demain n'aura rien à gagner mais tout à craindre. Ceux – même parmi nos camarades – qui, enthousiastes, s'en contentent et réservent leurs positions en cas de « guerre de défense », résisteront-ils à la dure épreuve de la réalité de la guerre ? Quand il s'agira – par une campagne qui, du minimum d'opposition politique, ira vers des formes d'actions plus décidées – de couper nettement avec tous les facteurs de succès que l'État emploie pour la guerre pendant que l'ennemi, avec plus ou moins de succès militaire, fera pression sur les frontières ?

L'adversité à la guerre d'agression, couplée à l'adhésion à celle de défense, sont très répandues mais peu socialistes. Si nous voulons rester dans la ligne du socialisme révolutionnaire nous devons fonder notre action et notre bataille, y compris quand apparaît l'opportunité d'en élargir les bases à un nombre supérieur de prosélytes, sur des directives purement et exclusivement **socialistes**. Je sens les objections à cette affirmation « abstraite », « théorique » et même... « algébrique ». Mais il y a un argument récent, douloureux et décisif pour sa défense.

Nous avons déjà été victimes d'une erreur de perspectives et nous l'expions amèrement. Quand il semblait que la guerre, la « seule guerre possible », fut celle menée aux côtés de l'Autriche et de l'Allemagne, le Parti socialiste, sûr d'avoir un large consensus, même de la part des autres partis et des classes non-prolétariennes, a beaucoup profité, dans sa propagande, d'arguments qui pouvaient être partagés par les démocrates et même par de nombreux conservateurs, et promis, comptant sur des troupes qui n'étaient pas toutes les nôtres, l'insurrection populaire.

Une fois éliminée la possibilité de cette autre guerre, nous avons reçu – à qui le cacher ? – un rude coup. La démocratie et la moyenne bourgeoisie devinrent bellicistes. Le Parti socialiste resta politiquement seul. Quel avantage s'il l'avait été (ô théorie calomniée !) dès le premier moment ! Nous aurions fermé la porte par laquelle entrèrent en un premier moment d'innombrables alliés qui, pour beaucoup, en sortirent en tant qu'adversaires acharnés, et nombre d'entre nous avec eux.

C'est pourquoi, par une évidente analogie, il est aujourd'hui nécessaire d'éclaircir les motifs de notre aversion à la guerre. Notre propagande doit être telle qu'elle se mette à l'abri des attaques, de la corruption et des mensonges bourgeois, et ne pas s'abandonner à ce qui semble aujourd'hui une opportunité favorable due à la situation mais pouvant se transformer en piège. **Contre toutes les guerres**, non pour exprimer comme le disent les philosophes de métier, un Absolu dogmatique, mais pour se préparer à combattre de tous les côtés les assauts des antisocialistes, pour pouvoir rendre le prolétariat insensible à toutes les déformations et les falsifications de la guerre bourgeoise à laquelle on voudra le conduire demain.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

20 – La bourgeoisie et le principe de nationalité

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 24/01/1915

Cet article de l'« Avanti ! » est important parce qu'il atteste de la prise de position de la gauche socialiste non plus contre les socialistes passés à l'appui ouvert à la guerre, et représentés en Italie par le transfuge Mussolini et un petit nombre de ses partisans, mais contre le courant constituant la droite du parti et qui en constituera rapidement le fameux « centre », lequel, bien que voulant porter à son mérite le refus de la guerre, a été la cause d'une grande confusion dans les directives de l'action socialiste.

On répond en fait à une réunion tenue à Milan par un groupe de socialistes qui n'étaient ni pour l'intervention ni pour la « neutralité absolue ». L'article réfute, dans son contexte, la position de ce courant disant que le « principe de nationalité » doit être accepté comme un « présumé » du socialisme.

Après la critique de cette méthode, typiquement révisionniste, des prémisses, et la défense contre l'accusation, déjà habituelle, de dogmatisme, que depuis lors nous avons revendiqué, et que, à notre honneur, nous revendiquerons toujours, l'article discute de la question des nationalités, démontrant que celles-ci ne sont respectées par aucun des états et des gouvernements des classes dominantes puisque chaque épisode de guerre a des bases économiques et impérialistes évidentes.

Le soir du 8 janvier s'est réuni à Milan un groupe de camarades parmi lesquels quelques députés et conseillers, lesquels ne sont ni pour la neutralité absolue ni pour l'intervention.

Ces excellents camarades, après quelques flèches **dignes de foi** contre ceux qui, au cri de « à bas la guerre ! », voudraient résumer le développement des complexes problèmes de l'heure, et qui nient le devoir de la défense de la patrie, en sont passés à se déclarer « convaincus que le principe de nationalité ne peut être renié et constitue une étape vers l'internationalisme » et, une main sur le cœur, se sont mis d'accord pour « ne pas pouvoir accepter le principe de neutralité absolue, qui possède un caractère hervéiste dépassé, et est renié même par ses meilleurs défenseurs ».

Après ceci, nous ne sommes pas particulièrement surpris qu'ils soient en bons termes avec les interventionnistes résolus.

L'accusation de **dogmatisme** est désormais devenue à la mode. A chaque coin de rue nous rencontrons quelqu'un qui s'amuse à nous traiter de curés. Une longue expérience montre désormais que cette insulte est jetée chaque fois que le mouvement socialiste suit la bonne direction, sans hésiter à marcher sur les pieds de ceux qui voudraient l'entraîner sur une autre voie. Mais la réputation de dogmatisme infligée à ses propres adversaires est d'autant moins efficace qu'elle peut se retourner automatiquement. On peut formuler un axiome arbitraire soit en disant : « les prolétaires n'ont pas de patrie », soit en proclamant que : « le socialisme veut la paix entre les états, sur la base du respect mutuel de l'intégrité et de l'autonomie nationale, **présupposés nécessaires** au principe internationaliste et à sa pleine réalisation » (ordre du jour des socialistes royalistes relaté par G. Zibordi sur l'« Avanti ! » du 1^{er} janvier). Cela dépend de la manière de voir de quels arguments et de quelles motivations, basées sur des données de fait, disposent les partisans de l'une et de l'autre thèse. Et l'on revient au point de départ.

Si ceux qui trouvent dépassé le vieux slogan communiste sont nombreux, aucun ne nous niera le droit d'avoir l'opinion que la célèbre théorie de la liberté nationale « présumé nécessaire », etc., n'est qu'une affirmation sans preuves et constitue le plus rigide des schémas mentaux.

C'est par l'amoncellement de ces présumés que le socialisme se détruit. L'épine dorsale du réformisme est cet idéalisme des **conditions préalables**. Le socialisme viendra, mais **avant** il faut... et ici nous pourrions énoncer toutes les formes de dégénérescence de l'action prolétarienne : participation au pouvoir, participation aux blocs, coopérativisme exagéré, **éducationnisme** excessif, adhésion à l'impérialisme capitaliste ou à l'irrédentisme romantique... tout ceci, bien entendu, pour préparer les conditions nécessaires au développement de la lutte des classes, à laquelle penseront les descendants de nos petits-enfants. En dernière analyse, le bourgeois le plus philistin peut se déclarer socialiste s'il met en avant un présumé à propos : par exemple (et ce sont de très communes objections) une parfaite instruction populaire, ou même la transformation morale de la nature humaine. Il est évident que toutes ces conditions se trouvent sur un terrain totalement opposé de celui de la pensée et de l'action socialiste.

Pouvons-nous croire que ces camarades – sans allusion irrévérencieuse – qui, se trouvant flotter entre la neutralité et l'intervention, prennent le taureau par les cornes en disant que la neutralité absolue a un caractère hervéiste, alors que celui-ci a été renié par son... inventeur, peuvent, sur cette seule base, condamner l'opinion des neutralistes extrémistes ? Ce n'est que de la dialectique digne de prêtres !

Je crois qu'avant tout aucun des camarades hostiles à la guerre de défense ne s'est défini comme **hervéiste**.

Hervé était, plus qu'autre chose, un vulgarisateur et un propagandiste particulièrement efficace. Son nom est resté attaché à une méthode d'action antimilitariste et non à une doctrine. L'antimilitarisme socialiste a bien d'autres bases qu'un brevet du professeur parisien ! Est-il de nécessaire d'invoquer, comme argument décisif, la volte-face indécente et déjà ancienne de celui-ci ?

Peut-on éliminer le syndicalisme en tant que théorie au seul souvenir de l'évolution de la pensée de Sorel ? Les jésuites utilisèrent la prétendue conversion de Voltaire sur son lit de mort comme argument spirituel. La boutique du néo-idéalisme catholique nationaliste démontre à chaque instant la réfutation des thèses de nos renégats. Allez-y donc doucement en disant que c'est nous qui copions le système et la tournure d'esprit des prêtres !

Le Socialisme est la plus grande des hérésies modernes. Il ne doit donc pas avoir peur de renverser les dieux de leurs autels. L'affirmation sentimentale disant que l'on ne peut renier le sentiment de nationalité ne peut et ne doit pas nous empêcher de porter nos critiques aux idéologies qui se basent sur le concept de nation.

La nationalité est constituée de faits, dans la mesure où existent, dans les différentes régions du monde, d'indéniables différences de races, d'habitudes, de traditions historiques et culturelles. Cependant la division du monde habité en regroupements nationaux n'est qu'une abstraction et il est impossible, même en se limitant à de petites zones, de la concevoir de manière non-controversée. Trop de facteurs géographiques, ethniques, historiques, bien souvent en opposition les uns aux autres, y concourent. En réalité ce qui existe ce sont les divisions et les frontières des différents états, qui ont des caractères plus ou moins nationaux et peuvent résulter du démembrement d'une ou de plusieurs nationalités qui peuvent elles-mêmes être entremêlées de manière inextricable.

La formule indiquant que toute nationalité doit constituer un État en soi, sans ingérence étrangère, bien qu'elle puisse sembler acceptable dans le sens éthique à tous ceux qui s'inspirent des concepts abstraits de justice et de liberté, n'a qu'une valeur purement métaphysique dès lors que l'on ne tient pas compte de la possibilité de sa réalisation en fonction du développement historique des rapports entre les États

et même – puisque nous en discutons d'un point de vue socialiste – des oppositions entre les différentes classes sociales.

Si l'on examine l'évolution historique du concept de nationalités on peut en conclure que sa réalisation universelle est une utopie dont on s'éloigne toujours plus. C'est pourquoi opposer un tel postulat à la réalisation du socialisme et, pire encore, à la mise en place de l'action de classe du prolétariat, veut dire condamner le socialisme à l'inexistence et le prolétariat à l'impuissance.

L'affirmation du principe de nationalité dans l'histoire récente coïncide avec les révolutions démocratiques qui introduisirent la souveraineté populaire et substituèrent le tiers-état à l'aristocratie féodale. La nouvelle économie bourgeoise avait besoin d'un régime de relative liberté politique, et tendait à constituer des États parlementaires pour aplanir la route à la domination du capitalisme. Pour abattre l'ancien régime la bourgeoisie devait se procurer l'appui des grandes masses et accepter les idéologies humanitaires qui furent la base de la révolution. Le concept de nationalité fut, dans ce processus, plus un moyen qu'une fin, et servit à entraîner le peuple plus qu'à le délivrer.

Une fois établies les formes politiques étatiques nécessaires à l'économie capitaliste la nouvelle classe dirigeante se désintéressa de la poursuite de la réalisation de ses idéalismes - qui constituaient le programme de ses premiers temps héroïques.

La première grande affirmation du principe de nationalité est contenue dans la déclaration des droits des colonies anglaises des États-Unis à l'époque de la guerre d'indépendance. Dans ce cas il ne s'agissait pas d'une véritable guerre **nationale** parce que les Américains étaient anglais d'origine et avaient détruit la race indigène des Peaux-Rouges. Ce fut un différent de nature économique-commercial qui poussa le jeune et vigoureux capitalisme de ces colonies à créer un État indépendant.

Dans la vieille Europe, les guerres et les révolutions pour l'unité, dont la bourgeoisie tira l'énergie de son développement, avaient en réalité un caractère national. Mais les états qui en résultèrent, comme ceux qui étaient déjà constitués, montrèrent et montrent dans leurs méthodes de gouvernement et dans leurs politiques qui s'ensuivirent, que la conception des droits nationaux des peuples n'était pas pour eux un programme mais simplement la dissimulation d'intérêts dynastiques et de classe.

Il serait trop long et superflu d'examiner en détail les rivalités mutuelles et les entreprises coloniales des différents États modernes, mais il est facile d'en conclure que les bourgeoisies dominantes ne sont guidées, dans leur politique étrangère, que par leur « égoïsme sacré » national et étatique qui ne trouve d'autre limite que dans le choc potentiel ou effectif avec d'autres égoïsmes possédant un armement supérieur. Dans de tels rapports, l'unique loi est la force, et il n'existe ni une éthique des États ni un droit international qui servent à résoudre les différents entre les grands États.

La bourgeoisie – mise à part une minorité de romantiques ou de démagogues – a en conséquence abandonnée l'illusoire doctrine démocratique des nationalités coexistant librement entre elles pour adopter les tendances et les politiques des différents nationalismes culminant dans les aspirations impérialistes et les rêves d'hégémonie, buts qu'ils ne peuvent atteindre s'ils n'écrasent pas par la violence les tendances analogues des États rivaux.

On voit ainsi la bourgeoisie italienne concilier les traditions des guerres d'indépendance avec le brigandage en Libye et en mer Egée, et la bourgeoisie allemande à peine sortie de la guerre de libération contre les Habsbourg s'allier à ceux-ci dans la guerre contre la Serbie et exalter l'anéantissement de l'indépendance de la Belgique comme une chose juste et logique.

Il n'est pas difficile de démontrer que, dans l'histoire contemporaine et dans les tragiques événements d'aujourd'hui, c'est le facteur État qui prévaut sur le facteur Nation. Et nous, socialistes, voyons dans l'organisation étatique non pas le représentant de l'ensemble des citoyens, mais l'institution de conservation des privilèges des minorités capitalistes.

Y a-t'il une place au milieu de ces égoïsmes bourgeois et étatiques pour la défense ou l'affirmation de principes de nature universelle comme la démocratie ou la nationalité ? Nous le nions. Un État qui subordonnerait le sort de son expansion économique et les ressources de son action militaire à des sentimentalismes ou à des scrupules de ce genre ne ferait que préparer sa défaite et céder la place à d'autres États plus aguerris.

D'autre part, l'examen des faits montre, à l'évidence, que les gouvernements qui, pendant qu'ils luttent contre leurs ennemis et voient dans les alliés d'aujourd'hui les ennemis de demain, se font les propagateurs de certains idéaux, les jettent en même temps à leurs pieds avec la plus grande désinvolture lorsque ceci leur convient. Les antagonismes et les rapprochements entre les grands états ne sont pas déterminés par les caractères historiques ou sociaux de leurs populations ou de leurs institutions, mais changent et s'inversent selon l'augmentation ou la diminution de la puissance militaire de chacun.

Un rapide coup d'œil aux dernières guerres met cette vérité en évidence. Combien de discours y a-t'il eu sur la célèbre Quadruple entente balkanique contre la Turquie ? On a alors porté aux nuées l'accord entre les peuples qui aspiraient à la liberté et on ne vit pas les vrais motifs de la guerre, les ambitions des états et des dynasties balkaniques.

La seconde guerre balkanique advint lorsque les vainqueurs voulurent se partager le butin, et alors l'échafaudage du scénario conventionnel sur lequel elle a triomphé s'écroula en exhumant les vieilles prophéties mazziniennes, le célèbre

principe des nationalités, qui aurait du montrer aux bons croyants la solution pacifique du conflit. Il y a environ dix ans l'Europe trembla sous la menace d'une conflagration causée par l'irréductible rivalité anglo-russe pour la domination de l'Asie... Une fois conjuré l'éclatement du conflit, la guerre russo-japonaise se déclencha, et le colosse moscovite en sortit brisé. L'Angleterre se tourna donc contre un autre rival et se prépara de longue main sous tous les aspects au heurt actuel, auquel participe le Japon, allié à l'ennemi d'hier... Et demain d'autres rivalités et d'autres songes d'hégémonie politique et commerciale se détermineront dans le déplacement continu des centres d'attraction et de répulsion de la dynamique des États. Quelle influence exercent les nationalités sur l'action et les directives des états bourgeois ? Qu'est ce qui autorise à définir la guerre actuelle comme une « guerre des nations » ?

L'Autriche et l'Allemagne se comportent de la même manière dans la période historique que nous traversons, deux états dont la structure nationale est pourtant très différente. La majorité des classes dominantes de tous les pays en lutte aspirent à une solution impérialiste de la guerre, basée sur les annexions et le démembrement des pays vaincus. Que reste t'il du fameux principe de nationalité ? L'État moscovite qui massacre les Juifs, opprime les Finlandais, prépare la trahison des Polonais ? La bourgeoisie anglaise qui réprime la révolte des Boers et pense agrandir son empire colonial pendant que la guerre ensanglante le continent ? La France bourgeoise qui, en reprenant l'Alsace-Lorraine, se promet également de détacher une autre partie du territoire allemand ? Les Alliés qui, se méfiant les uns des autres, signent à Londres le pacte interdisant de signer une paix séparée ?

Le principe de l'autonomie nationale – qui, dans quelques cas classiques, donne indubitablement lieu à des problèmes d'actualité et cause des maux qui retardent l'activité de classe du prolétariat – ne peut donc pas s'attendre à être réalisé par la bourgeoisie dominante et les États constitués.

Si on l'entend de manière trop universelle, il manque de solutions indiscutables, même en théorie. Sur le plan de sa réalisation pratique, il comporte des rectifications de frontières qu'aucun état n'acceptera pacifiquement.

La réalisation des indépendances nationales ne pourrait se réaliser sans guerres. Mais celles-ci, en donnant la primauté au plus fort, ne peuvent pas ne pas créer de nouveaux **irrédentismes** plus brûlants que les précédents, même quand ils parviennent à les supprimer.

Étant donné qu'aucun des modernes états bourgeois, qui possède la force de ses armées et de sa flotte, ne veut ni ne peut épouser la cause des irrédentismes, quel doit être face à ce problème la position du prolétariat socialiste ?

C'est ce que nous examinerons dans un prochain article.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

21 – Du vieil au nouvel antimilitarisme

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 19/02/1915

Cet article se relie au précédent en réfutant les visions des deux groupes d'États en conflit. Cette réfutation est importante car, au-delà du problème de la possibilité ou non de conjurer l'intervention de l'Italie dans la guerre, elle pose le problème de la future reprise du mouvement prolétarien, en opposant à l'antimilitarisme de type réformiste une nouvelle position de type révolutionnaire qui repousse tous les mensonges dont s'alimente la position illusoire disant que le socialisme se retire au sein de la nation (comme on le voit faire aujourd'hui par les mouvements qui se qualifient socialistes et communistes !). Le pacifisme bourgeois stérile est encore une fois désavoué et il est proclamé que seul l'écroulement du système bourgeois sera à même d'empêcher les guerres à l'avenir.

Après plus de six mois de guerre et après les rudes discussions que celle-ci a entraînées, est-il possible de tirer aujourd'hui quelques conclusions qui tiennent compte de la lumière apportée par les tragiques événements sur le grave problème des rapports entre le socialisme et la guerre ?

La question n'est ni académique ni prématurée. Ce sont les conditions dans lesquelles se trouvent les partis socialistes des états neutres, pour lesquels subsiste la possibilité d'une intervention dans le conflit, qui la rendent actuelle et nécessaire. Lorsque demain la paix sera signée, il sera possible, à la lumière de l'histoire et d'une chronique rétrospective véritable, une fois disparu l'aveuglement des passions qui divisent les belligérants et les neutres de l'heure actuelle, de mener la discussion à fond, et les socialistes du monde entier y prendront part pour en arriver –

indubitablement – à des conclusions décisives, qui serviront de point d'appui pour l'avenir. Des études fébriles et des discussions souvent chaotiques et tumultueuses ont eu lieu. Et ceci parce que le prolétariat socialiste italien se trouvera, si la guerre éclate, dans des conditions très différentes de celle des autres pays où l'orage s'est abattu en quelques jours. La longue période où il s'est trouvé spectateur des actions – ou des passions – de ses frères transalpins lui fait porter une responsabilité historique bien plus grave. Parmi les constatations que l'on a pu faire durant ces huit mois passés sous nos yeux, une chose se révèle évidente : avant cette guerre la théorie et la propagande antimilitariste se sont développées essentiellement en fonction de l'intérêt et de la nécessité pour le prolétariat d'empêcher par tous les moyens la guerre, et de s'opposer aux conséquences néfastes du militarisme en temps de paix (dépenses pour l'armement, répression armée du mouvement ouvrier, influence pernicieuse de la vie militaire sur la jeunesse, etc.). Mais un problème a été trop laissé dans l'ombre : ce que les socialistes devaient faire non pas pour conjurer la guerre mais pour défendre les conquêtes du prolétariat et sauver le socialisme de la ruine lorsque la guerre éclaterait.

La vision erronée consistait à penser au problème de l'antimilitarisme de manière réformiste (réduction des armements, armement de la nation, arbitrage entre soldats et officiers, etc.), alors que le but du socialisme n'est pas de soigner la société bourgeoise mais d'en hâter la démolition **ab imis fundamentis**, en en revenant aux questions de son organisation économique. L'antimilitarisme n'est donc pas une fin en soi mais une des faces de l'action anticapitaliste du socialisme. « Seule la socialisation des moyens de production et d'échange rendra impossible les conflits entre les nations » dit le « Manifeste des Communistes ».

L'idée que la guerre était devenue, même en régime bourgeois, impossible, faisait peu à peu son chemin. L'éclatement de l'épouvantable guerre actuelle a démolie cette conviction erronée – et a en même temps scellé la condamnation marxiste du capitalisme dont la civilisation, basée sur l'exploitation des salariés, voit sa parabole historique plonger vers la barbarie guerrière.

Le socialisme attendait mieux de cette magistrale confirmation théorique que la mise hors circuit pratique de l'Internationale. Mais le socialisme moderne doit encore s'aguerrir dans le creuset de l'histoire, au feu de ses conflits internes et de ses erreurs pour se libérer de toutes les scories qui l'embarrassent...

L'antimilitarisme classique s'était peu, trop peu préoccupé de la situation dans laquelle les socialistes et les classes travailleuses se seraient trouvés durant les quelques heures où la guerre se transformerait de menace en réalité.

Le socialisme avait l'expérience de crises partielles, de guerres limitées ou de guerres coloniales comme la guerre entre les Boers et les anglais, celle entre la Russie et le Japon, celle de Libye... Mais le conflit entre les plus puissants États du monde, entre les pays frontaliers préparés aux méthodes d'offensive les plus épouvantables,

pendant cette période d'angoisses ou les gouvernements échangeaient des télégrammes chiffrés décidant du sort de millions d'hommes, a transformé en crise sans précédents les opinions, les tendances, les prévisions, les propositions. Outre le fait de ne pas avoir pu conjurer la guerre – ce qui ne constituait nullement en soi la faillite du socialisme – les socialistes se sont, dans les principaux États, à quelques exceptions près, pleinement solidarisés de leurs gouvernements réciproques, apportant à ce dernier une importante contribution d'énergie morale et matérielle, à la grande joie des classes conservatrices.

Bouleversant toutes les valeurs et les conceptions précédentes, cette conduite a été justifiée par les socialistes convertis à la guerre non seulement à travers le préalable du patriotisme, qui les empêchait de faire quoi que ce soit contre leur pays, engagé à fond dans une guerre meurtrière – quelle que soit la faute ou la responsabilité du gouvernement –, mais plus encore par le fait de s'efforcer d'opposer les « missions historiques » des parties en conflit, déterminant la défense ouverte d'un des deux camps par le socialisme.

Ces faits se sont vérifiés des deux côtés des frontières incendiées et il ne vaut pas la peine de revenir sur la réfutation de ces inexactitudes, de ces mensonges et de ces préjugés qui sont superposés à la réalité du cataclysme et détournent les masses de leur opposition et de leur antagonisme avec les couches dirigeantes.

Il est indubitable que les divers gouvernements, à la différence de l'opinion courante, comptaient bien sur l'adhésion des socialistes, et que, sans cette certitude, ils auraient été plus prudents dans leur politique guerrière. Les socialistes allemands, autrichiens, français, belges, etc., ont pensé qu'il était indiscutable que l'abandon de la politique socialiste d'opposition intransigeante aux institutions était un mal négligeable par rapport au danger provenant de l'affaiblissement de la cause nationale une fois la guerre déclarée.

L'efficacité de l'antimilitarisme socialiste s'est ainsi arrêtée sur le seuil grand ouvert du temple de Janus.

•••

La grande révision du socialisme vers laquelle nous nous orientons devra guérir ces erreurs fondamentales. Il est nécessaire que les socialistes italiens s'efforcent d'anticiper quelques conclusions face à la perspective de l'intervention dans la guerre de l'État italien. A la position illusoire de certains, espérant que le socialisme se retirera dans l'ombre et dans l'orbite de la nation, nous devons opposer la conviction que le socialisme se tournera à nouveau vers des formes plus strictes d'union et d'action internationale, pendant que la défiance accrue envers la possibilité d'une amélioration graduelle du régime actuel poussera toujours plus le prolétariat vers la tactique et la tendance révolutionnaire. Dans tous les pays belligérants un profond changement de l'opinion des socialistes s'est déjà opéré. Ceux-ci commencent à

réfléchir au fait qu'ils ont trop sacrifié sur l'autel de la patrie et il se dessine une tendance pour la paix et la reconstruction des rapports prolétariens internationaux.

En ce moment historique il serait déplorable que le Parti socialiste italien, dans le cas d'une guerre, se laisse devenir prisonnier de la situation, se laisse lier les mains par une quelconque solidarité avec la bourgeoisie, sacrifiant ainsi la continuité logique de sa position politique.

Le pacifisme bourgeois, mouvement stérile et en rien révolutionnaire, peut s'arrêter face à une guerre à laquelle il n'a su s'opposer, et se rappeler seulement la nécessité de sauver la patrie. Mais le socialisme, antimilitariste parce qu'antibourgeois, ne doit pas renoncer à sa propre action face à l'éclatement d'une guerre, de doit pas se laisser lier par des scrupules patriotiques. D'autres forces, d'autres acteurs sociaux, d'autres partis pensent à la sauvegarde de la nation, s'ils comprennent ce que veut dire ce terme plutôt abstrait. Le Parti socialiste n'a et ne peut avoir d'autre mission que celle de sauver le socialisme, et d'autant plus aujourd'hui que nombreux sont ceux qui commencent à se repentir de l'avoir oublié. Le socialisme italien, malgré la triste guerre à couteaux tirés contre ses anciens et ses nouveaux adversaires, doit et saura – que la guerre advienne ou non – passer à travers l'incendie et la ruine en tenant haut sa bannière, sûr de trouver demain les travailleurs des autres pays, réveillés du sanguinaire songe de destructions et de massacres, solidaire de ses positions.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

22 – La falsification

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 13/04/1915

Cet article est écrit pendant la période ou la lutte contre les partisans de l'intervention italienne s'aiguise. Il se réfère à la fausse position selon laquelle l'issue de la guerre aurait mis en jeu, comme à un carrefour aux routes opposées, l'histoire future de l'humanité (il s'est passé 45 ans, aujourd'hui, depuis la fin de la première guerre mondiale, et la fin a été celle que les interventionnistes italiens souhaitaient et appelaient le côté rose du carrefour : l'histoire de l'humanité se déroule de manière aussi ignoble qu'alors, et – en faisant grâce de la seconde guerre mondiale – personne ne peut soutenir que la victoire du camp opposé aurait donné un résultat plus catastrophique).

L'article se réclame des premières réactions internationalistes du camp prolétarien mondial, souhaite une nouvelle Internationale qui soit à nouveau capable d'assaillir et de renverser les systèmes des deux alliances entre lesquelles on prétendait que se trouvait mis en déséquilibre le cours de l'histoire. On affirme à nouveau que le fameux « neutralisme » signifie une attitude virile, active et révolutionnaire du prolétariat et du parti contre la bourgeoisie et son État, qu'il soit en paix ou en guerre.

Dans cette période de débats anxieux et violents, toutes les diffamations contre le parti socialiste, dues à son aversion pour l'intervention, circulant avec une impertinente impudence, se réduisent à rabâcher une position erronée de laquelle partent, en en faisant tout un cercle de sophismes spécieux, les fanatiques de la nouvelle mythologie née de la guerre. Il s'agit de l'interprétation de l'épouvantable phénomène de la guerre, dont les hallucinés et les possédés de l'intervention disent qu'elle est acceptée, construisant sur celle-ci leur mauvaise rhétorique pour préparer un public qui boit, à grandes gorgées, les plus audacieuses mystifications de choses et

de faits, transformés en arguments en faveur de la guerre. Ils décrivent avec une morgue intolérable la conflagration actuelle comme représentant un carrefour de l'histoire humaine, n'offrant que deux directions vers l'avenir, quelque chose comme le chemin vers l'enfer et celui vers le paradis de la vieille allégorie ecclésiastique. Ceux-ci ont construit et mis en circulation – aidés en cela par la superficialité des explications dont se satisfont non pas tant les masses analphabètes tant calomniées que la pernicieuse sous-espèce des semi-intellectuels qui constituent la soi-disant opinion publique envers laquelle Marx nourrissait une solide défiance – la légende du dualisme et de l'opposition entre les deux groupes de belligérants, l'illusion que les « fronts » ensanglantés par les terribles heurts divisent, avec une précision presque automatique, la raison du tort, l'innocence de la préméditation, la civilisation de la barbarie, la liberté de la tyrannie, la démocratie du militarisme...

Ils ont peint les couleurs de cet impressionnisme trompeur sur le cadre de leurs précédentes conceptions critiques de l'histoire, en la déclarant audacieusement « dépassée par les faits », et ont fait campagne de leur perspective mensongère auprès des foules hagardes, en l'accompagnant du geste du prédicateur de campagne qui montre au nigaud dans quelles flammes du rouge le plus brillant rôtiennent les damnés et dans quel éther du bleu le plus suave se trouvent les bienheureux. Ce mensonge de base une fois établi, n'importe quel perroquet va t'en guerre se sent investi de la dialectique la plus inébranlable. Osez-vous critiquer la véracité de leur interprétation en leur opposant les vérités les plus profondes provenant des études minutieuses de la critique socialiste, corroborées par l'examen des événements ? Vous êtes un **simplificateur**. Vous permettez-vous de dire que vous ne donnerez pas votre peau pour la défense des uns ou des autres ? Vous êtes un **lâche**.

Doutez-vous du fait que l'hypothétique triomphe de toutes les belles choses qu'ils avancent face aux mauvaises vaille la vie de quelques dizaines de milliers de prolétaires ? Vous êtes – dans le meilleur des cas – un **eunuque**. Avez-vous des doutes sur le désintérêt et la candeur des gouvernements de l'Entente ? C'est fait, vous êtes un **partisan de Südekum**, un germanophile, un vendu au Kaiser.

Eh bien, Messieurs, si vous changiez, non pas de métier, ce qui serait trop prétendre, mais au moins de vocabulaire ?

•••

Si ces paroles sont neuves, le jeu est lui vieux comme le monde. Le Parti socialiste, en s'opposant à la guerre, fait la politique de l'inertie, de l'insolence, de l'aveuglement, de l'impuissance ! Ils font – ni plus ni moins – le jeu des Allemands ! Ces déductions faciles proviennent toutes de ce mensonge central. Nous ne répéterons pas ici notre critique polémique, ce qui nous importe maintenant c'est de mettre en relief la **méthode** douteuse de nos adversaires. Si l'on admet que nous n'avons rien d'autre face à nous que le fameux carrefour, imposé par l'histoire par l'intermédiaire de la droite homicide, qu'un bilan imaginaire qui ne laisse d'autre alternative que de sauter d'une position à une autre dès que l'on touche de nouvelles

baïonnettes ou de nouveaux canons, alors la neutralité signifie absence et inertie. Si tout, aujourd'hui, réside dans l'opposition entre les deux groupes d'États en guerre, il est évident que font le jeu des allemands ceux qui ne sont pas disposés... à faire celui des autres. Le serpent du sophisme se mord la queue.

Mais quand a t'il été prouvé que faire indirectement et sans aucune intention le jeu des allemands serait criminel alors qu'il serait licite de faire ouvertement et volontairement (et en plus avec la peau des autres !) le jeu de leurs adversaires ? Ceci présuppose une position arbitraire indiquant que les uns ont toutes les raisons et les autres tous les torts. Quand a t'il été démontré que l'on ne peut faire pression sur le devenir historique qu'en prenant parti pour les uns ou les autres ? Les interventionnistes révolutionnaires (?) ont été peu à peu conduits vers une troisième voie... celle de l'« égoïsme national » !

Nous sommes très loin de tout ceci. Nous distinguons bien d'autres perspectives dans la situation actuelle. Nous voyons converger les deux routes du soi-disant carrefour dans une répugnante identité de barbarie militaire. Nous sentons le devoir et la nécessité de notre action infatigable vers la réalisation de conquêtes qui ne coïncident ni dans la cause des allemands ni dans celle des alliés, mais qui sont opposées et qui désapprouvent les gouvernements de l'un et de l'autre camp ainsi que des gouvernements des bourgeoisies neutres.

Nous sommes donc certains de la justesse de notre travail qui se rattache à celui des partisans de Karl Liebknecht en Allemagne, des députés socialistes russes, des camarades serbes, de l'«Independent Labour Party » anglais, de Sébastien Faure en France. Certains de ne devoir rendre service ni aux républiques ni aux empires qui luttent pour gagner l'hégémonie en Europe. Défendant non pas la paix bourgeoise prochaine mais la nouvelle Internationale prolétarienne qui affrontera, en accélérant la crise du monde capitaliste, la réalisation du programme maximum communiste, nous ressentons ne pas faire partie des absents, même si nos forces ne sont pas aujourd'hui à la hauteur de nos désirs.

La neutralité du gouvernement et de la dynastie peuvent être de l'inertie, de la lâcheté, du cynisme... Cynisme surtout, comme le serait l'intervention, comme le sont les politiques des États en paix et en guerre. Mais en s'opposant à la guerre au nom de leurs idéaux de classe, les socialistes ne se rendent pas complices de la neutralité bourgeoise et de ses menées, de ses intrigues et de ses spéculations.

Le Parti socialiste, parti d'opposition, n'a pas de conseils à donner au gouvernement. Celui qui donne des conseils promet une solidarité. Le prolétariat socialiste fait sentir à l'État sa position d'ennemi dont il ne se désistera jamais, en temps de guerre comme en temps de paix. C'est la signification de la position de notre parti qui se relie à l'avenir du socialisme international en respectant les glorieuses traditions.

Et les interventionnistes, paraphrasant à nouveau leur écœurante palinodie, peuvent ergoter sur le « neutralisme » socialiste tant qu'ils veulent.

Mais, par leur complet dévouement à l'État et à la monarchie, aucun ne s'est plus émasculé qu'eux. Ils ne voient pas d'autre voie que l'utilisation du militarisme d'état et abandonnent ainsi toute leur tradition d'indépendance.

Pour se justifier, ils déblatèrent en disant être dans la réalité. Ils croient au sérieux de leurs contes comme l'acteur enflammé qui oublie le texte de sa scène. Et pataugent dans une réalité de carton-pâte, en se moquant de notre aveugle abstractionnisme...

Mais ils ferment – par exemple – les yeux et les oreilles quand le représentant du Tsar se lève pour demander la déportation des socialistes russes, d'après le télégramme du ministre Vandervelde et à l'exemple des socialistes allemands. Il n'y a pas de place dans leur « réalité » pour les faits qui ne sont pas placés sous lumière artificielle.

Jetons le scénario habituel et avançons, et à Vive la guerre ! Vive le Tsar ! opposons :

A bas ... le simplisme !

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

23-24 – A la veille de l'intervention

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Nous présentons ensemble deux articles particulièrement importants parce qu'ils établissent la position des socialistes opposés à la guerre au moment où celle-ci est déclarée par le gouvernement italien. Le premier est du journal napolitain du Parti qui suivait notoirement les positions extrêmes de la Gauche. Le second est de l'« *Avanti!* » qui, ne le faisant suivre d'aucun commentaire, montre le faire sien au nom de tout le Parti et de sa Direction.

L'argumentation est claire et se situe à l'opposé de la praxis traditionnelle de tous les opportunistes selon laquelle, quand une « campagne » a eu une issue défavorable on prononce la fameuse phrase : « vu la bataille perdue... » et on change la coloration de ses propres affirmations.

A l'heure décisive la Gauche établit avec une extrême clarté que pour nous rien n'avait changé dans notre doctrine et dans nos principes ni dans notre action et position politique. Comme hier, nulle concorde nationale, nulle défense de la patrie, mais lutte de classe totale contre la classe bourgeoise et son État parlementaire-militariste.

Les deux articles jettent à la face de nos adversaires toute la fausseté et l'infamie de leurs positions. Dans le second on répète encore une fois le fait que le neutralisme n'est qu'un mot malheureux de la politique pratique qui se réfère à notre éternel ennemi : l'État.

L'État a inversé sa position dans le cadre des rapports entre États, la notre ne change pas quel que soit l'État capitaliste, et, comme l'a dit Marx, en premier par rapport à notre propre État, l'italien.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

23 – Solidement à notre place

[Retour à la table des matières](#)

« Il Socialista » de Naples n° 35 du 22/05/1915

La guerre est décidée. Comme nous l'avions prévu à de nombreuses reprises, on nous lance, à nous socialistes, l'hypocrite appel à la solidarité nationale au nom de la patrie en danger.

Nous sommes de ces socialistes qui, de par leurs convictions internationalistes, ne laissent aucune place à la superstition à propos de la patrie. C'est pourquoi, même si nous pouvions croire à la sincérité et à la loyauté de l'appel provenant de nos ennemis d'hier, si même nous considérons l'innocence du gouvernement national dans la déclaration de guerre, et même si nous admettions la bonne foi et le désintéret de tous les responsables de l'intervention, nous resterions nonobstant, au nom de nos principes et de notre foi, de tenaces partisans de l'opposition des classes, qui, en plaçant les serfs face à l'oppression des patrons, est l'unique travail direct fécond pour un avenir meilleur.

Cet appel à la concorde nationale provoque encore plus notre dédain à cause de tout le système de mensonges, de lâcheté et de vexation employés dans le but de créer un enthousiasme populaire artificiel pour la guerre.

Les manifestations de la volonté prolétarienne encadrées par notre Parti ont été étouffées par la violence pendant qu'on laissait le champ libre aux huées interventionnistes. Pendant que tous les grands quotidiens aux ordres de la bourgeoisie se gonflaient des chahuts des étudiants et diffamaient les protestations ouvrières, les articles des sections socialistes apportés à notre unique quotidien ont été interceptés. Et nous devrions accepter l'invitation de nous associer à l'hymne de la guerre démocratique et libératrice ?

Nous devrions montrer que nous croyons aux mensonges officiels à base de phrases rhétoriques avec lesquelles l'intervention est justifiée alors que l'histoire démontre une fois de plus que la politique des états bourgeois, et en particulier de l'État italien, est un tissu d'hypocrisie et de cynisme ?

Les déclarations de Salandra ne nous touchent pas plus que ne nous auraient touché en leur temps celles du gouvernement du Kaiser.

Celles-ci avaient même la valeur d'une plus grande sincérité.

L'Italie sort-elle sur le champ de bataille pour défendre le droit violé ?

Mais alors elle aurait dû y aller en août, lorsqu'elle voulait au contraire faire la guerre en faveur des austro-allemands. L'ultimatum autrichien à la Serbie attaquait les intérêts italiens ? Mais vous n'avez dénoncé que dix mois plus tard l'alliance de trente ans qui vous a rendu face à l'histoire complice des empires allemands.

Pourquoi l'annexion par l'Autriche de la Bosnie-Herzégovine n'a t'elle pas entraîné vos protestations ? Et encore, pourquoi vous êtes vous employés à votre tour dans le brigandage en Libye ? Vous avez en fait attendu d'être face à un ennemi découragé et épuisé pour emboucher les trompettes de la rhétorique. Et, même si les frontières orientales n'étaient pas des terres de langue et de race italienne, la monarchie et l'État italien, pesant l'actif et le passif de la guerre, laisserait néanmoins le passage à ses appétits d'agrandissement territorial comme il le fait pour Valona et les îles du Dodécanèse, qui appartiennent à des nations non belligérantes.

Ce n'est pas le principe de nationalité que vous devez évoquer, mais le droit du plus fort.

Ce n'est pas Garibaldi que vous devez évoquer, mais Ninco Nanco.

Poussez donc au maximum le sabbat de vos mensonges ! Nous ne serons jamais vos complices !

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

24 – Le « fait accompli »

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 23/05/1915.

C'était inévitable. Le tragique retournement de l'histoire qui mène de la neutralité à la guerre a déjà confectionné l'alibi pour justifier la défection. Après avoir fait tout son devoir pour éviter la guerre, le devoir des socialistes serait d'«accepter le fait accompli » et d'accepter l'invitation des partis à la coopération nationale pour la victoire des armes italiennes.

Tout son devoir ?

Disons pour commencer que ceux – nous espérons qu'ils resteront en très petit nombre – qui passent avec tant de hâte de l'autre côté, sans même attendre que la guerre ait réellement commencé, sont les tièdes neutralistes qui **n'ont pas fait** leur devoir et ont toujours masqué une nostalgie secrète mais transparente pour la facile idéologie antisocialiste des partisans de la guerre.

Laissons pour l'instant de côté les noms et les faits. Discutons plutôt de la position hypocrite et trouble du fait accompli qui, si elle était acceptée, déshonorerait le Parti socialiste et le placerait dans des conditions lui faisant reconnaître comme justes les affirmations de Mussolini et de ses camarades sur notre inconscience et notre lâcheté.

Après avoir assisté, à la satisfaction du monde bourgeois, à la stupéfiante participation des socialistes des principaux États d'Europe à la cause de la guerre, le Parti Socialiste italien a proclamé que l'Internationale n'était pas encore morte et se plaça contre l'intervention de l'Italie dans le conflit en faveur de l'un ou de l'autre des belligérants.

On dit que nous faisons la propagande de la lâcheté, de l'inertie et de l'absentéisme face à cette décisive stratégie historique, et on nous dénonce comme complices des catholiques, des autrichiens et dernièrement de Giolitti et de Von Bülow. Nous répondons à nos détracteurs, plus ou moins soutenus par les Consulats de l'Entente, que la guerre n'a pas détruit le socialisme mais confirmé la nécessité que celui-ci poursuive le développement de son action historique par la lutte de classe au lieu de l'annuler en supprimant ses propres positions par la solidarité patriotique avec l'État et la bourgeoisie.

Nous disons que notre campagne pour la neutralité était motivée par des principes et des intérêts de classe qui la distinguaient nettement de la neutralité bourgeoise et de sa trouble arrière-scène.

Nombre d'entre nous – il faut le reconnaître – ont donné la première place à des considérations d'ordre contingent et national qui militaient contre la position interventionniste et qui, par pur hasard, pouvaient être partagées par nos adversaires. Mais toutes proclamaient que notre Parti, à travers sa propagande contre la guerre et défendant son indépendance de classe contre toute séduction et toute répression, aspirait à la haute tâche historique de racheter la dignité du socialisme et de préparer le terrain à la nouvelle Internationale prolétarienne, but bien plus grand – et plus réel – que ceux que peuvent assumer les tristes pharisiens du patriotisme mercantile à l'ombre du drapeau national.

Notre ligne d'action limpide et sûre doit-elle être rompue **in limine belli**, au seuil de la guerre bourgeoise ? Non. En ce qui concerne les raisons nationales et les motivations bourgeoises de la neutralité, qui étaient pour nous subordonnées, il est de fait qu'elles sont tombées dans le néant parce que les dés sont jetés et qu'il ne reste à l'État italien pas d'autre solution que la victoire contre l'ennemi qui, de son côté, le menace de ses armes. Il en résulte aujourd'hui, de manière très claire, un danger dans lequel tombent les socialistes qui admettent comme indiscutable le devoir de défense de la patrie. En ayant pris l'initiative d'une guerre non inéluctable, l'Italie n'est pas, aujourd'hui, dans les conditions d'une guerre de défense nationale ? Sans doute, et moment où ses dirigeants l'ont jeté dans l'incendie ils nous invitent à nous y jeter également. Mais nous rejetons vigoureusement notre responsabilité de la folle politique militariste, et nous serions illogiques et stupides de nous rendre prisonniers de l'arbitre nommé par nos éternels adversaires, tirant profit de privilèges que nous avons toujours combattu et au mépris de l'opinion des classes travailleuses que nous représentons.

Céder au fait du crime accompli en devenant complice de son exécution, même sans froide détermination, serait absurde et nous amènerait à confesser qu'après une propagande platonique pour la paix nous serions solidaires de toutes les guerres bourgeoises. Et qu'au cri de guerre de la bourgeoisie nous singerions les cabrioles impudiques de ces patriotards qui s'opposent à la guerre pour les motifs les plus inavouables et l'exaltent après sa proclamation.

Même les socialistes des autres pays, sur lesquels nous portons depuis longtemps des jugements tranchés et que nous avons condamné, ont séparé leurs responsabilités de ceux de la bourgeoisie et fait leur devoir... jusqu'à l'éclatement de la guerre. Et si nous ne savons rien faire de mieux, après avoir eu tout le temps d'étudier les causes qui les ont induits en erreur, nous nous couvririons de ridicule et d'ignominie.

Nous n'avons pas pu éviter la guerre. Nous devrions donc la subir en nous associant à ses responsables ! C'est ce que disent ceux qui voient dans la guerre une correspondance d'intérêts entre les classes.

Admettons cette correspondance pour éviter le pire, la défaite. Y a t'il, sous la bannière de la trêve entre les partis, une répartition équitable des sacrifices et des éventuels avantages ?

Certainement pas. La lutte de classe de la bourgeoisie contre le prolétariat non seulement n'est pas suspendue mais au contraire intensifiée au maximum parce que l'exploitation économique continue et culmine dans le sacrifice du sang demandé aux travailleurs au nom de la patrie, travailleurs auxquels les capitalistes ne sacrifient pas le fruit de leurs spéculations. On réclame la cessation de la discorde civile en demandant aux travailleurs qu'ils abandonnent leur sainte défense contre un système d'oppression que ses bénéficiaires ne sont pas décidés à adoucir.

Qui peut reconnaître la justesse de la protestation prolétarienne contre la misère et la faim, et oser en étouffer l'indignation lorsque l'on attende directement à sa vie ? C'est un attentat que nous ne pouvons pas empêcher, de même que nous ne pouvons pas encore empêcher l'exploitation capitaliste à cause de l'immaturation des forces prolétariennes.

Mais ce n'est pas pour autant que nous renions notre aversion inébranlable pour le monde présent et la triste réalité de la servitude économique et de la plus infâme servitude militaire qui pèse sur la grande majorité des hommes.

Ceux qui ne voient rien d'autre aujourd'hui que le dénominateur commun du patriotisme, et pour cela taisent leur propre opposition, sont des vaincus. Il aurait mieux valu pour eux qu'ils s'allient à temps à l'interventionnisme ouvert. En cédant aujourd'hui sous la puissance de la vague belliciste ils démontrent l'inconsistance et la légèreté de leur pensée ainsi que l'élasticité de leur conscience.

Aujourd'hui le **neutralisme**, ce malheureux vocable, qui s'est attiré tant de calomnies, est mort. C'est cependant le moment de montrer l'injustice de la diffamation dont nous avons été l'objet. C'est aujourd'hui ou nous sommes magnifiquement seuls contre toute la bourgeoisie et ses partis que nous pouvons et

devons montrer que l'antimilitarisme et l'internationalisme ne sont pas des concepts vides de contenu et ne sont pas le paravent de la pusillanimité des lâches.

Il faut actuellement tenir ferme contre les pressions morales et les suggestions de tous les sentimentalismes et contre la pression matérielle des persécutions réactionnaires. Il faut montrer que notre aspiration à l'Internationale était juste, malgré sa prétendue défaite, et que notre neutralisme n'était pas dépourvu de sens historique comme le déblatèrent les va-t'en guerre. L'interruption du travail socialiste face à l'éclatement de la guerre dévaluerait son travail antérieur en le rendant équivoque et déshonorant.

Encore une fois, ô serviteurs anxieux du fait accompli, qui voudraient nous faire lier les mains par ceux qui nous ont abattus mais pas affaiblis, les deux routes opposées sont devant nous nettes et précises.

Ou avec ou contre les préjugés nationaux et les scrupules patriotiques. Ou vers un pseudo-socialisme nationaliste ou vers une nouvelle Internationale.

La position de ceux qui, en s'opposant à la guerre, ne cachaient pas une misérable duplicité, ne peut qu'être unique, aujourd'hui que la guerre est un « fait accompli » : contre la guerre, pour le socialisme antimilitariste et international !

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

25 – Ce qui devient évident

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 17/09/1915.

Cet article a une valeur descriptive et montre comment, après une année de guerre, la situation militaire s'est inversée : les franco-anglais, avec l'appui du nouvel allié italien, menacent l'Allemagne et l'Autriche pendant que celles-ci envahissent la Russie. La victoire qui semblait, en 1914, aller vers ceux qui se portaient vers l'Occident, semblait, en 1915, aller vers ceux qui se portaient vers l'Orient.

Les socialistes ne tiraient pas les mêmes conséquences que les « supporters » de l'un ou de l'autre camp parce qu'ils ne considéraient pas le futur de l'humanité conditionné par la victoire de l'un de ceux-ci.

Mais l'article tire l'occasion du renversement de la situation pour confirmer à nouveau les positions théoriques et critiques de la Gauche révolutionnaire sur les faux dilemmes démocratie-militarisme, offensive-défensive, concorde nationale-défense nationale, et tire profit de l'aveu de l'adversaire pour répéter que capitalisme, militarisme et démocratie sont des maux sociaux qui vont de pair.

La situation militaire est pratiquement à l'opposé de celle d'il y a un an. Alors, les armées allemandes, ayant traversé comme une avalanche la Belgique et envahis la France, menaçaient de près Paris pendant que les espérances des alliés se portaient, plus que sur un succès du front occidental, sur une diversion due à la pression russe qui semblait traverser la Prusse orientale vers le cœur de l'Allemagne. Aujourd'hui la marche de l'Allemagne vers l'Occident est définitivement arrêtée par les armées alliées, pendant que, à la stupeur générale, les troupes russes, harcelées victorieusement par les austro-allemands, se retirent vers l'Orient. Il y a un an la

république française transférerait la capitale à Bordeaux, aujourd'hui il est probable que le gouvernement du tsar soit contraint de prendre une mesure analogue. Les ailes de la victoire ont changé de camp.

Nous rappelons ces faits connus non pas pour entrer dans une discussion de caractère stratégique, mais pour noter, même si ceci a déjà été fait, quelques éléments importants de la question dont le débat est toujours ouvert bien qu'on y ait désormais mis une sourdine.

C'est il y a un an, sous l'hypothèse de la menace allemande sur Paris, que s'est surtout développée, en Italie, alors neutre, la propagande interprétant le conflit européen de manière à réunir le plus possible de sympathie pour la cause des alliés.

Les nouvelles données de fait, dont nous avons parlé, nous permettent d'écrire une nouvelle page polémique en défense de nos positions, si ceci ne déplaît pas aux pharisiens qui prétendent qu'il n'est plus temps de discuter en invoquant un sacrifice auquel ils ne participent pas.

On a dépeint les nations les plus démocratiques et pacifiques comme ayant été agressées par surprise par l'Allemagne autocratique et militariste qui s'était préparée à la guerre bien à l'avance, enfermant ainsi le scénario de l'épouvantable tragédie dans le cadre restreint d'une opposition banale entre **démocratie** et **militarisme**.

On disait dépassée la position du socialisme international selon laquelle le militarisme était un mal commun à tous les états bourgeois car il était la conséquence du régime capitaliste et de la concurrence économique et commerciale effrénée.

Vinrent les prétendues révisions nationalistes du socialisme (rappelez-vous Labriola et Barboni) soutenant que les causes du militarisme n'étaient pas économiques, c'est-à-dire communes à toutes les bourgeoisies, mais politiques, c'est-à-dire limitées à certains états dans lesquels survivaient des formes sociales pré-bourgeoises, comme l'influence des dynasties, des castes féodales et militaires, etc.

Il n'est certes pas facile de discuter des **causes** qui ont engendré un phénomène aussi vaste et complexe que le militarisme moderne mais on peut être à la fois plus modeste et plus exact en examinant quelles en sont les **conditions** pour vérifier à la lumière des faits quelles sont les formes sociales et quel est le degré d'évolution historique qui permettent à celles-ci de se réaliser au mieux. Les conditions du militarisme tel qu'il existe aujourd'hui sous tous ses aspects, techniques, économiques, politiques et moraux, sont en résumé les suivantes : intense développement rationnel de la grande industrie moderne ; organisation administrative permettant d'exploiter toutes les ressources de la nation (conscription obligatoire, système d'impôts modernes) ; possibilité d'arriver au consensus et à la concorde de la quasi-totalité des citoyens, ce qui suppose un régime politique libéral et la réalisation de réformes sociales.

Il semble que tout ceci soit incontestable, comme l'est aussi la limpide évidence suivant laquelle l'État dans lequel se réalisent le mieux les conditions ci-dessus sera mieux préparé à la guerre et pourra plus facilement en devenir l'initiateur. Ceci au moins jusqu'à ce que les défenseurs de la prétendue morale d'État n'aient fait voir dans quel coin du ciel siège le tribunal suprême qui devra juger les bonnes ou mauvaises intentions des gouvernements.

Donc, étant donné que le militarisme actuel est ce qu'il est et n'a rien à faire avec des survivances du militarisme barbare ou féodal, il en résulte qu'il s'établit de manière plus heureuse dans les pays industriels les plus modernes, politiquement les plus démocratiques.

C'est pourquoi nous disons que la préparation militaire de l'Allemagne est en relation avec celle des pays les plus modernes et les plus démocratiques, et non avec les critères avancés qui seraient constitués de l'autorité personnelle du Kaiser, du féodalisme agraire, de la constitution prussienne réactionnaire, etc. Ces aspects extérieurs ne sont pas caractéristiques et ne prouvent rien. De même que ne prouve rien l'existence en Belgique du vote censitaire et d'un gouvernement clérical, en Angleterre d'une aristocratie agraire qui a entre ses mains une Chambre héréditaire et une Eglise d'État, en France de l'existence de la peine de mort, sans parler de la Russie.

Rappelons encore à ce propos qu'au lieu de citer la Russie pour détruire la thèse de la... démocratie alignée contre le militarisme allemand, nous avons noté à diverses reprises que le militarisme russe était loin de la pleine efficacité à cause de l'insuffisant développement économique-social de l'empire moscovite. La préparation militaire de la Russie avait besoin des milliards prêtés par les banquiers français démocrates pour se mettre au moins en partie au niveau de l'époque.

Aujourd'hui – et nous ne croyons pas que l'on puisse de bonne foi le nier – nous reprenons notre thèse avec un puissant argument supplémentaire.

La Russie s'est révélée militairement inadaptée à réaliser les buts que lui assignaient les partisans de la « démocratie » qui, bien que se dépêtrant au milieu de leurs sophismes, se consolait entre eux en pensant que la « barbarie » des ordres teutoniques aurait été écrasée par l'avalanche d'hommes qui arrivaient providentiellement à la rescousse en provenance d'un pays encore plus barbare. Il est en fait advenu le contraire parce que la technique militaire allemande moderne a eu raison de la force brute du nombre, la stratégie scientifique des maréchaux allemands a paralysé le violent heurt avec la cavalerie cosaque. En un mot, le plus moderne des deux adversaires a vaincu.

La Russie, pas encore écrasée, cherche son salut dans l'intensification de son développement industriel et dans la démocratisation de son organisation politique

arriérée pour pouvoir retourner dans l'arène en étant plus moderne, plus **démocratique** et plus adaptée à la guerre.

Tout ceci pourrait sembler paradoxal à ceux qui répètent depuis un an avec une morgue remarquable les mêmes ritournelles ennuyeuses, et qui s'indignent quand ils voient discuter sur la base des faits ces socialistes qu'ils ont déjà condamnés de leurs phrases irrévocables à rester dans les limbes de leur utopie inoffensive. Mais nous n'avons pas baissé nos armes à cause du succès apparent de nos adversaires, et n'avons pas renoncé au droit de penser.

Retournant à notre sujet nous citerons l'opinion d'un adversaire, Hervé : « nos amis et alliés paient cruellement en ce moment non seulement leur insuffisance de développement économique qui paralyse le ravitaillement de leurs armements et de leurs dépôts d'armes, ils paient également l'absence à la tête de leur pays d'un contrôle parlementaire ».

Donc, même selon Gustave Hervé, pour bien faire la guerre il faut, outre de larges ressources financières, des institutions vraiment démocratiques, sans lesquelles le pays reste moralement mal préparé, où la guerre devient une affaire de dirigeants et non de grands-ducs libres de dépenser avec leurs maîtresses les milliards empruntés pour d'autres buts – pacifiques, s'entend – à la Banque de France.

Un pays démocratique peut mieux coordonner son activité militaire également parce que l'instruction et le recrutement des hommes lui est rendu plus facile, non seulement à cause des plus grandes ressources économiques de l'État mais aussi d'un ensemble de rouages administratifs qui se développent parallèlement à l'introduction de formes de Gouvernement plus démocratiques (recensement, état civil, égalité des citoyens face à la loi).

L'histoire récente montre aussi une évidente concomitance entre l'adoption de réformes démocratiques et l'intensification des préparatifs militaires : il suffira de citer la loi française sur le service militaire triennal qui suivit immédiatement la réforme laïque, l'organisation militaire japonaise contemporaine de la construction d'une constitution de type européen, la guerre coloniale italienne faite par le Ministère qui élargit le suffrage universel, etc.

Il est donc toujours plus évident qu'un régime démocratique favorise la préparation et le succès des guerres. Et lorsque l'on reconnaît ceci, comme le fait Hervé, pour ses propres amis, comment ne pas le reconnaître pour ses ennemis ?

Abandonnant la question de la responsabilité de la guerre, car c'est au fond discuter du sexe des anges, il faut reconnaître que le succès de l'Allemagne est dû essentiellement à la parfaite cohésion égalitaire et démocratique des différentes classes, réalisée avant et pendant la guerre, c'est-à-dire aux mêmes facteurs qui font que la France résiste.

Il est vrai qu'Hervé a l'intuition de cette contradiction et il ajoute : « les Allemands, qui jouissent d'un gouvernement personnel, savent où celui-ci les a conduit, malgré leurs victoires momentanées ». Mais Hervé devrait reconnaître qu'il ne pouvait espérer du peuple allemand un meilleur rendement militaire que celui auquel nous assistons, quel que soit le dénouement du conflit.

Quand nous réunissons démocratie et militarisme allemand nous n'avons pas l'intention (il faut bien le noter) de les placer sous une lumière plus favorable, et donc nous répétons notre aversion envers ceux-ci comme envers ceux de leurs semblables qui se donnent des airs si différents.

Et dans le même temps nous confirmons à nouveau l'opposition ouverte entre le socialisme bien compris et les promesses démocratiques, opposition bien trop oubliée par les socialistes en Allemagne et ailleurs. Les philosophes qui souriront de notre insistante argumentation ont probablement oublié l'histoire et ignorent que la conscription fut introduite pour la première fois en France par la Convention républicaine. Nous citerons à cet effet l'avis d'un de nos autres adversaires : Guglielmo Ferrero («Giornale d'Italia » du 4 courant). **« Aujourd'hui l'État, ayant intégralement appliqué le principe démocratique du service obligatoire et universel, et disposant d'immenses moyens de par l'accroissement de la richesse, la limite de la résistance militaire coïncide avec la limite de résistance morale, financière et physique de toute la population ».**

Pour des raisons faciles à comprendre nous laisserons tirer les conclusions par d'autres.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

26 – Les positions insidieuses des « indépendants »

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 10/04/1916

Dans cet article le terme « indépendant » est utilisé avec la signification qu’il avait avant-guerre et non avec celle qu’il aura internationalement après la guerre. Ceci clarifié, on doit néanmoins noter que les deux phénomènes sont parfaitement identiques et conduisent à la même conclusion : que plus l’opportunisme se dit proche des révolutionnaires, plus il est corrompu et dangereux.

Lors des élections italiennes de 1913, non sans nos vives protestations, le Parti avait considéré comme des auxiliaires du groupe parlementaire certains députés qui, étant sortis du Parti sur la base d’opposition sur des questions fondamentales, comme nous l’avons indiqué dans la première partie, s’étaient proclamés « socialistes indépendants ».

La violente crise de la guerre avait montré que nos soi-disant cousins s’étaient comportés comme les plus féroces adversaires du Parti. C’est ce qui avait été relevé dans un article du réformiste, mais bon militant de Parti, Giovanni Zibordi, lequel soutenait, même si ce n’est pas pour les mêmes raisons doctrinales que celles de la Gauche, qu’il fallait traiter comme adversaires tous ceux qui ne militaient pas dans nos rangs.

Zibordi, en reniant ainsi courageusement nombre de ses amis d’hier, proposait que le « qui n’est pas avec nous est contre nous » soit appliqué aussi aux courants syndicalistes et anarchistes qui se disaient adversaires de la guerre (ce que tous n’avaient pas fait).

L'article que nous reproduisons s'associe à Zibordi en reprenant l'histoire de quelques exceptions faites par le Parti en 1913, et rappelle les noms de ceux qui seront par la suite des interventionnistes ardents. Les exceptions concernaient l'appui électoral lors du premier scrutin et du ballottage. L'article tend à établir que les prétendus cousins et les pharisiens indépendants (indépendance signifiait un incroyable manque d'intérêt et de respect par rapport au Parti) constituaient l'espèce la plus crasseuse de nos ennemis. Le commentaire de l'« Avanti ! » regrette que la Gauche raisonne comme Zibordi en élevant la même barrière contre les anarchistes et soulève le problème, qui sera traité ensuite à fond dans notre texte, de la célèbre « unité prolétarienne » qui semblait être placée au-dessus du Parti.

Nous prenons l'occasion de cet article non pour réfuter mais pour donner la preuve historique que la Gauche italienne n'a jamais eu de faiblesses pour les positions syndicalistes et anarchistes, et surtout n'a jamais eu la plus grave des faiblesses, celle de considérer les partisans de Bakounine et de Sorel comme plus à gauche que nous.

De très récents épisodes de la vie politique italienne ont mis en relief un fait qui mérite toute l'attention des socialistes : l'acharnement montré par les soi-disant indépendants contre notre Parti, indépendants que nous sommes les seuls à appeler d'un terme plus approprié : les renégats.

Dans ses assauts massifs contre le Parti socialiste, le seul à rester et vouloir continuer à rester en dehors de la concorde nationale, la grande armée des partis bourgeois se sert comme avant-garde de tous les ex-socialistes qui abondent dans le pays, dans la presse, au Parlement, confiant à leur zèle le but de réaliser les attaques les plus violentes et l'emploi des moyens les plus venimeux... ou asphyxiants. Les « indépendants » mettent le plus grand empressement à la besogne.

La bourgeoisie, qui les a corrompus moralement et financièrement, les excite avec complaisance et les remercie par l'onctueux éloge de leur **indépendance**.

Leurs dernières poses subversives sont tolérées par l'ordre établi avec un sourire compatissant, on les accepte comme un épanchement justifié de leur intelligence exubérante – qui ne les rend pas dangereux comme les idiots qui suivent tenacement le Parti. Ils sont parfois abandonnés à eux-mêmes dans les pires moments, comme le patron laisse pendre ses **braves** après en avoir été le mandant.

Les ultimes faits et gestes des **ex** ont été tellement nauséabonds que même ceux qui sont propices, par principe ou tempérament, à un certain relativisme dans la discipline du Parti et à une certaine indulgence pour les dissidents commencent à toucher du doigt le fait que la plus nette intransigeance est nécessaire au socialisme comme l'oxygène à la vie animale. Nous avons eu dernièrement de nombreux indices

de la diffusion au sein du Parti de cette conviction, même dans les colonnes de l'« *Avanti!* », et spécialement dans deux articles du camarade Zibordi, l'un sur... l'hygiène du Groupe parlementaire socialiste, l'autre sur la position que le Parti doit tenir face à ces prétentions de tous bords. Bien que notre camarade, dans ce dernier article, veuille conserver une nette distinction entre notre position, l'intransigeance pour des raisons de principes, et le critère des camarades réformistes, l'intransigeance actuelle pour d'évidentes raisons de faits, il est important qu'il reconnaisse au fond que notre à-priorisme théorique ait été un guide sûr pour l'action pratique du parti, nonobstant les réserves de ses amis partisans d'une tactique moins absolue.

C'est pourquoi l'« *Avanti!* » a répondu au camarade Zibordi sur un autre aspect de la question, et il est bon de prendre acte de cette affirmation, qui constitue une concession à la thèse de l'intransigeance absolue. Zibordi indique que si, sur la question la plus brûlante actuelle – la position face à la guerre – on peut se considérer proche de certains courants syndicalistes et anarchistes, on ne doit pas pour autant oublier les autres aspects concernant la vie politique et sociale qui doivent nous diviser d'eux. Et nous relevons avec plaisir que cette observation n'est que l'énoncé de la théorie intransigeante selon laquelle la tactique du parti ne doit pas dépendre de buts particuliers et temporaires – lesquels pourraient nous placer à côté des catholiques, comme hier à côté des démocrates – mais de la totalité des buts politiques et sociaux poursuivis par le socialisme, lesquels ne permettent pas de collaboration avec les partis dont nous sommes en grande partie les adversaires. Il faut noter – mis à part la question spécifique qui a entraîné Zibordi à écrire – la reconnaissance de la validité de l'intransigeance absolue, y compris de la part de ceux qui, en d'autres temps, la trouvaient pour le moins excessive.

Les pires ennemis du Parti socialiste sont aujourd'hui ceux qui en sont sortis ou qui en étaient politiquement « proches ».

La guerre a entraîné, outre l'alliance des États, celle des partis. Celui qui admet par principe la tactique des accords devrait aujourd'hui – ayant réussi à digérer hier le bloc anticlérical – avaler la couleuvre, moins venimeuse, du bloc neutraliste avec les catholiques et les partisans de Giolitti.

Il résulte de tout ceci la nécessité absolue pour le parti de ne laisser sans défense aucune de ses frontières politiques (comment se soustraire à la terminologie militaire ?) et de proclamer toujours plus résolument la maxime : « qui n'est pas avec nous est contre nous ».

La position intransigeante prise par le Parti lors de ses derniers congrès, tellement diffamée par ses adversaires et acceptée avec tant de préoccupations par certains camarades, non seulement n'était pas excessive, mais aurait due encore être plus résolument observée, comme il en résulte clairement si nous nous rappelons pour un instant quelles furent les entorses qui y ont été faites. Nous n'avons certes pas l'intention de faire des reproches désormais dépassés, mais de soutenir un argument

de plus en faveur de l'ensemble du travail développé ces dernières années par les camarades de la Direction du Parti. Même si l'on réprovoque notre... exhumation parce que de très mauvais goût et parce qu'il existe une mode italienne de l'oubli facile et rapide des faits politiques à peine ont-ils disparu de l'horizon immédiat.

En octobre 1913 la Direction du P.S.I., communiquant la liste des plus de 300 candidats du Parti pour les élections générales et réaffirmant que toutes les autres seraient considérées comme adverses, faisait deux seules timides exceptions. Lors des ballottages la Direction décida de soutenir 10 candidatures qui ne provenaient pas du parti. Afin de confirmer notre position il suffira de rappeler quelques noms : les deux exceptions du premier tour furent le professeur Gaetano Salvemini et Ettore Ciccotti ; parmi celles du ballottage qui sortirent des urnes on trouve les noms de Canepa, Nofri, Cabrini, Cappa, Labriola ! Noms auxquels... **nullum per elogium**.

Ce rappel posthume a un étrange goût d'ironie. Qui oserait encore soutenir, après de tels exemples, les raisons de la lâche pratique du « cas par cas » ? Le Parti a besoin de se revêtir toujours plus de la cuirasse éclatante de l'intransigeance. Les transactions les plus dangereuses sont celles qui semblent demander à première vue le moins d'efforts ; les compromissions les plus risquées celles qui se font avec les hommes qui semblent momentanément les plus proches de la direction politique du Parti. A tous il faut dire : ou dedans, ou contre, sans moyen terme !

Un des derniers renégats a pu rendre un autre service à la cause de l'anti-socialisme en se rappelant qu'on lui avait offert, n'étant pas membre du Parti depuis des années, une importante responsabilité dans celui-ci.

La nécessité de préciser et de délimiter toujours plus la physionomie du Parti ne sera jamais mise suffisamment en relief, ainsi que la nécessité de l'intégration des fondements du socialisme, sans se laisser tromper par l'illusion qui conduit à surévaluer certaines questions – parce que vues sous la loupe de l'actualité – par rapport à d'autres qui sont tout aussi importantes pour l'avenir du mouvement. Il est bon de prendre garde aux **cousins** et aux **indépendants** quels que soient le motif et le terrain des dissensions, qu'il regarde le passé, le présent ou l'avenir. Et il s'entend qu'un tel critère est également à appliquer à d'éventuels contacts qui pensent actuellement comme nous sur la question de la guerre mais qui restent en dehors du Parti pour ce qui concerne les autres questions. Le Parti doit apprendre à compter sur ses seules forces en se défendant contre les francs-tireurs de la politique qui lui offrent un appui – comme ils pourront l'offrir demain à ses ennemis.

Ce n'est pas pour prétendre que nos adhérents sont d'une étoffe spéciale et sont tous meilleurs et plus conscients que les autres mais parce que c'est le parti qui doit être supérieur aux individus. Parce que le milieu ambiant peut faire dévier et corrompre les hommes alors que, malgré les déviations et les désertions, l'ensemble du mouvement socialiste doit rester intact et sauf, force collective qui tend à un destin certain. L'objection que des individus régulièrement inscrits ont trahi n'a pas de

valeur, et on prendra pour ceux-ci les mesures nécessaires garantissant la dignité du Parti. Alors que face à la volte-face des auxiliaires il ne reste plus qu'à regretter tardivement notre faiblesse passée.

Face aux hésitants de tout poil qui se rapprochent de mauvaise foi de nous de temps en temps, nous refusons l'oubli. Les adversaires qui insultent notre intransigeance politique et nous traitent de « curés » font une comparaison peu efficace. Les curés de tous types absolvent trop facilement.

L'expérience et la réalité – soi-disant monopole de nos détracteurs – nous ont donné raison. Si le Parti socialiste italien n'est pas aujourd'hui pris, comme ceux des autres nations belligérantes, au piège du chauvinisme, ceci est dû en grande partie aux courageuses positions intransigeantes des derniers congrès, à l'expulsion des monarchistes, des pro-impérialistes, des partisans des blocs et des franc-maçons. Nous avons aujourd'hui le droit d'affirmer que l'intransigeance face à tous les courants adverses n'a pas été trop forte. Et de constater qu'en ce qui concerne les déserteurs du socialisme l'intransigeance la plus féroce est encore insuffisante.

Note de la rédaction de l'« Avanti ! ».

[Retour à la table des matières](#)

Si nous sommes tout à fait d'accord avec ce qu'écrit notre camarade il semble néanmoins opportun de faire une réserve en ce qui concerne le prolétariat anarchiste et syndicaliste face à la situation actuelle. Ce prolétariat est actuellement avec nous. Plutôt qu'une opposition de principe il n'y a qu'une différence d'étiquette entre le prolétariat socialiste et les prolétaires qui, bien souvent pour de malheureuses rivalités personnelles, sont restés éloignés de notre organisation officielle.

Nous oserions même dire – si nous ne craignons les foudres d'un de nos camarades trop dévoué au formalisme bureaucratique – qu'alors que certaines catégories de prolétaires privilégiés, encadrés par l'organisation officielle, se sont, dans la situation actuelle, éloignés de nous et ont suivi les agitations nationalistes, le prolétariat anarchiste et syndicaliste est aujourd'hui essentiellement sur nos positions. Pourquoi donc les placer aujourd'hui sur le même plan que les « indépendants » contre lesquels cet article soulève une juste protestation ? Et pourquoi avoir peur que d'une entente avec ce prolétariat sur le terrain des faits on puisse s'attendre aux mêmes surprises et aux mêmes désillusions que nous avons eues en nous confiant aux « indépendants » sur le terrain électoral et parlementaire ? Quel intérêt aurait ce prolétariat à trahir la cause du parti socialiste qui est sa propre cause ? En faisant éclater une grève à un endroit donné, notre intransigeance s'incline devant les

nécessités du moment et nous nous faisons un devoir d'être les partisans d'une entente et d'une unité ouvrière, parce que la cause de la classe prolétarienne prévaut contre les menées du patronat. Et ce faisant nous ne renonçons pas à notre intransigeance doctrinale et pratique.

Ainsi, et plus encore aujourd'hui, il nous semble nécessaire que le Parti socialiste pourvoie à l'union prolétarienne, union qui se montre d'autant plus indispensable que toutes les catégories bourgeoises – des vieux réactionnaires aux révolutionnaires d'opérette, aux « ex-socialistes », aux « indépendants » - réalisent la Sainte Alliance anti-socialiste.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

27 – La position du parti face à la guerre et à la paix ¹

[Retour à la table des matières](#)

Motion de la Section socialiste de Naples du 18/05/1917

Dans la première partie de ce volume nous avons amplement fait référence aux réactions qui suivirent dans toute la base du Parti, et aux peu sérieux délibérés de la réunion tenue à Milan le 8 mai 1917 sous l'habituelle forme mixte entre Direction du Parti, Confédération du Travail et Groupe parlementaire.

Parmi toutes les réactions nous avons choisi le texte de la motion de Naples car il est précis et systématique. Il constitue une juste synthèse de la position de la Gauche révolutionnaire pendant la guerre, en continuité avec la ligne poursuivie précédemment et successivement. Celui-ci se trouve dans les archives du procès de Turin de 1918 sous forme d'une double page dactylographiée trouvée durant la visite domiciliaire de l'un des accusés. On peut donc retenir qu'elle a été envoyée au moins aux sections du Parti qui avaient voté avec la Gauche à la réunion de février 1917 à Rome.

Les arguments sont en relation avec ceux de l'article paru dans l'« Avanti ! » du 23 mai 1917 sous le titre Rien à rectifier, et que nous publions à la suite.

La Section Socialiste de Naples, réunie en assemblée pour examiner la situation politique et les délibérations de la Réunion tenue à Milan le 8 mai entre la Direction

¹ Des « Actes du procès Barberis, 1918, sur les événements de Turin (III, 2) » désormais aux Archives d'État de Turin (le titre est de nous).

du Parti, le Groupe parlementaire et la Confédération du Travail, indique sa position dans les points suivants :

1. Le développement de la conflagration mondiale confirme toujours plus la conception socialiste qui voit dans la guerre une conséquence directe du régime capitaliste dans tous les pays et démontre la justesse de la tactique internationaliste qui n'admet pas de suspension de la lutte de classe du prolétariat contre les institutions bourgeoises dans tous les états belligérants. **Un tel point de vue n'a pas de raison d'être modifié et est même confirmé à nouveau par l'intervention des États-Unis et par la révolution russe.**

2. De même qu'aucune voie de résolution du conflit actuel ne se dessine à l'horizon politique, de même aucune confiance sur la durée de la paix ne peut être offerte par les modalités diplomatiques de celle-ci et l'application de systèmes humanitaires-démocratiques au sein des institutions bourgeoises. **L'éventualité d'une guerre future ne peut être conjurée que par l'action prolétarienne internationale destinée à changer les bases de l'ordre social actuel.**

3. Les socialistes de tous les pays doivent consacrer leurs efforts à la cessation de la guerre en incitant le prolétariat à devenir conscient de sa force et à provoquer par son action de classe intransigeante la cessation immédiate des hostilités, en tentant de **transformer la crise en lutte pour la réalisation des buts révolutionnaires du socialisme.**

4. Dans la période successive à une éventuelle paix des gouvernements bourgeois le Parti socialiste devra continuer ses efforts d'incessante propagande parmi les masses ouvrières **pour les préparer et les pousser à la préparation de son programme maximum, en abandonnant définitivement toute illusion quant aux bénéfices des réformes qui peuvent être consenties en régime bourgeois à travers une collaboration plus ou moins larvée avec les classes qui détiennent le pouvoir.**

5. Dans toute l'Italie les masses donnent des signes de mécontentement manifeste à cause des conséquences de la guerre et de leur intense désir de paix, et regardent le Parti socialiste, unique opposant à la guerre, comme leur guide naturel et le coordinateur de ces aspirations. Dans le même temps d'autres partis et courants politiques se préparent à la tentative d'exploiter cet état d'esprit populaire pour leurs propres buts. Ces mouvements spontanés, lorsqu'ils furent abandonnés à eux-mêmes, dégénérent en actions désordonnées et chaotiques, nocives aux véritables intérêts du prolétariat. Ce serait d'autre part une grave erreur pour le Parti socialiste d'adopter face à ces mouvements une tactique d'assouplissement, contraire à son essence et à ses buts politiques.

[La section] **exprime** son opposition ouverte aux délibérations prises lors de la Réunion de Milan qu'elle trouve insuffisantes, incertaines et inadéquates aux

exigences de la situation pendant que les événements actuels réclament la plus grande énergie et fermeté de propos.

Désapprouve le fait que la Direction du Parti, dépositaire des délibérations des derniers congrès, déviant des directives intransigeantes, subordonne ses propres positions programmatiques et de direction du Parti au consensus avec le Groupe parlementaire et la Confédération du Travail alors qu'il revient au groupe d'exécuter avec discipline les délibérations du Parti dont il est un organe d'action spécial et aux organisations économiques de maintenir une entente tactique mais sans le proclamer pour autant et influencer les directives du Parti.

Fait le vœu que le Parti en toutes circonstances, au lieu de se perdre dans des positions ambiguës et incertaines, sache assumer son devoir en accomplissant avec ses organisations et ses hommes l'objectif de discipliner et de diriger l'agitation et le mouvement des masses, se plaçant à l'avant-garde du prolétariat sur le terrain de la lutte de classe contre le capitalisme et le militarisme bourgeois.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

28 – Rien à rectifier

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 23/05/1917

Cet important article de l'« Avanti ! » était précédé d'une note de la rédaction ne soutenant pas la critique et le cri d'alarme qui ne se référait en effet pas aux seules personnes des députés Turati et Treves, qui au fond ont toujours été estimés pour leur cohérence par les éléments de l'autre bord, mais à des manifestations dont la Direction du Parti était responsable, comme le manifeste du 12 avril que l'article cite textuellement et la réunion de mai suivante dont nous avons déjà largement parlé dans ce texte. (Nous publions d'abord l'article puis le commentaire).

L'article démontre la contradiction ouverte entre la théorie marxiste et léniniste de l'impérialisme comme cause de la guerre de tous les côtés du front et la stupide acceptation que deux faits nouveaux, compris à revers de la réalité, c'est-à-dire la triviale intervention américaine et la révolution russe opposée à la guerre, autoriseraient à donner de nouvelles perspectives et de nouveaux choix aux groupes d'États en conflit, donnant de plus crédit à la position pacifiste imbécile du message de Wilson.

Le commentaire renforce l'importance de l'article car il désapprouve la claire proposition de scission du parti après la fin de la guerre, et utilise le terme plutôt philistin de « rupture », recourant au banal argument de la nécessité des tournois doctrinaires et byzantins. Au mérite de la Gauche on doit dire que celle-ci y travaillait quatre ans auparavant, avant qu'elle ne se réalise tardivement à Livourne.

De temps en temps la presse anti-socialiste suspend ses invectives contre nous pour se mettre à jouer une autre musique : les socialistes commencent à se repentir et

« rectifient le tir ». Il est clair que le second terme est encore plus dangereux que le premier. Ce sont les calomnies qui nous font honneur, et les louanges qui devraient nous faire rougir. S'il y a quelqu'un qui a le droit de voir ses adversaires en habits de Madeleine repentante, c'est bien notre Parti. Si une chose intéresse les ennemis du socialisme ce n'est pas la mort du socialisme, but qui est désormais au-dessus de leurs forces, mais le suicide de celui-ci ou au moins son auto-castration.

C'est pourquoi ils mettent en avant les transfuges, gonflent et exaltent toutes les déviations, accomplissent des efforts invraisemblables pour mettre en évidence, à travers leurs obscènes mais puissantes organisations mondiales du mensonge, non pas les vraies manifestations des organisations prolétariennes socialistes mais les faits des Hervé, Leda, Plékhanov, Russell, qui ne représentent qu'eux-mêmes.

•••

Nous pourrions sourire de ce système ridicule qui à chaque occasion attend et prévoie la proximité de notre conversion, et laisser nos adversaires déblatérer et se creuser la tête sur leurs désillusions successives. Nous le pourrions si nos bavards adversaires ne recevaient cette fois un appuis à travers certaines manifestations de notre Parti, advenues par une étrange ironie pendant que la base retournait avec foi vers nous et reconnaissait la justesse de nos positions et de notre action.

Citons sans préambules le Manifeste « Aux socialistes de tous les pays » lancé le 12 avril par la Direction du P.S., le Groupe Parlementaire et la Confédération du Travail :

« Tel est, sous le voile d'une contradiction formelle apparente, la signification de l'intervention des États-Unis d'Amérique qui, en cohérence avec le premier Message de Wilson, resté non écouté, réaffirmé dans le Message de déclaration de guerre, bien qu'étant déterminé par la nécessité de défense de la grande République et des intérêts bourgeois dominants, constitue néanmoins essentiellement une intervention pour contraindre à la fin de la guerre et pour imposer une paix plus sûre et prochaine... A la place de deux regroupements impérialistes en opposition, le bloc anglo-russe et l'allemand, nous trouvons une alliance d'États dominés par un esprit de rénovation et de démocratie russo-américain contre une autocratie affaiblie et vidée, dont des chocs intérieurs devraient suffire à la faire éclater en éclats ».

Nous pourrions, pour mieux clarifier le contenu de cette « rectification de tir » dont parle la presse bourgeoise, citer les articles de Treves et les discours de Turati, mais nous préférons nous baser sur les manifestations collectives des dirigeants du Parti pour exprimer un radical et ouvert désaccord avec celles-ci, que nous savons partagé par de très nombreux camarades.

Ces affirmations, discutables dans les faits et dont nous ne savons pas ce qu'en pensent nos camarades américains, opposés à l'intervention, et nos camarades russes, opposés à la continuation de l'alliance – qui penseront que les socialistes italiens, en

matière de guerre, combattent l'intervention de leur propre État et justifient celle... des autres – ont donné un motif aux affirmations du « Giornale d'Italia » et à d'autres journaux. Comment peut-on leur donner tort alors que leur raisonnement a la rigueur d'un syllogisme ?

Le Message de Wilson pour la paix équivaut aux principes de Zimmerwald (première affirmation). **L'intervention de Wilson a les mêmes buts que son message pour la paix** (seconde affirmation). **Même les zimmerwaldiens doivent donc « intervenir » comme Wilson et se rendre solidaire de la guerre de l'Entente** (conclusion).

Oui, le manifeste de notre organe directeur a déclaré la faillite de la guerre, mais est ensuite entré dans des considérations contingentes qui débouchaient sur des conclusions opposées. C'est ceci la conséquence de l'... « union sacrée » **dans le parti**, qui en arrive à des manifestations dans lesquelles des camarades d'opinions et de tendances opposées investissent chacun leurs propres concepts, avec des conséquences faciles à comprendre pour la préparation du prolétariat aux événements.

Il est pour le moins curieux qu'après la foire intervenue à propos de la campagne sur la neutralité ou l'intervention et l'âpre débat entre la position internationaliste, qui voit dans la guerre la conséquence des rivalités impérialistes bourgeoises, et la position social-patriote qui voit le heurt entre démocratie bourgeoise et militarisme autocratique – **et après que les choses se soient passées comme elles l'ont fait** – on doit encore, de notre côté, donner le prétexte à nos adversaires de dire que nous commençons à leur donner raison ! !

•••

Les contradictions entre les concepts du manifeste en question et les directives du Parti socialiste semblent suffisamment évidentes pour que – à cause également du manque d'espace et pour d'autres raisons évidentes – nous condensions en quelques arguments sommaires notre manière de comprendre la valeur historique des derniers événements américains et russes, rappelant ce que nous avons déjà écrit à diverses reprises dans ces colonnes.

Le militarisme qui s'est développé au cours de cette guerre est un produit **éminemment moderne** du régime bourgeois capitaliste, qui se concilie avec la plus évoluée des démocraties comme avec l'ossature économique industrielle la plus développée, pendant qu'il s'oppose aux institutions sociales et politiques antérieures au stade capitaliste. Le militarisme d'autres époques historiques, comme celle des invasions barbares, les guerres de l'époque féodale et des monarchies absolues, a des caractéristiques très différentes.

Nous devons entrer au sein du processus historique bourgeois pour retracer les « conditions » du militarisme bourgeois tel qu'il se manifeste dans cette guerre : du côté technique il y a eu un très grand développement des moyens de production

industrielle et une maîtrise complète des processus et des cycles de transformation des matières premières ; sur le terrain économique les conditions de la guerre moderne sont une grande puissance financière de l'État et un vaste réseau de revenus fiscaux ; du côté administratif une organisation bureaucratique indispensable pour mobiliser et recruter l'armée, pour discipliner les approvisionnements et les consommations et porter à une activité maximum la machine de l'État ; sur le terrain politique enfin un régime de démocratie, c'est-à-dire – dans sa signification historique – de **liberté illusoire des masses**, pour que celles-ci acceptent l'énorme poids de la guerre et croient celle-ci imposée par les intérêts collectifs de la **nation**.

Cette dernière considération trouve sa confirmation dans le fait que la conscription militaire et les armées permanentes ont été introduites de manière stable après les bouleversements démocratiques – en France par la Convention de 1793 – pendant que l'intensification de l'armement dans tous les pays d'Europe était accompagnée de réformes démocratiques aptes à rendre ce nouveau poids acceptable par les masses. D'autre part, si nous comparons l'augmentation des chiffres des dépenses militaires avec celle des indices de développement industriel et commercial du capitalisme, nous trouvons partout une analogie. Le militarisme n'est donc pas la séquelle d'autres temps mais le produit des temps nouveaux, il est le fils du capitalisme et de sa forme politique caractéristique, la démocratie.

Pour cette raison nous rejetons la thèse du combat entre **démocratie** et **militarisme** et n'avons aucune préférence pour un des groupes d'États en conflit.

Les États en guerre ne se battent pas sous la bannière d'idéologies sociales et philosophiques qui prévaudraient pour les uns ou les autres, et les socialistes italiens s'en sont bien rendus compte pendant la guerre de Libye.

Dans chaque État il y a des classes et des tendances politiques qui répondent à divers degrés de développement historique, mais la guerre entre les États est conditionnée par la cessation des dissensions internes, unique terrain sur lequel pourrait se développer un bouleversement social.

Les États en guerre sont pour nous **unis par leur même genre**. Si nous pouvons dire une chose avec assurance c'est que les États les plus modernes, industrialisés, bourgeois, démocratiques, sont ceux qui font le mieux la guerre.

Nous ne relierons donc pas l'efficacité militaire de l'Allemagne à la survivance d'institutions médiévales et féodales mais au fait que celle-ci en possède au contraire de plus modernes, capitalistes et démocratiques. Cette thèse a-t-elle subi un démenti de la part des faits ? Tout au contraire.

Le pays qui s'est relevé le moins apte à la guerre, celui qui s'est effondré le premier, ce fut la Russie, à laquelle il manquait toutes les conditions dont nous

avons parlé : technique industrielle, économie capitaliste, bureaucratie moderne, démocratie politique.

Et l'État qui a le plus froidement calculé à sa convenance – celle de sa classe capitaliste – sa neutralité puis son intervention a justement été la démocratie et évoluée république des étoiles [les États-Unis].

Nous reconnaissons que ces concepts mériteraient de plus longs développements. Mais il ne semble pas possible que des socialistes qui n'ont pas cédé aux appâts bellicistes posent sur d'autres bases leur critique de la situation et prennent au sérieux les phrases ronflantes sous lesquelles se couvrent les manifestations cyniques du régime capitaliste, interprètent la Révolution Russe en fonction des falsifications de la presse adverse et prennent en compte les affirmations de Wilson basées sur une idéologie vide humanitaro-mazzinienne, au lieu de faire ressortir avec le bistouri de la critique marxiste les importants phénomènes qui caractérisent l'histoire actuelle du colosse capitaliste d'outre-Atlantique, et les grandioses rapports sociaux de la nouvelle Russie, ou le **tiers-état** représente bien autre chose que dans la France de 1789.

Nous savons bien que ces camarades se préoccupent trop du fait que nos positions puissent réveiller le parterre ennemi – occupé par la **claque soudoyée** – et ne peuvent souffrir les accusations **de schématisme, de dogmatisme, d'aveuglement** et ainsi de suite. Et nous admettons que l'on soumette à un continuel examen critique notre concept idéologique en relation avec les événements qui se succéderont. Il semble que cet examen conforte aujourd'hui plus que jamais notre conviction – qui n'est et ne veut pas être une foi aveugle dans des formules fixées d'avance. Mais ces révisions et rectifications deviennent pernicieuses quand elles se réduisent à substituer au puissant esprit critique et révélateur de la vérité, dont est constitué le socialisme marxiste, les idioties scolaires qui forment le credo des gens bien-pensants et l'ossature du **bon sens** fait de mille couches de préjugés.

Pourquoi alors le prolétariat socialiste, après avoir arraché les œillères séculaires qui l'empêchaient de voir la réalité, s'en laisserait-il poser d'autres à travers lesquelles regardent et jugent ceux qui sont soumis au joug de leur attachement au char de l'ordre existant, et iraient manger de la paille au lieu de foin comme des bœufs auxquels on aurait posé des lunettes les faisant voir tout en vert.

Nous affirmons donc sans hésiter que les derniers événements ne nous conduisent pas à modifier notre conception de la guerre actuelle et notre intransigeance face à ses buts, qui sont dans les deux camps opposés aux idéaux socialistes et aux intérêts de la classe travailleuse.

Si quelque chose urge à l'heure actuelle c'est une plus grande fermeté de propositions et d'actions. Les déblatérations de la presse bourgeoise sur notre repentir sont un très mauvais symptôme. Nous espérons que le contenu ultérieur de

notre mouvement sera tel qu'il démentira cette manœuvre équivoque. Mais avant de s'indigner contre la tendance de nos adversaires, facilement explicable, d'exploiter à leurs fins certaines manifestations, pensons à demander à nos dirigeants des directives plus sûres et plus socialistes.

Il en est temps.

Note de la rédaction de l'« Avanti ! ».

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes parfaitement d'accord. Le Parti Socialiste n'a rien à rectifier. Son tir a été dirigé avec justesse contre les véritables causes de la guerre. Aucun besoin donc de modifier ou de rectifier son travail.

Ajoutons à notre très profonde conviction de la nécessité de persister dans nos directives que nous trouvons inopportun cet avertissement, lequel se base sur les cancons de nos adversaires, sur une phrase malheureuse d'un appel qui est la synthèse d'une longue, laborieuse et fatigante discussion et surtout la position personnelle d'un ou deux des nôtres qui – bien qu'ils soient aimés et considérés – ne représentent pas la majorité du Parti.

Contre ces paroles peu précises, il y a la précise pensée de l'« Avanti ! », lequel – et nous n'aimons pas que notre camarade ne s'en aperçoive pas –, aussi bien en ce qui concerne l'intervention des États-Unis que face à la révolution russe, a toujours nettement affirmé les raisons de principe – nous pourrions dire presque « dogmatiques » - de notre irréductible aversion à la guerre et à toutes ses manifestations. Une longue série d'articles en est la démonstration.

Il en est de même de la dernière réunion de Milan, laquelle s'est non seulement refusée à effectuer une quelconque rectification dans le sens exprimé par les journaux adverses, mais a aussi décidé d'augmenter le degré de notre opposition.

Que reste t'il donc du « désaccord ouvert et radical » proclamé par l'auteur ? Son aversion à cette union sacrée interne qui a été imposée au Parti plus par les exigences des circonstances que par la volonté des hommes. L'auteur de l'article est-il contre toute unité ? Nous pourrions être d'accord s'il disait pourquoi. Il semble plutôt que la proposition d'une scission due simplement à une appréciation différente du caractère de l'intervention américaine et donc d'un simple épisode de la grande tragédie, soit une exagération excessive. D'autant plus que la scission, alors qu'elle ne résoudrait pas la dissension, aggraverait grandement notre situation face à la

grande masse des camarades qui demandent bien autre chose au Parti que des discussions théoriques... [censuré]..., et donc la trouver, autrement les distinctions théoriques seraient vaines, nous retrouverions la maison ruinée de tous les malheurs possibles, et le prolétariat assisterait encore aux tournois byzantins, doctrinaires, qui n'aboutiraient à rien et ne changeraient pas d'un pouce la terrible situation faite aujourd'hui au prolétariat international.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

29 – Encore plus en avant !

[Retour à la table des matières](#)

« L'Avanguardia » n° 493 du 3/06/1917

Encore un article des jeunes qui pose ouvertement la question de l'inconciliable dissension qui a divisé en camps opposés le mouvement socialiste après l'éclatement de la guerre. L'article réclame, pour le mouvement des jeunes, qu'il se place à l'avant-garde de la lutte du mouvement socialiste contre les mensonges des socio-patriotes et souligne l'utilité des luttes de tendance dans les années d'avant-guerre en Italie, revendiquant la nécessité de futures luttes dans la même direction.

On commence à reconnaître de toutes parts que les divergences et les discussions entre fractions qui ont divisé le Parti Socialiste n'étaient pas des débats doctrinaires oiseux. Dans la direction que prendra le socialisme de demain est en jeu – et il est important que même nos adversaires le comprennent – le destin proche et lointain de l'humanité.

Les deux tiers des articles imprimés pour le compte des classes au pouvoir s'occupent de ce que font et pensent les socialistes de tous genres. Stockholm remplit les journaux. L'histoire de la révolution russe elle-même est constituée des rapports entre les différents courants socialistes.

Même ceux qui ont toujours été à l'écart des discussions entre les tendances socialistes, les accueillant du sourire de l'imbécile compatissant, se questionnent sur les positions possibles des majorités et des minorités socialistes dans tel ou tel pays. Et prennent position pour l'une ou l'autre fraction.

Le socialisme vieux style et « sans adjectif » est mort.

La gamme des opinions est trop étendue dans les organisations réunies sous le simple adjectif de « socialiste » pour que l'on puisse taire la nécessité d'une révision théorique et tactique du programme et de la méthode ainsi que d'une séparation définitive. Ce sera et c'est déjà aujourd'hui la puissante tâche de la nouvelle génération socialiste, moins entachée de la pesante hérédité des erreurs du passé. C'est dans ce sens que la jeunesse socialiste est appelée à réaliser un combat décisif, lors des prochains événements, qui détermineront les voies par lesquelles le socialisme marchera vers son grand combat historique dans lequel l'avenir du monde est en jeu.

Nous entendons parler de la jeunesse socialiste dans certains pays du Nord en tant que force autonome luttant contre les déviations des maîtres d'hier qui ont fait pencher le socialisme vers la cause de l'un ou de l'autre des pays belligérants. Le sacrifice d'Adler et Liebknecht parle au nom d'une nouvelle âme socialiste de la jeunesse.

Entre le vieux socialisme de Victor Adler, qui s'est peu à peu vidé de son contenu pour retomber dans l'idéologie et la politique bourgeoise, et le nouveau socialisme qui reprend les traces de ses précurseurs, il y a un immense abîme, provenant du fait que le père reconnaît la justesse du pouvoir exceptionnel d'un gouvernement bourgeois qui envoie son fils à la potence.

Aujourd'hui plus que jamais il faut répéter que le mouvement de la jeunesse socialiste ne doit pas être et ne veut pas être une sorte d'école, mais réclame le droit et le devoir pour lui-même de réaliser une action libre et enthousiaste dans la bataille socialiste. Ce sera la force principale qui délivrera le mouvement politique de la classe travailleuse du mensonge du dévouement au nationalisme capitaliste et proclamera le devoir des prolétaires de se défaire des chefs qui ont hésité et trahis ! Et, plus encore, il affirmera qu'il ne doit pas y avoir, dans le mouvement socialiste, de chefs et de simples partisans, et dans un certain sens pas plus de maîtres que de disciples.

Si, en l'Italie, la jeunesse socialiste, ayant dans l'esprit et dans le cœur une vision plus large des prochaines batailles, s'appuie avec confiance et compacité sur les meilleurs hommes du Parti, ceci est dû à l'influence bénéfique qu'elle a subie – comme le démontrent à l'évidence les faits – de la position actuelle du Parti face aux récentes épurations, qui a été énergiquement soutenu par la volonté **unanime** de la jeunesse socialiste, jeunesse qui ne sera jamais assez fière de son travail **de tendance** de ces dernières années.

La situation très spéciale d'aujourd'hui exige des plus fraîches et plus jeunes énergies du mouvement socialiste une contribution de pensée et d'action.

Face aux problèmes que l'histoire présente aux anxieuses attentes des peuples, problèmes variés et complexes qui comprennent tous les aspects du socialisme, de la

théorie à la pratique, de la pensée à l'action, les jeunes socialistes font valoir leurs préférences pour les solutions les plus énergiques, les plus ouvertes, les plus directes, les plus courageuses.

L'interprétation du cataclysme guerrier dans la conception socialiste de l'histoire, la valeur des interprétations qu'en donnent les idéologies bourgeoises et les sophismes du socialisme dégénéré, les bases de la nouvelle tactique de classe et du nouvel internationalisme, la valeur et la méthode de la lutte pour la paix et la direction du mouvement socialiste après celle-ci, sont des points capitaux auxquels s'offrent des réponses discordantes.

Les jeunes socialistes n'hésiteront pas à prendre position, à embrasser « leur » tendance avec une sûre foi, et à se battre au cri d'Adler : « Vive le socialisme international révolutionnaire ! ».

Fiers d'être aux côtés d'un parti qui a recueilli d'une main sûre les espérances et les égarés de l'Internationale, orgueilleux d'être avec les promoteurs de Zimmerwald, les jeunes socialistes italiens demandent leur place dans la lutte de classe et demandent aussi que leurs paroles soient écoutées.

Et, toujours prompts à la discipline dans l'action qui laisse à leur esprit la liberté de s'épandre sans freins, ils écrivent avec une juvénile ardeur sur leur drapeau : « Encore plus en avant ! ».

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

30 – Circulaire de la fraction intransigeante révolutionnaire du 23/08/1917 ¹

[Retour à la table des matières](#)

XVIème Congrès national socialiste : Fraction intransigeante révolutionnaire.

Comme nous l'avons indiqué dans la première partie de ce livre, il se forma, juste après une réunion de la Direction du Parti à Florence en juillet 1917, un Comité auquel adhérèrent des sections et des fédérations importantes du Parti, et qui décida de constituer la « Fraction Intransigeante Révolutionnaire », de laquelle la Direction du Parti aurait dû être l'expression, bien qu'elle n'ait pas répondu, lors de ses dernières manifestations, aux directives et aux demandes de la fraction de Gauche.

La circulaire que nous publions fut rédigée en vue du XV^{ième} Congrès National qui devait se réunir en 1917, mais qui, à cause de l'interdiction des autorités, fut renvoyé en 1918.

Le ton de cette circulaire, pour les raisons indiquées ci-dessus, n'est pas une critique ouverte de la Direction du Parti. Toutefois les directives et les fondements énoncés comme propositions pour le Congrès peuvent être considérés comme satisfaisants. Il faut y noter la conviction du fait que le Parti

¹ Des « Actes du procès Barberis, 1918, sur les événements de Turin (III, 4) » désormais aux Archives d'État de Turin (le titre est de nous).

devait passer d'une position de défensive à une plus active, et donc d'offensive. Nous publions pour ces raisons le texte en entier.

Florence, 23 août 1917.

La Direction du Parti a fixé pour septembre prochain la convocation du Congrès National. Il est donc urgent de discuter, et en particulier des positions des organes dirigeants et du Groupe parlementaire. En relever les erreurs et les manquements. Fixer surtout les conditions changeantes des luttes et tracer les grandes lignes de l'action future. De ceci se sont préoccupé les Sections et les Fédérations provinciales de Milan, Turin, Florence, Naples et d'autres qui ont envoyé des représentants à la réunion de la Direction du Parti, et qui ont décidé de constituer le premier noyau de la « Fraction intransigeante révolutionnaire », procédant à la nomination de son Comité Exécutif, avec son bureau auprès de la Section socialiste de Florence.

Comme premier acte, le Comité Exécutif de la Fraction expose les concepts auxquels il se rattache, invitant à en discuter sereinement, en n'étant animé de rien d'autre que de la conscience de la gravité de la situation actuelle et des tâches qui incomberont à notre Parti.

La période de la simple défense est terminée selon nous depuis longtemps. Les formules stériles et négatives sont désormais dépassées. Il se prépare de nombreux événements décisifs qui ne doivent pas nous trouver non préparés et inertes.

Le Parti doit avant tout se débarrasser des incertitudes de pensée, qualifiées pieusement d'«accidents du travail», qui affaiblissent l'esprit de nette et intransigeante opposition des masses.

Nous ne devons pas méconnaître, et encore moins renier, pour d'inopportunes préoccupations autour de la « délicatesse de la situation présente », les mouvements de foules qui sont des symptômes réconfortants et des signes précurseurs des grandioses événements qui, déjà en Russie, creusent les profonds sillons du chemin de l'histoire et de la civilisation.

Enfin, le danger rémanent du collaborationnisme démontre la nécessité de proclamer de manière nette, ouverte, tranchée, une action strictement intransigeante et profondément révolutionnaire.

Nous pensons que le Parti doit, lors de son prochain Congrès, en arriver solennellement et sans masque aux affirmations suivantes :

- a) Le concept et le sentiment de patrie bourgeoise, selon leurs acceptations communes, sont dépassés et incompatibles avec les principes généraux du socialisme en tant qu'ils portent en eux nécessairement la tyrannie et contiennent les germes d'impérialisme, de haine et de conflits ;

- b) Aucune incertitude, aucune préoccupation provenant de résidus d'idéologie bourgeoise ne doivent persister dans la conscience socialiste. Le prolétariat doit aussi tirer profit de toute cause de faiblesse des classes capitalistes ;
- c) L'action socialiste doit s'appliquer exclusivement sur le terrain de la lutte de classe, avec une tactique strictement et sincèrement révolutionnaire. Le prolétariat doit dire ouvertement que sa lutte doit être menée par lui-même. Que ce qu'il poursuit ne doit être obtenu que par son énergie et son sacrifice, sans s'agripper à aucune fraction de la bourgeoisie. Nous affirmons encore une fois que le Parti Socialiste, resté seul sur la brèche de l'opposition à la guerre, sera encore seul dans l'action décisive pour la paix et contre le régime capitaliste qui est la source continuelle de nouveaux et toujours plus horribles conflits ;
- d) Le Parti doit se rappeler que « la violence est l'accoucheuse de toutes les sociétés grosses d'une nouvelle ; c'est l'instrument avec lequel s'accomplit le mouvement historique et se brisent les formes politiques rigidifiées et agonisantes ».

Partant de tels présupposés, le XV^{ième} Congrès du Parti Socialiste devra en conclure :

Face à la faillite de la bourgeoisie qui s'annonce comme conséquence de la présente guerre – fruit du système chaotique de production et d'échanges et de l'impérialisme qui s'en suit – il proclame le droit du prolétariat de tous les pays à instaurer sa propre dictature non dans l'intérêt d'une seule classe mais pour le bien-être et le progrès de la collectivité entière.

Suivant cette conception, il est pressé de donner une digne réponse à l'appel lancé en mars par Tchaidzé, au nom du Soviet russe, au prolétariat de tous les pays.

En prévision d'éventuels mouvements – conséquence naturelle de la crise belliciste et du malaise moral et matériel qui s'étend et s'aggrave toujours plus – il propose de suivre et de guider les agitations qui ont un contenu révolutionnaire pour les conduire et les coordonner afin d'imposer la paix immédiate, et de mener la lutte contre toutes les institutions bourgeoises, non seulement sur le terrain politique mais aussi au moyen de la forme socialiste de l'expropriation des capitalistes.

Camarades,

Ce sont les idées que la Fraction Intransigeante Révolutionnaire expose de manière ouverte, hors des joutes oratoires et des préoccupations opportunistes. Nous vous les soumettons en vous demandant d'y faire participer les Sections, et après une ample et sereine discussion de nous conforter, si vous le croyez, de votre adhésion.

Nous avons la conscience d'être les interprètes de la grande masse socialiste et de rester droit dans l'esprit révolutionnaire animant notre Parti. Nous avons une foi inchangée, qui se renouvelle et s'accroît chaque heure, dans le destin du Parti Socialiste. Nous sentons que nous nous approchons de grands combats, que le grand jour n'est plus loin. Et nous vous demandons d'aller, au prix de tous les sacrifices, toujours en avant : pour le socialisme.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

31 – Magnifique ascension

[Retour à la table des matières](#)

« L'Avanguardia » n° 507 du 7/10/1917

Cet article parut après le Congrès des jeunes de Florence, dont nous avons déjà parlé, et pendant lequel la totalité ou la quasi-unanimité du mouvement des jeunes se prononça pour la position extrême, maximale et radicale de la politique socialiste. Cet article revendique la nature de lutte et non de pseudo-école du mouvement des jeunes, dénonce les dangers de la soi-disant culture générale et contribue à l'orientation des jeunes en faveur d'une sélection à gauche du Parti.

Le mouvement de la jeunesse socialiste poursuit depuis quelques années une intense activité que les répercussions de la catastrophe belliciste n'ont pu diminuer ni retarder dans son développement progressif.

Développement quantitatif malgré les heurts et les circonstances adverses, et en dépit du fait que le mouvement n'a pas toujours été heureux dans la marche de ses organes dirigeants. C'est même la meilleure démonstration de l'efficacité de ses propres ressources et du degré de maturation de conscience auquel il est parvenu.

Le récent congrès, à travers des débats passionnés, indique la conquête définitive de certains résultats, auxquels nous avons travaillé pendant des années, par la propagande et l'action, dans les polémiques internes, dans les rapports avec le Parti, dans la lutte contre les adversaires et contre la réaction gouvernementale.

Ont été également définies, lors d'autres congrès, et acceptées également par le Parti socialiste, suivant les aspirations et les sentiments de la jeunesse révolutionnaire, d'autres questions vitales relatives à l'intransigeance politique, à la liquidation de l'anticléricalisme démocratique et du maçonnisme, ainsi que relatives à la nature des rapports avec les autres doctrines révolutionnaires comme l'anarchisme et le

syndicalisme – la jeunesse socialiste continue à poursuivre ses buts le long d'une voie droite et résolue, tendant à débarrasser la pensée et la méthode socialiste de tout ce qui y était faible et dégénéré (« de vieux » en un mot).

Aujourd'hui, après Florence, d'autres étapes importantes de cet âpre chemin ont été atteintes et dépassées.

Le principal est ceci : l'autonomie des jeunes par rapport au Parti dans l'affirmation d'opinions, de vues, de tendances qui valent en tant que libre contribution pour la détermination du chemin à suivre par tout le mouvement politique du prolétariat en Italie, et l'affirmation du concept maximaliste dans l'évaluation théorique et pratique des rapports entre socialisme et guerre.

La nouvelle preuve implicite de cette première « conquête » est constituée par la sûreté unanime et enthousiaste avec laquelle on a débattu et décidé de la seconde.

Pour affirmer et défendre les concepts qui ont triomphé dans les congrès, le mouvement de la jeunesse socialiste n'a pas attendu la crise belliciste. Mais dans tous ses autres congrès, et dans son activité quotidienne de ces dernières années, il a posé et débattu de cette importante et complexe question, atteignant ainsi – après trois ans de guerre mondiale – une impressionnante maturité en adoptant la solution « extrémiste ». Ceci enlève à quiconque le droit de parler de légèreté, de manque de préparation, d'enthousiasme qui recouvre la réflexion, de foi qui dissout le raisonnement. Et nous croyons que l'affirmation de Florence retire, à ceux qui l'avaient encore, toute velléité de légiférer sur la limitation de la sphère d'activité des jeunes pour la couper du débat historique entre les tendances du socialisme, dans lequel ceux-ci portent la contribution de leur conviction et de leur audace vers l'aile extrême gauche.

La délibération de principe de Florence est un motif de satisfaction pour les camarades qui ont foi dans une interprétation plus radicale du socialisme, non seulement par elle-même mais aussi en tant qu'elle confirme à nouveau – comme nous l'avons indiqué – les concepts d'autonomie des jeunes, qui sont défendus depuis des années, en les rattachant au concept maximaliste et marxiste des rapports entre pensée et action et entre théorie et action socialiste.

A ceux qui veulent un mouvement de la jeunesse réduit à une école élémentaire du socialisme qui accepterait les textes déjà élaborés par les mains compétentes des adultes, nous répondons avec de solides arguments polémiques que les jeunes camarades se souviennent, et que ceci forme désormais une part de leur conscience.

Le socialisme est né en affirmant que les idées ne sont pas la cause des faits mais le reflet de ceux-ci à travers les multiples reflets qui représentent les conditions d'un moment historique. Ce ne sont pas les opinions qui font l'histoire et modifient

la structure sociale, mais les conditions sociales des classes qui en déterminent les opinions.

[censuré]

Le meilleur socialiste est le prolétaire qui « n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes ». Sa conviction a les qualités de la plus sincère vigueur même si elle n'est pas accompagnée d'une préparation doctrinale.

Celui qui a cette vigueur cultive trop souvent un respect excessif face aux préjugés et aux privilèges, et rectifie peu à peu ses vues suivant une parabole déclinante – selon un processus désormais entré dans le champ de la statistique et sortis de celui des cas personnels. En un certain sens, celui qui sait le plus se trompe le plus.

Les jeunes répondent tout particulièrement à la position marxiste de n'avoir à perdre que leurs chaînes de par leurs conditions de vie économique, sociale, sexuelle et politique, en tant que néophytes du mouvement, dans tout son sens et sa signification.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

32 – Pour une discussion exhaustive

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 13/10/1917

Comme il ressort de la circulaire de la Fraction Intransigeante Révolutionnaire, on comptait tenir fin 1917 le Congrès National, qui fut reporté d'un an. On combat dans cet article la position de nombreux camarades qui désapprouvaient le fait que le congrès doive se dédier à des questions trop théoriques et trop abstraites. L'article montre que non seulement cette position était logiquement acceptée par la droite qui craignait l'expulsion, mais qu'elle gagnait de bons camarades de la Gauche impatients d'arriver à des décisions pratiques d'action.

Le journal fait suivre une note dans laquelle il s'alarme (sur une position que l'on pourrait qualifier de... centriste) sur le fait qu'une discussion de principe puisse conduire à une scission de l'unité du Parti. Le commentaire, en vérité, dit seulement que le Congrès, en plus de la fixation de directives théoriques, doit aussi fixer des décisions pratiques. Mais le sens de la préoccupation est évident.

De tous côtés s'exprime la préoccupation de ce que le prochain Congrès National ne donne pas lieu à une interminable séance académique et le désir que l'on mette de côté les questions théoriques. L'ostracisme envers la théorie si détestée

vient de tendances opposées : les partisans de l'orientation actuelle du Parti, ainsi que les partisans d'une orientation plus à droite, parce qu'ils veulent éviter la discussion, comme ils voulaient éviter le Congrès, pour une question de désaccord qui, selon eux, compromettrait l'unité du Parti, ou par peur d'un succès des extrémistes ; et parce que certains de ces derniers, particulièrement ceux qui ont été recrutés dans l'authentique masse prolétarienne, ont aussi un problème personnel avec la théorie. Ces bons camarades ne veulent pas y aller par quatre chemins et veulent couper court à certains scrupules et prendre des décisions énergiques sans discuter : au point où nous ne savons pas si ce ne sont pas des éléments plus tempérés qui demanderont un peu de discussions de principes avant qu'on en vienne aux déterminations pratiques radicales qu'ils ont désapprouvé.

Cette aversion injustifiée mais explicable de certains éléments prolétariens dérive du fait qu'ils attribuent les déviations de la saine direction socialiste et les luttes de tendances qui s'en suivent à l'avidité de discussions théoriques qui affligerait les intellectuels ; et ils ne voient pas que le vrai coupable est madame la **pratique** et sa quotidienne prostitution...

Nous sommes sûrs que ces camarades comprendront facilement combien il serait peu satisfaisant, du point de vue révolutionnaire, qu'une décision, même si c'est dans le sens qu'ils désirent, soit prise uniquement sur la base d'appréciations pratiques de la situation et non de l'affirmation de principes et de méthodes que le Parti devra définitivement faire siens.

Nous dirons cependant quelques mots pour répliquer aux autres adversaires de la **théorie**, à ceux qui veulent vider de son sens le Congrès, à ceux qui proposent d'éviter les problèmes doctrinaux, fermant les yeux pour ne pas voir, et proclament – au-dessus de tout – l'unité du Parti, adoptant pour l'avenir cette tactique de charlatans consistant à vivre au jour le jour.

Ceux-ci croient que les divergences au sein du Parti ne surgissent que de questions abstraites que certains se sont complus à transporter des limbes de la métaphysique jusque parmi nous.

Pourquoi donc discuter du concept de patrie ?... Mais, chers camarades, le débat est tout autre. C'est justement sur le terrain de la pratique que celui-ci se délimite clairement, tant en ce qui regarde l'action à développer dans le pays qu'en ce qui concerne les méthodes à suivre dans l'action et les relations internationales. Étant donné les divergences pratiques, que l'on nommera, par euphémisme, tendances : aller vers la droite ou aller vers la gauche, la meilleure manière de les perpétuer, les exacerber et les rendre fatales pour la véritable unité du Parti, est de les laisser en suspens, en en confiant la résolution au Cas, à monsieur l'Événement, à monseigneur Situation et au critère de Sa Sainteté Opportunité.

La manière sincère, honnête et virile de régler le problème est au contraire de décider si l'une ou l'autre des tendances est dans la ligne du programme du Parti et correspond aux buts que celui-ci se propose. Et voici que s'évanouissent non seulement le problème de la patrie mais également ceux qui se réfèrent aux nationalités, au concept de responsabilité du Gouvernement, aux divers degrés de développement bourgeois des différents États, à l'interprétation du socialisme, bref, au fait même de la guerre, revenant ainsi de manière cachée à la vieille divergence entre les deux écoles, les deux âmes, les deux tendances du socialisme.

Nous sommes en pleine question théorique.

Il faut se convaincre qu'il est l'heure de les affronter et de les résoudre pour pouvoir ensuite procéder, sur le terrain de l'action, avec sûreté. Il en est vraiment temps, après les dizaines de réunions et d'assemblées des organes dirigeants, qui résultent, depuis trois ans, en déclarations unitaires conciliant bien trop les tendances opposées, dont le résultat est une mosaïque incertaine et l'absence d'une ligne sûre.

On objectera que nous vivons une période terrible et tragique dans laquelle toutes les idéologies sont minées par les grandioses manifestations de la réalité qui imposent recueillement et attente. Impossible de fixer aujourd'hui des directives théoriques que des surprises imprévisibles provenant des faits pourraient retourner. D'où la conclusion qu'il faut inspirer l'action du Parti non de principes mais des suggestions de la situation.

Le réformisme n'a pas attendu la guerre pour proclamer cette abdication du socialisme dans ce qu'il a de propre, dans ses positions critiques, qui sont les phares de sa direction, pour avancer toutes lumières éteintes dans le demi-jour de la vie bourgeoise, conformant sa physionomie selon les molles suggestions du sens commun pour s'adapter aux nécessités en se transformant. Il n'y a pas à s'émerveiller de ce que ceux-ci comptent traverser ainsi les ténèbres de la guerre, procédant à tâtons derrière le grondement de la bataille ou suivant les lumières des explosions qui déchirent l'obscurité à grands traits.

C'est cette méthode qui a donné, en temps de paix, les amères désillusions du prolétariat, et qui en a donné d'autres en temps de guerre, et ce serait encore plus grave s'il continuait à la suivre. C'est la méthode la plus indiquée pour réaliser des bévues qui s'appellent Giolitti, Quirinal, politique des blocs, ou encore 4 août, « union sacrée » ou... message de Wilson, pour n'en citer que quelques-unes.

Oui, la guerre a été le révélateur de grandes vérités et de nouveaux aspects des choses. Mais, en effleurant à peine la question, nous osons dire que la lumière apportée par la guerre parmi les gens, par rapport à celle que projette la méthode socialiste critique parmi les ténèbres des préjugés et des mensonges de la vie bourgeoise, a l'effet du sinistre reflet d'un incendie par rapport à la vive lumière solaire.

Le socialisme doit toujours suivre le guide que constituent ses principes. Ceux-ci ne sont pas des dogmes posés à priori mais les résultats d'une méthode spéciale d'étude devenue désormais pour nous un fait établi. Ceci ne veut pas dire que le socialisme n'ait plus rien à apprendre des faits, et en l'espèce des faits de guerre, car ceux-ci constituent un contrôle continu de sa justesse et valent pour l'élaboration ininterrompue de ses corollaires.

Un parti d'avant-garde doit « surveiller les faits » mais il ne peut pas dire : j'attends mon programme des événements. Les événements peuvent seulement suggérer la possibilité d'agir plus ou moins intensément à la réalisation du programme qui est sa raison d'être.

Si le prochain Congrès se concluait en laissant à la nouvelle Direction la liberté d'aller à droite ou à gauche suivant la situation, il constituerait un pas en arrière dans l'histoire du Parti Socialiste italien, un pied posé dans la trappe du réformisme. Le Congrès donnera plutôt des directives nettes et dira surtout sa parole, **dans certaines limites** que l'on veut tracer à l'action du Parti, sans arguer de la pratique mais de considérations théoriques qui sont pour nous, sur le terrain de l'interprétation du programme et de la méthode socialiste, erronées et arbitraires.

Le Congrès devra assigner à la Direction un travail précis, lui laissant l'initiative de son développement, en fonction des événements, des forces du Parti

...[2 lignes censurées]...

Tout ceci ne pourra se faire sans un débat complet, sans phrases rhétoriques mais aussi sans réticences peureuses.

Notes rédactionnelles de l'« Avanti ! ».

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes d'accord avec la nécessité, désormais posée, pour les raisons clairement exposées par l'article, de discuter également des questions théoriques pendant le Congrès, lesquelles sont les prémisses des dispositions pratiques que le parti doit fixer. Nous ne sommes par contre pas d'accord pour confier à la Direction le soin de trier pendant le Congrès.

Un Congrès ne peut pas seulement fixer des directives théoriques : il doit aussi fixer les éléments pratiques qui proviennent de ces directives... [6 lignes

censurées] ... Mais il ne suffit pas de savoir pour faire, et faire ce qui est souhaitable et possible. Les critiques portées à la Direction actuelle – critiques que l'article théorise – on été plutôt dictées, dans la plupart des cas, par une impatience naturelle et explicable. Demander à la nouvelle Direction d'évaluer les forces et d'agir sur les événements selon les principes maximalistes, qui devraient triompher, équivaldrait simplement à mettre les nouveaux dirigeants du Parti dans les conditions dans lesquelles se sont trouvés les actuels, lesquels n'ont pas manqué de vision théorique ; ce sont les possibilités pratiques, dues à la situation interne du Parti et aux circonstances intérieures et internationales, qui ont plutôt fait défaut.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

33 – La révolution russe

[Retour à la table des matières](#)

« L'Avanguardia » n° 509, 510, 511 et 513
des 21/10, 4/11, 11/11 et 2/12/1917.

Comme le montrent les dates, cette série d'articles a été écrite parallèlement au développement des événements dont les nouvelles arrivaient pendant la guerre de manière déformée et contradictoire.

Seul le dernier de cette série peut être considéré comme écrit après la révolution bolchevique du 7 novembre.

Le lecteur voudra bien en tenir compte lorsque l'article traite la question de la diversité des programmes entre les différents partis, spécialement pour les partis ouvriers. Par exemple, pendant que l'on démontre la tromperie constituée par la position bourgeoise et la prétendue adhésion d'une nouvelle Russie à la reprise de la guerre, la position du Parti Socialiste Révolutionnaire est surestimée car il n'était pas clair, à l'époque, qu'il s'était scindé en deux, celui de gauche s'étant coalisé avec les bolcheviques de Lénine.

La conclusion de l'article est ferme. Elle explique la révolution de novembre non seulement comme étant la réalisation politique du programme révolutionnaire marxiste dans son entier, mais également comme la courageuse liquidation de la guerre contre les Allemands, même si celle-ci ne devait se réaliser que l'année suivante, à Brest-Litovsk, et dans l'urgence de laquelle, comme les textes suivants nous le montreront, les socialistes italiens de gauche partagèrent, en dépit de la distance, la nette position de Lénine pour la cessation de la guerre quel qu'en soit le prix, et l'attente de la révolution en Europe.

Préambule

[Retour à la table des matières](#)

Comprendre la révolution russe ! La tentative de comprendre le caractère et les causes des événements contemporains ayant de tout temps été bien trop rarement couronnée de succès, quelle plus grande difficulté peut-il exister ?

Quelle tâche plus difficile, sachant que les informations passent toutes par les filtres successifs des diverses censures et en enlèvent toute vérité ? C'est pourtant bien celle-ci qui apporte une nouvelle preuve triomphale aux conceptions socialistes en dépit du nombre de ceux qui ont crié à sa faillite.

L'impudence de nos adversaires, ignorant toute limite, a été telle qu'ils n'ont pas hésité à expliquer les faits selon leur convenance. Tout peut être soutenu à partir du moment où le mensonge et le sophisme deviennent des habitudes professionnelles.

[censuré]

Nous reconstruisons donc les événements pour notre propre compte, avec les ressources de la critique socialiste, qui représente la manière la plus heureuse et la plus sûre de l'emploi de la raison humaine, parce que ce n'est qu'alors que celle-ci se libère de toutes les influences du pouvoir et de toutes les suggestions dues aux préjugés, lorsqu'elle s'identifie à la cause des non-possédants et des dominés contre le règne du dogme et de l'autorité.

I

[Retour à la table des matières](#)

Le colosse moscovite

Dans l'Europe moderne vibrante de vie industrielle et gouvernée par les **élites** du capitalisme à travers le système démocratique de la représentation électorale, ce puissant masque libéral de l'exploitation avide des masses travailleuses, un immense pays faisant partie du continent asiatique avait gardé des formes sociales et politiques d'un autre âge, la Sainte Russie. Une économie essentiellement agraire, dans laquelle

les masses travailleuses se trouvaient dans un état de quasi-esclavage, une industrie à l'état embryonnaire et limitée à quelques régions avancées, un réseau d'échanges primitif et attardé, un régime administratif imparfait et enfin un système politique féroce despotique basé sur l'autocratie du Tsar, en même temps chef de l'Eglise, faisait de la Russie l'antithèse du reste de l'Europe.

Lorsque la guerre éclata, la Russie y participa en étant considérée comme une force de premier ordre. Ses 120 millions d'habitants, le renom des belliqueux cosaques, faisaient croire à l'existence du « rouleau compresseur russe » qui aurait lentement mais sûrement avancé vers l'Occident, écrasant inexorablement la résistance allemande. La désillusion fut grande.

Pendant que les troupes françaises tenaient tête aux ouvriers allemands et que l'armée anglaise improvisée entra en action avec une surprenante rapidité, le monstrueux mécanisme russe allait de défaites en défaites, entrecoupées de quelques éphémères.

Militarisme et démocratie

Ce fut une désillusion – et selon nous une défaite décisive pour les défenseurs de la thèse dépeignant le militarisme comme un phénomène allemand imposé au reste de l'Europe par la survivance de formes politiques surannées des empires centraux en opposition aux États occidentaux démocratiques et épris de paix. On laissait entendre que, dans le duel entre civilisation et barbarie, la première pouvait heureusement compter sur l'alliance d'un pays parmi les plus barbares, dont des fleuves d'hommes se seraient déversés pour balayer l'insolence germanique sous le talon d'un militarisme encore plus féroce. La vérité est à l'opposé.

La guerre moderne se base sur des facteurs et possède des caractéristiques qui font que l'État militairement le plus moderne est celui qui a le plus de ressources industrielles, commerciales, administratives, financières, et où les formes politiques ont évolué jusqu'à la « démocratie ».

Ceci est vrai grâce à la corrélation et à la simultanéité du développement de toutes ces activités, et également parce que seule une politique d'attitude libérale et même social-réformiste peut faire obtenir à l'État la « concorde nationale » qui est le présupposé des succès militaires. C'est pour ceci qu'entre militarisme et démocratie il n'y a pas opposition mais convergence historique.

L'efficacité militaire de l'Allemagne est en relation avec ce qu'elle a de plus moderne et bourgeois et non avec ce qu'il y survit de médiéval et de féodal. Il suffit de penser au militarisme de ces époques pour se convaincre que celui-ci ne tient pas la comparaison, qu'il est un phénomène d'une autre espèce que celle du militarisme actuel qui se manifeste lui dans toute sa grandeur dans les États **civilisés**.

En Russie l'industrie n'était pas prête à la guerre actuelle, les communications étaient rares, les chemins de fer clairsemés, l'administration de l'État périmée et corrompue. Les fournitures militaires furent insuffisantes et la suprématie du nombre de put être utilisée. Les milliards de la France capitaliste, prêtés dans l'intention de fournir l'armée russe en canons, en projectiles et en tous les autres armements modernes, furent mangés par les grands-ducs avec les mondaines parisiennes. Une phrase dit parfois plus qu'un long discours.

Guerre et révolution

L'union sacrée des partis aux ordres fut plus ou moins réalisée par les autres États, ou tous les partis considéraient le pouvoir étatique comme coïncidant avec l'intérêt commun de tous les sujets, résumé dans l'abstraite « Patrie », et parce que le parti socialiste avait subi les déviations du réformisme jusqu'à admettre la possibilité de cette coïncidence, inconciliable avec le fait et la notion de lutte de classe.

En Russie les partis d'opposition étaient séparés du gouvernement par un bien autre abysse. Le knout, la Sibérie, le bourreau leur étaient réservés ! Il n'y avait pas d'illusion sur l'égalité politique des citoyens, le semblant d'une liberté, l'ostentation de la fraternité qui, dans les pays capitalistes, empêchent les masses de trop ressentir le poids du joug économique. On ne pouvait pas penser, on ne pouvait pas parler, on ne pouvait pas publier, on ne pouvait pas s'associer. La partie véritable, vivante, de l'opposition au despotisme, était généreusement imprégnée de doctrine socialiste – bien que divisée par la tactique à adopter pour arriver au socialisme en tenant compte du manque de développement capitaliste. Il fut impossible de faire croire aux tenaces adversaires du tsarisme que l'État despotique et tyrannique entraînait en lutte pour l'intérêt de tous les Russes menacés d'une invasion extérieure.

Les révolutionnaires n'ont pas accordé de trêve interne pendant la guerre. Le péril extérieur, qui a induit ailleurs certains partis socialistes à donner la main aux gouvernements capitalistes, pousse les partis libéraux bourgeois russes à promettre leur solidarité à l'autocratie ; mais il n'a pas impressionné les socialistes, seuls véritables révolutionnaires. Et la partie la plus audacieuse de ceux-ci n'a pas hésité à souhaiter la défaite de son propre pays comme possible cause de l'abatement d'un régime honnis.

L'expérience de 1905 démontrait que, dans une Russie ayant subi une défaite, le mouvement révolutionnaire avait la possibilité de devenir plus puissant.

Il en fut bien ainsi. La guerre produisit la révolution parce que la guerre fut la défaite du régime qui l'entreprit, et parce que la guerre ne pouvait être et ne fut pas acceptée par le mouvement révolutionnaire. Les falsificateurs du socialisme ont essayé de dire : la Révolution est une idée qui a été trouvée par l'utilisation de baïonnettes ! – et ils essayent de nier qu'en conséquence la révolution russe ait trouvé... les baïonnettes du Kaiser.

II

[Retour à la table des matières](#)

Les aspects de l'énigme

L'État moderne et capitaliste détermine les conditions de la guerre moderne. L'État bourgeois possède une équipe capable de résister aux épreuves d'une crise aussi aiguë et prolongée que l'actuelle. L'État pré-bourgeois russe s'est abîmé dans l'épreuve : trop peu moderne, trop peu « civilisé », il était inadapté à la guerre.

Les forces qui le minaient, au lieu de s'atténuer, comme il est advenu pour le prolétariat révolutionnaire dans les États capitalistes, furent aidées par la guerre dans la réalisation des buts qu'ils poursuivaient depuis de décennies, et la Révolution vint. Quelques journées de batailles dans les rues de la capitale et le monstre assoiffé de sang est finalement abattu. Les partis qui ont désiré sa chute sont passés de leur travail de destruction à celui de reconstruction. Et la guerre, qui a déterminé leur triomphe, continue toujours. C'est une terrible crise de forces sociales et de programmes qui s'ouvre face aux yeux du monde.

Les spectateurs de ce drame s'éloignent pour en suivre, à travers le sombre voile de la guerre, les étapes, et en prévoir le dénouement. Le fait de la guerre, qui pour nous est déterminant, démentit le fait que la révolution russe soit un phénomène de politique interne et de lutte entre les classes durant depuis plus de cinquante ans, et que la guerre qui a éclaté il y a trois ans en ait été l'occasion, et non la cause. La clef de l'énigme doit être cherchée dans l'enchevêtrement des faits de la tragédie guerrière. Étant donné que celle-ci n'agit, pour les masses trompées, qu'en oscillant de part et d'autre d'une même ligne directrice, du côté des allemands ou de l'Entente, l'opinion publique est facilement conduite par ses habituels manipulateurs à approuver l'explication qui leur convient. L'opposition Tsarisme-Révolution doit être étendue aux oppositions existantes au sein de la guerre. Et alors l'explication : le tsarisme s'étant mis d'accord avec les Allemands il négociait la paix, et la révolution s'est réalisée pour intensifier la guerre aux côtés de l'Entente, cette explication chimérique ne tient pas très longtemps. Et parce que la guerre ne peut avoir que deux directions, il faut alors dire et imprimer le contraire : la révolution veut la paix, elle a été faite pour les Allemands ; espérons pour le bien de la démocratie et de l'Entente le retour du Tsar !

Recherche objective

Notre recherche poursuit de bien autres voies, exemptes de daltonisme belliciste.

Trois groupes principaux de forces politiques et sociales étaient en jeu avant la révolution : l'absolutisme soutenu par la haute bureaucratie, la caste militaire, le clergé, la noblesse terrienne ; la bourgeoisie constituée de l'industrie naissante et des couches du monde des affaires et de la culture qui y étaient liées ; le socialisme suivi par le prolétariat industriel – là où il existait – et les masses agraires, selon un processus **sui generis**, avec à leur tête nombre d'intellectuels idéalistes. Quel est le jeu politique de ces trois forces aujourd'hui à l'intérieur du pays ? Quelle est leur position face à la politique extérieure et à la guerre ?

La politique du tsarisme

Le tsarisme s'appuyait sur un conglomérat d'institutions traditionnelles non susceptibles d'adaptation aux nouvelles exigences des temps.

Comme les formes médiévales du pouvoir, qui affirmaient détenir de Dieu le droit de dominer une masse d'êtres inférieurs, faits pour servir, l'autocratie moscovite n'admettait aucune transaction dans l'exercice de son pouvoir illimité. Ce sont seulement les gouvernements des régimes capitalistes, et non pas les forces du régime féodal, certainement supérieures à ces derniers dans leur omnipotence effective à contrôler des différentes activités des groupes sociaux et des individus, qui peuvent comprendre et exercer la politique à double face de la liberté apparente et de l'exploitation plus intense des classes dominées. La bourgeoisie, si elle est esclave de terribles contradictions internes qui s'exaspèrent à l'approche de son déclin, à une grande élasticité et d'infinies ressources qui lui servent à affronter l'avancée des revendications prolétariennes et à défendre l'ossature encore saine de ses principales institutions.

Le régime représentatif et une certaine liberté laissée aux formes platoniques de protestations contre l'iniquité de sa domination, ainsi que le fait de mettre en avant ou en accusation ses hommes d'état et leur habileté, constituent pour la bourgeoisie une valve de sécurité.

Le tsarisme ne pouvait pas comprendre cette dynamique de gouvernement et il était historiquement absurde de prétendre qu'il l'adopte.

Sa voie était inexorablement tracée par sa tentative de comprimer la valve jusqu'à ce que l'excès de pression n'ait brisé les parois qui tentaient de contenir l'irrésistible expansion des énergies subversives. Les concessions effectuées par un régime pseudo-représentatif, après les désastres et les mouvements de 1905, n'ont eu

qu'une valeur épisodique car elles furent suivies d'un retour rapide à l'authentique despotisme, avec des modifications successives du mode de suffrage, pendant que la réaction la plus féroce faisait rage en multipliant ses victimes et donc ses adversaires.

On sait que la politique extérieure de l'État russe (et nous observerons ici que nous n'entendons pas refaire l'histoire des antécédents de la révolution russe, connue de nos lecteurs par d'autres sources qui leur sont familières, comme l'opuscule de « Junior » et d'autres publications du Parti), bien que minée par des contradictions internes, s'est orientée ces dernières années vers celle d'un impérialisme téméraire.

Les ambitions expansionnistes de la Russie en Asie Mineure et en Perse entraînaient l'Europe au bord du conflit à cause de la rivalité entre l'État moscovite et l'Angleterre ; et les vues sur l'Extrême-Orient déchaînèrent la guerre contre le Japon, ami puis allié de la Grande-Bretagne, guerre dont la conclusion ruineuse a contraint l'empire des Tsars à une période de recueillement.

Mais, après 1905, la Russie a intensifié sa politique panslaviste dans la Péninsule balkanique, politique dont les raisons ethniques et nationales n'étaient qu'un prétexte transparent puisque sous le sceptre des Tsars gémissaient sous une même oppression, qui n'était pas préférable à l'oppression autrichienne ou turque, cent nationalités différentes. La politique extérieure russe contribua largement à l'éclatement des guerres balkaniques, créant une situation, pour l'Autriche et l'Allemagne, dans laquelle ont germés les prémisses de la guerre mondiale.

III

[Retour à la table des matières](#)

L'opposition bourgeoise

Sur le terrain de la politique interne, la bourgeoisie russe naissante s'est opposée au gouvernement de l'autocratie parce qu'elle sentait trop d'obstacles à son développement économique et social à travers les entraves du régime tsariste. Le monde des affaires a besoin de cette atmosphère de liberté superficielle qui est la caractéristique de l'Europe occidentale, il a besoin d'une certaine liberté de pensée dans les institutions culturelles qui préparent les techniciens et les professionnels au service du capital. En outre la bourgeoisie russe, de par sa nature propre et aussi de par sa culture supérieure et ses plus fréquents contacts avec le capitalisme européen, prévoyait les résultats de la politique de répression qui, exaspérant les masses, les poussaient vers le socialisme, négateur de la propriété privée et de l'exploitation capitaliste, et prévoyait avec acuité que sa vie historique de classe serait âpre et brève,

prise entre les graves difficultés du vieux régime et la formation précoce de solides énergies révolutionnaires parmi les classes travailleuses.

La bourgeoisie poussait donc le tsarisme sur la voie des réformes, même si elle n'arrivait pas à songer à une république capitaliste. Sur le terrain des rapports internationaux la bourgeoisie russe ne pouvait cependant pas ne pas être solidaire du tsarisme vis à vis de sa politique panslaviste de ces dernières années, cette politique se conciliait plutôt bien avec ses propres intérêts, avec les besoins de développement industriel, avec la tendance naturelle du jeune capitalisme russe à se porter, sur le terrain de la concurrence commerciale, au niveau des bourgeoisies les plus avancées des pays producteurs, exportateurs et colonialistes de l'Ouest.

[censuré]

Le mouvement prolétarien

L'opposition socialiste avait une toute autre valeur et efficacité. Le public socialiste italien a été suffisamment éclairé sur la nature et les tendances du mouvement prolétarien en Russie ces derniers temps, et nous nous réclamons des nombreux articles publiés par la presse de notre Parti à ce sujet. Alors qu'il pouvait sembler que les principes du marxisme ne pourraient pas bien s'appliquer à un pays où le capitalisme n'avait pas encore accompli sa révolution politique, bien qu'ait été initié le bouleversement économique qui doit accompagner l'apparition de la grande industrie, un fort Parti Socialiste marxiste – et même le plus orthodoxe du monde – se forma en Russie ces dernières décennies. Y militaient les ouvriers des grands centres urbains qui éprouvaient des difficultés dans la formation d'associations syndicales, et nombre d'intellectuels et d'étudiants ne supportant pas le régime anti-libéral, particulièrement avide de la lumière des nouvelles idées subversives.

Mais le problème qui intéressait le plus les conditions de vie des masses était le problème agraire, et la doctrine et les méthodes socialistes dominées par la dynamique de la classe ouvrière industrielle s'appliquaient mal à la situation russe. Il s'est donc formé le Parti Socialiste révolutionnaire, avec un programme de révolution agraire audacieux culminant dans la socialisation de la terre. La divergence entre ce parti et l'autre (Parti socialiste démocratique) était donc essentiellement d'ordre théorique et concernait la dynamique de la révolution sociale, les deux partis étant unis par la même profonde aversion du régime dominant et la tenace proposition de le renverser par l'action insurrectionnelle des masses. Les éléments les plus résolus et les plus avancés d'entre eux, ainsi que les anarchistes, ont répondu à la politique réactionnaire du gouvernement par la méthode terroriste des attentats, et une puissante organisation secrète de propagande a soutenu le duel à mort avec la terrible et sanguinaire police du tsar. Les socialistes se proposaient, pour la réalisation des buts révolutionnaires, d'accepter l'alliance avec la bourgeoisie anti-despotique, mais dans le même temps de mettre sur la table, avec les questions politiques, les questions

économiques et sociales, réalisant ainsi la tactique parfaitement définie du « Manifeste des Communistes ».

Mais les socialistes n'ont pas cessé de fustiger la lâcheté des courants bourgeois et de préparer le prolétariat à la conscience et à l'exercice de la lutte de classe contre l'exploitation patronale.

Sur le terrain de la politique extérieure les socialistes russes ont toujours été de tenaces opposants à l'impérialisme et à la course aux armements, affirmant le principe de la solidarité internationale des classes ouvrières. Ces positions les ont nettement séparés de l'opposition bourgeoise, spécialement ces dernières années à la suite de la guerre avec le Japon.

Au début de la guerre

[censuré]

IV

[Retour à la table des matières](#)

Les deux âmes de la révolution

Nous avons relevé quelle différence fondamentale de contenu existait entre les deux oppositions au gouvernement tsariste, la bourgeoise et la socialiste, au cours de la guerre. Tandis que la première acceptait la concorde nationale, reportant vers des temps meilleurs ses aspirations démocratiques, la seconde restait dans l'opposition, toujours prête, pour sa partie la plus extrême, à agir révolutionnairement, en profitant des conséquences ruineuses de la guerre pour s'assurer le succès, selon la tactique définie sous le terme de « défaitiste ».

Pour les raisons que nous avons examinées, l'État russe fut battu sur le champ de bataille tout en ne réussissant pas à éviter, à l'intérieur, les plus âpres répercussions économiques de la guerre. Les mouvements générés par le mécontentement et les pénuries trouvèrent leur débouché politique naturel dans le programme des socialistes et se dirigèrent vers le renversement du gouvernement.

L'opposition constitutionnelle, se rendant compte de la précipitation des événements, chercha à en conjurer les plus extrêmes conséquences.

Il s'agissait d'éviter une révolution sociale en accompagnant le mouvement des masses de larges concessions politiques, et la bourgeoisie fit tous les efforts possibles

pour que le vieux régime comprenne cette nécessité. On a connaissance de l'essai réalisé au dernier moment par le Président de la Douma auprès de l'empereur pour concéder une constitution, sauvant ainsi le principe dynastique. Cet essai a échoué du fait de la réticence naturelle du Tsar à céder ses prérogatives à d'autres. C'est pourquoi les mouvements révolutionnaires s'intensifièrent et s'étendirent, les partis de la gauche bourgeoise cherchèrent à assumer la sauvegarde de la situation, obligèrent l'empereur à abdiquer pour conserver la monarchie dans la personne d'un des grands-ducs, et finalement renoncèrent même à cette solution, acceptant l'assemblée constituante pour obtenir qu'on ne touche pas à deux positions : la continuation de la guerre et l'organisation de la propriété.

Les courants socialistes tendaient au résultat inverse. Opposés à la guerre pour des raisons de principe, fidèles à l'internationalisme réaffirmé à Zimmerwald, les socialistes russes se sont aussi rendu compte avec exactitude des termes pratiques du problème : l'armée russe, battue militairement, de par son manque d'organisation intrinsèque, conséquence du régime autocratique, marchait, après la révolution politique, directement vers sa destruction, à cause de la rupture brutale des freins d'une discipline bestiale et tyrannique.

Même une révolution bourgeoise se plaçant du côté de l'Entente aurait eu besoin de plusieurs années de trêve pour former une nouvelle organisation guerrière de type occidental dans une atmosphère de démocratie capitaliste. Pendant la crise révolutionnaire, la poursuite de la guerre était absurde et impossible. D'autre part les socialistes n'entendaient pas que le travail de la révolution se limite à la formation d'une Russie démocratique, mais ont toujours nourri le projet d'intégrer le bouleversement politique au bouleversement social et de renverser le pouvoir autocratique pour instaurer non celui de la bourgeoisie mais celui du prolétariat procédant à l'abolition de la propriété privée de la terre et de l'industrie.

La coalition transitoire

La clef de la situation russe est dans le jeu de ces deux grands courants subdivisés en de nombreux courants qui, alliés tant que l'ennemi commun était debout, se révélèrent, le lendemain du triomphe sur le vieux régime, opposés et historiquement inconciliables. Dans un premier temps, la formation d'un gouvernement de coalition, qui régisse le pouvoir et convoque au plus tôt une assemblée pour décider de la nouvelle forme à donner au pays, a prévalu. Mais la préparation d'une telle assemblée, qui doit représenter et exprimer la volonté de 150 millions d'hommes, ne peut se faire en peu de temps alors que le problème de la guerre, lui, réclame une solution immédiate. Une trêve sociale pendant de long mois n'était pas non plus possible pour un peuple qui, ayant acquis d'un coup sa liberté, en respirait à pleins poumons l'oxygène vivifiant et frémissait de résoudre les brûlantes questions que l'histoire a mises sur la table. Les courants bourgeois qui se placent sous l'influence des gouvernements alliés veulent eux la continuation de la guerre contre les Allemands au nom de l'honneur national et de la fidélité aux engagements

diplomatiques. Ils tentent de transférer le pouvoir à la Douma, dans laquelle les socialistes sont en minorité, de former un Gouvernement sous la prédominance de leurs partis, et de renvoyer **sine die** les questions sociales. A l'opposé, le prolétariat constitue le Conseil des Délégués Ouvriers, Soldats et Paysans dans lequel sont représentés les divers courants socialistes. L'extrême est le plus authentique de ceux-ci : il veut la paix, refuse la collaboration de classe même transitoire, et invoque la prise du pouvoir pour effectuer le Programme Communiste.

Le principe de coalition réussit à s'affirmer dans le gouvernement présidé par Kerensky, socialiste modéré.
[censuré]

La guerre a été reprise contre les allemands restés, jusqu'alors, spectateurs inactifs face aux tranchées russes où se développaient les discussions et le bouleversement de la discipline. Le général Brouzilov, après avoir réorganisé quelques divisions, a commencé à avancer en Galicie où il a obtenu quelques succès. C'est à ce moment que triompha, dans toute l'Europe, le grossier mensonge d'une révolution guerrière, au milieu d'informations romancées sur une paix séparée qui aurait été conclue entre le Tsar et l'Allemagne ! Le Peuple russe, disait-on, a renversé le Tsar parce que celui-ci était germanophile, et il marche maintenant, organisé en nouvelles phalanges de sans-culottes, vers d'éclatantes victoires.

Mais ce qui était prévisible ne tarda pas à arriver : l'Allemagne, qui n'avait aucun intérêt à s'avancer dans un pays en révolution, un pays se déclarant étranger à toutes compétitions impérialistes entre grands États bourgeois, répondit à l'offensive de Brouzilov en mettant ses forces en déroute et en reportant la ligne de front sur la ligne frontalière austro-russe en Galicie et en Bucovine. Quelques mois après les Allemands occupèrent Riga et les îles de la Baltique.

Le triomphe maximaliste

Le prolétariat russe compris quels dangers représentait la politique bourgeoise et réformiste de Kerenski, et les socialistes maximalistes gagnèrent du terrain. Le Gouvernement transitoire se trouva en continuelle crise, pris entre les tentatives contre-révolutionnaires de Kornilov et la propagande des « léninistes » pour la prise du pouvoir. Finalement le Gouvernement fut renversé et le Soviet, dans lequel les extrémistes sont devenus l'énorme majorité, assume maintenant le pouvoir. Pendant que nous écrivons, au milieu des nouvelles contradictoires et tendancieuses qui nous arrivent, on comprend que les socialistes travaillent à la réalisation d'un programme aux lignes simples et grandioses – celles même du « Manifeste des Communistes » - c'est-à-dire l'expropriation des détenteurs privés de moyens de production, pendant que l'on procède logiquement et conséquemment à la liquidation de la guerre.

[censuré]

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

34 – Discussions au sein du Parti : Faits et principes de la dynamique socialiste

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 4/11/1917

Cet article reprend la question de l’opposition artificielle faite entre théorie et action, et répond également au commentaire fait par le journal à l’article du 13/10. Celui-ci est dirigé contre le danger consistant à vouloir donner au Parti une direction qui prenne soin de toutes les tendances, et que celle-ci s’épuise en ondoyant entre des décisions inspirées de directions opposées. Cet article confirme que la Gauche indique toujours l’opposition inconciliable entre la politique révolutionnaire et la mauvaise praxis réformiste.

L’insistance avec laquelle certains, par la seule préoccupation de maintenir l’unité de notre parti, répètent vouloir limiter nos débats, est étrange. Autant vaudrait-il alors ne pas discuter. Mais la discussion est inévitable parce que toutes les consciences pensent qu’il existe, dans les rangs du Parti, une dissension **pratique** par rapport à l’action à développer dans le proche avenir, dissension dont la solution s’impose à tous.

Il est illusoire de croire que le problème puisse être résolu par les données de la situation actuelle, en trouvant une voie de sortie compatible avec les circonstances du jour, sans affronter la question en soi, conduisant au heurt de directives allant dans des sens opposés, par une discussion « théorique ».

La méthode consistant à comprendre les raisons de la conduite du Parti par les opportunités qu’offre un état des fait donné, au lieu des buts et de la vision générale

du socialisme, est en dernière analyse l'essence du réformisme, et nous nous y opposerons toujours et partout au nom de notre mode de comprendre les rapports entre les principes et l'action du socialisme, qui peut bien être définie comme « maximalisme » (et ce terme, ami Trozzi, n'est pas un néologisme venu de Russie puisque les révolutionnaires en ont fait un large écho lors de polémiques antérieures au congrès de Reggio).

Si de telles méthodes peuvent être tolérées lors d'une délibération transitoire, par exemple lors d'un vote de la Direction du Parti reflétant un moment politique précis et destiné à avoir une période d'application limitée, elles sont hors de propos lorsqu'il s'agit d'un Congrès, qui ne peut se réunir à nouveau après quinze jours ou deux mois, lorsque de nouveaux « faits » - aujourd'hui imprévisibles – pourront avoir changé les possibilités d'action en ouvrant de nouvelles voies aux énergies du Parti.

Un Congrès doit donner les directives les plus larges possibles, dans le sens où elles doivent établir si le Parti accepte ou répudie certaines formes d'action, indépendamment de leur actualité **immédiate**.

Tourner la question en disant : inutile de discuter si le fait qu'il ne convienne pas de recourir à une méthode tactique **aujourd'hui**, pour des raisons pratiques – admettons-les par hypothèse – est plus ou moins théoriquement admissible et peut sembler être un raisonnement sensé, c'est en réalité un expédient polémique dont les mobiles intimes n'attirent pas notre sympathie. Ici se trouve le nœud des critiques que l'on peut faire à l'action des organes dirigeants du Parti pendant ces trois années et demi de guerre, ainsi que la cause de la sensation d'incertitude, due bien plus aux choses qu'aux hommes, qui est en chacun de nous et que le Congrès doit faire cesser.

Nommer une Direction unitaire pour qu'elle agisse selon les circonstances est une proposition qui n'est apte qu'à faire empirer la situation actuelle ! On renoncerait ainsi à la possibilité de donner au Parti une direction pour la durée de temps comprise entre deux Congrès, et on n'aurait pas le pouvoir de se rendre compte de la manière avec laquelle la Direction se servirait de ses pouvoirs illimités étant donné son absence d'orientation. Ceux qui ont provoqué la discussion pourraient alors dire : ça allait encore mieux avant ! Mais la fraction maximaliste prendra de toute manière ses responsabilités en affirmant nettement ses idées, et l'on verra si elle prédomine ou non au sein de notre Parti.

Mais même sans en arriver à des aberrations de cette sorte, il est très probable que l'on propose d'orienter la discussion en fonction de la situation actuelle, en tirant l'alarme sur le préalable des questions de tendance. L'« Avanti ! », dans son commentaire de l'article **Pour une discussion exhaustive**, convient de l'impossibilité de résoudre la question de la position dans laquelle se trouve aujourd'hui la Direction du Parti par cette voie. Pour expliquer les raisons de notre aversion fondamentale à cette manière de comprendre et d'expliquer la fonction du Parti, nous voulons ajouter quelques arguments explicatifs et donc plus efficaces.

Au début de la guerre en Europe...

[7 lignes censurées]

Un article de l'« *Avanti !* » - 1^{er} août 1914 – signé d'un de ceux qui devinrent par la suite de sincères défenseurs de la guerre, expliquait que l'on devait être contre la guerre en tant que socialistes, démocrates, italiens, et que l'on devait recourir à la révolution pour l'empêcher.

Les extrémistes – il y en avait déjà à ce moment – pouvaient alors être contents. Cependant de nombreuses sections du Parti, de nombreux groupes de jeunes, défendaient les thèses de l'opposition « à toutes les guerres » soulevant même la question de la « défense nationale ». Nous omettons la citation pour des raisons de brièveté... et en partie par modestie. Les **praticiens** criaient naturellement à l'utopie, à la théorisation, à la téméraire excursion « en dehors de la réalité ». Mais peu de mois après la situation s'inversa complètement, les arguments auxquels nous avions fait appel pour soutenir notre position contre la guerre se retournèrent contre nous. Je ne nie pas que ces arguments étaient les plus accessibles et les plus efficaces – mais dans ce cas ils nous déboussolèrent nettement. Le parti socialiste, pour s'être appuyé sur des énergies qui n'étaient pas celles de la classe prolétarienne, pour avoir accepté implicitement une alliance avec des partis bourgeois, lorsqu'il se retrouva seul, sur un terrain de classe, fut contraint de reculer jusqu'à la position : « ni adhérer, ni saboter ». On peut considérer que cette position, en fonction des événements advenus au cours de ces dernières années, a pu avoir une certaine légitimité. Mais il doit être nettement déclaré qu'elle ne constitue pas une directive pour l'action future.

La question sort des simples problèmes contingents et nous ne la laisserons pas mettre sous cloche. Les partisans de l'orientation actuelle doivent spécifier les conditions auxquelles ils rattachent son adoption. Ces conditions sont-elles contenues dans le concept de la simultanéité internationale de l'action prolétarienne, ou de l'initiative des socialistes de l'État « agresseur », ou ces conditions sont elles universelles ? Pourquoi alors celles-ci n'existaient-elles pas en août 1914 ? C'est tout le problème de l'interprétation socialiste de la guerre et de la tactique internationale prolétarienne qui se dessine et s'impose.

Les maximalistes devront expliquer comment ces conditions limitatives se référaient à la défense d'intérêts non prolétariens, à des motivations au fond identiques à celle des interventionnistes, en somme de la survivance de préjugés et de scrupules bourgeois qui entravent l'action du socialisme, et dont il doit se libérer. Les partisans du socialisme empirique, les idolâtres du **fait** – ce nouveau mythe – sont en somme ceux qui ne savent pas voir au-delà d'un horizon dont les limites sont trop étroites pour un Congrès qui devra, en plus du reste, parler au monde prolétarien international.

Ils font profession d'opportunité, d'habileté, et sont pour cela plus suspects que les autres. C'est que les faits, dans lesquels ils voient la quintessence de la vérité, ne coïncident pas avec les nouvelles que nous en avons, spécialement en temps de guerre, et ne peuvent pas être compris sans l'aide d'un système critique basé non exclusivement sur la réalité la plus basse mais sur une vision totale et supérieure de la réalité, qui franchisse les limites et défie les pièges du **cancan**, des messes basses et des commérages, faute de quoi on s'expose à être ballottés de droite et de gauche par les lames tumultueuses de l'océan des mensonges, au lieu de tenir notre route droite, inflexible, qui, en brisant les vagues adverses, conduit à la destination souhaitée.

La nécessité d'une meilleure compréhension des événements se relie donc aux exigences réelles faisant que l'action du P.S.I. soit intimement mêlée à ses directives de principe. Il ne s'agit pas – comme il le semble à T.Alba – de l'envie de poser à priori sur la table des questions abstraites ou arbitraires, en réalisant un tournoi oratoire sur la question de la patrie comme au temps des rhéteurs athéniens. Nous pensons à l'avenir et aux tâches réelles de notre Parti. Nous n'avons rien à faire de Kant et de Hegel, retenant avec Engels que la philosophie n'a pas de raison de survivre en dehors des parties regardant la structure de la pensée, la logique et la dialectique – dont les notions et l'exercice sont implicites y compris pour les humbles.

Quand T.Alba conclut en se satisfaisant de ce que la motion de la Direction résolve élégamment le point en faisant la critique des fausses idéologies patriotiques, je le vois retomber dans la méthode insidieuse des appréciations contingentes.

Nous avons besoin de savoir ce que fera T.Alba, ou mieux ce que fera le Parti quand il sera face au **vrai** patriotisme, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui mais peut le devenir demain.

Que tel article du 1^{er} août, qui invoque contre le nationalisme patriotard et germanophile les foudres de l'insurrection...

[censuré]

Tout ceci signifie se perdre de manière réformiste dans les oppositions secondaires du monde actuel en cachant la formidable et fondamentale opposition entre d'une part les intérêts des classes déshéritées et d'autre part la domination du capitalisme, la grande vérité cachée sous le cumul de mille mensonges que le militarisme aura en vain songé couronner d'une pierre tombale.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

35 – La révolution contre le « Capital ».

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 24/11/1917

Si nous reproduisons cet article de Gramsci, dont les partisans n'aiment pas trop parler, c'est surtout pour déplorer que celui ci ait été inséré dans l'« Avanti ! » sans aucune objection à cette interprétation de la Révolution russe selon laquelle elle aurait été faite « contre le « Capital » de Karl Marx » (qui aurait été en Russie « le livre des bourgeois plus que des prolétaires »), « les bolcheviques renient Karl Marx », et autres perles du même genre.

L'article est aussi intéressant parce qu'il définit l'état de départ de l'idéologie de Gramsci, au moment où sa mentalité et son intelligence étaient entraînées par les gigantesques événements de Russie.

N'oublions pas que l'orbite suivie par les opinions de Gramsci alla encore plus loin, jusqu'à une position nettement favorable à la guerre de l'Entente et à l'intervention de l'Italie au nom de la défense de la civilisation démocratique.

Gramsci démontre ici ignorer totalement le fait que les bolcheviques russes revendiquaient le marxisme comme étant leur propre doctrine, et démontraient lumineusement que la position selon laquelle on devait attendre une phase capitaliste en Russie avant le soulèvement du prolétariat en armes était une position bourgeoise.

Gramsci admet une certaine version du matérialisme historique marxiste, la sienne, mais à condition qu'il se relie au développement de l'idéalisme italien et allemand, que Marx n'aurait pas dépassé mais contaminé d'incrustations

positivistes et naturalistes ! Ce concept totalement hétérodoxe conduit Gramsci à faire ici l'éloge d'une civilisation sociale qui n'est rien d'autre que la pure idéologie bourgeoise. On peut aussi voir quel type de volontarisme fut celui de Gramsci, et comment il le prêta à tort aux dirigeants de la Révolution russe en acte Il transparait de cette construction une vision du déterminisme économique étrange et grossière en évolution lente vers une position classiste sérieuse. Nous laissons au lecteur l'étude de cet intéressant document.

La révolution des bolcheviks s'est définitivement greffée à la révolution générale du peuple russe. Les maximalistes qui avaient été, jusqu'il y a deux mois, le ferment indispensable pour que les événements ne stagnent pas, pour que la marche vers le futur ne s'arrête pas en donnant lieu à une forme définitive d'ordre – qui aurait été un ordre bourgeois – se sont emparés du pouvoir, ont établi leur dictature et sont en train d'élaborer les formes socialistes dans lesquelles la révolution devra finalement prendre place pour continuer à se développer harmonieusement, sans de trop grands heurts, en partant des grandes conquêtes désormais réalisées.

La révolution des bolcheviks est plus constituée d'idéologies que de faits (c'est pourquoi au fond peu nous importe d'en savoir plus que ce que nous savons). Elle est la révolution contre « Le Capital » de Karl Marx. « Le Capital » était, en Russie, le livre des bourgeois plus que des prolétaires. C'était la démonstration critique qu'il y avait en Russie une nécessité fatale à ce que se formât une bourgeoisie, à ce que s'inaugurât une civilisation de type occidental, avant que le prolétariat pût seulement penser à sa revanche, à ses revendications de classe, à sa révolution. Les faits ont dépassé les idéologies. Les faits ont fait éclater les schémas critiques à l'intérieur desquels l'histoire de la Russie aurait dû se dérouler, selon les canons du matérialisme historique. Les bolcheviks renient Karl Marx, ils affirment, en s'appuyant sur le témoignage de l'action développée, des conquêtes réalisées, que les canons du matérialisme historique ne sont pas aussi inflexibles qu'on aurait pu le penser et qu'on l'a effectivement pensé.

Et pourtant, il y a aussi une fatalité dans ces événements et si les bolcheviks renient certaines affirmations du Capital, ils ne sont pas « marxistes », voilà tout, ils n'ont pas compilé dans les œuvres du maître une doctrine extérieure faite d'affirmations dogmatiques et indiscutables. Ils vivent de la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais, qui est le prolongement de la pensée idéaliste italienne et allemande et qui, chez Marx, avait été contaminée par des incrustations positivistes et naturalistes. Et cette pensée pose toujours comme principal facteur de l'histoire, non pas les faits économiques bruts, mais l'homme, mais la société des hommes qui se rassemblent entre eux, se comprennent entre eux, développent à travers ces contacts (civilisation) une volonté sociale, collective, et comprennent les faits économiques, les jugent, les adaptent à leur volonté, jusqu'à ce que celle-ci devienne le moteur de l'économie, formatrice de la réalité objective, qui vit, se meurt et acquiert des caractères de matière tellurique en ébullition, qui peut être canalisée là où il plaît à la volonté, comme il plaît à la volonté.

Marx a prévu le prévisible, il ne pouvait prévoir la guerre européenne, ou mieux, il ne pouvait prévoir que cette guerre aurait la durée et les effets qu'elle a eus. Il ne pouvait prévoir que cette guerre, en trois années de souffrances indicibles, de misères indicibles, susciterait en Russie la volonté populaire collective qu'elle a suscitée. Une volonté de cette sorte a **normalement** besoin, pour se former, d'un long processus d'infiltrations capillaires, d'une grande série d'expériences de classe. Les hommes sont lents, ils ont besoin de s'organiser, d'abord extérieurement, dans les corporations, dans les ligues, puis intimement, dans la pensée, dans la volonté... par une continuité et une multiplicité incessante des stimuli extérieurs. Voilà pourquoi **normalement** les canons de critique historique du marxisme saisissent la réalité, la prennent au filet et la rendent évidente et distincte. **Normalement**, c'est à travers la lutte des classes toujours plus intensifiée, que les deux classes du monde capitaliste créent l'histoire. Le prolétariat sent sa misère actuelle, est continuellement en état de malaise et fait pression sur la bourgeoisie pour améliorer ses propres conditions. Il lutte, oblige la bourgeoisie à améliorer la technique de la production, à rendre la production plus utile pour que soit possible la satisfaction de ses besoins les plus urgents. C'est une course haletante vers le meilleur, qui accélère le rythme de la production, qui produit un continuel accroissement des biens qui serviront à la collectivité. Et dans cette course beaucoup tombent et rendent plus urgentes les aspirations de ceux qui restent, et la masse est toujours en sursaut, et de chaos populaire, devient toujours plus ordre dans la pensée, devient toujours plus consciente de sa propre puissance, de sa propre capacité à assumer la responsabilité sociale, à devenir maîtresse de son propre destin.

Ceci normalement. Quand les faits se répètent selon un certain rythme. Quand l'histoire se développe en des moments toujours plus complexes et riches de sens et de valeur, mais cependant semblables. Mais en Russie la guerre a servi à rendre courage aux volontés. Elles se sont rapidement trouvées à l'unisson, à travers les souffrances accumulées en trois années. La famine était imminente, la faim, la mort par la faim pouvait les cueillir tous, broyer d'un coup des dizaines de millions d'hommes. Les volontés se sont mises à l'unisson, mécaniquement d'abord, activement, spirituellement après la première révolution.

La prédication socialiste a mis le peuple russe au contact des expériences des autres prolétariats. La prédication socialiste fait vivre en un instant, de façon dramatique, l'histoire du prolétariat, ses luttes contre le capitalisme, la longue série des efforts qu'il doit faire pour s'émanciper idéalement des chaînes de la servilité qui l'avaissaient pour devenir conscience nouvelle, témoin actuel d'un monde à venir. La prédication socialiste a créé la volonté sociale du peuple russe. Pourquoi, lui, devrait-il attendre que l'histoire d'Angleterre se répète en Russie, que se forme en Russie une bourgeoisie, que la lutte des classes soit suscitée pour que naisse la conscience de classe et pour que se produise finalement la catastrophe du monde capitaliste ? Le peuple russe a traversé ces expériences avec la pensée, et au besoin par la pensée d'une minorité. Il a dominé ces expériences. Il s'en sert pour s'affirmer maintenant, comme il se servira des expériences capitalistes occidentales pour se

situer en peu de temps à la hauteur de la production du monde occidental. L'Amérique du Nord est plus avancée que l'Angleterre du point de vue capitaliste parce qu'en Amérique du Nord, les Anglo-Saxons ont commencé du premier coup au stade où l'Angleterre était arrivée après une longue évolution. Le prolétariat russe, éduqué par le socialisme, commencera son histoire au stade maximal de production auquel est arrivée l'Angleterre d'aujourd'hui ; puisqu'il doit commencer, il commencera au stade déjà atteint ailleurs et de ce stade il recevra l'impulsion pour atteindre cette maturité économique qui, selon Marx, est la condition nécessaire du collectivisme. Les révolutionnaires créeront eux-mêmes les conditions nécessaires à la réalisation **complète et pleine** de leur idéal. Ils les créeront en moins de temps que ne l'aurait fait le capitalisme. Les critiques que les socialistes ont fait au système bourgeois, pour mettre en évidence les imperfections, les gaspillages de richesses, serviront aux révolutionnaires pour faire mieux, pour éviter ces gaspillages, pour ne pas tomber dans les défauts. Ce sera au début le collectivisme de la misère, de la souffrance. Mais un régime bourgeois aurait hérité des mêmes conditions de misère et de souffrances. Le capitalisme ne pourrait pas faire **immédiatement** en Russie plus que ne pourra réaliser le collectivisme. Il réaliserait aujourd'hui beaucoup moins, car il aurait **immédiatement** contre lui le mécontentement frénétique du prolétariat incapable désormais de supporter, pendant des années encore, les douleurs et les amertumes que le malaise économique apporterait. Même d'un point de vue absolu, humain, le socialisme pour tout de suite a sa justification en Russie. La souffrance qui suivra la paix ne pourra être supportée que lorsque les prolétaires sentiront qu'il dépend de leur volonté, de leur ténacité au travail de la supprimer le plus rapidement possible.

On a l'impression que les maximalistes ont été à ce moment l'expression spontanée, **biologiquement** nécessaire, pour que l'humanité russe ne sombre pas dans la plus horrible débâcle, pour que l'humanité russe, s'absorbant dans le travail gigantesque, autonome, de sa propre régénération, puisse moins ressentir les impulsions du loup affamé, pour que la Russie ne devienne pas un charnier énorme de bêtes féroces qui s'entredéchirent.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

36 – La direction de la révolution russe dans une phase décisive

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 25/5/1918

Le long article que nous reproduisons, et qui aurait été encore plus long sans les nombreuses coupures réalisées par la censure sur des parties importantes, a un grand intérêt car il démontre que, au moment de la conclusion de la paix de Brest-Litovsk, et n'ayant aucun document authentique en provenance du gouvernement soviétique, la Gauche italienne prit une position totalement conforme à celle de Lénine sur la renonciation à la résistance à l'invasion allemande et opposée à celle de Boukharine en faveur de la « guerre sainte » de défense de la patrie socialiste.

Il est à noter la création d'une opposition dans le parti bolchevique successive à la conquête victorieuse du pouvoir, et citée par Lénine comme l'exemple classique de l'infantilisme de gauche et de la thèse selon laquelle on ne fait jamais de compromis. Lénine dit : de même que l'on subit les conditions d'un bandit armé, je signe les conditions dictées par le militarisme allemand, posant, comme le dit Trotsky, les bottes de ses généraux sur la table de négociations.

Cet article constate que la théorie de la guerre sainte révolutionnaire est partagée par tous les syndicalistes anarchistes et dénoncée par les marxistes de gauche. Il montre l'importance de comprendre si la guerre russo-allemande était définitivement terminée ou bien si il s'agissait de préparer, comme beaucoup le croyaient alors, une rescousse armée après une période de faiblesse.

L'article démontre que pour le programme maximaliste une directive centrale a toujours été celle de liquider la guerre impérialiste pour faciliter le déchaînement dans tous les pays européens de la guerre civile de classe, seule voie pour sauver la révolution en Russie. L'objection spécieuse disant que Lénine aurait trahi la formule de Zimmerwald pour une paix sans annexions, souscrivant à une annexion d'une partie de la Russie à l'Allemagne, est rejetée.

L'article discute aussi de l'objection possible disant que les arguments des bolcheviques pour renoncer à résister seraient autres que ceux indiqués, à distance, par la Gauche italienne, et cherche à défendre cette positions en citant des documents même si le peu de textes disponibles avaient été malmenés par la censure.

L'invasion par l'Allemagne de la Russie posait deux grandes questions, l'une de principe, l'autre de faits. La guerre contre un pays à caractère bourgeois impérialiste est-elle admissible de la part d'un pays à régime socialiste ? L'acceptation des conditions de paix allemandes de la part du gouvernement des Soviets a-t-elle été déterminée par des raisons de principe, en répondant négativement à la première question, ou seulement par des considérations pratiques et techniques sur l'impossibilité de résister sérieusement à l'envahisseur ?

La seconde question n'est pas de faible portée. Il s'agit de savoir – comme le camarade « Nado » de l'« Avanti ! » semble le croire – si le gouvernement prolétarien russe prépare une rescousse militaire contre les Empires centraux. Fait qui ne pourrait pas ne pas influencer notablement sur l'attitude des partis socialistes des autres pays, et surtout du notre.

On risque entre autre, en admettant cette proposition, de contribuer à exposer les maximalistes russes à d'autres accusations de connivence avec les Allemands si les bourgeoisies de l'Entente ont une ultime désillusion de ce genre.

La véritable question, de principe, est donc d'une très grande importance pour le socialisme international et pour notre propagande. Une polémique à propos de la question guerre-révolution s'est développée il y a quelques mois entre « L'Avanguardia » et « Guerre de classe ». Il est facile de constater que les anarchistes et les syndicalistes sont presque tous enthousiasmés par la « guerre sainte révolutionnaire » qui, pour donner clairement notre modeste avis, appartient au règne de la légende.

L'action des maximalistes

La ligne historique au long de laquelle s'est développée et se développe l'action politique des socialistes maximalistes russes, depuis que ceux-ci luttent contre le tsarisme au milieu des persécutions et de l'exil, est la valorisation du facteur historique de la lutte de classe, point cardinal du marxisme socialiste révolutionnaire.

Ils sont restés fidèles à leurs propres conceptions et à leurs propres méthodes après l'éclatement de la guerre européenne, après la chute de l'autocratie russe, après le grand succès obtenu par la conquête du pouvoir de la part des Soviétiques. Lors des négociations de Brest-Litovsk, tout le travail des négociateurs russes consista à mettre en évidence la dynamique des énergies prolétariennes de classe dans tous les pays pour arriver à se débarrasser de l'atroce joug de la guerre. Ils parlaient aux diplomates allemands non pas au nom de l'efficacité militaire d'une armée mais en faisant levier sur les forces latentes influant dans la situation politique interne des empires. L'action pratique développée par les Russes lors de ces discussions historiques correspondait parfaitement aux résultats de l'interprétation purement socialiste de la situation mondiale actuelle. Selon celle-ci, le cataclysme belliciste n'a pas été déterminé par l'existence du « militarisme » auprès d'un seul État qui aurait agressé les autres, mais par l'existence simultanée de deux systèmes militaristes analogues regroupés en deux groupes d'États adverses. Dans chaque pays le gouvernement obtint le consentement des masses avec une méthode à peu près semblable : en agitant l'épouvantail de la menace d'une agression, d'une invasion ennemie. Ce cercle magique s'est resserré autour de l'Europe lors du fatal août 1914 grâce à l'acceptation par les socialistes du sophisme légitimant la guerre de « défense nationale » parmi les masses ouvrières.

L'effort des révolutionnaires russes

L'effort des révolutionnaires russes tendait à ouvrir une brèche dans ce terrible cercle en passant de l'abattement du menaçant militarisme tsariste à la défaite des militarismes des empires centraux, ceci en dévoilant leur politique néfaste aux yeux de la classe travailleuse allemande. Sur cette voie, adoptée résolument, les événements se sont précipités. Le gouvernement des Soviétiques, n'acceptant pas les propositions de paix, rompt les négociations avec les gouvernements de la quadruple alliance, lançant un appel vibrant à la révolution en Allemagne et en Autriche, et avec une extrême et logique décision mobilise son armée.

Cette tactique, si difficile à être comprise par les mentalités orthodoxes mais parfois simplistes, a subi un échec définitif. Est-ce que les présupposés historiques sur lesquels elle s'appuyait ont été démentis, du fait que les Allemands, qui paraissaient au départ ébranlés, se sentirent à un moment suffisamment sûrs d'eux pour rompre l'armistice et reprendre l'offensive militaire en Russie dans le but de lui imposer une paix impérialiste qui lui soit favorable ?

Les événements collatéraux

Pour nous les causes qui ont rendu possible une telle tournure de la situation doivent être cherchées dans des événements collatéraux expliquant la faillite partielle des espérances des russes, mais elles laissent intact la vérité fondamentale de la méthode d'action suivie, qui aura inmanquablement sa revanche historique. Toute la politique des Soviétiques, et en particulier la décision de démobiliser, n'ont cessé d'avoir

une influence contraire à la cupidité de l'impérialisme allemand, même si le résultat **immédiat** a semblé favorable à celui-ci à cause de l'influence d'autres facteurs qui sont en bref :

- 1) les mouvements de janvier en Autriche et en Allemagne, qui faisaient partie du jeu politique des russes, furent étouffés et réprimés malgré leur importance incontestable ;
- 2) les autres États bourgeois ennemis de l'Allemagne suivirent, par rapport à la Russie, une politique favorable aux Empires centraux – ce que nous ne trouvons pas étrange ;
- 3) l'Allemagne et l'Autriche réussirent facilement à obtenir l'alliance des classes bourgeoises et féodales de la Finlande et de l'Ukraine, en lutte contre leur propre prolétariat. La conclusion de la soi-disant paix avec l'Ukraine fut un coup dur pour le succès des efforts des négociateurs russes. Episode symptomatique qui émerge en pleine lumière pour prouver que toute position irrédentiste des classes possédantes et intellectuelles constitue un piège pour le prolétariat et constitue une ressource de la contre-révolution.
- 4) le pseudo-socialisme majoritaire allemand a fait de tels pas sur la voie de l'ultra-réformisme et du social-patriotisme qu'il constitue l'antithèse parfaite du maximalisme russe – qui n'est que socialiste – et le vois se faire juguler sans en éprouver beaucoup de douleur. Il semble que le « Vorwärts » ait été jusqu'à déplorer, en s'en moquant, que les prolétaires russes ne sachent pas défendre leur patrie ! Nous ne résistons pas à la tentation de tirer de ceci une autre raison de glorifier le dogme de la « défense de la patrie » au nom duquel on adhère à la guerre contre les États ennemis dépeints comme agresseurs du sien, et au nom duquel on adhère aussi à la guerre contre le prolétariat émancipé et sans défenses d'un autre pays parce que ce prolétariat se permet de renier ce dogme intangible.

•••

Une fois la tragique situation d'avancée militaire allemande advenue, situation que le prolétariat des Empires centraux n'avait pu empêcher, un choix tragique s'offrit au gouvernement des Soviets : ou accepter la paix en abandonnant à l'impérialisme allemand quelques provinces russes déjà rattachées à la révolution, ou organiser une solide résistance armée à l'envahisseur.

On sait que c'est la première solution qui fut choisie. Mais il ne suffit pas de le savoir. Comme nous l'avons déjà indiqué, ce sont les motivations qui ont dirigé la politique des Soviets qu'il s'agit de préciser. Après les soudaines exigences allemandes, la renonciation à résister par les armes fut-elle prise pour des raisons pratiques, techniques, militaires, ou pour des raisons politiques et de principe ?

L'examen de la question en soi et la critique des nouvelles arrivant de Russie nous amènent à soutenir que ce sont ces dernières raisons qui ont amené, nous ne

dirons pas la majorité du Congrès de Moscou, mais le gros de celui-ci, formé par le parti des bolcheviques à l'exception d'un groupe de dissidents.

Avant tout, la résolution du problème par les seules données provenant de la situation du moment correspond à une méthode anti-maximaliste, méthode que nous avons reproché à de nombreuses reprises à la droite de notre parti, et qui laisse une dangereuse incertitude pour l'avenir. Un parti comme celui des bolcheviques, ayant la responsabilité du pouvoir, ne pouvait se sortir de ce grave problème historique par une échappatoire momentanée.

S'il était apparu au prolétariat russe que la situation démontrait la faillite de la politique maximaliste, dans la mesure où il devenait nécessaire d'imprimer un brusque renversement de la direction de la révolution et d'abandonner le but consistant à étendre la lutte de classe aux Empires centraux, et considérer les travailleurs sous l'uniforme d'Allemagne et d'Autriche comme des ennemis, dont l'unique moyen efficace de persuasion aurait été de... les fusiller – si on en était arrivé à un tel point, et si on avait renoncé à la lutte pour la seule raison de la peur d'un échec militaire – les maximalistes auraient dû, simultanément à cette double confession, abandonner le pouvoir et abjurer solennellement leur programme et leurs méthodes.

Les partisans de la résistance

L'argument des partisans de la résistance, à savoir que la « guerre sainte » - en dehors de ses chances de réussite – aurait constitué une véritable et authentique lutte de classe du prolétariat russe contre l'impérialisme capitaliste, ne tient pas face à la constatation du fait que les armées de l'impérialisme sont malheureusement constituées de prolétaires, et équivaut à embrasser la position interventionniste qui met le peuple allemand au banc de l'Internationale et du Socialisme. L'adoption de telles opinions devrait aussi changer sensiblement la direction prise par notre parti en Italie.

Au contraire tout conduit à croire que les révolutionnaires russes, conscients des circonstances qui ont permis à l'impérialisme allemand de faire confiance **jusqu'à une certaine limite** à la soumission du prolétariat, ont laissé les bataillons allemands arriver **jusqu'à cette limite**, acceptant les conditions de paix « sans autre discussion » pour se laisser la possibilité d'attendre la « conversion » du peuple allemand qui annulera inéluctablement les traités impérialistes et corrigera, s'il ne les abolit pas complètement, les tracés des frontières.

La tactique de la « guerre sainte » aurait au contraire creusé l'abîme entre les deux peuples et lié le peuple allemand au char de ses dirigeants, posant d'insurmontables difficultés au développement historique à venir de la révolution russe ; et elle aurait troublé la totalité du processus social d'élimination des

institutions capitalistes, préparant la voie à un néo-nationalisme russe qui aurait asphyxié le socialisme.

Les espoirs de la bourgeoisie

La bourgeoisie mondiale attendait anxieusement l'issue de la terrible épreuve à laquelle le prolétariat russe était soumis. La mentalité philistine bourgeoise ruminant son histoire scolaire à travers le dédain exprimé dans les commentaires banaux de la grande presse qui pense pour elle, aurait exalté l'héroïsme du peuple russe insurgé contre l'envahisseur et se serait également réjoui de l'avancée allemande instaurant sur son chemin l'ordre sacré de la propriété. Et pendant que chaque matin les journaux indiquaient que les Allemands étaient aux portes de Petrograd, il circulait les parallèles les plus romanesques avec les événements guerriers de la révolution française. Mais la révolution bourgeoise – pour ne considérer que cette intéressante comparaison – avait implicitement en soi une tendance nationale et un esprit patriotique, alors que la révolution socialiste respire l'oxygène de l'internationalisme. La France de 1793 avait face à elle les armées médiévales des rois et des nobles et elle les affronta avec la première armée du peuple, quand la Convention introduisit la conscription obligatoire, ouvrant l'ère historique de la bourgeoisie et du militarisme moderne. La Russie, elle, affirme aujourd'hui le nouveau programme du prolétariat et de l'Internationale. Elle gagnera la solidarité mondiale des peuples ou tombera pour avoir manqué à sa mission.

Sauver la révolution !

Sauver la révolution ! C'est le but du prolétariat russe. Mais le salut de la révolution ne se mesure pas à son extension territoriale, il se mesure à l'intégrité de son programme historique et social.

La révolution contraint à la guerre : c'est le triomphe commun des tendances contre-révolutionnaires tant des Empires centraux que de l'Entente. La guerre est la fin certaine d'une révolution ouvrière parce qu'elle tue le contenu vital de la politique socialiste et asphyxie son économie politique. Soustraire le prolétariat russe à l'extorsion de plus-value sera une entreprise difficile tant que la plus-value se reproduira à travers l'échange de produits grâce auquel le capitalisme survit ailleurs, et cela deviendrait impossible si on laissait subsister l'épouvantable passif des dépenses non-productives qu'impose la guerre.

• • •

D'autres objections nous sont faites : par exemple que notre position serait tolstoïenne, et consisterait dans la fameuse « non résistance au mal ». Il est à peine nécessaire de noter que l'on ne se trouve pas sur le terrain abstrait de l'aversion de l'usage de la violence ; il s'agit d'indiquer quels sont les objectifs, les cibles admissibles par la violence socialiste. Celle-ci a sa dynamique dans le heurt entre les classes et non entre les peuples ; ce n'est pas l'abstraction chrétienne mais la logique

marxiste de la réalité qui a permis que les « gardes rouges » ne soient lancés contre les soldats allemands ainsi que contre les forces contre-révolutionnaires de Kornilov après que la paix avec l'Allemagne, dernière ressource pour éviter la guerre, ait été brisée.

[censuré]

Le prolétariat soldat

[censuré]

Autre objection : le lèse-zimmerwaldisme. Zimmerwald a dit : paix sans annexion ni indemnité et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les Russes ont subi une paix opposée aux principes qu'ils avaient posés à la base des négociations. Mais – ô éternel sophisme réformiste qui resurgit tenacement même quand on croit l'avoir enterré ! – cette formule ne représente qu'un aspect secondaire (et pour nous superflu) de la pensée des internationalistes, qui, après avoir affirmé dans leur totalité les concepts et les méthodes classiques du socialisme basées sur l'abolition de la propriété capitaliste et sur la lutte de classe, malgré et contre la guerre, veut indiquer une solution du conflit armé plus proche des intérêts du prolétariat mondial bien que restant dans l'hypothèse que la guerre se terminerait et que le pouvoir capitaliste se maintiendrait ; hypothèse dont la Russie est brillamment sortie.

[censuré]

Le principe historique internationaliste

Ce que les Russes ont observé et sauvé est bien plus que la formule contingente de Zimmerwald, c'est le principe historique internationaliste et zimmerwaldien, menacé par une des plus graves crises qu'il ait pu subir.

[censuré]

Cette parole magique : **guerre**, comporte la suggestion qu'une conscience altérée de l'histoire de l'humanité lui a conférée. Elle est comme l'«ultima ratio» qui reste pour se sortir des situations difficiles, pénibles, qui exigent pour être dépassées une grande ténacité et une pression constante. C'est au moyen de la vieille accumulation de préjugés qui fait la mentalité humaine, de l'hérédité atavique des exploits d'Alexandre, que l'on tranche d'un coup d'épée le nœud gordien dont on ne réussit pas à démêler les fils. Les hommes et les partis de la société actuelle qui parlent au nom de l'avenir et cultivent des propos de renouvellement « radical » du monde présent, ont dû, à travers le conflit actuel, en subir la difficile épreuve, et bien souvent n'ont pas su la dépasser sans retomber dans le piège organisé par les forces du passé, tendues dans une extrême convulsion conservatrice. Notre parti, par

exemple, a été plus d'une fois exposé au pire : août 1914, mai 1915, octobre 1917, pour passer sur les évènements mineurs.

[censuré]

La renonciation à la résistance

Mais, finalement, on nous objectera que nos positions ne coïncident pas avec celles adoptées par les Soviets pour expliquer leur renonciation à la résistance. Commençons par des considérations sur les nouvelles qui nous arrivent de Russie, après un voyage plutôt tortueux, et après avoir subi deux ou trois traductions, entre des langues dont le langage politique est très différent, sans parler de la qualité de la traduction de la langue socialiste et de l'action prolétarienne par les journalistes bourgeois.

Nous aimerions beaucoup avoir le texte original des protestations des négociateurs russes à Brest-Litovsk ainsi que celui des délibérations du Congrès des Soviets de Moscou qui a ratifié la paix, et nous sommes convaincus que la juste interprétation de ces documents conduirait à la conclusion que la nouvelle Russie a voulu répudier, pour des raisons de principe, toute guerre nationale, et qu'elle a constitué, avec l'armée rouge territoriale, l'organisation du prolétariat pour réprimer les mouvements contre-révolutionnaires et garantir le processus historique de l'expropriation capitaliste ; et qu'elle ne pense pas à préparer une guerre contre des pays étrangers.

Les plus récentes nouvelles correspondent encore mieux à l'argumentation que nous développons. Une communication du Gouvernement des Soviets à l'Allemagne, reproduite par l'« Avanti ! » du 7 avril, contient le passage suivant, qui explique la portée des délibérations de Moscou :

« Le 16 mars, par 724 votes contre 276 et 118 abstentions, les masses ouvrières de la Russie ont décidé d'accepter la paix avec l'Allemagne. Jamais dans l'histoire les masses populaires n'ont pris de résolutions politiques et statuées sur des questions de guerre et de paix. Les ouvriers, sur lesquels pèse principalement le poids des calamités et des privations de la guerre, bien plus que sur toutes les autres classes sociales, ont pris la résolution de cesser la guerre en pleine conscience de leur acte ».

Il ressort de ce document que les délibérations de Moscou ont pour les maximalistes une importance historique fondamentale, et n'expriment donc pas un pis-aller adopté sous la pression de circonstances contraires aux véritables tendances et aspirations politiques des masses russes.

En outre le camarade Petrov, délégué du gouvernement russe à Berlin, a déclaré au « Vorwärts », que traduit directement notre « Genosse » dans l'« Avanti ! » du 6 avril : « En Russie nous sommes d'avis qu'en acceptant cette paix nous n'avons pas

agis contre nos camarades allemands et autrichiens. En Russie personne n'approuve les conditions de paix, et seul un gouvernement fort, qui s'est gagné la confiance du pays par des réformes sociales, pouvait réaliser cette paix qui était devenue nécessaire. **Nous n'attendons cependant pas de changements dû aux conditions imposées par la guerre.** Nous sommes en fait convaincus que les changements radicaux de toutes les conditions dérivant nécessairement de cette guerre donnera la possibilité de résoudre, avec nos camarades d'Allemagne et d'autres pays, tous les problèmes provenant de ce traité de paix ».

[censuré]

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

37 – Les directives marxistes de la nouvelle Internationale

[Retour à la table des matières](#)

« L'Avanguardia » n° 537 du 26/05/1918

Cet article discute de la question de la reconstruction de l'Internationale prolétarienne en se basant sur l'affirmation que tous les partis adhérents à la Deuxième Internationale devaient se scinder, y compris la section italienne. Il affirme que les bases théoriques et programmatiques de la nouvelle Internationale devaient être celles du marxisme révolutionnaire et du « Manifeste » de 1848. Il invoque la suppression de la distinction entre programme maximum et minimum et de tous résidus du réformisme révisionniste.

Le principe de la conquête violente du pouvoir est affirmé et l'objection anarchiste de la dictature de l'État communiste réfutée. Encore une fois, l'exigence du Parti strictement centralisé et discipliné est revendiquée.

Ici aussi la censure a fait des ravages, mais elle a été impuissante à briser les lignes dorsales de l'argumentation : le lecteur notera que le terme « violent » ou « avec la violence », constamment supprimé par la censure, a été réintégré par nous.

L'énorme travail polémique des diverses tendances et écoles socialistes, poussé au maximum de ferveur par la crise belliciste, doit être coordonné avec comme objectif précis celui de la reconstruction de l'Internationale.

Il ne doit pas être constitué par un fatras informe de groupes et de méthodes discordantes mais être un rassemblement homogène de forces allant vers un but unique, avec une méthode établie et délimitée avec exactitude.

Un tel critère diminuera forcément le nombre des adhérents à l'« Acte de constitution » du nouveau grand organisme révolutionnaire mondial, mais il l'engage à un succès assuré. On peut prouver au travers de divers exemples, y compris tirés de l'histoire de la Révolution Russe, et de la vie de notre Parti en Italie, comment, à toute décision équivalent à une « restriction » dans le champ de la tactique socialiste, a succédé un notable renforcement du mouvement.

•••

L'ossature des conceptions théoriques adoptées par l'Internationale ne pourra être autre que marxiste, la méthode d'interprétation des phénomènes historiques et de l'organisation sociale ne pourra être autre que le matérialisme historique, éclairé par les recherches sur l'expérience historique vécue aujourd'hui fébrilement par le monde entier. C'est pour ceci que nous sommes et restons marxistes, au sens le plus haut de la parole, retenant que le prolétariat socialiste moderne est le continuateur du travail critique commencé par les premiers communistes sur les fondations du « Manifeste » de 1847.

Dans ses lignes fondamentales, le communisme critique constitue le dépassement non seulement de toutes les doctrines idéologiques et métaphysiques de l'humanité, mais surtout de l'idéologie démocratique bourgeoise et de toute la philosophie née des germes de 1789, tissées intimement sur la double trame du laïcisme et du patriotisme – cette philosophie qui a pour couronnement les illusions sur les possibilités d'un développement graduel et pacifique de l'humanité vers la civilisation et le progrès sur la base des institutions actuelles.

Dans le même temps le marxisme révèle définitivement l'erreur du socialisme utopique qui, bien qu'ayant compris l'existence de la question sociale et la nécessité de supprimer la propriété privée, pense y parvenir grâce à la louable bonne volonté des dominateurs actuels.

Le résultat de la méthode marxiste est indestructible en tant qu'il sert à réfuter ce triple ordre d'erreurs, en édifiant à la place la vérité de la lutte des classes et de la révolution prolétarienne, collectivisatrice du capital. L'expérience de ces dernières années autorise à repousser comme erronées ou tendancieuses toutes les révisions – bourgeoises ou socialistes – de la pensée marxiste en tant qu'elles concernent ces points essentiels...

La nouvelle Internationale sera une grande force collective, située sur le terrain social et l'époque historique que nous traversons, consacrée uniquement au but de substituer à la société capitaliste la société communiste au moyen de l'action prolétarienne de classe.

Tout ceci est très simple mais aussi très important parce que cela veut dire que la finalité du mouvement sera la transformation révolutionnaire des actuelles institutions économiques et politiques ; et non la préservation des conditions de vie actuelles des ouvriers sous ses divers aspects, pour ses différentes catégories et dans les différents pays. Non pas labourisme, ouvriérisme ou réformisme, mais socialisme prolétarien.

En supprimant la vieille distinction spécieuse entre programme maximum et minimum, en laissant à la démocratie bourgeoise, si elle en a le temps et la volonté, le soin de réformer les institutions du capitalisme moribond, en confiant aux organisations de métiers la défense quotidienne de la classe prolétarienne contre la cupidité patronale, l'Internationale se consacrera à organiser les forces spécifiques capables de mettre en acte le grand « pas » que l'humanité devra accomplir.

•••

Ce but grandiose est donc d'ordre social et politique. Souvenons-nous que les perspectives marxistes...

[censuré]

Le principal moteur des faits sociaux et politiques est, selon notre conception de la société, l'économie.

De cette vérité en jaillit une autre, celle de la marche des classes au pouvoir. Quand les techniques de production sont mûres pour de nouvelles formes économiques, la classe qui détient le pouvoir est contrainte de le céder à cause du heurt violent avec l'autre classe qui a intérêt à donner vie à la nouvelle économie.

[censuré]

Le passage du pouvoir d'une classe à l'autre est un fait politique, une crise politique qui permet à l'évolution économique de se développer librement en accomplissant un transfert rendu nécessaire par le stade de la technique productive mais entravé par les vieilles institutions politiques défendant le vieux système économique dépassé. Le prolétariat moderne doit donc conduire une lutte politique pour arriver par la force à s'emparer du pouvoir en l'enlevant aux classes bourgeoises, et l'exercer pour rendre possible l'économie communiste qui est la méthode d'utilisation rationnelle des progrès techniques actuels. Toute autre conception de ce phénomène est irréaliste et non marxiste. Ainsi ne sont pas acceptables les conceptions et les méthodes syndicalistes et anarchistes selon lesquelles la révolution consisterait en la suppression de l'actuel pouvoir politique (État bourgeois) pour y substituer « ipso facto » l'absolue liberté sociale qui donnerait lieu à la production gérée spontanément par les syndicats de profession ou en général de libérer les associations de producteurs. Une critique facile démontre que de tels

programmes ne sont pas révolutionnaires parce qu'ils n'ont pas un réel contenu historique mais se basent sur des abstractions philosophiques autour des idées de liberté, d'influence néfaste de tout pouvoir et ainsi de suite, laissant de côté la logique du développement de la société humaine.

Aucune révolution ne peut se libérer d'un seul coup des traditions du passé, des survivances morbides d'un régime constitué de siècles d'exploitation qui font que les individus ne sont pas susceptibles de devenir de libres molécules se mouvant dans l'ordre au sein du « cosmos » social à la seule rupture de l'autorité qui maintient aujourd'hui le régime des privilèges et toutes ses néfastes conséquences.

Le régime socialiste...

[censuré]

...devra lutter contre la survivance de l'individualisme économique bourgeois, pour établir une coordination rationnelle et donc **le plus possible** volontaire des efforts productifs des individus pour en tirer le plus grand bien-être collectif ; se servant aussi de la coercition, au moins tant qu'il y aura des bourgeois rétifs à l'expropriation et des individualistes en général, encore dominés par les conséquences antisociales de la misère et de la dépression actuelle. Il devra donc être un pouvoir politique disciplinant l'organisme social. Le socialisme marxiste est vraiment révolutionnaire en tant qu'il est situé au sein de l'histoire et de la vie de la société humaine ; c'est un levier dont le point d'appuis est solidement établi dans la réalité actuelle et sur la poignée duquel agit avec sûreté la « puissance » de l'énergie prolétarienne. La nouvelle Internationale sera donc le parti socialiste mondial, organisation collective de la classe travailleuse pour la conquête violente du pouvoir et son exercice, pour la transformation de l'économie capitaliste en économie collective. Un tel parti aspire à une « discipline » consciente et collective, et sera le véritable organisme de la future organisation prolétarienne universelle.

En conclusion de cette rapide course à travers les postulats qui apparaissent essentiels pour le programme de l'Internationale de demain, ajoutons quelques précisions évidentes sur des arguments amplement débattus ces derniers temps.

Le corollaire du principe de la lutte de classe est l'absolue intransigeance tactique et l'exclusion de tout accord, même temporaire, avec des classes et partis bourgeois, quel qu'en soit le but. Ce qui condamne la politique des blocs.

Un autre corollaire est le rejet absolu de toute guerre.

[censuré]

En d'autres termes, la condamnation du social-nationalisme.

Le postulat fondamental de la conquête du pouvoir ne doit pas être confondu avec la sur-valorisation de l'action parlementaire.

Ainsi devront être nettement condamnés les concepts selon lesquels le prolétariat peut s'emparer du pouvoir à travers la majorité dans les instances représentatives actuelles, que ceci...

[censuré]

... supprimera pour donner lieu aux organes représentatifs de la seule classe prolétarienne et non de tout le peuple et des diverses classes qui le composent, destinées à disparaître progressivement.

Les fondements sur lesquels la nouvelle Internationale devra se baser peuvent en conclusion être résumés de la manière suivante :

Doctrine : interprétation marxiste de l'histoire et de la société ;

Programme : conquête violente du pouvoir et exercice de celui-ci pour effectuer la socialisation des moyens de production ;

Méthode : action politique intransigeante de classe avec une discipline collective.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

38 – La constituante ?

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n°1 du 22/12/1918.

Cet article du premier numéro d'«Il Soviet » de Naples, sorti peu après la fin de la guerre, prend position avec grande vigueur contre les déformations pseudo-révolutionnaires des perspectives d'après-guerre, et développe la critique d'une proposition qui ne manquait pas de séduire alors les semi-révolutionnaires et même les interventionnistes.

En notant que cette proposition, digne des interventionnistes sur lesquels se reporte la haine des prolétaires, a été faite par la Confédération du Travail, il développe la contradiction entre tout programme bourgeois de souveraineté populaire et le principe de la dictature politique du prolétariat dont s'est désormais fait sien le Parti Socialiste. Il cite la dispersion de la Constituante réalisée en Russie par la force des Soviets et du Parti Bolchevique et proclame que les socialistes italiens ne lèveront pas le petit doigt pour une Constituante, encourageant finalement les coupures de la censure.

La fin de la guerre a porté avec elle un puissant souffle d'innovation aux suggestions duquel personne ne peut se soustraire. Nous avons même vu Salandra devenir révolutionnaire !

Pour mettre quelque peu même cette souffrante Italie dans le cours des terribles convulsions qui se développent et s'annoncent ailleurs, on a mis en avant de toutes parts une... revendication populaire : la Constituante.

Qui la réclame ? Les interventionnistes « révolutionnaires », qui sentent le besoin de se rendre un peu plus acceptables aux foules qu'ils ne le sont, les républicains et les socialistes réformistes.

Même la Confédération Générale du Travail l'a adoptée, et elle a été soutenue en son nom par le député du Groupe parlementaire socialiste Dugoni, disant également parler au nom de notre Parti. La Direction du P.S., réunie récemment à Rome, ne l'a pourtant pas faite sienne et a, au contraire, dans une délibération que nous approuvons de tout cœur, ratifié le programme de la Dictature Politique du Proletariat. Et nous réprouvons le Groupe Parlementaire qui continue à développer une action politique pour son propre compte qui, si elle correspond aux vues des organisations ouvrières, n'est pas celle du Parti dont le groupe est une émanation.

•••

Qu'est ce que la **Constituante** ?

Pas grand chose, diraient les Français. C'est une assemblée nationale, élue sur la base du plus large suffrage et qui, en plus de la fonction législative, est appelée à discuter et à établir une nouvelle constitution politique de l'État. Il s'agit de l'application la plus poussée possible du concept bourgeois de **souveraineté populaire**.

Et c'est bien cette conception qui ne recueille en rien la confiance des socialistes pour qui la démolition des institutions est un des principaux objectifs, ceux-ci étant portés par la critique marxiste et l'action politique socialiste.

La souveraineté populaire réalisée par l'intermédiaire du bulletin de vote, la liberté et l'égalité politique ne sont que de simples fictions tant que subsistent la division de la société en classes et l'inégalité économique. La Chambre une fois élue, l'État reste constamment aux mains d'une minorité dominante et sert exclusivement les intérêts de celle-ci. Quoi qu'en disent les défenseurs posthumes de Mazzini ou de Washington, la domination de classe, l'oppression économique survivent, et même plus âprement, dans les pays célèbres pour leurs déclarations des droits de l'homme et des citoyens : dans les républiques démocratiques (en politique) et ploutocratiques (en économie) de France et d'Amérique.

La critique socialiste démontre clairement que tout le bagage de la philosophie libérale est une idéologie propre à la bourgeoisie capitaliste, qui s'en sert pour justifier sa lutte contre les racines du régime médiéval mais aussi pour l'instauration de sa domination sociale sur les masses travailleuses et exploitées.

Ce n'est pas du développement et de l'intensification des formes démocratiques que le socialisme attend sa propre réalisation, mais de la lutte sociale entre les classes et de la victoire révolutionnaire du prolétariat.

Les affinités néfastes qui ont causé tant de mal et de confusion à travers la collaboration entre les socialistes et les démocrates bourgeois, a fait perdre de vue l'opposition fondamentale, programmatique, entre **socialisme** et **démocratie**.

Mais aujourd'hui un mouvement grandiose reconduit le socialisme vers ses plus hautes conceptions, vers son objectif intégral, qui est **l'organisation du prolétariat en classe dominante**.

La révolution socialiste se réalisera quand le pouvoir politique sera aux mains des travailleurs, non seulement parce que les travailleurs sont la majorité mais parce que la minorité bourgeoise se verra retirer **toute ingérence dans la formation des organes du pouvoir**.

La démocratie veut sauver, au nom du soi-disant droit des minorités, la représentation des classes bourgeoises. Tant qu'elles auront le droit de représentation elles conserveront aussi la majorité des organes électifs et maintiendront leur domination.

Le prolétariat socialiste veut au contraire s'emparer du pouvoir politique pour abolir, dans un second temps, le pouvoir économique de la bourgeoisie et, dans un troisième temps, la division de la société en classes, réalisant l'égalité sociale des hommes.

• • •

En Russie nous avons vu la Constituante, qui se préparait à faire le jeu des classes bourgeoises, se faire dissoudre par la force des Soviets, organes de la Dictature prolétarienne.

En Allemagne nous voyons aujourd'hui deux programmes s'affronter : celui de la bourgeoisie et des socialistes majoritaires, pour la Constituante et la République démocratique ; et celui du groupe Spartacus, pour le passage du pouvoir aux Conseils des Ouvriers et Soldats.

En Italie on étudie déjà l'organisation de la défense du pouvoir bourgeois et les socialistes interventionnistes, ces alliés perdus de la bourgeoisie, font propagande pour la Constituante.

La Confédération du Travail suit ingénument alors qu'elle devrait, ne serait-ce qu'à cause de ses engagements formels, laisser la solution de tels problèmes au Parti Socialiste, organe politique de la classe ouvrière, instrument directement désigné pour la prise en charge du pouvoir.

On veut une constituante sans que n'ait été décidé sur quelles bases s'appuie le système d'organisation actuel. Une telle constituante, dont l'élection est à la charge des organes administratifs de l'État contrôlé par l'actuel Gouvernement, serait semblable à une goutte d'eau versée dans le vase du parlement actuel sorti du suffrage universel et accoucheur de Giolitti.

La majorité serait non seulement bourgeoise mais sûrement monarchiste.

La Constituante ne nous séduit donc pas. Les socialistes ne lèveront pas un doigt pour elle.

[censuré]

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

39 – Guerre révolutionnaire ?

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n°1 du 22/12/1918

Cet article paraît dans le même numéro initial du « Soviet ». Il prend position contre la justification de la guerre à des fins révolutionnaires, démontrant qu'il ne suffit pas de revendiquer la violence pour renverser la bourgeoisie, et que cette justification fait retomber dans une position erronée, la position de ceux qui trahissent le socialisme révolutionnaire en soutenant que ses objectifs pouvaient coïncider avec ceux de la grande guerre impérialiste, de quelque côté du front que l'on se trouve, et quelle que soit la direction dans laquelle on regarde.

Les renégats du socialisme qui ont été favorables à la guerre voudraient aujourd'hui, pour justifier leur propre position, exploiter habilement les grandioses événements qui se développent en Russie, en Autriche et en Allemagne.

Ils affirment que la guerre qu'ils ont défendue, la défaite des Empires centraux pour laquelle ils ont combattu (sur le front interne) ont produit la Révolution Socialiste.

Ce truc de la « guerre révolutionnaire » doit être éventé.

Il est plus qu'évident que la guerre a produit des situations révolutionnaires ; et ceci correspond très bien aux conceptions socialistes. De même que le développement du capitalisme prépare et conduit à la révolution prolétarienne, la guerre, suprême crise du monde bourgeois et de ses contradictions intimes, en accélère la catastrophe finale. Et de même que le programme des socialistes est de travailler pour la révolution en combattant la bourgeoisie par la lutte de classe – et

non en l'aidant à évoluer – leur devoir face à la guerre est de s'y opposer et de lutter contre le militarisme pour accélérer la crise dont il sortira abattu.

La guerre a donc été un phénomène qui a accéléré la Révolution tout comme le capitalisme accélère, en se développant, l'avènement du socialisme ; mais entre les deux termes il existe une contradiction absolue, et entre les classes qui la représentent sur le terrain social une lutte incessante.

Si la révolution du prolétariat avait pu arrêter la guerre à son début en abattant tous les gouvernements bourgeois, comme le prévoyait la vision internationaliste, des flots de sang auraient été épargnés. Mais il est oiseux de placer en porte à faux l'histoire avec des hypothèses gratuites.

Celui qui tient à dévoiler le petit jeu des social-patriotes, mais qui tend à confondre le problème de l'influence révolutionnaire de la guerre avec l'autre vrai problème, doit déterminer leurs responsabilités : **l'adhésion des socialistes à la guerre a t'elle accéléré la Révolution ?**

Non – répondons-nous à la lumière des faits -, et les social-patriotes ont donc accompli un travail profondément contre-révolutionnaire.

Les social-patriotes ont soutenu que la réalisation de la chute des Empires centraux autocrates et militaristes par les pays de l'Entente était nécessaire. De leur côté les social-patriotes allemands ont soutenu que la chute du tsarisme était nécessaire.

Les uns et les autres assuraient ne pouvoir arriver à ce résultat que par la guerre puisqu'il n'y avait aucun espoir pour que la menace du militarisme allemand et du tsarisme – respectivement dépeints comme les agresseurs – soit arrêtée par une révolution interne.

Les conceptions analogues des social-patriotes se basaient sur l'opposition irrépressible entre les classes dominantes russes et allemandes, entre les classes dominantes des Empires et de l'Entente.

Mais vint la révolution russe et la fin du tsarisme.

Vint la révolution allemande et l'anéantissement de l'impérialisme et du militarisme germanique. Les socialistes partisans de la guerre, d'Allemagne et de l'Entente, s'attribuent le mérite d'avoir facilité ces révolutions par la défaite militaire des régimes abattus.

Mais la fausseté de leurs positions ressort limpide de situations historiques analogues qui se sont déjà déroulées.

En Russie, après la révolution, le militarisme allemand devint l'allié des classes dirigeantes russes contre lesquelles il avait appelé son peuple à la lutte, et les aida dans la lutte contre le maximalisme, dévoilant son affinité avec l'ennemi d'hier.

Les socialistes majoritaires allemands ne protestèrent pas, ne s'insurgèrent pas, se joignirent même aux diffamateurs et aux saboteurs de la révolution.

Ainsi aujourd'hui, pendant que se déroule la Révolution allemande – et la vraie Révolution sera pour nous accomplie quand les maximalistes auront triomphé aussi en Allemagne – les bourgeoisies de l'Entente montrent clairement leur sympathie pour les classes dirigeantes allemandes, pour les militaristes et les pangermanistes d'hier,

[censuré]

Aucune différence entre la politique des gouvernements démocratiques de l'Entente et celle du Gouvernement impérialiste allemand en ce qui concerne le « danger socialiste ». Ainsi l'histoire nous fait vengeance et fait justice des mensonges du socialisme pro-Entente.

Et nos social-patriotes se rendent solidaires de leur Gouvernement en s'unissant au chœur de grossiers mensonges contre le grand, le vrai travail révolutionnaire du prolétariat allemand.

La vérité se dessine : les bourgeoisies de tous les pays s'allient contre le socialisme international révolutionnaire.

Et les renégats du socialisme qui célébrèrent la guerre en faisant un travail de collaboration obscène avec les pouvoirs capitalistes, finissent par en être les esclaves et **travaillent contre la révolution**.

Alors qu'en Russie et en Allemagne le socialisme maximaliste triomphe **par le travail de ceux qui ont été les adversaires de la guerre**, se sont battus contre les trahisons des social-patriotes et des réformistes, nous voyons la presse patriotique de l'Entente faire la réclame des Scheidemann et des Ebert, précédemment taxés d'instruments du Kaiser, et conduire une campagne de calomnies contre Liebknecht et ses partisans – parce qu'ils sont parmi ceux qui ont splendidement sauvé l'avenir du socialisme que l'on espérait follement suffoquer par la guerre.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

40 – Dans la rouge lumière du sacrifice

[Retour à la table des matières](#)

«Il Soviet », n°6 du 26/01/1919

Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg.

La nouvelle de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, sinistres crimes de la contre-révolution sociale-démocrate, était arrivée au journal communiste italien de l'extrême-gauche lors de la sortie du numéro précédent. Le commentaire ne fait qu'y revenir, et le lecteur est en mesure de lui attribuer sa valeur par son exécration de l'abject assassinat et sa foi dans le futur triomphe de la cause pour laquelle tombèrent les deux martyrs.

Dans le dernier numéro nous ne voulions pas faire d'allusion à l'horrible forfait perpétré en Allemagne par la réaction ricanante. Il y avait encore quelques éléments de doutes dans les nouvelles, il y avait encore quelques possibilités pour que la honteuse tragédie ne soit qu'une sinistre fantaisie des élégantes hyènes du journalisme capitaliste.

Et pourtant la réalité a dépassé dans son atrocité toute la fantaisie sadique et raffinée des bourreaux. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ont été exposés, avec la joie barbare de la vengeance, aux insultes de la plèbe inconsciente, ivre de mensonges, probablement vendue ; ils ont été battus, martyrisés, assassinés ignoblement, leurs corps inanimés ont été outragés, livrés à la haine torve de délinquants abrutis.

Que les prolétaires n'oublient jamais cet exemple ! Que cette date, ces noms, cette scène affreuse se figent dans leur mémoire et dans leur cœur, pour le jour auguste de la vengeance !

Le journal des renégats du social-nationalisme allemand, le dégénéré « Vorwärts », a bien accompli son œuvre infâme de perversion sanguinaire, d'excitation des plus basses passions de la plèbe. Le journal n'a rien trouvé à redire quand le Kaiser, le Kronprinz, Ludendorff et Hindenburg envoyaient au massacre, dans les campagnes ensanglantées de France, des millions de prolétaires, et ces derniers le savaient bien, à l'abri de leur luxueux quartier général, se saoulant au champagne avec des prostituées ; et il a vite trouvé un motif de satire et d'instigation contre Karl et Rosa, qui ne faisaient pas partie des centaines de prolétaires morts lors de la semaine rouge, comme ses rédacteurs, larbins de la réaction bourgeoise, l'avaient pourtant bramé !

Mais la haine de ceux qui, dans la vie sans tache des deux grands agitateurs, dans la ferme cohérence de leurs conduites, dans la rigidité jamais démentie de leurs convictions et de leurs actions, voient avec rage une réprimande permanente de leur asservissement sournois au Kaiser, fut finalement satisfaite.

Karl et Rosa, les champions inébranlables des droits du prolétariat, les opposants irréconciliables des négociations entre exploités et exploités, les apôtres de la nouvelle société communiste et égalitaire sont tombés, associés dans leurs idées comme dans leur vie faite toute d'action, et dans leur martyr.

Et les profanateurs du socialisme, les Ebert, les Scheidemann, les Noske, exultent. Leur exultation transparaît à travers les contorsions hypocrites avec lesquelles ils cherchent à montrer leur douleur et leur désapprobation. Derrière eux exultent encore plus les militaristes, ces généraux qui redeviennent d'un coup, comme en août 1914, les sauveurs de la patrie, ces officiers qui de nouveau donnent l'ordre, cloutés et galonnés, comme au bon temps de Guillaume et de la Table Ronde, d'insulter et de malmener les passants, d'insulter et de... caresser les femmes, et de fusiller les prolétaires rebelles dans les casernes.

Et derrière eux on entend déjà le rire railleur du capitaliste, du junker qui pourra encore dévaliser et bastonner les paysans de son latifundium, de l'industriel libéré du danger de devoir laisser à l'ouvrier la totalité du fruit de son travail, du commerçant habilité à continuer son noble travail consistant à voler le producteur et le consommateur, du **rentier** exempté du devoir de travailler même pour manger...

Le gouvernement a vaincu avec les baïonnettes de la garde blanche. Mais il y a des victoires qui déshonorent et des défaites qui préparent la route de l'avenir !

Les majoritaires allemands ne pourront jouir du fruit de leur victoire, cette victoire payée du sang des prolétaires et de la vie des deux plus vaillants défenseurs

convaincus du droit prolétarien en Allemagne. Ceux-ci, en armant pour la défense de leur pouvoir, arraché à la Révolution, les bourgeois, les officiers, les étudiants, les soldats à peine revenus de quatre années de douleurs indicibles et cherchant le repos à tout prix, ont signé leur propre déclaration de mort politique. Ils sont déjà prisonniers de la réaction, et ils devront céder leur place et remettre la direction de l'État à la réaction bourgeoise, militaire, capitaliste.

Aujourd'hui la colossale fraude politique qu'ils ont commis contre la révolution, le socialisme, le prolétariat, va devenir évidente même aux yeux de cette part du prolétariat allemand qui ne s'est pas encore réveillé des effets narcotiques du patriotisme distillé à profusion pendant ces quatre années de guerre par les bourgeois et les majoritaires.

Ce jour là, le prolétariat verra et saura. Et ce sera le jour de l'apothéose de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, ce sera le triomphe de Spartacus !

Nous l'attendons avec confiance. Il ne se passera pas beaucoup de temps avant que le prolétariat ne se rende compte de la stupidité commise en acceptant le plat de lentilles donné sur l'ordre de la bourgeoisie victorieuse en échange de son droit à son émancipation totale et définitive tant du capitalisme national qu'étranger. Pas beaucoup de temps parce qu'aucune force ne peut désormais arrêter la révolution prolétarienne dans le monde entier et parce que le prolétariat allemand est une force trop gigantesque pour qu'en devenant consciente de soi elle puisse être contenue par les paravents du parlement et de la constituante.

Alors Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg recouvriront le monde de leur ombre gigantesque, et ils recevront le culte des héros et des précurseurs de la part des cœurs fidèles du prolétariat du monde entier.

Spartacus l'a dit peu avant de mourir : « **La victoire sera notre parce que Spartacus signifie feu et esprit, âme et cœur, action violente de la Révolution prolétarienne. Spartacus signifie toute la misère, tout le désir de bonheur du prolétariat. Il signifie le socialisme, la Révolution mondiale** ».

C'est pourquoi, bien qu'endoloris et frémissants du massacre des deux apôtres du communisme nous acceptons leur destin. Toute idée, avant de triompher, doit être anoblée du sacrifice de ses premiers et plus généreux serviteurs ; toute religion – et le socialisme est la religion de notre époque – veut ses martyrs.

Hier ceux-ci s'appelaient Christ, Huss, Giordano Bruno. Aujourd'hui ils s'appellent Jaurès, Liebknecht, Luxembourg. Les uns et les autres sont tombés pour leur foi. Mais une fois passé le sacrifice le christianisme, la réforme protestante, la libre pensée triomphèrent. Et les assassins d'aujourd'hui cèderont le pas à des individus libres, égaux, fraternisant dans le monde entier, qui à chaque heure de leur vie devenue enfin joyeuse et aimante, lèveront leurs pensées reconnaissantes vers ces

deux grandes figures dont le sacrifice aura préparé leur bonheur, vers Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

41 – Contre les équivoques et les insinuations du réformisme : l'illusion électoraliste

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n°8 du 9/02/1919

Il s'agit d'un des articles de fond par lequel le journal révolutionnaire napolitain prend position dans la lutte pour obtenir que le Parti ne participe pas aux élections parlementaires.

L'opposition entre la méthode sociale-démocrate et la méthode insurrectionnelle pour la prise du pouvoir est expliquée en toute clarté. L'histoire du parlementarisme et des limites qui pouvaient le justifier avant-guerre, pratiqué par les partis traditionnels, est retracée. Enfin l'argument central de l'exemple de la victoire russe d'Octobre et de la dispersion de l'Assemblée Constituante est traité.

L'article se clôt en rappelant un point central des thèses de la Gauche : que soit supprimé immédiatement toute responsabilité d'intervention dans les directives politiques du Parti au Groupe parlementaire. Il fait clairement entendre qu'au fond de cette perspective réside la scission qui est ce que les révolutionnaire extrêmes revendiquent.

Depuis de nombreuses années, et l'on peut dire depuis que le parti socialiste s'est constitué en parti en soi, se détachant des autres fractions démocratiques avec lesquelles il vivait, le parti a développé son action politique en suivant le concept politique indiquant que la conquête des pouvoirs publics par le prolétariat devait s'effectuer par l'intermédiaire de l'action électorale.

Un calcul vraiment puéril, qui a fasciné et fascine nombre d'entre nous, faisait dire que le jour où l'on aurait obtenu un véritable suffrage universel, dans lequel tous auraient le droit de vote, la majorité de l'assemblée législative aurait fatalement été constituée d'une majorité de représentants socialistes.

Lesquels représentants, ou députés socialistes si l'on veut, étant devenus majoritaires, auraient pu par une simple loi balayer les pouvoirs bourgeois et auraient pu s'emparer du pouvoir au nom du prolétariat par de simples formalités légales. A travers ce mirage fascinant, tout succès électoral, et plus particulièrement l'acquisition d'un nouveau siège au parlement, était considéré, de bonne foi, et exalté comme un nouveau pas vers le but final, une nouvelle pierre posée sur le grand édifice de la conquête des pouvoirs publics par le prolétariat.

Les résultats des luttes électorales permettaient facilement à tous de faire le métier ingrat de déchiffreur du futur et de fixer la date précise de l'échéance du chèque à payer par la bourgeoisie au prolétariat ; et pour beaucoup, ils donnaient l'étrange illusion de se sentir plus proches du grand événement constitué par l'arrivée du prolétariat sur la scène de l'histoire en véritable patron du monde du seul fait d'apprendre qu'était parvenu au parlement un Cabrini, un Bissolati, un Turati ou un Ciccotti de plus.

Pauvre révolution prolétarienne en bonnet de nuit et pyjama avec un rien de rhumatismes et quelques dents manquantes !

La pratique a cependant continuellement donné de terribles désillusions.

Le régime bourgeois, à cause de l'affaiblissement et de l'empâtement de cette dangereuse substance révolutionnaire, toujours prompte à scissionner et seulement capable de pulvériser les vieilles statues, n'en a pas souffert pas et s'est même renforcé. Au sein de l'ambiance bourgeoise parlementaire, les révolutionnaires se sont apaisés, domestiqués ; l'un devenait réformiste, un autre peu après conservateur, le troisième ministre, et ainsi de suite.

Le pauvre prolétariat, au moins sa partie la plus consciente, a dû finir par se convaincre que lorsqu'il avait réussi à grand peine à envoyer à l'assemblée législative le nombre fatal, c'est à dire la moitié plus un de ses membres, tous étant ses fidèles soutiens, il n'avait réussi qu'à se faire à lui-même un pied de nez. Ces formidables révolutionnaires étaient tout au plus capables de leur offrir une république ultra-bourgeoise de type américain, ou de modèle Ebert, qui pallie à sa faible capacité de résistance par l'assassinat.

Et il ne pouvait en être autrement.

La conception selon laquelle les formes politiques actuelles, qui furent créées par la bourgeoisie pour sa propre domination de classe, puissent devenir les organismes assumant une fonction totalement opposée, est totalement paradoxale.

Si la bourgeoisie a dû, en abattant les vieux régimes, créer de nouvelles formes étatiques, le prolétariat devra lui aussi les abattre et de manière encore plus radicale.

Les transformations sociales produites par la conquête du pouvoir par le prolétariat seront bien plus profondes, et, en abolissant la propriété privée, celui-ci détruira radicalement la classe bourgeoise précisément constituée des propriétaires privés des moyens de production.

Pour réguler, organiser, discipliner les nouveaux rapports sociaux fondés non plus sur le droit à la propriété privée mais sur l'association des travailleurs, il faudra nécessairement que surgissent de nouvelles institutions adaptées à des questions très profondément différentes de celles qui constituent le cœur de l'État bourgeois.

Si l'immaturation politique, l'héritage des idées démocratiques infiltrées dans la pensée de certains socialistes, si surtout le manque de réalité du pouvoir parlementaire ont permis la formation et la croyance en de telles conceptions erronées, c'est maintenant l'expérience des faits qui devrait servir d'enseignement à tous.

En Russie la dictature du prolétariat a vaincu en abattant tous les organes bourgeois et en empêchant la création de tout nouvel organisme par le moyen du mécanisme bourgeois de l'action électorale. L'assemblée constituante, résultant du suffrage universel, a été combattue par les bolcheviques d'abord par la propagande puis supprimée par la force. Les spartakistes luttent en Allemagne contre la constituante voulue par les social-bourgeois Ebert et Scheidemann. Les maximalistes italiens doivent s'insurger contre la proposition de constituante formulée par la Confédération du Travail et soutenue par quelques députés socialistes. La question est tout autre que théorique : en l'absence de l'obtention du pouvoir la théorie est le guide de l'action.

La campagne électorale s'approche.

Le parti socialiste doit établir s'il doit y participer et avec quel programme.

Le prolétariat ne doit pas se laisser endormir par la lutte électorale ; il doit se convaincre de l'absence d'efficacité révolutionnaire de la conquête de sièges au parlement et doit savoir quelle est la voie à parcourir et dans quel sens ses efforts doivent porter pour être utiles. S'il se convainc qu'il lui faut des députés socialistes, il devra une bonne foi pour toutes établir les limites de l'action et du pouvoir de ceux-ci au sein du parti.

Le parti n'a comme organe que son assemblée, qui délibère, et sa direction, qui exécute et rend compte chaque année de son travail.

Le groupe parlementaire en tant que tel, c'est-à-dire comme groupe, n'existe pas pour le parti dans la mesure où la qualité de député n'existe pas dans le parti. C'est une appellation bourgeoise qui s'obtient avec les votes des non-inscrits au parti, développant des fonctions étrangères à celui-ci et destinée à disparaître dès que le parti aura réussi à réaliser son programme maximum de conquête du pouvoir.

La Direction du parti, puisant sa propre énergie dans la confiance du parti, doit affronter les responsabilités qui lui incombent en exécutant les délibérations du parti lui-même, en en interprétant fidèlement l'esprit, en l'interpellant même certaines fois par l'intermédiaire de référendums.

Il n'est pas admissible que la Direction, pour des délibérations qui engagent l'action du parti, se retourne vers le groupe parlementaire pour lui demander des conseils. Il en vient implicitement à reconnaître au groupe un pouvoir qu'il n'a pas et une fonction qui est en fait inexistante.

Il est absolument indispensable de discipliner ces rapports maintenant, spécialement après le dernier ordre du jour présenté par Turati, ordre du jour clairement contraire aux directives demandées par la grande majorité du parti.

Si cette délimitation des rapports devait provoquer une nouvelle scission, ce serait encore mieux.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

42 – Parmi les ardents problèmes actuels de la pensée et de l'action socialiste : contre l'intervention dans la bataille électorale

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n°9 du 16/02/1919

Cet article sert à présenter la vaste campagne abstentionniste de 1919.

La question est reliée à la vieille dispute entre réformistes et révolutionnaires. La Révolution russe a donné dans les faits une nouvelle valeur à cette opposition devenue insurpassable. Il est aussi affirmé que la Révolution russe doit être suivie rapidement par la révolution dans toute l'Europe et qu'il ne s'agit pas d'une hypothèse théorique mais d'une possibilité réelle entrée dans les faits.

On en déduit que pour donner les dernières impulsions à cette situation il ne faut pas accepter la lutte électorale qui serait une dangereuse diversion du but central du Parti.

Cette lutte dans le Parti est la prémisse de la lutte contre l'État pour renverser la bourgeoisie italienne. Aller aux élections signifierait renoncer au grandiose développement de l'histoire.

A l'approche de la lutte électorale le parti a un devoir primordial avant de concrétiser le programme qui doit lui servir de plate-forme. Il doit discuter pour savoir s'il doit ou non participer à cette lutte.

Ce problème est posé par les grands évènements politiques dont le parti socialiste doit tenir compte pour déterminer sa propre ligne de conduite.

Autre chose que les vieilles querelles entre réformistes et révolutionnaires !

Jusqu'à présent ces deux fractions adverses pouvaient encore trouver un moyen de cohabiter, un peu en se montrant les dents, un peu en se battant.

Les divergences entre les deux fractions étaient plutôt faites d'état d'âme, de positions sentimentales que de vraies et substantielles divergences de programmes.

Tous avaient fait également leur acte de foi socialiste ; le programme maximum (conquête des pouvoirs publics, socialisation des moyens de production, etc.) constituait pour tous l'idéal lointain à atteindre, le seul programme socialiste.

Si surgissaient des dissensions entre les deux fractions (aile droite et gauche), c'était en rapport avec les méthodes servant à se procurer les améliorations des conditions de vie du prolétariat ; programme minimum, celui-ci, en rien socialiste sinon dans la tendance qu'il prenait, et soutenu et accepté, particulièrement aujourd'hui, par tous les partis bourgeois qui cherchent à démontrer leur extraordinaire bonne volonté pour améliorer la vie des ouvriers.

Ces dissensions sont désormais dépassées.

La révolution russe a démontré dans les faits (quelle meilleure démonstration ?) que le programme maximum socialiste, c'est-à-dire le véritable programme socialiste, n'est pas une utopie que l'on puisse éventuellement réaliser dans un lointain hypothétique ; il est tellement réalisable aujourd'hui qu'il a déjà été réalisé, et par surcroît, contrairement aux prévisions, sans que le développement capitaliste préalable, comme on l'avait enseigné, ne soit absolument indispensable.

La révolution russe nous a enseigné qu'il faut une volonté claire et précise ne se laissant pas dévier, et des forces bien préparées à l'action. Quel exemple superbe pour tous les socialistes du monde que la position des bolcheviques russes qui, au lieu de renoncer à la tentative de faire triompher le programme maximum en se contentant de la chute du régime tsariste, fait en lui-même déjà immense, ont intensifié leur action, conscients du fait que toute révolution qui n'est pas maximaliste, même faite par des socialistes et au nom du socialisme, est une révolution bourgeoise, ont refusé toute alliance même avec les plus proches, et se sont battus et ont vaincus pour leur idéal ! Quelle différence d'avec certains soi-disant socialistes plus ou moins nôtres qui pour un siège au parlement ou pour un plus modeste siège de conseiller municipal, ont piétiné leurs principes, leurs idéaux, et se sont alliés avec les pires de nos adversaires !

Le succès russe a fait justice de nombreux préjugés plus ou moins sincères. Ce qui a été possible en Russie peut être possible dans les autres pays européens. C'est un devoir imprescriptible pour les partis socialistes que de travailler dans le même sens que les camarades russes qui ont combattu et vaincu par leur grande révolution.

Il ne s'agit pas de discuter sur la plus ou moins grande possibilité d'une société socialiste, sur l'hypothétique facilité d'obtenir ou non une unanimité. Le parti socialiste n'est pas une Académie culturelle d'astronomie, il ne concrétise des postulats théoriques que pour en tirer des directives tactiques. Si la révolution maximaliste est possible à brève échéance, et elle l'est indiscutablement, il n'y a rien d'autre à faire pour le parti socialiste que de concentrer toute son activité vers ce but.

Tant que la possibilité d'une action révolutionnaire au sens maximaliste semblait éloignée, il était admissible et justifiable que le parti dédie beaucoup de ses énergies aux luttes électorales bourgeoises en pensant réduire les forces de la bourgeoisie par le fait de s'emparer en partie de ses propres armes. Actuellement toute activité employée dans de telles luttes serait coupable parce qu'elle ne ferait que distraire des énergies utiles et valables bien plus efficaces en étant utilisées autrement. Pour ceux qui en toute bonne foi s'illusionnent sur les résultats des luttes électorales même en période pour ainsi dire révolutionnaire, la honteuse et sanguinaire constitution allemande de Weimar, dont les promoteurs ont calomnié et diffamé le socialisme en affirmant s'inspirer de celui-ci dans leurs actions, constitue une leçon.

La révolution socialiste ne se fait ni avec le bulletin de vote ni avec des députés ni à travers la convenable sérénité des lois.

Accepter à nouveau la lutte électorale et dédier à celle-ci l'activité qu'on lui a donné par le passé, voudrait dire donner crédit à une fonction qui est destinée non à disparaître mais à être détruite, étouffée par l'action socialiste. Ce serait répéter la même erreur utopique dans laquelle tombèrent les socialistes qui crurent de bonne foi devoir participer à la guerre avec le noble but de la détruire, et qui ne firent rien d'autre que la renforcer par leur participation.

On ne peut abattre le pouvoir bourgeois sans en abattre ses organes, et en premier l'assemblée législative.

Entre la conquête révolutionnaire du pouvoir de la part du prolétariat, moyennant l'action de son organisation politique, le parti socialiste, et les élections, il y a une opposition irréductible : l'une exclue l'autre.

Le parti doit prendre nettement son chemin et le parcourir de manière décidée. Toute action électorale est inutile et nuisible, abandonnons-là aux bourgeois : c'est leur affaire.

Dédions toute notre activité à rendre le parti sain et homogène, et à constituer en son sein les organes qui ont déjà montré ailleurs qu'ils étaient les vrais facteurs révolutionnaires, avec une conscience résolue de la saine volonté et des moyens d'y arriver.

Le parti ne doit pas participer à la lutte électorale. La fraction maximaliste, fermement opposée à la participation de celui-ci ainsi que du prolétariat révolutionnaire à ces inutiles déperditions d'énergies, doit engager la bataille pour s'assurer de cette première importante victoire au sein du parti qui précèdera celles qu'il obtiendra par ses actions révolutionnaires énergiques, claires et directes.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

43 – Le bolchevisme, plante de tous les climats

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 10 du 23/02/1919

Il s'agit d'une brève note dirigée contre les tartufes de l'ignoble démocratie italienne, leur jetant à la tête que le bolchevisme n'était pas un phénomène russe mais international et qu'il était bien vivant en Italie.

On peut aujourd'hui penser amèrement que cette même malédiction peut être dirigée contre les renégats qui, avec Staline à leur tête, ont construit l'infâme doctrine disant que le processus historique de l'Octobre était un fait local de la nation russe et que l'on ne devait pas l'invoquer à propos des autres « voies nationales » !

On peut leur renvoyer l'invitation à serrer les mains des inqualifiables charognes qui en 1919 décrivaient Lénine comme un agent provocateur payé par le Kaiser allemand.

Colajanni veut démontrer que le bolchevisme peut aussi s'enraciner en Italie, et il cite, entre autres indices, la fondation de notre « Soviet ».

Bien. Mais il y a plus. Le problème que le grand sociologue – si grand que Pasquale Pensa pâlit à sa vue – devrait se poser est tout autre : le bolchevisme triomphera t'il en Italie ? Quant à prendre racine, nous sommes d'accord avec les journalistes du « Roma » puisqu'il prend racine dans le monde entier.

Colajanni a écrit un jour qu'il ne pouvait pas faire la démonstration de notre antimilitarisme uniquement à cause de la censure. Si lui et ses semblables n'étaient

pas liés et bâillonnés par leurs prouesses polémiques, ils auraient écouté et lu des choses qui auraient fait dresser sur leur tête influente ce qu'il leur reste de cheveux. Bien autre chose que les innocentes phrases parlementaires de Treves ! Il aurait compris que le bolchevisme et le socialisme sont la même chose, et que pour combattre les préjugés patriotiques et le sophisme de la défense nationale nous n'avons pas attendu que Lénine et les bolcheviques, nos camarades de foi et de tendance depuis de nombreuses années, aient réussi à triompher en Russie ; et même sans leur glorieux et lumineux exemple, le jour ou les évènements historiques nous auraient porté à la victoire, nous aurions fait ce qu'ils ont fait. Justement parce que nous et eux travaillons pour le même programme, pour la lutte de classe qui nie la solidarité nationale, pour le socialisme révolutionnaire, pour la conquête du pouvoir et pour la dictature des travailleurs, des sans-patrie. Parce que cette doctrine et cette méthode n'ont pas été improvisées en 1917, sur un ordre du Kaiser, comme seule l'incommensurable bêtise des professeurs de sociologie peut le croire, mais ont été proclamées en 1847 par l'Internationale Socialiste ; et nous qui avons été et sommes, comme l'aile gauche des social-démocrates russes, contre toute révision du marxisme, nous nous sommes inspirés de ce programme, y compris quand l'idiotie de nos adversaires nous a attribué une complicité et des buts communs avec les Turcs, le Pape ou les Allemands.

Le bolchevisme vit en Italie, et ce n'est pas un article d'importation car le socialisme vit et lutte partout où il y a des exploités qui tendent à leur propre émancipation.

En Russie celui-ci s'est affirmé pour la première fois de manière grandiose, et nous, retrouvant notre programme dans le formidable développement de la révolution russe, avons écrit en tête de ces colonnes la magique parole slave : **Soviet**, élevé comme symbole de la Révolution internationale.

Et que sa lumière aveugle et confonde toujours plus les trucages intellectuels usés de la défense du capitalisme !

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

44 – Le piège électoral

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 11 du 2/03/1919

Cet article continue la grande campagne du « Soviet » contre l'électoralisme. Une ample analyse des caractéristiques de l'action parlementaire est développée, destinée aux prolétaires crédules qui croient possible que la bourgeoisie abandonne son pouvoir après une défaite électorale. La conclusion de cet article démontre surtout que le programme du Parti, adopté à Gênes en 1892, devait être modifié, et que le Congrès national devait être convoqué, lequel devrait déclarer l'incompatibilité d'appartenance au Parti de ceux qui admettaient la défense de la patrie en guerre ainsi que la possibilité de la solution sociale-démocrate d'arrivée au pouvoir du socialisme.

Nous avons analysé dans les deux numéros précédents les raisons théoriques pour lesquelles nous croyons qu'il serait très néfaste que le Parti socialiste italien, face à la question de la prise du pouvoir de la part du prolétariat, participe à la future campagne électorale.

Nous voulons y ajouter, pour ne pas être accusés de refuser de rester sur le terrain de la réalité, quelles sont pour nous les raisons pratiques de l'abstention dans une situation, comme l'actuelle, qui permet bien d'autres formes d'action pour la réalisation des buts du socialisme.

Nous sommes convaincus que le système représentatif électoral est un instrument inventé pour normaliser la domination sociale d'une classe, la bourgeoisie capitaliste, et pour fonctionner dans l'intérêt exclusif de celle-ci.

Celui-ci agit de manière à assurer inévitablement la majorité des mandats à la classe détentrice des richesses, même lorsqu'il est muni de toutes les soi-disant

garanties démocratiques d'universalité, de proportionnalité, de liberté et de secret du suffrage. Du fait que le mandat parlementaire habilite celui qui en est investi à résoudre non pas une simple question d'actualité, comprise de tous, et donc susceptible d'être résolue même par un analphabète, comme cela arrive lors d'un référendum, mais l'ensemble des questions politiques, économiques et culturelles qui peuvent se poser pendant un certain nombre d'années, à travers l'écran de la complexe vie sociale actuelle, le député doit avoir et a d'habitude une culture supérieure à celle que les conditions économiques et sociales permettent au prolétariat d'acquérir. C'est donc un véritable privilège de classe. Le système représentatif parlementaire met le pouvoir politique aux mains d'une **élite** intellectuelle qui fait partie intégrante de la classe bourgeoise, en partage et donc en défend les intérêts.

On dira que même un prolétaire peut acquérir la culture nécessaire pour revêtir le mandat parlementaire. C'est vrai et c'est advenu plusieurs fois car l'intelligence et la volonté de savoir ne sont pas des dons naturels des riches, et que les énormes difficultés que la sujétion économique d'aujourd'hui pose à l'élévation spirituelle des pauvres peuvent être surpassées. Mais des cas exceptionnels ne peuvent constituer la règle qui fait que les classes possédantes sont capables d'acquérir une culture supérieure et non la classe prolétarienne. Le prolétariat doit utiliser le plus possible sa force de travail pour vivre ; le fils du bourgeois peut passer tranquillement quinze années à l'école avec l'entretien, le logement, les habits, les livres, les droits d'inscription, les menus plaisirs fournis par le porte-feuille du père. Si bien que, si en théorie quiconque peut devenir représentant du peuple au Parlement, en réalité, du fait de la réalité des choses, ne vont au Parlement que des avocats, professeurs, journalistes, personnes qui ont toutes étudié parce que leurs familles avaient les moyens de les faire étudier. En conséquence l'exercice du pouvoir politique dans le système parlementaire est exclusivement réservé, ne serait-ce que du seul fait de la culture, à la classe possédante.

D'autres conditions concourent à assurer à la bourgeoisie le monopole parlementaire. Avant tout la pression économique directement exercée sur les électeurs. Quand le citoyen électeur se trouve face à la possibilité d'avoir un prêt, ou un report de paiement, ou un contrat de faveur, ou d'éviter un licenciement ruineux ou tout autre problème économique s'il donne son vote et son appui électoral à tel candidat, il lui est difficile de nier ou même de ne pas partager et connaître ses principes politiques. Et tout ceci ne peut être donné que par les candidats de la riche bourgeoisie. Il n'est d'ailleurs pas rare que ceux-ci achètent directement des votes avec de l'argent sonnante et trébuchant. Indépendamment de ceci, les candidats des classes riches ont à leur disposition des moyens de propagande électorale (œuvres de bienfaisance, largesses, réceptions luxueuses pour les responsables, banquets, affichage, etc.) et donc des probabilités de réussite qui manquent aux candidats prolétaires ou représentants du prolétariat, qui eux sont pauvres.

Ajoutez-y l'énorme influence qu'a la presse sur les élections. Les journaux, souvent le principal élément de culture pour une grande partie de la population, et

quasiment le seul pour le prolétariat, forment les courants d'opinion, prêtent à leurs candidats des idées et des qualités qu'ils n'ont pas, déforment les programmes adverses, calomnient, insinuent, dévoient vers leurs objectifs, c'est-à-dire vers la victoire de leurs candidats, les mentalités incultes, c'est-à-dire la grande majorité du prolétariat qui lit ou croie ce que d'autres ont lu.

Étant donné qu'aujourd'hui les journaux, et spécialement les grands, seraient déficitaires s'ils n'étaient pas soutenus par les riches, ceux-ci deviennent lors des élections les plus efficaces instruments de victoire pour ceux qui les paient, capitalistes, grands propriétaires, groupes bancaires, groupes industriels, fournisseurs, etc... C'est par cette voie aussi que s'affirme le privilège de la richesse dans le système électoral. Là où il n'y a pas d'égalité économique il ne peut pas y avoir d'égalité civile et politique ; tant qu'il y aura un prolétariat dépendant économiquement de la classe capitaliste, celle-ci sera la patronne y compris sur le plan politique.

Jusqu'ici nous avons supposé que la bourgeoisie dominante observait loyalement les règles qu'elle avait elle-même confectionnée. Mais tout le monde sait que cette légalité n'existe que quand, dans une localité ou une situation donnée, aucun danger n'apparaît pour la classe dominante. Dès que le danger apparaît, adieu aux scrupules démocratiques ! Tous les artifices possibles sont mis en œuvre, par ceux qui ont l'argent et le pouvoir en main, pour falsifier les résultats électoraux si ceux-ci semblent ne pas donner satisfaction aux cliques dominantes. Les listes électorales sont manipulées par les autorités étatiques et communales, expressions des classes dominantes ; elles radient pour n'importe quelle vétille les présumés adversaires, elles inscrivent leurs adeptes même si ils n'y ont pas droit ; elles font voter... par délégation les absents, les morts ; elles menacent et font bastonner par leurs hommes de main, protégés par les autorités, leurs adversaires ; elles intentent des procès fantaisistes qu'elles laisseront tomber une fois les élections passées, mais qui auront servi à retirer de la circulation les... éléments dangereux ; elles donnent des licences de port d'armes, de bureaux de tabac, des emplois aux délinquants membres de leurs propres partis et refusent tout aux honnêtes gens ; et plus elles ont d'argent, plus elles en font.

Mais ceci ne suffit pas. Outre les moyens de basse politique électorale, de la compétence des autorités locales tout au plus, il y a les grands moyens mis en œuvre par le gouvernement. Celui-ci fixe selon sa volonté la date des élections ; il ne les proclame pas lorsque l'état d'esprit général ne semble pas favorable à la classe dont ses membres proviennent et à laquelle ils sont liés par mille liens matériels et d'idées ; il les proclame dès qu'une nouvelle circonstance a modifié l'opinion publique dans un sens plus favorable ; il ne les organise pas pendant la guerre ; il les organise, comme en Angleterre, lorsque les soldats qui ont souffert des maux de la guerre rentrent et doivent voter sous la surveillance de leurs officiers ; ou, comme en Allemagne, lorsque les soldats aspirent ardemment à la paix et pensent que voter pour le Gouvernement semble assurer la paix ; en un mot il choisit le moment opportun, celui

qui donne une forte probabilité de victoire au Gouvernement, c'est-à-dire, selon la situation actuelle, aux classes riches qui **seules** détiennent le pouvoir.

Tant que la bourgeoisie aura en main les richesses et le pouvoir, les élections ne pourront rien faire d'autre que confirmer ces privilèges. Pour que celles-ci expriment réellement la volonté du plus grand nombre, c'est-à-dire des prolétaires, il faudrait que ceux-ci aient déjà en main la richesse et le pouvoir ; qu'ils aient, en un mot, exproprié la bourgeoisie et qu'ils se soient emparés du gouvernement. Nous ne voulons pas nier le fait qu'il soit possible au prolétariat, même en régime bourgeois, de vaincre lors de certaines élections partielles ; mais les succès partiels et locaux, souvent obtenus au prix de transactions plus ou moins secrètes avec tel ou tel élément bourgeois, ne détruit pas la perpétuation de la domination capitaliste au sein de l'État. Au lendemain de la désastreuse faillite de la politique bourgeoise, c'est-à-dire après la défaite militaire et la révolution, les élections redonnèrent en Russie et en Allemagne la majorité aux bourgeois. En Russie le prolétariat s'aperçut à temps de l'erreur et envoya promener les élections et les élus ; en Allemagne on s'est encore une fois laissé illusionner par les fumées démocratiques des élections, et on voit donc le renforcement inexorable de la domination de classe de la bourgeoisie.

Pour ces raisons nous croyons que, désormais, les Partis socialistes qui, comme le nôtre, sont restés sur les positions de la lutte de classe intransigeante, révolutionnaire, maximaliste, doivent cesser de valoriser par leur participation le piège bourgeois des élections et du parlementarisme. C'est ainsi qu'ont fait les bolcheviques en Russie et les spartakistes en Allemagne : et c'est ainsi que nous devons faire.

Certes le programme du Parti prend en considération la possibilité de la conquête du pouvoir moyennant la participation aux élections. Mais ce programme est de 1892, lorsque l'on pouvait encore croire que la domination électorale de la bourgeoisie provenait non pas du système électoral en soi mais de l'insuffisance du droit électoral en vigueur. Les réformes électorales, demandées par la démocratie, ont depuis été réalisées en Italie, et l'ont été encore plus ailleurs : suffrage universel, vote des femmes, représentation proportionnelle, etc. Mais le résultat n'a pas changé pour autant. En Italie comme en Angleterre, en Bavière, en Autriche, dans la Russie de Kerensky, les élections ont été systématiquement favorables à la bourgeoisie parce que le système électoral en soi ne peut pas donner d'autre résultat. Le cas des pays comme la Russie, l'Allemagne, l'Autriche, où les élections se sont réalisées pendant une période révolutionnaire, lorsque le pouvoir politique de la bourgeoisie était déjà fortement ébranlé, sont particulièrement instructives. C'est la supériorité économique qui a encore une fois donné le succès électoral aux partis bourgeois et à ceux à leur solde. Nous croyons que l'expérience est désormais suffisante pour persuader le prolétariat que ce n'est pas le bulletin de vote qui permettra de réaliser leur propre émancipation.

C'est pourquoi nous insistons sur la nécessité de convoquer le plus rapidement possible un Congrès national. Le dernier Congrès, malgré la brillante victoire des extrémistes, a laissé trop de questions dans le flou et, pour diverses raisons, n'a pas tracé de programme d'action précis. Il faut résoudre une bonne foi pour toutes et de la manière la plus nette, sans autre détour, toutes les graves questions créées par l'accélération de la vie et qui ont été posées ces dernières années à l'action socialiste : la question de l'adhésion au concept de patrie et à la soi-disant guerre défensive, celle de la légitimité théorique et de la possibilité actuelle de la conquête révolutionnaire du pouvoir, celle de la dictature prolétarienne, celle des élections. Il est temps que cesse la honte et les torts provenant de la position d'hommes qui, disant représenter le Parti, n'agissent que pour saboter ce qui est la volonté claire et certaine de la grande majorité du Parti.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

45 – Socialisme et anarchie

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n°13 du 16/03/1919

Cet article aussi est fondamental parce qu'il rejette, sur le terrain des principes, l'accusation banale faite aux abstentionnistes italiens disant qu'ils étaient anarchistes.

Des textes précédents ont déjà démontré que la Gauche révolutionnaire marxiste non seulement s'était toujours différenciée de manière doctrinale des libertaires et des syndicalistes, mais avait rejeté de manière décidée toute proposition d'accords contingents d'actions avec de tels éléments. La question est posée ici dans ces termes, en rappelant que ce sont sur les mêmes que Marx se base dans sa polémique contre Bakounine au temps de la Première Internationale. Il est souligné que nos thèses principales de Parti, celles du pouvoir politique, de l'État et du gouvernement communiste centralisé et dictatorial, sont incompatibles avec toute doctrine anarchiste. Face à l'abyme qui sépare ces deux conceptions et qui rapproche les anarchistes des révisionnistes de la droite réformiste, il est banal de trouver une ressemblance entre l'opposition des anarchistes aux élections démocratiques et la revendication abstentionniste des marxistes révolutionnaires.

En commençant notre campagne contre la participation aux élections, nous nous attendions à une objection qui n'a d'autre valeur que d'être simpliste et de donner lieu à quelques éclaircissements : **vous êtes des anarchistes !**

En fait celle-ci est venue de divers côtés ; et même de l'« Avanti ! » qui, en répondant à un article du camarade Boero – qui reflète l'opinion des camarades maximalistes de Turin – parle d'**abstentionnisme anarchiste**.

De son côté le « Libertario », pendant qu'il réaffirme de manière opportune les différences entre notre pensée socialiste et la pensée anarchiste, affecte de nous dépeindre comme des gens sur la voie de la repentance, et imagine donc que nous sommes prêts à reconnaître que... Marx a été vaincu par Bakounine.

Il est donc nécessaire d'établir, face à tous, que nous sommes et restons socialistes et marxistes.

On se trompe beaucoup et trop souvent sur la question des rapports entre socialisme et anarchisme. On répète fréquemment que la seule différence entre les deux écoles se situe sur le terrain de la tactique électorale et parlementaire. Nombreux sont ceux, même socialistes, qui disent qu'il y a identité sur les buts ultimes, la vision de la société future et même la vision du processus historique révolutionnaire.

De nombreux socialistes admettent avec légèreté que l'anarchisme serait une méthode, une conception plus parfaite, plus pure, plus haute, qu'il faudrait prendre en exemple de temps en temps afin de savoir – même si c'est à travers les jugements exprimés par les partisans de l'anarchisme – si nous socialistes sommes de meilleurs ou de moins bons révolutionnaires que les anarchistes.

Quoi que l'on dise à propos de notre aversion envers les élections, pour nous, socialisme et anarchisme sont des méthodes différentes, et cette seconde méthode est en elle-même erronée parce qu'elle se fonde sur une interprétation fautive de la révolution et de l'histoire et qu'elle ne se fonde pas sur le développement réel de la révolution. C'est pour ces raisons qu'elle n'est pas la véritable méthode révolutionnaire, et encore moins, comme beaucoup d'ingénus le croient, « plus révolutionnaire » que la méthode socialiste.

La conception et la tactique qui seules répondent au processus de la lutte de classe et au triomphe du prolétariat sur la bourgeoisie, sont contenues dans le marxisme, et les événements contemporains les confirment contre toutes leurs prévisions, contre Bakounine, Kropotkine, Sorel ainsi que contre Bernstein et les réformistes de tous bords.

La constitution du prolétariat en parti de classe, la conquête du pouvoir politique, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la formation d'un Gouvernement et l'expropriation du capital effectué systématiquement par ce pouvoir central, représentent le processus nécessaire à la révolution.

La nouvelle société communiste, que l'on atteindra après une période qui sera tout autre que brève, sera caractérisée par la disparition des différences de classe, et donc par l'exercice d'un véritable pouvoir **politique**, avec un système de production fondé sur la coordination et la discipline de l'activité des producteurs et sur la distribution des produits par des **organisations centrales** représentant la collectivité.

Tous ces postulats sont rejetés et critiqués par l'anarchisme un à un.

Celui-ci ne voit pas seulement dans la révolution la démolition de l'État bourgeois mais aussi celle de tout pouvoir politique ; il voit dans la transformation de l'économie un phénomène spontané qui suivrait la suppression de l'État et qui déterminerait presque automatiquement l'expropriation des capitalistes ; il voit dans la nouvelle société de libres groupes de producteurs se mouvoir, dont émergerait une meilleure distribution des produits.

Il serait intéressant de discuter sur ces différences substantielles pour démontrer, selon notre point de vue, l'infériorité du système anarchiste par rapport au système socialiste.

Il n'en reste pas moins que la discussion que nous tenons est une discussion de et entre socialistes. Le parti doit donc établir si on doit arriver à la conquête politique du pouvoir de manière légale ou révolutionnaire ; et si l'intervention dans les élections, même avec de nombreuses réserves et avec l'intention de ne faire que de la propagande maximaliste, n'est pas une condition d'échec de l'action révolutionnaire, un épanchement inoffensif des énergies prolétariennes que la bourgeoisie cherche à provoquer pour sauver ses institutions de l'écroulement définitif.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

46 – La marée rouge

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n°15 du 30/03/1919

Cet article présente un intérêt notable dans la mesure où il correspond au moment de plus grand enthousiasme des marxistes révolutionnaires, provenant des nouvelles qui commençaient à arriver de tous les côtés de l'Europe, et qui apparaissaient comme de claires prémisses du triomphe révolutionnaire sur tout le continent.

Les événements se déroulèrent malheureusement tout autrement, mais le travail de cette période sert à établir qu'il ne fut pas le résultat d'erreurs de la Gauche marxiste mais du rôle néfaste de la peste opportuniste. Nous déduisons de ceci la certitude qu'un jour la marée rouge recommencera à monter, et pensons que ce jour ne devrait plus se faire attendre plus d'un demi-siècle après le grandiose Octobre 1917, ou tout au plus après cette année ou la vraie révolution rouge baissa pavillon, que nous situons en 1925.

Ce bref article, dont la conclusion est tronquée par une censure impitoyable qui, au nom du triomphe de la démocratie, fonctionnait encore cinq mois après la fin de la guerre, servira au lecteur d'aujourd'hui à reconstruire l'histoire de ces temps ardents. La dictature prolétarienne avait aussi été proclamée en Hongrie, et une violente discussion se déroulait en Occident sur l'explication de cet événement grandiose. L'ignoble presse bourgeoise en plein désarroi cherchait à fausser le jeu et niait qu'il se soit déroulé une vraie révolution en prétendant que le comte Karolyi, le chef du gouvernement hongrois, avait cédé le pouvoir sans lutte aux rouges de Bela Kun. Le « Soviet » soutint qu'il ne s'agissait pas d'une comédie mais d'une vraie révolution avec tous ses caractères. Les événements postérieurs montrèrent cependant que les révolutionnaires communistes tolérèrent le partage du pouvoir avec les sociaux-

démocrates, qu'ils n'osèrent pas employer la sainte arme de la terreur, et que donc cette jeune et grandiose révolution s'écroula.

Il reste le salut ému que nous leur avons alors envoyé.

La nouvelle arrive, inattendue et foudroyante, d'une autre victoire de la révolution mondiale : en Hongrie le gouvernement du comte Karolyi cède le pouvoir au prolétariat maximaliste qui instaure le pouvoir des Soviets et se met en rapport direct avec les camarades de Russie.

L'Entente victorieuse perd le contrôle de la situation, non seulement elle ne peut plus la diriger mais elle ne la comprend même plus ; et quand elle fait des efforts pour obtenir un effet donné, elle produit l'effet opposé.

L'histoire n'a pas rencontré beaucoup d'exemples de situations si difficiles pour le vainqueur d'une si longue et terrible guerre.

La bourgeoisie occidentale a la nostalgie d'un adversaire traditionnel comme l'étaient les Empires centraux, qu'elle pouvait contraindre à une bataille militaire et vaincre suivant les anciennes règles et les vieilles ressources de la grande politique.

Mais après une bruyante victoire l'adversaire, le vaincu, s'est dilué, et à sa place se lève, en arbitre du monde, en juge impitoyable du vaincu et du vainqueur, le socialisme mondial.

Nouvel et terrible adversaire dont on avait cru arrêter la menace par la guerre et qui ressurgit maintenant, trempé et inexorable, du massacre des tranchées.

Pendant qu'il veut l'abattre, ou au moins l'amener à traiter, en Russie, où il triomphe déjà, celui-ci dépasse les fronts militaires, traverse les cordons sanitaires et s'étend, irrésistible et magnifique, à travers la vieille Europe ensanglantée.

Les gouvernements, la presse de la bourgeoisie – envahis de la même inconscience qui conduisit l'impérialisme allemand au suicide de Brest-Litovsk – rendus perplexes et égarés face à la grandeur des événements, ressuscitent leur vieil adversaire dont ils regrettent l'absence, et cherchent à faire croire que la révolution est... une comédie, à l'usage exclusif de l'impérialisme austro-hongro-allemand, qui, désormais, n'existe plus.

Une comédie ! Les dernières nouvelles montrent que la guerre de classe est en plein développement, et le geste de Karolyi ne l'a pas conjuré, comme il ne pouvait pas amener la bourgeoisie capitaliste et les propriétaires terriens à accepter tranquillement la dictature expropriatrice du prolétariat.

Pour la presse bourgeoise tout ceci est une comédie. Elle ne veut pas voir l'histoire. L'engrenage de la Révolution russe était pour eux actionné par l'or de Berlin. La Révolution hongroise, la terrible lutte entre les Spartakistes et les social-kaiseristes d'hier est, pour elle, une création artificielle des puissances obscures qui conjurent contre la pacifique célébration du triomphe guerrier pour lequel ces messieurs ont versé tant d'... encre.

La Némésis historique se venge ainsi de la bourgeoisie. Quand celle-ci sortit triomphante de la grande Révolution française et que ses principes subversifs se répandirent de par le monde, les classes aristocratiques et féodales saisies d'horreur et pestant contre leur sort invoquèrent en vain les foudres de leur Dieu dépossédé, et maudirent l'œuvre diabolique de la jeune bourgeoisie voltairienne sans préjugés et iconoclaste.

Aujourd'hui le cycle de la bourgeoisie se clôt sous nos yeux, comme le prévoient les prédictions de Karl Marx. Face à la nouvelle puissance de la Révolution prolétarienne socialiste, la classe bourgeoise sent trembler sa domination et recule égarée. Son sens de l'histoire, dans sa jeunesse, qui en faisait, il y a cent trente ans, une force de propulsion de la société, se change en bégaiement d'homme décrépité. Non, ce n'est pas une révolution, c'est une comédie ! Même Marie-Antoinette et Louis XVI sourirent, inconscients, au passage des colonnes hurlantes des sans-culottes !

Mais l'histoire ne s'exorcise pas. Les prêtres de la Sainte-Alliance et les sacristains de la Ploutocratie bourgeoise ne l'exorciseront pas.

[censuré]

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

47 – La Confédération du Travail contre le « Soviet »

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 17 du 13/14/1919

Le heurt entre les directives de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche devinrent toujours plus vives et n'exclurent pas les coups bas. L'organe confédéral « Battaglie sindacali » s'était lancé contre le « Soviet » et les révolutionnaires en général, révélant la haine des réformistes accrochés au Parti contre toute perspective bolcheviste et prétendant parler au nom du marxisme classique. Le « Soviet » répond avec justesse et la polémique montre clairement qu'il ne s'agit pas de débats théoriques mais de heurts directs entre positions opposées et de heurts physiques au sein de l'histoire vivante.

Les très importants et nombreux problèmes qui ont absorbé notre attention dans nos derniers numéros nous ont empêché de relever les désagréables insolences adressées par les « camarades » de « Battaglie sindacali », l'organe de la Confédération du Travail. C'est sans doute pour nous amener à réparer un tel manque que ledit journal, dans son numéro du 5 courant, nous dédie une autre colonne de prose sous le titre **Repentir** et rédigé sur un ton particulièrement insolent.

Nous sommes donc, selon les journaux confédéraux, des « écrivillons ». Et on le comprend. Le pauvre « Soviet » n'a pas le lourd bilan des grands hebdomadaires lancés par la Confédération dont les dirigeants, sachant bien que leur longue expérience en fait de technique syndicale ne leur donne pas d'expérience dans l'art bourgeois du bien écrire, ont pu coucher un... genre d'article qui, avec un esprit élégant et vivace spiritualise spirituellement sur la vulgaire matière des arides négociations syndicales. Et quand les Soviets se feront sérieusement nous ne devrions pas en faire partie puisque nous sommes d'authentiques bourgeois, ayant le

tort de publier le « Soviet » sans percevoir aucun des somptueux salaires qui donnent aux organisateurs et fonctionnaires confédéraux ce **cachet** prolétarien et cette autorité authentique pour faire la pluie et le beau temps en régime soviétiste, comme ils le font dans leurs organisations – ceci en parlant sans cesse des centaines de milliers de travailleurs confédéraux sans cependant jamais les consulter, et faisant semblant d’ignorer que l’esprit (pour une fois nous empruntons la parole monopolisée par les compilateurs de « Battaglie ») des masses se dresse contre les délibérations anti-révolutionnaires des dirigeants.

Ceci n’est pas une de nos inventions ! Si la Direction du Parti craint de le révéler de par une certaine diplomatie politique, nous croyions au contraire de notre devoir de le dénoncer au prolétariat.

Voilà ce que dit, entre autre, l’indigeste député de Bologne :

«... **déclare** que, sans alimenter d’illusions pernicieuses sur la possibilité de bouleversements sociaux improvisés et de transformations économiques immédiates à travers des mutations politiques, alors qu’il se dessine un état de chose tel qu’il induit le prolétariat à une action directe, générale, simultanée, la Confédération doit concrétiser dans les limites définies par son programme de rénovation les aspirations inévitablement imprécises et vagues des foules, rendues protagonistes d’une nouvelle situation imprévue et imprévisible, et rendue possible par la nouvelle période historique qui se développe depuis la guerre mondiale en une dynamique irréfrenable – de telle manière que les aspirations prolétariennes soient réalisées dans une mesure et à travers un gradualisme tel qu’elles empêchent tout retour en arrière, garantissant la stabilité des nouvelles conquêtes et la possibilité de développements progressifs ultérieurs incessants de la société, qui n’auraient pu avoir lieu lorsque les mêmes aspirations étaient altérées et frustrées par d’illusoires et d’infructueux espoirs...»

Il serait facile d’être plus clair mais difficile d’être plus réformiste et **ebertien**. Tout ce que nous avons écrit et qui est reporté par nos contradicteurs ne sont que des relevés de faits. Est-il vrai que la Confédération maintienne sa proposition ambiguë de Constituante professionnelle ? Est-il vrai qu’elle veut la grève pour la représentation proportionnelle et le scrutin de liste ? Eh bien, ce sont des questions politiques dans lesquelles la Confédération se met contre le programme du Parti : et nous avons le droit de dire que le pacte d’alliance est cassé, même si la Direction ne croit pas – et elle fait mal – devoir le dénoncer.

Mais le pacte, dit la Confédération, doit être réciproque. Qui le nie ? Qui conteste aux organisations leur liberté d’action dans la sphère économique tant qu’il est possible d’éviter des répercussions politiques contraires à l’orientation classiste du prolétariat, qui doit rester au-dessus des questions de catégories ?

Par rapport à ce critère, qui nous conduit à la critique ouverte des directives confédérales, nous nous servons du mouvement local des métallurgistes dans notre

commentaire, que « Battaglie syndicale » reporte pour le mettre stupidement en contradiction avec nos affirmations polémiques. Eh bien, justement, nous ne sommes pas de ceux qui jugent du réformisme ou du révolutionnarisme d'une organisation selon qu'elle obtient quelque chose en plus ou en moins sur les salaires.

Nous ne voyons pas la révolution dans le travail syndical mais dans le travail politique et de parti du prolétariat. C'est pourquoi nous ne partageons pas l'orientation de la Confédération et de l'Union Syndicale.

Nous demandons à l'organisation une orientation qui dise clairement : les syndicats de métier remettent au parti socialiste toute la direction du travail social et politique de la classe travailleuse, déclarant que celle-ci vise au renversement du capitalisme à travers la conquête révolutionnaire du pouvoir politique réalisé par son organisation en parti de classe.

De l'autre côté, celui des survivants du syndicalisme, peut surgir l'objection que le Parti n'est pas aujourd'hui en Italie sur des positions parfaitement révolutionnaires. Il y a quelque chose de vrai dans cette position, mais on ne peut y remédier qu'en travaillant sur la base de l'action politique de parti. En créant une opposition entre mouvement politique et mouvement syndical, même si c'est en tendant à faire un travail révolutionnaire, on réussit seulement à encourager l'esprit de catégorie et l'éparpillement de l'action de manière contre-révolutionnaire, comme le prouvent la Russie et les autres pays où une révolution est en cours. Affirmation ? Si nous devons reprendre dans chaque numéro toutes les démonstrations que nous développons comme nous le pouvons, le journal devrait couvrir des kilomètres carrés...

Le soviétisme n'est pas un méli-mélo de syndicats – et il est symptomatique et suggestif que les mêmes arguments servent à répondre aux réformistes et aux syndicalistes-anarchistes. Dans la période révolutionnaire et selon le mode d'organisation communiste, le syndicat a sa place, qui est tout autre que proéminente, mais le caractère du soviét est lui **politique**. Le système électoral se base en pratique sur les groupements de prolétaires les plus opportuns : l'usine, le village agricole, le régiment militaire. Mais la représentation définitive est celle qui, semble t'il, a été adoptée de suite en Hongrie : on y vote par circonscription territoriale avec la simple règle : qui n'est pas prolétaire ne vote pas. Les circonscriptions locales élisent les délégués au Soviet Central. Du reste nous en saurons bientôt plus sur cette question.

En conclusion le développement révolutionnaire – dans le programme marxiste comme dans l'histoire qui se déroule sous nos yeux – écarte la vision de l'ouvriérisme réformiste et du syndicalisme.

La pratique de la révolution est confiée à l'action politique de la classe ouvrière.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II
48 – Crise d'orientation

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 22 du 18/05/1919

Cet article du « Soviet » trouve une explication plus que suffisante dans les derniers paragraphes de la première partie de ce volume.

L'article que nous reproduisons se tourne non tant contre le droite réformiste, à laquelle on a toujours dit son fait, que contre la Direction du parti et contre la fraction des maximalistes électoralistes, qu'il attaque ouvertement parce qu'on avait compris qu'ils étaient insensibles au brûlant problème de l'heure : celui de la scission d'avec les sociaux-démocrates.

La tendance maximaliste qui a triomphé lors du dernier congrès de notre Parti et dont la Direction actuelle est dépositaire subit de vives attaques de la part des éléments de droite du mouvement ouvrier et du parti lui-même, qui tendent à la remettre sérieusement en cause.

Il nous semble que la Direction n'a pas orienté son action programmatique et tactique de manière à assurer l'affirmation des courants politiques, au sein du prolétariat italien, qu'elle devrait respecter. Elle a trop fait le jeu des minimalistes en ne voulant pas rompre avec eux, et en les laissant, au contraire, par son inaction polémique et critique, mener à bien leur travail de dévalorisation des directives extrémistes.

Nous nous sommes occupés avec insistance de cette contradiction, alors que la consigne était de ne pas en tenir compte, désolés de voir que la majeure partie de la presse du Parti, trop habituée à obtenir le **la** extrémiste de l'« Avanti ! », la passait sous silence.

C'est seulement dans le « Lavoro » de Busto Arsizio que nous voyons actuellement ce grave problème posé franchement. Ces camarades, partisans de l'accord et de la collaboration entre le Parti et la Confédération du Travail – c'est ce qui donne une grande importance à leur position – voient qu'il est désormais impossible de continuer à suivre l'un ou l'autre parce qu'ils proposent de fait des directions différentes.

•••

Il semble que la Direction se soit éloignée des caractères essentiels de la méthode maximaliste en ceci : la préoccupation d'adopter une ligne de conduite qui lui permette de s'appuyer sur le plus grand nombre possible d'organisations prolétariennes qui nous sont proches, de tracer un programme d'action qui puisse convenir à tous les éléments du Parti, des organisations ouvrières confédérales ainsi qu'aux syndicalistes et aux anarchistes de l'Union Syndicale Italienne.

Faire dériver le programme de considérations purement tactiques veut dire renverser la méthode maximaliste et glisser vers les méthodes politiques bourgeoises dont la préoccupation est seulement de trouver des alliés, d'élargir vers la droite et la gauche les frontières au sein desquelles se trouvent ses propres amis en suivant les suggestions de situations changeantes.

Au contraire, le Parti Socialiste, constitué selon la conception tactique que le parti de classe est l'organe spécifique de la révolution prolétarienne, devrait tracer une direction précise, complète, en relation avec la période historique qui s'approche, et non uniquement avec sa phase initiale imminente ; ceci en se mettant en rapport direct avec le prolétariat, en appelant les masses à faire converger tous leurs efforts vers des objectifs précis.

Un autre aspect essentiel du détachement actuel du Parti des positions maximalistes se trouve dans le fait de l'avoir laissé se faire attirer sur le terrain équivoque des préalables réformistes, qui ressurgissent année après année car elles n'ont pas été traités radicalement, le terrain des possibilités pratiques, techniques de la révolution, et nous pouvons dire de la révolution elle-même.

Quand on se pose ce problème en s'armant peureusement de canons et de mitrailleuses pour faire face à quelques fous qui s'illusionneraient pouvoir faire la révolution, et contre le stérile massacre d'ouvriers qui s'ensuivrait, c'est pour arriver à une conclusion insidieuse : si la révolution n'est pas possible tout de suite, ou rapidement, il s'ensuit que nos méthodes doivent changer et que nous devons nous plier à des conquêtes plus réalistes, même si, pour ceci, il faut conduire le prolétariat à collaborer avec la classe dominante.

Ce sont ces vieilles voies polémiques, bordées de sagesse ostentatoire, que suivent les sophismes des organes confédéraux.

La Direction n'est pas actuellement sur une route qui lui permette de battre en brèche de telles positions ; elle ne polémique pas et continue à poursuivre la réalisation d'une unité prolétarienne formelle et stérile puisque basée sur la renonciation à une direction, à une ligne intransigeante précise.

Dans la période révolutionnaire, le Parti, qui a en soi non pas les moyens de créer des situations historiques mais les prémisses programmatiques qui le portent sur la voie des grands développements qui déterminent la crise, doit abandonner toute alliance, toute diplomatie, renoncer à arrondir les angles, et appeler le prolétariat à se porter avec audace vers sa méthode.

Le Parti Socialiste Italien pourra le faire s'il maintient la vivacité de la flamme de l'enthousiasme qui brûle déjà en lui ; et s'il arrête de chercher le prolétariat là où il n'est pas, c'est-à-dire à travers les dirigeants d'organisations qui s'opposent à son orientation pour des raisons de fond, à droite comme à gauche.

Cette possibilité existe dans notre parti à condition que son orientation soit précise et élevée. Il faut que celui-ci se porte directement à la tête des masses organisées au nom de sa politique de classe. Pour ceci ses hommes doivent abandonner les illusions électorales ainsi que se débarrasser du doute que le parti attirerait à lui les masses pour obtenir ses bulletins de vote. Pour ceci il faut s'opposer aux éléments qui ne sont pas, de par leur opposition irréductible, disposés à suivre les orientations maximalistes. Il faut également marcher contre tous ceux qui ne sont pas avec nous et leur crier notre opposition. Il faut en un mot restreindre les limites de notre état-major pour pouvoir élargir celui de notre armée.

Ce sont les conditions préalables à tout travail révolutionnaire efficace. Et ce sont les problèmes qu'un grand Congrès National doit poser et résoudre en dédaignant tout accord diplomatique, tout compromis, tout sens de fausse opportunité.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

49 – L’erreur de l’« unité » prolétarienne, polémique sur plusieurs fronts

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 24 du 1/06/1919

Cet article est particulièrement important parce qu’il précède de beaucoup les polémiques qui surgirent les années suivantes au sein de la III^{ème} Internationale sur la tactique du front unique.

La Gauche a toujours rejeté la formule démagogique de l’unité parce qu’elle pensait, et pense, que celle-ci a une grande part dans les maux qui affligèrent l’action de classe du prolétariat.

Le prétendu front unique révolutionnaire, auquel sera consacré l’article suivant, s’était d’abord présenté comme la revendication de l’unité organisationnelle entre les différentes organisations syndicales nationales. Cette demande recouvrait manifestement celle d’un bloc politique que les communistes non seulement rejetaient en tant qu’il les aurait compromis avec les sociaux-démocrates, mais aussi parce qu’il voulait s’adjoindre les syndicalistes de gauche et les anarchistes.

Une conviction largement répandue, car revêtue de la trompeuse apparence du bon sens, est celle disant que l’unité des organisations économiques du prolétariat est une condition favorable et même indispensable au succès de la révolution.

La fusion des grandes organisations syndicales existant en Italie s’effectue ainsi de nombreux côtés.

Nous voulons exprimer notre sentiment à ce propos, même s'il est bien différent de celui de nombreux camarades.

Nous voyions en ceci une question essentiellement politique.

L'unité souhaitée correspondrait à une fusion, à un « bloc » de nombreuses tendances politiques, que nous pouvons réduire à trois, et tellement éloignées par leurs contenus programmatiques et tactiques que leur alliance est non seulement peu probable mais aussi peu désirable pour la cause de l'émancipation prolétarienne.

Une union des forces syndicales du prolétariat qui ne tiendrait pas compte des divergences politiques ne serait pas un facteur d'efficacité révolutionnaire parce que la dynamique de la révolution sociale dépasse les limites du syndicat professionnel.

Les crises de développement de la société se présentent sous l'aspect d'évolution ou de révolution, elles ont pour acteurs les partis politiques dans lesquels se reflètent les classes sociales.

A l'inverse les syndicats ne reflètent que les catégories professionnelles. L'homme participe à la vie sociale dans un cadre bien plus large que celui de son travail professionnel, et même ses rapports strictement économiques ne se limitent pas à sa position de producteur mais s'étendent à ses activités de consommateur intéressé par toutes les autres branches de la production et par l'administration sociale.

A travers son action politique l'homme fait valoir ses intérêts, spécialement dans les moments de convulsion sociale, non seulement de membre d'une catégorie de producteurs mais de ceux d'une classe sociale.

La classe ne doit pas se considérer comme un simple agrégat de catégories économiques mais comme un ensemble homogène d'hommes dont les conditions de vie économique présentent des analogies fondamentales.

Le prolétaire n'est pas le producteur qui exerce un métier donné, mais l'individu qui se distingue par l'absence de possession d'instruments de production et par la nécessité de vendre son propre travail pour vivre. Nous pouvons avoir un ouvrier organisé dans sa catégorie et qui soit en même temps un petit propriétaire foncier ou un petit capitaliste ; celui-ci n'est alors plus un membre de la classe prolétarienne. Ce cas est bien plus fréquent qu'on ne le croit.

Ce ne sont donc pas les confédérations d'organisations de métiers mais le parti socialiste qui comprend et représente l'ensemble des intérêts et des tendances historiques de la classe travailleuse.

La tendance à surévaluer l'action des syndicats est commune aux réformistes et aux anarchistes syndicalistes. Ces tendances auraient voulu se voir confirmées par les expériences contemporaines de révolutions communistes. Mais nous sommes aujourd'hui suffisamment informés pour prouver ce que nous avons tant de fois affirmé : que l'action révolutionnaire est dirigée par un parti politique et que le nouveau régime de représentation prolétarienne est essentiellement politique.

Il résulte de l'histoire des révolutions récentes que celles-ci ont triomphées moyennant la victoire, sur tous les autres partis, du Parti Socialiste Communiste qui, en s'appuyant sur les grandes masses prolétariennes, a conquis le pouvoir et a formé son nouveau gouvernement, d'abord provisoire puis définitivement désigné par le suffrage des nouvelles représentations.

On relève des documents sur la constitution des républiques socialistes que cette représentation ne se fonde pas sur le syndicat, la catégorie professionnelle ou l'usine comme beaucoup s'obstinent à le rabâcher, mais sur les circonscriptions territoriales qui élisent leurs propres délégués indépendamment de la profession des électeurs et des élus.

Dans le nouveau régime économique la propriété et l'administration de celui-ci passent à la collectivité, non à la catégorie des producteurs.

Les syndicats et les unions professionnelles ont en fait un rôle secondaire : ils peuvent faire des propositions sur la discipline du travail et les transformations techniques en soumettant ces propositions à l'accord du système représentatif et exécutif. Ils sont bien moins les arbitres, dans leurs propres entreprises, que ne le sont, en régime capitaliste, les coopératives de producteurs – et il est bien connu que le Gouvernement des Soviets russe a établi le principe de la socialisation de la propriété des coopératives de travail.

Une caractéristique essentielle du régime des Soviets n'est donc pas celle d'être un gouvernement des **catégories** ouvrières mais un gouvernement de la **classe** ouvrière dont les membres ont l'exclusivité des droits politiques niés aux bourgeois. Si un ouvrier organisé était en même temps un petit propriétaire ou un petit **rentier**, il ne serait pas électeur.

Cette conception de gouvernement de classe, de dictature du prolétariat, est la clef de voûte de toute la vision marxiste du processus révolutionnaire.

En réduisant ainsi à sa propre importance la fonction du syndicat ouvrier, le problème de l'unité prolétarienne se transforme en celui de la fusion des courants politiques qui recrutent leurs partisans parmi les organisateurs et les organisés.

Toute unification syndicale qui ne comporterait pas ce **bloc** politique serait absurde et factice.

L'unification politique est un facteur encore plus difficile et contraire au développement des conditions favorables à une action révolutionnaire.

Les trois courants fondamentaux auxquels nous nous référons sont : l'ouvriérisme réformiste ; le syndicalisme anarchiste ; le socialisme maximaliste.

Nous avons eu une tentative de fusion de ces trois courants lors du congrès de Bologne avec la formation d'un comité révolutionnaire dans lequel entrèrent la Confédération du Travail, l'Union Syndicale, le Parti Socialiste Italien, le Syndicat des Cheminots et les anarchistes ; et nous nous déclarons totalement opposés à ce comité.

Dans un prochain article nous développerons les raisons pour lesquelles nous retenons comme contre-révolutionnaire l'union non seulement de cinq, mais même de trois ou de seulement de deux de ces trois tendances politiques dont nous montrerons que les programmes sont inconciliables.

C'est justement pendant les périodes révolutionnaires que les différences de programmes ne peuvent et ne doivent pas être dépassées par des coïncidences momentanées sur des propositions d'actions.

Tout bloc est négatif et tend à atténuer l'action des mouvements qui le composent. La dynamique de l'effort révolutionnaire se situe à l'opposé : dans celle-ci le Parti, qui possède des conceptions et un programme indiquant les voies des grandes déterminations historiques réelles, précise ses voies d'action et de réalisation en recueillant en son sein toutes les énergies de la classe qui doivent accomplir la révolution.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

50 – Le « Front unique révolutionnaire » ?

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 25 du 15/16/1919

Cet article développe le précédent et ses concepts historiques fondamentaux. Il démontre que toute révolution vainc quand elle est conduite non pas par un regroupement de mouvements possédants des programmes politiques différents, mais quand elle a à sa tête le Parti unique et homogène qui sait posséder la perspective pratique du chemin historique – en vertu d’une doctrine professée depuis des années – et est donc le seul qui puisse se mettre à la tête des masses en ébullition, et, contre les erreurs et les coups de tous les autres, les conduire à la victoire.

Nous sommes arrivés – dans l’article du numéro dernier – à la conclusion que le problème de l’unité prolétarienne syndicale se réduit à celui de la collaboration entre les différents courants politiques qui s’opposent dans les rangs du prolétariat.

Aujourd’hui cette collaboration politique, plus ou moins étroite, est invoquée de toute part et a déjà trouvé la formule qui la résume : « le front unique révolutionnaire ».

Nous croyons que ce nouveau front unique n’a pas plus de raisons d’être ni plus de chances de réussite que celui... des alliés, qui n’a pas accéléré d’une heure la défaite de l’Allemagne, et même l’a retardé, en n’empêchant pas, au lendemain de la victoire, le conflit entre les vainqueurs.

Le fait de s’associer dans l’action sans tenir compte des différences de programme est un lieu commun très en vogue, spécialement lorsqu’il s’accompagne

des habituelles déclamations contre les **théoriciens**, mais ce n'est qu'une réaction plus démagogique et pire que d'autres, susceptible d'entraîner plus de confusion dans l'action mais pas plus d'efficacité.

Tout parti possède sa propre vision des développements historiques à venir, et sa force dépend de la réalisation plus ou moins progressive de ses conceptions programmatiques. Le rassemblement temporaire de partis pour l'obtention de réalisations déterminées, et en général le sentiment que tous les éléments politiques doivent se regrouper en seulement deux alliances adverses sur toutes les questions sociales, est caractéristique de la politique bourgeoise et petite-bourgeoise

La caractéristique du mouvement politique du prolétariat est au contraire la possession d'une méthode précise et directe qui est en même temps – inséparablement – le résultat d'une étude critique et un programme d'action.

Ce qui importe pour le triomphe de la cause de la classe travailleuse et pour l'élimination radicale de tous les éléments internes négatifs qui pourraient l'entraver, c'est la concentration des forces prolétariennes en un parti politique dont les développements programmatiques et les orientations tactiques ne présentent pas de contradictions avec le développement historique réel de la lutte.

Le regroupement de tout le prolétariat dans une organisation syndicale unitaire – indépendamment des différentes écoles politiques que suivent ses membres – ne résout pas le problème si, comme nous le soutenons, ce n'est pas l'organisation syndicale qui constitue le protagoniste de la lutte révolutionnaire et la direction du nouveau régime social.

La première tendance, que nous appellerons par simplicité l'ouvriérisme réformiste, a comme conception programmatique l'évolution graduelle du régime capitaliste vers le régime socialiste, sans conflits violents et au sein d'une démocratie qui exclue la lutte armée entre les classes et la dictature de la classe travailleuse. Les réformistes poursuivent donc la réalisation d'une série de conquêtes alors que le pouvoir est encore entre les mains de la bourgeoisie et soutiennent que, même si la majorité du prolétariat était dans une position dominante, elle devrait reconnaître les droits politiques à la minorité bourgeoise jusqu'à son élimination économique graduelle.

Une telle conception est utopique car le développement des événements contemporains converge avec la critique maximaliste pour prouver que le heurt des classes est inévitable, et que le droit politique aux mains de la minorité bourgeoise équivaut à sa domination sur la société.

S'allier avec les partisans d'un tel programme équivaut donc à compter, pour subvertir la bourgeoisie, sur des forces qui tendent indubitablement à la soutenir.

L'autre tendance, la tendance anarchiste-syndicaliste, se situe sur le terrain de la réalité lorsqu'elle voit la nécessité du heurt révolutionnaire entre les classes, mais son programme s'oppose au développement qui doit le suivre et qui constitue l'unique voie de l'émancipation prolétarienne – et elle finira elle aussi en utopie.

Une part des anarchistes nie la nécessité de la dictature du prolétariat au lendemain de la chute de l'État bourgeois, elle nie la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire. L'anarchisme voit dans la classe bourgeoise un ennemi à éliminer tant qu'il est au pouvoir et piétine la liberté des masses, mais sa conception des rapports entre individus ne peut tolérer que les individus de cette classe, après la prise du pouvoir, soient placés non pas dans une situation d'égalité mais dans une situation d'infériorité par rapport aux autres individus.

Le concept de dictature – qui n'est pas secondaire mais fondamental pour le système marxiste, de même qu'on peut dire que le concept de démocratie est secondaire pour le marxisme et principal pour la pensée bourgeoise – est rejeté, ou accepté avec de fortes limites, par l'anarchisme qui voit, dans la transformation technico-économique de la production, un fait coïncidant avec la brève période de convulsions du renversement du pouvoir bourgeois.

L'organisation de la société non pas **définitive** mais succédant à l'élimination définitive de toute forme de propriété privée des moyens de production, est conçue par les anarchistes sans aucune administration centrale, et gérée soit par les syndicats soit par des groupes autonomes de producteurs, alors que le socialisme est au contraire caractérisé par une organisation et une direction centrale des activités économiques qui font défaut au régime bourgeois.

Ce sont des différences substantielles et qui ne sont pas niées par les anarchistes. Mais, disent certains, les différences viennent après et non avant la prise du pouvoir – donc rien n'empêche de s'associer à eux dans l'action.

C'est un raisonnement – qu'il soit fait par un anarchiste ou un socialiste – complètement minimaliste. Compromettre l'avenir pour faciliter des conquêtes qui s'effondrent au moindre choc est une caractéristique de l'opportunisme.

Si nous sommes convaincus que la vision anarchiste du processus de la révolution n'est pas réalisable, nous devons reconnaître qu'il est dangereux de la faire croire réalisable en s'associant aux anarchistes par une union qui tend à amoindrir notre critique de leur orientation.

Le problème est théorique : **il s'agit donc d'un très important problème pratique de demain**. Le gouvernement socialiste succédant à la révolution verra s'y opposer les courants anarchistes qui nient toute forme de pouvoir et tenteront des expropriations directes indépendamment des délibérations du nouveau pouvoir.

Ce sera une sérieuse difficulté pour le succès effectif de la révolution : et une éventuelle alliance préalable entre anarchistes et socialistes dévalorisera fortement la critique socialiste face aux masses, toujours prêtes à la propension, due à l'atavisme de l'esclavage bourgeois, de se croire **trahies**.

Il est donc nécessaire de clarifier dès maintenant le développement complexe du processus révolutionnaire. Si nous sommes convaincus que celui-ci procède selon la conception marxiste et les exemples de Russie et de Hongrie, et qu'il représente **l'unique possibilité** existante pour **dépasser l'époque de la domination capitaliste**, toute concession à d'autres méthodes est absurde et, nous devons le déclarer courageusement, équivaut à faire un travail contre-révolutionnaire.

C'est pourquoi nous voyions la solution du problème par le fait de rendre l'efficacité révolutionnaire du prolétariat plus grande (c'est-à-dire préparer la chute de la bourgeoisie mais aussi rendre impossible celle du nouveau régime) non par la création d'un bloc de courants qui se déclarent révolutionnaires, mais par la formation d'un mouvement homogène qui dégage un programme précis, concret et réalisable à chacune de ses étapes – étant disposé à ne considérer comme révolutionnaire qu'un programme qui réponde à de tels objectifs.

A l'heure décisive tout le prolétariat sera sur cette voie.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

51 – Réformisme et maximalisme

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 26 du 22/06/1919

Ce texte illustre la campagne conduite par les communistes de gauche dont nous avons déjà parlé.

Ceux-ci ne s'opposent pas seulement à la vision ouvertement contre-révolutionnaire de la fraction réformiste mais fustigent avec vigueur la faiblesse révolutionnaire de ces maximalistes qui font beaucoup de démagogie insurrectionnelle mais sont dominés par l'irrésistible attrait des victoires électorales.

Le réformisme, autant dire cette espèce de syphilis constitutionnelle qui, malgré les cures les plus énergiques et les opérations chirurgicales, continue à empoisonner l'organisme du parti socialiste, le fait depuis quelques temps par des manifestations trop intenses pour qu'on puisse les négliger.

Heureusement il n'a pas encore conquis dans notre pays la totalité du pouvoir politique. Il ne peut pas se donner le plaisir de réprimer dans le sang les mouvements populaires avec le prétexte de totalement détruire le mouvement maximaliste comme il l'a fait en Allemagne ou la répression violente de ces mouvements dépasse en férocité celle du tsarisme tant honni, contre lequel le réformisme allemand hypocrite avait prôné la guerre en s'alliant à la bourgeoisie, et continue à combattre avec celle-ci alors que le tsarisme est mort et enterré.

En Italie la fraction réformiste est solidement installée dans les différentes organisations du parti et dans la Confédération du Travail, et le parti lui-même et sa direction soi-disant révolutionnaire manient les calomnies contre la fraction maximaliste qu'ils cherchent à dépeindre comme un petit groupe de fanatiques

remplis d'illusions et brûlants d'envie de susciter de violents mouvements populaires. Les réformistes donnent sans cesse des conseils de défiance au prolétariat qui tend clairement à prendre des positions de bataille suivant la méthode maximaliste, et, pour qu'ils se convainquent que l'on marche assurément au désastre en prenant cette voie, ils ont modelé un maximalisme à l'usage de leurs louables propos.

Les maximalistes, selon eux, veulent pousser le prolétariat, encore immature et mal préparé, vers une action révolutionnaire immédiate en les trompant par le mirage d'une révolution qui, comme un baume miraculeux, adoucirait comme par enchantement toutes les peines prolétariennes.

Les révisionnistes soutiennent à l'inverse qu'un mouvement révolutionnaire est techniquement inexécutable et destiné fatalement à l'échec (Ô généreuses âmes de lapins !), la puissance des moyens offensifs de la bourgeoisie étant telle qu'il ne serait pas possible d'y résister. C'est alors que l'on sort pour démontrer ce propos les grenades, les mitrailleuses et autres sous l'effet desquels le prolétariat insurgé serait irrémédiablement massacré sans rien obtenir d'autre que des pertes douloureuses et inutiles.

C'est pourquoi ceux-ci, pour entraîner le prolétariat vers la lutte de classe, qu'ils ne nient pas, pour fortifier leur esprit et l'entraîner à l'exercice du pouvoir qu'il devra bien conquérir, indiquent le moyen souverain pour y arriver : le bulletin de vote. Le bulletin de vote est pour les réformistes le degré extrême de la perfection humaine.

Ce qui nous surprend c'est seulement qu'ils se donnent tant de mal pour obtenir une modification du système électoral alors que la conquête du suffrage universel (**risum teneatis**), selon les pédants qui dirigent la Confédération du travail, pourrait accomplir la révolution politique tant et si bien qu'il n'y aurait plus de raison d'être pour les partis politiques !

Il ne devrait pas être nécessaire de démontrer que cette présentation du maximalisme par les réformistes est inexacte et même calomnieuse, mais il ne faut pas oublier que ceux-ci ne manquent pas de moyens pour la soutenir, les réformistes collaborant lors de cette campagne, fidèle à leur méthode, avec la bourgeoisie, ne rivalisant avec elle que par l'intensité de l'attaque et ne s'en différenciant que par l'objet, la bourgeoisie ayant en vue le maximalisme de l'extérieur, et spécialement le maximalisme russe, alors que le réformisme s'occupe du maximalisme national.

Le maximalisme soutient la nécessité préalable et imprescriptible de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat organisé en parti de classe dans le but de pouvoir commencer la réalisation d'une longue série de mesures politiques et économiques par lesquelles la société bourgeoise cessera d'exister et la nouvelle société internationale des travailleurs se constituera.

Aucun miracle, donc, et aucun coup de baguette magique !

Confondre la révolution avec l'insurrection plus ou moins violente, fatalement nécessaire, pour déposséder le comité exécutif de la bourgeoisie de son pouvoir est un déplorable effet d'ignorance, encore plus déplorable lorsqu'il s'agit d'un artifice de basse polémique pour frapper l'imagination des ignorants et spéculer sur l'instinct naturel de conservation qui fait éviter tout ce qui fait courir un risque à sa propre peau.

Les maximalistes, qui ne sont ni des fétichistes de la violence ni des assoiffés de sang, tout comme le prolétariat, ne peuvent toutefois consentir à admettre la possibilité absurde que l'instrument politique de la bourgeoisie se laisse déposséder pacifiquement sans se défendre au mieux qu'il le pourra. Les récents événements de Milan (lesquels, comme conflits entre la classe bourgeoise et la classe travailleuse, ne sont pas les derniers) sont suffisamment instructifs pour savoir quel est l'état d'âme de la bourgeoisie et de quel côté se trouvent les provocateurs de la violence. Ce ne sont pas les prédications évangéliques des divers Prampolini qui arriveront à l'éteindre. La violence sera d'autant moins intense que l'esprit combatif du prolétariat sera fort et élevé ; alors qu'au contraire, en rabaisant l'esprit et en semant le doute dans ses propres forces, on ne fera que donner de l'oxygène à la résistance de la bourgeoisie qui se sentira plus forte pour lutter et rendra le conflit plus âpre.

Notre opposition aux réformistes, même lorsqu'ils sont camouflés sous la peau de révolutionnaires soutenant en parole l'intransigeance électorale (alors que la véritable intransigeance n'existe pas dans les conditions du régime bourgeois actuel et que la participation à celui-ci, même si elle est négative, est toujours une collaboration) n'est pas la conséquence de la conviction concernant la possibilité plus ou moins grande de succès d'un mouvement insurrectionnel prolétarien plus ou moins lointain et du fait qu'il faudrait s'occuper de savoir si on doit le provoquer ou non. Nous laissons volontiers aux réformistes la prétention de transformer les maximalistes en prophètes.

L'opposition consiste dans la reconnaissance de la nécessité de la conquête révolutionnaire du pouvoir politique, conquête révolutionnaire qui n'est pas une collaboration explicite ou larvée avec le régime bourgeois mais en est la négation. La conquête révolutionnaire du pouvoir, celle que nous voulons, la dictature du prolétariat, ne naît pas parfaite et complète car aucun organisme ne naît complet et parfait ; elle a un début et un développement vers les transformations les plus profondes des rapports sociaux, et tend à éliminer radicalement la domination d'une classe sur une autre.

Ce mouvement grandiose, qui signe le début d'une nouvelle ère de l'histoire de l'humanité, ne peut pas ne pas avoir ses victimes. L'humanité n'a jamais fait un pas en avant sans martyrs.

Le prolétariat a sacrifié nombre de ses fils, et il devra fatalement en sacrifier d'autres. Ce serait un sacrilège que ces sacrifices soient gaspillés pour obtenir par exemple une république du type de celle d'Ebert, qui constitue au fond la réalité du réformisme, et ne diffère de la réalité bourgeoise que par l'étiquette.

En considérant les possibles futurs sacrifices prolétariens nous n'oublions pas que les armes offensives de la bourgeoisie, cauchemar des courageux réformistes, n'agissent que lorsqu'elles sont animées par des machines humaines !

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

52 – Ou élection ou révolution

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 27 du 29/06/1919

Cet article met en lumière la signification de la bataille qui sera menée lors du congrès de Bologne pour affirmer l'opposition entre l'adhésion au programme historique de la dictature prolétarienne et l'électoratisme parlementaire.

Les développements historiques postérieurs expliqueront le fait, que les opportunistes d'aujourd'hui invoquent toujours, de l'acceptation de la part de Lénine et du III^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste de la méthode parlementaire, dans un sens cependant opposé à celui qui triompha en Italie en 1919 et qui est encore pire aujourd'hui.

Alors que d'un côté nombre de camarades commencent malheureusement à polariser leur attention vers la prochaine lutte à coups de bulletins électoraux, d'un autre côté l'opposition à la participation aux élections est menée dans les rangs du Parti, et l'on insiste de toutes parts sur la nécessité de la tenue du Congrès National.

La Direction ne se prononce cependant pas, et alors que les élections s'approchent la convocation du Congrès est reportée toujours plus tard.

Nous voulons relever que, dans une lettre parue dans la « Riscossa » de Trieste le camarade Lénine écrit, entre autres choses intéressantes : « ... Il y a aujourd'hui des hommes comme McLean, Debs, Serrati, Lazzari, etc., qui comprennent qu'il faut en finir avec le parlementarisme bourgeois...

[censuré à Trieste] ».

Après ces considérations qui proviennent logiquement de l'adhésion de notre parti à la III^{ème} Internationale, Lénine écrit :

«Le parlement bourgeois, même dans la république la plus démocratique, n'est rien d'autre qu'une machine d'oppression contre les millions d'ouvriers contraints de voter des lois que d'autres font contre leurs intérêts. Le socialisme n'a admis la lutte parlementaire que dans le but d'user de la tribune parlementaire à des fins de propagande **jusqu'à ce que la lutte se développe nécessairement contre l'ordre bourgeois** ».

Ici aussi la censure a interrompu l'article. Mais, ajoutons-nous, la lutte du prolétariat est internationale, et sa tactique, comme il est clairement dit dans le programme de Moscou accepté par notre Direction, est internationalement uniforme. Il existe déjà des républiques communistes, nous sommes donc en plein cours historique de la révolution, hors de la période dans laquelle la lutte se développait au sein de l'ordre bourgeois.

Appeler à nouveau le prolétariat aux urnes équivaut à déclarer nettement qu'il n'y a aucun espoir de réalisation des aspirations révolutionnaires ; et que **la lutte devra nécessairement se développer au sein de l'ordre bourgeois**.

La Direction est donc revenue sur le programme de la dictature prolétarienne et sur son adhésion à la III^{ème} Internationale en décidant de participer aux élections. Comment ne pas voir cette funeste contradiction ? Comment ne pas comprendre que dire aujourd'hui au prolétariat « **aux urnes !** » signifie l'inviter à cesser tout effort révolutionnaire pour la conquête du pouvoir ?

Nous crions à grands cris : Le Congrès ! Le Congrès !

De cette manière nous n'allons pas de l'avant. Et pendant que la bourgeoisie s'apprête à juguler les républiques soviétistes, les illusions de nos camarades bien superficiels s'effondrent ; ceux-ci, pourtant révolutionnaires convaincus, croient les discussions programmatiques et théoriques (horreur !) stériles, et pouvoir s'en tirer en disant : nous n'y arriverons pas avant les élections !

Amis de la pratique, nous arriverons aux élections, et pendant que l'honneur et le sacrifice de la sauvegarde de la révolution seront ceux des prolétaires russes et hongrois qui versent sans regrets leur propre sang, en nous faisant confiance, nous conduirons à Montecitorio une centaine de députés, héros d'une lutte électorale sans effusion de sang, dans l'allègre oubli de toute dignité et de toute foi que donne l'orgie électorale.

Réussirons-nous à le conjurer ?

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

53 – La jeunesse socialiste et le Parti

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 27 du 29/06/1919

La discussion entre participationnistes (on ne pouvait pas manquer ce grossier néologisme !) et abstentionnistes dans les rangs du mouvement de la jeunesse socialiste est effervescente.

Le Comité National réuni à Rome a approuvé après de longues discussions la motion du C.C. selon laquelle la question doit être remise aux décisions du Parti – avec l'exception des représentants des Pouilles et de l'Ombrie.

Cependant de tous côtés arrivent des manifestations opposées de sections et de groupes de jeunes – notamment d'Emilie-Romagne.

Nous ne voulons pas laisser passer un coup bas qui nous a été porté lors de la discussion de Rome par un camarade du C.C. des jeunes. Celui-ci a dit, selon l'« Avanti ! » que les « questions théoriques – participation aux élections ou non – se portent sur un terrain sur lequel l'organisation prolétarienne fait ses premiers pas avec nonchalance. C'est là où les masses travaillent et s'éduquent depuis longtemps, que l'on travaille de manière intégrale, c'est-à-dire avec les moyens légaux et illégaux [l'intégralisme ! On les attend au tournant !]. Les querelles théoriques ne résolvent pas le problème révolutionnaire, c'est seulement le travail pratique et efficace de tous les jours qui le fait ».

Le discours n'est pas neuf, il utilise les objections de nos adversaires réformistes. Mais ce qui est neuf est que le sympathique camarade puisse parler de

travail assidu et efficace alors qu'il n'a jamais rien voulu savoir pour travailler dans le parti jusqu'à se faire tirer les oreilles à plusieurs reprises avec raison.

Nous ne voulons pas heurter par ceci notre jeune ami et camarade mais seulement ajouter à son culte de l'esthétisme la maigre figure qu'il a fait en montant sur la chaire vermoulue du praticisme empirique et superficiel.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

54 – Le programme de la fraction communiste

[Retour à la table des matières](#)

« Il Soviet » n° 29 du 13/17/1919

Ce texte est le résultat de la constitution organisée des abstentionnistes en fraction nationale. Il contient un programme, plus spécifiquement historique et politique, complété par les importantes parties concernant la tactique et la critique des écoles adverses, dans ce qui reste comme un exemple typique de positionnement des problèmes que le mouvement révolutionnaire devra résoudre de manière organique. Ce texte montre que la question de l’abstentionnisme se situe à l’intérieur du programme des marxistes de gauche mais pas de manière centrale.

Introduction du « Soviet ».

Il s’est tenu récemment une réunion des camarades inscrits au Parti Socialiste Italien

Une discussion vaste et élevée a conduit à l’approbation du programme que notre « Soviet » publie en premier. Ce serait faire tort à nos lecteurs que d’insister sur l’importance de ce document.

Le groupe initiateur se propose d’agiter et d’affirmer ce programme en réunissant autour de lui les adhésions des inscrits et des sections du P.S.I dans le but de construire sur cette base la fraction communiste du Parti.

La fraction sera rapidement convoquée à des réunions régulières et se préparera pour présenter au Congrès National du Parti son programme destiné à se substituer à l'actuel, formulé à Gênes en 1892.

Nous renouvelons donc l'invitation faite à la Direction du Parti de convoquer de toute urgence le Congrès.

La situation et les événements récents indiquent clairement – et le lecteur qui a suivi notre travail assidu d'élucidations programmatiques et tactiques en conviendra – qu'il n'y a pas d'autres voies pour conduire le prolétariat en Italie vers la réalisation révolutionnaire de la conquête du pouvoir. Une courte période nous sépare de celle-ci, période qui doit être préparée par le développement d'un programme d'action précis, mais qu'on ne peut dépasser par des anticipations miraculeuses.

Programme

L'histoire des sociétés qui ont existé jusqu'à présent est l'histoire des luttes de classes.

Dès lors que les forces productives rentrent en contradiction, au cours de leur développement, avec les rapports de production et de propriété, il y a une période de révolution sociale avec le passage du pouvoir politique d'une classe à l'autre.

La société bourgeoise moderne, née sur les ruines de la société féodale, n'a fait que créer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression et de nouvelles formes de luttes à la place des anciennes. A notre époque l'ensemble de la société se sépare toujours plus nettement en deux classes opposées : la bourgeoisie et le prolétariat.

Pendant que la révolution bourgeoise a mis ces deux classes face à face, elle a institué le régime politique de la démocratie représentative dans lequel se superposent, à l'inégalité économique, les libertés formelles et l'égalité politique des citoyens de toutes les classes dans la formation des organes électifs de l'État. Malgré la prévalence numérique des électeurs prolétariens sur les électeurs bourgeois, l'État démocratique ne cesse d'être le comité de défense des intérêts des couches bourgeoises et administre ses affaires.

• • •

Toute lutte de classe est une lutte politique tendant à la transformation de la base de la production.

Le but des communistes est l'organisation internationale du prolétariat en parti politique de classe, la destruction de la domination bourgeoise et la conquête par le prolétariat du pouvoir politique. L'instrument spécifique de cette lutte est le parti communiste.

Celui-ci, tant que, par nécessité, la lutte se développe dans les limites du régime bourgeois, fait un travail de propagande et de prosélytisme, de critique du système capitaliste et d'opposition à la politique de la classe dominante : c'est ce qui pouvait justifier dans le passé la participation à la lutte électorale et parlementaire.

Quand s'ouvre la période historique de la lutte révolutionnaire entre prolétariat et bourgeoisie, le rôle du parti politique prolétarien est la destruction violente de la domination de la bourgeoisie et l'organisation du prolétariat en classe dominante. A partir de ce moment l'envoi de représentants du Parti dans les organisations représentatives du système bourgeois, par lequel le prolétariat est opprimé, et donc dans les organisations élues auxquelles participe la classe détentrice des richesses, est incompatible.

Au cours la grande guerre, qui a fait se précipiter la crise finale de la bourgeoisie, la rendant incapable de dominer les contrastes internes du monde de la production, l'éclatement de la révolution sociale en Russie a ouvert la période révolutionnaire pendant laquelle le prolétariat s'insurge pour la conquête violente du pouvoir dans les différents pays. Les partis communistes doivent donc orienter leur propre tactique vers cette réalisation.

Le parti de classe se tient en rapports constants avec les syndicats ouvriers en coordonnant et dirigeant l'action de la lutte politique pour l'émancipation du prolétariat.

Il pourvoit à la formation d'organisations provisoires de la classe ouvrière destinées à préparer et organiser l'action pour la mise bas de la domination bourgeoise et pour assumer le pouvoir pendant la première phase révolutionnaire.

• • •

Après le triomphe du prolétariat dans la lutte contre la bourgeoisie, et après avoir assuré la constitution des pouvoirs centraux et locaux, avec des Comités provisoires, les élections des Conseils locaux seront effectuées par les ouvriers, indépendamment de leurs catégories professionnelles, et ces conseils seront organisés par circonscriptions de villes et de campagnes.

Le droit électoral actif et passif sera réservé aux seuls travailleurs des deux sexes et de toute nationalité, en excluant ceux qui exploitent le travail des autres.

On réalisera ainsi les bases de la dictature prolétarienne.

Le congrès des conseils locaux sera convoqué pour l'élection du conseil central ; et celui-ci confiera le pouvoir exécutif aux organes appropriés. Toute délégation de pouvoir sera révocable à tout moment par la volonté des électeurs.

Ce système politique constituera l'État prolétarien, organe de la domination de la classe travailleuse sur la bourgeoisie et de son expropriation.

Pour empêcher les tentatives contre-révolutionnaires de la classe capitaliste et pour vaincre la résistance que celle-ci opposera aux expropriations, on procédera à l'armement du prolétariat avec la constitution d'une milice de classe.

Lors de la formation de l'État des conseils, celui-ci tissera des rapports de solidarité économique et politique illimités avec les autres républiques communistes du monde et aidera par tous les moyens à sa disposition le mouvement communiste dans les pays encore dominés par la bourgeoisie.

Le but du gouvernement prolétarien de classe est celui d'éliminer peu à peu tout capital pour concentrer tous les instruments de production dans les mains de l'État et pour accroître le plus rapidement possible la masse des forces productives.

Les mesures économiques successives d'expropriation et de socialisation seront liées aux conditions économiques et sociales, et à la nécessité de paralyser le moins possible la production pendant le passage de la forme privée à la forme communiste.

Les premières mesures seront : la socialisation du capital financier et la suppression des dettes de l'État, en excluant les petits capitaux ; la socialisation des habitations, des moyens de transport, de la grande propriété agraire et des grandes entreprises commerciales et industrielles.

Des mesures spéciales encourageront les propriétaires des petites entreprises tant industrielles qu'agricoles à accéder volontairement aux formes communistes.

Ce processus constituant l'unique voie de réalisation concrète de l'égalité et de la liberté humaine, dont la condition préalable est la disparition de toute exploitation de l'homme par l'homme, l'État prolétarien se servira de tous les moyens de répression des actions individuelles ou collectives qui s'opposeront à la réalisation du programme communiste, ne pouvant sacrifier à une conception abstraite et formelle de la liberté le développement rapide et le sort de la révolution.

• • •

Avec la socialisation des différentes branches de l'économie, celle-ci cesse d'être l'affaire privée d'individus ou de groupes pour devenir une fonction collective de l'humanité associée tout entière.

Le mode et les moyens de production, le transport et la distribution des produits seront disciplinés par des organisations compétentes reliées internationalement.

Lorsque l'expropriation de tout le capital sera accomplie, la bourgeoisie sera graduellement absorbée et le prolétariat cessera d'exister en tant que classe.

Le pouvoir public perdra alors son caractère politique parce qu'il n'y aura plus deux classes, l'une dominante et l'autre dominée.

Au fur et à mesure que s'élimineront les tristes hérédités dégénérées provenant du régime capitaliste, la vieille société divisée en classes opposées fera place à une association dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

55 – Pour l’affirmation historique de la dictature prolétarienne

[Retour à la table des matières](#)

« L’Avanguardia » n° 599 du 17/08/1919

Cet article est une contribution de la gauche à une discussion au sein du mouvement de la jeunesse. Il est important parce qu’il clarifie les nombreuses erreurs sur le concept de dictature du prolétariat, qui étaient le reflet de la confusion des idées des maximalistes « adultes » dans les rangs du mouvement des jeunes.

La présentation de la question d’un point de vue historique et théorique en général constitue une véritable exposition des principes établis par Marx et revendiqués par Lénine, et est rédigée avant que ne soit connue en Italie l’œuvre grandiose du second, « L’État et la Révolution ».

Les camarades du Comité Central nous demandent un jugement sur l’« Appel de la Jeunesse socialiste italienne aux prolétaires de tous les pays ». On peut dire clairement que la partie essentielle de l’« Appel », celle qui traite de la Dictature prolétarienne, ne présente pas de précision programmatique suffisante et ne s’inspire pas exactement de la doctrine marxiste dont l’« Appel » se réclame, et qui trouve sa réalisation dans les grandioses évènements historiques actuels.

Alors que l’« Appel » dit justement que l’objectif du prolétariat au cours de la lutte révolutionnaire doit être celui de la conquête du pouvoir pour substituer au gouvernement de la bourgeoisie les Conseils Ouvriers (il vaudrait mieux dire l’État des Conseils), il est dit que ces Conseils recourront à la dictature du prolétariat de manière transitoire lorsque la bourgeoisie s’insurgera contre eux.

Le concept historique de dictature du prolétariat perd ainsi toute son importance puisque sa nécessité et son universalité sont niées ; laisser croire (seulement parce qu'on a peur de heurter ceux – les démocrates bourgeois et les anarchistes – qui s'effarouchent d'une telle conception) qu'il pourrait y avoir un passage du capitalisme au socialisme sans dictature, constitue une très grave erreur.

Il y a avant tout une contradiction : le concept de conquête du pouvoir et de régime des Conseils contient déjà le concept de la dictature du prolétariat, qui est limité et dévalué par l'Appel.

Il semble que l'on puisse y voir la préoccupation de ne pas heurter les vues anti-autoritaires et anti-étatiques des anarchistes et des syndicalistes, ce qui détermine un grave manque de précision théorique.

Ceci n'est pourtant pas de peu d'importance, et nous en appelons à un écrit de Lénine de 1915 que nous lisons dans la revue « L'Ordine Nuovo » de Turin, dans lequel il rectifie les mêmes inexactitudes d'un journal de la jeunesse socialiste internationale en rappelant la nécessité de la « clarté et continuité théorique ». Nous verrions avec un grand plaisir cet article reproduit dans l'« Avanguardia ».

En politique la théorie n'est rien d'autre que le résultat des recherches critiques sur le passé et le présent desquelles on tire les prévisions sur les lois de développement historique à venir en en déduisant les normes tactiques que le parti révolutionnaire doit adapter. La théorie d'aujourd'hui est donc la pratique de demain. Celui qui nie l'importance de la théorie face à la pratique est essentiellement anti-révolutionnaire parce qu'il est partisan d'une action empirique se déterminant au jour le jour, caractéristique des partis conservateurs et des réformistes. La théorie critique possédée par notre parti, le marxisme, a de lumineuses confirmations dans les événements historiques actuels qui nous autorisent à le suivre au sens le plus strictement intransigeant, nous différenciant de toutes les autres écoles. Seul est vraiment révolutionnaire le parti dont la doctrine et le programme reflètent fidèlement les développements historiques effectifs présentés par le développement de la révolution présente. On doit donc se dire que, de même que le socialisme marxiste fait justice (en plus des écoles idéologiques bourgeoises) des conceptions socialistes utopiques, de même il prévaut face aux écoles qui surgirent des tentatives ultérieures de révision : l'anarchisme, le syndicalisme et le réformisme. Ces doctrines, et en conséquence les méthodes politiques qui en jaillissent, doivent donc être déclarées non révolutionnaire, et toute position différente face à celles-ci est pur opportunisme.

Concrétisons donc avec précision, si nous voulons concourir au grandiose développement des prémisses de la révolution sociale, notre vision programmatique, faute de quoi nous ferons un travail stérile et dans quelques cas contre-révolutionnaires.

Il faut donc reconstruire les étapes du processus révolutionnaire exposé dans l'« Appel », comme nous l'avons dit, de manière peu précise.

• • •

Opposer à la société présente basée sur la propriété privée la vision d'une société future dans laquelle la propriété soit commune et ou soient éliminés tous les inconvénients et les maux sociaux qui proviennent de l'organisation économique actuelle est un idéal dans lequel le socialisme n'est pas encore contenu.

Le passage du socialisme utopique au communisme critique ou socialisme scientifique se réalise lorsque est posé et résolu le problème qui détermine le processus historique qui conduit de la société actuelle à la société socialiste.

La première conception est celle de la méthode métaphysique qui consiste à penser en contradictions absolues et éternelles, opposant le bien et le mal, le juste et l'injuste, ou le communisme et le capitalisme.

Cette méthode ne comprend pas les développements de l'histoire réelle, n'en conçoit pas les termes réels de dépassement, et nie les caractères du monde actuel en croyant avoir créé à partir de rien le monde idéal de l'avenir.

Au contraire la pensée marxiste, suivant la méthode dialectique, conçoit les phénomènes sociaux à travers les rapports complexes de développement de leur futur, et sans se préoccuper d'oppositions abstraites et scolastiques cherche à déterminer les phases du développement historique ; entre société capitaliste et socialiste il voit un rapport logique de cause à effet plus que le jeu d'une pure négation idéologique. L'application de cette méthode historique à l'étude de la constitution de la société et de son histoire passée permet d'arriver aux conclusions qu'on peut aujourd'hui, de par les évidentes confirmations apportées par la réalité historique, énoncer avec sûreté.

C'est au sein de la société capitaliste qu'ont mûries les conditions de la réalisation du communisme, et la force la plus importante qui tend à les déterminer est le prolétariat, classe révolutionnaire.

L'ordre économique de la propriété privée continue à subsister parce que la minorité bourgeoise le défend en profitant du pouvoir qui est entre ses mains.

Le prolétariat tend donc à détruire le pouvoir de la bourgeoisie, et ceci ne peut advenir sans un assaut violent et une lutte armée entre les deux classes. Il est inutile de répéter ici la démonstration de ce que la forme démocratique de l'État bourgeois ne donne pas accès à la dépossession politique de la bourgeoisie, bien que celle-ci soit par nature une minorité. La période de lutte insurrectionnelle est donc une période nécessaire, mais elle ne contient pas en elle tout le processus qui substituera l'économie commune à l'économie privée.

Une fois le pouvoir politique enlevé à la bourgeoisie, on ne pourra pas lui enlever de suite les privilèges économiques, l'exproprier et l'abolir d'un coup lors de la bataille insurrectionnelle. C'est justement ce que pensent, de manière métaphysique et non révolutionnaire, les anarchistes. Exproprier tout immédiatement serait impossible. Ceci arrêterait d'un coup la gestion de la production.

Le problème historique est donc de conserver la bourgeoisie comme classe économique, en en assurant l'expropriation et l'abolition graduelle le plus rapidement possible, sans pour autant paralyser la production et en empêchant en même temps que la bourgeoisie reconstitue son pouvoir en consacrant de nouveau le droit intangible à la propriété privée.

La dictature du prolétariat est la solution historique nécessaire de ce problème. Elle est le centre de la révolution sociale. La direction des usines et même en principe le profit du capital est laissé aux bourgeois rescapés – mais il leur est nié tout pouvoir politique, réservé aux seuls travailleurs.

C'est ainsi que le prolétariat doit organiser le nouveau pouvoir, en devenant classe dominante, en fondant après la destruction du gouvernement bourgeois l'État et le Gouvernement prolétarien.

C'est ainsi que s'établissent les bases de granit de l'expropriation des capitaux privés, de la socialisation de la production et du communisme.

Cette expropriation sera la plus rapide qu'il soit techniquement et pratiquement possible, parce que ceux qui auraient intérêt à l'éviter seront exclus de toute ingérence dans la préparation des dispositions qui y sont destinées et par lesquelles l'État prolétarien procédera à la socialisation. A travers ce processus on avancera vers la suppression des classes, l'absorption de la bourgeoisie par le prolétariat, et donc vers la Société sans classe et sans État politique.

Mais ce processus durera tant que tous les privilèges bourgeois ne seront pas éradiqués et tant que ne sera pas éliminé le monstrueux bagage d'hérédité dégénérée laissé par la société bourgeoise dans l'ensemble organique de l'humanité.

Les tares physiques et sociales provenant du paupérisme ne disparaîtront que lentement, comme conséquence de la suppression de l'exploitation humaine. Pendant cette période il n'y aura pas seulement la bourgeoisie à exproprier par la force, mais aussi des éléments rétifs en général à l'acceptation de la forme communiste lors de son développement. Et il y aura donc la nécessité du pouvoir, de la coercition et de l'autorité.

Le reste est une légende qui peut vivre dans la rhétorique mais pas dans l'histoire ; dans l'utopie, non dans la politique révolutionnaire.

Il serait intéressant d'entrer dans la critique de la conception libertaire du processus révolutionnaire (abolition de tout pouvoir remplacé par la liberté individuelle illimitée qui aboutit à la constitution communiste de la société) pour démontrer à quel point celle-ci est métaphysique et donc pré-marxiste, basée sur des illusions, justement parce qu'elle ne voit pas la dialectique du processus historique de la révolution.

L'État prolétarien est l'opposé de l'État bourgeois en ceci : il est encore une machine d'oppression de classe, mais c'est le prolétariat qui l'emploie contre la bourgeoisie – au lieu de défendre un privilège de classe, celui-ci s'en pénètre d'abord pour le supprimer ensuite « au cours de l'évolution ».

La « liberté » ne surgit pas métaphysiquement l'heure X du jour Y par la destruction des conceptions autoritaires, mais elle émerge comme résultat logique des nouvelles conditions économiques, c'est-à-dire de la suppression concrète de l'exploitation.

S'étonner qu'il faille des actes d'« autorité » pour arriver à la « liberté », que pour abolir la domination de classe il faille une domination de classe, veut dire ne rien comprendre à la dialectique et être digne d'une naissance cinquante ans avant Karl Marx et sa doctrine.

L'anarchiste qui nie la nécessité de l'histoire et la causalité du socialisme dans le capitalisme, pour rabâcher son théorème favori : s'il n'y avait pas eu d'« État autoritaire », l'humanité aurait vécu depuis des millénaires dans l'âge d'or du communisme, n'est-il pas parfaitement métaphysique ?

Mais arrêtons cette discussion et tournons-nous vers l'« Appel » pour conclure.

La dictature prolétarienne – s'en offense qui veut – est la caractéristique substantielle et universelle de la révolution communiste. C'est une grave inexactitude de dire que si l'on y recourt alors la bourgeoisie résiste : elle résistera toujours, partout et par tous les moyens là où il y a un régime soviétiste, c'est-à-dire la dictature du prolétariat. Ce sera une période transitoire. C'est vrai. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? Toute période historique est transitoire. La période de la dictature – nous ne disons pas de la terreur – pourra durer plusieurs générations. Ne vivons nous pas, dans la société bourgeoise d'aujourd'hui, des formes de féodalisme, même si celui-ci a été balayé du pouvoir par la révolution bourgeoise ?

Et si avec « transitoire » on veut attirer ceux qui ne veulent pas accepter le critère programmatique de la dictature, on fait un travail dangereux de contre-préparation révolutionnaire. Laisser dans l'ombre certains aspects du programme pour augmenter le nombre d'adhérents est une méthode anti-révolutionnaire par excellence.

Histoire de la gauche communiste, tome I, partie II

56 – Préparation révolutionnaire ou préparation électorale

[Retour à la table des matières](#)

« Avanti ! » du 21/08/1919

De cet article, dû à un camarade de la gauche communiste, et du commentaire dont le fait suivre le journal par l'intermédiaire du camarade Luigi Salvatori, nous avons déjà suffisamment parlé dans la conclusion de la première partie, et le lecteur n'a pas besoin pour comprendre la polémique qui se développe avec loyauté et un égal esprit révolutionnaire, d'un commentaire plus actuel.

Nous disons être rentrés dans la période historique révolutionnaire dans laquelle le prolétariat parvient à abattre le pouvoir bourgeois puisque ce résultat est déjà obtenu dans de nombreux pays d'Europe, et où dans les autres pays les communistes doivent faire converger tous leurs efforts pour la réalisation de ce but.

Les partis communistes doivent donc se dédier à la préparation révolutionnaire en entraînant le prolétariat non seulement à la conquête mais à l'exercice de la dictature politique, et se préoccuper de dégager au sein de la classe travailleuse les organismes aptes à assumer et gérer la direction de la société.

Cette préparation doit s'accomplir sur le terrain programmatique en formant les masses à la conscience du développement historique global à travers lequel l'ère du capitalisme cèdera la place à l'ère du communisme ; et sur le terrain tactique par la formation de **Soviets** provisoires préparés à la prise du pouvoir local et central, et la préparation de tous les moyens de lutte indispensables au renversement de la bourgeoisie.

Pendant la période dédiée à cette préparation, tous les efforts du parti communiste sont destinés à créer les conditions de la dictature prolétarienne, en soutenant par la propagande non seulement de la parole mais surtout des faits la position centrale de la dictature, c'est-à-dire le gouvernement de la société par la classe prolétarienne et la privation de tous les droits politiques et d'intervention à la minorité bourgeoise.

Si l'on voulait pendant cette période adopter l'action électorale tendant à envoyer les représentants du prolétariat et du parti dans les organes élus du système bourgeois, basé sur la démocratie représentative, qui est l'antithèse historique et politique de la dictature prolétarienne, on détruirait toute l'efficacité de la préparation révolutionnaire.

Même si on agite le programme maximaliste lors des réunions électorales et à la tribune parlementaire, les discours des candidats et des députés tomberaient sur une contradiction de fait : soutenir que le prolétariat doit diriger politiquement la société sans la bourgeoisie et admettre de fait que les représentants prolétariens et bourgeois continuent à s'affronter avec une parité de droits au sein des organes législatifs de l'État.

On gaspillerait en pratique toutes les énergies morales, intellectuelles, matérielles et financières dans le tourbillon des querelles électorales, et les hommes, les propagandistes, les organisateurs, la presse, les ressources du parti seraient détournées de la préparation révolutionnaire pour laquelle ils sont eux-mêmes déjà trop mal préparés.

Une fois établie l'incompatibilité théorique et pratique entre les deux préparations, il nous paraît que l'on ne peut pas hésiter sur le choix, et que l'on ne peut admettre l'interventionnisme électoral en soi que lorsque la révolution n'a pas la plus minime chance de réussite.

L'incompatibilité des deux formes d'activité n'est pas une incompatibilité momentanée qui puisse rendre admissible la succession des deux formes d'action. L'une et l'autre supposent une longue période de préparation et absorbent la totalité de l'activité du mouvement pour une longue période.

La préoccupation des camarades qui voient la possibilité que l'abstentionnisme électoral se réalise sans que les finalités révolutionnaires ne soient atteintes n'a pas de consistance. Même si le fait de rester sans représentants parlementaires constituait un danger – ce que nous nions compte tenu de notre longue expérience – au lieu d'être un avantage, ce danger n'en serait pas moins difficilement comparable à celui de compromettre ou même seulement de retarder la préparation du prolétariat à la conquête révolutionnaire de sa propre dictature.

Donc, à moins de pouvoir prouver que la participation aux élections, non seulement dans la situation historique actuelle et en théorie, mais également compte-tenu des dégénérescences pratiques bien connues, ne soit pas fatale à l'entraînement révolutionnaire, il faut sans regrets jeter à la ferraille la méthode électorale et, sans plus nous retourner, concentrer toutes nos forces à la réalisation des objectifs maximalistes du socialisme.

Note rédactionnelle de l'« Avanti ! ».

[Retour à la table des matières](#)

Si le problème électoral doit être considéré d'une manière purement morale, l'[auteur de l'article] a raison. Nous nous distinguons cependant de lui sur un aspect contingent de la question. Essayons d'être bref et clair.

Le fait d'être entré dans la « période révolutionnaire dans laquelle le prolétariat parvient au renversement du pouvoir bourgeois » fait partie de l'actualité et nous appartient. Mais il n'est nôtre que lorsque nous considérons, à l'échelle internationale, la Russie – pour ne citer que la grande flamme au milieu des plus petites –, c'est-à-dire dans les limites du monde socialiste. Au contraire, en parlant strictement de nous, de l'Italie, il convient de se demander si la période révolutionnaire, ouverte internationalement, existe comme tendance ou comme réalisation, si donc la révolution peut se réaliser ou bien si elle se réalise. Si elle se réalise, même les derniers Achille de notre camp, qui hésitent encore dans les gynécées, dédaigneraient les ors de l'Académie pour le drapeau de la violence. Mais si, pour des raisons qui échappent à notre examen (par exemple celle que l'organisme prolétarien ait l'apparence de la force mais que la substance de son sang, de ses os, de ses tissus soient corrompus par la syphilis du réformisme), nous devons constater la nécessité de la préparation révolutionnaire dont l'[auteur de l'article] parle, avec un programme difficile à digérer dans un bref laps de temps, nous devrions retenir que notre parti ferait une erreur en négligeant ainsi les élections.

Ce n'est pas que nous voulions éloigner la révolution (pour laquelle nous avons des conceptions plus simples, plus intrépides, plus volontaristes de celles rigidement et froidement théoriques de l'auteur) ; mais si la révolution, qui est une chose et non une volonté, se trouvait à l'état potentiel sans être entrée sans sa phase dynamique, si donc elle n'était pas devenue un fait, le passage entre la position d'hier, où l'auteur acceptait, certes sans enthousiasme, les élections, et celle d'aujourd'hui où il les réfute, alors lancer le Parti dans le négativisme électoral correspondrait-il à la sereine objectivité marxiste ?

Nous pensons que la politique de Campidoglio menée par le groupe parlementaire mérite de le jeter du haut de la roche Tarpéienne, et pensons en outre qu'une majorité maximaliste ne portera pas la « chambre des députés » à se convaincre des bienfaits du socialisme et à le promouvoir pour le bonheur de l'humanité – c'est la tradition socialiste de la conquête des pouvoirs publics qui ne peut être détruite d'un seul coup, même si l'on pense que la continuation des pratiques électorales par les réformistes pourrait remplir d'illusion et corrompre le prolétariat – c'est à l'occasion des meetings électoraux (hors de tout gradualisme et de toute prédication de reconstruction socialiste) que l'on peut donner aux masses une merveilleuse préparation psychologique pour la compréhension de nos positions – il est nécessaire de ne pas affaiblir les énergies de classe dans une nébuleuse libertaire qui détruirait les principes d'autorité, de construction, de dictature qui sont les bases de notre avenir – et c'est, de plus, l'opportunité de ne pas démentir l'utilisation du vote que nous devons utiliser dans le travail de nos conseils.

Parmi les armes de la lutte de classe il y a, outre la grève, le sabotage. Nous ne sommes pas pour l'abandon des institutions bourgeoises du pouvoir, nous sommes pour leur critique théorique et leur sabotage en pratique. Nous ne croyons pas que ce travail doit prendre la première place dans le programme de préparation proposé par l'auteur, mais nous voulons penser qu'il vaudra bien reconnaître la place de sa légitime réalisation et d'une certaine utilité révolutionnaire contingente. De toute manière nous resterons disciplinés car si élections nous appellent à la nécessité dire nos pensées, elles n'ont pas une importance telle qu'elles méritent une escalade polémique, et ne pourront pas – quoi qu'il en soit – être la cause de la division du camp communiste.